

**L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte**

**présente**

# **Marx, à mesure**

***Une anthologie commentée des écrits  
de Marx et d'Engels***

**par**

**Le Cercle d'Etude des Marxismes**

**Fascicule 33**

## Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

### Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, longtemps aggravée par la crise des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Notons toutefois que sous cet angle, l'évolution s'est heureusement inversée avec les récentes publications, aux mêmes Editions sociales, de la GEME (ladite Grande Edition Marx et Engels).

### Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de manière à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

### Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

# Sommaire

Le présent fascicule est consacré à l'ouvrage de Marx *Herr Vogt*.

Il se compose des 3 cahiers suivants.

## Introduction

1. L'affaire Vogt. Chronologie des événements. Histoire du manuscrit, paginé CE de 1 à 17.

## 2. Karl Marx, *Herr Vogt*

- a. Avant-Propos, paginé AP, de 1 à 2.
- 1. Chapitre premier : La Schwefelbande, paginé Ch1, de 1 à 9.
- 2. Chapitre II : Les « Bürstenheimer », paginé Ch2, de 1 à 9.
- 3. Chapitre III : Histoires de police, paginé Ch3, de 1 à 21.
- 4. Chapitre IV : La lettre de Techow, paginé Ch4, de 1 à 20.
- 5. Chapitre V : Régent de l'Empire et comte palatin, paginé Ch5, de 1 à 2.
- 6. Chapitre VI : Vogt et la *Rheinische Zeitung*, paginé Ch6, de 1 à 7.
- 7. Chapitre VII : La campagne d'Augsbourg, paginé Ch7, de 1 à 16.
- 8. Chapitre VIII : Dada Vogt et ses « études », paginé Ch8, de 1 à 38.
- 9. Chapitre IX : Agence, paginé Ch9, de 1 à 20.
- 10. Chapitre X : Patrons et compères ou canaille et compagnie, paginé Ch10, de 1 à 33.
- 11. Chapitre XI : Un procès, paginé Ch11, de 1 à 26.
- 12. Chapitre XII : Annexes, paginé Ch12, de 1 à 27.

- 12.1. L'expulsion de Schily de Suisse.
- 12.2. La journée révolutionnaire de Morat.
- 12.3. Cherval.
- 12.4. Le procès communiste de Cologne.
- 12.5. Calomnies.
- 12.6. Batrachomyomachie.
- 12.7. La politique Palmerston.
- 12.8. Déclaration de Mr. Scherzer.
- 12.9. Article de Blind dans la *Free Press* du 27 mai 1859.
- 12.10. Lettres de Mr. Orges.
- 12.11. Circulaire contre K. Blind.
- 12.12. L'affidavit de Vögele.
- 12.13. L'affidavit de Wiehe.
- 12.14. Quelques pièces du procès.
- 12.15. Les pamphlets Dentu.
- 12.16. Supplément.

## 3. Documents

- 3.1. Carl Vogt, Notice biographique, paginé Ch3.1, de 1 à 6.
- 3.2. James Fazy, Notice biographique, paginé Ch3.2, de 1 à 4.
- 3.3. K. Marx, Déclarations de presse, paginé Ddp, de 1 à 9.
- 3.4. Carl Vogt, *Programme*, paginé Ch3.4, de 1 à 2.
- 3.5. Carl Vogt, *Zur Warnung*, paginé Ch3.5, de 1 à 2.

## Introduction

La rédaction de son *Herr Vogt* va mobiliser toute l'énergie de Marx pendant plus d'un an : de juin 1859, lorsqu'il prend connaissance de l'article publié par Carl Vogt dans le *Schweizer Handels-Courier* de Bienne, jusque la fin novembre 1860, lorsque paraît son ouvrage.

Ses travaux théoriques sont à l'arrêt.

Cette controverse présente **deux aspects**, l'un **politique**, certes, et l'autre **très personnel** en raison des propos injurieux tenus par Carl Vogt à son égard.

La dimension **politique** du débat concerne l'hostilité de Marx **envers le bonapartisme et le tsarisme**.

Or la double parution, d'abord en mars 1859, de la brochure de Vogt « Studien zur gegenwärtigen Lage Europas » puis, en mai 1859, de l'article d'Elard Biskamp dans *Das Volk*, « *Le régent de l'empire comme traître à l'empire* » vont le convaincre qu'il a bien affaire, en la personne de Vogt, à un agent stipendié par le pouvoir impérial français, une conviction qui sera confirmée plus tard par la découverte, en 1870, après la chute de Second Empire, des documents d'archives attestant que Vogt a bien reçu, en août 1859, la somme de 40.000 francs sur les fonds secrets du gouvernement français<sup>1</sup>.

La dimension **personnelle** du débat concerne les affirmations **calomnieuses** de Vogt à son adresse, l'accusant d'être, à Londres, le chef d'une bande de maîtres chanteurs, dite la *Schwefelbande*, tout occupée de prélever des crédits aux dépens de militants qu'elle menace de dénoncer à la police prussienne.

\*

L'ouvrage de Marx n'est pas d'une lecture aisée.

La principale difficulté réside dans la complexité des événements, anecdotiques, souvent, qui sont évoqués. Nous recommandons, sous cet aspect, de garder à vue, au cours de la lecture, le premier chapitre que nous avons consacré à l'histoire du manuscrit. Il sera, nous l'espérons, d'une aide utile<sup>2</sup>.

L'autre peine ne réside pas moins dans le style même de l'auteur qui, outre les jeux de mots, abonde en références culturelles, de Platon à Shakespeare, de Dante à Schiller, et d'autres, à foison.

\*

Nous citons à partir de l'unique traduction française de l'ouvrage de Marx par Jules Molitor, « Œuvres complètes de Marx », Editions Alfred Costes, Paris 1927 en trois volumes.

Les notes sont pour la plupart extraites de l'édition allemande (*Marx Engels Werke*, vol. 14) et anglaise (*Marx Engels Collected Works*, vol.17) vérifiées et complétées par nos soins en référence aux encyclopédies *Wikipédia* et *Universalis*.

---

<sup>1</sup> *Papier et correspondance de la famille impériale*, Paris 1870, tome 2, p. 161. (En ligne sur Google Livres). Selon Jaques Grandjonc, une somme quasi équivalente lui avait été remise en mars de la même année : « le total des deux versements, écrit-il, équivaut alors à la bagatelle de dix années de traitement. » (Jacques Grandjonc, « Les implications de l'affaire Vogt », article paru, page 76, dans l'ouvrage collectif *Carl Vogt, science, philosophie et politique (1817-1895)* aux éditions Georg, Chêne-Bourg, 1998, sous la direction de Jean-Claude Pont, Daniele Bui, Françoise Dubosson et Jan Lacki.

<sup>2</sup> Dans sa lettre du 5 décembre 1860, Engels regrettera que Marx ait omis de placer un résumé à la fin de chaque chapitre : « ça n'aurait fait que quatre pages de plus et aurait été d'un bel effet dans le livre où la documentation ainsi que la masse des noms plus ou moins inconnus du petit-bourgeois sont un peu écrasantes; en même temps, cela aurait mieux fait ressortir l'art de la composition qui est très réussi. » (C6, p. 239).

\*

L'ouvrage de Carl Vogt « Mein Prozess gegen die *Allgemeine Zeitung*. Stenographischer Bericht, Dokumente und Erläuterungen. Genf, im December 1859 » est accessible en ligne (en allemand) sur le site de Google Play Livres.

\*

Nos abréviations :

- C, suivi du numéro de volume : *Marx Engels Correspondance*, Editions sociales.
- MECW : *Marx Engels Collected Works*.
- MEW : *Marx Engels Werke*.

L'ouvrage de Carl Vogt est référencé par Marx sous la mention « Hauptbuch ».

# 1. L'affaire Vogt. Chronologie des événements. Histoire du manuscrit.

## Sources :

- Les données de la correspondance de Marx, en particulier ses courriers de l'année 1860 à l'adresse de Weber, son avocat berlinois (Marx Engels, *Correspondance*, tome VI, Éditions sociales, Paris 1978).
- K. Marx, *Herr Vogt*, Alfred Costes Editeur, traduction par J. Molitor, Paris 1927.
- Marcello Musto, *Another Marx*, Bloomsbury Academic, 2018. En particulier le chapitre 5. « The Polemic against Vogt », pp. 117-126.
- Jean-Claude Pont, Daniele Bui, Françoise Dubosson, Jan Lacki, Carl Vogt. Science, philosophie et politique (1817-1895- Bibliothèque d'histoire des sciences Georg Éditeur, Chêne-Bourg, 1998. En particulier la contribution de Jacques Grandjonc et de Hands Pelger : « Les implications de l'affaire Marx-Vogt », pp. 67-89 de ce volume.
- Carl Vogt, *Mein Prozess gegen die Allgemeine Zeitung*, Genève, décembre 1859 (en ligne sur le site de Google Play Livres).

\*

01.04.59 Carl Vogt adresse à Ferdinand Freiligrath<sup>1</sup> un programme politique dans lequel il recommande la neutralité de la *Confédération germanique* dans le conflit qui s'annonce entre la France et l'Autriche<sup>2</sup>. Ce document que Freiligrath communique à Marx constituera bientôt l'une des pièces de « l'affaire Vogt ».

22.04.59 Marx informe Engels du courrier qu'il a reçu de Freiligrath à propos de Vogt. Il commente la ligne politique que ce dernier soutient dans la perspective de la prochaine campagne d'Italie. Selon Vogt, écrit-il, « Le despotisme français est passager, le despotisme autrichien est durable. On laisse les deux despotes s'épuiser », ajoutant cette note perspicace : « On sent même un certain faible pour Bona<sup>3</sup>. ».

Vers la fin avril 1859 avait paru à Genève la brochure de Carl Vogt intitulée *Studien zur gegenwärtigen Lage Europas* (« Etudes sur la situation actuelle en Europe<sup>4</sup> »). Elle évoque le contexte historique qui aboutira à la guerre entre l'Autriche et la France.

Marx en fera la lecture dès le début du mois de mai, ce qui le persuadera qu'il a bien affaire à un propagandiste à la solde de Napoléon III.

09.05.59 Marx participe à la tribune d'un meeting organisé par David Urquhart sur la question de la guerre d'Italie. C'est à cette occasion qu'il est approché par Karl Blind qui l'informe des menées bonapartistes de Carl Vogt<sup>5</sup> dont la récente rencontre avec

---

<sup>1</sup> Ainsi qu'à Karl Blind.

<sup>2</sup> Le texte de ce programme se trouve reproduit dans l'ouvrage de Vogt « *Mein Prozess...* », Op.cit., Document 8, pp. 33-37 des annexes. Nous en proposons la traduction au chapitre 3.4 du présent fascicule.

<sup>3</sup> C5, p. 313. La lettre de Carl Vogt à Freiligrath se trouve évoquée au chapitre VII « La campagne d'Augsbourg » de *Herr Vogt* (vol. 1, pp. 172-173 de l'édition Alfred Costes, notre édition de référence).

<sup>4</sup> Une seconde édition paraîtra en juillet avec une postface datée du 6 juin 1859.

<sup>5</sup> La scène est racontée par Marx dans le chapitre « La Campagne d'Augsbourg » de son *Herr Vogt* (op.cit., vol. 1, pp. 173-176).

le prince Napoléon (Plon-Plon) s'est conclue, affirme-t-il, par un accord de propagande largement rémunéré. Blind affirme détenir les preuves de cette transaction.

- 14.05.59 Informé par Marx du témoignage de Karl Blind, mais sans prévenir de son initiative, Elard Biskamp publie dans l'édition du 14 mai de *Das Volk*<sup>1</sup> un article anonyme intitulé « *Der Reichsregent als Reichsverräter* » (Le régent de l'empire comme traître à l'empire<sup>2</sup>) dans lequel il dénonce les manœuvres bonapartistes de Carl Vogt. Cet article va provoquer le déclenchement de l'affaire Vogt<sup>3</sup>.
- 27.05.59 Parution dans la *London Free Press* du 27 mai d'un bref article (non signé) de Karl Blind intitulé « *The Grand Duke Constantine to be King of Hungary*<sup>4</sup> ». L'article ne nomme pas précisément Vogt, même si le personnage est évoqué de façon assez claire, mais il annonce le contenu du tract « Avertissement », qui paraîtra plus tard, vers la mi-juin<sup>5</sup>.
- 02.06.59 Carl Vogt réagit à l'article paru dans *Das Volk*. Il fait paraître dans le *Schweizer Handels-Courier* (Le *Courrier commercial suisse*), un quotidien suisse de Bienne, de tendance bonapartiste<sup>6</sup>, un article intitulé « Mise en garde » (« Zur Warnung ») et daté du 23.05.59. L'article<sup>7</sup> contient le principal des accusations calomnieuses de Vogt contre Marx, en particulier qu'il a été, à partir de Londres, le chef de ladite *Schwefelbande*. Il sera reproduit, à la demande de Marx, dans l'édition du 11 juin de *Das Volk* avec un bref commentaire de la rédaction<sup>8</sup>.
- mi-juin « Apparaît » une brochure anonyme intitulée « Avertissement » (« Warnung zur gefälligen Verbreitung<sup>9</sup> ») qui dénonce Vogt comme agent bonapartiste. Il s'agit en fait de la reproduction d'un article paru dans la *Free Press* du 27 mai. Le texte est découvert par Liebknecht dans les locaux de l'imprimeur Fidelio Hollinger qui éditait aussi *Das Volk*. Il s'avèrera que ces pages sont en vérité de la plume de Karl Blind<sup>10</sup>. On notera que Marx se trouve en cette période à Manchester, dans l'ignorance de ces publications.
- 10.06.59 Marx à Ferdinand Lassalle : « *Ad vocem*

<sup>1</sup> Qui était l'organe officiel de l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands. Marx en prendra la direction en juillet 59, mais pour peu de temps, le journal devant bientôt cesser de paraître le 20 août 59, faute de moyens financiers.

<sup>2</sup> Pour rappel : Carl Vogt avait été l'un des cinq membres de la Régence du Reich créée à Stuttgart, en juin 1849, par le « Parlement croupion » issu de l'Assemblée nationale de Francfort.

<sup>3</sup> L'article est reproduit par C. Vogt dans *Mein Prozess*, Dokumente 4, pp. 17-20.

<sup>4</sup> *Le Grand Duc Constantin, futur roi de Hongrie*.

<sup>5</sup> L'article est évoqué par Marx, p. 186 du vol. 1 de son *Herr Vogt*. Marx obtiendra du rédacteur en chef de la *Free Press* la confirmation que cet article anonyme était bien de Karl Blind.

<sup>6</sup> Dont le rédacteur, Ernst Schüller, était financièrement dépendant de Vogt.

<sup>7</sup> Nous en proposons la traduction au chapitre 3.5 du présent fascicule.

<sup>8</sup> Marx à Engels, le 7 juin 1859 : « Non seulement ici, mais encore en Suisse où Vogt-Kinkel ont fait paraître contre moi dans le *Handels-Courier* un de ces petits papiers malodorants dont ils sont, tu le sais, coutumiers. Je le ferai imprimer dans le prochain numéro. » (C5, p. 347).

<sup>9</sup> Un intitulé très proche de celui de l'article publié le 23.05.59 en Suisse par Carl Vogt.

<sup>10</sup> Lequel niera avec obstination en être l'auteur. Marx évoque ce déni dans les pages de son *Herr Vogt* : « Dans les premiers jours de juillet, peu de temps après mon retour de Manchester, Blind vint me voir à propos d'un incident qui n'a pas d'importance ici. Il était accompagné de Fidelio Hollinger et de Liebkecht. Dans cette entrevue je lui déclarai catégoriquement que je le tenais pour l'auteur du pamphlet *Avertissement*. Il jura ses grands yeux que ce n'était pas vrai. Je répétai point par point ses communications du 9 mai qui constituaient en fait le fond du pamphlet. Il admit tout cela, mais soutint quand même qu'il n'était pas l'auteur du pamphlet. ». (*Herr Vogt*, Edition Alfred Costes, Paris 1927, tome premier, p. 184).

Vogt (le Vogt d'Empire). Nous avons les *preuves en main*, non seulement que notre homme a touché de l'argent de Bonaparte pour lui-même, mais aussi pour acheter des Allemands en vue de faire la propagande franco-russe<sup>1</sup>. ».

- 11.06.59 L'article de Vogt *Zur Warnung* est reproduit à la demande de Marx lui-même dans *Das Volk*, avec, bien sûr, un bref commentaire de la rédaction.
- 18.06.59 *Das Volk* reproduit sous le titre « Warnung zur gefälligen Verbreitung » le texte de la brochure anonyme dans laquelle sont dénoncées les intrigues bonapartistes d'un certain Carl Vogt et ses tentatives de corruption de certains journalistes. Marx affirmera que l'article a été écrit par Karl Blind.
- 22.06.59 Wilhelm Liebknecht a envoyé une copie de *Zur Warnung* (de Karl Blind) à l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg qui l'a publiée dans son numéro 173 du 22 juin 1859 sous le titre « Vogt und die deutsche Emigration in London » (« Vogt et les émigrés allemands à Londres »)<sup>2</sup>. Vers la mi-juin, Liebknecht avait reconnu lors d'un passage à l'imprimerie Hollinger qui éditait *Das Volk* l'écriture de Blind sur l'épreuve de ce tract anonyme. Or les propos de ce tract correspondaient à ce que Karl Blind avait confié à Marx le 9 mai.
- Juillet 59 Vogt tente aussitôt une action en justice contre l'*Allgemeine Zeitung* et son rédacteur en chef Gustav Eduard Kolb pour avoir publié le tract *Zur Warnung*<sup>3</sup>. Le procès commencera devant le tribunal civil d'Augsbourg le 24 octobre 1859.
- Août 59 Dès le début d'août, l'*Allgemeine Zeitung* sollicitera Liebknecht pour qu'il fournisse d'urgence des preuves sur les propos tenus dans le tract « Avertissement ». Mais Karl Blind s'obstinera à ne pas fournir ces preuves.
- 08.09.59 Karl Blind adresse à Wilhelm Liebknecht une lettre par laquelle il nie très officiellement les propos qu'il aurait tenus à Marx, le 9 mai, au cours du meeting d'Urquhart, sur le rôle de Vogt<sup>4</sup>.
- 12.09.59 W. Liebknecht écrit à l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg que si Vogt porte l'affaire devant les tribunaux de Londres, Marx et Freiligrath viendront témoigner en sa faveur.
- 17.09.59 Marx commente la lettre de K. Blind à l'adresse de Wilhelm Liebknecht qui la lui a envoyée : « Savoir (...) si le tract publié ultérieurement est de sa main ou non est sans intérêt ! Ce tract ne fait rien d'autre que de résumer ce que Blind a dit par écrit. Il est bien la somme des deux choses. C'est pourquoi je n'ai pas été le seul à croire qu'il en était l'auteur. Freiligrath aussi. Je lui ai posé la question. Auteur ou pas, cela ne change *absolument rien* à l'affaire. Il en est l'*instigateur*, il en porte la responsabilité. (...) J'ai maintenant en mains des *documents recevables en justi-*

<sup>1</sup> C5, p. 350.

<sup>2</sup> Le document est reproduit dans *Mein Prozess* de Vogt, Dokumente, pp. 3-5.

<sup>3</sup> Dont il accuse Marx d'être l'auteur.

<sup>4</sup> Le document se trouve cité au chapitre 7 de *Herr Vogt*.

ce qui prouvent (*ils sont à ta disposition*) que le tract a été imprimé chez F. Hollinger, qui le tenait de Blind, qu'il a été écrit *de la main de Blind* et que F. Hollinger le considérait comme l'œuvre de Blind<sup>1</sup>. ».

05.10.59 Marx informe Engels de sa rencontre, en compagnie de Liebknecht, avec Hollinger et Karl Blind, lequel persévère à nier sa responsabilité dans la publication du pamphlet *Zur Warnung*<sup>2</sup>.

19.10.59 Marx adresse à la rédaction de *Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg un document signé par le typographe August Vögele qui atteste sur l'honneur que le tract *Zur Warnung* est bien de la main de Blind<sup>3</sup>.

En réponse à cette déclaration, Karl Blind publiera le 3 novembre 1859 un démenti officiel. Fidelio Hollinger, l'imprimeur, récuse de son côté le fait d'avoir imprimé ce tract<sup>4</sup>.

24.10.59 Le procès intenté par Vogt est plaidé publiquement du 24 au 29 octobre 1859 devant le tribunal civil d'Augsbourg qui se déclarera incompétent, condamnant le plaignant aux frais de justice.

Les pièces de la plaidoirie de Vogt occupent les 150 premières pages de son ouvrage *Mein Prozess gegen die Allgemeine Zeitung*.

Un compte rendu détaillé du procès sera publié par *Allgemeine Zeitung* dans son édition du 25 octobre.

03.11.59 Marx à Engels : selon Blind, c'est le journaliste Armand Goegg qui lui aurait fourni les informations à propos de Vogt, mais il ne peut en assumer la responsabilité en raison de sa dépendance financière à l'égard de James Fazy<sup>5</sup>.

05.11.59 Publication dans *Allgemeine Zeitung* d'une déclaration de Ferdinand Freiligrath dans laquelle il affirme être étranger aux publications du *Volk* de Londres dont il n'a jamais été le collaborateur. Freiligrath se refuse à apporter son soutien à Marx dans son litige avec Blind<sup>6</sup>.

06.11.59 Marx adresse à Ferdinand Lassalle une longue lettre<sup>7</sup> où il fait le point sur l'historique de l'affaire Vogt<sup>8</sup>. Il note au passage : « Je dois encore faire remarquer au préalable que je n'ai depuis 1851 aucun rapport, d'aucune sorte, avec la moindre des associations ouvrières publiques (y compris celle qu'on appelle communiste<sup>9</sup>). Les seuls ouvriers avec qui je sois en rapport, ce sont 20 ou 30 personnes triées sur le volet, auxquelles je donne *en privé*

A propos du silence qui entoure en Allemagne la parution du premier fascicule de la *Contribution* : « J'attendais des attaques, des critiques, tout, sauf qu'on le passe complètement sous silence, ce qui va sans doute sérieusement nuire à sa diffusion. Ces gens-là n'avaient-ils pas pourtant à diverses occasions déversé des tombereaux d'injures sur mon communisme : on pouvait donc s'attendre à ce qu'ils s'expriment avec toute science sur son fondement théorique<sup>10</sup>. ».

<sup>1</sup> C5, pp. 377-379.

<sup>2</sup> C6, pp. 394-395.

<sup>3</sup> C6, p. 76. Cf. Le chapitre 3.3.3. (K. Marx, *Déclarations de presse*) dans le troisième cahier du présent fascicule. Le document sera publié par *Allgemeinen Zeitung* dans son édition du 27 octobre.

<sup>4</sup> C6, p. 77.

<sup>5</sup> C5, p. 404.

<sup>6</sup> Le document est cité par Vogt en annexe de *Mein Prozess gegen die Allgemeine Zeitung*, (pp. 38-39 des annexes).

<sup>7</sup> C5, pp. 409-414.

<sup>8</sup> Il y reviendra dans sa lettre du 14 novembre, avec maints détails concernant Vogt.

<sup>9</sup> Marx fait ici allusion à *l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands* que présidait alors Liebknecht.

<sup>10</sup> C5, p. 410.

des cours d'économie politique. ».

- 07.11.59 Déclaration de Marx aux éditeurs de *Die Reform*, de la *Volks-Zeitung* et de l'*Allgemeine Zeitung*<sup>1</sup>.
- 09.11.59 Publication dans l'*Allgemeine Zeitung* de la déclaration de Blind datée du 3 novembre. Il nie être l'auteur du pamphlet « Zur Warnung ».
- 14.11.59 Marx revient sur l'affaire Vogt à l'adresse de Ferdinand Lassalle à qui il écrit : « En ce qui concerne Vogt, il s'agit pour notre parti (...) de l'obliger à relever le gant contre Blind. Ces deux messieurs semblent aussi soucieux l'un que l'autre de s'éviter. Vogt a eu l'habileté, d'une part, de prétendre que j'étais à l'origine de la dénonciation, d'autre part, de prendre pour cible, au lieu du *Volk* de Londres, l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg. (...) s'il avait porté plainte contre *Das Volk* et non contre l'*Allgemeine Zeitung*, Blind, etc. aurait été juridiquement obligé de prêter serment et l'affaire aurait alors *fatalement* été tirée au clair. (...) La façon dont ce « noble Vogt » (...) m'a attaqué dans son *Handels-Courier* de Bienne fut très réjouissante. Je serais en cheville avec la « police », je vivrais aux crochets des travailleurs et autres sottises du même genre<sup>2</sup> ».
- 15.11.59 Déclaration de Marx à l'*Allgemeine Zeitung*<sup>3</sup>.
- 20.11.59 Ferdinand Lassalle déconseille fermement à Marx d'intervenir dans la presse sur l'affaire du tract anti-Vogt de Karl Blind. « Je pense, *lui écrit-t-il*, que cette protestation te sera plus nuisible qu'utile. Et Duncker partage entièrement mon point de vue<sup>4</sup>. »
- 21.11.59 Publication d'une longue déclaration de Marx datée du 15 novembre 1859 dans le n° 139 de l'*Allgemeine Zeitung* du 21 novembre<sup>5</sup>.
- 11.12.59 Nouvelle réplique de Karl Blind dans l'*Allgemeine Zeitung*. Une nouvelle dénégation : l'affirmation « selon laquelle je serais l'auteur du tract (...) est une contre-vérité pure et simple<sup>6</sup>. ».
- Décembre 59 **Vogt publie à Genève son pamphlet *Mein Prozess gegen die Allgemeine Zeitung***. La préface est datée du 5 décembre 1859. Marx s'y trouve cette fois décrit comme le chef d'une bande de maîtres chanteurs contraignant les militants à acheter leur silence. La presse allemande va donner un large écho à cette publication.

<sup>1</sup> Cf. le chapitre 2 des « Déclarations de presse » dans le troisième cahier du présent fascicule.

<sup>2</sup> C5, pp. 417-418.

<sup>3</sup> Cf. le chapitre 3 des « Déclarations de presse » dans le troisième cahier du présent fascicule.

<sup>4</sup> *Correspondance Marx Lassalle*, PUF, Paris 1977, p. 272.

<sup>5</sup> Le texte est reproduit par Vogt pp. 39-40 des annexes de *Mein Prozess*. On en trouve la traduction au chapitre 3.3 du troisième cahier du présent fascicule.

<sup>6</sup> C6, p. 77. Le journal publie également une nouvelle déclaration de Ferdinand Freiligrath affirmant qu'il est tout à fait étranger aux événements.

- 22.01.60 *La National Zeitung* de Berlin publie sous la plume de Friedrich Zabel, son rédacteur en chef, deux éditoriaux datés des 22 et 25 janvier 1860<sup>1</sup> qui commentent les accusations de Vogt contre Marx.
- Plusieurs périodiques européens, notamment le *Hamburg Freischütz* (n° 17-21, avril 1860), le *Breslauer Zeitung*, le *London Daily Telegraph*<sup>2</sup> (5 février 1860) et la *Revue contemporaine de Paris* (XIII, 15 février 1860), ont également donné une couverture étendue à l'affaire en cours.
- 24.01.60 Julius Fröbel se livre dans l'*Allgemeine Zeitung* à un commentaire de ses attaques contre Vogt.
- Il insiste sur les prises de position bonapartistes de Vogt.
- 25.01.60 Marx a pris connaissance de la parution de la brochure de Vogt.
- A Engels : « As-tu déjà eu vent de la brochure de Vogt qui contient les plus infâmes saloperies contre moi ? Et dire que le bourgeois teuton accueille le bouquin avec allégresse ! La première édition en est déjà épuisée. Hier la *National-Zeitung* en a publié un long extrait ordurier dans un éditorial. (Peux-tu par hasard m'expédier rapidement ce numéro de la *National-Zeitung* ? Je n'ai pu, pour ma part, me le procurer ici.). Que dois-je faire maintenant ?<sup>3</sup> ».
- 28.01.60 Marx a commandé la brochure de Vogt.
- Marx évite de rencontrer Freiligrath. A Engels, dans la même lettre : « Il faut que j'évite actuellement de rencontrer cette grosse bedaine. Car vu la fureur dans laquelle me met l'ordure de Vogt – et F. Freiligrath y est pour beaucoup - ça pourrait facilement donner lieu à de violentes explosions. ».
- A Engels : « Dès que nous aurons ce truc en main, il faudra voir que faire. Faucher<sup>4</sup> m'a raconté avec un immense plaisir que Vogt me traite tout à fait en *canaille* et avec un *distingué* mépris. Ce gremlin essaie de faire croire au philistin allemand que je vis ici comme une espèce de Dr Kuhlmann<sup>5</sup> aux crochets des travailleurs, etc. (Je ne dis naturellement pas un mot à ma femme de toutes ces crasses<sup>6</sup>). »
- Fin janvier 60 Ferdinand Lassalle adresse à Marx une longue lettre sur « cette malheureuse affaire Vogt ».
- S'agissant de la brochure de Vogt qu'il vient de découvrir, il écrit : « Elle ne te portera pas préjudice auprès de qui te connaît. Mais elle le fera auprès de tous ceux qui ne te connaissant pas. En outre, elle est parue en 3.000 exemplaires et (...) comme elle est déjà épuisée, une seconde édition est dès maintenant sous presse. (...) En bref, l'affaire a manifestement beaucoup d'effet sur l'opinion publique. Ce tableau infligera un grave préjudice à toi-même, voire à l'ensemble de notre parti, car il est assez habilement recouvert de demi-vérités pour qu'à des yeux mal exercés son ensemble paraisse représenter toute la vérité. En bref, il faut faire paraître une réfutation quelconque. ».
- Il ajoute, avec une certaine sévérité, prenant la défense de Vogt :
- « Pour ce qui est du motif immédiat du différend, il ne faut pas se dissimuler que l'affaire est assez à ton désavantage. Tu as commencé à avoir le tort d'accorder du crédit, concernant des faits aussi importants, au misérable menteur que Blind s'est ultérieurement avéré être, sans autre preuve que ses simples affirmations. En aucun cas, on ne croit ni ne propa-

<sup>1</sup> Les deux articles ont pour titre, le numéro 37 « Karl Vogt et l'*Allgemeine Zeitung* » et le numéro 41 « Comment on fabrique des tracts radicaux ». Marx cite longuement ces articles dans le chapitre 11 (« Un procès ») de son *Herr Vogt*.

<sup>2</sup> Le journal officieux de Palmerston.

<sup>3</sup> C6, p. 7.

<sup>4</sup> Julius Faucher.

<sup>5</sup> En référence à Georg Kuhlmann. Auteur, en 1845, d'un ouvrage intitulé *Le Nouveau Monde ou le royaume de l'esprit sur terre. Prêcher*, le personnage avait entrepris de diffuser le « socialisme vrai » en Suisse auprès des artisans adeptes de Weitling, annonçant la proche venue d'un nouveau Royaume de Dieu sur Terre. Il se révélera être un agent provocateur stipendié par le gouvernement autrichien. La dénonciation de ses divagations mystiques fait l'objet d'une sévère critique de Moses Hess intégrée dans le second tome de l'*Idéologie allemande* sous le titre « Le Dr Georg Kuhlmann de Holstein ou la prophétie du socialisme vrai ». (*L'Idéologie allemande*, Éditions sociales, Paris 1975, pp. 585-597).

<sup>6</sup> C6, pp. 10-13.

ge de telles choses en se fondant sur de telles affirmations, sauf s'il s'agit d'une affirmation dont quelqu'un se porte garant, et à condition qu'il ne s'agisse pas d'un Blind. Il y a donc bien *mea culpa* de ton côté, et il n'y a pas à en vouloir à Vogt et aux autres s'ils veulent, dans cette faute, voir un *animus*<sup>1</sup>. Vogt, à ce qu'il me semble et d'après ce qui se trouve, en tout cas, dans les actes, a été, sans raison, et sans motif, gravement atteint dans son honneur. Il a subi un tort, et il est compréhensible qu'en retour, il en cause un. (...) Si, entre-temps, tu n'as pas obtenu contre Vogt des témoignages objectifs et irrécusables, tu dois déclarer toi-même dans ta brochure que tu admetts maintenant, vu le silence de Blind, etc. lui avoir fait du tort en affirmant qu'il avait été corrompu. (...) tu le dois (...) parce que c'est la seule manière de témoigner au public que tu es *bona fide*<sup>2</sup> (...) Si tu n'avoues toi-même ton tort, si tu cherches à maintenir une suspicion à l'égard de Vogt, sans preuve effective, le public ici n'y verra que la démonstration d'une animosité intolérable et d'une *mala fides*<sup>3</sup>, et, de ce fait, ne croira pas un mot de ce que tu écriras<sup>4</sup>. ».

Et de terminer par un propos hostile à l'égard de Liebknecht en raison notamment de sa collaboration à l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg.

- 30.01.60 Marx répond plutôt sobrement à F. Lassalle : « Je ne comprends pas bien ton argumentation concernant Vogt. Je vais écrire une brochure, dès que j'aurai son ordure. Mais je déclarerai en même temps dans l'avant-propos que je me fiche éperdument du jugement de ton public allemand. » Il ajoute, s'agissant de Liebknecht : « Liebknecht est un homme honorable. L'*Allgemeine Zeitung* vaut bien à mes yeux la *National-Zeitung* et la *Volks-Zeitung*<sup>5</sup>. ».
- 31.01.60 Marx à Bertalan Szemere : « Le professeur Vogt (instrument de James Fazy à Genève, lequel est, comme Vogt, intimement lié à Klapka et Kossuth) a publié un pamphlet sur son procès avec l'*A. Zeitung* d'Augsbourg. Ce pamphlet contient les plus absurdes calomnies contre moi, de sorte que je me vois obligé de répliquer à ce libelle diffamatoire, tout en regrettant le temps que je dois consacrer à un si lamentable sujet<sup>6</sup>. ».
- 31.01.60 Engels presse Marx de ne pas se laisser distraire par sa polémique avec Vogt et de poursuivre la rédaction de son *Economie*. Son argumentation est claire : nous ne disposons pas d'appuis suffisants dans la presse de l'émigration; il est donc indispensable d'assurer d'abord notre renom intellectuel qui nous assure une certaine autorité lorsqu'il s'agira de multiplier les déclarations<sup>7</sup>. « La prochaine parution de ton deuxième fascicule est la chose la plus importante et j'espère que tu ne vas pas te laisser entraver dans ton travail par l'histoire de Vogt. Sois donc, pour une fois, un peu moins consciencieux dans ce que tu écris; c'est toujours beaucoup trop bien pour ce public de minables. L'essentiel c'est que le truc soit rédigé et paraisse; ces ânes ne remarquent sûrement pas les faiblesses qui te sautent aux yeux; et s'il survient une période agitée, quel bénéfice tireras-tu que tout ton travail soit interrompu avant que tu aies fini « Le capital en général » ? Je sais très bien tous les autres dérangements qui peuvent venir à la traverse; mais je sais aussi que la principale cause de retard réside toujours dans tes propres scrupules. En fin de compte, il vaut tout de même mieux que ça paraisse plutôt que ça ne paraisse pas du tout à cause d'hésitations de ce genre<sup>8</sup>. »

Ce même jour, Marx adresse à Engels la lettre qu'il a reçue de F. Lassalle. « Nous Il a, par ailleurs, très brièvement et très froidement, rencontré Freiligrath pour lui deman-

<sup>1</sup> Une intention.

<sup>2</sup> De bonne foi.

<sup>3</sup> D'une mauvaise foi.

<sup>4</sup> *Correspondance Marx Lassalle*, PUF, Paris 1977, pp. 275-279.

<sup>5</sup> C6, p. 15.

<sup>6</sup> C6, p. 16.

<sup>7</sup> C6, pp. 18-19.

<sup>8</sup> C6, p. 19.

ne nous en sortirons pas sans un pamphlet qu'il nous faut écrire *ensemble*. (...) La jubilation de la presse bourgeoise ne connaît plus de bornes et le ton de la lettre de Lassalle (...) montre bien l'effet produit sur le public<sup>1</sup>. ».

der une copie du pamphlet de Vogt. En vain, car Freiligrath<sup>2</sup> n'en a pas été le destinataire.

02.02.60 Engels invite Marx à le rejoindre à Manchester pour discuter ensemble de la riposte à Vogt<sup>3</sup>.

Début février Ferdinand Lassalle rassure Marx sur le contenu polémique de leurs derniers échanges : « Hoho, mon ami ! De quoi aurais-je dû prendre ombrage, dans ta dernière lettre ? Ou alors j'aurais dû être un monstre de subjectivisme pathologique. Car elle ne contenait rien qui fût blessant. »

Il ne lui déclare pas moins qu'il est « assurément contre la procédure » engagée contre la *National-Zeitung* : « Elle ne donnera aucun résultat favorable (...) Une réfutation est bien plus nécessaire qu'un procès. En outre, le procès donnerait encore plus de publicité à l'affaire, et il ferait jaser à l'entour (...) Ce n'est que quand ta brochure sera écrite et imprimée que tu seras prêt à entrer en lice. ».

Il termine sa lettre par ce post-scriptum amical : « Je parcours cette lettre, et juge tout à fait impossible que tu puisses de ton côté en éprouver une impression blessante ou, de manière générale, y voir quoi que ce soit qui ne soit pas la marque de *l'amitié la plus sincère et la plus cordiale*<sup>4</sup>. ».

03.02.60 Paraît dans le *Times* de Londres un article sur la prise de position bonapartiste de Carl Vogt à propos de la prochaine annexion de la Savoie et de Nice par la France.

Marx annonce à Engels son intention de porter plainte contre la *National Zeitung* et de lui intenter un procès en diffamation<sup>5</sup> : « L'attaque (de Vogt) contre moi - il cherche manifestement à me faire passer pour un salopard de bourgeois sans importance - (c'est ce qui ressort de tout ce que je sais jusqu'à présent par oui-dire) veut être le *grand coup* de la démocratie bourgeoise vulgaire et en même temps de la racaille russo-bonapartiste contre notre parti tout entier. Il faut également répondre par un *grand coup*. En outre : pour nous la défensive ne convient pas. Je porte plainte contre la *National-Zeitung*. A présent, je suis tout à fait décidé à le faire<sup>6</sup>. ».

Il lui annonce sa prochaine arrivée à Manchester : « Dès que la camelote de Vogt arrive, je vais passer, dans la semaine *qui suit*, quelques jours chez toi pour tout mettre au point. ».

Marx séjournera chez Engels du 16 février au 25 mars 1860.

Marx s'adresse à Joachim Lelewel dans le cadre de l'affaire Vogt, lequel, lui écrit-il, « falsifie tout mon passé » et il sollicite de sa part une lettre privée « dans laquelle vous m'assurez de votre amitié et me donnez votre témoignage quant à la nature des relations honorables que j'ai entretenues à Bruxelles avec l'émigration polo-

<sup>1</sup> C6, p. 21.

<sup>2</sup> Lequel lui a répondu, sur un ton « on ne peut plus mélodramatique » que « Vogt n'est pas mon ami ». (C6, p. 21).

<sup>3</sup> C6, p. 25.

<sup>4</sup> *Correspondance Marx Lassalle*, PUF 1977, pp. 281-285.

<sup>5</sup> Le journal avait reproduit un long extrait du pamphlet de Vogt.

<sup>6</sup> C6, pp. 26-27.

naise<sup>1</sup>. ».

- 04.02.60 Marx s'adresse à Charles Dobson Collet, le rédacteur en chef de la *Free Press* où avait paru, le 27 mai 1859, un article intitulé « The Grand-Duke Constantine to be King of Hungary<sup>2</sup> ». L'article dénonçait Vogt comme un agent bonapartiste. « J'affirme, écrit-il, que l'auteur de cet article était Monsieur Karl Blind ». Il affirme par ailleurs que le tract qui a ensuite paru sous le titre *Zur Warnung* a bien été imprimé dans les locaux de l'imprimerie Hollinger et que les dénégations de Blind sont des mensonges. Il s'appuie sur le témoignage du typographe Vögele. Il termine en déclarant: « Je dis et je répète que le surnommé Karl Blind est un *infâme menteur*. Dans l'hypothèse où j'aurais tort, il est aisé de me confondre en portant l'affaire devant un tribunal anglais<sup>3</sup>. ».
- 04.02.60 Parution sous forme de tract de la déclaration de Marx adressée au rédacteur en chef de la *Free Press*<sup>4</sup>. Le texte est intitulé « Der Prozess gegen die Augsburger *Allgemeine Zeitung* ». Le but de cette circulaire, expliquera Marx à son avocat<sup>5</sup> était de forcer Blind à porter plainte contre lui devant la justice anglaise à Londres.
- 06.02.60 Marx participe au banquet de 20e anniversaire de l'Association des travailleurs allemands<sup>6</sup> fondée à Londres en 1840 : il y fait voter une motion à l'unanimité contre Vogt.
- Une déclaration de Wilhelm Wolff paraît dans les journaux dont la *Volks-Zeitung*, l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg et la *Kölnische Zeitung* : il y réfute les allégations de Vogt.
- Marx adresse à Franz Duncker sa déclaration « *Offener Brief in Sachen Vogt und Berliner National-Zeitung* » afin qu'il la diffuse dans plusieurs journaux allemands<sup>7</sup>.
- Lettre ouverte de Marx à la rédaction de la *Volks-Zeitung*. Il récusé avec insistance la déclaration de Vogt selon laquelle il serait, lui, Marx, l'auteur du tract « *Zur Warnung*<sup>8</sup> ».
- Lettre ouverte de Marx à la rédaction du *Daily Telegraph*. Il la somme de se rétracter, « à moins que vous ne souhaitiez être poursuivi pour diffamation<sup>9</sup> ».
- Un article du journal paru le 6 février 1860<sup>10</sup> a en fait reproduit les données parues dans la *National-Zeitung* de Berlin des 22 et 25 janvier 1860. Marx s'y trouvait dénoncé comme « un allié de la police secrète » et l'article reproduisait les médisances sur des extorsions de fonds au détriment des réfugiés.

<sup>1</sup> C6, pp. 29-30. Marx publiera la réponse de Lelewel dans les *Annexes* de son *Herr Vogt*.

<sup>2</sup> *Le Grand Duc Constantin, futur roi de Hongrie*. La déclaration de Marx se trouve reproduite au chapitre 3.3. (« Déclarations de presse ») du présent fascicule. Cet article paru anonymement était de la main de Karl Blind, ce que confirmera Collet.

<sup>3</sup> C6, pp. 33-35.

<sup>4</sup> Cf. le chapitre « Déclarations de presse » du 3<sup>e</sup> cahier du présent fascicule.

<sup>5</sup> C6, p. 78.

<sup>6</sup> Le *Deutscher Bildungsverein für Arbeiter* dont le siège se trouvait dans la *Great Windmill Street*. Marx et Engels en avaient démissionné en septembre 1850.

<sup>7</sup> La *Kölnische Zeitung*, le *Frankfurter Journal*, la *Reform* de Hambourg et l'*Allgemeine Zeitung* de Augsbourg. Le texte parut dans la *Volks-Zeitung* du 10 février 1860.

<sup>8</sup> C6, pp. 36-37. La déclaration de Marx se trouve reproduite au chapitre 3.3. (« Déclarations de presse ») du présent fascicule. Marx la mentionne au tout de début de son « Avant-propos » de *Herr Vogt*.

<sup>9</sup> C6, p. 37. Cette lettre ne fut pas publiée par le *Daily Telegraph*. La déclaration de Marx se trouve reproduite au chapitre 3.3. (« Déclarations de presse ») du présent fascicule.

<sup>10</sup> Un article de Karl Abel intitulé « Les auxiliaires journalistiques de l'Autriche ».

08.02.60 Déclaration du typographe Johann Friedrich Wiehe devant un juge de paix du Tribunal de Police de Londres. Il atteste que le manuscrit était de la main de Blind<sup>1</sup>.

Engels s'en réjouit dans sa lettre à Marx du 12.02.60 : « Le témoignage de Wiehe me fait grand plaisir. *Après ça*, Blind va certainement filer la queue basse. J'espère qu'entretemps tu en auras obtenu un de Vögele. Plus il y aura de preuves, mieux ça vaudra<sup>2</sup>. ».

Marx s'adresse à Ferdinand Freiligrath au nom, écrit-il, « de notre vieille camaraderie de parti et de notre vieille amitié personnelle<sup>3</sup> ». Il lui communique le texte de l'affidavit fait sous serment devant la justice anglaise par le typographe Johann Friedrich Wiehe à propos de la publication du tract « Zur Warnung » qu'il attribue officiellement à Karl Blind<sup>4</sup>.

10.02.60 Parution dans la *Volks-Zeitung* de la déclaration de Marx « *Offener Brief in Sachen Vogt und Berliner National-Zeitung* ».

11.02.60 Le typographe Vögele signe un affidavit dans lequel il reconnaît que Karl Blind est l'auteur du tract *Zur Warnung*<sup>5</sup>.

11.02.60 Ernest Jones adresse à Marx une lettre de solidarité : « J'estime, *écrit-il*, qu'il est du devoir de quiconque s'est trouvé en relations avec vous de rendre hommage à la valeur, à l'honnêteté et au désintéressement de votre caractère. (...) Permettez-moi d'espérer que vous châtierez sévèrement votre indigne et lâche diffamateur<sup>6</sup>. ».

12.02.60 Ludwig Borkheim adresse à Marx une importante lettre qui sera citée dans le premier chapitre de *Herr Vogt*.

13.02.60 **Marx reçoit enfin la brochure de Vogt.** A Engels : « de la merde, rien que de la merde<sup>7</sup>. ».

Ce même jour, il confie à un avocat berlinois, le conseiller de justice Weber, sa défense dans le procès en diffamation qu'il intente contre la *National-Zeitung*.

Les articles incriminés sont deux éditoriaux des 22 et 25 janvier 1860 (respectivement les numéros 37 (« Karl Vogt und die *Allgemeine Zeitung* ») et 41 (« Wie

<sup>1</sup> La déclaration de Wiehe se trouve reproduite aux pages 41-42 de C6 (Lettre de Marx à Ferdinand Freiligrath). Cf. aussi C6, p. 48, à propos des circonstances de cet aveu « forcé » par Schapper qui était au courant d'un vol commis par Wiehe à Brême et qui lui avait offert une place à *Das Volk*.

<sup>2</sup> C6, pp. 52-53.

<sup>3</sup> Une précision pertinente compte tenu de la progressive dégradation de leurs relations personnelles au fil de l'affaire Vogt

<sup>4</sup> C6, pp. 41-42. « Je te prie, pour le moment, *précise-t-il*, de ne communiquer à *personne* cette copie de l'affidavit. Tu n'ignores pas les conséquences *judiciaires* de ce texte ici, en Angleterre ». Le typographe August Vögele signera pour sa part, le 12 février, un affidavit par lequel il reconnaissait que Karl Blind était bien l'auteur du tract « *Zur Warnung* ». (On nomme un affidavit « une déclaration écrite, signée, affirmée sous serment devant un fonctionnaire qualifié pour la recevoir » - Cf. le TLFi)

<sup>5</sup> Ce document se trouve au chapitre XII (Annexes) de *Herr Vogt*.

<sup>6</sup> La lettre se trouve reproduite parmi les annexes de *Herr Vogt*, op.cit., tome 3, pp. 125-126.

<sup>7</sup> C6, p. 60.

man radikale Flugblätter macht<sup>1</sup> »).

Il détaille à l'adresse de Weber les éléments de ces articles qui relèvent de la diffamation, et notamment le fait que dans l'éditorial du 25 janvier, Marx et « le petit groupe de ses partisans » sont accusés d'avoir eux-mêmes rédigé le pamphlet « Zur Warnung » pour l'attribuer ensuite frauduleusement à Blind<sup>2</sup>.

- 13.02.60 Déclaration de Karl Blind intitulée « Contre Carl Vogt » dans le supplément N° 44 de *Allgemeine Zeitung*. Il affirme qu'il n'est pas l'auteur du tract « Zur Warnung » mais il confirme les liens de Vogt avec les milieux bonapartistes à Londres.

À la mi-février 1860, Marx a commencé à envoyer des preuves contre Friedrich Zabel, rédacteur en chef de la *National-Zeitung*, au conseiller juridique Weber, qui a intenté une action en justice contre Zabel. Cependant, entre avril et octobre 1860, la plainte de Marx sera rejetée à tous les niveaux de l'appareil judiciaire prussien.

- 15.02.60 Le médecin **Karl Heinrich Schaible**, l'ami de Karl Blind, publie dans le *Daily Telegraph* une déclaration dans laquelle il affirme être l'auteur du tract *Zur Warnung* et qu'il assume les accusations contre Vogt<sup>3</sup>.

- 15.02.60 Déclaration d'Elard Biscamp dans le supplément de *Allgemeine Zeitung*. Il réfute les calomnies de K. Abel dans son article du 6 février *The journalistic auxiliaries of Austria*.

- 16.02/  
25.03.60 Marx séjourne chez Engels à Manchester. Ils discutent ensemble avec Wilhelm Wolff de la riposte aux accusations de Vogt.

- 21.02.60 Marx adresse à la direction de *Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg un « courrier confidentiel » qui lui fournit l'occasion de souligner le peu d'attention que le journal a réservé à ses déclarations publiques en comparaison avec les propos de ses adversaires<sup>4</sup>. Il communique le même jour à son conseiller de justice Weber divers documents, dont sa circulaire du 4 février contre Blind et la récente déclaration de Karl Heinrich Schaible. « Vous verrez au premier coup d'œil, lui écrit-il, qu'est fournie la preuve que l'infamie que me prête la *National-Zeitung* dans son numéro 41, et d'après laquelle j'apparais comme le fabricant anonyme d'écrits dont on dit qu'ils circulent sous le nom d'autres personnes, est juridiquement et irréfutablement une infâme calomnie<sup>5</sup>. ».

- 23.02.60 Marx s'adresse longuement à Ferdinand Freiligrath pour se plaindre des silences de ce dernier. Il écrit de Manchester : la démarche est donc concertée avec Engels.

Il n'hésite pas à pratiquer un peu d'intimidation : « Tu sais que je détiens 200 lettres de toi, c'est dire que j'ai, le cas échéant, suffisamment de preuves de tes rapports avec moi et avec le parti. ».

Sur l'attitude critique de Freiligrath envers Liebknecht<sup>6</sup> : « il m'a semblé mesquin qu'un homme de ta notoriété et de ta position sociale prenne aussi peu de gants avec un membre obscur du parti, qui niche dans une mansarde, et avec lequel tu as entretenu jusque-là des

<sup>1</sup> « Comment on fabrique des tracts extrémistes ».

<sup>2</sup> C6, pp. 53-59. Cf. aussi C6, p. 75 et pp. 85-86.

<sup>3</sup> La déclaration de Karl Heinrich Schaible est reproduite p. 201 du vol. 1 de *Herr Vogt* (fin du chapitre « La campagne d'Augsbourg »).

<sup>4</sup> C6, pp. 68-69. Cf. le document 7 au chapitre 3.3 du troisième cahier du présent fascicule.

<sup>5</sup> C6, pp. 66-67.

<sup>6</sup> Pour rappel, le 12 septembre 59, W. Liebknecht avait assuré à *Allgemeine Zeitung* qu'en cas de procès de la part de Vogt devant les tribunaux de Londres, Marx et Freiligrath étaient prêts à lui apporter leur témoignage, ce qui avait irrité Freiligrath.

relations cordiales. ».

Marx reproche surtout à Freiligrath sa déclaration du 15 novembre 1859 dans l'*Allgemeine Zeitung* qui donne l'impression d'une rupture avec lui et avec le parti. « Au procès de Londres, je peux te faire citer comme témoin sans ta permission. (...) je te le dis sans détour, je ne peux me résoudre à perdre, à cause de malentendus ridicules, l'un des rares hommes que j'aie aimés comme *un ami* au sens le plus noble du mot. »

Reconnaissant ses torts éventuels, Marx prie Freiligrath de ne plus rester en retrait. « (...) Vogt, *écrit-il*, exploite ton nom à des fins politiques et fait semblant d'être assuré de ton assentiment pour salir le parti entier qui s'honore de te compter parmi les siens. (...) Alors que nous avons tous deux conscience d'avoir, chacun à notre manière et faisant fi de nos intérêts personnels, brandi des années durant pour les motifs les plus nobles la bannière de la « *classe la plus laborieuse et la plus misérable* » bien haut au-dessus de la tête des philistins, ce serait à mon sens pécher contre l'histoire que de nous brouiller pour des vétilles – qui se ramènent toutes à des malentendus<sup>1</sup>. ».

Marx à Ferdinand Lassalle, ce même 23 février : « La « grande quantité de vérité » que tu as découverte dans le roman de Vogt me surprend, je dois le dire, depuis la lecture de ce livre; de même les *timides* conseils que tu m'as donnés<sup>2</sup>. ».

- 24.02.60 Marx adresse à son avocat berlinois, le conseiller de justice Weber, de longues mises au point sur le déroulement de l'affaire Vogt<sup>3</sup>. Le document développe une précise mise au point des échanges entre les protagonistes.
- 27.02.60 Marx renoue avec Karl Schapper et obtient de ce dernier qu'il rende publique et officielle, sous la forme d'un *affidavit*, une déclaration selon laquelle Marx n'a jamais été en relation avec l'agent français Cherval, alias Joseph Crämer, qui, en 1851-1852, s'était infiltré dans le groupe Schapper Willich avant de s'en faire exclure<sup>4</sup>. K. Schapper fera cette déclaration sous serment dès le 01.03.60 devant le tribunal de simple police de *Bow Street* à Londres.
- 29.02.60 Marx réagit courtoisement à la réponse que Ferdinand Freiligrath lui a adressée ce 28 février 1860<sup>5</sup>. S'agissant « du parti » : « Je te fais remarquer, *lui écrit-il*, que depuis que la Ligue a été dissoute *sur ma proposition* en novembre 1852, je n'ai plus *jamais* appartenu et n'appartiens toujours pas à une quelconque association secrète ou publique; que, par conséquent, le *parti*, en ce sens tout éphémère du terme, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans. (...) Si toi tu fais de *la poésie*, moi je fais de *la critique*, et les expériences de 1849 à 1852 m'ont suffi amplement<sup>6</sup>. ».
- 03.03.60 Marx adresse à son Conseiller de justice Weber une nouvelle et (très) longue note<sup>7</sup> sur l'affaire Vogt. Elle contient surtout une précise évocation de sa propre activité intellectuelle et politique depuis 1842.

---

<sup>1</sup> C6, pp. 69-73.

<sup>2</sup> C6, p. 73.

<sup>3</sup> C6, pp. 74-94.

<sup>4</sup> C6, pp. 95-98.

<sup>5</sup> La lettre de Freiligrath se trouve aux pages 319-321 du volume de la *Marx/Engels Gesamtausgabe* (Briefe September 1859 bis Mai 1860), Dritte Abteilung, Band 10. Il déclarait à Marx, plutôt abruptement : « Laisse-moi te parler ouvertement et honnêtement (...) je dois fermement refuser de faire de ton différend avec Vogt, Blind, la *Nationalzeitung* et le *Daily Telegraph* le mien ! Cela me répugne, quoi que tu puisses dire sur sa portée - je n'ai en aucune façon contribué à la provoquer et je ne me considère pas comme obligé de te suivre dans leurs égarements. ».

<sup>6</sup> C6, pp. 99-100.

<sup>7</sup> C6, pp. 111-125.

03.03.60 Marx à F. Lassalle à propos de son procès contre la *National-Zeitung* : « Impossible pour toi de juger de l'issue du procès, car, d'une part, tu ne sais pas quels documents j'ai en main; d'autre part, tu ne sais pas à quel point les calomnies de Vogt sont inventées de *toutes pièces*. Mais tu ne pouvais pas, dès le départ, ne pas être d'accord avec mon *attaque*. ».

Il ajoute qu'Engels, Wolff et sa propre femme, tous trois, sont d'accord pour estimer « qu'il existe chez toi une *prévention* en faveur du *factum ignominieux* de Vogt (...) Vogt a produit contre moi des faits relevant de la *correctionnelle*. Dans tes lettres, je n'ai pas senti la moindre indignation contre ce brave homme devant lequel je devrais faire encore, selon toi, *amende honorable*<sup>1</sup>. ».

07.03.60 Lettre de Marx à Charles Dobson Collet<sup>2</sup>. Il revient sur l'affaire Blind : « Que Blind soit ou non responsable de la « rédaction » du tract, c'est une question dont je n'ai pas à me préoccuper. Il en est effectivement l'auteur au sens *juridique* du terme. La déclaration de Schaible (...) constitue une lourde charge *contre* Vogt. Elle n'apporte rien en faveur de Blind. Elle ne le disculpe aucunement<sup>3</sup>. ».

08.03.60 Charles Dana adresse à Marx une lettre de soutien, soulignant la qualité de ses contributions au *New-York Daily Tribune*<sup>4</sup>.

13.04.60 Marx est toujours sans nouvelles de son conseiller de justice Weber : il s'inquiète de ce silence d'autant plus que sa plainte est soumise à prescription dès le 22 avril prochain<sup>5</sup>.

21.04.60 Marx relance Weber. Nous sommes à la veille du jour de prescription. Il émet l'hypothèse que ses lettres ne lui sont pas parvenues<sup>6</sup>.

La réponse de Weber ne tardera pas. En vérité, la procédure rencontre des difficultés associées à l'instance juridique devant laquelle tenter le procès.

24.04.60 Marx annonce à Weber : « Des recherches que j'ai fait entreprendre à Paris et en Suisse, spécialement à Genève, m'ont apporté maintenant les *preuves* (que je publierai plus tard, *après* le procès, dans une brochure) que le Prof. Karl Vogt est purement et simplement un agent français<sup>7</sup>. ».

15.05.60 Marx apprend à Carl Siebel que la plainte

---

<sup>1</sup> C6, pp. 106-107.

<sup>2</sup> Rédacteur au *Free Press*.

<sup>3</sup> C6, p. 126. S'agissant de la déclaration de Schaible, il note : « Il n'est pas exclu que le Dr. Schaible ait consenti à devenir le bouc émissaire de Blind. Je sais qu'il fait, pour ainsi dire, partie du mobilier de Blind. ».

<sup>4</sup> Un bref courrier qui sera publié parmi les annexes de *Herr Vogt*, op.cit., tome 3, pp. 127-128.

<sup>5</sup> C6, pp. 143-144.

<sup>6</sup> C6, pp. 148-149.

<sup>7</sup> C6, p. 152. Il ajoute : « D'ailleurs, à mon avis, l'annexion de Nice et de la Savoie aura ouvert les yeux même au plus aveugle sur l'« œuvre de libération italienne », sur le danger menaçant l'Allemagne, démontrant qu'avaient raison *ceux qui ont averti à temps*. ».

a été rejetée devant la juridiction pénale au motif que l'intérêt général n'est pas en cause. La plainte civile demeure à l'instruction<sup>1</sup>.

- 22.06.60 Le conseiller Weber confirme le refus opposé par le tribunal royal de la ville de Berlin à la plainte déposée contre la *National-Zeitung*.
- 26.06.60 Marx à Engels : « Je pense qu'il n'y a rien à attendre non plus de la Cour d'Appel. La magnifique jurisprudence ! D'abord on m'interdit de porter plainte en diffamation, parce que ce n'est pas dans l'intérêt du gouvernement prussien. Puis, on ne permet pas que la « plainte pour calomnie » soit instruite publiquement, sous prétexte que la « matérialité des faits » n'est pas établie (...) Ces chiens ont bien vu, d'après les preuves que j'ai envoyées à Weber et qu'il a jointes à sa plainte, que, si on laissait l'affaire « venir », il faudrait condamner la *National-Zeitung*. D'où toutes ces pitoyables chicaneries<sup>2</sup>. ».
- Engels lui répond, le 28 juin : « Maintenant, il faut que la brochure sorte d'autant plus vite, pour prouver quand même à ces nobles Prussiens qu'ils ne peuvent pas étouffer les choses comme cela. (...) Pour difficile que cela puisse être à présent, il faut absolument que tu présentes ta brochure de telle sorte que les Prussiens ne puissent l'interdire. Et, surtout, il faut faire vite (...) Sois donc un peu superficiel pour une fois, afin d'arriver au bon moment<sup>3</sup>. ».
- 29.07.60 Marx à Engels : « Je te joins l'avis de rejet définitif de la Cour d'appel. Il serait inutile de se pourvoir en cassation. Ça ne ferait qu'augmenter les frais. ». Il lui annonce que « dans 8-10 jours, la brochure sera prête à être recopiée par ma femme (et elle va vite<sup>4</sup>) ».
- Engels réagit dès le 1<sup>er</sup> août : « Maintenant, il faut aller vite à *tout prix* avec la brochure et la maison d'édition<sup>5</sup> ! ».
- 02.08.60 Marx insiste auprès de son conseiller Weber pour qu'il poursuive la plainte devant la Cour de cassation : « Je n'ai aucun espoir de succès, mais il ne faut pas négliger la moindre possibilité d'obtenir *justice* », lui écrit-il<sup>6</sup>.
- Il lui demande surtout de lui communiquer une copie des principaux points de sa plainte<sup>7</sup>.
- 04.08.60 Marx à Engels : « Pour le pamphlet, j'avance *aussi vite que possible*. Ce qui m'arrête un peu, c'est l'impossibilité d'écrire certains jours où mon état est particulièrement « dégoûtant<sup>8</sup> ».
- Il lui annonce qu'il a décidé de se pourvoir en cassation : « Avant que la Cour ne siège, le pamphlet sera sorti (contenant ma critique de la procédure prussienne antérieure). Il ne faut pas que ces types s'en sortent sans un gros scandale. ».
- 14.08.60 Jenny Marx à Engels : « J'espère commencer dès cette semaine à recopier la brochure. La chose traîne tellement en longueur et il me semble que Karl fait les choses trop à *fond*. J'en ai fichtrement plein le dos de « l'analyse de la lettre de Techow » ; c'est là, me semble-t-il, que ça accroche. Tout le reste passe beaucoup mieux<sup>9</sup>. ».
- Engels lui répond dès le lendemain : « (...) nous voilà ainsi *piano ma sano* arrivés en 1861 et le seul responsable en sera Monsieur le Maure avec son souci de tout faire à fond. (...) Nous réalisons toujours les trucs les plus formidables, mais nous nous arrangeons pour qu'ils n'arrivent jamais en temps voulu, et comme ça, ils tombent à l'eau. Une réponse immédiate à Vogt en trois cahiers aurait *finale*ment beaucoup mieux valu que tout ce qui a été fait depuis. Faites ce que vous pouvez pour qu'on entre-

<sup>1</sup> C6, p. 158.

<sup>2</sup> C6, pp. 186-187.

<sup>3</sup> C6, p. 189.

<sup>4</sup> C6, p. 194.

<sup>5</sup> C6, p. 195.

<sup>6</sup> C6, p. 196.

<sup>7</sup> Une demande que Marx réitérera dans sa lettre à Weber du 20 août (C6, pp. 198-199). Les documents lui parviendront le 27 août 1860.

<sup>8</sup> C6, p. 196. Marx souffre à cette époque d'une crise d'hépatite particulièrement douloureuse.

<sup>9</sup> C6, p. 197.

prenne quelque chose, *mais tout de suite*, en ce qui concerne l'éditeur et pour que la brochure soit enfin terminée. Sinon, nous ruinerons toutes nos chances et finirons par ne pas trouver d'éditeur *du tout*<sup>1</sup>. ».

15.09.60 Marx à F. Lassalle : « Après toutes sortes de tentatives, je suis arrivé à la conclusion : une seule possibilité... *impression à Londres*. (...) A tout hasard, j'ai donné l'ordre de commencer l'impression dès la semaine prochaine<sup>2</sup>. »

Ce même jour, Engels insiste auprès de Marx : « Il faut éviter à tout prix que la brochure soit imprimée à Londres. (...) D'abord, le truc serait tout de suite confisqué, peut-être dès la frontière ou à Leipzig, et ensuite, même si tel n'était pas le cas, la diffusion serait une fois de plus si mal organisée que personne n'arriverait à le voir. Nous avons à présent déjà fait cent fois cette expérience avec les écrits des émigrés, c'est toujours la même inefficacité, toujours de l'argent et du travail foutus en l'air et les ennuis par-dessus le marché. En plus, où trouver tout cet argent ? D'après ta lettre, il faudrait plus de 50-60 £<sup>3</sup>. ».

25.09.60 Marx lui répond : « Le truc sera imprimé ici. (...) je n'ai que 25 £ à payer. 12 de Borkheim. Lassalle m'en a promis 8<sup>4</sup>. Restent 5. Les autres frais d'impression, ainsi que les frais d'envoi, *c'est l'éditeur Petsch qui les paiera*. Nous sommes associés à part égales pour les bénéficiaires, après déduction et remboursement des frais. C'est là, en effet, l'unique condition que j'aie posée à présent à Petsch pour faire paraître la brochure à Londres. (...) je tiens une confiscation pour *impossible*<sup>5</sup>. ».

Il ajoute : « Il t'a semblé à juste titre que Ex-Reichs-Vogt n'allait pas comme titre. *Karl Vogt* ne me semble pas convenir, parce que je ne veux pas mettre « Karl Marx » après Karl Vogt. D'où le titre que j'envisage : *Dâ-Dâ-Vogt*. Dâ-Dâ est, en effet, comme je le montre dans la partie où je critique les *Etudes* de Vogt, un écrivain arabe que Bonaparte utilise à Alger exactement comme il utilise Vogt à Genève. Dâ-Dâ est amusant et déconcertera les petits-bourgeois. ».

01.10.60 Engels réagit : « Je dois te dire que ton titre ne me plaît pas du tout. Si tu veux lui donner un sobriquet, il faut le choisir de telle façon qu'on le comprenne sans avoir lu le livre, ou alors il ne doit figurer que dans le livre et après le passage qui l'explique. Je crois que plus le titre sera simple et peu recherché, mieux cela vaudra, mais il faut seulement qu'outre Vogt, y figure si possible Bonaparte, ou du moins Plon-Plon. Si « Carl » Vogt te gêne, appelle-le Monsieur Vogt, bien que je voie pas pourquoi le « Carl » ne pourrait point figurer avant le « Karl » ; personne ne fera d'astuce sur ce point<sup>6</sup>. »

Engels demeure dubitatif sur l'intérêt de publier l'ouvrage à Londres.

02.10.60 Marx à Engels : « Pour le titre, je vais encore y réfléchir. Le fait que Dâ-Dâ épatera le bourgeois me plaît et entre très

Et de lui livrer le sommaire de son ouvrage en 12 chapitres.

<sup>1</sup> C6, pp. 197-198.

<sup>2</sup> C6, pp. 207-208.

<sup>3</sup> C6, p. 212.

<sup>4</sup> Le 5 novembre 1860, Marx accusera réception de 12 Livres Sterling de la part de F. Lassalle (C6, p. 228).

<sup>5</sup> C6, pp. 215-216.

<sup>6</sup> C6, pp. 216-217.

bien dans *mon système de raillerie et de mépris*. Toutefois, j'en délibérerai encore longuement (le titre est en effet, ce qui s'imprime en dernier) avec ma conscience critique<sup>1</sup>. ».

- 05.10.60 Engels revient sur la question du titre. « Je te répète, et c'est aussi l'avis catégorique de *Lupus*, que, en tout cas, *le pire des titres*, est celui où il faut attendre la moitié du livre pour le comprendre. Il y a longtemps que les bourgeois ne s'intéressent plus à Vogt pour qu'ils soient épatés parce que tu l'appelles *Dâ-Dâ*. La seule chose qui puisse rendre Vogt intéressant, ce sont ses rapports avec Bonaparte et Plon-Plon, et c'est cela qu'il faut faire ressortir dans le titre pour piquer la curiosité du bourgeois. (...) Plus le titre sera simple, meilleur il sera<sup>2</sup>. ».
- 05.10.60 Marx est définitivement débouté par la Cour de cassation de Berlin dans son procès en diffamation du 11 juillet contre Friedrich Zabel, rédacteur en chef de la *National-Zeitung*. Il nourrit l'intention de rédiger un pamphlet « Sur la justice prussienne<sup>3</sup> ».
- 13.11.60 Marx à Engels : « Le livre sera prêt la semaine prochaine. (...) Je t'ai cédé sur le titre et (hier) j'ai mis *Herr Vogt*. Ma femme y était absolument opposée et ne voulait pas démordre de *Dâ-Dâ Vogt*, faisant très savamment remarquer que, même dans les tragédies grecques, à première vue, titre et contenu n'ont souvent pas de rapport<sup>4</sup>. ».
- 24.11.60 Déclaration de Marx à la rédaction de l'*Allgemeine Zeitung*<sup>5</sup>. « Ma réponse à Vogt », annonce-t-il, « paraîtra dans quelques jours. »
- 01.12.60 ***Herr Vogt a enfin paru***. L'avant-propos est daté du **17 novembre 1860**.
- 03.12.60 Engels a bien reçu le livre : « Le bouquin est sensationnel. Surtout les chapitre sur les « Etudes » et l'« Agence » ; *cela est écrasant*<sup>6</sup>. ».
- Il ne regrettera pas moins dans sa prochaine lettre du 5 décembre 1860 que Marx ait omis de placer un résumé à la fin de chaque chapitre : « ça n'aurait fait que quatre pages de plus et aurait été d'un bel effet dans le livre où la documentation ainsi que la masse des noms plus ou moins inconnus du petit-bourgeois sont un peu écrasantes; en même temps, cela aurait mieux fait ressortir l'art de la composition qui est très réussi<sup>7</sup>. ».

---

<sup>1</sup> C'est-à-dire avec son épouse Jenny. (C6, p. 220).

<sup>2</sup> C6, p. 223.

<sup>3</sup> Un projet qui n'aboutira pas.

<sup>4</sup> C6, p. 229.

<sup>5</sup> Cf. le document 9 au chapitre 3.3 du troisième cahier du présent fascicule.

<sup>6</sup> C6, p. 239.

<sup>7</sup> C6, pp. 239-240. Marx lui répondra à ce propos le 6 décembre 1860 : « Pour ce qui est du manque de résumés, tu as tout à fait raison. Ils y étaient à l'origine, mais je les ai biffés quand je me suis aperçu que le bouquin, à la rédaction, prenait de grandes proportions. Car, imprimé normalement, cela ferait un très fort volume. Du reste, tu t'apercevras que dans la section XI « Un procès » toute l'affaire me concernant est si bien expliquée en long et en large que le lecteur bourgeois ne pourra plus l'oublier de sa vie. » (C6, p. 241).

- 12.12.60 Marx communique à Engels les annonces de la parution de *Herr Vogt* dans la presse allemande. « jusqu'ici, 41 volumes vendus<sup>1</sup> », lui annonce-t-il.  
Le livre ne sera toutefois pas un succès éditorial<sup>2</sup>.
- 19.12.60 Engels à propos de *Herr Vogt* : « C'est à coup sûr le meilleur ouvrage polémique que tu aies écrit jusqu'ici, son style est plus simple que celui du Bonaparte<sup>3</sup>, tout en étant, quand il le faut, tout aussi percutant. ». A comparer avec l'appréciation très réservée de Ferdinand Freiligrath rapportée par Marx à Engels : « Ton livre m'a été envoyé par Petsch. Grand merci ! Pour ce que j'en ai lu jusqu'à présent, je le trouve, comme je m'y attendais, plein d'*esprit* et de *malice*. Il est si riche de détails qu'on a quelque peine à se faire une idée d'ensemble. Tu me dispenseras d'aborder le fond de la question. Aujourd'hui encore, je déplore toute cette querelle et je ne m'en mêle pas, après comme avant<sup>4</sup>. ».

---

<sup>1</sup> C6, p. 244.

<sup>2</sup> Marx à Engels, le 14 février 1861 : « La conspiration du silence de la presse allemande fait beaucoup de tort à la vente de *Herr Vogt*. » (C6, p. 280). Le 16 mai 1861, il lui annonce : « J'ignore si tu as lu l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg datée du 19 avril. On y lit, mot pour mot, en conclusion de l'article du correspondant à Paris : « Pour mettre les libraires en garde, *Herr Vogt* de Karl Marx a été inscrit sur la liste de livres interdits, ce qui rend impossible la parution d'une version française abrégée, actuellement sous presse. » » (C6, pp. 333-334).

<sup>3</sup> En référence au *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (C6, p. 247).

<sup>4</sup> C6, p. 242. Notons que Freiligrath était quelque peu embarrassé par les jugements tenus dans *Herr Vogt* sur le personnage de James Fazy dont il était financièrement dépendant au titre de gérant de la succursale londonienne de la Banque générale suisse de Fazy.

2. K. Marx, *Herr Vogt*.

## Avant-propos

Sous la date : *Londres*, le 6 février 1860, j'ai publié, dans la *Volkzeitung* de Berlin, la *Reform* de Hambourg et d'autres journaux allemands une déclaration dont voici les premières lignes :

« Je fais connaître par la présente que j'ai fait les démarches préparatoires nécessaires à l'introduction d'une plainte en diffamation contre la *National-Zeitung* de Berlin à propos des articles de fond n° 37 et n° 41 sur le pamphlet de Vogt : « *Mein Prozess gegen die Allgemeine Zeitung* ». Je me réserve de faire plus tard à Vogt une réponse écrite ».

Pour quelles raisons me suis-je décidé à traduire la *National-Zeitung* devant les tribunaux et à faire à Karl Vogt une réponse écrite ? C'est ce que dira le présent écrit.

Dans le courant du mois de février 1860, j'introduisis, contre la *National-Zeitung*, la plainte en diffamation. Après que le procès eut passé par quatre instances préparatoires, je reçus, le 23 octobre, la décision du tribunal supérieur prussien, me déniaut en dernière instance le droit de porter plainte. Le procès fut donc étouffé avant d'avoir connu les débats publics. Si l'affaire était venue en audience publique, comme je pouvais m'y attendre, j'aurais économisé le premier tiers de ce travail. Je n'aurais eu qu'à reproduire le compte rendu sténographique des débats judiciaires et j'aurais de la sorte évité la tâche excessivement déplaisante de répondre à des accusations contre ma propre personne, c'est-à-dire de parler de moi-même. J'ai toujours mis un tel souci à ne pas me mettre en cause que Vogt pouvait espérer quelque succès pour ses inventions mensongères. Mais *sunt certi denique fines*<sup>1</sup>. Dans son factum, que la *National-Zeitung* a résumé à sa façon, Vogt m'a reproché toute une série d'actes infamants qui, la réfutation publique devant les tribunaux m'étant définitivement interdite, réclament une réfutation écrite. En dehors de cette considération, qui ne me laissait pas le choix, j'avais d'autres raisons de traiter en détail, puisqu'il le fallait, les *histoires de chasse* répandues par Vogt sur mes camarades de parti et moi-même : d'une part, les cris de triomphe presque unanimes avec lesquels la presse allemande dite libérale accueillit ses prétendues révélations; et d'autre part l'occasion que l'analyse de ce factum m'offrait de tracer le caractère de cet individu, représentatif de toute une tendance.

En répondant à Vogt, j'ai dû par-ci, par-là, découvrir une « partie honteuse<sup>2</sup> » de l'histoire de l'émigration. Ce faisant, j'use tout simplement du droit de légitime défense. Tout ce que l'on peut d'ailleurs, exception faite pour quelques personnes, reprocher à l'émigration, ce sont des illusions, plus ou moins justifiées par les circonstances, et des folies découlant nécessairement des conditions extraordinaires créées à l'improviste. Je ne parle ici, cela va de soi, que des premières années de l'émigration. Etablir une comparaison entre l'histoire des gouvernements et de la société bourgeoise, mettons de 1849 à 1859, et l'histoire de l'émigration pendant cette même période, ce serait écrire l'apologie la plus brillante que l'on puisse faire de cette émigration.

Je le sais d'avance, les hommes d'expérience qui, lors de la publication du factum de Vogt, eurent des hochements de tête inquiets devant l'importance de ces « révélations », ne comprendront pas

---

<sup>1</sup> Une citation abrégée des *Satires* d'Horace (Livre 1, Satire 1, vers 106-107). Le texte complet se lit en latin : *Est modus in rebus, sunt certi denique fines / Quos ultra citraque nequit consistere rectum* », soit : « En toutes choses, il y a une mesure, des bornes fixes au-delà et en deçà desquelles ne peut être le vrai ». Bref, en tout il y a des bornes à ne pas dépasser.

<sup>2</sup> En français dans le texte.

du tout que j'aie pu gaspiller mon temps à la réfutation de pareils enfantillages, et les écrivailleurs « libéraux » qui, avec une joie maligne, n'avaient eu rien de plus pressé que de colporter dans la presse allemande, suisse, française et américaine les plates infamies et les mensonges éhontés de Vogt, trouveront révoltante et scandaleuse ma manière de les « éreinter », eux et leur héros. *But never mind!* <sup>1</sup>

La partie politique et la partie juridique de cet ouvrage n'ont pas besoin de préface spéciale. Afin d'éviter des malentendus possibles, je dirai simplement ceci : des hommes qui, même avant 1848, étaient d'accord pour défendre l'indépendance de la Pologne, de la Hongrie et de l'Italie, non pas comme un simple droit de ces pays, mais comme l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe, ont émis des théories absolument contradictoires sur la tactique que l'Allemagne devait, à l'occasion de la guerre d'Italie de 1859, appliquer à l'égard de Louis Bonaparte. Cette contradiction avait sa source dans des jugements opposés relatifs à des hypothèses réelles dont les époques suivantes devaient prouver le bien-fondé ou le mal-fondé. Pour mon compte personnel, je n'ai, dans le présent écrit, à m'occuper que des opinions de Vogt et de sa clique. Il n'est pas jusqu'à l'idée qu'il prétendait représenter et qu'il représentait dans l'imagination d'une foule incompétente qui ne se trouve en dehors du cadre de ma critique. Je traite ici les idées qu'il représentait effectivement.

Avant de terminer, je tiens à dire ma gratitude pour le concours bénévole que m'ont prêté, pour la rédaction du présent opuscule, non seulement de vieux camarades de parti, mais encore beaucoup de militants émigrés en Suisse, en France et en Angleterre, qui n'ont jamais été de mes intimes et dont beaucoup me sont, aujourd'hui encore, personnellement inconnus.

Londres, le 17 novembre 1860.

K. Marx.

---

<sup>1</sup> « Peu importe; cela n'a pas d'importance ».

## Chapitre premier : La Schwefelbande

Clarín : Malas pastillas gasta ; ...  
...hase untado  
Con unguento de azufre.

(Calderon)<sup>1</sup>

Marx débute son pamphlet par la dénonciation d'**une erreur manifeste de Vogt** qui lui attribue la direction politique d'une association dite « la Schwefelbande<sup>2</sup> » constituée en 1849 par certains réfugiés allemands que l'échec de la révolution dans le Palatinat bavarois et le Pays de Bade, en juillet 1849, avait contraints de fuir en Suisse.

Il s'appuie à cette fin sur le courrier personnel que lui a adressé **Sigismund Ludwig Borkheim**<sup>3</sup>, l'un des principaux protagonistes de cette association de circonstance.

La « *Nature arrondie* » - c'est ainsi que, devant le tribunal de première instance d'Augsbourg, l'avocat Hermann désigna délicatement son client aux allures de boule<sup>4</sup>, notre vieux Vogt de Nichilburg<sup>5</sup> - la « *Nature arrondie* » commence son extraordinaire élucubration historique comme suit :

« Sous le nom de *Schwefelbande*<sup>6</sup>, ou encore sous le nom non moins caractéristique de *Bürstenheimer*, on désignait, parmi les réfugiés de 1849, un certain nombre d'hommes qui, disséminés d'abord en Suisse, en France et en Angleterre, se réunirent peu à peu à Londres, où ils vénéraient, comme leur chef visible, M. Marx. Le principe politique de ces drôles était la dictature du prolétariat etc. » (Karl Vogt: *Mein Prozess gegen die Allgemeine Zeitung*, p. 136. Genève, décembre 1859).

Le « *Hauptbuch*<sup>7</sup> », où se trouve comme par hasard cette information importante, parut en décembre 1859. Huit mois auparavant, en mai 1859, la « *Nature arrondie* » avait cependant publié dans le *Bieler Handelscourier* un article<sup>8</sup> qu'il faut considérer comme le précis de l'élucubration historique plus développée. Écoutons le texte original :

---

<sup>1</sup> Une citation de la pièce de Pedro Calderon de la Barca « El Magico prodigioso » (*Le magicien prodigieux*), seconde journée, scène VIII. Le contexte laisse entendre cet énoncé : « Il aime lancer des paroles creuses. ...Il s'est enduit d'onguent sulfureux. ».

<sup>2</sup> Le terme trouve son origine dans une association d'étudiants de l'université d'Iéna dans les années 1770 qui étaient connus pour leurs bagarres et les scandales qu'ils provoquaient.

<sup>3</sup> Sigismund Ludwig Borkheim (1826-1885) avait pris une part active à la révolution de 1848, notamment dans le Pays de Bade. Réfugié en Suisse puis à Londres, il occupait, à cette époque de 1860, un poste important dans une maison commerciale londonienne. Marx et lui resteront très proches à partir de cette date. Notons qu'Engels lui consacre une importante notice biographique dans son introduction de décembre 1887 à la brochure de Borkheim intitulée « A la mémoire des patriotards assassins allemands. 1806-1807 » (en ligne sur le site de *marxists.org*).

<sup>4</sup> Marx souligne la forte corpulence de Carl Vogt. Il reviendra sur cet aspect dans sa prochaine allusion au personnage shakespearien de Falstaff, avec, osons le dire, une lourde insistance.

<sup>5</sup> Marx ironise sur le nom propre de Vogt, qui, en langue courante allemande, *der Vogt*, signifie un bailli, un fonctionnaire impérial qui, au moyen-âge, administrait les biens impériaux dans les villes de l'Empire. La mention « Nichilburg » évoque un château qui n'existe pas sur la base du mot latin « nihil ». Elle fait par ailleurs allusion à un écrit du romancier allemand Johann Fischart qui, au 16<sup>e</sup> siècle, a été le libre adaptateur des romans de Rabelais *Pantagruel* et *Gargantua*.

<sup>6</sup> « La bande sulfureuse »

<sup>7</sup> Marx désigne par « *Hauptbuch* » le livre de Vogt *Mein Prozess gegen die Allgemeine Zeitung* pour le distinguer d'autres publications de Vogt dans la presse sur le même sujet.

<sup>8</sup> Marx se réfère ici à l'article de Vogt « Zur Warnung » du 23 mai 59, paru dans le supplément au n° 150 du *Schweizer Handels-Courier* du 2 juin 1859.

« Depuis l'échec de la révolution de 1848, nous dit ce hâbleur de commis voyageur de Biel<sup>1</sup>, on a vu se grouper petit à petit à Londres une clique de réfugiés, dont on désignait alors les membres, parmi les émigrés réfugiés en Suisse, sous le nom de *Bürstenheimer* ou de *Schwefelbande*. Leur chef est Marx, ancien rédacteur de la *Rheinische Zeitung* de Cologne; ils ont pour devise les mots de république et de dictature ouvrière; et leur occupation consiste à ourdir des associations et des conspirations. » (Ce texte se trouve reproduit dans le *Hauptbuch*, Dritter Abschnitt. Documente, N° 7, p. 31, 32.)

La clique de réfugiés, connue « parmi les réfugiés en Suisse » sous le nom de *Schwefelbande*, se transforme huit mois plus tard, vis-à-vis d'un plus grand public, en une masse « disséminée en Suisse, en France et en Angleterre » et connue « parmi les réfugiés » sous le nom de *Schwefelbande*. C'est la vieille histoire des « bougrans<sup>2</sup> » de Kendal-Green<sup>3</sup>, si joyeusement racontée par le prototype de Karl Vogt, l'immortel Sir John Falstaff<sup>4</sup>, qui, dans sa réincarnation zoologique, a plutôt gagné que perdu en « étoffe ». Le texte original de notre *Commis voyageur*<sup>5</sup> de Biel nous montre que la *Schwefelbande* et les *Bürstenheimer* faisaient partie de la flore locale suisse. Voyons un peu quelle en est l'histoire naturelle.

Instruit par des amis qu'en 1849-50 une association de réfugiés florissait à Genève sous le nom de *Schwefelbande* et que M. S. L. Borkheim, honorable commerçant de la cité de Londres pourrait me donner des renseignements plus précis sur l'origine, la croissance et la disparition de cette société géniale, je m'adressai par écrit, en février 1860, à ce monsieur qui m'était alors parfaitement inconnu, et, après une entrevue, j'obtiens l'esquisse suivante que je reproduis sans y changer un mot :

Londres, le 12 février 1860  
18, Union Grove, Wandsworth Road

MONSIEUR,

Bien que, tout en résidant depuis neuf ans dans le même pays et la plupart du temps dans la même ville, nous soyons restés, jusqu'à il y a trois jours, personnellement inconnus l'un à l'autre, vous n'avez pas eu tort de supposer que je ne refuserais pas à un compagnon d'exil les renseignements demandés.

Eh bien ! Parlons de la *Schwefelbande*.

En 1849, après qu'on nous eut, nous autres insurgés, chassés à coups de fusil du grand-duché de Bade, un certain nombre de jeunes gens, soit que les autorités suisses leur eussent assigné cette résidence, soit qu'ils l'eussent choisie librement, se trouvèrent à Genève. C'étaient des étudiants, des soldats ou des commerçants, déjà liés, en Allemagne, d'amitié avant 1848 ou ayant lié connaissance pendant la révolution.

L'état d'esprit qui régnait parmi les réfugiés n'était pas rose. Les prétendus meneurs politiques rejetaient les uns sur les autres la faute de l'échec; les chefs militaires se critiquaient mutuellement à propos de mouvements offensifs de recul, de marches de flanc, de retraites offensives; on se mit à se traiter de républicains bourgeois, de socialistes et de communistes; il pleuvait des pam-

---

<sup>1</sup> Biel est le nom allemand de la ville suisse de Bienne.

<sup>2</sup> Le bougran désigne une étoffe de toile gommée dont les tailleurs se servent pour assurer le maintien d'un vêtement.

<sup>3</sup> Un drap grossier de laine verte autrefois portée par les forestiers et, selon la tradition, par les bandits de Robin Hood.

<sup>4</sup> En référence à la pièce de Shakespeare *Henri IV*, Première partie, Acte II, Scène 4 : Falstaff relate sa rencontre avec des bandits qui, selon lui, portaient des vêtements de Kendal vert.

<sup>5</sup> En français dans le texte de Marx.

phlets, qui étaient loin de calmer les esprits; partout l'on flairait des espions; et, par-dessus le marché, les vêtements de la plupart se changeaient en loques, et sur beaucoup de visages on lisait la faim. Au milieu d'une telle détresse, les jeunes gens mentionnés ci-dessus ne laissèrent pas relâcher leur amitié. C'étaient :

*Edouard Rosenblum*, né à Odessa, fils de parents allemands; il avait fait ses études de médecin à Leipzig, Berlin et Paris.

*Max Cohnheim*, de Fraustadt; il avait été employé de commerce et, lorsqu'éclata la révolution, il était engagé volontaire d'un an à l'artillerie de la garde.

*Korn*, chimiste et pharmacien à Berlin.

*Becker*, ingénieur, né dans la province rhénane.

Et *moi-même* qui, après avoir, en 1844, passé mon examen de maturité<sup>1</sup> au lycée Werder à Berlin, avais séjourné, pour mes études, à Breslau, Greifswald et Berlin, et que la révolution de 1848 trouva comme canonnier à Glogau, ma ville natale.

Aucun de nous, je crois, n'avait dépassé 24 ans. Nous habitions tout près les uns des autres et, pendant quelque temps, au grand pré, dans la même maison. Notre occupation principale consistait, dans ce petit pays qui nous offrait si peu d'occasions de gagner notre vie, à ne pas nous laisser abattre ni démoraliser par la misère générale des réfugiés et les déboires politiques. Le climat, la nature étaient superbes; nous ne reniions pas nos antécédents de la Marche et nous trouvions la contrée ravissante. Ce que l'un possédait appartenait à l'autre; et quand nous étions tous sans ressources, nous trouvions de braves aubergistes et d'autres braves gens qui se faisaient un plaisir de nous faire crédit sur notre mine de jeunes gens épris de la vie. Il est probable que tous nous avions l'air très honnêtes, mais très fous ! Je cite ici avec gratitude le cafetier Bertin (café de l'Europe), qui se montrait infatigable à nous abreuver à crédit, nous et beaucoup d'autres réfugiés allemands et français. En 1856, après une absence de six ans, je m'arrêtai à Genève à mon retour de Crimée, uniquement afin de payer mes dettes avec la reconnaissance d'un bon et loyal « bohème ». Le bon, rond et gros Bertin fut étonné, m'assura que j'étais le premier à lui faire ce plaisir, mais que malgré tout il ne regrettait pas d'avoir des créances pour dix à vingt mille francs sur des réfugiés dispersés depuis longtemps aux quatre coins de monde. Sans se préoccuper autrement des dettes à recouvrer, il s'informa, de la façon la plus affectueuse, de mes meilleurs amis d'autrefois. Mais je ne pus malheureusement guère le renseigner.

Après cette digression, je reviens à l'année 1849.

Nous buvions gaiement et nous chantions avec entrain. Je me souviens avoir vu à notre table des réfugiés de toutes les nuances politiques, même des Français et des Italiens. De joyeuses soirées passées dans ce *dulci júbilo*<sup>2</sup> faisaient à tous l'effet d'oasis dans le désert vraiment lamentable de la vie de réfugié. Des amis qui faisaient alors partie du grand Conseil de Genève ou en firent partie plus tard assistaient parfois, pour leur amusement, à nos beuveries.

Liebknecht, actuellement à Londres, et que je n'ai vu que trois ou quatre fois en neuf ans, et toujours grâce à des rencontres fortuites dans la rue, était assez souvent des nôtres. Des étudiants, des docteurs, d'anciens amis du lycée ou de l'Université, qui faisaient des voyages de vacances, nous aidèrent bien des fois à vider mainte chope de bière et mainte bouteille de bon Mâcon d'un prix

---

<sup>1</sup> Son baccalauréat.

<sup>2</sup> En référence à un chant de Noël traditionnel allemand « *in dulci júbilo* », (« dans une douce jubilation ») que l'on date du 14<sup>e</sup> siècle.

abordable. Il nous arrivait de temps à autre de passer des jours, voire des semaines, sur le lac de Genève sans descendre à terre, chantant des chansons d'amour et faisant notre cour, la guitare en main, devant les fenêtres des villas situées sur la rive savoyarde ou suisse.

Je ne rougis pas de mentionner ici que notre folle humeur d'étudiants éclatait parfois en des tours interdits par la police. Le cher *Albert Galeer*, mort depuis, l'adversaire politique assez notable de *Fazy* dans la bourgeoisie genevoise, prenait alors le ton le plus amical pour nous faire de la morale. « Vous êtes de jeunes fous, disait-il; mais il est évident que, pour avoir une telle bonne humeur dans votre détresse de réfugiés, il faut avoir le corps et l'esprit solides, - et ne pas manquer de ressort. ». Cet homme bienveillant trouvait dur de nous gourmander plus durement. Il était membre du grand Conseil de Genève.

Autant que je sache, il n'y eut, durant cette période qu'un seul duel, un duel au pistolet entre un certain M. R....n et moi-même. Le motif n'avait absolument rien de politique. J'avais comme témoin un artilleur genevois ne parlant que le français, et l'arbitre était le frère du conseiller, le jeune *Oscar Galeer*, qu'une fièvre nerveuse<sup>1</sup> devait malheureusement emporter pendant qu'il étudiait à Munich. Un second duel, dont le motif n'était pas non plus d'ordre politique, devait avoir lieu entre Rosenblum et un réfugié badois, le lieutenant von F...g, qui peu après retourna dans sa patrie et reprit, je crois, du service dans l'armée régénérée. Mais, avant que les choses n'en vinssent à l'extrême, tout fut, le matin même de la rencontre projetée, arrangé à l'amiable grâce à l'intervention de M. Engels<sup>2</sup>, le même, je pense, qui doit résider actuellement à Manchester et que je n'ai jamais revu depuis cette date. Ce M. Engels passait justement à Genève et nous vidâmes force bouteilles de vin en sa joyeuse compagnie. Si mes souvenirs sont exacts, la rencontre fut particulièrement agréable parce que nous pouvions permettre à sa caisse...de régler les dépenses.

Nous ne nous étions ralliés à aucun chef de parti, qu'il fût républicain bleu<sup>3</sup>, républicain rouge, socialiste ou communiste. Nous nous permettions de discuter en toute liberté et en toute franchise, - je ne veux pas prétendre que ce fût toujours avec exactitude - les manifestations politiques des régents de l'Empire, des membres du Parlement de Francfort et autres salons de conversation, des généraux ou caporaux de la révolution et des dalaï-lamas du communisme. Et nous avions même, à cette fin, et pour d'autres buts qui nous amusaient, fondé une revue hebdomadaire intitulée :

#### RUMMELTIPUFF

#### *Organe de la pouillocratie*<sup>4</sup>

Cette revue n'eut que deux numéros. Lorsque la police française m'arrêta plus tard en France dans le dessein de m'expédier ici, elle me mit l'embargo sur mes papiers et mes carnets de notes et je ne me rappelle pas exactement si ce fut l'interdiction officielle ou le manque de ressources qui enterra la feuille.

---

<sup>1</sup> Une fièvre associée aux nerfs.

<sup>2</sup> Fr. Engels a participé à l'insurrection du Bade-Palatinate et, le 12 juillet 1849, après sa défaite, passe en Suisse avec le détachement d'August Willich, dont il est l'adjutant. Il s'installe d'abord à Vevey, puis à Lausanne. En septembre, il rencontre des membres de la Ligue communiste à Berne et à Genève. Début octobre, après avoir obtenu une autorisation de sortie de Suisse, il part pour Londres.

<sup>3</sup> Soit un républicain bourgeois.

<sup>4</sup> « Ce titre, si ma mémoire ne me trompe pas, avait été donné à tous les partis politiques, dans l'une quelconque des Chambres minuscules allemandes ou au Parlement de Francfort. Nous tenons à la perpétuer. » (Note de Borkheim).

Des bourgeois, qui appartenait au groupe des républicains dits bourgeois ou même aux rangs des ouvriers dits communistes, nous donnèrent le nom de *Schwefelbande*. Il me semble parfois que nous nous sommes donné nous-mêmes ce nom. En tout cas, personne n'y attribuait d'autre signification que le sens bon enfant qu'il a dans la langue allemande. J'entretiens les relations les plus amicales avec des compagnons d'exil qui sont des amis de M. Vogt, et avec d'autres qui furent les vôtres et le sont probablement encore. Mais je me réjouis d'avoir pu constater que ni les uns ni les autres ne parlent avec mépris, que ce soit au point de vue politique ou au point de vue privé, des membres du groupement que j'ai désigné sous le nom de *Schwefelbande*.

Cette *Schwefelbande* est la seule dont l'existence me soit connue. Elle existait à Genève en 1849-1850. Vers le milieu de 1850, les quelques membres de cette association dangereuse, faisant partie de la catégorie des réfugiés à expulser, furent forcés de quitter la Suisse, à l'exception de Korn. Et la *Schwefelbande* cessa d'exister. Je ne sais rien au sujet d'autres *Schwefelbanden* et ne puis dire ni le lieu ni le moment où elles auraient existé ni le but qu'elles auraient poursuivi.

Korn resta, je crois, en Suisse, où il se serait établi comme pharmacien. *Cohnheim* et *Rosenblum* se rendirent dans le Holstein avant la bataille d'Idstedt<sup>1</sup> à laquelle, je crois, ils ont tous deux pris part. Par la suite, en 1851, ils gagnèrent l'Amérique. Rosenblum revint en Angleterre à la fin de la même année; en 1852, il passa en Australie, et depuis 1855 je n'ai plus de ses nouvelles. Cohnheim serait, depuis quelque temps déjà, rédacteur du *New-York Humorist*. Becker se rendit en Amérique dès 1850. Je ne puis malheureusement dire au juste ce qu'il est devenu.

Quant à moi, j'ai passé l'hiver de 1850-1851 à Paris et à Strasbourg. Ainsi que je l'ai déjà signalé plus haut, je fus arrêté par la police française qui, après m'avoir, pendant trois mois, trainé dans 25 prisons, d'ordinaire chargé, pendant la marche, de lourdes chaînes de fer, m'expédia en Angleterre au mois de février 1851. C'est ici que je réside encore. Après avoir consacré la première année à me familiariser avec la langue, je me suis adonné au commerce. Je suis toujours avec un vif intérêt les événements politiques de ma patrie, mais je me tiens toujours à l'écart de tous les agissements des cliques de réfugiés politiques. Ma situation est actuellement assez bonne ou, comme dit l'Anglais : Very well, sir, Thank you. Il ne faut vous en prendre qu'à vous-même d'avoir à patauger dans cette histoire longue, mais en tout cas sans grande importance.

Votre tout dévoué,  
SIGISMUND L. BORKHEIM

J'ai reproduit in extenso la lettre de M. Borkheim. Avec le presentiment de son importance historique, la *Schwefelbande* a eu soin de consigner à tout jamais, au moyen de gravures sur bois, son propre registre d'état-civil sur le livre de l'histoire. Le premier numéro du *Rummeltipuff* est illustré, en effet, des portraits de ses fondateurs.

Les hommes de génie qui faisaient partie de la *Schwefelbande* avaient pris part au coup de main républicain organisé par Struve en septembre 1848. Puis ils avaient été emprisonnés à Bruchsal jusqu'en mai 1849. Ils avaient enfin participé, comme soldats, à la campagne en faveur d'une Constitution de l'empire et avaient été finalement refoyés en Suisse<sup>2</sup>. Dans le courant de l'année 1850,

---

<sup>1</sup> La bataille d'Idstedt du 24-25 juillet 1850 est l'épisode final de la guerre menée par les insurgés des duchés de Schleswig et Holstein contre le Danemark lors de la première guerre des duchés. Elle se termine par la défaite des insurgés.

<sup>2</sup> L'insurrection républicaine qui éclata dans le Pays de Bade à la fin du mois de septembre 1848 fut déclenchée sous la direction de Gustav Struve, qui arriva de Suisse le 2 septembre. Avec le soutien de

deux matadors de la bande, Cohnheim et Rosenblum, arrivèrent à Londres, où ils se « groupèrent » autour de M. Gustave Struve. Je n'ai pas eu l'honneur de faire leur connaissance personnelle. Au point de vue politique, ils se mirent en relations avec moi de la façon suivante : sous la direction de Struve, ils essayèrent d'opposer un autre comité au comité londonien des réfugiés, alors dirigé par Engels, Willich et moi-même<sup>1</sup>. Le pronunciamiento de ce comité adverse, portant les signatures de Struve, Rosenblum, Cohnheim, Bobzin, Grunich et Oswald, parut entre autres dans le *Berliner Abend-Post*.

Au beau temps de la Sainte-Alliance, les carbonari (*Kohlenbande*) constituaient une source féconde pour l'activité policière et l'imagination aristocratique. Notre « Gorgellantua<sup>2</sup> » national comptait-il exploiter de même façon la *Schwefelbande* ou « sulfonari » au plus grand profit de la bourgeoisie allemande ? La *Salpeterbande* (nitriari) compléterait la trinité policière. Mais il se peut aussi que Karl Vogt soit l'ennemi du soufre, parce qu'il ne peut sentir la poudre. Ou bien, semblable à d'autres malades, a-t-il la haine de son remède spécifique ? On sait que le docteur Rademacher<sup>3</sup> classe les maladies d'après leurs remèdes. Parmi les maladies sulfurées il faudrait donc ranger ce que, devant le tribunal de première instance d'Augsbourg l'avocat Hermann a appelé la « nature arrondie » de son client, ce que Rademacher appelle un « péritoine tendu comme un tambour » et ce qu'un autre docteur plus fameux encore, Fischart, appelle la « panse arrondie de France ». Toutes les natures à la Falstaff souffriraient donc plus ou moins de la maladie sulfurée. Ou bien sa conscience zoologique aurait-elle rappelé à Vogt que le soufre fait mourir le ciron de la gale et qu'il est donc absolument contraire aux cirons de la gale qui ont changé plusieurs fois de peau ? Les recherches récentes ont en effet démontré que seul le ciron de la gale qui a mué est capable de se reproduire et est par conséquent arrivé à la conscience de soi. Joli contraste ! D'un côté le soufre, et de l'autre côté le ciron de la gale conscient de lui-même ! En tout cas, Vogt devait à son « empereur<sup>4</sup> » et au bourgeois libéral allemand la preuve que tout le mal « depuis l'échec de la révolution de 1849 » est l'œuvre de la *Schwefelbande* de Genève, et non pas l'œuvre de la *Decemberbande* ou bande des décembristes de Paris<sup>5</sup>. Quant à moi personnellement, il se vit forcé de m'élever au rang de chef de cette *Schwefelbande* dont il dit tant de mal et que j'ignorais jusqu'à la publication du *Hauptbuch*. Et, cela pour me punir d'avoir pendant des années criblé de brocards le chef et les membres de la « ban-

---

détachements armés démocrates de Bade et de la milice locale, Struve proclame la République allemande. Après quelques jours, l'insurrection fut écrasée par les troupes de Bade. Struve et un certain nombre d'autres participants furent arrêtés et condamnés à de longues peines de prison, pour lesquelles ils furent envoyés à la prison de la ville de Bruchsal (Baden). En mai 1849, lors d'une nouvelle insurrection à Baden, Struve et d'autres prisonniers politiques furent libérés par les insurgés.

Les combats pour la défense de la Constitution du Reich, adoptée le 28 mars 1849 par l'Assemblée nationale de Francfort, constituèrent la dernière étape de la révolution de 1848/49 en Allemagne. En mai et juin 1849, la province rhénane, Dresde, le Pays de Bade et le Palatinat furent le théâtre de luttes armées menées par les masses populaires. Les insurgés ne reçurent aucun soutien de l'Assemblée nationale de Francfort; les soulèvements revêtirent un caractère isolé et spontané et furent cruellement réprimés à la mi-juillet 1849. (Pour le détail nous renvoyons aux pages de notre **fascicule 17**.)

<sup>1</sup> En septembre 1849, Marx fut élu au Comité de soutien aux réfugiés politiques allemands à Londres, formé au sein de l'*Association allemande de formation des travailleurs*. Afin de réduire à néant les tentatives des émigrés petits-bourgeois démocrates de prendre sous leur influence les éléments prolétariens de l'émigration londonienne, le Comité d'aide aux réfugiés politiques allemands fut transformé en Comité des réfugiés sociaux-démocrates, à la direction duquel Engels fit son entrée. A la mi-septembre 1850, Marx et Engels se retirent du comité des réfugiés, car la majorité des membres est tombée sous l'influence de la fraction Willich-Schapper.

<sup>2</sup> Une allusion au personnage de Gorgellantua qui apparaît dans l'adaptation du *Gargantua* de Rabelais par Johann Fischart.

<sup>3</sup> En référence au médecin allemand Johann Gottfried Rademacher (1772-1850).

<sup>4</sup> Napoléon III.

<sup>5</sup> Par bande de décembre, Marx désigne les participants au coup d'Etat bonapartiste du 2 au 4 décembre 1851, qui a conduit à l'instauration du régime du Second Empire en France (1852-1870) sous Napoléon III. La Société secrète bonapartiste du 10 décembre, créée en 1849, joua un rôle important dans la préparation de ce coup d'Etat.

de du 10 décembre ». Pour faire comprendre la juste rancune de cet « agréable compagnon », je cite quelques passages de mon ouvrage : « Le dix-huit brumaire de Louis Bonaparte ».

Marx entreprend ici de citer de larges extraits des chapitres V et VI de son ouvrage de 1852<sup>1</sup>. L'occasion pour lui de **régler ses comptes avec le bonapartisme de Vogt**.

« Cette société datait de 1849. Sous le prétexte de fonder une société de bienfaisance, on avait organisé en sections secrètes la canaille prolétarienne de Paris<sup>2</sup>; chaque section était dirigée par des agents bonapartistes, et à la tête de l'ensemble il y avait un général bonapartiste<sup>3</sup>. Des roués<sup>4</sup> en déconfiture, dont les moyens d'existence n'étaient pas moins douteux que l'origine, des bourgeois déclassés, corrompus, véritables chevaliers d'industrie, des soldats et des prisonniers libérés, des galériens en rupture de ban, des charlatans, des faiseurs de tours, des lazzaroni<sup>5</sup>, des voleurs à la tire, des prestidigitateurs, des joueurs, des souteneurs, des tenanciers de maisons publiques, des portefaix, des littérateurs, des joueurs d'orgues, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendiants, en un mot, toute la masse confuse, irrégulière, flottante que les Français appellent « la bohème<sup>6</sup> »; c'est avec ces éléments qui lui ressemblaient comme un frère que Bonaparte constitua le fond de la société du 10 décembre, société de bienfaisance en ce sens que tous ses membres, à l'exemple de Bonaparte, éprouvaient le besoin de vivre aux dépens de la nation qui travaille.

« Ce Bonaparte, qui se constitue le chef de la canaille prolétarienne, qui retrouve dans ce ramassis seul, mais en masse, les intérêts qu'il poursuit personnellement, qui, dans ce rebut, ce déchet, cette écume de toutes les classes, reconnaît la seule classe sur laquelle il puisse absolument s'appuyer, voilà le vrai Bonaparte, le Bonaparte « sans phrase<sup>7</sup> ». Vieux roué plein d'astuce, il voit, dans la vie historique des peuples, dans leurs faits et gestes politiques, une comédie au sens le plus vulgaire du mot, une mascarade où les grands costumes, les nobles paroles et les belles attitudes servent uniquement de masque à la plus mesquine des gueuseries. C'est ainsi que, lors de son échauffourée de Strasbourg, un vautour suisse bien dressé représente l'aigle napoléonien<sup>8</sup>. Pour son expédition de Boulogne, il affuble d'uniformes français quelques laquais de Londres : ce sont eux qui figurent l'armée. Dans sa société du 10 décembre, il groupe 10.000 chenapans chargés de représenter le peuple comme Mandrin<sup>9</sup> représente les honnêtes gens...<sup>10</sup>

<sup>1</sup> Nos précisions de pagination se feront en référence à l'édition Garnier Flammarion (Paris 2007) présentée et traduite par Grégoire Chamayou. Pour le détail sur cette étude de Marx, nous renvoyons aux pages de notre **fascicule 21** qui lui sont consacrées.

<sup>2</sup> Le texte allemand mentionne « das Pariser Lumpenproletariat ». Sur le *lumpenproletariat*, nous renvoyons au chapitre 2.1 de notre **fascicule 16**.

<sup>3</sup> Le général Jean-Pierre Piat.

<sup>4</sup> En français dans le texte. Le TLFi en donne la définition suivante : « personne rusée, sans scrupule, habile à tromper pour trouver son avantage. ».

<sup>5</sup> Des mendiants. Le terme péjoratif désignait des prolétaires déclassés.

<sup>6</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>7</sup> L'expression est attribuée à Sieyès qui lors de la séance de la Convention nationale du 17 janvier 1793, sur la question de la peine à attribuer à Louis XVI aurait répondu à l'appel de son nom : « La mort sans phrase ».

<sup>8</sup> L'opposition entre l'aigle et le vautour est calculée pour son effet d'ironie. Pour l'anecdote, il se trouve que l'équipée de Boulogne en août 1840 s'était accompagnée de la présence sur le bateau d'un aigle apprivoisé.

<sup>9</sup> J. Molitor s'écarte ici du texte original allemand qui, au lieu de cette référence à Mandrin, le célèbre contrebandier français, évoque plutôt le personnage du tisserand Klaus Zettel dans la version allemande de la pièce de Shakespeare *Le songe d'une nuit d'été* (Acte 1, scène 2). (Nick Bottom dans la version originale anglaise). Dans cette scène, l'acteur se propose avec distance et selon un second degré très calculé d'imiter théâtralement le rugissement d'un lion.

<sup>10</sup> pp. 129-130 de notre édition Flammarion de référence.

« Ce que les ateliers nationaux furent pour les ouvriers socialistes, et les gardes mobiles pour les républicains bourgeois, la société du 10 décembre le fut pour Bonaparte : une armée de parti, à son entière dévotion. Dans ses déplacements, les escouades expédiées par chemin de fer étaient chargées de lui improviser un public, de faire jouer l'enthousiasme public, de hurler « Vive l'Empereur<sup>1</sup> », d'insulter et de rosser les républicains, et cela naturellement sous la protection de la police. Quand il rentrait à Paris, ces escouades avaient la mission de former l'avant-garde, de prévenir les contre-manifestations ou de les disperser. La société du 10 décembre lui appartenait; c'était son œuvre, sa pensée la plus personnelle. Ce qu'il s'approprie par ailleurs, c'est la force des circonstances qui l'en gratifie; ce qu'il fait par surcroît, ce sont les circonstances qui le font en son lieu et place, à moins qu'il ne se borne à copier les actions d'autrui. En public, devant tous les citoyens, c'est lui, avec les formules officielles de l'ordre, de la religion, de la famille, de la propriété; mais, derrière lui, c'est la société secrète des Mandrins et des Cartouches, la société du désordre, de la prostitution, du vol. Et voilà tout Bonaparte, auteur original; et l'histoire de la société du 10 décembre n'est que sa propre histoire...<sup>2</sup>

« Bonaparte voudrait se poser en bienfaiteur patriarcal de toutes les classes. Mais il ne peut donner à l'une sans enlever à l'autre. De même qu'à l'époque de la Fronde on disait du duc de Guise qu'il était l'homme le plus obligeant de France, parce qu'il avait converti tous ses biens en obligations de ses partisans envers lui, Bonaparte voudrait être l'homme le plus obligeant de France et convertir toute la propriété, tout le travail de France en une obligation personnelle envers lui. Il voudrait voler toute la France, pour pouvoir en faire cadeau à la France, ou, plus exactement, pour pouvoir racheter la France avec de l'argent français; car, en sa qualité de chef de la société du 10 décembre, il est obligé d'acheter ce qui doit lui appartenir. Et tout devient objet d'achat : toutes les institutions officielles, le Sénat, le Conseil d'Etat, le Corps législatif, la Légion d'honneur, la médaille militaire, les lavoirs, les travaux publics, les chemins de fer, l'état-major, sans soldats, de la garde nationale, les biens confisqués de la maison d'Orléans. Tout devient moyen d'achat : la moindre place dans l'armée ou dans la machine de l'Etat.

« Mais, ce qu'il y a de plus important dans cette opération, où l'on volait la France pour lui faire des cadeaux, ce sont les pourcentages qui, pendant la conversion, furent encaissés par le chef et les membres de la société du 10 décembre. Le mot d'esprit par lequel la comtesse de L.<sup>3</sup>, maîtresse du duc de Morny, caractérisa la confiscation des biens de la maison d'Orléans : « c'est le premier vol de l'aigle<sup>4</sup> » est à double sens et s'applique fort bien à chaque essor de cet aigle, ou plutôt de ce corbeau. Lui-même et ses partisans se répètent chaque jour les paroles qu'un chartreux italien adressait à l'avare qui lui énumérait avec ostentation les biens sur lesquels il pouvait encore vivre des années : « Tu fai conto sopra i beni, bisogna prima far il conto sopra gli anni<sup>5</sup> ». Pour ne pas se tromper dans le compte des années, ils comptent par minutes.

« La Cour, les ministères, les hauts postes de l'administration et de l'armée sont envahis par un tas de drôles, du meilleur desquels on peut dire qu'on ne sait pas d'où il sort; une bohème bruyante, mal famée, avide de pillage, qui met, à revêtir les uniformes chamarrés, la même dignité grotesque que les hauts dignitaires de

---

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> pp. 131-132 de notre édition Flammarion de référence.

<sup>3</sup> La comtesse de Lehon, épouse du comte Charles Lehon, ambassadeur belge à Paris. Marx évoque l'anecdote dans sa lettre à Ferdinand Lassalle du 23.02.52 (*Correspondance Marx Lassalle*, PUF, p. 85).

<sup>4</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>5</sup> « Tu fais le compte de tes biens et ton occupation première devrait être de faire le compte de tes années. »

Soulouque<sup>1</sup>. Pour bien se représenter cette couche supérieure de la société, on n'a qu'à considérer qu'elle a Véron-Crevel<sup>2</sup> comme moraliste et Granier de Cassagnac comme penseur. Lorsqu'au temps de son ministère, Guizot fit appel à ce Granier pour attaquer dans une feuille de chou l'opposition dynastique, il avait l'habitude de le vanter en ces termes : « *C'est le roi des drôles*<sup>3</sup>. ». On aurait tort de rappeler à propos de la Cour et de la clique de Louis-Bonaparte, la Régence ou Louis XV, car « la France a déjà souvent vécu sous un gouvernement de maîtresses, mais jamais encore sous un gouvernement *d'hommes entretenus*<sup>4</sup> ».

« Poussé par les exigences contradictoires de sa situation, obligé, comme prestidigitateur, à marcher de surprise en surprise pour garder fixés sur lui, remplaçant de Napoléon, les yeux du public, forcé, par conséquent, de faire tous les jours un coup d'Etat *en miniature*<sup>5</sup>, Bonaparte met toute l'économie bourgeoise sens dessus dessous, touche à tout ce qui avait paru intangible à la Révolution de 1848, transforme les uns en résignés et les autres en fanatiques de la révolution, crée l'anarchie au nom même de l'ordre, tandis qu'il dépouille en même temps toute la machine de l'Etat de son auréole, la profane et la rend répugnante et ridicule à la fois. Le culte de la sainte tunique de Trèves<sup>6</sup>, il lui donne un pendant à Paris dans le culte du manteau impérial de Napoléon. Mais le jour où le manteau impérial drapera les épaules de Louis Bonaparte, la statue d'airain de Napoléon tombera du haut de la colonne Vendôme<sup>7</sup>. ».

---

<sup>1</sup> Faustin Soulouque, président de la République puis Empereur d'Haïti en 1848 : le personnage s'était livré à une parodie de Napoléon Ier.

<sup>2</sup> En double référence au patron de presse Louis-Désiré Véron et au personnage dépravé de Crevel dans la *Cousine Bette* de Balzac.

<sup>3</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>4</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>5</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>6</sup> La relique exposée dans la cathédrale catholique de Trèves et que des générations de pèlerins sont venus vénérer. Elle était censée être un vêtement dont le Christ a été dépouillé lors de sa crucifixion.

<sup>7</sup> pp. 203-206 de notre édition Flammarion de référence. Ces lignes constituent la conclusion de l'ouvrage de Marx.

## Chapitre II

### Les « Bürstenheimer »

« *But, sirrah, there's no room for faith, truth, nor honesty, in this bosom of thine, - it is all filled up with guts and midriff.* »

(Shakespeare<sup>1</sup>)

Marx dénonce dans ce chapitre **une deuxième bévue de Vogt**, s'agissant, cette fois, de la société dite des *Bürstenheimer*.

Il se réfère à cette fin aux trois courriers personnels que lui ont adressés son ami **Peter Imandt**, le journaliste russe **Nikolaï Ivanovitch Sasonov** et **Victor Schily**.

Le propos ne quitte pas le registre de l'anecdotique.

L'évangile primitif de Biel nous dit : « *Bürstenheimer* ou *Schwefelbande* » (*Hauptbuch*, p. 31), Et, à la page 37, le *Hauptbuch* dit : « *Schwefelbande* ou encore *Bürstenheimer* ».

D'après les deux versions, *Schwefelbande* et *Bürstenheimer* constituent une seule et même bande. La *Schwefelbande*, nous l'avons vu, était morte, décomposée, vers le milieu de 1850. Donc aussi les *Bürstenheimer* ? La *Nature arrondie* est l'agent civilisateur attiré de la bande de décembre<sup>2</sup>, et la civilisation, comme dit Fourier<sup>3</sup>, se distingue uniquement de la barbarie parce qu'elle remplace le mensonge simple par le mensonge composé.

Notre Falstaff national « composé » nous raconte (*Hauptbuch*, p. 198) qu'un certain Abt est « le dernier des derniers ». Admirable modestie qui pousse Vogt à se mettre lui-même au positif, mais à mettre son Abt au superlatif, à en faire pour ainsi dire un maréchal Ney. Lorsque l'évangile primitif de Vogt parut dans le *Commis voyageur* de Biel<sup>4</sup>, je demandai à la rédaction du *Volk* de publier ce chiffon primitif sans y ajouter de commentaire. Mais la rédaction fit suivre cette reproduction de la remarque suivante :

« Le chiffon ci-dessus a pour auteur un drôle sans foi ni loi, du nom d'Abt, qu'un jury d'honneur de réfugiés allemands, réuni à Genève il y a huit ans, fut unanime à déclarer coupable de divers actes malhonnêtes. ». (N° 6 du *Volk*, du 11 juin 1859).

---

<sup>1</sup> « Mais, drôle, il n'y a pas de place dans ta panse, ni pour la bonne foi, ni pour la loyauté, ni pour l'honnêteté, elle est tout entière remplie par les tripes et le diaphragme ». Une citation de la pièce de Shakespeare, *Henry IV*, première partie, Acte III, scène III. (Nous citons à partir de la traduction de François-Victor Hugo, in *Le théâtre complet de Shakespeare*, tome IV, Editions *Rencontre*, Garnier Frères 1961-1964). Marx, observons-le, insiste encore sur le caractère ventru de son interlocuteur.

<sup>2</sup> En référence à la société bonapartiste du 10 décembre.

<sup>3</sup> En référence à Charles Fourier qui écrit notamment : « Mais l'ordre civilisé, je l'ai fait remarquer plus d'une fois, a la propriété d'élever au mode composé tout vice que la barbarie exerce au mode simple. » (*Théorie de l'unité universelle*, vol. 2, page 49, de l'édition en ligne sur le site des *classiques.uqac.ca*).

<sup>4</sup> Marx cite l'article de Karl Vogt « Zur Warnung » paru dans le *Schweizer Handels-Courier* du 2 juin 1859.

La rédaction du *Volk* tenait Abt pour le rédacteur du factum de Vogt; elle oubliait que la Suisse avait mis deux Richmond<sup>1</sup> en campagne, un Abt et un Vogt.

Le *dernier des derniers* inventa donc au printemps 1851 les *Bürstenheimer* que Vogt chipe à son maréchal à l'automne 1859. La douce habitude du plagiat poursuit Vogt instinctivement de ses ouvrages d'histoire naturelle à ses travaux policiers. L'association ouvrière genevoise fut présidée pendant quelque temps par le brossier<sup>2</sup> (*Bürstenmacher*) *Sauernheimer*. Abt décompose le nom de la profession et le nom de famille; avec la première moitié de l'un et la seconde de l'autre il compose ingénieusement le nom de *Bürstenheimer*. Sous ce titre il désignait primitivement *Sauernheimer* et son entourage immédiat, *Kamm*<sup>3</sup> de Bonn, brossier de son métier, et *Ranickel* de Bingen, ouvrier relieur. Il nomma *Sauernheimer* général, *Ranickel* officier d'ordonnance des *Bürstenheimer*, et *Kamm* simple *Bürstenheimer*. Dans la suite, après que deux réfugiés appartenant à l'association ouvrière de Genève, *Imandt*<sup>4</sup>, actuellement professeur à l'école normale de Dundee et *Schily*, précédemment avocat à Trèves, actuellement à Paris, eurent obtenu qu'un jury d'honneur prononçât l'exclusion d'Abt de l'association, Abt publia un pamphlet injurieux où il éleva toute l'association ouvrière de Genève au rang de *Bürstenheimer*. On le voit donc, il y avait des *Bürstenheimer* en général et des *Bürstenheimer* en particulier. Les *Bürstenheimer* en général, c'étaient les membres de l'association ouvrière de Genève, cette même association à laquelle Vogt, harcelé de toutes parts, arracha par surprise un « *testimonium paupertatis* » (certificat d'indigence) publié dans *l'Allgemeine Zeitung*, et devant laquelle il se mit à plat ventre lors des fêtes de Schiller et de la cérémonie commémorative organisée en l'honneur de Robert Blum en 1859. Les *Bürstenheimer* en particulier, c'étaient, comme je l'ai déjà dit, *Sauernheimer* qui m'était totalement inconnu et qui n'est jamais venu à Londres; *Kamm* qui, expulsé de Genève et en route pour l'Amérique, passa par Londres où il se rendit non pas chez moi, mais chez *Kinkel*; enfin le fameux *Ranickel* qui demeura, comme officier d'ordonnance des *Bürstenheimer*, à Genève où il se « groupait » autour de la « nature arrondie ». Il figure, en effet, en propre personne le prolétariat à la Vogt. Comme j'aurai l'occasion de revenir plus tard sur ce *Ranickel*, je vais donner ici quelques indications sur le monstre. *Ranickel* faisait partie de la caserne des réfugiés, à Besançon, dont *Willich* prit le commandement après l'échec du coup de main de *Hecker*<sup>5</sup>. Il prit part, sous les ordres de *Willich*, à la campagne en faveur de la Constitution de l'empire et, avec son chef, chercha plus tard un refuge en Suisse. *Willich* était son *Mahomet* communiste qui devait, par le fer et par le feu, fonder le règne millénaire. Acteur mélodramatique infatué de lui-même, grand parleur, avec des allures de faquin, *Ranickel* se montra plus tyrannique que le tyran. A Genève, il déblatérait, dans une fureur rouge, contre les « parlementaires » en général, et menaçait en particulier, nouveau *Tell*, d'étrangler le « *Landvogt* », *M. Vogt*. Mais, dès que *Wallot*, réfugié de la révolution de 1830 et ami d'enfance de Vogt, l'eût mis en relations avec ce dernier, la men-

---

<sup>1</sup> On parle des deux Richmond ou d'un autre Richmond sur le champ de bataille dans les occasions où un deuxième adversaire inattendu se présente. Cette expression trouve son origine dans la tragédie de Shakespeare *Richard III*, acte V, scène 4.

<sup>2</sup> Le mot allemand *Bürsten* signifie « brosses ».

<sup>3</sup> Friedrich Kamm. Après avoir pris part au soulèvement dans le Palatinat et le Pays de Bade en 1849, il s'est réfugié en Suisse avant d'émigrer vers les Etats-Unis.

<sup>4</sup> Peter Imandt.

<sup>5</sup> Friedrich Hecker a été avec Gustav Struve l'un des leaders de l'insurrection républicaine qui a éclaté dans le Pays de Bade en avril 1848. La division de Hecker, comme d'autres groupes insurgés, fut battue par les troupes gouvernementales. Certains participants à cette insurrection rejoignirent plus tard la troupe organisée par August Willich, en novembre 1848, à Besançon et soutenue financièrement par le gouvernement français, un soutien qui cessa toutefois au début 1849. Plus tard, la troupe rejoignit le corps franc qui, sous le commandement de Willich, participa aux combats de l'armée insurrectionnelle du Bade-Palatinat en mai-juin 1849.

talité sanguinaire de Ranickel fit place « au lait d'une humaine bienveillance<sup>1</sup> ». Il devint l'homme lige de Vogt<sup>2</sup>.

L'officier d'ordonnance des Bürstenheimer devint l'officier d'ordonnance du général Vogt. Et si celui-ci ne s'est pas couvert de gloire, c'est uniquement la faute de Plon-Plon, qui, pour la tâche dont son « corps des touristes » avait à s'acquitter dans l'expédition d'Italie, trouva que le capitaine napolitain Ulloa<sup>3</sup> (également appelé général, par politesse) suffisait largement et tient le général Vogt en réserve pour la grande ouverture du « tambour perdu » qui se jouera sur le Rhin<sup>4</sup>. En 1859, Vogt fit passer son Ranickel du prolétariat dans la bourgeoisie, lui procura un commerce (objets d'art, reliure, articles de bureau) et lui fit avoir en outre la clientèle du gouvernement genevois. L'officier d'ordonnance devint la bonne à tout faire de Vogt, son Sigisbée<sup>5</sup>, son familier, son Leporello<sup>6</sup>, son correspondant, son commissionnaire, son rapporteur et surtout, depuis le scandale du gros Jack<sup>7</sup>, son espion et son racoleur bonapartiste dans le monde ouvrier<sup>8</sup>.

Soit dit en passant, le seul réfugié de Genève avec qui je me sois trouvé en relations, le Dr Ernst Dronke, autrefois corédacteur de la *Neue Rheinische Zeitung*, actuellement commerçant à Liverpool, avait pris le contre-pied des Bürstenheimer.

Avant de reproduire les deux lettres ci-après d'Imandt et de Schily, je ferai remarquer simplement que, lorsque la révolution éclata, Imandt quitta l'Université pour prendre part, comme franc-tireur, à la guerre dans le Schleswig-Holstein. En 1849, Schily et Imandt dirigent l'assaut de l'arsenal de Prüm<sup>9</sup>, et, après s'être emparés des armes, se frayèrent avec leurs hommes un chemin vers le Palatinat, pour y entrer dans les rangs de l'armée de la Constitution. Expulsés de Suisse au début de l'été 1852, ils vinrent à Londres.

Dundee, le 5 février 1860

« Cher Marx,

Je ne comprends pas que Vogt puisse te mêler aux histoires de Genève. Il était de notoriété publique, dans le milieu des réfugiés, que Dronke seul était en relations avec toi. La Schwefelbande avait existé avant mon arrivée et le seul nom que je m'en rappelle est celui de Borkenheim.

<sup>1</sup> Shakespeare, *Macbeth*, Acte I, scène 5.

<sup>2</sup> Schiller, *Wilhelm Tell*, (acte I, scène 4) : « Der Bube war des Vogts » : le valet appartient au bailli. (Note de J. Molitor).

<sup>3</sup> Girolamo Ulloa. Engels à son propos, dans sa lettre à Marx du 23 juillet 1860 : « Je suis en train de lire Ulloa : *Guerre d'indépendance d'Italie 1848-1849*. De toutes les saletés militaires que j'ai eues en main (...) celle-là est la plus bête et la plus lamentable. » (C6, p. 192).

<sup>4</sup> Avec cette expression « le tambour perdu », Marx appelle ironiquement les efforts de Napoléon III et des cercles bonapartistes français, soutenus par Vogt dans la presse, pour prendre possession de la rive gauche du Rhin; Marx compare ces projets des bonapartistes aux épisodes comiques de la pièce de Shakespeare *Tout est bien qui finit bien* (Acte III, scènes 5 et 6, Acte IV, scènes 1 et 3), dans lesquelles le personnage de Paroles part à la recherche du tambour perdu et est finalement démasqué par ses anciens compagnons comme un lâche et un vantard.

<sup>5</sup> Le sigisbée, ou chevalier servant, était en Italie, au 18<sup>e</sup> siècle, un homme qui accompagnait officiellement une dame mariée en l'absence de son époux.

<sup>6</sup> Le valet de Don Juan dans l'opéra *Don Giovanni* de Mozart.

<sup>7</sup> Jack désigne, chez Shakespeare, les compagnons de beuverie de Sir John Falstaff.

<sup>8</sup> Note de J. Molitor : « Les quatre lignes suivantes constituent un jeu de mot intraduisible... et d'une extrême grossièreté. Faisant allusion à la découverte d'une espèce particulière de hérisson (Igel, en allemand), Marx rapproche Igel et Ranickel et Hundsigel (polisson) et Schweinigel (saligaud) et ces qualificatifs amènes sont appliqués à Ranickel. »

<sup>9</sup> L'assaut de l'arsenal de Prüm, les 17 et 18 mai 1849, a été mené par des démocrates avec le soutien des ouvriers de Trèves et des localités environnantes. L'objectif des assaillants était de s'emparer d'armes afin de déclencher un soulèvement pour protéger la Constitution de l'empire. Bien que l'arsenal ait été temporairement occupé par les insurgés, le mouvement a rapidement été réprimé par les troupes gouvernementales.

Les *Bürstenheimer*, c'était l'association ouvrière genevoise. Ce nom doit son origine à Abt. L'association était alors une pépinière de la société secrète de Willich dont j'étais le président. Lorsque, sur ma proposition, l'association ouvrière, dont beaucoup de réfugiés faisaient partie, eut déclaré Abt infâme et indigne d'entretenir des relations avec les réfugiés et les ouvriers, ce même Abt publia, quelque temps après, un libelle où il nous accusait, Schily et moi, des crimes les plus absurdes. Là-dessus, nous évoquâmes de nouveau toute l'affaire dans un autre local et devant des personnes absolument différentes. Invité à faire la preuve des calomnies qu'il avait écrites, il refusa notre demande, et sans que Schily et moi eussions eu besoin de dire le moindre mot pour notre défense, Dentzel proposa de déclarer Abt un infâme calomniateur. La motion fut, pour la seconde fois, votée à l'unanimité, cette fois dans une réunion de réfugiés qui se composait presque exclusivement de parlementaires. Je regrette que mon rapport soit tellement pauvre, mais c'est la première fois depuis huit ans que je repense à cette boue. Je ne voudrais pas être condamné à écrire sur ce sujet, et je serai fort surpris qu'il te soit possible de tremper tes doigts dans une sauce de ce genre.

Adieu.

Ton IMANDT. »

Un écrivain russe connu<sup>1</sup>, très lié avec Vogt pendant son séjour à Genève, m'a écrit dans le même sens des dernières lignes de la lettre ci-dessus :

Paris, le 10 mai 1860

Cher Marx<sup>2</sup>,

J'ai appris avec la plus vive indignation les calomnies qui ont été répandues sur votre compte et dont j'ai eu connaissance par un article de la *Revue contemporaine*, signé Edouard Simon<sup>3</sup>. Ce qui m'a particulièrement étonné, c'est que Vogt, que je ne croyais ni bête ni méchant, ait pu tomber dans l'abaissement moral que sa brochure révèle. Je n'avais besoin d'aucun témoignage pour être assuré que vous étiez incapable de basses et sales intrigues, et il m'a été d'autant plus pénible de lire ces diffamations que, dans le moment même où on les imprimait, vous donniez au monde savant la première partie du beau travail qui doit renouveler la science économique et la fonder sur de nouvelles et plus solides bases<sup>4</sup>... Mon cher Marx, ne vous occupez plus de toutes ces misères; tous les hommes sérieux, tous les hommes consciencieux sont pour vous, mais ils attendent de vous autre chose que des polémiques stériles; ils voudraient pouvoir étudier le plus tôt possible la continuation de votre belle œuvre. Votre succès est immense parmi les hommes pensants, et s'il vous est peut-être agréable d'apprendre le retentissement que vos doctrines trouvent en Russie, je vous dirai qu'au commencement de cette année le professeur X<sup>5</sup>. a fait à Moscovie un cours public d'économie politique dont la première leçon n'a pas été autre chose que la paraphrase de votre récente publication. Je vous adresse un numéro de la *Gazelle du Nord*, où vous verrez combien votre nom est estimé dans mon pays. Adieu, mon cher Marx, conservez-vous en

---

<sup>1</sup> Nikolai Ivanovitch Sazonov.

<sup>2</sup> Cette lettre est écrite en français.

<sup>3</sup> *Revue contemporaine* - revue semestrielle, publiée à Paris de 1851 à 1870. Sous la Deuxième République, elle est l'organe du parti de l'ordre qui réunit les légitimistes et les orléanistes; après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, elle est devenue l'organe des bonapartistes. L'article d'Edouard Simon « Un tableau des mœurs politiques en Allemagne. Le procès de M. Vogt avec la gazette d'Augsbourg » a été publié dans la *Revue contemporaine* du 15 février 1860.

<sup>4</sup> En référence à *Zur Kritik der Politischen Ökonomie*.

<sup>5</sup> Ivan Kondratyevich Babst.

bonne santé et travaillez comme par le passé à éclairer le monde, sans vous préoccuper des petites bêtises et des petites lâchetés. Croyez à l'amitié de votre dévoué ... »

Szemere, l'ancien ministre hongrois, m'a écrit<sup>1</sup> :

« Vaut-il la peine que *vous* vous occupiez de toutes ces bavardises<sup>2</sup> ? ».

J'ai indiqué brièvement dans l'avant-propos pourquoi, malgré ces conseils et d'autres du même genre, j'ai, - pour employer le langage vigoureux d'Imandt - trempé mes doigts dans la sauce de Vogt.

Mais revenons aux Bürstenheimer. Je reproduis intégralement la lettre ci-après de Schily, même ce qui n'a pas trait à « nos mou-tons<sup>3</sup> ». J'ai cependant abrégé les renseignements déjà connus par la lettre de Borkheim relativement à la Schwefelbande, et j'ai réservé pour plus tard d'autres passages, parce qu'il me faut traiter « mon agréable sujet » pour ainsi dire en artiste et que je dois donc dévoiler tous mes secrets à la fois.

Paris, le 8 février 1860,  
46, rue Lafayette

« Cher Marx,

Il m'a été très agréable de recevoir, par ta lettre du 31 du mois dernier, de tes nouvelles directes. Je te donne d'autant plus volontiers les renseignements que tu me demandes sur les histoires de Genève que je voulais, de mon propre mouvement, t'écrire à ce sujet. Ainsi que tu me l'écris, Vogt te met en compagnie de gens qui te sont totalement inconnus; et ce fut ma propre appréciation comme du reste celle de tous nos amis de Genève actuellement à Paris, le jour où nous sommes venus, par hasard, à discuter la question. Aussi, pour apporter ma contribution à la vérité, je m'étais chargé de te fournir toutes les explications utiles sur les *Bürstenheimer*, la *Schwefelbande*, etc. Tu comprendras donc avec quel à-propos me sont arrivées tes deux questions : 1. Qui étaient les Bürstenheimer ? Que faisaient-ils ? 2. Qu'était-ce que la Schwefelbande ? De quels éléments se composait-elle ? Que faisait-elle ? - Mais il me faut commencer par te reprocher une erreur chronologique : la priorité appartient en effet à la Schwefelbande. S'il entrait dans les intentions de Vogt de montrer le diable aux bons bourgeois allemands ou de leur faire même sentir les odeurs du soufre, et s'il voulait en même temps se livrer à une plaisanterie, il aurait dû vraiment choisir comme types des personnages plus diaboliques que ces inoffensifs et joyeux piliers de cabaret que nous, les vieux de l'émigration, nous comprenions, par plaisanterie et sans la moindre acception déplaisante, sous le titre de *Schwefelbande*, titre que ces jeunes gens acceptaient du reste sans le moins du monde penser à mal. C'étaient de gais étudiants, qui avaient subi leurs examens et fait leurs travaux pratiques dans les différentes insurrections de l'Allemagne du Sud et, en dernier lieu, dans la campagne de la Constitution de l'empire, et qui, à cette heure, se vengeaient de leur échec en se préparant, à Genève, avec leurs examinateurs et leurs chefs de travaux pratiques, à reprendre un jour l'affaire... Il va notamment de soi que ne peut être rangé dans la *Schwefelbande* quiconque n'est jamais venu à Genève ou n'y est venu qu'après la dissolution de cette association. La *Schwefelbande* était en effet une efflorescence purement locale et momentanée (il aurait fallu l'appeler à vrai dire fleur de soufre ou soufre sublimé), mais, à cause de son *Rummeltipuff* fleurant la révolution, elle dégageait probablement une odeur trop forte pour les nerfs des chefs de la Confédération

---

<sup>1</sup> En référence à la lettre de Bertalan Szemere du 5 février 1860.

<sup>2</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>3</sup> En Français dans le texte de Marx.

helvétique : Druey<sup>1</sup> souffla et la fleur s'envola à tous les vents. Ce n'est que bien plus tard qu'Abt et Cherval, celui-ci au bout de plusieurs années, arrivèrent à Genève, où ils répandirent leur parfum « chacun à sa façon », par où ils ne firent à aucun titre partie de ce bouquet (la *Schwefelbande*) depuis fort longtemps éparpillé, évaporé, oublié.

« Les agissements de la bande se résument assez exactement dans ces mots : travailler dans les vignes du Seigneur<sup>2</sup>. Ils rédi-geaient, par surcroît, le « Rummelpuff » avec l'épigraphe : *Bleibe im Land und nähr dich rötlich*<sup>3</sup>. Ils s'y moquaient avec esprit et humour de Dieu et du monde, signalaient les faux prophètes, flagellaient les parlementaires (inde irae!<sup>4</sup>), se montraient sans ménagements pour eux-mêmes et pour nous, leurs auditeurs extraordinaires et caricaturaient tout et tous, amis et ennemis, avec une conscience et une impartialité remarquables.

« Je n'ai pas à te dire qu'ils n'avaient pas la moindre relation avec toi et ne chaussaient pas tes sandales<sup>5</sup>. Mais je ne puis pas te cacher non plus que cette chaussure n'eût pas été de leur goût. Lansquenets de la révolution, ils flânaient, pour le moment, dans les pantoufles de l'armistice, en attendant que la révolution les rappelle à l'activité et les rééquipe de ses propres cothurnes (bot-tes de sept lieues du progrès décidé<sup>6</sup>); et ils auraient, mal accueilli quiconque eût voulu leur gêner leur sieste en leur parlant des idées de Marx sur l'économie politique, la dictature ouvrière, etc. Grand Dieu! Le travail que faisaient ces gens réclamait tout au plus un président de beuveries et leurs études économiques avaient pour centre le pot, et sa coloration rougeâtre. « Le droit au travail, dit un jour l'auditeur Backfisch, un brave maréchal-ferrant de l'Odenwald, soit, mais l'obligation du travail, ne m'en parlez pas. »

« Laissons donc retomber, après l'avoir ainsi soulevée de façon criminelle, la pierre tombale de la *Schwefelbande*. Il faudrait vraiment un Hafiz qui, pour éviter toute nouvelle violation de la sépulture, chanterait sur la tombe de la bande le *Requiescat in pace*. Nous pouvons, faute de mieux, consacrer à ces hommes, en guise de viatique et d'épitaphe, ces paroles : « Ils ont tous senti la poudre », tandis que leur historiographe sacrilège n'en est arri-vé qu'à sentir le soufre.

« Les Bürstenheimer ne virent le jour qu'au moment où les ban-dits de la *Schwefelbande* ne vivaient plus que par la tradition et la légende, dans les registres des bourgeois de Genève et dans le cœur des belles Genevoises. Les brossiers et relieurs Sauernhei-mer, Kamm, Ranickel, etc., se prirent de querelle avec Abt.; et c'est parce que nous avons vivement pris le parti de ses adversai-

---

<sup>1</sup> Henri Druey qui a été président de la *Confédération suisse* en 1850.

<sup>2</sup> Matthieu 20 : 4.

<sup>3</sup> « Reste dans le pays et nourris-toi de façon rougeâtre ». Dans le proverbe, il y a *redlich* (honnête-ment) (Note de J. Molitor) Un jeu de mots sur le Psaume 37 : 3. Proverbe (en allemand) : « Habite la terre et tu seras nourri en vérité » (lit. « Nourris-toi honnêtement » dans la version de Luther). Schily a remplacé *redlich* (honnêtement) par *rötlich*, littéralement "rougeâtre".

<sup>4</sup> D'où le tollé (Juvénal, *Satires*, Livre I, Satire 1).

<sup>5</sup> Par le Soulier de ruban mentionné ici - une ligue paysanne révolutionnaire secrète (le *Bundschuh*) qui agissait en Allemagne à la veille de la guerre des paysans de 1525 - Schily fait référence à la *Ligue des communistes* dirigée par Marx et Engels. Schily souligne l'absence de tout lien entre les membres du *Schwefelbande* et la *Ligue des communistes*.

<sup>6</sup> Une allusion au *Club du Progrès Résolu*. Fondé à Karlsruhe le 5 juin 1848, il représentait l'aile la plus radicale des républicains démocrates petits-bourgeois (Struve, Tzschirner, Heinzen et autres) mé-contents de la politique de conciliation du gouvernement Brentano et de la montée en puissance des éléments de droite en son sein. Le Club a suggéré que Brentano devrait étendre la révolution au-delà de Bade et du Palatinat et introduire des radicaux dans le gouvernement. Brentano refusant, le Club tenta, le 6 juin, de forcer la main du gouvernement en le menaçant d'une manifestation armée. Le gouverne-ment, soutenu par la milice civique et d'autres unités armées, s'est avéré cependant la partie la plus forte dans le conflit. Le *Club du Progrès Résolu* a été dissous.

res que nous fûmes, Imandt et moi, également attaqués par Abt. Celui-ci fut alors cité devant une assemblée générale, constituée par le groupement des réfugiés et l'association ouvrière en cour des pairs ou haute cour de justice. Il s'y présenta. Non seulement il ne maintint pas les accusations qu'il avait lancées contre les uns et les autres, mais il déclara franchement qu'il les avait inventées de toutes pièces, en représailles contre les accusations portées de même façon contre lui par ses adversaires. « Un prêté pour un rendu; ce sont les représailles qui tiennent le monde ! », dit-il. Après qu'il eut bravement plaidé ce système et en eut fait bien comprendre la valeur pratique à la haute cour de justice; après que des preuves eurent été fournies concernant l'accusation portée contre lui, il avoua sa calomnie malveillante, fut déclaré convaincu des méfaits qu'on lui imputait et mis au ban. En revanche, il appela ses pairs, qui ne comprenaient à l'origine que les camarades ci-dessus mentionnés, *Bürstenheimer*. Comme tu le vois, ce nom est une heureuse combinaison du nom et de la profession du premier de ces messieurs, que tu dois donc honorer comme l'ancêtre de la famille de Bürstenheim, mais sans avoir jamais le droit de te faire inscrire ou simplement affilier à cette noble famille, qu'elle embrasse la corporation ou la pairie. Il faut que tu saches, en effet, que ceux d'entre eux qui se sont occupés de « l'organisation de la révolution », le firent non pas comme tes partisans, mais comme tes adversaires; car ils vénéraient Willich comme leur Dieu le père ou du moins comme leur pape, mais te honnissaient comme leur Antéchrist ou leur antipape; à tel point que Dronke qui passait, au siège du diocèse de Genève, pour ton seul partisan et ton *legatus a latere*<sup>1</sup>, était tenu à l'écart de toutes les réunions, à l'exception des réunions œnologiques où il était *primus inter pares*. Mais, tout comme la *Schwefelbande*, l'association des Bürstenheimer était purement éphémère et s'évanouit devant le souffle puissant de Druey.

« Qu'un disciple d'Agassiz<sup>2</sup> se soit égaré parmi ces fossiles genevois de l'émigration et en ait exhibé des histoires naturelles aussi fantastiques que celles qu'il nous sert dans sa brochure, cela doit nous surprendre d'autant plus par rapport à la « *species Bürstenheimerana* », que l'auteur avait précisément à sa disposition, dans son cabinet de zoologie, un spécimen remarquable sous la forme d'un mastodonte de l'ordre des ruminants, dans la personne du Bürstenheimer type, Ranickel. Il faut croire que la rumination ne s'est pas opérée suivant les règles ou que ledit disciple ne l'a pas étudié comme il convient...

« Tu as maintenant, et au-delà, tout ce que tu as demandé. Je voudrais maintenant à mon tour te demander quelque chose. Que penses-tu de l'établissement d'un droit de succession dont la patrie, c'est-à-dire l'Etat, tirerait la majeure partie de ses ressources ? Ce droit comporterait la suppression des impôts dont sont grevées les classes pauvres et ne s'appliquerait naturellement qu'aux successions importantes... A côté de ce droit de succession, je m'occupe encore de deux institutions allemandes : le remembrement et l'assurance hypothécaire, que je voudrais faire comprendre en France où tout le monde en ignore le premier mot. A quelques exceptions près, les Français ne voient d'ailleurs de l'autre côté du Rhin que des nébuleuses et de la choucroute. Il y a quelque temps, l'*Univers* a cependant fait exception quand, après s'être plus que de raison lamenté sur le morcellement de la propriété foncière, il ajoutait cette remarque exacte : « Il serait désirable qu'on appliquât immédiatement les remèdes énergiques dont une partie de l'Allemagne s'est servie avec avantage : le remaniement obligatoire des propriétés partout où les 7/10 des propriétaires d'une commune réclament cette mesure. La nouvelle répartition faciliterait le drainage, l'irrigation, la culture rationnelle

---

<sup>1</sup> Cardinal, émissaire. Dronke a été envoyé en Suisse en tant qu'émissaire de la *Ligue communiste* à l'été 1850.

<sup>2</sup> Vogt avait été l'assistant du naturaliste suisse Louis Agassiz, lequel, notons-le, est connu pour avoir été l'un des rares zoologistes adversaires de la théorie de l'évolution.

et la voirie des propriétés<sup>1</sup>. ». La question est ensuite reprise par le *Siècle*, ce journal aux vues généralement assez bornées, mais qui se conduit absolument en étourneau dès qu'il s'occupe de questions allemandes; il affecte avec complaisance un chauvinisme « à la Diogène » à l'habit troué, et tous les jours il sert à ses abonnés, sous couleur de patriotisme, ce plat réchauffé. Après avoir adressé à l'*Univers*, sa bête noire, son bonjour obligatoire, ce chauvin continue : « Propriétaires ruraux, suivez ce conseil ! Empressez-vous de réclamer le remaniement obligatoire des propriétés ; dépouillez les petits au profit des grands. O fortunatos nimium agricolos - trop heureux habitants des campagnes, - sua si bona norint - s'ils connaissaient l'avantage à remanier obligatoirement la propriété<sup>2</sup> ! » Comme si, dans un vote par têtes, les gros propriétaires l'emportaient sur les petits.

Pour le reste, je prends les choses comme elles viennent, je rends à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ! même la part du diable, et je reste ton vieil ami.

Ton Schily »

De tout ce qui précède, il résulte ceci : il y avait à Genève, en 1849-1850, une *Schwefelbande*, et en 1851-1852, des *Bürstenheimer*, deux sociétés différentes et sans rien de commun avec moi-même; mais l'existence de cette *Schwefelbande* ou *Bürstenheimer*, telle que la révèle notre clown parlementaire, est la chair de sa chair, un mensonge à la quatrième puissance, « monstrueusement gros comme le père qui lui a donné le jour ». Imaginez-vous un historien, qui aurait l'effronterie de rapporter qu'à l'époque de la première révolution française un certain nombre de personnes étaient connues sous le nom de « cercle social<sup>3</sup> » ou encore sous le nom non moins caractéristique de « Jacobins ».

Pour ce qui est de la vie et des actes de cette *Schwefelbande* ou *Bürstenheimer* qu'il a imaginés de toutes pièces, notre « loustic » n'a pas fait la moindre dépense en frais de production. Je ne donnerai qu'un exemple :

« Une des occupations principales de la *Schwefelbande*, raconte la « nature arrondie » à son public étonné de bourgeois, consistait à compromettre à tel point des gens restés en Allemagne qu'ils ne devaient plus résister aux tentatives de chantage, mais envoyer de l'argent (joli pays<sup>4</sup> où l'on ne devait plus résister aux tentatives de chantage !), pour que la bande gardât le silence sur les faits qui les compromettaient. Ce n'est pas une lettre, ce sont des centaines de lettres que ces gens (les bonshommes inventés par Vogt) ont envoyées en Allemagne; et toutes disaient catégoriquement que l'on allait dénoncer la participation à tel ou tel acte révolutionnaire, si, pour une date donnée, une somme donnée n'était pas envoyée à une adresse donnée. » (Hauptbuch, p. 139.)

Pourquoi Vogt n'a-t-il pas fait imprimer une seule de ces lettres ? Parce que la *Schwefelbande* en a écrit des centaines. Si les lettres de menaces étaient aussi bon marché que les mûres sauvages<sup>5</sup>, Vogt jurerait quand même que nous n'aurons pas de lettre de menaces. Si on le citait demain devant un jury d'honneur *du Grü-*

<sup>1</sup> Cité en français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> Cité en français dans le texte de Marx.

<sup>3</sup> *Cercle social* - organisation fondée par des représentants de l'intelligentsia démocratique, apparue à Paris durant les premières années de la révolution bourgeoise française à la fin du XVIIIe siècle. Son principal idéologue Claude Fauchet ainsi que Nicolas Bonneville ont posé la revendication d'une répartition égale des terres, de la limitation de la grande propriété et du travail pour tous les citoyens capables de travailler.

<sup>4</sup> Ici Marx écrit « auch eine schöne Gegend », c'est-à-dire « un beau paysage aussi ». L'expression est née d'une histoire sur une femme qui, essayant de consoler la mère d'un soldat tué à la bataille de Leipzig (1813), lui a déclaré « Mais c'était un beau paysage ».

<sup>5</sup> Une expression modifiée de Falstaff. - Shakespeare, *Henri IV*, Première partie, Acte II, scène 4.

*tli-Verein*<sup>1</sup> pour fournir des explications sur les « centaines de lettres de menaces », ce n'est pas une lettre qu'il tirerait de sa ceinture, mais une bouteille de vin; il ferait claquer sa langue; nous ferait la nique et, se laissant aller à un rire de Silène qui ferait trembler son ventre, il s'écrierait avec son Abt : « Un prêté pour un rendu; ce sont les représailles qui tiennent le monde ! ».

---

<sup>1</sup> L'Association *Grütli* (Grütliverein) était une organisation réformatrice petite-bourgeoise suisse fondée en 1838 en tant que société éducative pour artisans et ouvriers. Le nom Grütliverein devait souligner le caractère national suisse de l'association. La légende raconte qu'en 1307, des représentants de trois cantons suisses se sont réunis dans la prairie de Grütli et ont formé une alliance pour lutter contre l'arbitraire des gouverneurs autrichiens (Vogts). D'où la référence ironique de Marx à Karl Vogt.

## Chapitre III

### Histoires de police

« Quelle nouvelle monstruosité le bailli a-t-il imaginée ? »  
(Schiller)<sup>1</sup>.

« Je le déclare sans ambages », dit Vogt en prenant le plus sérieusement du monde une attitude de bouffon, « je le déclare sans ambages : quiconque se laisse, de façon quelconque, entraîner à des menées politiques avec Marx et consorts tombe tôt ou tard aux mains de la police; ces menées sont, dès l'origine, dénoncées à la police secrète, connues, et celle-ci les fait éclore dès que le moment opportun lui semble venu » (on dirait que ces menées sont des œufs et que la police est la poule chargée de les faire éclore). « Les instigateurs, Marx et Cie, sont naturellement à Londres, impossibles à atteindre » (pendant que la police couve les œufs). « *Je ne suis pas en peine pour fournir des preuves de ce que j'avance*<sup>2</sup>. » (*Hauptbuch*, p. 166-167).

Vogt n'est pas embarrassé; Falstaff n'était jamais embarrassé. menteur (*verlogen*) tant que vous voudrez, mais embarrassé (*verlegen*) ? Allons, Jack, déballe tes preuves<sup>3</sup> !

#### 1. Aveux spontanés

« Marx dit lui-même dans sa brochure publiée en 1853 : *Révélation sur le procès communiste de Cologne*, p. 77 : « Mais le parti prolétarien, après 1849 comme avant 1848, n'avait à sa disposition qu'un seul moyen, l'association secrète. C'est pourquoi, depuis 1849, le continent a vu naître toute une série de sociétés prolétariennes secrètes qui, découvertes par la police, condamnées par les tribunaux, battues en brèche par les emprisonnements, renaissaient sans cesse à la faveur des circonstances. ». Par un euphémisme (dit Vogt), Marx s'appelle ici une « circonstance » (*Hauptbuch*, p. 167).

Marx dit donc que la police a, depuis 1849, découvert toute une série d'associations secrètes que les circonstances auraient rétablies. Vogt dit que c'est Marx, et non pas les circonstances, qui a rétabli les associations secrètes. Vogt a donc fait la preuve que toutes les fois que la police de Badinguet<sup>4</sup> découvrait Marianne, Marx d'accord avec Piétri<sup>5</sup>, la rafistolait.

« Marx dit lui-même ! » Voici, tout au long, ce que Marx dit lui-même<sup>6</sup> :

---

<sup>1</sup> Friedrich von Schiller, *Guillaume Tell*, Acte I, scène 3.

<sup>2</sup> L'italique est de Marx.

<sup>3</sup> Shakespeare, *Henri IV*, Partie I, Acte 2, scène 4.

<sup>4</sup> *Badinguet* était le surnom de Napoléon III. Il fut appelé ainsi parce qu'en mai 1846, il s'évada de la prison de Ham déguisé sous les vêtements d'un jeune ouvrier nommé Pinguet, dit Badinguet. *Marianne* ou *Société des Mariannes* était le nom d'une société républicaine secrète en France fondée en 1850. Son but était de lutter contre le régime bonapartiste.

<sup>5</sup> En référence à Pierre Marie Piétri qui a été préfet de police à Paris de 1852 à 1858. L'attentat d'Orsini, le 14 juin 1858, mettra fin à sa carrière.

<sup>6</sup> Marx cite ici un extrait du chapitre 6 (« La fraction Willich-Schapper ») de ses *Révélation sur le procès des communistes à Cologne*. Pour le détail nous renvoyons aux pages de notre **fascicule 20**.

« L'échec de la révolution de 1848-1849 avait fait perdre au parti prolétarien, sur le continent, tout ce qu'il avait, à titre d'exception, possédé durant cette courte période : presse, liberté de la parole, droit d'association, c'est-à-dire les moyens légaux de l'organisation de parti. Le parti bourgeois-libéral, comme aussi le parti petit-bourgeois démocratique, trouvèrent, dans la situation sociale des classes qu'ils représentaient et malgré la réaction, les possibilités de faire alliance sous une forme ou sous une autre et de faire prévaloir plus ou moins leurs intérêts communs. Mais le parti prolétarien, après 1849 comme avant 1848, n'avait à sa disposition qu'un seul moyen, l'association secrète. C'est pourquoi, depuis 1849, le continent a vu naître toute une série de sociétés qui, découvertes par la police, condamnées par les tribunaux, battues en brèche par les emprisonnements, renaissaient sans cesse à la faveur des circonstances. Certaines de ces sociétés secrètes poursuivaient directement la destruction des pouvoirs existants. Cette tactique était justifiée en France... D'autres sociétés secrètes se proposaient d'organiser le prolétariat en parti, sans souci des gouvernements existants. Cette tactique était nécessaire dans des pays comme l'Allemagne... Sans doute les membres du parti prolétarien participeraient encore à une révolution contre le *statu quo*; mais il ne rentrait pas dans leurs attributions de préparer cette révolution, de faire de l'agitation, des conspirations et des complots pour la favoriser... La Ligue des communistes n'était donc pas une société de conspirateurs... ».

Il n'est pas jusqu'à la simple « propagande » que le cruel Vogt ne stigmatise comme un crime, à l'exception naturellement de la propagande dirigée par Piétri et Laity<sup>1</sup>. « L'agitation, les complots, les conspirations », Vogt autorise tout cela, mais à condition que le siège central en soit au Palais Royal<sup>2</sup> chez le chéri de son cœur, Héliogabale Plon-Plon. Mais de la propagande parmi les prolétaires ! Fi donc !

Après le passage que je viens de citer et que le juge d'instruction Vogt a si judicieusement tronqué, je continue en ces termes<sup>3</sup> :

« Une telle société secrète (comme la Ligue des communistes, cela va de soi) qui se propose de constituer non pas le parti du gouvernement, mais le parti d'opposition de l'avenir, ne pouvait guère séduire des individus qui, d'une part, étalent leur nullité personnelle sous le manteau théâtral des conspirations, trouvent d'autre part, une satisfaction suffisante de leur ambition bornée dans la simple réalisation de la prochaine révolution, paraissent avant tout avoir de l'importance à un moment donné, prennent part à la cure démagogique et tiennent à être bien accueillis par les charlatans démocratiques. De la Ligue des communistes il se détache donc, ou l'on détacha si vous aimez mieux, une fraction qui réclamait, sinon des conspirations réelles, du moins l'apparence d'une conspiration et, par suite, l'alliance directe avec les grands hommes éphémères de la démocratie; c'est la fraction Willich-Schapper. Ce qui caractérise cette fraction, c'est que Willich figure aux côtés de Kinkel comme un des « *entrepreneurs*<sup>4</sup> » de l'affaire de l'emprunt révolutionnaire anglo-américain<sup>5</sup>. »

---

<sup>1</sup> En référence à Armand Laity qui a été l'un des compagnons de Louis Bonaparte lors de sa tentative d'insurrection à Strasbourg en 1836, ce qui lui avait valu cinq ans de détention. Sénateur depuis juin 1857, il sera chargé en 1860 par l'Empereur de rendre en charge la propagande en vue de l'annexion de la Savoie à la France.

<sup>2</sup> Le Palais Royal de Paris était la résidence de Jérôme Bonaparte (le frère cadet de Napoléon Ier) et de son fils, le Prince Joseph (surnommé Plon-Plon).

<sup>3</sup> Marx poursuit la citation de ce passage des *Révolutions*.

<sup>4</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>5</sup> L'emprunt révolutionnaire germano-américain fait référence à l'emprunt que Gottfried Kinkel et d'autres dirigeants petits-bourgeois émigrés tentèrent de lever en 1851 et 1852 auprès de réfugiés allemands et d'Américains d'origine allemande en vue de provoquer une révolution en Allemagne. Pour obtenir les fonds souhaités, Kinkel fit une tournée aux Etats-Unis en septembre 1851. Le projet s'avéra un échec total.

Et comment Vogt traduit-il ce passage dans son baragouin euphémique ? Ecoutez-le :

« Tant que les deux (parties) travaillaient encore d'un commun accord, ils s'occupaient, ainsi que Marx le dit lui-même, à fonder des sociétés secrètes et à *compromettre des sociétés et des individus* sur le continent (p. 171). »

Ce gros plein de soupe n'oublie qu'une chose : citer la page des *Révélation*s où Marx dit cela lui-même.

« Egli è bugiardo, e padre di menzogna<sup>1</sup>. »

## 2. La journée révolutionnaire de Morat

En février 1850, Wilhelm Liebknecht, élu à la présidence du Comité central des associations d'ouvriers allemands en suisse, avait projeté de réunir un congrès d'unification à Morat, une ville du canton de Fribourg. Sitôt avertie de l'événement, la police avait procédé à l'arrestation des participants, et nombre d'entre eux, dont W. Liebknecht, furent expulsés de Suisse.

La ville de Morat est également associée par Marx à la bataille du 22 juin 1476, menée au cours des guerres de Bourgogne; les troupes du duc Charles le Téméraire y avaient été défaites par les Confédérés suisses, ce qui explique la suivante liaison du nom de Karl Vogt à celui de Charles le Téméraire.

« Charles le Téméraire », le « téméraire Charles », vulgairement appelé Karl Vogt, nous raconte maintenant la défaite de Morat.

« Des ouvriers et des réfugiés en grand nombre furent suffisamment endoctrinés et travaillés - par Liebknecht ! - pour qu'enfin une journée révolutionnaire fût annoncée pour Morat. C'est dans cette ville que devaient se rendre secrètement les délégués des sociétés affiliées, et c'est là qu'on devait discuter l'organisation dernière de la fédération et le moment définitivement fixé pour la levée de boucliers. On avait gardé le secret le plus absolu sur tous les préparatifs, et les convocations avaient été faites exclusivement par des confidents de M. Liebknecht et par des correspondants de ce même Liebknecht. Les délégués affluèrent de tous côtés à Morat, à pied, par bateau, en voiture; ils furent immédiatement appréhendés par les gendarmes qui étaient d'avance au courant de tout. Toute la société ramassée de cette façon fut quelque temps enfermée au couvent des Augustins à Fribourg et puis transportée en Angleterre et en Amérique. M. Liebknecht fut traité avec des égards tout particuliers. » (*Hauptbuch*, p. 168).

« M. Liebknecht » avait pris part au coup de main de Struve en septembre 1848, fut retenu ensuite dans les prisons badoises jusque vers le milieu de mai 1849, recouvra sa liberté grâce à l'insurrection militaire badoise, entra comme simple soldat dans l'artillerie populaire badoise, fut de nouveau, comme rebelle, jeté dans les casemates de Rastatt par Brentano, l'ami de Vogt, rallia, sitôt libéré de nouveau, la division de troupes commandée, pendant la campagne en faveur de la Constitution, par Jean Philippe Becker et passa finalement avec Struve, Cohnheim, Korn et Rosenblum, la frontière française d'où ils gagnèrent la Suisse.

A cette époque, j'ignorais M. Liebknecht et ses journées révolutionnaires suisses plus encore que les journées de beuverie chez l'aubergiste Benz de la Kesslerstrasse à Berne, où les parlementaires

---

<sup>1</sup> « J'ai ouï dire à Bologne que le diable a bien des vices, et, entre autres qu'il est un menteur et le père du mensonge. » (Dante, *La Divine Comédie*, l'Enfer, Chant XXIII, vers 142-144.)

de la Table-ronde se régalaient encore une fois avec plaisir des discours qu'ils avaient eux-mêmes prononcés à l'église Saint-Paul<sup>1</sup>, se distribuaient une par une les futures charges de l'empire et se faisaient diminuer la dure nuit de l'exil par les mensonges, les plaisanteries, les bouffonneries, les rodomontades de Charles le Téméraire qui, non sans quelque teinte d'humour et par allusion à une vieille légende allemande, se délivrait alors lui-même brevet de « buveur de vin national ». Jamais on n'avait connu gosier pareil.

(...)<sup>2</sup>

Mais revenons à la journée révolutionnaire de Morat. « Journée révolutionnaire; organisation dernière de la fédération; moment définitivement fixé pour la levée des boucliers; secret le plus absolu gardé sur les préparatifs; arrivée tout à fait secrète de tous côtés, à pied, par bateau, en voiture. ». Charles le Téméraire, c'est évident, n'a pas étudié en vain la méthode Stieber<sup>3</sup>, que j'ai dévoilée dans mes *Révélations*.

Les faits sont simplement les suivants. Liebknecht était, au début de 1850, président de l'Association ouvrière de Genève. Il proposa de fédérer les associations ouvrières allemandes alors éparpillées en Suisse. La proposition fut adoptée. Il fut ensuite décidé d'adresser à 24 associations ouvrières différentes une circulaire les invitant à Morat pour y discuter l'organisation projetée et la fondation d'un journal commun. Les débats à l'Association ouvrière de Genève, les circulaires, les discussions qui eurent lieu à ce sujet dans les 24 autres associations, tout fut traité publiquement. Si les autorités suisses voulaient l'interdire, ils le pouvaient quatre semaines avant la réunion. Mais le libéral M. Druey<sup>4</sup> méditait un *coup de théâtre* policier : afin d'apaiser la sainte Alliance alors menaçante, il cherchait quelqu'un à dévorer. Liebknecht qui avait, en sa qualité de président de l'Association ouvrière, signé l'invitation au congrès, eut l'honneur d'être considéré comme le meneur en chef. Séparé des autres délégués, il fut logé gratuitement dans la cellule la plus élevée de la tour de Fribourg, d'où il jouissait d'une vue très étendue sur les environs; il eut même le privilège de se promener chaque jour une heure sur la plate-forme de la tour. Le traitement qu'on lui avait réservé ne différait que par un point de celui de ses camarades : l'isolement. A plusieurs reprises, il demanda à partager la prison des autres; mais sa requête fut chaque fois rejetée. Mais Vogt savait que la police n'isole pas ses « moutons<sup>5</sup> », et les mêle au contraire, comme « compagnons agréables », au gros des détenus.

Deux mois plus tard, Liebknecht fut, avec certain Gebert, expédié à Besançon par le directeur de la police de Fribourg. A Besançon on leur remit à tous deux un passeport pour Londres avec un itinéraire obligatoire, et on les avertit que, s'ils s'écartaient de la route prescrite, on les déporterait en Algérie. Par suite de ce voyage imprévu, Liebknecht perdit la majeure partie des effets qu'il avait à Genève. Il faut d'ailleurs dire à l'éloge de MM Castella, Schaller et des autres membres du gouvernement fribourgeois d'alors, que Liebknecht et tous les autres détenus de Morat furent traités avec la plus grande humanité. Ces messieurs se rappelaient qu'ils avaient eux-mêmes quelques années auparavant connu la prison ou l'exil et manifestaient ouvertement leur aversion pour le service de sergent que leur imposait le grand cophte<sup>6</sup> Druey. Les réfugiés prisonniers ne furent

---

<sup>1</sup> C'est dans l'église Saint-Paul de Francfort-sur-le-Main que l'Assemblée nationale de Francfort s'est réunie du 18 mai 1848 au 30 mai 1849.

<sup>2</sup> Une césure (non signalée) dans la traduction de J. Molitor. Marx cite ici un extrait d'un poème comique du 13<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup> Pour rappel : Wilhelm Stieber, chef de la police prussienne de 1850 à 1860, a été l'un des organisateurs du procès des communistes à Cologne en 1852.

<sup>4</sup> Henri Druey, membre du Conseil fédéral suisse de 1848 à 1854. En 1848, il était à la tête du département de la justice et de la police.

<sup>5</sup> Ses espions. En français dans le texte de Marx.

<sup>6</sup> Le Grand Cophta était le nom du prêtre égyptien omnipotent et omniscient qui dirigeait la « Loge égyptienne » maçonnique inexistante que le célèbre imposteur du XVIII<sup>e</sup> siècle, le « Comte » Cagliostro (Giuseppe Balsamo) prétendait avoir fondée.

pas traités comme l'attendaient les parlementaires réfugiés. Un drôle qui se trouve encore en Suisse, un certain H., compagnon des parlementaires, se vit donc amené à publier un pamphlet où il dénonçait les détenus en général et Liebknecht en particulier comme professant des idées « révolutionnaires » dépassant les limites fixées par la raison parlementaire. Charles le Téméraire paraît toujours encore inconsolable des « égards tout particuliers » avec lesquels Liebknecht fut traité.

Ce qui caractérise notre « Téméraire » dans tous ses livres, c'est le plagiat. Il n'y manque pas ici. Les libéraux suisses avaient en effet l'habitude invariable de donner aux coups de pied que constituait l'expulsion une allure libérale, en accusant leurs victimes de « moucharderie<sup>1</sup> ». Après avoir expulsé Struve, Fazy le dénonça publiquement comme « espion russe ». C'est ainsi encore que Druey traita Boichot de *mouchard* français. Tourte<sup>2</sup> usa du même procédé contre Schily<sup>3</sup>, après l'avoir fait arrêter à l'improviste dans les rues de Genève pour l'expédier à la tour des prisons à Berne. « *Le commissaire maire fédéral M. Kern exige votre expulsion<sup>4</sup>* », répondit l'omnipotent Tourte, lorsque Schily lui demanda la raison de la brutalité dont il était la victime. Et Schily : « *Alors mettez-moi en présence de M. Kern<sup>5</sup>* ». Mais Tourte : « *Non, nous ne voulons pas que M. le commissaire fédéral fasse la police à Genève<sup>6</sup>* ». La logique de cette réponse était absolument digne de la perspicacité avec laquelle ce même Tourte, ministre plénipotentiaire suisse à Turin, écrivait au président de la Confédération helvétique, au moment où la cession de la Savoie et du comté de Nice était déjà un fait accompli, que Cavour travaillait des pieds et des mains contre cette cession. Mais il est possible qu'à ce moment certaine situation diplomatique créée par les chemins de fer ait diminué quelque peu la perspicacité normale de Tourte. A peine Schily était-il au secret le plus absolu à Berne que Tourte se mit à teinter de libéralisme sa brutalité policière en glissant dans l'oreille de réfugiés allemands tels que le Dr Fink par exemple que « Schily avait entretenu des relations secrètes avec Kern, lui avait dénoncé des réfugiés de Genève, etc. » *L'Indépendant<sup>7</sup>* de Genève énumérait alors lui-même au nombre des péchés notoires du gouvernement genevois celui d' « élever à la hauteur d'une institution officielle le procédé de calomnier systématiquement les réfugiés » (voir annexe N° 1).

Les libéraux suisses avaient accordé le droit d'asile à la condition que le reste de l'armée révolutionnaire ne livrerait pas de dernière bataille en territoire badois. Et aux premières réclamations de la police allemande, ils violèrent ce droit d'asile en expulsant les soi-disant « meneurs ». Plus tard, ce fut le tour des « menés ». Des milliers de soldats badois reçurent, avec des promesses fallacieuses, des passeports pour leur pays natal, où ils furent immédiatement cueillis par les gendarmes, « qui étaient d'avance au courant de tout ». Vinrent ensuite les menaces de la sainte Alliance, et avec elles la farce policière de Morat. Cependant le Conseil fédéral<sup>8</sup> « libéral » n'osa pas aller aussi loin que Charles le Téméraire. On ne souffla mot de la « journée révolutionnaire », de « l'organisation dernière de la fédération », du « moment définitivement fixé pour la levée de boucliers ». L'instruction qu'il avait fallu ordonner pour sauver les apparences avait fait long feu.

« Des menaces de guerre » de l'extérieur et des « tendances de propagande politique », voilà tout ce que le Conseil fédéral

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> Abraham Tourte, Conseiller d'Etat chargé du département de l'instruction publique et militaire. Il était un fidèle lieutenant de James Fazy. En 1860, il sera chargé d'affaires à Turin, notamment lors des négociations, en 61-63, pour le rattachement de la Savoie à la France.

<sup>3</sup> Marx reviendra sur l'expulsion de Suisse de Schily dans la première section des *Annexes* au chapitre XII de son ouvrage.

<sup>4</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>5</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>6</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>7</sup> *L'Indépendant* - hebdomadaire bourgeois démocratique suisse publié à Genève de 1851 à 1852.

<sup>8</sup> Le gouvernement de la Confédération suisse.

« embarrassé » fut à même, dans un document officiel, de balbutier pour son excuse (voir annexe N° 2). Les exploits policiers des « libéraux suisses » n'atteignirent nullement leur objectif avec la « journée révolutionnaire de Morat ». Le 25 janvier 1851, mon ami Guillaume Wolff (que les *brebis* parlementaires baptisèrent le *loup* parlementaire<sup>1</sup>) écrivait :

« Par les mesures qu'il a prises jusqu'ici, le Conseil fédéral a fait descendre le nombre des réfugiés de 11.000 à 500, et il n'aura de cesse qu'à force de vexations il n'ait fait repasser la frontière à tous ceux qui n'ont pas une fortune vraiment considérable ou des accointances particulières. ».

Les réfugiés qui avaient agi pour la révolution se trouvaient en opposition absolument naturelle avec les anciens hôtes de l'église Saint-Paul qui l'avaient tuée par leurs bavardages. Et ces derniers ne rougirent pas de faire tomber leurs adversaires aux mains de la police suisse.

Le fidèle partisan de Vogt, le monstre Ranickel, écrivit lui-même à Schily, lorsque celui-ci fut arrivé à Londres :

« Essayez donc de pouvoir disposer de quelques colonnes dans un journal belge pour y publier des déclarations, et surtout ne manquez pas de gêner leur séjour en Amérique à ces mauvais chiens allemands (les parlementaires) qui se sont vendus au diplomate goitreux (Druey) et se sont faits ses instruments. ».

On comprend maintenant ce que Charles le Téméraire veut dire quand il écrit : « Je travaille de toutes mes forces à restreindre le vagabondage révolutionnaire et à procurer aux réfugiés un asile, soit sur le continent, soit au-delà des mers. ».

On peut déjà lire dans le numéro 257 de la *Neue Rheinische Zeitung* :

« Heidelberg, le 23 mars 1849. Notre ami Vogt, champion de la Gauche, humoriste national des temps présents, bouffon national des temps futurs, l'homme qui met fidèlement en garde contre la révolution, se réunit - avec quelques amis animés des mêmes sentiments ? Non pas ! avec quelques réactionnaires de la plus belle eau. Et dans quel dessein ? Pour expédier en Amérique, ou encore pour déporter les gens qui vivent à Strasbourg, à Besançon ou autre part à la frontière allemande... Ce que le régime du sabre inauguré par Cavaignac inflige comme châtement, ces messieurs veulent l'imposer au nom de la charité chrétienne... L'amnistie est morte, vive la déportation ! Il va de soi qu'on n'a pas négligé la pieuse fraude et qu'on a répandu le bruit que les réfugiés avaient eux-mêmes exprimé le désir d'émigrer en Amérique. Mais voici qu'on écrit aux feuilles maritimes que ces envies de déportation provoquent, parmi *tous* les réfugiés, une véritable tempête d'indignation. Tous nourrissent l'espoir de rentrer bientôt en Allemagne, fût-ce au risque, comme M. Vogt le remarque de façon si touchante, d'être forcés de participer à une « entreprise téméraire ».

Mais nous en avons assez dit sur la journée révolutionnaire de Morat, si chère à Charles le Téméraire.

### 3. Cherval

En septembre 1851, des arrestations sont opérées en France parmi les membres des communautés appartenant au groupe Willich-Schapper, responsable de la scission de la *Ligue communiste* en septembre 1850. La tactique complotiste du groupe a permis aux polices française et prussienne, avec l'aide de l'agent-provocateur Cherval, qui dirigeait l'une des collectivités locales du groupe à Paris, de monter de

---

<sup>1</sup> Jeu de mots : Wolf signifie loup en allemand.

toutes pièces l'affaire du soi-disant complot franco-allemand. Cherval était à la fois un agent prussien et un espion français. En février 1852, les accusés furent condamnés pour avoir fomenté un coup d'Etat. Avec la connivence de la police française et prussienne, Cherval fut autorisé à s'évader de prison. Les tentatives de la police prussienne d'incriminer la *Ligue communiste* dirigée par Marx et Engels échouèrent. Konrad Schramm, membre de la Ligue, arrêté à Paris en septembre 1851, fut bientôt relâché faute de preuves. Néanmoins, le commissaire de police prussien Stieber, l'un des organisateurs du procès communiste de Cologne en 1852, réitéra les fausses accusations de la police. Marx a exposé le parjure de Stieber dans ses *Révélations sur le procès communiste à Cologne*<sup>1</sup>.

« Le meilleur de cette farce, ce seront les mensonges extraordinaires que ce gras coquin nous débitera<sup>2</sup>. »

Dans mes « Révélations sur le procès communiste de Cologne », un chapitre spécial est consacré au complot Cherval. J'y démontre comment Stieber, avec Cherval (pseudonyme de Kremer) comme instrument, Carlier, Greif et Fleury comme accoucheurs, mit au monde le prétendu complot franco-allemand tramé à Paris en septembre<sup>3</sup>, et cela pour remédier à ce que la Chambre des mises en accusation de Cologne avait appelé le manque de faits objectifs dans l'affaire des détenus de Cologne.

Les preuves qu'au procès de Cologne j'ai fournies à la défense démontraient avec une telle netteté, qu'il n'y avait pas le moindre rapport entre Cherval, d'une part, les accusés de Cologne et moi-même, d'autre part, que le même Stieber qui, le 18 octobre 1852, avait encore affirmé sous serment que Cherval était bien Cherval, se déjugea complètement le 23 octobre 1852 (voir les *Révélations*). Poussé dans ses derniers retranchements, il renonça à la tentative de nous identifier avec Cherval et son complot. Stieber était Stieber, mais Stieber était loin de valoir Vogt.

Je crois absolument inutile de répéter ici les renseignements que j'ai donnés, dans les *Révélations*, sur le prétendu complot de septembre. Au commencement de mai 1852, Cherval revint à Londres, qu'il avait quitté dans les premiers jours de l'été de 1850 pour aller faire du commerce à Paris. La police parisienne le laissa s'évader quelques mois après sa condamnation en février 1852. A Londres, l'Association ouvrière allemande, dont mes amis et moi-même avions démissionné dès la mi-septembre 1850<sup>4</sup>, l'accueillit d'abord comme un martyr politique. Mais ses exploits parisiens ne tardèrent pas à transpirer, et dans le courant du même mois de mai, il fut, en séance publique, exclu comme infâme. Les accusés de Cologne, incarcérés depuis le début de mai 1851, continuaient à faire de la prison préventive. Une note que l'espion Beckmann adressa de Paris à son journal, la *Kölnische Zeitung*, me fit comprendre que la police prussienne s'efforçait d'établir après-coup une relation entre Cherval, son complot et les accusés de Cologne. Je me mis donc en quête des renseignements sur Cherval. Il se trouvait qu'en juillet 1852 ce dernier avait offert à M. de R<sup>5</sup>, ancien ministre sous Louis-Philippe et philosophe éclectique connu, de servir d'agent orléaniste. Les relations que M. de R. entretenait avec la préfecture de police de Paris lui permirent d'en recevoir des extraits du dossier Cherval. Dans le rapport de la police française, Cherval était désigné

<sup>1</sup> Pour le détail, nous renvoyons aux pages de notre **fascicule 20**, en particulier, s'agissant de Cherval, au chapitre 3.1 « Julien Cherval, les trois vies d'un mouchard ».

<sup>2</sup> Shakespeare, *Henri IV*, partie 1, Acte 1, scène 2.

<sup>3</sup> **Note de Marx** : « Ce n'est qu'après l'impression des *Révélations* que j'appris que de la Hodde (sous le nom de Duprez) ainsi que les agents de la police prussienne Beckmann (alors correspondant de la *Kölnische Zeitung*) et Sommer y avaient apporté leur concours. ».

<sup>4</sup> La *German Workers' Educational Society* à Londres a été fondée en février 1840 par Karl Schapper, Joseph Moll et d'autres membres de la *Ligue des justes*. Au cours de diverses périodes de son activité, la Société avait des succursales dans les quartiers populaires de Londres. En 1847 et 1849-50, Marx et Engels ont pris une part active aux travaux de la Société, mais le 17 septembre 1850, ils se sont retirés avec un certain nombre de leurs partisans parce que la faction sectaire et aventuriste Willich-Schapper avait temporairement accru son influence dans la Société, provoquant une scission au sein de la *Ligue communiste*.

<sup>5</sup> Charles François Marie de Rémusat.

comme Cherval *nommé Frank, dont le véritable nom est Kremer*<sup>1</sup>. Il avait, disait-on, fonctionné assez longtemps comme agent du prince Hatzfeldt, ambassadeur prussien à Paris; il avait joué le rôle du traître dans le complot franco-allemand, et faisait à ce moment-là de l'espionnage pour la France, etc. Pendant les débats du procès de Cologne, je communiquai ces renseignements à l'un des défenseurs, l'avocat Schneider II et l'autorisai, le cas échéant, à donner sa source. Lorsqu'à l'audience du 18 octobre Stieber jura que l'Irlandais Cherval, dont il disait lui-même qu'il avait, en 1845, fait de la prison à Aix-la-Chapelle pour fabrication de fausses traites, se trouvait toujours détenu à Paris, je fis savoir à M. Schneider II, par le courrier suivant, que le dénommé Kremer, originaire de la province rhénane, se trouvait toujours à Londres sous le pseudonyme de Cherval, entretenait des relations quotidiennes avec le lieutenant de police prussien Greif et que, criminel prussien condamné, il serait immédiatement livré par l'Angleterre, si le gouverneur prussien le réclamait. Mais tout le système de Stieber eût été démolí, si l'on avait fait venir Cherval pour servir de témoin à Cologne.

Serré de très près par Schneider II, Stieber crut enfin, le 23 octobre, avoir entendu dire que Cherval s'était échappé de Paris, mais jura ses grands dieux qu'il n'était pas du tout renseigné sur la résidence de l'Irlandais ni sur son alliance avec la police prussienne. A cet instant précis, Cherval était, à Londres, attaché à Greif avec un traitement hebdomadaire fixe. Les débats provoqués devant les assises de Cologne sur le « mystère Cherval », par mes renseignements forcèrent Cherval à quitter Londres. On me dit qu'il avait été chargé d'une mission de police à Jersey. Je l'avais depuis longtemps perdu de vue lorsqu'une note envoyée par un correspondant genevois à la « République des Ouvriers<sup>2</sup> » paraissant à New-York m'apprit par hasard qu'en mars 1853 Cherval était arrivé à Genève sous le nom de Nugent et en était reparti dans l'été de 1854. Il se rencontra donc avec Vogt à Genève quelques semaines après que mes *Révélations*, compromettantes pour lui, eurent paru chez Schabelitz à Bâle.

Mais revenons aux élucubrations historiques de notre Falstaff.

Vogt fait arriver son Cherval à Genève *aussitôt après* sa fuite apparente de Paris, mais il l'a fait envoyer de Londres à Paris par l'association communiste secrète *quelques mois* avant la découverte du complot de septembre (p. 172). Si l'intervalle entre mai 1850 et mars 1853 disparaît absolument, l'intervalle entre juin 1850, et septembre 1851 se réduit à *quelques mois*. Qu'est-ce que Stieber n'aurait pas donné pour avoir un Vogt qui lui aurait juré devant les assises de Cologne qu'en juin 1850 « l'association communiste secrète de Londres » avait envoyé Cherval à Paris ! Et que n'eussè-je pas donné moi-même pour voir Vogt et son Stieber suer sang et eau à la barre des témoins ! Quelle agréable société : Stieber déposant, sous serment, avec son hippogriffe Greif, son Wermuth, son grillon d'or (Goldheim) et son archer des pauvres (Vogt<sup>3</sup>). En arrivant à Genève, le Cherval de Vogt apportait « des recommandations pour toutes les connaissances de Marx et Cie, dont M. Nugent fut bientôt inséparable » (p. 173). Il élit domicile « dans la famille d'un correspondant de *l'Allgemeine Zeitung* » et, probablement à ma recommandation (voir les *Révélations*), est reçu chez Vogt qui l'occupe comme lithographe et entretient en quelque sorte avec lui, comme jadis avec l'archiduc Jean et par la suite avec Plon-Plon, des « rapports scientifiques ». Occupé dans le cabinet éphémère du régent de l'empire<sup>4</sup>, « Nugent » est reconnu par un « camarade »

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> Un journal ouvrier publié par Wilhelm Weitling à New-York de 1850 à 1855.

<sup>3</sup> « Jeux de mots à la Marx. Greif était lieutenant de police, Wermuth et Goldheim de simples agents. Mais *Vogel Greif* signifie hippogriffe; *Wermuth* signifie vermouth; *Goldsteinchen*, diminutif de Goldheim, signifie grillon d'or; enfin *Bettelvogt*, où nous retrouvons le nom de Vogt, signifie archer des pauvres. » (Note de J. Molitor).

<sup>4</sup> Pour rappel : Karl Vogt a été l'un des cinq membres de la *Reichsregentschaft* créée en juin 1849 par le « parlement croupion » de l'Assemblée nationale qui fut dispersé par les troupes wurtembergeoises le 18 juin 1849.

comme étant Cherval, et dénoncé comme « agent provocateur ». En fait, l'activité de Nugent à Genève ne se bornait pas à travailler avec Vogt; il s'occupait en outre à « fonder une société secrète ».

« Cherval-Nugent présidait, rédigeait les procès-verbaux et la correspondance avec Londres (p. 175). Il avait mis dans la confiance quelques ouvriers fort honnêtes, mais peu perspicaces » (*ibidem*). Mais « parmi les membres se trouvait en outre un affilié de la clique de Marx, que tout le monde désignait comme un émissaire suspect de polices allemandes. » (*ibidem*).

« Toutes les connaissances » de Marx, dont Cherval-Nugent « était inséparable », deviennent tout-à-coup « un affilié » qui, lui-même, devient ensuite « les affiliés de Marx restés à Genève » (p. 176), avec lesquels Nugent ne se contente pas de « continuer à correspondre de Paris » mais que, sorte d'aimant, « il attirait à Paris. » (*ibidem*).

Une fois de plus notre bonhomme de Kendal-Green nous régale donc d'un de ces changements de forme qu'il affectionne tant.

Ce que Cherval-Nugent poursuivait avec sa société c'était « la fabrication en grand de fausses banknotes et de faux bons du trésor, dont l'émission devait miner le crédit des despotes et ruiner leurs finances (p. 175) ».

Cherval, semble-t-il, voulait marcher sur les traces du fameux Pitt qui, pendant la guerre antijacobine, avait, ainsi que tout le monde le sait, créé non loin de Londres une fabrique de faux assignats français.

« Déjà Nugent avait, à cette fin, gravé lui-même différentes planches de cuivre ou de pierre; déjà l'on avait désigné les membres naïfs de la ligue secrète qui devaient produire en France, en Suisse et en Allemagne des paquets de ces faux billets de banque (on faisait des paquets de ces billets de banque qui n'étaient pas encore fabriqués !) (p. 175) ».

Mais déjà Cicéron-Vogt surgissait, l'épée au poing, derrière Catilina-Cherval. Ce qui caractérise spécialement les gens à la Falstaff, c'est que non seulement ils sont gros, mais « font encore beaucoup de volume ». Voyez la façon dont notre sympathique *Mastuvu* qui a déjà réduit le « vagabondage révolutionnaire » en Suisse et a procuré à des cargaisons entières de réfugiés le plaisir d'avoir de l'avancement... au-delà des mers, se met en scène, se mélodramatise et développe à l'infini l'aventure de Stieber à Paris (pugilat Stieber-Cherval, voir les *Révélation*s). C'est ainsi qu'il s'est mis en garde, c'est ainsi qu'il a manié son épée<sup>1</sup>!

« Le plan de toute cette conspiration (p. 176) était combiné de la façon la plus ignoble ». « Le projet de Cherval devait être mis sur le compte de toutes les associations ouvrières. ». *Déjà* « des demandes confidentielles avaient été présentées par des ambassades étrangères », *déjà* « l'on voulait compromettre la Suisse et tout particulièrement le canton de Genève. ».

Mais notre Vogt veillait. Il réalisa son premier sauvetage de la Suisse, une expérience qu'il devait répéter plusieurs fois par la suite, et chaque fois avec un succès croissant.

« Je ne nie pas, s'écrie cet homme de poids, que j'ai fait tout l'essentiel pour déjouer toutes ces diableries; je ne nie pas qu'à cette fin j'ai fait appel à la police de la république de Genève; je regrette encore aujourd'hui (pauvre Cicéron inconsolable !) que le zèle de quelques-unes de ses dupes les ait fait avertir le roublard d'instigateur, si bien qu'il put prendre la poudre d'escampette avant d'être arrêté. ».

---

<sup>1</sup> Shakespeare, *Henri IV*, Première partie, Acte II, scène 4.

En tout cas, Cicéron-Vogt a déjoué la conjuration catilinaire, a sauvé la Suisse et fait tout l'essentiel (où peut-il bien cacher ce qu'il a d'essentiel ?). Quelques semaines plus tard, ainsi qu'il le raconte, Cherval reparut à Paris, « où il ne se cacha pas du tout, mais mena publiquement la vie de n'importe quel citoyen (p. 176) ». On sait quelle est la vie publique des citoyens dans cette caricature de l'empire.

Tandis que Cherval se pavane ainsi publiquement à Paris, le pauvre Vogt, quand il se rend à Paris, est obligé chaque fois de se cacher au Palais-Royal sous la table de Plon-Plon.

Marx oppose à Vogt la longue lettre suivante de **Johann Philippe Becker** dont il affirme, comme du reste son interlocuteur lui-même le déclare, qu'il « lui est tout à fait inconnu » et « qu'il n'a jamais eu de relations politiques » avec lui<sup>1</sup>. ».

Je regrette effectivement d'être dans l'obligation de donner, après cette belle tirade de Vogt, la lettre suivante de Johann Philipp Becker. L'action révolutionnaire de J. Ph. Becker, le vétéran de l'émigration allemande, depuis la fête de Hambach<sup>2</sup> jusqu'à la campagne en faveur de la Constitution d'empire, où il combattit comme chef du Ve corps d'armée (une voix que personne ne saurait taxer de partielle, celle de la *Berliner Militärwochenschrift*, témoigne de son action militaire), est trop généralement connue pour que j'aie besoin de dire quoi que ce soit de l'auteur de cette lettre. Je me borne donc à faire remarquer que la lettre est adressée à un de mes amis de Londres, le négociant allemand R...<sup>3</sup>, que J. Ph. Becker m'est totalement inconnu et n'a jamais eu de relations politiques avec moi, enfin que je laisse de côté le début purement commercial de la lettre, ainsi que presque tous les passages qui ont trait à la *Schwefelbande* et aux *Bürstenheimer*, toutes choses assez connues par ce qui précède. (L'original de la lettre se trouve à Berlin dans les documents de mon procès<sup>4</sup>).

Paris, le 20 mars 1860

«... J'ai lu ces jours-ci la brochure de Vogt contre Marx. Ce factum m'a fait d'autant plus de peine que l'histoire de l'association appelée *Schwefelbande* et tout ce qui concerne le fameux Cherval, - résidant à Genève à l'époque en question, je suis parfaitement au courant - y est absolument défigurée et rattachée, totalement à tort, à l'activité politique de l'économiste Marx. Je ne connais pas personnellement ce M. Marx et n'ai jamais été en relations d'aucune sorte avec lui; mais je connais M. Vogt et sa famille depuis plus de 20 ans, et me trouve donc au point de vue sentimental, plus près du second que du premier; je ne puis que regretter très amèrement et condamner de la façon la plus absolue la légèreté et le manque de conscience avec lesquels Vogt s'engage dans cette lutte. Faire figurer comme arguments des faits défigurés ou même controvés est indigne d'un homme. On est vraiment peiné de constater que Vogt, dans sa frivolité et par une espèce de suicide, détruit une belle activité, compromet et met en danger sa situation et son autorité, mêm-

<sup>1</sup> Marx s'adresse à lui dans sa lettre du 9 avril 1860 qu'il débute cordialement par « Ami Becker » : « Je devrais considérer l'attaque du *Sieur Vogt*, *lui écrit-il*, comme un événement heureux – sans parler de tout le reste – ne serait-ce que parce qu'elle m'a mis en contact avec le vétéran de notre révolution et de l'émigration. » (C6 p. 139).

<sup>2</sup> Le Festival de Hambach a été une manifestation politique organisée par des membres de la bourgeoisie libérale et radicale au château de Hambach (dans le Palatinat bavarois) le 27 mai 1832 pour demander l'unification de l'Allemagne, des réformes constitutionnelles et la transformation de l'Allemagne en un Etat fédéral.

<sup>3</sup> Georg Friedrich Rheinländer.

<sup>4</sup> Marx avait adressé la lettre de J.P. Becker à son conseiller de Justice Weber dans son courrier du 27 mars 1860. (C6, p. 132)

me s'il n'y a rien de fondé dans le reproche qu'on lui fait d'être au service de Napoléon. Avec plaisir l'eussé-je vu au contraire se servir de tous les moyens honnêtes pour se disculper brillamment d'accusations aussi graves. Tenant compte de tout ce qu'il a fourni jusqu'ici dans cette histoire édifiante, j'éprouve un véritable besoin de vous faire savoir une bonne fois ce qu'il en est de la dite *Schwefelbande* et du joli M. Cherval, afin que vous puissiez juger par vous-même jusqu'à quel point Marx peut avoir une responsabilité quelconque dans l'existence et l'activité de cette association.

« Je dirai donc un mot de la naissance et de la disparition de la *Schwefelbande* sur laquelle je puis, mieux que quiconque, donner des renseignements. Pendant le séjour que je fis alors à Genève, ma situation même me donnait l'occasion d'observer les faits et gestes de l'émigration. Et même, au point de vue de l'intérêt général, il m'importait spécialement, puisque j'étais déjà d'un certain âge, de suivre avec attention tous les mouvements des réfugiés, afin d'éviter et d'empêcher, si possible, le cas échéant, des entreprises absurdes, si pardonnables dans l'état de surexcitation et de désespoir où le malheur avait jeté les esprits. Ne savais-je point, par une expérience de 30 ans, combien les émigrés sont toujours riches d'illusions. »

(Les passages qui suivent ont été anticipés déjà quant à l'essentiel dans les lettres ci-dessus de Borkheim et de Schily.)

« ... Par plaisanterie et par raillerie on appela *Schwefelbande* ce groupe surtout formé de bambocheurs. C'était une réunion de camarades, due au hasard et improvisée, sans président ni programme, sans statuts ni dogmes. Quant à fonder une société secrète ou à poursuivre systématiquement un but politique ou même un but quelconque, les membres n'y songeaient pas le moins du monde; c'est uniquement au grand jour, avec une publicité et une franchise excessives, qu'ils s'efforçaient de faire de l'effet, et jusqu'à l'excès. Ils n'avaient pas la moindre relation avec Marx qui, de son côté, devait sûrement ignorer leur existence; leurs opinions sociales et politiques étaient d'ailleurs fort éloignées de celles de Marx. Ces jeunes gens affichaient en outre, à cette époque, un esprit d'indépendance allant jusqu'à la présomption; il est à croire qu'ils ne se seraient soumis que difficilement à une autorité quelconque, soit dans la théorie, soit dans la pratique; ils se seraient moqués des remontrances paternelles et patriotiques de Vogt comme ils auraient raillé les directives tendancieuses de Marx. J'étais d'autant mieux au courant de tout ce qui se passait dans leur milieu que mon fils aîné frayait journellement avec les coqs de l'association... Toute la plaisanterie de cette bande déchaînée n'alla du reste pas au-delà de l'hiver 1849-1850; la force des circonstances éparpilla nos héros aux quatre vents.

« Qui aurait pu pressentir qu'après un sommeil de dix ans la *Schwefelbande*, depuis longtemps tombée dans l'oubli, serait resuscitée par M. le professeur Vogt, pour répandre une mauvaise odeur contre de prétendus agresseurs, et que des journalistes pleins de suffisance se feraient un plaisir, propagateurs électromagnéto-sympathiques, de la répandre partout. Le libéral par excellence, M. von Vincke<sup>1</sup>, n'a-t-il pas, à l'occasion de la question italienne, parlé de la *Schwefelbande* à la modeste chambre prussienne ? Et les habitants de Breslau, qui pourtant répandent d'ordinaire un si joli parfum d'honnêteté, n'ont-ils pas, ô sainte simplicité !, organisé une mascarade en l'honneur de la *Schwefelbande* et fumé leur ville avec des torches de soufre, symboles de leurs bons sentiments !

« Pauvre et innocente *Schwefelbande* ! Bon gré mal gré, tu as dû, après ta mort, te métamorphoser en véritable volcan, faire peur, comme croquemitaine, à de timides sujets sous la coupe de la police, vulcaniser les imbéciles du monde entier, carboniser jusqu'à la

---

<sup>1</sup> Le baron Georg von Vincke, libéral prussien, qui fut, en 1848-1849, le chef de file de l'aile droite de l'Assemblée nationale de Francfort.

racine tous les cerveaux brûlés, comme Vogt lui-même, si je ne me trompe, s'y est à tout jamais brûlé la gueule.

« Mais venons-en à Kremer, vulgairement appelé Cherval. Ce filou vulgaire et politico-social vint à Genève en 1853, sous le nom de Nugent, Anglais. C'était là le nom de famille de sa prétendue femme qui l'accompagnait et qui était une Anglaise véritable. Parlant couramment l'anglais aussi bien que le français, il évita longtemps d'employer la langue allemande, parce qu'il paraissait, tenir beaucoup à être pris pour un Anglais pur-sang. Habile lithographe et chromographe, il se vantait d'avoir introduit ce dernier art à Genève. Il était de bonnes manières, savait bien se faire valoir et se présenter avantageusement. Il ne tarda pas à trouver, chez les professeurs de la Faculté, suffisamment d'occupations, dessinant des objets d'histoire naturelle ou des curiosités. Dans les premiers temps, il mena une vie fort retirée et, par la suite, chercha ses relations presque exclusivement dans le cercle des réfugiés français et italiens. C'est à ce moment que je créai un office de renseignements et un quotidien : *Le Messager du Léman*, où j'eus comme collaborateur un réfugié badois du nom de Stecher, ex-directeur d'une école réelle. Ce Stecher avait un talent particulier de dessinateur, et essayait d'améliorer sa situation en se perfectionnant dans la chromographie; il trouva son professeur dans l'Anglais Nugent. Il me parlait très souvent, dans les termes les plus flatteurs, de l'aimable, adroit et généreux Anglais et de la charmante et gracieuse Anglaise. Mais Stecher était également professeur de chant à l'association ouvrière pour la propagation de l'instruction; il y amena par hasard son maître Nugent. C'est là que j'eus le plaisir de faire la connaissance de Nugent, qui daigna parler allemand, mais avec une telle facilité et avec l'accent du Bas-Rhin que je lui dis : « Mais jamais de la vie vous n'êtes Anglais ». Il continua cependant à l'affirmer, en expliquant que tout jeune il avait été envoyé par ses parents dans une maison d'éducation de Bonn, où il serait resté jusqu'à l'âge de 18 ans et aurait pris le dialecte du pays. Stecher qui, jusqu'au dernier moment, se montrait enchanté de ce « gentil » monsieur, l'aida d'ailleurs à se faire passer pour Anglais. Mais cet incident m'inspira une très grande méfiance vis-à-vis du prétendu fils d'Albion, et j'engageai les membres de l'association à montrer de la circonspection. Par la suite, je rencontrai l'Anglais en compagnie de réfugiés français, et juste au moment de mon arrivée, il se vantait des hauts faits qu'il avait accomplis dans les insurrections parisiennes. C'était la première fois que je m'apercevais qu'il s'occupait également de politique. Cela me le rendit encore plus suspect; je persifflai le « courage de lion » avec lequel il prétendait avoir combattu pour lui fournir l'occasion de le montrer également à mon égard en présence des Français; mais comme il empochait mes railleries acerbes avec le courage d'un chien couchant, je me mis à le mépriser.

« A partir de ce moment, il m'évitait autant qu'il le pouvait. Entre temps il organisa, avec le concours de Stecher, des soirées dansantes au sein de l'association ouvrière allemande, en faisant appel, à titre gracieux, à quelques musiciens, un Italien, un Suisse et un Français. C'est à ces bals que je retrouvai l'Anglais comme véritable « maître de plaisir » et absolument dans son élément; en effet, s'amuser comme un fou et plaire aux dames lui allait mieux que de montrer un courage de lion. A l'association ouvrière, il ne faisait cependant pas de politique; il s'est contenté d'y sauter et danser, rire, boire et chanter. Entre temps, j'appris par l'ouvrier orfèvre Fritz, du Wurtemberg, que « l'Anglais foncièrement révolutionnaire » avait fondé une société composée de Fritz, d'un autre Allemand, de quelques Italiens et Français, au total sept membres. J'adjurai Fritz de ne pas se laisser aller à s'occuper de choses sérieuses avec ce saltimbanque politique, de donner sans retard sa démission et de conseiller à ses compagnons d'en faire autant. Quelque temps après, mon libraire me fit parvenir une brochure de Marx, relative au procès des communistes à Cologne; Cherval y était nettement donné comme s'appelant Kremer et traité durement comme un filou et un traître. L'idée me vint immédiatement que Nugent devait être Cherval, d'autant plus que, d'après la brochure de Marx, il était du Rhin, ce qui répondait à son dialecte, et vivait avec une Anglaise, ce

qui concordait également. Je fis immédiatement part de mes doutes à Stecher, Fritz et quelques autres, et je fis à toutes fins utiles circuler la brochure. La méfiance vis-à-vis de Nugent se répandit rapidement : la brochure de Marx produisit son effet. Fritz vint me dire bientôt qu'il avait démissionné de la petite association et que les autres suivraient son exemple. En même temps il me fit connaître le but secret de l'association. L'Anglais se proposait, en reproduisant des valeurs d'Etat, d'anéantir le crédit des Etats et de déclencher une révolution européenne avec l'argent à gagner dans cette opération, etc. A la même époque, un certain M. Laya, réfugié français, jadis avocat à Paris, faisait des cours sur le socialisme. Nugent fréquentait ces cours. Laya qui l'avait défendu dans son procès à Paris le reconnut comme étant Cherval et le lui dit. Nugent le supplia de ne pas le trahir. Je fus mis au courant de ces faits par un réfugié français, ami de Laya, et je répandis la nouvelle partout. Nugent eut l'audace de venir encore une fois à l'association ouvrière, où il fut démasqué comme Kremer allemand et Cherval français et chassé. Il paraît que le plus violent de ses adversaires dans toute cette affaire fut Ranickel, de Bingen. Par surcroît la police genevoise s'appêtait à lui chercher noise à propos de son association; mais le fabricant de papiers d'Etat avait disparu sans laisser d'adresse.

« A Paris, il s'occupait de la décoration de porcelaine. Et comme je travaillais moi-même dans cette branche, nous nous rencontrions en affaires. Mais je trouvai toujours en lui le même hâbleur évaporé, incorrigible.

« Que Vogt ait osé établir une relation entre les agissements de ce forban à Genève et l'activité d'un Marx, qu'il se soit permis de donner Cherval comme le compagnon ou l'instrument de Marx, voilà ce qui m'est réellement incompréhensible, d'autant plus que ces insinuations visent une époque où Marx attaquait si virulemment le drôle dans la brochure en question. Ne fut-ce pas précisément Marx qui le démasqua, le chassa de Genève où, d'après Vogt, il aurait travaillé pour Marx !

« Quand je me demande comment le naturaliste Vogt a pu s'égarer de la sorte, les bras m'en tombent. N'est-il pas regrettable de voir anéantir, sans le moindre profit et comme à cœur joie, et avec une telle légèreté, la belle influence qu'un concours fortuit de circonstances avait donnée à Vogt ? Faudrait-il s'étonner qu'après les constatations de ce genre tout le monde accueillît avec méfiance les travaux scientifiques de Vogt et en suspectât la valeur, se disant que l'auteur a mis la même légèreté, le même manque de conscience à l'établir non pas sur des faits positifs et sérieusement contrôlés, mais sur des hypothèses fausses ?

« Pour faire un homme d'Etat et un savant, l'ambition de suffit pas. S'il en était autrement, Kremer lui-même pourrait être les deux. Malheureusement Vogt, grâce à sa *Schwefelbande* et à son Cherval, s'est ravalé lui-même au rang d'une espèce de Cherval. Tous deux se ressemblent au fond par le besoin très prononcé de mener une vie de bien-être, d'assurer la sécurité de leur corps, de s'amuser en société et de plaisanter à la légère dans les affaires sérieuses... En attendant prochainement de vos nouvelles amicales, je reste votre très cordialement dévoué...

J. Ph. Becker

« P. S. Je viens de parcourir de nouveau la brochure de Vogt et j'ai constaté, à ma très grande surprise, que les *Bürstenheimer* y sont également à l'honneur. Je vais vous dire en quelques mots ce qu'il en est de cette bande ...

« J'ai également vu dans cette brochure qu'à en croire Vogt c'est au nom de Marx que Nugent-Cherval-Kremer serait venu à Genève. Aussi je m'empresse d'ajouter que, jusqu'à la dernière minute de son séjour à Genève, Nugent a joué le rôle d'un Anglais et n'a jamais fait la moindre allusion aux relations qu'il aurait pu avoir avec un réfugié allemand, ce qui du reste n'aurait pas du tout cadré avec

son incognito. Actuellement encore, à Paris, alors que la chose aurait moins d'importance pour lui, il ne veut pas l'admettre et prétend n'avoir jamais été, dans le temps jadis, en relation avec des Allemands.

« Je m'étais figuré jusqu'ici que Vogt s'était inconsidérément laissé mystifier par je ne sais qui; mais à l'heure qu'il est, son procédé me fait de plus en plus l'effet d'une méchanceté perfide. Je ne le plains guère; mais j'éprouve un sentiment de pitié pour son vieux père, bon et honnête, à qui cette histoire vaudra certainement bien des heures amères.

« Non seulement je vous autorise, mais je vous invite instamment à faire usage de mes renseignements dans le cercle de vos amis et connaissances, dans l'intérêt de la vérité et de la bonne cause.

Donc cordialement vôtre ... J. PH. BECKER. »

#### 4. Le procès des communistes à Cologne

Le procès de Cologne a été organisé et mis en scène du 4 octobre au 2 novembre 1852 par le gouvernement prussien. Les accusés étaient onze membres de la *Ligue communiste* arrêtés au printemps 1851 pour « complot de trahison ». Les faux documents et les fausses preuves présentés par les autorités policières n'étaient pas seulement destinés à assurer la condamnation des accusés mais aussi à compromettre leurs camarades londoniens et l'organisation prolétarienne dans son ensemble. Sept des accusés ont été condamnés à l'emprisonnement dans une forteresse pour des peines allant de trois à six ans. Les tactiques malhonnêtes auxquelles l'Etat policier prussien a eu recours pour combattre le mouvement ouvrier international ont été exposées par Engels dans son article « Le procès des communistes à Cologne » (*New York Daily Tribune* du 22.12.1852<sup>1</sup>) et, plus en détail, par Marx dans sa brochure des *Révélations*.

Le « cabinet » du régent de l'empire à Genève écrit après les assises de Cologne :

« Dans le procès de Cologne, Marx a joué un rôle prépondérant ». Sans aucun doute.

« A Cologne, ce furent ses compagnons de la Ligue qui furent condamnés. ». D'accord.

La détention préventive des accusés de Cologne avait duré un an et demi.

La police prussienne, l'ambassade prussienne, Hinckeldey<sup>2</sup> et toute sa clique, la poste et la magistrature, les ministères de l'Intérieur et de la Justice, tout le monde avait durant un an et demi fait les efforts les plus extraordinaires pour constituer un corps de délit.

Dans le cas qui nous occupe, Vogt disposait donc en quelque sorte, pour se renseigner sur mes faits et gestes, des ressources de l'Etat prussien, et possédait même des documents authentiques dans mes *Révélations*, dont il *étudia* un exemplaire qu'il avait trouvé et emprunté à l'association ouvrière de Genève. Cette fois, le petit drôle de Charles ne manquera donc pas de devenir terrible pour moi. Mais non ! Vogt se montre *embarrassé*, lance quelques-unes de ses boules pointues<sup>3</sup> naturelles et balbutie ensuite, désireux de battre en retraite : « *Le procès de Cologne ne présente pas à nos yeux d'importance particulière.* » (*Hauptbuch*, p. 172).

<sup>1</sup> L'article d'Engels se trouve cité et commenté au chapitre 4.1 de notre **fascicule 20**.

<sup>2</sup> Karl Ludwig Friedrich Hinckeldey qui était alors président de la police de Berlin.

<sup>3</sup> « Les boules pointues sont utilisées surtout dans la guerre des mines. » (Note de J. Molitor)

Dans *les Révélations*, je n'ai pu faire autrement que d'attaquer également M. A Willich. Dans la *Gazette des tribunaux* de New-York du 28 octobre 1853<sup>1</sup>, Willich commence sa défense en appelant ma brochure « une critique magistrale des horribles procédés de la police centrale de la Confédération germanique ». J. Schabelitz fils, l'éditeur de ma brochure, m'écrivit le 11 décembre 1852 de Bâle, après réception du manuscrit : « La façon dont vous dévoilez les infamies de la police est incomparable. Vous avez élevé un monument durable au régime actuel de la Prusse<sup>2</sup>. ».

Il ajoute que son appréciation est partagée par des gens compétents. Et, à la tête de ces gens compétents, il y avait un Genevois actuellement ami de M. Karl Vogt.

Sept ans après sa publication, la même brochure amena M. Eichhoff<sup>3</sup>, de Berlin, que je ne connaissais nullement, et qui passait en justice sous l'accusation d'avoir calomnié Stieber à faire, au cours des débats, la déclaration suivante :

« Il a étudié de très près le procès des communistes de Cologne. Non seulement il se voit forcé de maintenir intégralement sa première assertion que Stieber a prêté un faux serment, mais il ira jusqu'à dire que toute la déposition de Stieber dans ce procès est mensongère... La condamnation des accusés de Cologne n'a eu lieu qu'en raison des dépositions de Stieber... Toute la déposition de Stieber n'est d'un bout à l'autre qu'un parjure. » (*Vossische Zeitung*<sup>4</sup> du 10 mai 1860, premier supplément).

Vogt avoue lui-même: « Il (Marx) s'est donné toute la peine imaginable pour fournir aux défenseurs des documents et des instructions en vue de la conduite du procès... »

Tout le monde sait que, dans ce procès, les agents Stieber, Fleury, etc. apportèrent, sous le nom de preuves, de faux documents fabriqués par eux-mêmes, et que les débats révélèrent, au sein de cette racaille policière, un tel abîme de corruption qu'on en a la chair de poule. (*Hauptbuch*, pp. 169 et 170).

Si Vogt prouve sa haine du coup d'Etat en faisant de la propagande pour le bonapartisme, pourquoi ne démontrerais-je pas mes « accointances » avec la police secrète en en révélant la corruption insondable ? Si la police avait eu des preuves vraies, pourquoi en aurait-elle fabriqué de fausses ?

Cependant, nous dit d'un ton doctoral le professeur Vogt, « cependant le coup ne frappa que les amis de Marx, le parti Marx ».

En effet, Polonius ! Le coup n'avait-il pas frappé précédemment un autre parti à Paris, ne frappa-t-il pas dans la suite un autre parti à Berlin (Procès Ladendorff<sup>5</sup>) et un autre à Brême (Totdenbund<sup>1</sup>); etc. ?

---

<sup>1</sup> « New-Yorker Criminal-Zeitung » - titre abrégé de l'hebdomadaire « Belletristisches Journal und New-Yorker Criminal-Zeitung », publié à New York en 1852 par des émigrés petits-bourgeois allemands parut sous ce titre du 18 mars 1853 au 10 mars 1854. Marx se réfère ici à l'article calomnieux d'August Willich « Doktor Karl Marx und seine Enthüllungen », publié dans ce journal les 28 octobre et 4 novembre 1853. (**Note de Marx** : « J'ai publié une réplique dans le pamphlet « Der Ritter vom edelmütigen Bewusstsein » New-York 1853)

<sup>2</sup> La lettre de J. Schabelitz est citée et commentée par Marx dans sa correspondance avec Engels du 14 décembre 1852 (C3, p. 303).

<sup>3</sup> Karl Wilhelm Eichhoff. Il avait été condamné à quatorze mois de prison pour avoir dénoncé l'arbitraire de la police prussienne, Stieber en particulier.

<sup>4</sup> La *Vossische Zeitung* était le nom donné au quotidien berlinois devenu en 1751 la propriété de Christian Voss et qui paraissait depuis 1785 sous le titre de *Königlich privilegirte Berlinische Zeitung von Staats- und gelehrten Sachen*.

<sup>5</sup> Le procès d'August Ladendorf et de plusieurs autres personnes arrêtées en 1853 sur la base d'une dénonciation par l'agent de police Hentze, ancien membre de la Ligue communiste. Le procès a eu lieu à Berlin en 1854. Sur de fausses accusations de complot, les accusés ont été condamnés à diverses peines d'emprisonnement (de trois à cinq ans).

Pour ce qui concerne la condamnation des accusés de Cologne, je me permets de citer le passage suivant de mes *Révélation*s :

« A l'origine, il avait fallu l'intervention miraculeuse de la police pour cacher le caractère nettement tendancieux du procès. « Les révélations qu'on va faire, déclare Saedt<sup>2</sup> en ouvrant les débats, vous prouveront, Messieurs les jurés, que ce procès n'est pas un procès de tendance. ». Et le voilà qui fait ressortir le caractère tendancieux, pour faire oublier les révélations de la police. Après dix-huit mois d'instruction préliminaire, les jurés avaient besoin de faits objectifs et réels, pour se justifier devant l'opinion publique. Après cinq semaines de comédie policière, ils avaient besoin de la « pure tendance », pour se tirer de la boue réelle. Saedt ne se borne donc pas aux matériaux qui ont amené la Chambre des mises en accusation à déclarer « qu'il n'y avait pas de faits matériels ». Il va plus loin. Il essaie de démontrer que la loi contre les complots n'exige pas de faits matériels, mais est une loi de pure tendance; que la catégorie complot n'est qu'un prétexte pour brûler, dans toutes les formes du droit, des hérétiques politiques. Et il espérait que le succès de sa tentative serait plus grand encore, s'il demandait l'application du nouveau code pénal prussien promulgué postérieurement à l'arrestation des accusés. Sous le prétexte que ce code renferme des dispositions plus douces, le tribunal servile pouvait en admettre l'application rétroactive. Mais si le procès n'était qu'un simple procès de tendance, à quoi bon une prévention d'un an et demi ? Par tendance ». « Une fois découverte la supercherie du registre original des procès-verbaux, le procès était entré dans une nouvelle phase. Les jurés n'étaient plus libres de déclarer les prévenus coupables ou innocents; il leur fallait déclarer coupables ou les accusés, ou le gouvernement. Acquitter les accusés, c'était condamner le gouvernement. ».

Le gouvernement, prussien du jour se faisait absolument la même idée de la situation. C'est ce que prouve une lettre écrite par Hinckeldey, pendant les débats de Cologne, à l'ambassade de Prusse à Londres, et où il était dit que « de l'issue de ce procès dépendait toute l'existence de la police politique. ». Il réclamait donc quelqu'un qui pût figurer devant le tribunal le témoin H<sup>3</sup>. en fuite et qui toucherait 1.000 thalers pour cette représentation. Déjà l'on avait trouvé le personnage, lorsqu'une nouvelle lettre de Hinckeldey arriva : « Le procureur royal espère que, vu l'heureuse composition du jury, le verdict de culpabilité pourra être obtenu sans autre mesure extraordinaire et il (Hinckeldey) demande donc de cesser toutes recherches. ».

Ce fut en effet cette heureuse composition du jury de Cologne qui inaugura en Prusse le régime Hinckeldey-Stieber. « Il y aurait un coup de force à Berlin, si les accusés de Cologne étaient condamnés », voilà ce que la racaille policière attachée à l'ambassade de Prusse à Londres savait dès octobre 1852, bien que la mine policière (la conspiration Ladendorff) n'ait éclaté à Berlin que fin mars 1853. (Voir Annexe 4).

Après coup, on récrimine toujours d'autant plus âprement contre une époque de réaction que fut plus démesurée la lâcheté libérale qui, durant des années, laissa le champ absolument libre à la réaction. C'est ainsi qu'au moment du procès de Cologne j'échouai dans toutes mes tentatives de dévoiler dans la presse libérale prussienne le système mensonger de Stieber. Les journaux libéraux avaient en gros caractères écrit sur leur drapeau : La sécurité est le premier devoir du citoyen, et sous ce signe... tu vivras<sup>4</sup> !

---

<sup>1</sup> Todtenbund, « la Ligue des morts », est une organisation secrète de conspiration qui a existé à Brême dans les années 1840 et 1850. Elle a été démantelée par la police en 1852.

<sup>2</sup> Le Procureur général O.J. Saedt.

<sup>3</sup> Hermann Wilhelm Haupt

<sup>4</sup> Marx paraphrase ici deux expressions : « La tranquillité est le premier devoir du citoyen », dicton forgé par le ministre prussien Schulenburg-Kehnert dans son adresse à la population de Berlin du 17 octobre 1806, à la suite de la défaite d'Iéna (*Le Moniteur universel*, n° 304, 31 octobre 1806), et « In hoc signo

## 5. Fête centrale des associations ouvrières allemandes d'instruction (Lausanne, les 26 et 27 juin 1859).

Avec un plaisir toujours nouveau notre héros se réfugie en Arcadie. Nous le retrouvons dans « un coin reculé de la Suisse », à Lausanne, à la « fête centrale » qu'y avait organisée à la fin de juin un grand nombre d'associations ouvrières allemandes d'instruction. C'est là que pour la seconde fois, Karl Vogt sauva la Suisse. Pendant que Catilina est à Londres, le Cicéron à la veste bariolée crie d'une voix de stentor à Lausanne : « Jam, jam intelligis me acrius vigilare ad salutem, quam te ad perniciem reipublicae<sup>1</sup> ».

Nous avons la bonne fortune de posséder un rapport authentique de cette fête centrale et du haut fait qu'y accomplit la « nature arrondie ». Le rapport rédigé par M. G. Lommel avec la collaboration de Vogt porte le titre : « *Das Centralfest der deutschen Arbeiterbildungsvereine in der Westschweiz* » (Lausanne, 1859, Genève, 1859, Markus Vaney, rue de la Croix d'or). Comparons ce procès-verbal authentique avec le *Hauptbuch*, paru cinq mois plus tard. Le procès-verbal donne le discours prononcé par Cicéron-Vogt en personne, et dans l'exorde Vogt nous apprend pourquoi il est venu à cette réunion. Il se montre au milieu des ouvriers, il les harangue, parce que, « dans les derniers temps, on a lancé contre lui de graves accusations qui, si elles étaient vraies, ébranleraient complètement la confiance en lui et mineraient complètement son activité politique ». « C'est pourquoi, dit-il, je viens ici pour protester en toute franchise contre ces menées secrètes. » (Rapport, p. 67). On l'accuse de menées bonapartistes; il lui faut sauver son action politique et, fidèle à ses habitudes, il défend sa peau en se servant de sa langue. Après avoir, une heure et demie durant, parlé pour ne rien dire, il se rappelle le conseil de Démosthène : « L'action, encore l'action, toujours l'action, voilà l'âme de l'éloquence<sup>2</sup> ».

Mais, qu'est-ce que c'est que l'action ? Il existe, en Amérique, une petite bête appelée shunk, qui n'a qu'un moyen pour se défendre au moment du plus grand danger, et ce moyen c'est sa mauvaise odeur. Si vous l'attaquez, elle projette, de certaines parties de son corps, une matière qui, humectant vos vêtements, les voue irrémédiablement à la mort par le feu, et qui, si elle touche votre peau, vous bannit pour longtemps de la société de tous les êtres humains. Cette odeur est tellement épouvantable que les chasseurs, si leurs chiens lèvent par hasard un shunk, prennent la poudre d'escampette avec plus de hâte impétueuse et plus de terreur que si un loup ou un tigre était à leurs trousses. Contre le loup et le tigre on se défend avec de la poudre et du plomb, mais il n'est pas de remède contre l'*a posteriori* du Shunk.

Voilà de l'action, se dit l'orateur naturalisé citoyen de l'état des bêtes<sup>3</sup>, et il projette sur ses prétendus persécuteurs ce qui suit et qui est bien dans la manière du shunk :

« Il est surtout une chose contre laquelle je vous mets en garde. Ce sont les menées d'un petit groupe d'hommes infâmes qui, par tous leurs faits et gestes, s'efforcent de détourner l'ouvrier de sa profession, de l'impliquer dans des conspirations et des menées communistes et, après avoir vécu de sa sueur, le précipiter froidement

---

vinces » (« Par ce signe tu vaincras »). La légende raconte qu'à la veille d'une bataille contre son rival Maxence en 312, l'empereur romain Constantin (274-337) vit dans le ciel le signe de la croix et au-dessus les mots « In hoc signo vincas » (« Sous ce signe tu vaincras »). L'Eglise associe cette légende à la conversion de Constantin en 312, la veille de sa victoire sur Maxence.

<sup>1</sup> « Vous saurez déjà que j'assiste avec plus de zèle au salut de l'Etat que vous à sa destruction. » (Cicéron, *Discours contre Catilina*, I, 4).

<sup>2</sup> Démosthène, *Les Olynthiennes*, Deuxième discours, Chapitre quatre.

<sup>3</sup> Une allusion au titre du livre de Karl Vogt, *Untersuchungen über Thierstaaten* publié en 1851.

(quand il a fini de suer !) dans le malheur. En ce moment même, cette poignée d'hommes cherche de toutes les manières possibles (et aussi générales que possible !) à faire tomber les associations ouvrières dans ses filets trompeurs. Quoi qu'ils puissent dire (contre les menées bonapartistes de Vogt !), soyez convaincus qu'ils se proposent uniquement d'exploiter l'ouvrier pour leurs propres fins égoïstes et l'abandonneront finalement à son sort. » (Rapport, p. 18).

L'impudence avec laquelle ce *shunk* nous accuse, mes amis et moi, qui avons toujours représenté, gratuitement et en sacrifiant nos propres intérêts, les intérêts de la classe ouvrière, de « vivre de la sueur des ouvriers », cette impudence n'a même pas le mérite de l'originalité. Les mouchards de décembre<sup>1</sup> n'ont pas été les seuls à répandre de semblables calomnies sur le compte de Louis Blanc, de Blanqui, de Raspail, etc. ; en tous lieux et en tous temps les syco-phantes de la classe dirigeante ont calomnié de cette façon infâme les champions littéraires et politiques des classes opprimées.

Après cette action, notre « nature arrondie » ne saurait du reste garder plus longtemps son sérieux. Notre histrion compare maintenant ses persécuteurs, toujours en liberté, avec les « Russes faits prisonniers à Zorndorf<sup>2</sup> » et se compare lui-même - je vous le donne en mille - à Frédéric le Grand. Falstaff-Vogt s'est rappelé que Frédéric le Grand prit la fuite à la première bataille à laquelle il assista. De combien Vogt ne dépasse-t-il pas Frédéric II, lui qui dé-campa sans assister à la moindre bataille<sup>3</sup>.

Voilà ce que le procès-verbal authentique nous apprend sur la fête centrale de Lausanne. Et « voyez donc maintenant (pour employer le langage de Fischart), voyez ce gâte-sauce gluant, parasite et lourdaud » et la bouillie fantastiquement policière qu'il servit cinq mois plus tard aux bourgeois allemands.

« On voulait à tout prix provoquer une complication en Suisse; on voulait absolument porter un coup à la politique de la neutralité. Je vous informe qu'on se proposait de mettre à profit la fête centrale des associations ouvrières d'instruction pour faire entrer les ouvriers dans des voies où ils avaient refusé jusqu'alors de s'engager. On espérait pouvoir profiter de la belle fête pour constituer un comité secret chargé d'entrer en relations avec les amis d'Allemagne partageant les mêmes idées et prendre Dieu sait quelles mesures (Vogt, bien qu'informé, ne le sait, pas !). Il circulait des bruits vagues et des communiqués mystérieux sur l'intervention active des ouvriers dans la politique de la patrie allemande. Je résolus immédiatement de m'opposer à ces menées et de recommander une fois de plus aux ouvriers de ne prêter l'oreille à aucune proposition de ce genre. A la fin du discours dont il a été question ci-dessus, je fis entendre en public l'avertissement etc. » (*Hauptbuch*, p. 180).

Cicéron-Vogt oublie qu'au début de son discours, il a fait connaître que ce qui l'a amené à la fête centrale, ce n'est pas la neutralité de la Suisse, mais le désir de sauver sa propre peau. Dans son discours il n'y a pas une syllabe relative à l'attentat projeté contre la

---

<sup>1</sup> Comprenons : « de la société bonapartiste du 10 Décembre ».

<sup>2</sup> A la bataille de Zorndorf, livrée au cours de la guerre de Sept Ans le 14 (25) août 1758, l'armée prussienne, commandée par Frédéric II, se heurte aux forces russes. Les deux camps ont subi de lourdes pertes. L'issue de la bataille n'a pas été concluante.

<sup>3</sup> **Note de Marx** : « Dans son pamphlet publié par Jacob Venedey sous le titre: *Pro domo et pro patria gegen Karl Vogt*. (Hannover, 1860), Jacob Venedey dont le surnom était Kobs, Jakob en dialecte de Cologne, raconte « qu'il a été témoin que le régent de l'empire Karl Vogt n'était pas là lorsque nous autres, avec les quatre autres régents, nous forçâmes le gouvernement wurtembergeois à procurer au Parlement, par le sabre et la baïonnette, une fin honorable. C'est une histoire amusante. Lorsque les quatre autres régents furent montés en voiture pour se rendre, comme convenu, devant la salle des séances et faire front avec le Parlement croupion, Karl Vogt, fermant la portière de la voiture, cria au cocher : « Vas-y, la voiture est déjà trop chargée, je suis » ! Karl Vogt suivit et rejoignit quand le danger possible fut passé. ».

Suisse, aux envies de profiter de la fête centrale pour ourdir des conspirations, au comité secret, à l'intervention active des ouvriers dans la politique allemande, à des propositions de tel ou tel genre. Absolument rien de ces « Stieberiades ». Son avertissement final ressemblait, étrangement à celui de l'honnête Sykes qui, devant le tribunal d'Old Bailey, adjurait les jurés de ne pas ajouter foi aux paroles de l' « infâme » détective qui avait découvert son vol.

« Les événements qui suivirent immédiatement, écrit Falstaff-Vogt (*Hauptbuch*, p. 181), confirmèrent mes pressentiments. ». Comment ! des pressentiments ! Mais Falstaff oublie de nouveau que, quelques lignes plus haut, il n'avait pas de simples pressentiments, mais qu'il était informé, informé des plans des conspirateurs, informé dans les moindres détails ! Et quels furent donc, cher ange plein de pressentiments, les événements qui suivirent immédiatement ?

« Un article de l'*Allgemeine Zeitung* prêta à la fête et à la vie des ouvriers des tendances auxquelles celle-ci (la fête ou la vie des ouvriers !) ne songeait pas le moins du monde. (Tout comme Vogt les prête au congrès de Morat et aux associations ouvrières en général). En raison de cet article et de la reproduction dans le *Frankfurter Journal*, une demande confidentielle d'explications fut présentée par l'envoyé d'un Etat de l'Allemagne du Sud, Etat dans lequel on attribuait à la fête la signification - pas du tout celle que lui prêtait l'article en question - qu'elle aurait dû avoir, si les intentions de la *Schwefelbande* s'étaient réalisées. ».

Mais oui ! qu'elle aurait dû avoir !

Bien que la comparaison superficielle du *Hauptbuch* et du rapport authentique sur la fête centrale suffise à nous faire toucher du doigt comment Cicéron-Vogt a pour la seconde fois sauvé la Suisse, je voulais néanmoins avoir la certitude que nul fait, si défiguré fût-il, ne lui avait fourni matière au déploiement de sa force<sup>1</sup>. J'écrivis donc au rédacteur du rapport authentique, M. G. Lommel<sup>2</sup> à Genève. Il est probable que M. Lommel entretenait avec Vogt des relations d'amitié : c'est en collaboration avec Vogt qu'il a rédigé le rapport sur la fête centrale de Lausanne; et, dans une brochure ultérieure, consacrée aux fêtes de Schiller et de Robert Blum, il a jeté un voile sur le fiasco que Vogt connut à ces fêtes. Dans sa réponse du 13 avril 1860, M. Lommel, que je ne connais pas personnellement, déclare : « Lorsque Vogt raconte qu'à Lausanne il a déjoué une dangereuse conspiration, il nous fait le conte le plus évident ou dit un mensonge; ce qu'il cherchait à Lausanne, c'était tout simplement un local où il pourrait faire un discours, qu'il ferait imprimer ensuite. Dans ce discours d'une heure et demie, il se défendit contre le reproche d'être un bonapartiste appointé. Le manuscrit est en sûreté chez moi. ». Interrogé à propos de cette conspiration inventée par Vogt, un Français résidant à Londres répondit laconiquement : « *Il faut connaître cet individu (Vogt), surtout le faiseur, l'homme important, toujours hors de la nature et de la vérité*<sup>3</sup> ».

Vogt dit lui-même (*Studien*, p. 99), qu'il « ne s'est jamais vanté d'avoir des qualités de prophète ». Mais nous savons par l'ancien testament que l'âne voyait ce que ne voyait pas le prophète. C'est ce qui nous explique que Vogt ait vu la conspiration qu'il se figurait en novembre 1859 avoir déjoué en juin 1859.

---

<sup>1</sup> Allusion ironique au titre du livre « Kraft und Stoff » (*Force et matière*), publié en 1855 par le physiologiste allemand Büchner.

<sup>2</sup> Georg Lommel. Cf. La lettre que Marx lui adresse le 9 avril 1860 (C6, pp. 136-138), lettre dans laquelle il l'interroge précisément : « Vogt, lui écrit-il, parle d'un « complot » qu'il a déjoué lors d'une fête des travailleurs à Lausanne. Pourriez-vous m'éclairer sur ces fanfaronnades ? ». Marx informe Engels le 16 avril 1860 : « Reçu aujourd'hui de Lommel une documentation très précieuse. » (C6, p. 145), puis, le 24 avril 1860 : « Ce que m'a envoyé Lommel (...) renferme un nombre suffisant d'indices probants de la corruption de Vogt. » (C6, p. 150)

<sup>3</sup> En français dans le texte de Marx.

## 6. Variétés

« Si ma mémoire ne me trompe pas, écrit notre clown parlementaire, la circulaire (une prétendue circulaire adressée de Londres aux prolétaires en 1850) fut effectivement rédigée par un partisan de Marx, celui qu'on a appelé le loup parlementaire<sup>1</sup>, et on le fit tomber entre les mains de la police hanovrienne. Et voici que ce canal remonte de nouveau à la surface dans l'histoire de la circulaire « des amis de la patrie à ceux de Gotha ». (*Hauptbuch*, p. 144).

Un canal qui remonte à la surface ! « Prolapsus ani » de plaisantins s'occupant d'histoire naturelle probablement ?

Quant au loup parlementaire, - et nous verrons plus loin pourquoi le loup parlementaire pèse comme un cauchemar sur la mémoire du clown parlementaire - il a publié, dans les journaux *Berliner Volkzeitung*, *Allgemeine Zeitung* et *Hamburger Reform*, la déclaration suivante :

« Déclaration. - Manchester, le 6 février 1860 :

« J'apprends par la lettre d'un ami que la *Nationalzeitung* (n° 41 de cette année) a publié, dans un article basé sur la brochure de Vogt, le passage suivant : « En 1850, une autre lettre circulaire, rédigée, si les souvenirs de Vogt sont exacts, par le loup parlementaire, encore appelé le loup des casemates, fut envoyée de Londres aux prolétaires d'Allemagne et en même temps remise à la police hanovrienne ». Je n'ai lu ni le numéro de la *Nationalzeitung* ni la brochure de Vogt, et je ne réponds donc qu'à propos du passage cité :

1. En 1850 je vivais à Zürich et non pas à Londres où je ne m'installai qu'en été 1851;

2. Je n'ai jamais rédigé de lettre-circulaire adressée soit à des prolétaires, soit à d'autres gens;

3. Pour ce qui est de l'insinuation concernant la police hanovrienne, je renvoie avec mépris à son auteur cette accusation inventée sans vergogne. Si le reste du pamphlet de Vogt est aussi abominable et aussi peu vrai que le passage qui me concerne, ce pamphlet mérite de prendre place à côté des élucubrations d'un Chenu, d'un de la Hodde et consorts.

W. Wolff. »

On le voit, de même qu'il suffisait à Cuvier d'avoir un seul os pour reconstituer tout le corps d'un animal, il a suffi à Wolff d'avoir une citation détachée pour reconstituer tout le factum de Vogt. En réalité, Karl Vogt, à côté de Chenu et de de la Hodde, apparaît comme « primus inter pares ».

La dernière « preuve » que Vogt, « jamais embarrassé », donne de mon « entente cordiale » avec la police secrète en général et de « mes relations avec le parti de la *Kreuzzeitung*<sup>2</sup> en particulier », c'est que ma femme est la sœur de l'ancien ministre prussien M.

---

<sup>1</sup> Il s'agit de l'ami de Marx Wilhelm Wolff, dit *Lupus*.

<sup>2</sup> La *Neue Preussische Zeitung*, quotidien publié à Berlin depuis juin 1848 qui était l'organe de la camarilla contre-révolutionnaire de la cour et de la junkerie prussienne. Ce journal était également connu sous le nom de "Kreuz-Zeitung", car il portait dans son titre une croix de la Landwehr (une croix de fer).

von Westphalen<sup>1</sup>. (*Hauptbuch*, p. 194). Comment parer la lâche feinte du gros et gras Falstaff ? Peut-être le clown pardonnera-t-il à ma femme sa consanguinité avec un ministre prussien, quand il saura qu'elle a, parmi ses parents par agnation, un homme qui eut la tête tranchée sur la place du marché d'Edimbourg pour avoir pris part comme rebelle aux luttes contre Jacques II<sup>2</sup>. Tout le monde sait que c'est uniquement un effet du hasard que Vogt ait encore la tête sur les deux épaules. Aux fêtes de Robert Blum, organisées à Genève le 13 novembre 1859 par l'association ouvrière allemande d'instruction, il rapporte en effet « que la gauche du Parlement de Francfort fut longtemps indécise sur le choix du député qu'elle allait envoyer à Vienne : Blum ou Vogt. On tira à la courte paille, et le sort décida pour ou plutôt contre Blum. (Voir: *Die Schillerfeier zu Genf*. etc., Genf, 1859, p. 28, 29).

Le 13 octobre, Robert Blum partit de Francfort pour Vienne. Le 23 ou le 24 octobre, une délégation de l'extrême-gauche de Francfort, se rendant au congrès démocratique de Berlin<sup>3</sup>, passa par Cologne. Je vis ces messieurs, parmi lesquels se trouvaient quelques parlementaires en relations assez étroites avec la *Neue Rheinische Zeitung*. Ces derniers, - l'un fut passé par les armes pendant la campagne en faveur de la Constitution, le second mourut en exil, le troisième vit encore - me murmurèrent à l'oreille des histoires fantastiques et bizarres concernant les machinations de Vogt à l'occasion de l'envoi de Robert Blum à Vienne. Mais « ne me dites pas de parler, dites-moi de me taire; car j'ai le devoir de garder le secret ».

Les fêtes de Robert Blum (Genève, novembre 1859) portèrent malheur à la « nature arrondie ». Quand il entra dans la salle des fêtes, roulant à la façon de Silène sa grosse personne avec un empressement servile autour de son patron James Fazy, un ouvrier s'écria : Tiens ! voilà Henriot suivi de Falstaff ! Et quand, par ses gentilles anecdotes il se fit connaître comme *l'alter ego* de Robert Blum, on eut bien de la peine à empêcher quelques ouvriers surexcités de prendre la tribune d'assaut. Et quand enfin, oubliant qu'il avait lui-même déjoué la révolution au mois de juin, il appela encore une fois lui-même les ouvriers sur les barricades (*Schillerfeier*, p. 29), un écho moqueur lui répondit : « Barrikaden ! Fladen !<sup>4</sup>. Et l'étranger sait si bien apprécier à sa valeur le battage révolutionnaire de Vogt qu'il n'y eut pas, cette fois, de « demande confidentielle d'explications présentée par l'envoyé d'un Etat de l'Allemagne du Sud » ni d'article dans *l'Allgemeine Zeitung*.

Toute la « Stieberiade » de Vogt, depuis la *Schwefelbande* jusqu'à l'ancien ministre, trahit cette espèce de maîtres chanteurs dont il est dit chez Dante : « En guise de trompette il se servait de son c...<sup>5</sup> ».

---

<sup>1</sup> Ferdinand von Westphalen, ministre du gouvernement prussien de 1850 à 1855, était le demi-frère de Jenny Marx, issu du premier mariage de son père.

<sup>2</sup> La grand-mère de Jenny, Jeanie Wishart of Pittarow, descendait d'une famille aristocrate écossaise de la lignée des comtes d'Argyll. Le comte Archibald Campbell Argyll (1629-1685) avait dirigé en mai-juin 1685 un soulèvement contre le roi Jacques II et cette rébellion lui avait valu d'être décapité.

<sup>3</sup> Il s'agit du deuxième congrès réunissant les représentants des organisations démocratiques et ouvrières de différentes villes allemandes ; il s'est tenu à Berlin du 26 au 30 octobre 1848.

<sup>4</sup> Des barricades ! Du Flan !

<sup>5</sup> Dante, *La Divine comédie*, L'Enfer, Chant XXI, vers 139 : « Et de son cul il avait fait une trompette ».

## Chapitre IV

### La lettre de Techow

Gustav Adolf Techow a été l'un des acteurs importants de la révolution de 1848-1849. En juin 1848, il partageait avec Herman von Natzmer le commandement de l'arsenal de Berlin et s'est opposé à ce que les troupes ouvrent le feu contre les insurgés berlinois qui, le 14 juin, avaient assiégé l'arsenal pour s'armer, une attitude qui lui avait valu une grande notoriété. En 1849, il suivra Natzmer dans le Palatinat et prendra la tête du commandement militaire de l'insurrection du Pays de Bade et du Palatinat. Après la défaite, il se réfugiera en Suisse avant d'émigrer en 1852 vers l'Australie.

La lettre qui se trouve ici évoquée a été adressée le 26 août 1850 par G.A. Techow à Alexander Schimmelpfennig<sup>1</sup>.

\*

Ce long chapitre sollicite une attention toute particulière en raison du nombre et de la complexité des références aux activités politiques des protagonistes<sup>2</sup>. La citation de la lettre de Techow occupe plus de quarante pages dans la brochure de Carl Vogt « Mein Prozess gegen die *Allgemeine Zeitung*<sup>3</sup> ».

\*

Et qu'est-ce que la « nature arrondie » tire maintenant « de l'ignoble sac qui transforme en m... ce qu'il engloutit ? » (Dante<sup>4</sup>).

Il en tire une lettre de Techow, datée de Londres, 26 août 1850<sup>5</sup>.

« Pour caractériser ces menées (celles de la *Schwefelbande*), je ne puis mieux faire que de donner ici une lettre d'un homme que tous ceux qui l'ont connu reconnaissent comme un homme d'honneur, lettre que je me permets de publier, parce qu'elle était destinée à être communiquée (à qui ?) et que les raisons n'existent plus (chez qui ?)<sup>6</sup> qui s'opposaient jusqu'alors à la publication. » (*Hauptbuch*, p. 141).

Techow vint de Suisse à Londres fin août 1850. Sa lettre est adressée à l'ancien lieutenant prussien Schimmelpfennig (alors à Bern) « pour être communiquée aux amis », c'est-à-dire aux membres de la « Centralisation<sup>7</sup> », société secrète disparue depuis près de dix

<sup>1</sup> Lequel, notons-le, se ralliera à la fraction Willich-Schapper lors de la scission de la *Ligue des communistes*.

<sup>2</sup> Jenny Marx, elle-même, confie à Engels, le 14.08.60 : « J'espère commencer dès cette semaine à recopier la brochure. La chose traîne tellement en longueur et il me semble que Karl fait les choses trop à fond. J'en ai fichtrement plein le dos de « l'analyse de la lettre de Techow »; c'est là, me semble-t-il, que ça accroche. Tout le reste passe beaucoup mieux. » (C6, p. 197).

<sup>3</sup> De la page 142 à la page 184 de notre édition de référence.

<sup>4</sup> « *tristo sacco che merda fa di quel che si trangugia* » Dante, *La Divine comédie*, L'Enfer, Chant 28, vers 26-27.

<sup>5</sup> Cette lettre est commentée longuement par Marx dans son courrier du 3 mars 1860 à son conseiller de Justice Weber (C6, pp. 116-120).

<sup>6</sup> Ces interrogations sont bien sûr de la plume de Marx.

<sup>7</sup> En référence à la *Centralisation révolutionnaire*, une organisation secrète fondée au début de 1850 par des réfugiés allemands en Suisse. Son comité central, basé à Zurich, était dirigé par S. E. Tzschirner, un des leaders du soulèvement de Dresde en mai 1849. Ses membres les plus éminents étaient P. Fries, T. L. Greiner, F. Sigel, G. A. Techow et J. Ph. Becker, tous participants au soulèvement de 1849 dans le Bade-Palatinat. Les membres de la *Ligue communiste*, K. L. J. d'Ester, K. Bruhn et W. Wolff, appartenaient également à cette organisation. En juillet et août 1850, les dirigeants de la *Centralisation révolutionnaire* s'adressent à l'Autorité centrale de la *Ligue communiste* avec une proposition de fusion. Au nom de l'Autorité centrale de la Ligue, Marx et Engels ont rejeté la proposition comme préjudiciable à

ans, fondée en Suisse par des réfugiés allemands, de composition bariolée et fortement mélangée d'éléments parlementaires. Techow était membre de cette société, dont ni Vogt ni ses amis ne faisaient partie. Comment alors Vogt s'est-il procuré la lettre de Techow, et qui lui donna l'autorisation de la publier ?

Techow m'écrit lui-même d'Australie, sous la date du 17 avril 1860 : « En tout cas, je n'ai jamais eu l'occasion de donner à ce sujet une autorisation quelconque à M. Karl Vogt. ».

Parmi les amis de Techow, à qui la lettre devait être communiquée, il ne s'en trouve plus que deux en Suisse. Je leur donne la parole à tous deux.

« E<sup>1</sup>. à Schily<sup>2</sup>. 29 avril 1860. *Haute-Engadine. Canton des Grisons.*

« Lorsque parut la brochure de Vogt *Mon procès contre l'Allgemeine Zeitung*, où se trouve reproduite une lettre de Techow à ses amis de Suisse (26 août 1850), nous résolûmes, nous, les amis de Techow encore actuellement en Suisse, d'exprimer par écrit à Vogt notre désapprobation à propos de la publication non autorisée de cette lettre. La lettre de Techow était adressée à Schimmelpfennig, à Berne, avec prière d'en donner copie à des amis...Je suis heureux de constater que, parmi les amis de Techow et parmi ceux qui ont un droit quelconque sur sa lettre du 26 août, personne n'en a fait l'usage qu'en a fait le détenteur accidentel. C'est le 22 janvier que nous envoyâmes à Vogt la lettre par laquelle nous désapprouvions la publication non autorisée de la lettre de Techow, protestation contre tout nouvel abus qui en serait fait. Le 27 janvier, Vogt nous répondit que « la lettre de Techow devait être communiquée aux amis, que l'ami qui l'avait entre les mains la lui avait remise avec l'autorisation expresse de la publier,... et qu'il ne rendrait la lettre qu'à celui de qui il l'avait reçue. ».

« B<sup>3</sup>. à Schily. *Zürich*, le 1er mai 1860<sup>4</sup>

« C'est moi qui ai écrit la lettre à Vogt, après m'être au préalable entendu avec E... - R<sup>5</sup>... ne faisait point partie des « amis » à qui la lettre de Techow devait être communiquée; Vogt savait, par le contenu de la lettre, que j'étais un des destinataires, mais il s'est bien gardé de demander mon consentement à la publication. ».

Pour donner l'explication de l'énigme, j'ai réservé un passage de la lettre de Schily citée plus haut. Voici ce passage :

« Il me faut parler ici de ce Ranickel; car c'est lui qui a dû faire passer la lettre de Techow aux mains de Vogt; et j'allais oublier de traiter ce point de ta demande de renseignements. Cette lettre avait été adressée par Techow aux amis avec lesquels il avait vécu à Zurich : Schimmelpfennig, B. et E. Ami de ces amis et de Techow lui-même, je reçus également ladite lettre, mais plus tard. Au moment où je fus, brutalement et d'une façon sommaire, expulsé de Suisse (sans avertissement préalable, je fus appréhendé en pleine rue à Genève et aussitôt mis en route), je n'obtins pas l'autorisation de rentrer chez moi pour mettre de l'ordre à mes affaires. De la prison de Berne j'écrivis donc à un homme de confiance à Genève, le maître cordonnier Thum, le priant de charger l'un ou l'autre de mes amis encore dans la ville (je ne savais pas, en effet, qui avait été expulsé en même temps que moi) d'emballer mes affaires, de me

---

l'indépendance de classe du parti prolétarien. A la fin de 1850, la *Centralisation révolutionnaire* s'était désintégrée suite à l'expulsion massive des réfugiés allemands de Suisse.

<sup>1</sup> Karl Emmermann.

<sup>2</sup> Victor Schily.

<sup>3</sup> Friedrich von Beust.

<sup>4</sup> Marx commente dans sa lettre à Engels du 7 mai 1860 les lettres d'Emmermann et de Beust (en particulier la seconde, qui contient des déclarations plutôt désobligeantes sur lui en déclarant notamment : « Marx et ses partisans n'ont rien à envier à Vogt et compagnie en matière de complot. ») (C6, p. 153).

<sup>5</sup> Ranickel.

faire envoyer le meilleur à Berne, de garder le reste en attendant; et je lui recommandai de bien trier tous les papiers que j'avais laissés et de ne rien m'envoyer qui ne pût être autorisé à passer par la France. C'est ce qui fut fait; la lettre de Techow ne fut pas jointe à l'envoi qu'on me fit. Dans ces papiers, figuraient divers documents qui se rapportaient à la mutinerie parlementaire contre le comité local de Genève chargé de répartir les subsides entre les réfugiés (le dit Comité comprenait trois citoyens de Genève, dont Thum, et deux réfugiés, Becker et moi), et que Ranickel connaissait parfaitement pour avoir pris parti pour le Comité contre les parlementaires. J'avais donc demandé à Thum, en sa qualité de trésorier et d'archiviste du Comité, de charger Ranickel de lui chercher ces documents dans mes papiers. Il est probable que Ranickel, autorisé de cette façon à prendre part au classement de mes papiers, a pu, d'une manière ou d'une autre, et peut-être parce qu'un de mes amis chargés du travail la lui a communiquée, avoir en mains la lettre de Techow. Je ne m'élève pas du tout contre le fait de s'être emparé de la lettre; mais il ne faut pas confondre possession et propriété; et cette propriété, je la revendique de toutes mes forces. Aussi j'écrivis sans tarder, de Londres, à Ranickel, le priant de me renvoyer la lettre. Mais il ne le fit pas. C'est de ce moment que date sa « culpa manifesta », évidemment « levis<sup>1</sup> » dans les débuts, mais qui, suivant le degré de sa complicité dans la publication non autorisée de la lettre, se change en « maxima culpa » ou même en « dolus<sup>2</sup> ». Que cette publication n'ait été autorisée par aucun des destinataires, je n'en doute pas un instant; je vais, pour plus de garantie, écrire à ce sujet à E. ; que Ranickel ait prêté la main à cette publication, on ne peut non plus en douter en présence de son intimité notoire avec Vogt; je ne veux en rien critiquer cette intimité, mais je ne puis m'empêcher de signaler combien elle contraste avec leurs relations antérieures. En effet, Ranickel n'était pas seulement un des plus grands « mangeurs de parlementaires » en général, mais il manifestait, en ce qui concernait le régent de l'empire en particulier, les intentions les plus sanguinaires. « Il faut que j'étrangle le drôle, s'écriait-il, dussé-je pour cela me rendre à Berne ! ». Et il fallait lui mettre en quelque sorte la camisole de force pour l'empêcher de mettre à exécution ce projet régicide. Mais maintenant que ses yeux se sont dessillés et que Saul s'est mué en Paul<sup>3</sup>, je voudrais bien savoir comment il se dépêtrera sous un autre rapport, c'est-à-dire comme vengeur de l'Europe. J'ai livré à un dur combat, disait-il en ce temps-là où il hésitait entre l'Amérique et l'Europe; mais mon indécision est heureusement terminée; je reste - et je me venge ! Tremble, Byzance<sup>4</sup> ! »

Telle est la teneur de la lettre de Schily.

Le Ranickel déniche donc la lettre de Techow dans les papiers laissés par le réfugié Schily. Malgré les réclamations que Schily lui adresse de Londres, il retient cette lettre. Cette lettre ainsi détournée, « l'ami » Ranickel la remet à « l'ami » Vogt, et « l'ami » Vogt, avec sa particulière délicatesse de conscience, se dit autorisé à faire imprimer la lettre, car Vogt et Ranickel sont « amis ». Quiconque écrit donc une lettre pour être « communiquée à des amis » l'écrit nécessairement pour les « amis » Vogt et Ranickel, - Arcades ambo<sup>5</sup>.

Je regrette que cette jurisprudence bizarre m'ait ramené à des histoires à demi oubliées et depuis longtemps sorties des mémoires; mais Ranickel a commencé, et force me fut de lui emboîter le pas.

---

<sup>1</sup> Légère.

<sup>2</sup> Terme latin qui signifie ruse, supercherie, tort causé, acte blâmable.

<sup>3</sup> En référence aux *Actes des Apôtres*, chapitre 9 : 15-17.

<sup>4</sup> « *Trema, Bisanzio* ! », cité de l'opéra de Gaetano Donizetti *Belisario*, acte II, scène 3.

<sup>5</sup> « Arcadiens tous les deux », au sens de « l'un vaut l'autre » pour évoquer un couple de sots qui prête à la plaisanterie, l'Arcadie étant célèbre pour ses ânes : l'expression est utilisée par Virgile dans ses *Bucoliques*, Eglogue 7, vers 4, et plus tard par Byron dans *Don Juan*, chant IV, strophe 93.

La « Ligue des communistes » fut créée à Paris en 1836, primitivement sous un autre nom<sup>1</sup>.

L'organisation telle qu'elle se répandit peu à peu était la suivante : un certain nombre de membres formaient une « commune », différentes communes constituées dans la même ville formaient un « cercle », un nombre plus ou moins grand de cercles se groupaient autour d'un « cercle directeur » : à la tête de l'ensemble, il y avait le « Comité central », élu dans un congrès des délégués de tous les cercles, mais autorisé à se compléter lui-même et, dans les cas urgents, à désigner provisoirement son successeur. Le Comité central siégea d'abord à Paris, puis à Londres de 1840 au début de 1848. Les présidents des communes et des cercles, ainsi que le Comité central, étaient tous désignés à l'élection. Cette constitution démocratique, absolument inopportune pour des sociétés secrètes de conspirateurs, n'était du moins pas incompatible avec la tâche d'une société de propagande. La *Ligue* manifesta d'abord son activité en créant des associations publiques ouvrières d'instruction; et la plupart des associations de ce genre qui existent encore en Suisse, en Angleterre, en Belgique et aux Etats-Unis furent ou bien créées directement par la *Ligue* ou mises sur pied par d'anciens membres de la *Ligue*. C'est pourquoi la constitution de ces associations ouvrières est partout la même. Un jour de la semaine était réservé à la discussion, un autre à la distraction (chant, déclamation, etc.). Partout l'on fonda des bibliothèques d'association et, toutes les fois que la chose était possible, des classes où les ouvriers recevaient l'instruction élémentaire. La *Ligue* qui se tenait derrière les associations ouvrières publiques et les dirigeait y trouvait le terrain le plus immédiat pour sa propagande publique, et, d'autre part, s'agrandissait et se complétait en s'en adjoignant les membres les plus capables. Et comme les compagnons allemands aiment la vie ambulante, le Comité n'avait que rarement besoin d'envoyer des émissaires spéciaux.

Quant à la doctrine secrète de la *Ligue*, elle traversa toutes les modifications du socialisme et du communisme français et anglais, avec leurs variantes allemandes (voir les fantaisies de Weitling). Depuis 1839, comme cela ressort déjà du rapport Bluntschli<sup>2</sup>, ce fut la question religieuse qui joua le rôle le plus important à côté de la question sociale. Les différentes phases que la philosophie allemande parcourut de 1839 à 1846 furent suivies avec le plus vif intérêt au sein de ces associations ouvrières. La forme secrète de la société doit son origine à Paris. Le but principal de la *Ligue*, - la propagande parmi les ouvriers d'Allemagne - nécessita par la suite la conservation de cette forme. Pendant mon premier séjour à Paris<sup>3</sup>, j'entretenais des relations personnelles avec les chefs parisiens de la *Ligue*, comme avec les chefs de la plupart des sociétés ouvrières secrètes françaises, mais sans entrer dans aucun de ces groupements. A Bruxelles, où je fus relégué par Guizot, je fondai avec Engels, W. Wolff et quelques autres l'Association ouvrière allemande d'instruction<sup>4</sup>, qui existe encore. Nous publions en même temps une série de pamphlets imprimés ou lithographiés<sup>5</sup>. Nous y soumettions à une critique impitoyable le mélange de socialisme ou de communisme anglo-français et de philosophie allemande, qui formait alors la doctrine secrète de la *Ligue*; nous y établissions que seule l'étude scientifique de la structure économique de la société bourgeoise

---

<sup>1</sup> *La Ligue des Justes*.

<sup>2</sup> En référence au livre de Johann Caspar Bluntschli, *Die Kommunisten in der Schweiz nach den bei Weitling vorgefundenen Papieren* Zurich 1843.

<sup>3</sup> De la fin octobre 1843 au 3 février 1845.

<sup>4</sup> La Société d'éducation des ouvriers allemands à Bruxelles (*Deutscher Arbeiterverein*) a été fondée par Marx et Engels à la fin du mois d'août 1847 pour donner une éducation politique aux ouvriers allemands vivant en Belgique et diffuser parmi eux les idées du communisme. Avec Marx, Engels et leurs associés à sa tête, la Société est devenue le centre légal ralliant les prolétaires révolutionnaires allemands en Belgique. Ses membres les plus actifs appartenaient à la communauté bruxelloise de la *Ligue communiste*. La Société a joué un rôle important dans la fondation de l'*Association démocratique de Bruxelles*. Ses activités ont cessé après la révolution de février 1848 en France, lorsque la police belge arrêta et déporta ses membres.

<sup>5</sup> Notamment la circulaire contre Kriege du 11 mai 1846 (Cf. **notre fascicule 3**).

pouvait fournir une solide base théorique; et nous y exposions enfin, sous une forme populaire, qu'il ne s'agissait pas de mettre en vigueur un système utopique, mais d'intervenir, en connaissance de cause, dans le procès de bouleversement historique qui s'opérait dans la société. A la suite de notre action, le Comité central de Londres entra en correspondance avec nous et nous envoya, fin 1846, un de ses membres, l'horloger Joseph Moll, tombé plus tard comme soldat révolutionnaire sur le champ de bataille de Bade, pour nous inviter à entrer dans la *Ligue*. Comme nous hésitions devant cette proposition, Moll nous rassura en déclarant que le Comité central se proposait de convoquer à Londres un congrès de la *Ligue*, où nos idées, après que nous les aurions exposées, seraient condensées dans un manifeste public comme doctrine de la *Ligue*, mais que, pour lutter contre les éléments surannés et récalcitrants, notre collaboration personnelle était indispensable, et que celle-ci était liée à notre entrée dans la *Ligue*. Nous entrâmes donc. Le congrès, où les membres de Suisse, de France, de Belgique, d'Allemagne et d'Angleterre étaient représentés, eut lieu<sup>1</sup>, et après plusieurs semaines de violentes discussions, on adopta le « Manifeste du parti communiste » rédigé par Engels et moi-même, imprimé d'abord en allemand au début de 1848, puis en anglais, français, danois et italien. Lorsqu'éclata la révolution de février, le Comité central de Londres me confia la haute direction de la *Ligue*. Tant que dura la révolution en Allemagne, l'activité de la *Ligue* s'éteignit d'elle-même, parce que des moyens plus efficaces se présentaient alors pour la réalisation de ses objectifs. Lorsque, pour la seconde fois expulsé de France, j'arrivai à Londres vers la fin de l'été 1849, j'y trouvai reconstitués les débris du Comité central londonien, et les relations reprises avec les cercles la *Ligue* rétablis en Allemagne. Willich vint à Londres quelques mois plus tard et fut, sur proposition, admis au Comité central. Il était recommandé par Engels qui avait été son officier d'ordonnance pendant la campagne de la Constitution. Pour compléter l'histoire de la *Ligue*, j'ajoute encore ceci : le 15 septembre 1850, il y eut une scission au sein du Comité central. La majorité, avec Engels et moi, transféra le siège du Comité central à Cologne, où le « cercle directeur » exista longtemps pour le centre et le sud de l'Allemagne, et où se trouvait, Londres mis à part, le centre le plus important de forces intellectuelles.

Nous donnâmes en même temps notre démission de l'Association ouvrière d'instruction de Londres. La minorité du Comité central, avec Willich et Schapper, fonda une ligne séparée<sup>2</sup> qui, d'une part, maintint les relations avec l'Association ouvrière d'instruction, et, d'autre part, renoua les rapports avec la Suisse et la France, interrompus depuis 1848. Le 12 novembre 1852 intervint la condamnation des accusés de Cologne. Quelques jours plus tard la *Ligue* fut, sur ma proposition, déclarée dissoute<sup>3</sup>. J'ai joint aux documents de mon procès contre la « *Nationalzeitung* » une déclaration écrite relative à cette dissolution. J'y mentionne, comme motif de la dissolution, que, depuis les arrestations opérées en Allemagne, par conséquent depuis le printemps 1851, toutes les relations avec le continent avaient du reste cessé, et qu'une telle société de propagande ne répondait plus aux circonstances. Quelques mois plus tard, au début de 1853, la *Ligue* séparée de Willich et Schapper mourut également de sa belle mort.

---

<sup>1</sup> Le second congrès de la *Ligue des communistes* s'est tenu à Londres du 29 novembre au 8 décembre 1847.

<sup>2</sup> En référence au groupe Willich-Schapper que Marx et Engels appelaient le *Sonderbund*. Ce groupe se sépara de la *Ligue communiste* après le 15 septembre 1850 et forma une organisation indépendante avec sa propre autorité centrale. En raison du refus des factieux de se conformer à la décision de transférer l'Autorité centrale à Cologne et à cause de leurs activités désorganisatrices, l'Autorité centrale de Cologne les exclut de la *Ligue* sur proposition du district de Londres et le notifia dans son Adresse du 1er décembre 1850. Par ses activités, le groupe Willich-Schapper a aidé la police prussienne à découvrir les communautés illégales de la *Ligue* en Allemagne et à monter un procès à Cologne contre des membres éminents de la *Ligue*.

<sup>3</sup> Marx à Engels, le 19 novembre 52 : « Mercredi dernier (le 17 novembre 1852), sur ma proposition, la *Ligue* d'ici s'est dissoute et a décidé qu'elle n'avait plus lieu de continuer d'exister sur le continent non plus (...) » (C3, p. 282).

Les raisons de principe, qui ont amené la scission ci-dessus mentionnée, sont indiquées dans mes *Révélations*, où se trouve reproduit un extrait du procès-verbal de la séance que le Comité central tint le 15 septembre 1850. L'occasion pratique directe, ce furent les tentatives de Willich d'impliquer la *Ligue* dans les enfantillages révolutionnaires de l'émigration démocratique allemande. Une conception diamétralement opposée de la situation politique vint encore aggraver le dissentiment. Je me contenterai de donner un seul exemple. Willich s'imaginait, par exemple, que le différend entre la Prusse et l'Autriche, à l'occasion de la question de la Hesse électorale et de celle de la Confédération, conduirait à de graves conflits et fournirait au parti révolutionnaire le moyen d'une intervention effective. Le 10 novembre, peu de temps après la scission de la *Ligue*, il publia dans ce sens, une proclamation : « Aux démocrates de toutes les nations<sup>1</sup> », signée par le Comité central de la *Ligue* séparée, ainsi que de réfugiés français, hongrois et polonais. Engels et moi nous soutenions au contraire (voir *Revue der N. Rh. Zeitung*, pp. 174-175, numéro octobre 1850, Hambourg) : « Tout ce bruit n'aboutira à rien... Sans qu'il ait coulé une goutte de sang, les deux parties, l'Autriche Prusse, se retrouveront à Francfort sur les sièges de la Diète<sup>2</sup>; et il n'y aura absolument rien de changé ni à leurs petites jalousies réciproques, ni à leurs querelles avec leurs sujets, ni à l'ennui que leur cause l'hégémonie russe. ».

L'individualité de Willich, dont nous ne contestons en rien la valeur, et ses souvenirs de Besançon encore frais à cette date (1850), le qualifiaient-ils spécialement à comprendre « de façon impersonnelle » des conflits rendus inévitables par l'opposition des idées et renouvelés chaque jour ? On en jugera par le document suivant.

« La colonne allemande de Nancy  
au citoyen J. Ph. Becker à Biel,  
Président de l'association militaire allemande *Aide-toi ! (Hilf dir !)*<sup>3</sup>

Citoyen,

« A toi, le représentant élu de tous les républicains allemands fugitifs, nous faisons savoir par la présente qu'il s'est constitué à Nancy une colonne de réfugiés allemands qui a pris le titre de « La colonne allemande de Nancy. »

« Les réfugiés qui forment cette colonne ont appartenu soit à la colonne de Vesoul, soit à la colonne de Besançon; c'est pour des raisons purement démocratiques qu'ils durent quitter Besançon.

« Dans tout ce qu'il faisait, Willich prenait en effet rarement l'avis de la colonne. C'est ainsi que les lois fondamentales de la colonne de Besançon ne furent ni discutées ni arrêtées en assemblée générale, mais données *a priori* par Willich et mises en vigueur sans l'assentiment de la colonne.

« Willich nous donna du reste *a posteriori* des preuves de son caractère despotique par une série d'ordres dignes d'un Jellachich et d'un Windischgrätz, mais indignes d'un républicain.

« Willich donna l'ordre d'enlever à un nommé Schön, qui quittait la colonne, les souliers neufs achetés sur les économies de la colonne. Il ne réfléchissait pas que Schön avait lui aussi contribué à ces éco-

<sup>1</sup> Marx cite et commente ce manifeste dans sa lettre à Engels du 2 décembre 1850 (C2, pp. 91-95).

<sup>2</sup> La Diète fédérale (Bundestag) - l'organe central de la Confédération allemande qui se réunissait à Francfort-sur-le-Main sous la présidence permanente de l'Autriche et était composé des représentants des Etats allemands

<sup>3</sup> L'association militaire allemande « Hilf Dir » (« Deutscher republikanischer Wehrbund Hilf Dir ») a été créée à l'initiative de J. Ph. Becker à Gross-Hüningen en octobre 1848. Elle devait réunir les Allemands vivant à l'étranger, notamment les réfugiés politiques et les artisans en Suisse et en France. Le comité central de l'association se trouvait à Bienne, dans le canton de Berne. Becker en était le chef politique et A. Willich le dirigeant militaire. Une colonne allemande s'était formée à Besançon avec des branches à Nancy, Vesoul, Lyon et dans d'autres villes.

nomies, puisque ces économies provenaient principalement des cinquante centimes que chaque homme recevait chaque jour comme subside de la France. Schön voulait emporter ses souliers, mais Willich les lui fit reprendre.

« Sans prendre l'avis de la colonne de Besançon, Willich renvoya plusieurs membres excellents de la colonne, pour des bagatelles : manque à l'appel, manque à l'exercice, retard (le soir), petites disputes; et il leur conseilla de partir en Afrique, ajoutant qu'ils ne seraient jamais autorisés à rester en France, et que, s'ils n'allaient pas en Afrique, il les ferait livrer à l'Allemagne, le gouvernement français lui ayant donné pleins pouvoirs à cet égard. Interrogée à ce sujet, la préfecture de Besançon déclara que ce n'était pas vrai. Willich déclarait presque chaque jour à l'appel : Ceux qui ne sont pas contents n'ont qu'à s'en aller en Afrique; le plus tôt sera le mieux, etc. Un jour il alla même jusqu'à préférer cette menace générale : Quiconque résiste à mes ordres n'a qu'à s'en aller en Amérique, ou bien je le livrerai à l'Allemagne. Et c'est cette parole qui motiva la question posée à la Préfecture. Ces menaces quotidiennes rendirent à beaucoup de gens insupportable la vie à Besançon où, disaient-ils, on leur reprochait tous les jours leur gueuserie. Si nous voulons être esclaves, disaient-ils, nous n'avons qu'à partir en Russie, ou nous n'aurions pas dû commencer à faire en Allemagne ce que nous y avons fait. Bref, ils déclaraient ne pouvoir à aucun prix rester à Besançon sans entrer en conflit aigu avec Willich. Ils partirent donc. Mais comme il n'y avait nulle part ailleurs de colonne qui eût pu les accueillir, que, d'autre part, ils ne pouvaient vivre avec dix sous par jour, il ne leur restait d'autre ressource que de s'engager dans l'armée d'Afrique. C'est ce qu'ils firent. Et c'est ainsi que Willich a poussé au désespoir trente braves citoyens et est cause que ces forces ont été perdues à tout jamais pour la patrie.

« Willich commit en outre l'imprudence de faire toujours, à l'appel, l'éloge des anciens et de dénigrer les nouveaux, ce qui occasionnait des disputes continuelles. Un jour il alla même jusqu'à déclarer à l'appel que les Prussiens l'emportent de beaucoup sur les Allemands du sud par la tête, le cœur et le corps, ou, comme il disait, en forces physiques, morales et intellectuelles. Les Allemands du sud, prétendait-il, ont au contraire la bonhomie; il voulait dire la bêtise, mais n'en eut pas le courage. Willich a, de cette façon, terriblement mécontenté les Allemands du sud, de beaucoup les plus nombreux. Mais voici le bouquet.

« Il y a quinze jours, la 7<sup>e</sup> compagnie donna, pour une nuit, asile dans sa chambrée à un camarade, du nom de Baroggio, que Willich avait, de sa propre autorité, renvoyé de la caserne; elle l'y garda malgré la défense de Willich et défendit le local contre les partisans de Willich, des tailleurs fanatisés. Willich donna l'ordre d'apporter des cordes et de ligoter les rebelles. Les cordes furent apportées. Mais tout en ayant la volonté de faire exécuter son ordre jusqu'au bout, Willich n'en avait pas le pouvoir... Et voilà les raisons de leur démission.

« Ce n'est pas pour accuser Willich que nous avons écrit ces lignes. Chez Willich, la volonté et le caractère sont bons, et beaucoup d'entre nous ont de l'estime pour lui; mais la manière dont il essaie d'arriver à son but et les moyens qu'il emploie ne nous plaisaient pas toujours. Willich est animé de bonnes intentions. Mais il se considère comme la sagesse même et *l'ultima ratio* ! (la raison dernière), et quiconque le contredit, fût-ce pour des vétilles, il le tient pour un sot ou pour un traître. Bref, Willich n'admet d'autre opinion que la sienne. C'est un aristocrate, un despote intellectuel; et quand telle chose lui semble bonne, il ne recule guère devant les moyens, quels qu'ils soient. Mais, assez sur ce sujet; nous connaissons maintenant Willich. Nous connaissons son côté fort et son côté faible; et c'est pour cela que nous ne sommes plus à Besançon. Nous avons d'ailleurs tous déclaré à notre départ de Besançon que, tout en nous séparant de Willich, nous ne quittons pas l'association militaire allemande *Aide-toi* (Hilf dir !)

« Ceux de Vesoul de même ...

« Avec l'assurance de notre haute estime, nous terminons pas un salut fraternel et une cordiale poignée de main de la Colonne de Nancy.

« Adopté à l'assemblée générale du 13 novembre 1848.

Nancy, le 14 novembre 1818  
Au nom de la Colonne et par ordre,  
Le secrétaire B... »

Mais revenons à la lettre de Techow.

Le venin de sa lettre, comme celui de tout autre reptile, se trouve dans la queue, c'est-à-dire dans le postscriptum du 3 septembre 1850. Ce post-scriptum raconte le duel de mon ami trop tôt disparu, Conrad Schramm, avec M. Willich. Dans ce duel, qui eut lieu à Anvers dans les premiers jours de septembre 1850, Techow et le Français Barthélémy servirent de témoins à Willich. Techow écrit à Schimmelpfennig, « pour être communiqué aux amis » : « Ils (Marx et ses partisans) ont lâché contre Willich leur champion Schramm, qui l'a attaqué avec les invectives les plus grossières et l'a finalement provoqué en duel. » (*Hauptbuch*, pp. 156, 157).

Ma réfutation de cet absurde cancan, on la trouve, imprimée depuis sept ans, dans le pamphlet mentionné ci-dessus: *Der Rifler von edelmütigen Bewusstsein*, New-York, 1853<sup>1</sup>.

Schramm vivait encore à cette date. Lui et Willich se trouvaient alors aux Etats-Unis.

Barthélémy, le témoin de Willich, n'avait pas encore été pendu; Miskowsky, brave officier polonais, témoin de Schramm, n'avait pas encore été brûlé<sup>2</sup>, et M. Techow ne pouvait pas avoir oublié sa lettre circulaire, « à communiquer aux amis ».

Dans ledit pamphlet figure une lettre de mon ami Fr. Engels, datée de Manchester, 23 novembre 1853, et où il est dit à la fin :

« A la séance du Comité central, au cours de laquelle il y eut provocation en duel Schramm et Willich<sup>3</sup>, j'aurais (d'après Willich) commis le crime de quitter la salle « quelques instants avant la scène » et d'avoir par conséquent préparé toute la scène. Précédemment Willich accusait Marx d'avoir excité Schramm; maintenant, pour changer, c'est moi qu'il accuse. Un duel entre un ancien lieutenant prussien, habitué au maniement du pistolet, et un commerçant, qui n'avait peut-être jamais tenu de pistolet, constituait vraiment une mesure fameuse pour nous « débarrasser » du lieutenant. Ce qui n'empêche pas l'ami Willich de raconter partout, verbalement et par écrit, que nous avons voulu le faire assassiner. Schramm était tout simplement furieux de l'attitude insolente de Willich et, à notre extrême surprise, il força celui-ci à se battre en duel. Quelques instants auparavant, Schramm ne se doutait pas lui-même de la tournure qu'allaient prendre les événements. Jamais acte ne fut plus spontané... Schramm ne quitta le local que sur les instances personnelles de Marx, qui voulait éviter la continuation du scandale. ».

Fr. Engels (*Der Ritter*, etc., p. 9)<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> *Le chevalier de la noble conscience* (Cf. **notre fascicule 20**, chapitre 4.5.)

<sup>2</sup> Ludwik Miskowsky est mort brûlé lors d'un incendie dans une baraque en bois à Whitechapel en 1854; Marx l'annonce à Engels dans sa lettre du 6 mai 1854. (C4, pp. 117-118)

<sup>3</sup> La réunion en question a eu lieu à la fin du mois d'août 1850.

<sup>4</sup> C6, pp. 59-60.

Jusqu'à quel point j'étais moi-même éloigné de soupçonner que Techow pût se prêter à répandre ce cancan, on le voit par le passage suivant du même pamphlet :

« Au début, ainsi qu'à son retour à Londres Techow le raconta lui-même à Engels et à moi, Willich était absolument convaincu que je projetais, par l'intermédiaire de Schramm, de débarrasser le monde de son noble personnage et il (Willich) le faisait savoir partout dans ses lettres. Mais, en y réfléchissant de plus près, il se dit qu'il était impossible qu'un tacticien diabolique de mon espèce eût l'idée de se débarrasser de lui par un duel avec Schramm (*Ibidem*, p. 9.)

Ce que Techow raconte à M. Schimmelpfennig « pour être communiqué aux amis », il le répète pour l'avoir entendu dire. Karl Schapper qui, lorsque la *Ligue* se divisa en deux, embrassa le parti de Willich, et qui avait été témoin de la scène de provocation, m'écrivit à ce sujet :

« 5, Percy Street, Bedford Square.

Le 27 septembre 1860

Cher MARX,

Voici ce que je sais concernant l'esclandre entre Schramm et Willich :

Ce scandale éclata pendant une séance du Comité central, à la suite d'une dispute violente qui naquit accidentellement entre les deux hommes au cours de la discussion. Je me souviens encore fort bien que tu fis ton possible pour ramener le calme, arranger l'affaire, et que explosion subite parut te surprendre tout autant que moi-même et les autres membres présents.

Salut,

Ton Karl Schapper. »

Pour terminer, je mentionnerai encore que dans une lettre du 31 décembre 1850, écrite quelques semaines après le duel, Schramm m'accusa lui-même de partialité... en faveur de Willich. La désapprobation qu'Engels et moi lui avions franchement manifestée avant et après le duel l'avait indisposé pour un temps. Cette lettre ainsi que d'autres papiers que Miskowsky et lui m'ont remis au sujet de ce duel, je les tiens à la disposition des parents de Schramm. Ces documents ne regardent pas le public.

Lorsqu'à son retour des Etats-Unis, vers la mi-juillet 1857, Conrad Schramm vint me retrouver à Londres, la haute taille du hardi jeune homme s'était voûtée sous les atteintes d'une phtisie incurable, qui n'avait cependant fait que transfigurer la belle tête si expressive. Avec l'humour qui le caractérisait et qui ne l'abandonna jamais un seul instant, la première nouvelle qu'il m'apprit en riant, ce fut l'annonce de son propre décès que, sur un bruit vague, un ami indiscret avait déjà publiée dans un journal allemand de New-York<sup>1</sup>. Sur le conseil de son docteur, Schramm se rendit dans l'île de Jersey, à Saint-Héliér, où Engels et moi le vîmes pour la dernière fois. Il mourut le 16 janvier 1858. A ses obsèques, que suivirent toute la bourgeoisie libérale de Saint-Héliér et tous les émigré réfugiés dans la ville, l'éloge funèbre fut prononcé par G. Julian Harney, un des meilleurs orateurs populaires anglais, autrefois connu comme chef des chartistes, et lié avec Schramm pendant le séjour de celui-ci à Londres. La nature de Schramm, ardente, impétueuse, éprise d'action, ne se laissant jamais entraver par les intérêts vulgaires, était imprégnée d'intelligence critique, d'une pensée originale, d'un humour ironique et d'une bonhomie naïve. C'était le boute-en-train de notre parti.

---

<sup>1</sup> Lettre de Marx à Engels du 9 avril 1857 (C4, p. 385). La fausse nouvelle avait paru dans la *Neue Zeit* de New-York.

Mais revenons à la lettre de Techow.

Quelques jours après son arrivée à Londres il eut, à une heure avancée de la soirée<sup>1</sup>, un assez long rendez-vous avec Engels, Schramm et moi dans une auberge où nous le traitions. Dans sa lettre à Schimmelpfennig, du 26 août 1850, il fait le récit de ce rendez-vous, « pour être communiqué aux amis ». Je ne l'avais jamais vu jusqu'alors, et je l'ai peut-être revu deux fois par la suite, mais toujours en passant. Et malgré cela, il nous sonde immédiatement, à mes amis et à moi, la tête, les reins et les cœurs, et s'empresse d'expédier en Suisse, à notre insu, une lettre de signalement psychologique, dont il recommande très instamment la reproduction et la propagation secrètes dans le cercle des « amis ».

Techow s'occupe de mon « cœur ». Dans ma générosité, je ne le suis pas sur ce terrain. « *Ne parlons pas morale*<sup>2</sup> », comme dit la grisette parisienne lorsque son ami parle politique.

Occupons-nous un instant du destinataire de la lettre du 26 août 1850, l'ex-lieutenant prussien Schimmelpfennig. Je ne connais pas personnellement ce monsieur et je ne l'ai jamais vu. Je trace son caractère d'après deux lettres. La première, dont je ne donne que des extraits, est de mon ami W. Steffen, ex-lieutenant prussien, ancien professeur à l'école divisionnaire; elle m'est adressée personnellement, de Chester, le 23 novembre 1853<sup>3</sup>. Il y est dit entre autres :

« Un jour Willich nous avait envoyé à Cologne un de ses lieutenants appelé Schimmelpfennig. Celui-ci me fit l'honneur de me faire appeler. Il était fermement convaincu qu'il pouvait, de prime abord, juger la situation beaucoup mieux que quiconque, observateur quotidien et oculaire des faits. Il eut une fort piètre opinion de moi quand je lui fis connaître que les officiers de l'armée prussienne ne s'estimeraient pas heureux de combattre sous son étendard et sous celui de Willich, et qu'ils n'étaient pas du tout disposés à proclamer au plus tôt la république de Willich. Il m'en voulut encore davantage lorsque personne ne fut assez fou pour reproduire immédiatement à un grand nombre d'exemplaires l'invitation, qu'il avait apportée toute préparée, par laquelle il engageait les officiers à se prononcer sans tarder pour ce qu'il appelait la démocratie.

« Furieux, il quitta la ville de Cologne « asservie par Marx », ainsi qu'il me l'écrivit. Il réussit à faire reproduire son factum stupide dans quelque autre ville, le fit parvenir à bon nombre d'officiers, et aboutit à ce résultat que le secret comique de cette méthode avisée de changer les officiers prussiens en républicains fut prostitué par le *Spectateur* de la *Kreuzzeitung*. »

Au moment de cette aventure, Steffen, qui ne vint en Angleterre qu'en 1853, m'était complètement inconnu. Schimmelpfennig se caractérise encore beaucoup mieux lui-même dans la lettre ci-dessous adressée par lui-même à ce même Hörfel, qui fut, par la suite, démasqué comme agent de police français, mais qui fut l'âme du comité révolutionnaire fondé à Paris, vers la fin de 1850, par Schimmelpfennig, Schurz, Häfner et d'autres réfugiés alors amis de Kinkel et le confident le plus intime des deux matadors Schurz et Schimmelpfennig.

*Schimmelpfennig à Hörfel* (à Paris, 1851) :

« Voici ce que nous venons de faire ici (à Londres)... Nous avons écrit là-bas (en Amérique) à tous nos amis et connaissances jouissant de quelque influence, les engageant à préparer l'emprunt

---

<sup>1</sup> Le 21 août 1850.

<sup>2</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>3</sup> Cette lettre est citée intégralement dans l'exposé de Marx *Le Chevalier de la Noble Conscience* où elle est datée du 22 novembre.

(l'emprunt Kinkel) par les moyens suivants : dans leurs conversations personnelles, dans des communiqués faits à la presse, ils commenceront par signaler, pendant quelque temps, la force de la conspiration; ils feront remarquer que les militants de valeur, anglais, français, italiens, ne désertent jamais le champ de bataille... Notre besogne marche bien en ce moment. Dès qu'on laisse tomber des gens qui se montrent trop entêtés, ils reviennent sous peu et acceptent volontiers les conditions qu'on leur a posées. Demain, puisque le travail est assuré et affermi, je vais me mettre en relations avec Ruge et Haug... Ma situation sociale, comme la tienne, est fort précaire. Il est urgent que nos affaires prennent meilleure tournure (l'emprunt révolutionnaire Kinkel).

Ton Schimmelpfennig »

Cette lettre de Schimmelpfennig se trouve dans les *Révélations* publiées par A. Ruge dans le numéro du 11 septembre 1853 du *Herold des Westens*, à Louisville. Schimmelpfennig, qui vivait déjà aux Etats-Unis au moment de cette publication, n'a jamais protesté contre l'authenticité de la lettre. Les *Révélations* de Ruge sont la reproduction d'un document intitulé « *Des archives de la préfecture de police de Berlin* ». Ce document comprend des notes marginales de Hinkeldey et des papiers, ou bien saisis chez Schimmelpfennig et Hörfel, à Paris, par police française, ou bien dénichés chez le pasteur Dulon<sup>1</sup> à Brême, ou enfin remis directement par les frères ennemis, à la presse germano-américaine pendant la « batrachomyomachie<sup>2</sup> » entre la société d'agitation fondée par Ruge et la société des émigrés fondée par Kinkel. Ce qui est caractéristique, c'est l'ironie avec laquelle Hinkeldey note que Schimmelpfennig a interrompu le voyage de propagande qu'il faisait en Prusse en faveur de l'emprunt révolutionnaire de Kinkel, « parce qu'il se figurait être traqué par la police ! ». Dans les mêmes *Révélations* figure une lettre de Karl Schurz, le représentant à Londres du Comité parisien (créé par Hörfel, Häfner, Schimmelpfennig). Nous y lisons :

« Il a été décidé hier par les émigrés de Londres d'admettre aux délibérations Bucher, le docteur Frank, Redz de Vienne, et Techow, qui sera bientôt ici. N. B. Pour le moment, et tant qu'il ne sera pas ici, il n'y a pas lieu d'informer Techow de cette décision, ni verbalement, par écrit. » (Karl Schurz à ses « chers amis » de Paris. Londres, le 16 avril 1851).

Et c'est à un de ces « chers amis », M. Schimmelpfennig, que Techow adresse sa lettre du 26 août 1850 « pour être communiquée aux amis ». Il communique d'abord au « cher ami » des théories que j'ai gardées absolument secrètes mais que, dans notre unique entrevue, il a tout de suite surprises, au moyen du proverbe in *vino veritas*.

« Je...déclarai finalement, raconte M. Techow à M Schimmelpfennig « pour être communiqué aux amis », que je me les (Marx, Engels, etc.) suis toujours représentés comme s'élevant au-dessus des absurdités d'une étable communiste de félicité à la Cabet. » (*Hauptbuch*, p. 150.)

Représenté ! Techow ne connaissait donc pas même l'A.B.C. de nos opinions, mais était assez généreux, assez condescendant pour ne pas les représenter précisément comme des absurdités.

Sans même parler de travaux scientifiques, s'il avait seulement lu le *Manifeste* du parti communiste qu'il caractérise plus tard comme mon « catéchisme des prolétaires », il y aurait trouvé un chapitre

---

<sup>1</sup> Rudolph Dulon, pasteur allemand, membre du mouvement des *Amis de la Lumière* hostile à l'église protestante officielle.

<sup>2</sup> Allusion à *Batrachomyomachia* (La bataille des grenouilles et des souris), un poème grec anonyme qui parodie l'Iliade d'Homère. Marx et Engels donnent une description détaillée de l'Union d'agitation d'A. Ruge et du Club des émigrés de G. Kinkel (Marx l'appelle ici *Société des émigrés*) ainsi que des relations entre les deux organisations.

détaillé, intitulé : « Littérature socialiste et communiste », et, à la fin de ce chapitre, un paragraphe: « le socialisme critico-utopiste et le communisme » où il est dit :

« Les systèmes réellement socialistes et communistes, les systèmes de Saint-Simon, de Fourier, d'Owen, etc., apparaissent dans la première période, période de tâtonnement, de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les inventeurs de ces systèmes discernent, il est vrai, l'antagonisme des classes, ainsi que l'action des éléments dissolvants au sein de la classe dominante même. Mais ils ne discernent pas du côté du prolétariat d'autonomie historique, de mouvement politique qui lui soit propre. Le développement de l'antagonisme de classe allant de pair avec le développement de l'industrie, ces inventeurs, ne trouvant, pas non plus, toutes faites, les conditions matérielles nécessaires à l'émancipation du prolétariat, se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales, afin de créer ces conditions. L'activité sociale, il faut qu'ils la remplacent par leur propre activité ingénieuse, les conditions historiques de l'émancipation par des conditions de leur imagination, l'organisation progressive du prolétariat en classe par une organisation sociale tout spécialement inventée. Pour eux, l'histoire à venir du monde se réduit à la propagande et à la mise en pratique de leurs plans de société...L'importance du socialisme et du communisme critico-utopiques est en raison inverse du développement historique... C'est pourquoi, si les auteurs de ces systèmes furent révolutionnaires à maints égards, leurs disciples constituent régulièrement des sectes réactionnaires et continuent à rêver à la réalisation, à titre d'essai, de leurs utopies sociales, à la fondation de phalanstères isolés, la création de colonies à l'intérieur, l'établissement d'une petite Icarie, édition in-12 de la Nouvelle Jérusalem...» (*Manifeste du Parti communiste*, 1848).

Dans les derniers mots, l'Icarie de Cabet, l'« écurie de félicité », pour parier comme Techow, est désignée expressément comme une « édition in-12 de la Nouvelle Jérusalem ».

Techow avoue donc qu'il ignore absolument les idées que, longtemps avant de nous rencontrer avec lui, nous avions, Engels et moi, répandues par l'impression. C'est là une circonstance qui explique complètement la fausse interprétation qu'il en donne. Pour achever de le caractériser, donnons quelques exemples :

« Il (Marx) se raille des fous qui répètent machinalement après lui son catéchisme des prolétaires, aussi bien que des communistes à la Willich, aussi bien que des bourgeois. Les seules gens qu'il estime, ce sont les aristocrates, les purs, ceux qui le sont en connaissance de cause. Pour les chasser du pouvoir, il recourt à la force qu'il ne trouve que dans le prolétariat; c'est pourquoi il a taillé son système à la mesure de cette force. » (*Hauptbuch*, p. 152).

Techow « se figure » donc que j'ai composé un « catéchisme du prolétaire ». Il veut parler du *Manifeste*, où l'utopisme socialiste et critique de toute espèce est critiqué et, si Techow le veut, « raillé ». Mais cette « raillerie » ne fut pas aussi simple qu'il se la « figure », mais exigea une bonne somme de travail, comme il a pu le voir par ma brochure contre Proudhon : *Misère de la philosophie* (1847). Techow « se figure » en outre, que j'ai « taillé un système », alors que j'ai tout au contraire, même dans le *Manifeste*, directement destiné aux ouvriers, rejeté tous les systèmes et mis à leur place « l'examen critique des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement social réel ». Mais un tel examen ne se laisse pas répéter machinalement ni tailler à la façon d'une cartoucière. D'une rare naïveté est la façon, telle que Techow se la figure et me la prête, de comprendre les relations entre l'aristocratie, la bourgeoisie et le prolétariat.

« J'estime » l'aristocratie, « je raille » la bourgeoisie, et, pour les prolétaires, « je taille un système », afin de pouvoir, avec leur aide, « chasser l'aristocratie du pouvoir ». Dans la première section du *Manifeste*, intitulée : *Bourgeois et prolétaires*, je développe de façon

explicite que la domination économique et par suite, sous une forme ou sous une autre, la domination politique de la bourgeoisie est la condition fondamentale aussi bien de l'existence du prolétariat moderne que de la création des « conditions matérielles de son émancipation ». – « Le développement du prolétariat moderne (Voir *Revue der Neuen Rheinischen Zeitung*, Januar 1850, p. 15) a comme condition générale le développement de la bourgeoisie industrielle. C'est sous la domination de celle-ci qu'il acquiert l'existence nationale étendue qui peut faire de sa révolution une révolution nationale, et qu'il crée lui-même les moyens de production modernes qui deviennent autant de moyens de son émancipation révolutionnaire. Ce n'est que la domination de la bourgeoisie qui extirpe toutes les racines matérielles de la société féodale et nivelle le terrain sur lequel seul soit possible une révolution prolétarienne. ». C'est, pourquoi je déclare, dans la même revue, que tout mouvement prolétarien auquel l'Angleterre ne prend point part est une « tempête dans un verre d'eau<sup>1</sup> ». Engels avait, dès 1846, développé la même idée dans son ouvrage : *Situation des classes ouvrières en Angleterre*. Par conséquent, dans les pays où il faut d'abord « chasser du pouvoir » l'aristocratie au sens continental du mot - et telle est bien l'aristocratie de Techow - il manque, à mon idée, la première condition d'une révolution prolétarienne, c'est-à-dire un prolétariat industriel à une échelle nationale.

Mon opinion sur la situation spéciale des ouvriers allemands en particulier vis-à-vis du mouvement bourgeois, Techow la trouvait très nettement exprimée dans le *Manifeste*.

« En Allemagne, dès que la bourgeoisie prend une attitude révolutionnaire, le parti communiste se range à ses côtés pour une action commune contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie. Mais, à aucun moment, il ne néglige de faire éclore chez les ouvriers, la conscience la plus claire possible de l'antagonisme hostile qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, etc. (*Manifeste*)

Cité, pour rébellion, devant un jury bourgeois à Cologne, je déclarai dans le même sens : « Dans la société bourgeoise moderne il y a encore des classes, mais il n'y plus de castes. L'évolution de la société consiste dans la lutte de ces classes, mais ces classes sont unies entre elles, contre les castes et leur royauté de droit divin », (*Zwei politische Prozesse*, p. 59. Assises de Cologne, février 1849)<sup>2</sup>.

Dans toutes les proclamations aux prolétaires, de 1688 à 1846, la bourgeoisie libérale a-t-elle fait autre chose que « tailler des systèmes et arranger des phrases », afin de briser, par la force du prolétariat, le pouvoir de l'aristocratie. Le fin fond que M. Techow retire de ma théorie secrète, ce serait donc le libéralisme bourgeois le plus ordinaire ! *Tant de bruit pour une omelette*<sup>3</sup> ! Mais, comme M. Techow savait cependant d'autre part que Marx n'était pas un libéral bourgeois, il ne lui restait d'autre ressource que « d'emporter l'impression que, dans toutes ses menées, Marx n'avait d'autre but

---

<sup>1</sup> Cette idée a été formulée dans la « Revue, mai à octobre 1850 » dans une section qu'Engels a reprise plus tard dans le chapitre IV de *La lutte des classes en France, 1848 à 1850*, édition de 1895. « Une tempête dans une tasse de thé » est une expression utilisée par Montesquieu à propos d'une série d'émeutes dans la république de Saint-Marin.

<sup>2</sup> Marx cite son discours lors du procès du Comité des démocrates du district rhénan. Le procès contre le comité des démocrates du district eut lieu le 8 février 1849. Karl Marx, Karl Schapper et l'avocat Schneider II comparaissaient devant le jury de Cologne; ils étaient accusés d'incitation à l'insurrection en relation avec l'appel du comité du 18 novembre 1848 sur le refus de payer les impôts. Le procès-verbal du procès a été publié dans la *Neue Rheinische Zeitung*, n° 226 et 231-33, les 19, 25 et 28 février 1849 et sous forme de brochure séparée sous le titre *Zwei politische Prozesse. Verhandelt vor den Februar-Assisen in Köln*, Köln, 1849. Le pamphlet comprend également un compte rendu du procès dans la *Neue Rheinische Zeitung* du 7 février 1849.

<sup>3</sup> En français dans le texte. Une expression de Jacques Vallée Des Barreaux. Un ouvrage anonyme publié à Paris en 1794, pendant la Terreur, rapporte que Des Barreaux dit au ciel en entendant un coup de tonnerre, alors qu'un vendredi saint, jour de carême, il faisait une omelette au lard : « Est-ce la peine de faire tant de bruit pour une méchante omelette au lard ! ».

que sa domination personnelle ». « Toutes mes menées ! » Quelle expression modérée pour mon unique entrevue avec M. Techow !

Techow confie en outre à son Schimmelpfennig « pour être communiqué aux amis » que j'ai émis l'opinion extraordinaire suivante :

« En fin de compte, il est absolument indifférent que la misérable Europe périclite, ce qui paraît devoir se produire sous peu sans la révolution sociale, et que l'Amérique exploite ensuite le vieux continent aux frais de l'Europe. » (*Hauptbuch*, p. 148).

Mon entretien avec Techow eut lieu fin août 1850. Or, dans le numéro de février 1850 de la *Revue der Neuen Rheinischen Zeitung*, donc huit mois avant que Techow surprît ce secret sur mes lèvres, j'avais fait au public allemand la révélation suivante :

« Nous en venons maintenant à l'Amérique. Le fait le plus important qui se soit produit là-bas, fait plus important que la révolution de février, c'est la découverte des mines d'or de Californie. Dès maintenant, au bout de dix-huit mois à peine, l'on peut prévoir que cette découverte aura des résultats plus extraordinaires que même la découverte de l'Amérique... Pour la seconde fois, le commerce mondial reçoit une nouvelle direction. L'océan Pacifique jouera le rôle que joue actuellement l'océan Atlantique, et que la Méditerranée a joué dans l'antiquité et au moyen-âge : le rôle de la grande voie fluviale du trafic mondial; et l'océan Atlantique descendra au rôle d'une mer intérieure, et son rôle sera celui que joue actuellement la mer Méditerranée. La seule chance qui s'offre, en ces circonstances, aux pays civilisés de l'Europe de ne pas tomber dans la dépendance industrielle commerciale et politique où se trouvent pour le moment l'Italie, l'Espagne et le Portugal réside dans une révolution sociale, etc. » (*Revue*, p. 77, Zweites Heft. Februar, 1850)<sup>1</sup>.

C'est à M. Techow qu'appartient l'expression « sous peu » appliquée à la ruine de l'Europe; c'est lui qui nous annonce que, très prochainement, l'Amérique occupera la première place.

Le passage ci-après de la même revue montrera l'idée très nette que je me faisais alors du proche avenir de l'Amérique : « La surproduction se développera bien vite; et bien que les capitaux anglais interviennent en masse, c'est New-York qui restera, cette fois encore, le centre de tout ce battage et sera, comme en 1836, le premier à connaître l'effondrement. » (*Revue*, p. 149, Doppelheft, Mai-Oktober, 1850).

Ce pronostic, que j'avais établi pour l'Amérique en 1850, devait se réaliser textuellement dans la grande crise commerciale de 1857<sup>2</sup>. Après avoir exposé l'essor économique de la vieille Europe, je disais au contraire : « En présence de cette prospérité générale, où les forces de production de la société bourgeoise se développent avec une telle luxuriance, il ne saurait être question d'une véritable révolution... Les querelles de toutes sortes où se complaisent actuellement les représentants des diverses fractions du parti continental de l'ordre et par lesquelles ils se compromettent mutuellement, bien loin de fournir l'occasion d'une révolution, ne sont au contraire possibles que parce que la situation actuelle a des bases momentanément si sûres et, ce que la réaction ne sait pas, si bourgeoises. Contre ces bases viendront se briser toutes les tentatives faites pour arrêter l'évolution bourgeoise, comme viendront s'y briser toute l'indignation morale et toutes les proclamations enflammées des démocrates. Une nouvelle révolution n'est possible qu'à la suite d'une crise. » (p. 153).

En effet, ce n'est que depuis la crise de 1857-58 que l'histoire de l'Europe a repris son caractère aigu et, si l'on veut, révolutionnaire. En effet, c'est précisément pendant l'époque réactionnaire de 1849-59 que l'industrie et le commerce se développèrent dans des pro-

<sup>1</sup> Nous renvoyons ici à notre **fascicule 19**, chapitre 1, p. 10.

<sup>2</sup> Nous renvoyons ici à notre **fascicule 27**.

portions insoupçonnées jusque-là sur le continent, et avec eux la base matérielle de la suprématie politique de la bourgeoisie. En effet, « toute l'indignation morale et toutes les proclamations enflammées de la démocratie » vinrent, durant cette période, se briser contre la situation économique.

Alors qu'il tournait ainsi en plaisanterie le sérieux de notre entretien, Techow prenait d'autant plus au sérieux le comique même de cet entretien. C'est avec la mine solennelle d'un ordonnateur des pompes funèbres qu'il donne à son Schimmelpfennig les renseignements « à communiquer aux amis ».

« Marx dit encore : Les officiers sont toujours, dans les révolutions, les gens les plus dangereux; de Lafayette à Napoléon, ce n'est qu'une suite ininterrompue de traîtres et de trahisons. Il faut toujours tenir prêts pour eux le poignard et le poison. (*Hauptbuch*, p. 153) ».

Ce lien commun concernant les trahisons de ces « messieurs de l'armée », Techow lui-même n'osera pas m'en attribuer la paternité. L'originalité résiderait dans « le poignard et le poison » qu'il faut toujours tenir prêts. Techow ne savait-il pas, dès cette époque, que des gouvernements vraiment révolutionnaires, comme par exemple le *Comité du salut public*<sup>1</sup>, tenaient prêts, pour « ces messieurs de l'armée », des moyens qui, pour être fort efficaces, étaient cependant moins mélodramatiques ? Le poignard et le poison rentraient tout au plus dans les attributs d'une oligarchie vénitienne. Si Techow relit un jour attentivement sa lettre, il s'apercevra, après coup, de l'ironie impliquée dans ces mots « le poignard et le poison ». Le compère de Vogt en canaillerie, le mouchard bonapartiste bien connu Edouard Simon, dans son article : *Le procès de M. Vogt*, etc. (*Revue contemporaine*, XIII Paris, 1860, p. 258)<sup>2</sup>, après avoir traduit le dernier passage de la lettre de Techow en ces termes :

« *Marx n'aime pas beaucoup voir des officiers dans sa bande. Les officiers sont trop dangereux dans les révolutions. Il faut toujours tenir prêts pour eux le poignard et le poison !* »,

y ajoute cette glose marginale :

« *Techow, qui est officier, se le tient pour dit; il se rembarque et retourne en Suisse*<sup>3</sup>. ».

A en croire Edouard Simon, le pauvre Techow est saisi d'une telle frayeur devant « ce poignard et ce poison » que je tiens toujours prêts qu'il décampe sans demander son reste, s'embarque et retourne tout droit en Suisse. Notre Vogt national imprime en caractères gras le passage où il est question « du poignard et du poison », afin de faire peur aux bourgeois allemands. Ce qui n'empêche pas ce pince-sans-rire d'écrire dans ce qu'il appelle ses « Etudes<sup>4</sup> » : « Le poignard et le poison de l'Espagnol resplendissent aujourd'hui d'un éclat plus pur, puisque ce qui était en jeu c'était l'indépendance de la nation. » (p. 79).

Soit dit tout à fait en passant : les sources historiques espagnoles et anglaises relatives à la période de 1807-1814 ont depuis fort longtemps réfuté les légendes des poisons inventées par les Français. Mais il va de soi que, pour la politique d'estaminet, ces légendes n'ont rien perdu de leur valeur.

---

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx. Le *Comité de salut public* a été créé par la Convention le 6 avril 1793 pendant la dictature jacobine (2 juin 1793-27 juillet 1794); il est le principal organe du gouvernement révolutionnaire en France.

<sup>2</sup> Edouard Simon : « Un tableau de mœurs politiques en Allemagne. Le procès de M. Vogt contre la gazette d'Augsbourg », *Revue contemporaine*, vol. XIII, du 15 février 1860.

<sup>3</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>4</sup> En référence au texte de Vogt *Studien zur gegenwärtigen Lage Europas*.

J'en arrive enfin aux calomnies contenues dans la lettre de Techow et je vais, par quelques exemples, en démontrer l'impartialité historique :

« Il fut d'abord question de la concurrence entre eux et nous, entre Londres et la Suisse. Ils (Marx, etc.) avaient à sauvegarder les droits de l'ancienne Ligue, qui, à cause même de sa situation très nette de parti, ne pouvait accepter de bon gré qu'une autre Ligue existât à côté d'elle sur le même terrain (le prolétariat), (*Hauptbuch*, p. 143). »

La société concurrente qui existait en Suisse, dont Techow parle ici et dont il se posait en quelque sorte comme le représentant auprès de nous, c'était la « *Centralisation révolutionnaire* », que nous avons déjà mentionnée. Le Comité central de cette société avait son siège à Londres. Le président en était un avocat, ancien vice-président d'un des parlements minuscules de 1848 et membre d'un des gouvernements provisoires allemands de 1849<sup>1</sup>. En juillet 1850, Dronke arriva à Zürich<sup>2</sup> et, en sa qualité de membre de la « Ligue » de Londres, il fut chargé par M. l'avocat de me « communiquer » une espèce de contrat notarié, Il est dit textuellement dans ce contrat :

« Entre la *Ligue communiste* et la *Centralisation révolutionnaire*, considérant la nécessité d'unir tous les éléments réellement révolutionnaires, vu que tous les membres du Comité central révolutionnaire reconnaissant que la prochaine révolution aura un caractère prolétarien, et bien qu'ils ne soient pas tous à même de se rallier sans réserves au programme établi à Londres (*Manifeste* de 1848), il a été convenu ce qui suit :

1. Les deux parties sont d'accord pour continuer à travailler parallèlement, la Centralisation révolutionnaire, en s'efforçant de préparer la prochaine révolution par l'union de *tous* les éléments révolutionnaires, la Société de Londres, en s'efforçant de préparer le règne du prolétariat par l'organisation des éléments surtout prolétariens;

2. La Centralisation révolutionnaire recommande à ses agents et à ses émissaires, toutes les fois qu'ils organiseront des sections en Allemagne, d'attirer l'attention des membres, qui leur paraîtraient susceptibles d'entrer dans la Ligue communiste, sur l'existence d'une organisation établie de préférence dans l'intérêt prolétarien;

3 et 4. La direction, pour la Suisse, sera confiée exclusivement, dans le Comité central révolutionnaire, à de vrais adhérents au *Manifeste* de Londres, et l'on se rendra réciproquement compte. »

Ce document encore en ma possession prouve qu'il ne s'agit pas de deux sociétés secrètes travaillant sur « le même terrain » (le prolétariat), mais de faire l'alliance de deux sociétés travaillant sur des terrains différents et ayant des tendances différentes. Il prouve encore ceci : la Centralisation révolutionnaire se déclarait prête, tout en poursuivant ses propres buts, à former une espèce de succursale de la *Ligue des communistes*.

La proposition fut repoussée, son acceptation étant inconciliable avec le caractère fondamental de la Ligue.

« On en vint ensuite à Kinkel... Ils répondirent qu'ils n'avaient jamais recherché de popularité bon marché, tout au contraire ! Pour ce qui concerne Kinkel, ils lui auraient de tout cœur laissé sa popularité bon marché, s'il s'était tenu tranquille. Mais après qu'il eut publié le fameux discours de Rastatt dans la *Berliner Abendpost*<sup>3</sup>, il

<sup>1</sup> Samuel Erdmann Tzschirner.

<sup>2</sup> Ernst Dronke a été envoyé en Suisse comme émissaire de la *Ligue communiste* en juillet 1850 après que Marx et Engels eurent pris connaissance de l'activité de la *Centralisation révolutionnaire* par une lettre de Wilhelm Wolff du 9 mai 1850. Dronke parle de son travail en Suisse et en Allemagne dans ses lettres à l'Autorité centrale de la *Ligue* du 3 juillet 1850 et à Engels, les 3 et 18 juillet 1850.

<sup>3</sup> En référence au discours de Gottfried Kinkel devant la cour martiale de Rastatt le 4 août 1849.

ne pouvait plus être question de paix. Ils savaient bien que tout le monde crierait; et ils avaient le sentiment très net qu'ils jouaient l'existence de leur journal actuel *Revue der Rheinischen Zeitung*. Cette histoire leur a été funeste, puisqu'elle leur a fait perdre tous leurs abonnés de la province rhénane. Mais cela leur est égal. (*Hauptbuch* pp. 146-148). »

D'abord une rectification matérielle. A la date indiquée la *Revue* n'avait pas encore cessé sa publication, puisqu'un numéro double parut trois mois plus tard; et nous n'avions pas perdu un seul de nos abonnés de la province rhénane, comme en pourrait témoigner mon vieil ami J. Weydemeyer, ancien lieutenant d'artillerie prussien, et au moment en question rédacteur de la *Neue Deutschen Zeitung*<sup>1</sup> à Francfort; il avait en effet l'amabilité d'encaisser pour nous les abonnements. D'ailleurs Techow, qui ne connaissait que par oui-dire l'activité littéraire d'Engels et la mienne, devait au moins avoir lu la critique que nous avons faite du discours de Kinkel, puisqu'il a lui-même discuté notre critique. A quoi bon, par conséquent, sa communication confidentielle aux « chers amis » de Suisse ? Pourquoi leur « révéler » ce que nous avons nous-mêmes, cinq mois auparavant, révélé au public ?

Il est dit textuellement dans ladite critique :

« Nous savions d'avance que nous allions provoquer l'indignation générale des hâbleurs sentimentaux et des déclamateurs démocratiques en dénonçant à notre parti ce discours du pauvre Kinkel « pris au piège ». Mais cela nous est absolument indifférent. Notre tâche, c'est la critique sans ménagement aucun... et en nous tenant sur cette position nous renonçons avec plaisir à la popularité démocratique bon marché. Nous n'aggravons nullement, par notre attaque, la situation de M. Kinkel : nous le recommandons pour l'amnistie en confirmant sa propre déclaration qu'il n'est pas l'homme qu'on prétend qu'il est, et en affirmant qu'il mérite non seulement d'être amnistié, mais encore d'entrer au service de l'Etat. D'ailleurs son discours a été publié (*Revue der Neue Rheinischen Zeitung*, avril 1850, pp. 70, 71)<sup>2</sup>. »

Techow nous reproche d'avoir compromis les « petits grands hommes<sup>3</sup> » de la Révolution. Mais il n'entend pas ce terme dans le sens policier de M. Vogt. Il entend au contraire par là l'opération par laquelle nous dépouillons les moutons, qui se sont déguisés en loups révolutionnaires, de leur enveloppe scabreuse, leur évitant ainsi le sort du fameux troubadour provençal<sup>4</sup> qui fut déchiré par les chiens, parce que ceux-ci croyaient à la peau de loup, dont il s'était affublé pour chasser.

Comme exemple de la manière scandaleuse de nos attaques, Techow cite notamment le commentaire occasionnel qu'Engel a fait du général Siegel dans l'exposé qu'il a donné de la campagne en faveur de la Constitution d'empire (*Revue*, etc., März 1850, pp. 70-78).

Que l'on établisse donc une comparaison entre la critique d'Engels, appuyée sur des documents, et les cancans méchants et superficiels que l'Union des émigrés, dirigée à Londres par Techow, Willich, Kin-

---

<sup>1</sup> *Neue Deutsche Zeitung* - quotidien démocratique qui parut à Darmstadt du 1er juillet 1848 au 1er avril 1849, puis à Francfort-sur-le-Main jusqu'à son interdiction le 14 décembre 1850. L'un des rédacteurs était Joseph Weydemeyer, membre de la *Ligue des communistes*.

<sup>2</sup> Cette citation est tirée de l'article « Gottfried Kinkel » de Marx et Engels, qui fustige la conduite indigne de Kinkel devant la cour martiale de Rastatt qui l'a jugé pour sa participation à la campagne pour la Constitution impériale. Prenant la parole devant la cour pour sa propre défense, le 4 août 1849, Kinkel nie, en effet, sa participation au mouvement révolutionnaire et fait l'éloge de la dynastie des Hohenzollern. Marx et Engels dressent un portrait satirique de Kinkel dans leur pamphlet *Les grands hommes de l'exil*.

<sup>3</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>4</sup> Peire (Pierre) Vidal, troubadour de langue occitane du XXI<sup>e</sup> siècle, originaire de Toulouse. Il se serait vêtu d'une peau de loup pour séduire une dame de haut lignage qu'on surnommait la Louve du Pennautier (dite Na Loba) avant d'être battu par des bergers que son déguisement avait effrayés.

kel, Schimmelpfennig, Schurz, H. B. Oppenheim, Edouard Meyer, etc. fit, un an environ après notre entrevue avec Techow, imprimer contre le même général Sigel<sup>1</sup>, pour la seule raison que Sigel faisait partie de l' « Agitationsverein » de Ruge et non pas de l' « Emigrationsverein » de Kinkel.

Le 3 décembre 1851, sous le titre : « Der Agitationsverein in London », le *Baltimore Correspondent*, à cette date une espèce de moniteur<sup>2</sup> au service de Kinkel, donnait le portrait suivant de Sigel :

« Voyons maintenant qui sont ces hommes de valeur qui regardent tous les autres comme des « politiciens en herbe ». Le général en chef Sigel. Si jamais on demande à la muse de l'histoire comment cette nullité sans relief fut portée au commandement suprême, elle sera plus embarrassée qu'avec cette fausse-couche de Napoléon. Celui-ci est du moins « le neveu de son oncle », tandis que Sigel n'est que « le frère de son frère ». Par des réflexions déplacées contre le gouvernement, réflexions provoquées par les nombreux arrêts que lui valait sa vie de débauche vulgaire, celui-ci était devenu un officier populaire. Le jeune Sigel crut que c'était là un motif suffisant pour se proclamer, dans la première confusion du soulèvement populaire, général en chef et ministre de la guerre. L'artillerie badoise, qui avait bien des fois prouvé son excellence, comptait assez d'officiers plus âgés et de vraie valeur, devant lesquels le jeune lieutenant Sigel, tout à fait inexpérimenté, aurait dû s'effacer et qui furent profondément indignés d'être forcés d'obéir à un jeune homme insignifiant, sans expérience comme sans talent. Mais il existait un Brentano, assez faible et assez traître pour laisser faire tout ce qui devait ruiner la révolution. C'est un fait ridicule, mais un fait réel; Sigel s'est de sa propre initiative proclamé général en chef et Brentano l'a reconnu après coup...Ce qu'il y a de remarquable en tout cas, c'est le trait de caractère suivant : alors que les plus braves soldats de l'armée républicaine se battaient en désespérés et sans aucune chance de succès à Rastatt et dans la forêt noire, Sigel les abandonnait sans leur envoyer de renforts promis et se prélassait lui-même, avec ses épaulettes à Zürich, dans le cabriolet du prince de Fürstenberg et prenait des airs de général en chef intéressant et malheureux. Et voilà la fameuse grandeur du politique mûr qui, dans le « sentiment bien naturel de sa propre valeur » attestée par ses anciens hauts-faits, s'imposa pour la seconde fois comme général dans l' « Agitationsverein ». Voilà le grand homme connu, le « frère de son frère<sup>3</sup> ».

L'impartialité exige que nous entendions également un instant l'« Agitationsverein » de Ruge dans la personne de son avocat Tausenau. Dans une lettre ouverte, datée de Londres, 14 novembre 1851, et adressée au citoyen Seidensticker, Tausenau écrit à propos de l' *Emigrationsverein* dirigé par Kinkel, Techow, etc. :

« ...Vous exprimez la conviction que l'union de tous dans l'intérêt de la révolution est un devoir patriotique et une nécessité. L' « Agitationsverein » allemand partage cette conviction, et ses membres en ont fait la preuve en essayant, par des tentatives prolongées, à faire l'union avec Kinkel et ses partisans. Mais une base quelconque de coopération politique semblait à peine établie qu'elle disparaissait déjà, et de nouvelles déceptions suivaient les anciennes. Décisions arbitraires, contraires aux conventions antérieures; intérêts particuliers sous le masque de la conciliation; captation systématique de majorités; grands hommes inconnus se posant en organisateurs et chefs de parti; tentatives d'imposer une commission secrète des finances; en un mot, toutes les manigances et tous les subterfuges par lesquels des politiciens inexpérimentés de toutes les époques ont cru, de la terre d'exil, diriger les destinées de leur pays, alors que les premières ardeurs de la révolution avaient

<sup>1</sup> Franz Sigel, officier badois qui, après la révolution de 48-49, a émigré en 1852 aux Etats Unis.

<sup>2</sup> Marx compare ironiquement l'organe de Kinkel, *Der Deutsche Correspondent*, au journal gouvernemental français *Le Moniteur*.

<sup>3</sup> Ce passage est cité dans le pamphlet *Les grands hommes de l'exil*. Editions Agone, Marseille 2015, pp. 149-150.

déjà changé toutes ces futilités en de vaines vapeurs... Kinkel et ses partisans nous dénonçaient publiquement; la presse réactionnaire allemande, qui nous était fermée, était remplie de lettres défavorables à nous et à nos amis, mais favorables à Kinkel; et enfin Kinkel se rendit en Amérique, aux Etats-Unis d'où il comptait, grâce à l'emprunt dit emprunt allemand qu'il y avait amorcé, nous dicter une union ou plus exactement une sujétion et une dépendance que poursuit tout auteur de fusionnements financiers de partis. Le départ de Kinkel fut tenu tellement secret que nous ne l'apprîmes que le jour où les journaux américains nous annoncèrent son arrivée à New-York... Tout ceci et bien d'autres faits constituaient pour des révolutionnaires sérieux qui ne se surestimaient pas, mais qui, conscients de ce qu'ils avaient réalisé précédemment, pouvaient dire à juste titre que du moins des fractions nettement délimitées marchent derrière eux, des motifs impérieux d'adhérer à une union qui cherche à sa façon à défendre les intérêts de la révolution. ».

Kinkel est en outre accusé de vouloir mettre au service d'une clique les fonds recueillis, ainsi que le prouve « toute son attitude ici (à Londres) et en Amérique », comme aussi « la majeure partie des gens qu'il a désignés comme ses garants ».

Il est dit à la fin :

« Nous ne promettons à nos amis ni intérêts ni remboursement de leurs offrandes patriotiques; mais nous savons que nous justifierons leur confiance par des résultats positifs et une comptabilité consciencieuse et qu'ils recueilleront la reconnaissance de la patrie le jour où nous publierons leurs noms. (*Baltimore Wecker* du 29 novembre 1851) ».

Telle était l'activité littéraire que les héros démocratiques de l'« Agitationsverein » et de l'« Emigrationsverein », auxquelles associations s'ajouta plus tard la « Ligue révolutionnaire des deux mondes<sup>1</sup> » fondée par Gœgg, développèrent pendant trois ans dans la presse germano-américaine.

Le scandale des réfugiés avait d'ailleurs été ouvert dans la presse américaine par un tournoi<sup>2</sup> entre les parlementaires Zitz et Roesler von Oels.

Voici encore un fait qui caractérise les « chers amis » de Techow.

Schimmelpfennig, le destinataire de la lettre de Techow « à communiquer aux amis » avait, ainsi que nous l'avons déjà mentionné ci-dessus, fondé vers la fin de 1850, avec Hörfel, Häfner, Gœgg, etc. (K. Schurz ne s'affilia que plus tard), à Paris, un comité dit comité révolutionnaire.

Il y a quelques années on me légua, avec l'autorisation d'en faire l'usage que je voudrais, une lettre écrite par un ancien membre de ce comité à un réfugié politique résidant à Londres<sup>3</sup>. Ce papier se trouve encore en ma possession.

Il y est dit entre autres:

« Schurz et Schimmelpfennig composaient tout le comité. Ceux qu'ils s'adjoignirent comme une sorte d'assesseurs n'étaient que de simples figurants. Ces deux messieurs se figuraient à cette époque qu'ils pourraient mettre à la tête des affaires en Allemagne leur

---

<sup>1</sup> Marx veut probablement parler de l'Union révolutionnaire américaine pour l'Europe (*l'Amikanischer Revolutionsbund für Europa*), une organisation d'émigrés germano-américains créée à Philadelphie au cours de l'été 1852 et composée principalement d'anciens membres de *l'Union d'agitation*.

<sup>2</sup> Marx entend par là la polémique entre Gustav Adolf Roesler et Franz Heinrich Zitz, anciens députés à l'Assemblée nationale de Francfort, qui s'attaquèrent mutuellement entre juillet et septembre 1850 dans les journaux germano-américains *Deutsche Schnellpost für Europäische Zustände, öffentliches und soziales Leben Deutschlands* (New-York) et *New-Yorker Democrat*.

<sup>3</sup> Il s'agit probablement du manuscrit « *Drei Jahre in Paris* », une description de l'émigration allemande de 1849 à 1851 par le réfugié Leopold Häfner que Marx connaissait bien.

Kinkel, sur lequel ils avaient mis l'embargo complet. Ce qui leur était particulièrement odieux, c'étaient les sarcasmes de Ruge ainsi que la critique et l'action démoniaque de Marx. Dans une réunion avec leurs assesseurs, ces messieurs nous tracèrent de Marx un portrait vraiment intéressant et nous donnèrent une opinion exagérée du danger pandémoniaque qu'il constituait pour nous... Schurz et Schimmelpfennig déposèrent la motion d'anéantir Marx. La suspicion, l'intrigue, les calomnies les plus audacieuses, voilà les moyens qu'on nous recommandait. On émit un vote favorable et l'on adopta une résolution, si tant est qu'on puisse donner ce nom à un pareil enfantillage. La réalisation débuta par le portrait de Marx publié par L. Häfner, conformément aux données ci-dessus fournies par Schurz et Schimmelpfennig, au début de 1851 dans le feuilleton du *Hamburger Anzeiger*. »

Il existe, en tout cas, l'affinité élective la plus surprenante entre le feuilleton de Häfner et la lettre de Techow, bien que ni l'un ni l'autre ne rappelle la « Lausiade » de Vogt. Il ne faut pas confondre la Lausiade avec la Lusjade de Camoëns. La « Lausiade » primitive est plutôt une épopée héroïcomique de Pierre Pindare<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Marx désigne le pamphlet de *Vogt Mein Prozess gegen die Allgemeine Zeitung* comme la Lausiade (du mot allemand Laus, c'est-à-dire pou) par analogie avec la Lousiade, une épopée satirique du poète anglais Peter Pindar (nom de plume de John Wolcot). En référence également au poème épique *Les Lusjades* de Luis de Camoens, le grand poète portugais de la Renaissance.

## Chapitre 5

### Régent de l'Empire et comte palatin<sup>1</sup>

Vidi un col capo si di merda lordo,  
Che non pareo, s'era laico, o cherco.  
Quei mi agrido : Perche se tu si ingordo  
Di riguardar piu me, che gli altri brutti.

Dante<sup>2</sup>

Notre Vogt, fustigé et remis à sa place, éprouve un besoin violent de prouver pourquoi ce fut précisément lui qui attirait, comme *bête noire*<sup>3</sup>, les regards de la *Schwefelbande*. Cherval et la « conspiration avortée » de la fête centrale de Lausanne sont donc complétés par une aventure tout aussi réelle du « régent fugitif de l'Empire ». Vogt, il ne faut pas l'oublier, avait été autrefois gouverneur de l'île gouvernementale Barataria<sup>4</sup>. Il raconte :

« Au début de l'année 1850 parut la *Deutsche Monatsschrift* de Kolatschek. Aussitôt après la publication du premier numéro, la « Schwefelbande », par l'intermédiaire d'un de ses adhérents, qui, parti immédiatement pour l'Amérique, fit paraître un pamphlet sous le titre : « Le régent fugitif de l'empire avec sa clique et la *Deutsche Monatsschrift* de Kolatschek ». *L'Allgemeine Zeitung* mentionna ce pamphlet... Tout le système de la *Schwefelbande* se montre à nouveau dans ce pamphlet. (pp. 162-163) ».

Et l'on raconte ensuite tout au long que, dans ledit pamphlet, un article anonyme sur Gagern, rédigé par le professeur Hagen<sup>5</sup>, fut « attribué » au régent fugitif de l'empire, parce que

« la Schwefelbande savait » que Hagen « vivait alors en Allemagne, était tarabusté par la police badoise et ne pouvait alors être nommé sans être exposé aux pires vexations (p. 163) ».

Dans la lettre datée de Paris, 8 février, Schily m'écrit :

« Si Greiner<sup>6</sup> qui, à ma connaissance, n'est jamais venu à Genève, a été englobé dans la *Schwefelbande*, il le doit à l'article « nécrologique » qu'il consacra au régent fugitif de l'empire, article dont la paternité fut attribuée par les parlementaires à d'Ester<sup>7</sup> qui fut, à cause de cela, mis en quarantaine, jusqu'à ce que, par lettre, j'eusse mieux renseigné un ami et collègue de Vogt<sup>8</sup>. »

Greiner était membre du gouvernement provisoire du Palatinat. Le passage au pouvoir de Greiner fut quelque chose « d'épouvantable » (voir Vogt : *Studien*, p. 28) pour mon ami Engels que, sous de faux prétextes, il fit arrêter à Kirchheim. Engels a raconté lui-

<sup>1</sup> Le comte palatin était un titre de haut fonctionnaire de la cour de l'empire carolingien.

<sup>2</sup> « J'en vis un la tête tellement engluée de m...que je ne pouvais distinguer si c'était un laïc ou un clerc. Pourquoi, me cria-t-il, es-tu si désireux de me distinguer entre tous ces gens sales ! » Dante. *La Divine comédie*, l'Enfer, Chant XVIII, tercets 38 et 39.

<sup>3</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>4</sup> Marx ridiculise le pouvoir éphémère de Vogt en tant que régent impérial en comparant son statut au pouvoir fictif de Sancho Panza sur l'île de Barataria (barato signifie « bon marché » en espagnol) dans le *Don Quichotte* de Miguel de Cervantès.

<sup>5</sup> Karl Hagen, député à l'Assemblée nationale de Francfort en 1848-1849 et professeur à Berne à partir de 1855.

<sup>6</sup> Theodor Ludwig Greiner. Juriste de formation et membre du gouvernement révolutionnaire du Palatinat en 1849, il a émigré en Suisse puis aux Etats-Unis après l'échec de la révolution.

<sup>7</sup> Karl Ludwig Johann d'Ester. Médecin de profession et membre de la Ligue des communistes, il a été député au Parlement de Francfort et a joué un rôle important lors du soulèvement de Bade.

<sup>8</sup> Ludwig Simon.

même tout cet événement tragi-comique tout au long dans la *Revue der Neuen rheinischen Zeitung* (Février 1850, pp. 53-55)<sup>1</sup>. Et c'est tout ce que je sais de M. Greiner. En m'introduisant ainsi, contrairement à la vérité, dans son conflit avec « le comte palatin » Greiner, le régent fugitif de l'empire montre une fois de plus le système d'après lequel, avec son esprit fertile en inventions, il a composé la vie et les actes de la *Schwefelbande*.

Ce qui me réconcilie avec lui, c'est le véritable humour à la Falstaff, avec lequel il fait partir « immédiatement » le comte palatin pour l'Amérique. Après que le comte palatin eut lancé, comme une flèche du Parthe, son pamphlet sur le « régent fugitif de l'empire », Greiner fut saisi d'épouvante. Quelque chose le poussa de Suisse en France, de France en Angleterre. Mais il lui sembla que la Manche n'était pas encore une protection suffisante. La peur l'amena jusqu'à Liverpool où il se hâta de monter à bord d'un steamer de la ligne Cunard en criant, hors d'haleine, au capitaine : « En route pour l'autre rive de l'Atlantique ! » A quoi le « stern marinier<sup>2</sup> » répondit :

« Je vous soustrais bien au pouvoir de Vogt<sup>3</sup>. Qu'un autre vous protège contre les périls de la tempête ! ».

---

<sup>1</sup> L'événement est raconté par Engels dans son article « La campagne pour la Constitution du Reich » paru dans les numéros 1, 2 et 3 de la *Neue Rheinische Zeitung Politisch-Ökonomische Revue* de février, mars et avril 1850. Nous renvoyons précisément aux pages 12-17 du chapitre 1.2 de notre **fascicule 17**.

<sup>2</sup> Le sévère marin.

<sup>3</sup> Une citation tirée du *Guillaume Tell* de Schiller, Acte I, scène I (chez Schiller, Vogt signifie *bailli*).

## Chapitre 6

### Vogt et la *Neue Rheinische Zeitung*

« Sa peine était variée<sup>1</sup> »

Vogt déclare lui-même (*Hauptbuch*, p. 162) qu'il veut surtout « bien établir le développement de son attitude personnelle vis-à-vis de cette clique » (vis-à-vis de Marx et consorts). Chose bizarre, il ne raconte que des conflits qu'il n'a jamais vécus, et ne vit que des conflits qu'il n'a jamais racontés. A ses histoires de chasse il ne faut donc opposer un peu d'histoire réelle. En feuilletant la *Neue Rheinische Zeitung* (1er juin 1848-19 mai 1849), on s'aperçoit que, durant l'année 1848, le nom de Vogt n'est jamais cité, à une seule exception près, dans les articles de fond ou dans les envois des correspondants du journal<sup>2</sup>. Il ne se rencontre que dans les comptes rendus quotidiens des débats parlementaires; et le secrétaire spécial de Francfort ne manquait jamais, à la grande satisfaction de M. Vogt, de noter consciencieusement les applaudissements obtenus pour les « discours prononcés par lui-même ». Nous voyons que, tandis que la droite du parlement de Francfort avait à sa disposition les forces réunies d'un arlequin tel que Lichnowski<sup>3</sup> et d'un clown tel que von Vincke<sup>4</sup>, la gauche en était réduite à la faiblesse isolée du seul Vogt. Nous comprenons qu'il avait besoin d'encouragements,

« ce garçon important,  
l'admiration des enfants, *Signor Punchinello*<sup>5</sup> »,

et nous laissons donc faire le rédacteur des comptes rendus de Francfort. C'est dans la seconde moitié de septembre qu'il se produit un changement dans la nuance des comptes rendus.

Vogt qui, dans les débats sur l'armistice de Malmö, avait, par des rodomontades révolutionnaires<sup>6</sup>, poussé à l'insurrection, fit son possible, au moment de la décision, pour empêcher l'adoption des résolutions votées à la réunion de la « Pflingstweide » par le peuple assemblé et approuvées par une fraction de l'extrême-gauche<sup>7</sup>. Après que le combat sur les barricades eut été étouffé, que Francfort eut été transformé en camp ouvert et l'état de siège proclamé, le 19 septembre, le même Vogt se déclara pour l'urgence de la mo-

---

<sup>1</sup> Une citation du poète suisse Bonerius (Ulrich Boner) extraite d'un recueil de fables intitulé « Der Edel Stein (« Le joyau ») paru vers 1349.

<sup>2</sup> Vérification faite dans la collection complète des articles de Marx et d'Engels dans *La Nouvelle Gazette Rhénane*, parue en 3 tomes aux Editions sociales (Paris 1971), le nom de Vogt n'apparaît que trois fois.

<sup>3</sup> Le prince Felix von Lichnowski a été membre de la Diète unifiée instituée en 1847 par Frédéric-Guillaume IV, puis député conservateur à l'Assemblée nationale de Francfort. Il sera tué le 18 septembre 1848 lors du soulèvement de Francfort.

<sup>4</sup> Le baron Georg von Vincke : membre de la Diète unifiée, il fut l'un des chefs de la droite et des partisans de la petite Allemagne.

<sup>5</sup> Soit le personnage du gros clown bossu, bouffon dans les spectacles de marionnettes italiens.

<sup>6</sup> En référence au discours de Vogt du 15 septembre 1848 devant l'Assemblée nationale de Francfort.

<sup>7</sup> Le 26 août 1848, le Danemark et la Prusse concluent à Malmö, après de longues négociations, un armistice pour une durée de 7 mois qui annule les avancées révolutionnaires et démocratiques des peuples du Schleswig et du Holstein et sanctionne le maintien de la domination danoise dans cette région. Le 16 septembre 1848, l'Assemblée nationale de Francfort ratifie l'armistice. Cette décision provoque une explosion d'indignation dans les milieux démocratiques allemands. Le 17 septembre 1848, une réunion de masse tenue dans la prairie de Pflingstweide, dans la banlieue nord-est de Francfort-sur-le-Main, adopte une résolution demandant que les députés qui ont voté pour la ratification soient déclarés traîtres et exhortant les députés de gauche à quitter l'Assemblée. Si certains députés d'extrême-gauche se plient à ces exigences, Karl Vogt s'y oppose. Le 18 septembre, le mouvement populaire à Francfort contre la ratification de l'armistice de Malmö se transforme en un soulèvement qui est brutalement réprimé par les troupes prussiennes et autrichiennes.

tion de Zachariä<sup>1</sup> proposant l'approbation des mesures prises jusque-là par le ministère de l'Empire, en même temps que des remerciements aux troupes impériales<sup>2</sup>. Avant que Vogt montât à la tribune, Venedey<sup>3</sup> lui-même avait protesté contre l'urgence de ces motions et déclaré qu'une telle discussion, à un tel moment, était contraire à la dignité de l'Assemblée. Mais Vogt était inférieur à Venedey. Pour le punir, je fis suivre, dans le compte rendu parlementaire, le nom de Vogt du mot « bavard », donnant ainsi un avertissement laconique à notre correspondant de Francfort.

Au mois d'octobre suivant, Vogt ne négligea pas seulement, ce qu'il aurait cependant dû faire de par ses fonctions, d'agiter la marotte au-dessus des têtes de la majorité alors arrogante et assoiffée de réaction. Il n'osa même pas signer la protestation qu'au nom d'une quarantaine de députés, Zimmermann (de Spandau) déposa le 10 octobre, contre la loi relative à la protection de l'Assemblée nationale<sup>4</sup>. Cette loi, comme Zimmermann le fit remarquer à juste titre, était l'attaque la plus éhontée contre les droits populaires conquis par la révolution de mars, droit de réunion, liberté de la parole, liberté de la presse. Eisermann lui-même déposa une protestation analogue. Mais Vogt était au-dessous d'Eisermann. Lorsque, par la suite, il fit de nouveau l'important au moment de la fondation du « *Zentralmärzverein*<sup>5</sup> », son nom figure enfin dans un article de la *Neue Rheinische Zeitung* (numéro du 29 décembre 1848), où le « *Märzverein* » est décrit comme « l'instrument inconscient de la contre-révolution », où son programme est mis en pièces par la critique et Vogt représenté comme la première moitié d'une figure à deux faces dont Vincke constitue l'autre moitié. Plus de dix ans après, les deux « ministres de l'avenir » ont reconnu leur homogénéité et fait du démembrement de l'Allemagne la devise de leur union.

L'évolution du « *Märzverein* » ne fut pas seule à prouver que nous avions bien compris le caractère de cette association. La ligue populaire de Heidelberg, l'association démocratique de Breslau, l'association démocratique d'Iéna, etc. repoussèrent avec raillerie ses galanteries pressantes, et ceux des membres de l'extrême-gauche qui y avaient adhéré confirmèrent, en donnant leur démission le 20 avril 1849, notre critique du 29 décembre 1848. Vogt cependant, avec une calme grandeur d'âme, nous taillait des croupières à sa façon, comme le prouve la citation suivante :

« N° 243 de la *Neue Rheinische Zeitung*. Cologne, le 10 mars 1849<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Friedrich Wilhelm Conrad Zachariä : membre du parlement de Francfort du 18 mai 1848 au 29 mai 1848 où il fait partie de la Fraction Casino, libérale et de centre droit. Il participera en juin 1849 au post parlement de Gotha.

<sup>2</sup> En référence aux discours de Vogt et de Zachariä du 19 septembre 1848 devant l'Assemblée nationale de Francfort.

<sup>3</sup> En référence au discours de Jakob Venedey le 20 septembre 1848 devant l'Assemblée nationale de Francfort.

<sup>4</sup> Le 9 octobre 1848, l'Assemblée nationale de Francfort adopte une « Loi pour la protection de l'Assemblée nationale constituante et des fonctionnaires de l'Autorité centrale ». Selon cette loi, insulter un député de l'Assemblée ou un représentant de l'autorité centrale (un régent impérial, un ministre ou tout autre fonctionnaire) était passible d'emprisonnement. Il s'agit de l'une des mesures répressives introduites après le soulèvement de septembre à Francfort.

<sup>5</sup> L'Association centrale de mars, le *Zentralmärzverein*, ainsi nommée après la révolution de mars 1848 en Allemagne, fut fondée à Francfort-sur-le-Main à la fin du mois de novembre 1848 par des députés de gauche à l'Assemblée nationale de Francfort et possédait des branches dans différentes villes d'Allemagne. Fröbel, Simon, Ruge, Vogt et d'autres dirigeants démocratiques petits-bourgeois des associations de mars se limitent à des phrases révolutionnaires et font preuve d'indécision et d'inconsistance dans la lutte contre les contre-révolutionnaires, ce pour quoi Marx et Engels les critiquent vivement (par exemple, dans l'article « Ein Aktenstück des Märzvereins », du 29 décembre 1848 du n° 181 de la *Neue Rheinische Zeitung* où ils les nomment « les Girondins de notre révolution ».

<sup>6</sup> Marx cite ici de larges extraits de l'article daté du 10 mars 1849 et paru le 11 mars dans *La Nouvelle gazette rhénane* sous le titre « L'Association de mars ». K. Marx & F. Engels, *La Nouvelle Gazette Rhénane*, tome 3, pp. 142-144. Editions sociales, Paris 1971.

« L'association de Francfort dite « Märzverein » de la prétendue Assemblée nationale a l'outrecuidance de nous adresser la lettre lithographiée suivante :

« Le « Märzverein » a décidé qu'une liste de tous les journaux qui nous ont ouvert leurs colonnes serait dressée et communiquée à toutes les sociétés avec lesquelles nous sommes en relations, afin que ladite association fasse en sorte que les journaux indiqués soient, de préférence aux autres, favorisés de réclames pouvant leur convenir. En vous communiquant ci-joint la liste établie, nous estimons ne pas avoir besoin de vous faire remarquer l'importance que prennent pour un journal les annonces payées, principale source de revenus de toute l'entreprise.

Francfort, fin février 1849  
Le bureau du « Zentral-März-Verein »

« Sur la liste des journaux qui ont ouvert leurs colonnes au « Märzverein » et auxquels les adhérents de l'association réserveront les annonces pouvant leur convenir figure également, signalée par-dessus le marché d'un astérisque d'honneur, la *Neue Rheinische Zeitung*. Nous déclarons ici que les colonnes de notre journal n'ont jamais été ouvertes à ce « Märzverein » ... Si, dans son rapport lithographié et dans les journaux qui lui ont réellement ouvert leurs colonnes, le « Märzverein » signale donc notre journal comme un de ses organes, c'est là une simple calomnie à l'égard de la *Neue Rheinische Zeitung* et une fanfaronnade insipide du « Märzverein ».

« Quant à la remarque malpropre par laquelle ces patriotes après au gain et traqués par la concurrence signalent l'importance des annonces payées, parce qu'elles constituent la principale source de revenus de toute l'entreprise, nous n'avons naturellement rien à y répondre. Comme pour le reste, la *Neue Rheinische Zeitung* s'est encore sur ce point différenciée des patriotes; elle n'a jamais regardé le mouvement politique comme un domaine à la disposition des chevaliers d'industrie ni comme une source de revenus. ».

Peu de temps après que nous eûmes ainsi repoussé la source de revenus offerte par Vogt et consorts, la *Neue Rheinische Zeitung* fut, dans une réunion du « Centralcommerzverein » citée, avec des trémolos dans la voix, comme le modèle de la « division vraiment allemande ». Dans notre réponse à cette jérémiade (*Neue Rheinische Zeitung*, n° 248), nous disons à la fin que Vogt est un « tapageur de cabaret de petite ville universitaire et Barrot manqué de l'empire<sup>1</sup> ».

Il est vrai qu'à cette date (15 mars) il n'avait, pas encore, dans la question de l'empereur, mangé le morceau. Mais nous étions, une fois pour toutes, fixés sur le compte de M. Vogt, et nous pouvions donc considérer comme un fait acquis sa trahison future, sur laquelle il n'était pas encore fixé lui-même.

A partir de ce moment, nous abandonnâmes d'ailleurs Vogt et consorts aux coups de Schlöffel, jeune journaliste aussi spirituel qu'audacieux, qui, venu de Hongrie à Francfort dans les premiers jours de mars, nous envoyait les comptes rendus de tous les débats orageux survenant au sein du Parlement.

Sur ces entrefaites, Vogt était tombé tellement bas - il avait naturellement plus contribué à cette chute que la *Neue Rheinische Zeitung* - que Bassermann<sup>2</sup> put oser lui-même, à la séance du 26 avril 1849, le stigmatiser comme « apostat et renégat ».

---

<sup>1</sup> L'article en question, daté du 15 mars, a paru le 17 mars 1849 sous le titre « L'Association de Mars à Francfort et la Nouvelle Gazette Rhénane » (K. Marx & F. Engels, *La Nouvelle Gazette Rhénane*, tome 3, pp. 174-175, Editions sociales, Paris 1971). La citation précise donne à lire : « De quoi sert-il aux partisans de la république sociale que le même Vogt, ce Barrot manqué de l'empire allemand, devienne le Bonaparte contre qui il s'est « en premier lieu » bruyamment élevé, à la manière des buveurs de bière dans les petites universités allemandes. ».

<sup>2</sup> Friedrich Daniel Bassermann, membre du centre droit de l'Assemblée nationale de Francfort.

Pour avoir pris part à l'émeute d'Elberfeld, un rédacteur de la *Neue Rheinische Zeitung*, F. Engels, fut obligé de prendre la fuite, et je fus moi-même, peu de temps après, expulsé de Prusse, après que diverses tentatives de me réduire au silence par des procès eurent échoué devant la résistance des jurés et que l'organe du ministère du coup d'Etat<sup>1</sup>, la *Neue Preussische Zeitung*, eut à plusieurs reprises dénoncé « l'insolence, grande comme le Chimborazo<sup>2</sup>, de la *Neue Rheinische Zeitung*, en comparaison de laquelle le *Moniteur* de 1793 paraissait pâle (voir *Neue Rheinische Zeitung* n° 299<sup>3</sup>) ». Une telle insolence était bien à sa place dans une ville fortifiée prussienne et à une époque où la contre-révolution victorieuse essayait d'en imposer par une brutalité sans vergogne.

C'est le 19 mai 1849 que parut le dernier numéro de la *Rheinische Zeitung* (numéro rouge). Tant que ce journal exista Vogt avait tout supporté et gardé le silence. Si un parlementaire réclamait par hasard, il le faisait toujours en termes fort modestes comme par exemple :

« Monsieur, je n'en apprécie pas moins la critique mordante de votre journal, parce qu'elle surveille avec la même sévérité tous les partis et toutes les personnes, (voir n° 219, du 11 février 1849<sup>4</sup>), la réclamation de Wesendonck<sup>5</sup>) ».

Une semaine après la disparition de la *Neue Rheinische Zeitung*, Vogt crut enfin, sous le bouclier protecteur de l'immunité parlementaire, pouvoir saisir par les cheveux l'occasion guettée depuis longtemps et donner libre cours à la « force potentielle<sup>6</sup> » accumulée depuis longtemps au fond de son cœur. Un rédacteur de la *Neue Rheinische Zeitung*, Wilhelm Wolff, était entré, en effet, comme remplaçant d'un parlementaire silésien décédé<sup>7</sup>, à l'Assemblée de Francfort, « en train de se décomposer de plus en plus ».

Pour comprendre la scène suivante qui se déroula, le 26 mai 1849, à la séance du Parlement, il faut se rappeler qu'à cette date l'insurrection de Dresde et les mouvements partiels de la province rhénane avaient déjà été réprimés, que l'intervention de l'empire dans le grand duché de Bade et le Palatinat était imminente, que le gros de l'armée russe avançait vers la Hongrie et enfin que le ministère de l'empire avait cassé purement et simplement des résolutions votées par l'Assemblée. A l'ordre du jour figuraient deux « proclamations au peuple allemand »; la première avait été rédigée par Uhland et émanait de la majorité, et la seconde était l'œuvre d'une commission de trente membres appartenant au centre<sup>8</sup>. La séance était

---

<sup>1</sup> En novembre et début décembre 1848, un coup d'Etat a lieu en Prusse, qui conduit à la mise en place du ministère archi-réactionnaire Brandebourg-Manteuffel et à la dissolution de l'Assemblée nationale.

<sup>2</sup> Le Chimborazo est l'un des plus hauts sommets de la Cordillère des Andes : il s'agit donc d'une immense insolence.

<sup>3</sup> L'article évoqué a paru sous le titre « La Kreuzzeitung » dans l'édition du 16 mai 1849 de la *Nouvelle Gazette Rhénane* (K. Marx & F. Engels, *La Nouvelle Gazette Rhénane*, tome 3, pp. 346-347. (Editions sociales, Paris 1971).

<sup>4</sup> En référence à l'article paru le 11 février 1848 dans le numéro 219 de *La Nouvelle Gazette Rhénane* sous le titre « La division du travail de la *Kölnische Zeitung* » (K. Marx & F. Engels, *La Nouvelle Gazette Rhénane*, tome 3, pp. 51-57, Editions sociales, Paris 1971).

<sup>5</sup> Hugo Wesendonck, avocat de Düsseldorf et député, en 1848-1849, de l'aile gauche de l'Assemblée nationale de Francfort.

<sup>6</sup> Une allusion ironique au livre « Kraft und Stoff » (« Énergie et matière ») publié en 1855 par le physiologiste allemand Ludwig Büchner.

<sup>7</sup> Gustav Adolf Stenzel. Lors des élections à l'Assemblée nationale de Francfort en mai 1848, le district silésien de Striegau (Strzegom) élit Wilhelm Wolff pour suppléer en cas de besoin le député libéral Stenzel, qui obtient la majorité des voix. Lorsque Stenzel et un groupe d'autres députés libéraux quittent l'Assemblée en mai 1849, son siège revient à W. Wolff.

<sup>8</sup> La proclamation « L'Assemblée nationale allemande à la nation allemande » (« *Die deutsche Nationalversammlung an das deutsche Volk* ») rédigée par le poète J. L. Uhland au nom des démocrates modérés était dictée par le désir de ces derniers d'un rapprochement politique avec la bourgeoisie libérale. L'autre proclamation, émanant du Comité des Trente, contenait un appel tout aussi inefficace aux armées des Etats allemands qui refusaient de reconnaître l'Assemblée nationale et de prêter serment à la Constitution impériale. La Commission des Trente a été créée par l'Assemblée nationale de Francfort le

présidée par le député de Darmstadt, Reh, qui, par la suite, se changea en lièvre<sup>1</sup> et se « détacha » lui aussi de l'Assemblée « en pleine dissolution ». Je cite d'après le compte rendu sténographique officiel n° 229, de la 228e séance à l'église Saint-Paul :

« WOLFF (de Breslau): « Messieurs, je me suis fait inscrire pour prendre la parole contre la proclamation au peuple allemand, contre la proclamation rédigée par la majorité et lue à cette tribune, parce que je la considère comme ne répondant pas du tout à la situation actuelle, parce que je la trouve beaucoup trop faible, bonne tout simplement à paraître comme article de journal dans les feuilles quotidiennes représentatives du parti auteur de cette proclamation, mais impropre à servir de proclamation au peuple allemand. Mais, comme il vient d'être donné lecture d'une seconde proclamation, je me contenterai de faire remarquer en passant que je me déclarerais plus nettement encore contre celle-ci, et cela pour des raisons que je n'ai pas besoin d'indiquer ici. (Une voix au centre: Et pourquoi pas ?) Je ne parle que de la proclamation de la majorité; elle est, il est vrai, rédigée des termes tellement modérés que M. Buss lui-même ne peut guère faire d'objections; et c'est là, certainement, la pire recommandation pour une proclamation. Non, messieurs, si vous tenez à conserver une influence quelconque sur le peuple, il ne faut pas lui parler comme on le fait dans la proclamation; il ne faut pas y parler de légalité, de terrain légal, etc. mais d'illégalité comme le font les gouvernements, les Russes. Et, par Russes j'entends les Prussiens, les Autrichiens, les Bavares, les Hanovriens (*Mouvements et rires*). Je les réunis tous sous le nom commun de Russes (*Rires*). Oui, messieurs, même dans cette Assemblée les Russes sont représentés. Il faut leur dire : « Tout comme vous nous nous plaçons sur le terrain légal. C'est le point de vue de la force, et vous déclarez, entre parenthèses, que la légalité consiste à opposer aux canons des Russes la force, c'est-à-dire des colonnes d'assaut bien organisées. Si vous tenez absolument à lancer une proclamation, publiez-en une où vous mettez hors la loi le premier traître du peuple, le vicaire de l'empire<sup>2</sup> (*Cris : à l'ordre ! - Vifs applaudissements aux galeries*). De même tous les ministres ! (*Nouveaux mouvements*). Oh ! Je ne me laisse pas troubler; c'est le premier traître au peuple. ».

Le Président : « Je crois que M. Wolff a dépassé et violé toutes les limites. Il n'a pas le droit, devant ce Parlement, d'appeler traître au peuple l'archiduc vicaire de l'empire; et je me vois donc forcé de le rappeler à l'ordre. En même temps et pour la dernière fois j'invite les galeries à ne plus intervenir de cette façon dans tous les débats. ».

Wolff : « J'accepte, pour ma part, le rappel à l'ordre et je déclare que j'ai voulu violer l'ordre, et je répète que le vicaire de l'empire et ses ministres sont des traîtres. ». (*Sur tous les bancs on crie : A l'ordre ! C'est de la grossièreté !*)

Le Président : « Je suis forcé de vous retirer la parole. ».

Wolff : « Bien ! Je proteste; j'ai voulu parler ici au nom de peuple et dire ce que l'on pense dans le peuple. Je proteste contre toute proclamation rédigée dans ce sens. ». (*Grande agitation*).

Le Président : « Messieurs, voulez-vous me donner la parole un instant. Messieurs, l'incident qui vient de se produire, je puis dire que c'est le premier depuis que le Parlement siège ici. (C'était en effet le premier et ce fut le seul incident de ce club de discoureurs). Pas un seul orateur n'a encore déclaré ici qu'il avait sciemment voulu violer

---

1er avril 1849 afin d'élaborer des mesures propices à la mise en œuvre de la Constitution impériale, compte tenu de la position ambiguë de Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, sur l'offre de l'Assemblée concernant la couronne impériale. À l'origine, Frédéric-Guillaume IV avait subordonné son acceptation à l'attitude des autres princes allemands, mais le 28 avril 1849, il avait rejeté la Constitution et la couronne impériales.

<sup>1</sup> Jeu de mots sur le vocable *Reh* qui signifie en allemand chevreuil, ici devenu le lièvre.

<sup>2</sup> L'Archiduc Jean.

l'ordre, le fondement de cette Assemblée. (A propos d'un semblable rappel à l'ordre, Schlöffel avait dit à la séance du 25 avril : « J'accepte le rappel à l'ordre; et, je le fais d'autant plus volontiers que j'espère voir arriver bientôt le moment où cette Assemblée sera à son tour rappelée à l'ordre. »).

Messieurs, je regrette vivement que M. Wolff, à peine devenu membre du Parlement, débute de la sorte (Reh considère l'affaire du point de vue de la comédie). Messieurs, j'ai prononcé contre lui le rappel à l'ordre à cause de l'atteinte grave qu'il s'est permise contre le respect et les égards que nous devons à la personne du vicaire de l'empire. »

Et la séance continue. Hagen et Zachariä prononcent de longs discours, l'un pour, l'autre contre la proclamation majoritaire. Enfin se lève Vogt (de Giessen) :

« Messieurs, permettez-moi quelques mots. Je ne veux pas vous fatiguer. Il est parfaitement exact que le Parlement n'est plus tel qu'il était au moment de sa réunion. Et nous remercions le Ciel (Vogt à la foi de charbonnier remercie le Ciel !) qu'il se soit ainsi modifié et que ceux qui désespéraient de leur peuple et qui ont trahi la cause du peuple au moment décisif se soient séparés de l'Assemblée ! Messieurs, j'ai demandé la parole (les actions de grâces de tout à l'heure n'étaient donc que de la blague !) pour défendre le torrent qui, clair comme du cristal, a coulé d'une âme de poète dans cette proclamation (la défense d'un torrent !), le défendre, dis-je, contre la boue indigne qu'on y a jetée ou qu'on a lancée contre lui (mais le torrent était absorbé déjà par la proclamation !), contre la fange qui a été amassée dans ce dernier mouvement et qui menace de tout submerger et de tout salir. Oui, messieurs, tout cela, messieurs, c'est de la boue et de la fange (la boue est de la fange !) qu'on jette de cette façon (de quelle façon ?) contre tout ce que nous pouvons imaginer de plus pur; et j'exprime mon indignation la plus profonde (Vogt dans l'indignation la plus profonde, quel tableau !) que cela (quoi ?) ait pu arriver. ».

Et tout ce qu'il dit, c'est de la f... !<sup>1</sup>

Wolff n'avait pas dit un mot de la rédaction de la proclamation par Uhland. Ainsi que le président le déclara à plusieurs reprises, il avait été rappelé à l'ordre, il avait provoqué toute la tempête, parce qu'il avait qualifié de traîtres au peuple le vicaire de l'empire et tous ses ministres et avait invité le Parlement à les déclarer tels. Mais « l'archiduc vicaire de l'empire », le « Habsbourg usé » (voir Vogt : *Studien*, p. 28) et « tous ses ministres » sont pour Vogt « tout ce que nous pouvons imaginer de plus pur ». Il chantait avec Walther von der Vogelweide : « La bienveillance du prince autrichien réjouit, telle une douce pluie, les gens et le pays. ».

Vogt se trouvait-il déjà, à cette époque, en relations scientifiques, comme de son propre aveu il le fut plus tard, avec l'archiduc Jean ? (Voir *Hauptbuch*, Documente, p. 25).

Dix ans plus tard, le même Vogt déclarait dans ses *Studien*, p. 27 :

« Un point reste du moins acquis : l'Assemblée nationale française et ses chefs sous-estimaient alors les capacités de Louis-Napoléon autant que les chefs de l'Assemblée nationale de Francfort celles de l'archiduc Jean; et il reste également acquis que chacun des deux rusés compères tira largement vengeance de l'erreur commise. Mais nous sommes bien loin de les mettre tous les deux sur le même plan. L'effroyable brutalité etc. (de Louis-Bonaparte), tout cela le fait paraître bien supérieur au vieil Habsbourg usé. ».

A la même séance, Wolff fit, par l'intermédiaire du député Würth (Sigmaringen) provoquer Vogt en un duel au pistolet; ledit Vogt

---

<sup>1</sup> « C'est de la boue, du fumier, de la crotte ». Un passage modifié du poème de Ludwig Uhland « Des Sängers Fluch ».

ayant décidé de conserver sa peau à l'empire, Wolff le fit menacer d'une correction corporelle<sup>1</sup>. Mais à la sortie de l'église Saint-Paul, Wolff, ayant trouvé Charles le Téméraire flanqué de deux dames, éclata de rire et l'abandonna à sa destinée. Bien que ses dents et son cœur soient dignes d'un loup, Wolff est doux comme un agneau vis-à-vis du beau sexe. La seule vengeance, très anodine d'ailleurs, qu'il se permit, ce fut de publier dans la *Neue Rheinische Zeitung Revue* (avril 1850, p. 73) un article intitulé: « *Nachträgliches aus dem Reich* » où il dit, à propos de l'ex-régent de l'empire :

« Dans ces jours critiques, les hommes du « Zentralmärzverein » montrèrent une grande activité. Avant de quitter Francfort, ils avaient, dans une proclamation, crié à tous les groupements affiliés et au peuple allemand : « Concitoyens ! La onzième heure a sonné ! » Afin de réunir une armée populaire, ils lancèrent, de Stuttgart, une nouvelle proclamation « au peuple allemand ». Et chose bizarre, l'aiguille de leur horloge était toujours à la même place, à moins que, semblable à l'horloge de la cathédrale de Fribourg, leur horloge n'ait plus de chiffre XII. N'importe ! Mais la proclamation répète : « Concitoyens ! La onzième heure a sonné ! ». Oh ! Pourquoi cette heure n'a-t-elle pas sonné plus tôt, ou du moins à l'instant où le héros du « Zentralmärzverein », Karl Vogt, apaisait<sup>2</sup> à Nuremberg, à sa propre satisfaction et à celle des gueulars qui lui faisaient fête, la révolution franconienne<sup>3</sup> ! Que n'a-t-elle sonné autour de vos têtes et à travers vos têtes !... C'est dans le palais du gouvernement, à Fribourg, que la régence installa ses bureaux. Le régent Karl Vogt, à la fois ministre des affaires étrangères et titulaire de beaucoup d'autres ministères, prit, ici encore, très soigneusement à cœur le bien du peuple allemand. Après de longues études poursuivies nuit et jour, il fit une invention bien actuelle : il établit des « passeports délivrés par la régence de l'empire ». Ces passeports étaient simples, bien lithographiés, et on les délivrait gratuitement à quiconque en désirait. Ils ne présentaient que le petit inconvénient de n'avoir cours que dans la chancellerie de Vogt et de n'être respectés que là. Un exemplaire quelconque s'en rencontrera peut-être un jour dans la collection de curiosités d'un Anglais<sup>4</sup>. »

Wolff n'imita pas l'exemple donné par Greiner<sup>5</sup>. Au lieu de « partir immédiatement pour l'Amérique » après la publication de la *Revue*, il attendit toute une année en Suisse la vengeance de M. Vogt.

---

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « Dans le pamphlet de Jacobus Venedey, déjà cité, nous lisons : « Lorsqu'à la séance, où Gagern embrassa Gabriel Riesser après le discours prononcé par celui-ci dans la question de l'empire, Carl Vogt, avec une émotion moqueuse et de grands cris, embrassa le député Zimmermann à l'église Saint-Paul, je lui criai : « Laissez donc ces polissonneries ! ». Vogt se crut obligé de m'offenser en proférant à mon adresse des injures de provocation; mais quand je lui en demandai personnellement raison, il eut, après de multiples allées et venues d'un ami, le courage de ne pas prendre la responsabilité de son offense. (p. 21) ».

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Son exploit de Nuremberg, Vogt le justifia par la suite en disant « qu'il manquait de garanties pour sa sécurité personnelle. » ».

<sup>3</sup> Au début du mois de mai 1849, les masses populaires de Nuremberg se mirent en mouvement suite au rejet de la Constitution impériale par le gouvernement bavarois. Le point culminant du mouvement fut l'assemblée populaire du 13 mai 1849, à laquelle participèrent environ 50.000 personnes. Karl Vogt, qui se trouvait à l'assemblée et cachait ses véritables intentions derrière des phrases pseudo-révolutionnaires, conseilla aux manifestants de renoncer à des actions décisives contre le gouvernement. Le comportement de Vogt ainsi que l'attitude hésitante des démocrates, qui étaient à la tête du mouvement, ont conduit à la défaite des actions populaires. En 1848-49, en Allemagne, les démocrates républicains appelaient les constitutionnels bourgeois des « pleurnicheurs » (« Heuler »), qui, de leur côté, traitaient leurs adversaires d'« agitateurs » (« Wühler »).

<sup>4</sup> *Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue*, IV, avril 1850.

<sup>5</sup> Theodor Ludwig Greiner. Membre du gouvernement provisoire révolutionnaire du Palatinat, il émigra d'abord en Suisse puis aux États-Unis.

## Chapitre 7

### La campagne d'Augsbourg

Ladite « campagne d'Augsbourg » désigne le procès intenté en décembre 1859 par Carl Vogt contre l'*Allgemeine Zeitung*.

Ce chapitre fournit les détails du déroulement de l'affaire.

A peine le citoyen du canton de Thurgovie<sup>1</sup> eut-il terminé sa guerre d'Italie que le citoyen du canton de Berne<sup>2</sup> commença sa campagne d'Augsbourg.

« Là » (à Londres) « ce fut de tout temps *la clique de Marx* qui se chargeait de la majeure partie des communiqués » (pour l'*Allgemeine Zeitung*) « et entretenait, depuis 1849, des rapports ininterrompus avec l'*Allgemeine Zeitung* » (*Hauptbuch*, p. 194).

Bien que Marx vive lui-même à Londres depuis la fin de 1849<sup>3</sup>, c'est-à-dire depuis sa seconde expulsion de France, la « clique de Marx » semble avoir « de tout temps » vécu à Londres; et bien que la clique de Marx se soit chargée de tout temps de la majeure partie des communiqués adressés à l'*Allgemeine Zeitung*, ce n'est qu'après 1849 qu'elle entretint des rapports ininterrompus avec ce journal. En tout cas, la chronologie de Vogt, - et cela n'est pas étonnant, puisque l'homme de 1848 « ne pensait pas encore s'occuper de politique (p. 225) » - se décompose en deux périodes, la période « de tout temps » à 1849 et la période de 1849 à « cette » année.

J'ai rédigé, en 1842-43, l'ancienne *Rheinische Zeitung*<sup>4</sup>, qui faisait une guerre à mort à l'*Allgemeine Zeitung*. En 1848-49 la *Neue Rheinische Zeitung* rouvrit la polémique. Que reste-t-il donc pour la période « de tout temps à 1849 », en dehors du fait que Marx a de tout temps combattu l'*Allgemeine Zeitung*, alors que Vogt en fut, de 1844 à 1847, le collaborateur permanent (*Hauptbuch*, p. 225) ?

Passons maintenant à la seconde période de l'histoire universelle écrite par Vogt.

J'aurais été, à Londres, « en relations ininterrompues avec l'*Allgemeine Zeitung* depuis 1849 », parce qu'à partir de 1852 un certain Ohly<sup>5</sup> fut, à Londres, le correspondant principal de l'*Allgemeine Zeitung*. Or, nous n'entretenions pas le moindre rapport, Ohly et moi, ni avant ni après 1852. Je ne l'ai jamais vu. Pour autant qu'il « figure parmi les réfugiés de Londres, c'est comme membre de l'« Emigrationsverein » fondé par Kinkel. Mais cela ne change rien à la chose, car :

---

<sup>1</sup> Une référence ironique à Louis Bonaparte, qui a été élevé dans le canton suisse de Thurgovie. En 1832, il devient citoyen de ce canton et, en 1833, citoyen d'honneur de la République suisse.

<sup>2</sup> Carl Vogt.

<sup>3</sup> Marx est arrivé à Londres vers le 26 août 1849.

<sup>4</sup> Ce quotidien avait été fondé en janvier 1842 par les représentants de la bourgeoisie rhénane opposés à l'absolutisme prussien. Marx en était devenu le rédacteur en chef dès l'automne 1842. Le 19 janvier 1843, le gouvernement prussien promulgua une ordonnance interdisant la *Rheinische Zeitung* à partir du 1er avril 1843.

<sup>5</sup> Karl Friedrich Christian Hermann Ohly : journaliste de formation, il prit part à la révolution de 1848-1849 puis émigra en Suisse et à Londres. Il était un correspondant de l'*Allgemeine Zeitung*.

« Le vieux-Bavarois Altenhöfer<sup>1</sup>, qui avait appris l'anglais, avait considéré comme son oracle mon compatriote immédiat, le blond Ohly, qui, partant du point de vue communiste, s'efforçait de s'élever, en politique et en littérature, à des conceptions poétiques supérieures, et fut, d'abord à Zurich, puis à Londres à partir de 1852, le correspondant principal de l'*Allgemeine Zeitung*, jusqu'à ce qu'il mourût dans un asile d'aliénés. ». (*Hauptbuch*, p. 195).

Le mouchard Edouard Simon donne de ce passage la traduction française suivante<sup>2</sup> : « En voici d'abord un qui, de son point de départ communiste, avait cherché à s'élever aux plus hautes conceptions de la politique (L'expression « conceptions poétiques supérieures » dépasse les forces d'un Edouard Simon lui-même !) A en croire M. Vogt, cet adepte fut l'oracle de la *Gazelle d'Augsbourg* jusqu'en 1852, époque où il mourut dans une maison de fous ». (*Revue contemporaine*, tome XIII, p. 529, Paris, 1860).

« J'ai perdu ma peine et mon huile<sup>3</sup> », peut s'écrier Vogt en parlant de son *Hauptbuch* et de son Ohly. Alors qu'il fait lui-même de son compatriote immédiat le correspondant londonien de l'*Allgemeine Zeitung* à partir de 1852, jusqu'à ce qu'il meure dans un asile d'aliénés, Edouard Simon écrit : « A en croire M. Vogt, cet adepte fut l'oracle de la *Gazelle d'Augsbourg* jusqu'en 1852, époque où il mourut dans une maison de fous. ». Mais Edouard Simon connaît son Karl Vogt. Edouard sait qu'une fois qu'on se décide à croire son Karl Vogt, il est absolument indifférent que l'on croie ceci ou cela, ce qu'il dit ou le contraire de ce qu'il dit.

« M. Liebknecht », dit Karl Vogt, « le remplaça (Ohly) comme correspondant de l'*Allgemeine Zeitung* ». « Ce n'est que depuis le moment où il fut publiquement proclamé membre du parti marxiste que Liebknecht, fut agréé comme correspondant par l'*Allgemeine Zeitung* (p. 169) ».

Cette proclamation eut lieu pendant le procès des communistes à Cologne, c'est-à-dire à la fin de 1852.

Effectivement Liebknecht devint, au printemps 1851, collaborateur du *Morgenblatt*<sup>4</sup>, où il faisait le compte rendu de l'exposition industrielle de Londres<sup>5</sup>. Par l'intermédiaire du *Morgenblatt* il devint, en septembre 1855, correspondant de l'*Allgemeine Zeitung*.

« Ses compagnons (les compagnons de Marx) n'écrivent pas une ligne dont il n'ait eu connaissance au préalable (p. 194) ».

La preuve est simple : « Il (Marx) domine absolument ses gens (p. 195) », tandis que Vogt obéit absolument à Fazy et consorts. Nous rencontrons ici une particularité du système d'après lequel Vogt forge ses légendes. Partout la jauge au petit pied sur le modèle de Giessen ou de Genève; partout le cadre digne d'une petite ville, partout les effluves des estaminets suisses. Transportant de Genève à la grande cité de Londres les habitudes et les facilités d'un trou de province, il affirme que Liebknecht, qui habite le quartier de Westend, n'écrit pas une ligne dont je n'aie eu connaissance au préalable à Hampstead, situé à quatre milles. Et ce même service à la La Guéronnière<sup>6</sup>, je le rends chaque jour à une foule d'autres compagnons disséminés dans tout Londres et

<sup>1</sup> August Joseph Altenhöfer, journaliste, rédacteur en chef de l'*Allgemeine Zeitung*.

<sup>2</sup> Cité en français dans le texte de Marx.

<sup>3</sup> Cité en latin dans le texte de Marx : « Operam et oleum peridi ». L'expression se trouve dans le "Poenulus" de Plaute, acte I, scène 2, et est utilisée par une prostituée qui s'est fait nettoyer et oindre en vain. Ici, un jeu de mots : oleum - Ohly.

<sup>4</sup> « Morgenblatt » est l'abréviation du quotidien littéraire « Morgenblatt für gebildete Leser », qui parut de 1807 à 1865 à Stuttgart et Tübingen. Dans les années 1840-41, il publia plusieurs correspondances de Friedrich Engels sur des questions de littérature et d'art.

<sup>5</sup> La Grande Exposition de Londres, de mai à octobre 1851, qui a été la première exposition commerciale et industrielle mondiale.

<sup>6</sup> Le vicomte Arthur de La Guéronnière. Rallié à la cause de Napoléon III en 1856, il sera l'un des principaux propagandistes du régime, chargé en particulier de la censure de la presse.

correspondant avec l'univers entier. Quelle occupation de tout repos et combien lucrative !

Edouard Simon, le Mentor de Vogt, qui, s'il ne connaît pas la situation de Londres, est du moins très au courant de la situation de Paris, met un véritable tact d'artiste à donner à l'esquisse de son « paysan du Danube » une allure digne d'un citoyen de grande ville.

« Marx, comme chef de la société, ne tient pas lui-même la plume, mais ses fidèles n'écrivent pas une ligne sans l'avoir consulté : la *Gazelle d'Augsbourg* sera d'autant mieux servie. ».

Vogt sent-il toute la délicatesse de cette correction ?

Les articles que Liebknecht envoyait de Londres à l'*Allgemeine Zeitung*, j'y intervenais juste autant que dans ceux que Vogt adressait de Paris au même journal. La correspondance de Liebknecht était d'ailleurs absolument digne d'éloges; c'étaient des exposés critiques de la politique anglaise que, dans l'*Allgemeine Zeitung*, il présentait de la même façon que dans les comptes rendus qu'il envoyait en même temps à des journaux radicaux germano-américains. Vogt lui-même qui a dépouillé plusieurs années de l'*Allgemeine Zeitung*, dans l'espoir d'y trouver des passages lui permettant d'incriminer Liebknecht, borne sa critique de fond à nous dire que le signe qui marquait les correspondances de Liebknecht consistait en « deux légers tirets tracés obliquement ».

Le tracé oblique des tirets démontrait, il est vrai, que la correspondance était en mauvaise posture ! Et ajoutez à cela que ces tirets sont tout légers ! Pourquoi Liebknecht n'a-t-il pas mis plutôt, dans son blason de correspondant, deux petites taches de graisse arrondies ? Mais si la correspondance en question n'a pas d'autre vice réhibitoire que ces « deux légers tirets obliques », on peut encore se demander pourquoi elle parut dans l'*Allgemeine Zeitung*, Et pourquoi n'aurait-elle pas paru dans l'*Allgemeine Zeitung* ? L'*Allgemeine Zeitung*, on le sait, permet à ses collaborateurs d'exposer les points de vue les plus différents, du moins sur les terrains neutres tels que la politique anglaise; elle passe, en outre, à l'étranger pour être le seul organe allemand d'importance plus que locale. C'est en toute confiance que Liebknecht pouvait publier ses lettres de Londres dans un journal où Heine donnait ses lettres de Paris et Fallmerayer ses lettres orientales<sup>1</sup>. Vogt rapporte que, parmi les collaborateurs de l'*Allgemeine Zeitung* figurent des personnages de moralité douteuse; or l'on sait qu'il fut lui-même, de 1844 à 1847, un de ces collaborateurs.

Pour ce qui nous concerne, Engels et moi, - je mentionne Engels, parce que nous travaillons tous deux d'après un plan commun et après une entente préalable<sup>2</sup> -, il est vrai que nous entrâmes, en 1859, d'une certaine façon, en rapports avec l'*Allgemeine Zeitung*. Je publiai, en effet, de janvier à mars 1859, dans la *New-York Tribune*, une série d'articles de fond où, entre autres, je faisais une critique à fond de la théorie de l'*Allgemeine Zeitung* sur les grandes puissances de l'Europe centrale, ainsi que de son affirmation que le maintien de la domination autrichienne en Italie intéressait l'Allemagne. Peu de temps avant la déclaration de guerre, Engels publia, d'accord avec moi, « *Po und Rhein*. Berlin, 1859 », pamphlet qui était spécialement dirigé contre l'*Allgemeine Zeitung*, et qui, pour nous servir des expressions d'Engels, (voir sa brochure : *La Savoie, Nice et le Rhin*, p. 4, Berlin, 1860), démontrait, en s'appuyant sur la science militaire, « que l'Allemagne n'avait be-

<sup>1</sup> Il s'agit des articles politiques de Heinrich Heine pour le *Augsburg Allgemeine Zeitung* écrits à Paris dans les années 1830 et 1840 et des essais publiés dans le même journal par l'orientaliste allemand Jakob Philipp Fallmerayer au début des années 1840. Heine a publié la plupart des articles en question sous forme de livres sous les titres *Französische Zustände* (1832) et *Lutetia* (1854). Les essais de Fallmerayer ont été publiés en 1845 dans une édition en deux volumes sous le titre *Fragmente aus dem Orient*.

<sup>2</sup> Une déclaration remarquable, observons-le.

soin, pour sa défense, d'aucune parcelle de l'Italie, et que, si l'on n'envisageait que des raisons strictement militaires, la France pouvait faire valoir des droits bien plus forts sur le Rhin que l'Allemagne sur le Mincio<sup>1</sup> ». Mais cette polémique contre l'*Allgemeine Zeitung* et sa théorie de la nécessité de la domination autrichienne en Italie allait de pair, chez nous, avec la polémique contre la propagande bonapartiste. C'est ainsi que je démontrerais dans la *Tribune* (voir par ex. février 1859) que les finances et la situation politique intérieure du « bas empire<sup>2</sup> » en étaient arrivées à un point critique où seule une guerre extérieure pouvait prolonger en France le pouvoir issu du coup d'Etat et, par suite, la contre-révolution en Europe<sup>3</sup>. Je montrais que, si Bonaparte affranchissait l'Italie, c'était uniquement pour avoir un prétexte à tenir la France sous le joug, à soumettre l'Italie à l'hégémonie du coup d'Etat, à reculer les « frontières naturelles » de la France du côté de l'Allemagne, à transformer l'Autriche en un instrument de la Russie et à lancer les peuples dans une guerre de la contre-révolution légitime contre la contre-révolution illégitime. Et tout cela se fit avant que l'ex-régent de l'empire, Karl Vogt, eût sonné de la trompette à Genève.

Depuis l'article de Wolff dans la *Revue der Neuen Rheinischen Zeitung*, j'avais du reste complètement oublié la « nature arrondie ». Ce n'est qu'au printemps de 1859, un soir d'avril, que le souvenir de ce gai compagnon me fut rappelé par Freiligrath qui me fit lire une lettre de Vogt ainsi qu'un programme politique<sup>4</sup> qui se trouvait joint. Ce n'était pas là une indiscretion, car la lettre de Vogt était destinée « à être communiquée » aux amis, ceux du destinataire aussi bien que ceux de Vogt.

Freiligrath m'ayant demandé ce que je trouvais dans le « programme », je répondis : « De la politique d'estaminet ». Je reconnus immédiatement notre vieux bouffon dans la prière qu'il adressait à Freiligrath d'engager M. Bucher comme correspondant politique de la feuille de propagande dont il envisageait la création à Genève. La lettre de Vogt était datée du 1er avril 1859. Tout le monde sait que, depuis janvier 1859, Bucher avait, dans les articles qu'il envoyait de Londres à la *Berliner Nationalzeitung*, défendu des opinions diamétralement opposées au programme de Vogt; mais pour l'homme de la théorie critique directe « tous les chats sont gris ».

Après cet incident que je ne jugeai pas assez important pour en parler à âme qui vive, je reçus l'ouvrage de Vogt : « *Studien zur gegenwärtigen Lage Europas* », et ce livre lamentable m'apporta la conviction absolue que Vogt était de connivence avec la propagande bonapartiste.

Le soir du 9 mai 1859, je me trouvais sur l'estrade dans un meeting organisé par David Urquhart à l'occasion de la guerre d'Italie. Avant l'ouverture de la séance, un homme à la figure austère s'approcha gravement de moi. A sa physionomie digne de Hamlet je me rendis immédiatement compte qu'il y avait quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark<sup>5</sup>. C'était l'homme d'Etat Karl Blind. Après quelques circonlocutions préliminaires, il vint à parler des menées de Vogt, et voici ce qu'avec des hochements de tête pleins d'emphase il m'affirma : Vogt touche des subsides bonapartistes pour sa propagande; à un littérateur de l'Allemagne

---

<sup>1</sup> Pour le détail de l'argumentation d'Engels, nous renvoyons aux pages de notre précédent **fascicule 32**.

<sup>2</sup> Le « Bas-Empire » est le nom parfois donné à l'Empire byzantin et aussi à l'Empire romain tardif dans la littérature historique. Il a fini par être appliqué à tout Etat en déclin ou en désintégration.

<sup>3</sup> En référence à son article « La panique monétaire en Europe », *New-York Daily Tribune* du 01.02.59 (Cf. **notre fascicule 31**, Ch. 1.4).

<sup>4</sup> Au début du mois d'avril 1859, Vogt envoie à Ferdinand Freiligrath et à plusieurs autres personnes, dont Karl Blind, son « Programme » politique appelant les Etats de la Confédération allemande à rester neutres dans la guerre que la France et le Piémont préparent contre l'Autriche. Cf. La traduction de ce « Programme » au chapitre 3.4 du troisième cahier du présent fascicule.

<sup>5</sup> Shakespeare, « Hamlet, prince de Danemark », Acte I, scène 4.

du Sud, que malheureusement il ne peut pas me nommer, on a offert 30.000 florins pour corrompre Vogt; - (je ne voyais pas bien nettement quel littérateur de l'Allemagne du Sud valait 30.000 florins) - ; on a fait, à Londres des tentatives de corruption; avant 1858 il y a eu déjà, à Genève, une entrevue entre Plon-Plon, Fazy et consorts, et, dans cette entrevue on a discuté de la guerre d'Italie et désigné le grand-duc russe Constantin comme futur roi de Hongrie; lui-même, Blind, a été invité par Vogt à collaborer à sa propagande. Et il termina en me disant qu'il avait des preuves des menées de Vogt contre la cause de la patrie. Blind regagna ensuite sa place à l'autre extrémité de l'estrade auprès de son ami J. Fröbel; le meeting commença et D. Urquhart s'efforça, dans un très long discours, de représenter la guerre d'Italie comme le résultat d'une intrigue franco-russe<sup>1</sup>.

Vers la fin de meeting, le Dr Faucher, rédacteur pour la politique étrangère au *Morning Star*, organe de l'école de Manchester<sup>2</sup>, vint me trouver et me raconta qu'il venait de paraître un nouvel hebdomadaire germano-londonien, le *Volk*. La feuille ouvrière *Die Neue Zeit*, éditée par M. A. Scherzer et, rédigé par Edgar Bauer, avait cessé de paraître à la suite d'une intrigue de Kinkel, l'éditeur du *Hermann*<sup>3</sup>. A cette nouvelle, Biskamp, jusque-là correspondant de la *Neue Zeit*, avait renoncé à son poste de professeur dans le sud de Londres, pour opposer à Londres le *Volk* au *Hermann*. L'association ouvrière allemande d'instruction et quelques autres sociétés de Londres soutenaient le journal qui, comme tous les journaux ouvriers du même genre, était rédigé et écrit gratuitement. Lui-même, Faucher, bien qu'en sa qualité de libre-échangiste il fût étranger à la tendance du *Volk*, ne voulait pas tolérer de monopole dans la presse allemande de Londres, et il avait en conséquence, avec quelques amis, fondé à Londres un comité financier en vue de soutenir le journal. Biskamp avait déjà demandé par écrit à Liebknecht, qu'il ne connaissait pas jusque-là, de lui fournir des articles littéraires. Finalement Faucher me demanda de collaborer au *Volk*.

---

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « Les attaques de la clique de Marx contre Lord Palmerston, Vogt les déduit naturellement de l'opposition que je faisais à son importante personne et à ses amis. (*Hauptbuch*, p. 212). Il me semble donc indiqué de rappeler en quelques mots ma position vis-à-vis d'Urquhart et de son parti. Les écrits d'Urquhart sur la Russie et contre Palmerston m'avaient vivement intéressé, mais pas convaincu. Pour me faire une idée bien arrêtée, je soumis à une analyse serrée les « Parliamentary Debates » de Hansard et les livres bleus diplomatiques de 1807 à 1850. Le premier fruit de ces études, ce fut une série d'articles de fond publiés dans la *New-York Tribune*, et où, par ses transactions avec la Pologne, la Turquie, la Circassie, etc., je démontrai les accointances de Palmerston avec le cabinet de Saint-Pétersbourg. Peu après, je fis reproduire ces articles dans « *The People's Paper* », l'organe chartiste rédigé par Ernest Jones, et j'y ajoutai de nouveaux paragraphes sur l'activité de Palmerston. Entre temps, le « Glasgow Sentinel » avait également reproduit un de ces articles (Palmerston and Poland), qui attira l'attention de David Urquhart. A la suite d'une entrevue que j'eus avec lui, il décida M. Tucker, de Londres, à publier une partie de ces articles sous forme de pamphlet. Ce pamphlet contre Palmerston fut, dans la suite, vendu à 15.000 ou 20.000 exemplaires dans diverses éditions. A la suite de mon analyse du livre bleu consacré à la chute de Kars (organe chartiste de Londres, avril 1856) le *Foreign Affairs Committee* de Sheffield me fit parvenir une lettre d'approbation. (Voir annexe 7). En dépouillant, au British Museum, des manuscrits diplomatiques, je découvris une série de documents anglais, allant de la fin du XVIIIe siècle jusqu'à l'époque de Pierre le Grand, qui dévoilent la collaboration secrète permanente des cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg, et révèlent que cette collaboration date de l'époque de Pierre le Grand. J'ai voulu consacrer à ce sujet un article détaillé, dont je n'ai encore fait imprimer que l'introduction sous le titre : *Revelations of the diplomatic history of the 18th century*. Elle parut d'abord dans la *Free Press* de Sheffield, puis dans la *Free Press* de Londres, tous deux des organes chartistes. A ce dernier journal, j'ai, depuis sa fondation, donné par-ci par-là quelques articles. Si je me suis occupé de Palmerston et de la diplomatie anglo-russe, en général, je l'ai fait sans me douter le moins du monde que derrière lord Palmerston, il y avait M. Karl Vogt. ».

<sup>2</sup> L'école de Manchester - un courant de pensée économique reflétant les intérêts de la bourgeoisie industrielle. Elle prônait le libre-échange et la non-intervention de l'Etat dans les affaires économiques. Dans les années 1840 et 1850, les *Free Traders* étaient un groupe politique indépendant; plus tard, ils constitueront l'aile gauche du Parti libéral.

<sup>3</sup> *Hermann. Deutsches Wochenblatt aus London* - un organe de l'émigration petite-bourgeoise et démocratique, qui parut à Londres à partir de janvier 1859. De janvier à juillet 1859, Gottfried Kinkel en était l'éditeur et le rédacteur en chef.

Bien que Biskamp vécût depuis 1852 en Angleterre, nous étions, jusqu'à ce jour, restés étrangers l'un à l'autre. Le lendemain du meeting Urquhart, Liebknecht l'introduisit chez moi. Le manque de temps m'empêcha tout d'abord de collaborer au *Volk*, mais je promis d'engager mes amis allemands d'Angleterre à s'abonner, à fournir des subsides en argent et des articles. Au cours de la conversation, nous en vîmes à parler du meeting Urquhart, ce qui nous conduisit à Vogt, dont Biskamp connaissait déjà et appréciait à leur juste valeur les *Etudes*. Je leur communiquai à tous deux la teneur du programme de Vogt ainsi que les révélations de Blind, mais en faisant remarquer, à propos de ces dernières, que les Allemands du sud avaient coutume de forcer les nuances. A ma grande surprise, le deuxième numéro du *Volk* (14 mai) publia, sous le titre de : « Le régent de l'empire traître à l'empire » (*Hauptbuch*, Documente, p. 17), un article où Biskamp mentionne deux des faits cités par Blind, les 30.000 florins, qu'il réduit cependant à 4.000, et l'origine bonapartiste des fonds de manœuvre de Vogt. Pour le reste, son article se composait de plaisanteries dans le genre des *Guêpes*<sup>1</sup> qu'il avait, en 1848-49, rédigées à Cassel avec Heise. L'association ouvrière allemande de Londres avait entre temps, ainsi que je l'appris longtemps après la parution du *Hauptbuch*, chargé un de ses chefs, M. Scherzer, d'inviter les associations ouvrières d'instruction de la Suisse, de la Belgique et des Etats-Unis à soutenir le *Volk* et à lutter contre la propagande bonapartiste. L'article du 14 mai ci-dessus mentionné Biskamp l'envoya lui-même par la poste à Vogt, à qui son fameux Ranickel procura en même temps la circulaire de Scherzer.

Avec son esprit critique ordinaire, Vogt me fit entrer immédiatement comme démiurge dans cette trame qui lui déplaisait. Il publia donc sans plus ample informé, l'esquisse de sa future élucubration historique dans le supplément extraordinaire, souvent cité, au n° 150 du *Schweizer Handelscourier*. Cet évangile primitif, où les mystères de la *Schwefelbande*, des *Bürstenheimer*, de Cherval, etc., furent révélés pour la première fois sous la date : Berne, le 25 mai 1859, (donc à une date plus récente que l'évangile des Mormons<sup>2</sup>) portait le titre : *Avertissement*, et se rattachait de façon adéquate à la traduction d'un passage tiré d'une brochure<sup>3</sup> du fameux E. About<sup>4</sup>.

Cet évangile primitif de Vogt, cet avertissement, fut, comme nous l'avons déjà dit plus haut, reproduit à ma demande dans le *Volk*.

Dans les premiers jours de juin, je quittai Londres pour rendre visite à Engels à Manchester, où nous réunîmes une souscription d'environ 25 livres pour le *Volk*. Fr. Engels, W Wolff, et moi-même, enfin trois médecins allemands établis à Manchester, dont les noms figurent dans un document juridique que j'ai envoyé à Berlin, nous fournîmes cette subvention, dont la nature, poussa Vogt « curieux » à jeter « par-delà la Manche » un regard sur Augsburg et Vienne (*Hauptbuch*, p. 21). Quant aux collectes faites à Londres par le premier comité financier, Vogt peut demander à Faucher de le renseigner à ce sujet.

---

<sup>1</sup> En référence à *Die Hornisse* - journal publié par les démocrates petits-bourgeois Heise et Kellner à Kassel de 1848 à 1850; Biskamp a collaboré à ce journal en 1848-1849.

<sup>2</sup> Les Mormons sont les membres d'une secte religieuse fondée aux États-Unis en 1830 par Joseph Smith (1805-1844) qui a écrit le *Livre de Mormon* (1830) sur la base de prétendues révélations divines. Au nom du prophète Mormon, le livre raconte la migration des tribus israélites vers l'Amérique qui, selon lui, aurait eu lieu dans l'Antiquité.

<sup>3</sup> Il s'agit de *La question romaine*, un pamphlet de E. About publié à Bruxelles en 1859. Un supplément au *Schweizer Handels-Courier*, n° 150, du 2 juin 1859 a publié un article intitulé « Die römische Frage (von E. About. Fortsetzung) ».

<sup>4</sup> **Note de Marx** : « Un mot sur le *Commis voyageur* de Biel, le moniteur marron du « régent fugitif de l'empire ». L'éditeur et le rédacteur du *Bielser Handelscourier*, c'est un certain Ernest Schüler, réfugié politique de 1838, maître de poste, marchand de vins, failli, mais actuellement remis à flot, parce que son journal, subventionné pendant la guerre de Crimée par les racleurs anglais, français et suisses, compte 1.200 abonnés. ».

Vogt nous apprend (*Hauptbuch*, p. 225) : « La réaction a de tout temps pratiqué le procédé de demander aux démocrates de faire tout leur travail gratuitement, tandis qu'elle revendique elle-même le privilège de se faire payer et d'être payée ». Combien plus réactionnaire est par conséquent le procédé du *Volk*, qui non seulement est écrit et rédigé gratuitement, mais se fait donner de l'argent par ses collaborateurs ! Si cela n'est pas une preuve de la collusion entre le *Volk* et la réaction, Karl Vogt y perd son latin !

Pendant mon séjour à Manchester, il se produisit à Londres un événement d'une importance décisive. Liebknecht découvrit en effet à l'imprimerie de Hollinger (éditeur du *Volk*), les épreuves du pamphlet anonyme : *Avertissement*, dirigé contre Vogt, les parcourut rapidement, reconnut immédiatement les révélations de Blind et apprit par-dessus le marché, de la bouche du typographe A. Vögele, que Blind avait remis à Hollinger, aux fins d'impression, le manuscrit écrit de sa propre main. Les corrections étaient également de l'écriture de Blind. Deux jours après Hollinger remit à Liebknecht ces épreuves, et Liebknecht les fit parvenir à *Allgemeine Zeitung*. La composition du pamphlet fut conservée et servit par la suite pour la reproduction dans le numéro 7 du *Volk* (18 juin 1859).

C'est avec la publication de l'*Avertissement* dans l'*Allgemeine Zeitung* que l'ex-régent de l'empire Vogt commence sa campagne d'Augsbourg. Il porta plainte contre l'*Allgemeine Zeitung* pour reproduction du pamphlet.

Dans le *Hauptbuch* (p. 227-228), Vogt travestit les paroles de Müllner : « C'est moi, c'est moi ! Je suis le brigand Jaromir ». Mais, au lieu du verbe être, il emploie le verbe avoir. « J'ai porté plainte, parce que je savais d'avance que tout le vide, toute la nullité, toute la pauvreté de cette rédaction qui a la prétention d'être « la représentante de la haute culture allemande » apparaîtraient forcément au grand jour; j'ai porté plainte, parce que je savais d'avance, que les relations de cette honorable rédaction et de la politique autrichienne qu'elle portait aux nues avec la *Schwefelbande* et le rebut de la révolution allaient forcément être étalées aux yeux du public. » Et par quatre fois il reprend : « J'ai porté plainte ». Votre Vogt qui a porté plainte devient sublime, à moins que Longin<sup>1</sup> n'ait raison quand il dit qu'il n'y a rien sur terre de plus sec que l'hydropique. « Dans la plainte, s'écrie la « nature arrondie », c'est aux considérations personnelles que j'ai le moins obéi. ».

Mais en réalité les choses se passèrent de façon toute différente. Un veau ne recule pas avec plus de terreur devant l'estou<sup>2</sup> que Vogt devant le banc des accusés. Tandis que ses amis intimes, Ranickel et Reinach (jadis la « *chronique scandaleuse*<sup>3</sup> » ambulante dirigée contre Vogt) ainsi que ce grand bavard de Mayer (d'Esslingen) le confirmaient dans la répulsion que lui inspirait le banc des accusés, les gens de Zurich le pressaient instamment de faire suivre sa plainte.

A la fête ouvrière de Lausanne, le fourreur Roos lui déclara devant témoins qu'il lui retirait son estime s'il n'engageait pas la procédure. Mais Vogt faisait la sourde oreille, disant qu'il se moquait absolument de la *Schwefelbande* d'Augsbourg et de Londres et qu'il garderait le silence. Mais tout à coup il parla. Divers journaux annoncèrent son procès et Ranickel déclara : « Ceux d'Augsbourg ne l'ont pas laissé tranquille. Quant à moi, je n'ai pas donné mon assentiment ».

D'ailleurs, puisque la « nature arrondie » se trouvait dans l'embaras, la manœuvre dont il pouvait espérer le plus de résultats,

---

<sup>1</sup> En référence de l'auteur nommé Cassius Longinus d'une œuvre grecque de critique littéraire *De Sublimitate* du premier siècle de notre ère.

<sup>2</sup> Ce terme ancien désigne la table de boucher où l'on dépeçait les animaux.

<sup>3</sup> En français dans le texte de Marx.

c'était d'intenter un procès à *l'Allgemeine Zeitung*. L'apologie de Vogt par lui-même, en réponse à une attaque de J. Venedey qui l'avait accusé de menées bonapartistes<sup>1</sup>, fut publiée le 16 juin 1859 dans le *Handelscourier* de Biel et n'arriva donc à Londres qu'après la parution du pamphlet anonyme qui se terminait par cette menace : « Mais si Vogt, ce qu'il ne peut guère oser, voulait nier, ces révélations seront suivies d'un numéro 2 ». Or, Vogt avait nié, mais ce qui ne suivit pas, ce furent les révélations du numéro 2. Tranquille de ce côté, il n'avait plus à redouter de malheur que de la part de ses chers amis et connaissances, qu'il connaissait suffisamment pour pouvoir compter sur leur lâche discrétion. Plus il se livrait publiquement aux coups en portant plainte, plus il était en droit d'escompter cette discrétion, car c'était en quelque sorte tout le Parlement croupion qui, dans la personne du « régent fugitif de l'empire » était au pilori.

Dans sa brochure : *Pro domo und pro patria gegen Karl Vogt*. Hannover, 1860, le parlementaire Jacob Venedey nous raconte les dessous dans ces termes :

« En dehors des lettres que Vogt a communiquées dans l'exposé de son procès, j'ai lu une autre lettre de Vogt qui révélait, avec beaucoup plus de netteté que la lettre adressée au Dr Lœning, le rôle joué par Vogt comme aide de ceux qui s'efforçaient de localiser la guerre en Italie. Pour étayer ma propre conviction, j'ai copié quelques passages de cette lettre; mais il m'est malheureusement interdit de les donner ici, le destinataire ne me les ayant communiquées que contre la promesse de ne pas les publier. Pour des considérations de personne ou de parti, on a essayé de couvrir la conduite de Vogt dans cette affaire d'une façon qui ne me paraît pas justifiée vis-à-vis du parti, ni vis-à-vis du devoir viril à remplir à l'égard de la patrie. Cette réserve observée de différents côtés est cause que Vogt peut, après comme avant, se poser impudemment en chef de parti allemand. Mais il me semble à moi qu'en agissant de la sorte, le parti dont Vogt était membre a pris en partie la responsabilité des faits et gestes de l'ex-régent<sup>2</sup>. »

Si donc le général Vogt ne courait pas de risques excessifs en intentant un procès à *l'Allgemeine Zeitung*, une offensive dans cette direction lui offrait la meilleure base d'opération. C'était l'Autriche qui diffamait Vogt par l'intermédiaire de *l'Allgemeine Zeitung*, l'Autriche unie aux communistes ! Vogt apparaissait ainsi comme la victime intéressante d'une monstrueuse coalition entre les ennemis du libéralisme bourgeois. Et la petite presse allemande, déjà favorable à Vogt parce qu'il diminuait l'empire<sup>3</sup>, allait, avec des cris de joie, l'élever sur le pavois !

Dans les premiers jours de juillet 1859, peu de temps après mon retour de Manchester, Blind vint me voir à propos d'un incident qui n'a pas d'importance ici. Il était accompagné de Fidelio Hollinger et de Liebknecht. Dans cette entrevue, je lui déclarai catégoriquement que je le tenais pour l'auteur du pamphlet : *Avertissement*. Il jura ses grands dieux que ce n'était pas vrai. Je répétai point par point ses communications du 9 mai, qui constituaient en fait tout le fond du pamphlet. Il admit tout cela, mais soutint quand même qu'il n'était pas l'auteur du pamphlet.

---

<sup>1</sup> Le 7 juin 1859, *l'Allgemeine Zeitung* (n° 158) publie un article sous le titre éditorial « Venedey über die Stellung Deutschlands und Preussens zur italienischen Frage » (« Venedey sur la position de l'Allemagne et de la Prusse sur la question italienne ») comprenant une lettre de Venedey à un de ses amis en Prusse qui avait été publiée à l'origine dans la *Zeitung für Norddeutschland*. Entre autres choses, la lettre exposait les liens de Vogt avec les bonapartistes.

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Voir également ce même pamphlet, où il dit à la page 4 : « Cette façon de s'arrêter à des considérations de parti, l'inconsistance morale qui consiste à s'avouer en petit comité que Vogt s'est abominablement joué de la patrie, et à permettre ensuite à ce même Vogt d'accuser ouvertement de calomnie ceux qui n'ont dit que ce qu'ils savent et pensent, et dont ils ont les preuves en mains, tout cela m'inspire du dégoût, etc. ».

<sup>3</sup> Marx qualifie ironiquement Vogt de « diminuteur de l'Empire » (Mindrer des Reichs) par opposition à « augmentateur de l'Empire » (Mehr der Reichs), un titre donné aux empereurs allemands au Moyen Âge.

Environ un mois plus tard, en août 1859, Liebknecht me montra une lettre où la rédaction de l'*Allgemeine Zeitung* lui demandait instamment de lui fournir des documents prouvant les points d'accusation contenus dans le pamphlet : *Avertissement*. Sur sa demande, je me décidai à l'accompagner à Saint John's Wood chez Blind, qui, s'il n'était pas l'auteur du pamphlet, savait du moins, dès le début de mai, ce que le pamphlet n'apprit au monde que dans les premiers jours de juin, et était, en outre, à même de « prouver » ce qu'il savait. Blind était absent. Il se trouvait aux bains de mer. Liebknecht lui fit donc connaître par écrit le but de notre visite. Pas de réponse. Liebknecht écrivit une seconde lettre. Enfin nous reçûmes le document suivant, bien digne d'un homme d'Etat :

« Cher monsieur Liebknecht,

« Vos deux lettres, mal adressées, me sont parvenues presque en même temps. Comme vous le comprendrez aisément, je ne tiens nullement à me mêler des affaires d'un journal que je ne connais pas du tout. Et cela, dans le cas présent, d'autant moins que, dans l'incident en question, je n'ai, ainsi que je vous l'ai déjà déclaré, pas la moindre part. Quant aux remarques faites dans une conversation privée et que vous citez, on les a manifestement interprétées tout de travers, et il y a là une erreur sur laquelle je reviendrai, à l'occasion, verbalement. Avec mes regrets qu'avec Marx vous ayez inutilement pris la peine de vous rendre à mon domicile, je reste etc.... K. Blind. St-Léonard's, 8 septembre ».

Cette froide note diplomatique, d'après laquelle Blind n'a pas eu la moindre part à la dénonciation contre Vogt, me rappelle un article anonyme, paru le 27 mai 1859 dans la *Free Press* de Londres et dont voici la teneur :

« *Le grand-duc Constantin futur roi de Hongrie.*

« Un correspondant qui a joint sa carte de visite nous écrit :

« Monsieur, assistant au dernier meeting<sup>1</sup> à la salle de musique, j'ai entendu une réflexion concernant le grand-duc Constantin. Je suis à même de vous faire connaître un autre fait. Pas plus tard que dimanche dernier, le prince Jérôme Napoléon détaillait à Genève à quelques-uns de ses intimes un plan d'attaque contre l'Autriche et un remodelage prévue de la carte d'Europe. Je connais le nom d'un sénateur suisse à qui il a expliqué tout le sujet. Le prince Jérôme a déclaré à ce moment que, conformément au plan en question, le grand-duc Constantin deviendrait roi de Hongrie.

« Je sais en outre qu'au début de la présente année l'on a fait des tentatives pour gagner au plan russo-napoléonien aussi bien quelques démocrates allemands exilés que des libéraux influents restés en Allemagne. On leur a, pour les corrompre, offert de larges subsides financiers. Je suis heureux de dire que ces offres ont été repoussées avec indignation. »

Cet article, où Vogt, il est vrai n'est pas nommé, mais est désigné assez clairement pour que les réfugiés allemands de Londres ne puissent pas s'y tromper, donne en réalité la substance du pamphlet : *Avertissement*, qui devait paraître plus tard. L'auteur du « futur roi de Hongrie », que son zèle patriotique conduisit à dénoncer Vogt en gardant l'anonymat, devait naturellement saisir avec empressement la riche occasion, que lui fournissait le procès d'Augsbourg, de dévoiler devant le tribunal aux yeux de toute l'Europe la trahison dont il s'agit. Et qui donc était l'auteur du « futur roi de Hongrie » ? Le citoyen Karl Blind. Ceci, la forme et le fond de l'article me l'avaient déjà fait pressentir au mois de mai; et j'en eus la confirmation officielle par le rédacteur de la *Free Press*, M. Collet, dès que je lui eus expliqué toute l'importan-

---

<sup>1</sup> **Précision de Marx** : « Le meeting Urquhart tenu le 9 mai. ».

ce du litige en suspens et communiqué la note diplomatique de Blind.

Le 17 septembre 1859, le typographe M. A. Vögele me remit une déclaration écrite (reproduite dans le *Hauptbuch*, Documente, n° 30, 31), où il attestait, non pas que Blind était l'auteur du pamphlet : *Avertissement*, mais que lui (Vögele) et son patron Fidelio Hollinger avaient composé le pamphlet à l'imprimerie Hollinger, que le manuscrit était de la main de Blind, et que Hollinger lui avait dit en passant que Blind était l'auteur du pamphlet.

S'appuyant sur les déclarations de Vögele et le « futur roi de Hongrie », Liebknecht écrivit encore une fois à Blind, l'invitant à fournir des « preuves » des faits que cet homme d'Etat avait dénoncés dans la *Free Press*, et lui faisant connaître en même temps qu'on avait des documents prouvant qu'il (Blind) avait pris part à la publication du pamphlet : *Avertissement*. Au lieu de répondre à Liebknecht, Blind me dépêcha M. Collet. Celui-ci était chargé de m'inviter à ne pas lancer dans le public ce que je savais sur l'auteur dudit article de la *Free Press*. Je répondis que je ne pouvais prendre aucun engagement. Ma discrétion irait de pair avec la bravoure de Blind.

Cependant la date fixée pour l'ouverture du procès à Augsbourg approchait. Blind gardait le silence. Vogt avait essayé, dans ses diverses déclarations publiques, de m'attribuer la paternité du pamphlet ainsi que l'obligation, puisque j'étais l'auteur anonyme, d'apporter la preuve des faits cités dans le factum. Pour parer à cette manœuvre, pour justifier Liebknecht, et pour défendre l'*Allgemeine Zeitung* qui, à mon estimation, avait fait œuvre pie en dénonçant Vogt, je fis savoir, par Liebknecht, à la rédaction de l'*Allgemeine Zeitung* que j'étais prêt, si elle m'en faisait la demande par écrit, à lui transmettre un document relatif à l'origine du pamphlet : *Avertissement*. C'est ainsi que se produisit « la correspondance active que Marx entretient précisément en ce moment avec M. Kolb<sup>1</sup> » : deux lettres qui me furent adressées par M. Orges, toutes deux de la même date, où il me demande le document promis, document que je lui fis parvenir du reste avec quelques lignes de ma main<sup>2</sup>.

Les deux lettres de M. Orges, en réalité une double édition de la même lettre, arrivèrent à Londres le 18 octobre 1859, alors que les débats devant le tribunal d'Augsbourg allaient s'ouvrir dès le 24 octobre. J'écrivis donc immédiatement à M. Vögele, lui fixant, pour le lendemain, un rendez-vous dans les locaux du tribunal de simple police de Marlborough, où il donnerait à sa déclaration concernant le pamphlet : *Avertissement* la forme juridique d'un *affidavit*<sup>3</sup>.

Ma lettre ne le toucha pas en temps utile. Le 19 octobre<sup>4</sup> je fus donc forcé, contrairement à mon intention première, d'envoyer à l'*Allgemeine Zeitung*, au lieu d'un *affidavit*, la déclaration écrite ci-dessus mentionnée du 17 septembre<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « Dans le numéro 319 de l'*Allgemeine Zeitung*, M. Kolb fait effectivement allusion à une lettre très détaillée de M. Marx qu'il n'imprime pas. Mais cette *lettre détaillée* est reproduite dans la *Hamburger Reform*, numéro 139, supplément du 19 novembre 1859. Cette « lettre détaillée » était une déclaration que je destinais au public et que j'adressai également à la *Volkzeitung* de Berlin. ».

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Ma lettre d'envoi et la déclaration de Vögele se trouvent dans le *Hauptbuch*, Documente, p. 30, 31. ».

<sup>3</sup> **Note de Marx** : « Déclaration sous serment faite devant une autorité et qui, si elle est reconnue fautive, entraîne toutes les conséquences légales d'un faux serment. ».

<sup>4</sup> **Note de Marx** : « Comme j'écrivis illisiblement, on me fit, devant le tribunal d'Augsbourg, dater du 29 octobre ma lettre datée du 19 octobre. L'avocat de Vogt, Dr Hermann, Vogt lui-même, la digne *Nationalzeitung* de Berlin et toute la clique ne doutèrent pas un instant qu'une lettre écrite à Londres le 29 octobre pût être soumise au tribunal d'Augsbourg dès le 24 octobre. ».

<sup>5</sup> **Note de Marx** : « Que ce quiproquo est dû au pur hasard – la remise tardive de ma lettre à M. Vögele – on le voit par l'*affidavit* de M. Vögele daté du 11 février 1860. ».

On sait que les débats d'Augsbourg tournèrent à une véritable comédie d'erreurs. Le corps du délit, c'était le pamphlet : *Avertissement*, envoyé par Liebknecht à l'*Allgemeine Zeitung* et publié par ce journal. L'éditeur et l'auteur du pamphlet jouaient à colin-maillard; Liebknecht était dans l'impossibilité d'amener à la barre d'un tribunal d'Augsbourg ses témoins qui se trouvaient à Londres; les rédacteurs de l'*Allgemeine Zeitung*, dans leur embarras juridique, péroraient et recouraient à un baragouinage politique dépourvu de sens; le Dr Hermann servait les histoires funambulesques de la « nature arrondie » sur la *Schwefelbande*, la fête de Lausanne, etc. Et finalement le tribunal rejetait la plainte de Vogt, parce que le plaignant s'était trompé quant à l'instance compétente. La confusion atteignit son maximum, lorsque, le procès se trouvant terminé à Augsbourg, l'*Allgemeine Zeitung* en apporta le compte rendu à Londres. Blind qui avait, jusque-là, gardé inviolablement son silence diplomatique, entra, sans plus tarder, publiquement en lice, effarouché par le témoignage du typographe Vögele que j'avais ajouté. Vögele n'avait pas déclaré que Blind était l'auteur du pamphlet, il avait simplement déclaré que Fidelio Hollinger lui avait affirmé que le pamphlet était de Blind. Par contre, Vögele déclarait de la façon la plus catégorique que le manuscrit du pamphlet était de l'écriture, qu'il connaissait bien, de Blind et qu'il avait été composé et imprimé à l'imprimerie Hollinger. Blind pouvait être l'auteur du pamphlet, bien que le manuscrit ne fût pas de la main de Blind ni composé à l'imprimerie Hollinger. Inversement, le pamphlet pouvait être de l'écriture de Blind et avoir été imprimé par Hollinger, bien que Blind n'en fût pas l'auteur.

Dans le numéro 313 de l'*Allgemeine Zeitung*, sous la date : Londres, le 3 novembre 1859 (*Hauptbuch*, Documente 37-38), le citoyen et homme politique Blind déclare qu'il n'est pas l'auteur du pamphlet, et il « publie », comme preuve, le document ci-après :

« a. Je déclare par la présente que l'affirmation, contenue dans le numéro 300 de l'*Allgemeine Zeitung*, par laquelle le typographe Vögele déclare que le pamphlet : *Avertissement* a été imprimé dans mon imprimerie ou que M. Karl Blind en est l'auteur, constitue une invention malveillante. 3, Litchfield Street, Soho, Londres, le 2 novembre 1859, Fidelio Hollinger. »

« b. Le soussigné qui habite et travaille depuis 11 mois au numéro 3, Lichfield Street, certifie de son côté que les déclarations de M. Hollinger sont l'expression de la vérité. Londres, le 2 novembre 1859. J.-F. Wiehe, typographe ».

Vögele n'a prétendu nulle part que Blind est l'auteur du pamphlet. Fidelio Hollinger commence donc par inventer l'affirmation de Hollinger, pour déclarer ensuite que c'est une « invention malveillante ». D'autre part, si le pamphlet n'a pas été imprimé à l'imprimerie Hollinger, d'où ce même Fidelio Hollinger savait-il que Karl Blind n'en est pas l'auteur ?

Et comment le fait d'habiter et de travailler depuis 11 mois chez Hollinger peut-il habiliter le typographe Wiehe à déclarer le 2 novembre 1859 « que les déclarations de M. Hollinger sont l'expression de la vérité » ?

Ma réponse à cette déclaration de Blind (numéro 325 de l'*Allgemeine Zeitung*, *Hauptbuch*, Documente 39, 40) se terminait par ces mots : « Le déplacement du procès d'Augsbourg à Londres donnerait la solution de tout le mystère Blind-Vogt. ».

Blind, avec toute l'indignation morale d'une belle âme blessée, revient à l'attaque dans le supplément à l'*Allgemeine Zeitung* du 11 décembre 1859.

« Me référant une fois de plus (ne l'oublions pas !) aux documents signés de l'imprimeur M. Hollinger et du typographe Wiehe, je déclare pour la dernière fois que l'hypothèse, qu'on ne produit plus maintenant que sous forme d'insinuation, d'après laquelle je se-

rais l'auteur du pamphlet souvent mentionné, est un mensonge pur et simple, Dans les autres allégations à mon sujet, la vérité est très grossièrement altérée. »

Dans un post-scriptum dont elle fait suivre cette déclaration, la rédaction de l'*Allgemeine Zeitung* fait remarquer « que la discussion n'intéresse pas davantage le grand public » et invite par conséquent les « intéressés à s'abstenir de toute réponse éventuelle », invitation dont la « nature arrondie » donne, à la fin du *Hauptbuch* le commentaire que voici :

« Autrement dit, la rédaction de l'*Allgemeine Zeitung* invite MM. Marx, Biskamp<sup>1</sup>, Liebknecht, démasqués comme de vulgaires menteurs, à ne pas compromettre davantage ni leurs propres personnes, ni l'*Allgemeine Zeitung*. »

Telle fut la fin provisoire de la campagne d'Augsbourg.

Retombant dans le ton de sa « pouillade », M. Vogt montre le typographe Vögele faisant une fausse déposition devant Liebknecht et moi. (*Hauptbuch*, p. 195). Quant à l'origine du pamphlet, voici comment il l'explique : « Blind a probablement imaginé et colporté des suspicions. La *Schwefelbande* en a forgé le pamphlet et d'autres articles qu'elle a mis sur le compte de Blind harcelé de toutes parts (p. 218) ».

Si Vogt n'a pas, comme on l'y avait invité, repris à Londres sa campagne indécise, c'est, d'une part, parce que Londres est « un trou » (p. 229) et, d'autre part, parce que les partis en cause se taxaient mutuellement de mensonge » (ibid.).

L'homme de la critique directe n'admet l'intervention des tribunaux que si les partis sont absolument d'accord sur la vérité.

Je saute maintenant trois mois pour reprendre le fil de mon récit au début de février 1860. A cette date, le *Hauptbuch* de Vogt n'était pas encore arrivé à Londres; mais nous y avions déjà reçu le *florilège* de la *Nationalzeitung* de Berlin. On y lisait entre autres :

« Il était très facile dès lors au parti Marx d'imputer à Blind la paternité du pamphlet, précisément en raison et à la suite des déclarations analogues faites par celui-ci dans son entretien avec Marx et dans l'article de la *Free Press*; en utilisant les déclarations et les expressions de Blind, on pouvait forger le pamphlet de telle façon qu'il parût sortir de la plume de Blind. »

Blind, qui, de même que Falstaff voyait dans la discrétion la meilleure partie de la bravoure<sup>2</sup>, considérait le silence comme étant tout l'art de la diplomatie, Blind se mit de nouveau à garder le silence. Pour lui délier la langue, je publiai sous la date : Londres le 4 février 1860, une circulaire en anglais portant ma signature.

Cette circulaire, adressée au rédacteur de la *Free Press*, dit entre autres :

---

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « Sous la date : Londres, le 20 octobre, Biskamp avait, au sujet de l'affaire Vogt, adressé à la rédaction de l'*Allgemeine Zeitung* une lettre, où il offrait finalement ses services comme correspondant. Je ne connus cette lettre que par l'*Allgemeine Zeitung*. Vogt invente une théorie morale d'après laquelle le fait d'avoir soutenu un journal disparu me rend responsable des lettres privées que peut écrire dans la suite le rédacteur de ce journal. A bien plus forte raison Vogt serait responsable des *Stimmen der Zeit* de Kolatschek, puisqu'il fut collaborateur rétribué de la *Monatsschrift* de Kolatschek. Tant que Biskamp publia le *Volk*, il fit preuve du plus grand dévouement, renonçant à une place qu'il occupait depuis de longues années, pour assumer la rédaction que, dans une situation très précaire, il assurait gratuitement; il alla même jusqu'à sacrifier, pour pouvoir agir conformément à ses convictions, les articles qu'il envoyait à des journaux allemands, tels que par exemple la *Kölnische Zeitung*. Tout cela ne me regarde pas et ne m'a jamais regardé. ».

<sup>2</sup> Shakespeare, *Henry IV*, Première partie, Acte V, scène 4.

« Avant de me résoudre à d'autres démarches il me faut démasquer les drôles qui ont manifestement fait le jeu de Vogt. Je déclare donc publiquement qu'en affirmant que le pamphlet anonyme n'a pas été imprimé à l'imprimerie Hollinger, 3, Litchfield Street, Blind, Wiehe et Hollinger ont dit un infâme mensonge ».

Après avoir établi mes preuves, je termine par ces paroles :

« Par conséquent, je déclare de nouveau le susnommé Karl Blind un infâme menteur. Si j'ai tort, il lui est facile de me réfuter en me traduisant devant un tribunal anglais. »

Le 6 février 1860, un journal de Londres, le *Daily Telegraph*, reproduisit, sous le titre : « Les journalistes à la solde de l'Autriche », la cueillette de la *Nationalzeitung*. (J'y reviendrai plus tard.) Quant à moi, j'intentai à la *Nationalzeitung* un procès en diffamation, j'en fis part au *Telegraph* contre qui je formulai une plainte de même genre et je me mis à réunir les documents juridiques nécessaires.

Le 11 février 1860, le typographe Vögele établit un *affidavit* devant le tribunal de police de Bow Street. Il répète la substance de sa déclaration du 17 septembre 1859 : le manuscrit du pamphlet est écrit de la main de Blind et a été imprimé à l'imprimerie Hollinger, après avoir été composé pour une partie par lui-même (Vögele), pour l'autre partie par Fidelio Hollinger.

Bien plus important était l'*affidavit* du typographe Wiehe, au témoignage de qui Blind en avait appelé à plusieurs reprises, avec une assurance sans cesse croissante. Voici la traduction fidèle de ce document :

« Un des premiers jours de novembre dernier, - je ne me rappelle pas la date exacte -, le soir entre 9 et 10 heures, je fus tiré de mon lit par M. F. Hollinger, dans la maison de qui j'habitais alors et chez qui j'étais occupé comme typographe. Il me présenta une pièce où il était déclaré que, durant les onze derniers mois, il m'avait occupé sans interruption et qu'au cours de toute ces périodes un certain pamphlet allemand : *Avertissement* n'avait été ni composé ni imprimé à l'imprimerie de M. Hollinger, 3 Litchfield Street, Soho. Dans mon trouble, et sans me rendre compte de l'importance de l'opération, je cédaï à son désir et je copiai et signai le document. M. Hollinger me promit de l'argent; mais je n'ai rien touché. Pendant cette transaction M. Karl Blind, comme ma femme me l'apprit plus tard, attendait dans le bureau de Hollinger. Quelques jours après, Mme Hollinger m'appela pendant mon repas et me conduisit dans le bureau de son mari, où je trouvai M. Blind seul. Il me présenta le même document que M. Hollinger m'avait présenté précédemment, et me pressa d'en écrire une seconde copie et de la signer, parce qu'il lui en fallait deux, l'une pour lui-même et l'autre destinée à être publiée dans la presse. Il ajouta qu'il se montrerait reconnaissant. Je copiai le document et le signai de nouveau.

J'affirme ici la vérité de ce qui précède et j'ajoute ceci :

1. Au cours des onze mois mentionnés dans le document, je fus occupé, pendant six semaines, non par M. Hollinger, mais par un certain Ermani.
2. Je ne travaillais pas à l'imprimerie de M. Hollinger juste au moment où fut publié le pamphlet : *Avertissement*.
3. J'appris à cette date de M. Vögele, qui travaillait alors pour M. Hollinger que lui, Vögele, avait, avec M. Hollinger lui-même, composé le pamphlet en question et que le manuscrit était de la main de Blind.
4. La composition du pamphlet existait encore quand je rentrai à l'imprimerie Hollinger. J'en fis moi-même la mise en page pour la reproduction du pamphlet : *Avertissement* dans la feuille allemande *Das Volk*, imprimée par Hollinger, 3, Litchfield Street, Soho. Le pamphlet parut dans le numéro 7 du *Volk* du 18 juin 1859.

5. J'ai vu M. Hollinger remettre à M. Wilhelm Liebknecht, domicilié 14, Church Street, Soho, l'épreuve du pamphlet : *Avertissement*, sur laquelle épreuve M. Karl Blind avait de sa propre main corrigé quatre ou cinq fautes d'impression. M. Hollinger hésitait à remettre l'épreuve à M. Liebknecht; et M. Liebknecht s'était à peine retiré que M. Hollinger nous exprimait, à mon camarade Vögele et à moi-même, ses regrets de s'être dessaisi de l'épreuve.

Johann Friedrich Wiehe

Déclaré et signé par ledit Friedrich Wiehe au tribunal de police de Bow Street, ce 8 février 1860 par devant nous, Th. Henry, juge au dit tribunal. (Police Court. Bow Street). »

Il était prouvé par les deux affidavits des typographes Vögele et Wiehe que le manuscrit était écrit de la main de Blind, qu'il avait été composé à l'imprimerie Hollinger et que Blind avait fait lui-même une correction.

Et l' « homme d'Etat<sup>1</sup> » écrit à Julius Fröbel sous la date : Londres, le 4 juillet 1859 : « Il vient de se produire ici, lancée par je ne sais qui, une violente accusation contre Vogt, accusation de corruption. On y trouve divers prétendus faits dont nous n'avions pas entendu parler jusqu'ici ».

Et le même « homme d'Etat » écrivait à Liebknecht le 8 septembre 1859 « qu'il n'avait en rien pris part à ladite affaire ».

Non content de ces exploits, le citoyen et homme d'Etat Blind avait en outre forgé une fausse déclaration, pour laquelle, avec des promesses d'argent faites par Fidelio Hollinger et avec la garantie de sa propre reconnaissance, il obtint obrepticement la signature du typographe Wiehe.

Ce produit de son propre génie, il l'envoya, muni de la signature surprise de Wiehe et accompagné de la fausse attestation de Fidelio Hollinger, à l'*Allgemeine Zeitung*. Bien plus, dans une seconde déclaration, il se « réfère à plusieurs reprises à ces documents » et, fort de ces documents et saisi d'une belle indignation morale, il me jette à la tête « de vulgaires mensonges ».

Je fis circuler dans différentes sphères une copie des deux affidavits de Vögele et de Wiehe. Il y eut, là-dessus, une réunion, chez Blind, entre Blind, Fidelio Hollinger et l'ami intime de Blind, M. Karl Schaible, un brave homme bien tranquille qui, dans les opérations diplomatiques de Blind, jouait en quelque sorte le rôle d'éléphant apprivoisé.

Dans le numéro du 15 février 1860 du *Daily Telegraph* parut alors un entrefilet qui fut ensuite reproduit dans des journaux allemands et dont voici la traduction :

« Le pamphlet contre Vogt »

A l'éditeur du *Daily Telegraph*

Monsieur, pour couper court aux faux bruits mis en circulation, je sens que je dois à Mr. Blind aussi bien qu'à Mr. Marx la déclaration formelle que ni l'un ni l'autre n'est l'auteur du pamphlet dirigé il y a quelque temps contre le professeur Vogt à Genève. C'est moi l'auteur de ce pamphlet, c'est moi qui en porte toute la responsabilité. Je regrette aussi bien pour Mr. Marx que pour Mr. Blind que des circonstances indépendantes de ma volonté m'aient empêché de faire cette déclaration plus tôt.

Londres, le 14 février 1860

Karl Schaible, M.D.

---

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

Mr. Schaible me fit parvenir cette déclaration.

Je répondis à sa politesse en lui envoyant, par retour du courrier, les affidavits des typographes Vögele et Wiehe. Je lui dis en même temps par lettre que sa déclaration ne changeait rien, ni aux fausses attestations que Blind avait fait tenir à l'*Allgemeine Zeitung*, ni à la conspiration de Blind avec Hollinger en vue d'obtenir obreptement la signature de Wiehe pour le faux document forgé de toutes pièces.

Blind se rendit compte qu'il ne se trouvait plus cette fois sur le terrain sûr de l'*Allgemeine Zeitung*, mais dans le ressort inquiétant de la justice anglaise. S'il voulait infirmer les affidavits et les « injures grossières » que, sur le vu de ces pièces, j'avais insérées dans ma circulaire, il était obligé, ainsi que Hollinger, d'apporter des contre-affidavits. Mais il ne faut pas plaisanter avec les faux.

Eisele Blind<sup>1</sup> n'est pas l'auteur du pamphlet, puisque Beisele Schaible s'en déclare publiquement l'auteur<sup>2</sup>. Blind s'est contenté d'écrire de sa propre main le manuscrit du pamphlet, de le faire imprimer chez Hollinger, de corriger lui-même les épreuves, de forger avec Hollinger de faux témoignages destinés à réfuter ces faits et d'envoyer ces témoignages à l'*Allgemeine Zeitung*. Mais on a eu tort de l'accuser, car il n'est pas l'auteur ou le rédacteur du pamphlet, Il n'a fonctionné qu'en qualité de secrétaire de Beisele Schaible. C'est précisément pour cela qu'il ignorait le 4 juillet 1859 par qui le pamphlet avait été mis en circulation et que, le 8 septembre 1859, « il n'avait en rien pris part à ladite affaire ». Pour sa tranquillité personnelle nous dirons donc ceci : Beisele Schaible est l'auteur du pamphlet au sens littéraire, mais Eisele Blind en est l'auteur au sens technique de la loi anglaise et l'éditeur responsable au sens de toute jurisprudence civilisée. *Habeat sibi*<sup>3</sup> !

Encore un mot avant de prendre congé de M. Beisele Schaible.

Le libelle que, sous la date : Berne, le 25 mai 1859 M. Vogt a publié contre moi dans le *Bieler Handlscourier*, portait le titre : *Avertissement*. Le pamphlet composé au début de juin 1859 par Schaible, écrit et publié par son secrétaire Blind, et dans lequel Vogt est dénoncé, avec production de détails précis, comme un agent « corrupteur et corrompu » de Louis Bonaparte, porte également le titre : *Avertissement*. Il est, en outre, signé X. Bien que X. représente en algèbre la grandeur inconnue, il se trouve par hasard que cette lettre soit également la dernière de mon nom. Le titre et la signature du pamphlet auraient-ils le but de faire passer l'*Avertissement* de Schaible, comme ma réplique à l'*Avertissement* de Vogt ? Schaible avait promis une révélation numéro II, dès que Vogt oserait nier la révélation numéro I. Vogt ne se contenta pas de nier; à la suite de l'*Avertissement* de Schaible, il déposa une plainte en calomnie. Et le numéro II de M. Schaible manque encore à l'heure qu'il est. En tête de son pamphlet, Schaible avait imprimé les mots : « Prière de faire circuler ». Et quand Liebknecht eut l'obligeance de répandre le pamphlet par la voie de l'*Allgemeine Zeitung*, des « circonstances indépendantes de sa volonté » lièrent, de juin 1859 à février 1860, la langue à M. Schaible, et il fallut, pour la lui délier, les affidavits établis devant le tribunal de police de Bow Street.

---

<sup>1</sup> Eisele et Beisele étaient une paire de personnages ridiculement stupides dans l'hebdomadaire humoristique *Fliegende Blätter* lancé en 1844. Le jeune baron Beisele entreprend un voyage à travers l'Allemagne en compagnie de son maître de cour, le Dr. Eisele; le lecteur est confronté au risible, à l'étrange et à la bêtise. Ils étaient également les héros de l'histoire publiée anonymement en avril 1847 par Johann Wilhelm Christern, *Doktor Eisele's und Baron von Beisele's Landtagsreise*.

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Allusion à une caricature parue, en 1848, dans les *Fliegende Blätter*, et où l'on nous montre le baron Beisele et son *alter ego*, son majordome Eisele, en extase devant les 4.000 livres de lard emmagasinées à l'arsenal de Berlin. ».

<sup>3</sup> « Ainsi soit-il » ou « Je m'en fous. ».

Quoi qu'il en soit, Schaible, le dénonciateur primitif de Vogt, vient de prendre publiquement la responsabilité des affirmations contenues dans le pamphlet. Au lieu de se terminer par la victoire du défendeur Vogt, la campagne d'Augsbourg se termine donc finalement par l'entrée en scène de l'accusateur Schaible.

## Chapitre 8

### Dada Vogt et ses « études »

Marx se livre dans ce long chapitre à un commentaire de l'étude publiée à Genève, vers la fin avril 1859, par Carl Vogt sous le titre *Studien zur gegenwärtigen Lage Europas*<sup>1</sup>.

Observons que c'est la première fois qu'il recourt à l'appellation « Dada Vogt » dont il souhaitait faire le titre lui-même de son ouvrage.

Ce chapitre exige une lecture attentive, en raison de la complexité des événements historiques qui s'y trouvent évoqués<sup>2</sup>. L'hostilité de Marx à l'égard du régime de Napoléon III et de la Russie est remarquable.

« Sine studio<sup>3</sup> »

Environ un mois avant l'explosion de la guerre d'Italie Vogt publia ce qu'il appelle *Studien zur gegenwärtigen Lage Europas*, Genf, 1859. *Cui bono* ?<sup>4</sup>

Vogt savait que « l'Angleterre resterait neutre dans la guerre imminente » (*Studien* p. 4).

Il savait que « la Russie, d'accord avec la France recourrait, sans passer aux hostilités ouvertes, à tous les moyens susceptibles de nuire à l'Autriche ». (*Studien*, p. 13).

Il savait que la Prusse - mais laissons-le nous dire lui-même ce qu'il savait de la Prusse :

« Le moins clairvoyant doit comprendre maintenant qu'il existe une entente entre le gouvernement prussien et le gouvernement impérial français; que la Prusse ne prendra pas les armes pour défendre les provinces non allemandes de l'Autriche; qu'elle donnera son assentiment à toutes les mesures relatives à défense du territoire de la Confédération, mais empêchera la Confédération ou les membres de la Confédération d'intervenir en faveur de l'Autriche, afin de recevoir, dans la suite, quand on négociera la paix, la récompense de ces efforts, une compensation dans les plaines de l'Allemagne du Nord (pp. 18-19). ».

En résumé : dans la prochaine croisade de Bonaparte contre l'Autriche, l'Angleterre restera neutre, la Russie prendra une attitude hostile vis-à-vis de l'Autriche, la Prusse retiendra les membres de la Confédération qui auraient envie d'intervenir dans la lutte, et l'Europe localisera la guerre. Comme jadis la guerre russe, Bonaparte va faire la guerre d'Italie avec la permission des hautes autorités, en quelque sorte en qualité de général secret d'une coalition européenne. A quoi bon, par conséquent, le pamphlet de Vogt ? Puisqu'il

<sup>1</sup> *Etudes sur la situation présente de l'Europe*.

<sup>2</sup> Pour le détail sur la guerre d'Italie de 1859, nous renvoyons aux pages de nos **fascicules 31** (en particulier le document 4.1) **et 32**.

<sup>3</sup> *Sine studio* signifie ici « sans parti pris ». L'expression fait partie de la phrase « sine ira et studio » (« sans colère et sans préjugé ») par laquelle Tacite déclarait son intention d'écrire une histoire impartiale (*Annales*, Liber primus, I). L'utilisation de cette phrase par Marx en référence aux *Studien* de Vogt est clairement ironique en référence au parti pris exprimé par Vogt dans ses *Etudes sur la situation présente en Europe*.

<sup>4</sup> « à qui cela profite-il ? » : un adage latin pour suggérer un motif caché. Cui bono ? A qui profite le crime ? était la question posée aux jurés par Cicéron lors d'un procès à Rome en 81 av. JC.

sait que l'Angleterre, la Russie et la Prusse agissent contre l'Autriche, qu'est-ce qui force Vogt à écrire en faveur de Bonaparte ? Mais il paraît qu'en outre de la vieille gallophagie<sup>1</sup>, « dont les chefs sont le père Arndt<sup>2</sup> retombé en enfance et le lamentable Jahn<sup>3</sup> » (p. 121), une espèce de mouvement national a secoué « le peuple allemand et a trouvé un écho dans toutes sortes de « Chambres et de journaux, tandis que les gouvernements n'entrent qu'en hésitant et à contre-cœur dans le courant du moment » (p. 114). Il paraît que le peuple allemand, « croyant à un danger imminent, a réclamé des mesures communes ». Le *Moniteur* français (voir entre autres le numéro du 15 mars 1859<sup>4</sup>) voyait « avec peine et surprise » ce mouvement allemand.

D'après le *Moniteur*, une espèce de croisade contre la France est prêchée dans les Chambres et dans la presse de quelques Etats de la Confédération germanique. On accuse la France de nourrir des projets ambitieux qu'elle a niés, et de préparer des conquêtes dont elle n'a pas besoin, etc.

En face de ces calomnies, le *Moniteur* montre que l'attitude de l'empereur dans la question italienne doit au contraire inspirer à l'opinion allemande la plus grande sécurité, que l'unité allemande et la nationalité allemande sont en quelque sorte le dada de la France issue du 2 décembre, etc. Le *Moniteur* concède cependant (10 avril 1859) que certaines appréhensions allemandes semblent « provoquées » par certains pamphlets parisiens, pamphlets où Louis Bonaparte s'invite lui-même instamment à donner à son peuple l'occasion tant souhaitée de *s'étendre majestueusement des Alpes au Rhin*<sup>5</sup>.

Mais, ajoute le *Moniteur*, « l'Allemagne oublie que la France se trouve sous l'égide d'une législation qui n'autorise pas de contrôle préventif de la part du gouvernement<sup>6</sup>. ».

Ces déclarations et d'autres déclarations analogues du *Moniteur* provoquèrent, ainsi qu'on l'annonce au comte Malmesbury, (voir : Blue Book: *On the affairs of Italy*. January to March 1859) le juste contraire de l'effet poursuivi. Ce que le *Moniteur* ne pouvait, Karl Vogt le pouvait peut-être. Ses *Etudes* ne sont qu'une compilation en langue allemande des articles du *Moniteur*, du pamphlet Dentu<sup>7</sup> et des cartes de l'avenir chères aux hommes de décembre.

\*

---

<sup>1</sup> Ou francophobie.

<sup>2</sup> Ernst Moritz Arndt (1769-1860) député du centre droit à l'Assemblée nationale de Francfort en 1848-1849.

<sup>3</sup> Friedrich Ludwig Jahn (1778-1852). Écrivain et publiciste allemand, organisateur du mouvement gymnique en Allemagne et l'un des participants actifs de la lutte contre la domination napoléonienne.

<sup>4</sup> Le début de l'article en « Partie non officielle » de ce *Moniteur universel* du mardi 15 mars donne à lire : « Une partie de l'Allemagne présente aujourd'hui un spectacle qui nous afflige et nous étonne. Une question vague, indéfinie, qui touche aux problèmes les plus délicats comme aux intérêts les plus élevés surgit tout à coup dans le monde politique. Le gouvernement français y voit un sujet d'examen et un devoir de vigilance. ».

<sup>5</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>6</sup> En référence au *Moniteur Universel* n° 100 du dimanche 10 avril 1859. L'éditorial (en « Partie non officielle ») de cette édition du *Moniteur universel* se termine par cette déclaration : « La politique de la France ne saurait avoir deux poids et deux mesures; elle pèse avec la même équité les intérêts de tous les peuples. Ce qu'elle veut faire respecter en Italie, elle saura le respecter elle-même en Allemagne. Ce n'est pas nous qui serions menacés par l'exemple d'une Allemagne nationale qui concilierait son organisation fédérative avec les tendances unitaires dont le principe a été posé déjà dans la grande union commerciale du *Zollverein*. Tout ce qui développe dans les pays voisins les relations créées par le commerce, par l'industrie, par le progrès, profite à la civilisation, et tout ce qui agrandit la civilisation élève la France. ».

<sup>7</sup> Il s'agit de la série de pamphlets pro-bonapartistes publiés par les éditions Dentu à Paris en 1859 et 1860.

Les turlupinades de Vogt concernant l'Angleterre ne présentent que le seul intérêt de figurer la manière de ses *Etudes*. A l'imitation de ce qu'il trouve dans ses sources françaises, il transforme l'amiral anglais sir Charles Napier en « Lord » Napier (*Studien*, p. 4). Les zouaves littéraires attachés au régime de décembre savent, pour avoir fréquenté le théâtre Saint-Martin<sup>1</sup>, que tout Anglais de marque est pour le moins Lord.

« L'Angleterre » raconte Vogt, « n'a jamais pu vivre longtemps en bonne harmonie avec l'Autriche. Si la communauté momentanée des intérêts les unissait pour quelque temps, la nécessité politique les divisait immédiatement à nouveau. Avec la Prusse, l'Angleterre a eu, tout au contraire, continuellement des relations étroites (p. 2). »

En effet ! La lutte commune de l'Angleterre et de l'Autriche contre Louis XIV dure, sauf de courtes interruptions, de 1689 à 1713, donc près d'un quart de siècle. Dans la guerre de la succession d'Autriche, l'Angleterre combat environ six ans avec l'Autriche contre la Prusse et la France. Ce n'est que dans la guerre de sept ans<sup>2</sup> que l'Angleterre s'allie à la Prusse contre l'Autriche et la France; mais, dès 1762, Lord Bute lâche Frédéric le Grand pour faire successivement au ministre russe Golitsin<sup>3</sup> et au ministre autrichien Kaunitz<sup>4</sup> des propositions en vue du « partage de la Prusse ». En 1790, l'Angleterre signe avec la Prusse un traité contre la Russie et l'Autriche, mais ce traité devient caduc la même année. Pendant la guerre antijacobine, la Prusse, malgré les subsides de Pitt, se soustrait, par le traité de Bâle<sup>5</sup>, à la coalition européenne. Mais l'Autriche, poussée par l'Angleterre, continue la lutte à peu près sans interruption de 1793 à 1809. Napoléon est à peine vaincu que l'Angleterre, alors que le congrès de Vienne siègeait, encore, conclut immédiatement un traité secret avec l'Autriche et la France contre la Russie et la Prusse (3 janvier 1815)<sup>6</sup>. En 1821, Metternich et Castlereagh conviennent, à Hanovre, d'une nouvelle alliance contre la Russie<sup>7</sup>. Tandis que les Anglais eux-mêmes, historiens et orateurs parlementaires, parlent de l'Autriche comme de la « vieille alliée » de l'Angleterre, Vogt, dans son pamphlet original paru en français chez Dentu, découvre que l'Autriche et l'Angleterre, à part une communauté momentanée, ont toujours été séparées, mais que l'Angleterre et la Prusse ont toujours été alliées. C'est probablement à cause de cela que, pendant la guerre russe, Lord Lynd-

---

<sup>1</sup> Le théâtre de la Porte Saint-Martin à Paris. C'est là que la soldatesque bonapartiste fit un carnage parmi les républicains pendant les jours du coup d'Etat de décembre 1851.

<sup>2</sup> La guerre de Sept Ans (1756-63) : une guerre européenne dans laquelle l'Angleterre et la Prusse se sont battues contre la coalition de l'Autriche, de la France, de la Russie, de la Saxe et de la Suède. En 1756-57, les troupes prussiennes de Frédéric II remportent un certain nombre de victoires sur les armées autrichiennes et françaises; cependant, le succès des forces russes en Prusse (1757-60) place Frédéric II dans une position critique, annulant les résultats de ses victoires. À l'issue de la guerre, la France doit céder certaines de ses colonies (dont le Canada et la quasi-totalité de ses possessions dans les Indes orientales) à la Grande-Bretagne, tandis que la Prusse, l'Autriche et la Saxe doivent reconnaître les frontières d'avant-guerre.

<sup>3</sup> Le prince Alexander Mikhaïlovitch Golitsin, diplomate russe, ambassadeur à Londres de 1755 à 1762.

<sup>4</sup> Le prince Wenzel Anton von Kaunitz, diplomate autrichien, chancelier d'Etat de 1753 à 1792, farouche opposant de la Révolution française.

<sup>5</sup> Le traité de Bâle a été conclu séparément par la République française et la Prusse, membre de la Coalition européenne, le 5 avril 1795. La Prusse est contrainte de le signer en raison des succès de l'armée française et des divergences croissantes entre les membres de la coalition, surtout entre la Prusse et l'Autriche. Sa conclusion marque le début de la désintégration de la coalition. Le 22 juillet 1795, l'Espagne signe également un traité de paix séparé avec la France à Bâle.

<sup>6</sup> Marx fait ici référence au traité secret conclu le 3 janvier 1815 entre la France, l'Autriche et l'Angleterre lors du Congrès de Vienne, qui devait empêcher l'appropriation par la Prusse des possessions du roi de Saxe et la prise de possession par la Russie des terres de l'ancien duché de Varsovie. La conclusion du traité secret est l'expression de l'exacerbation extrême de toutes les contradictions entre les anciens alliés de la coalition antinapoléonienne, qui ont failli conduire à un affrontement ouvert entre eux.

<sup>7</sup> Allusion à l'accord entre l'Autriche et l'Angleterre, conclu entre Metternich et Castlereagh en octobre 1821 lors de la visite du roi d'Angleterre George IV à Hanovre. L'accord était dirigé contre la politique de la Russie dans la question grecque.

hurst<sup>1</sup> criait à la Chambre des Lords parlant de la Prusse : « Quem, tu, Romane, caveto<sup>2</sup> ! »

L'Angleterre protestante a des antipathies contre l'Autriche catholique, l'Angleterre libérale a des antipathies contre l'Autriche conservatrice, l'Angleterre libre-échangiste a des antipathies contre l'Autriche protectionniste, l'Angleterre solvable a des antipathies contre l'Autriche en faillite. Mais l'élément pathétique resta toujours étranger à l'histoire anglaise. Il est vrai que lord Palmerston, pendant le gouvernement de trente ans qu'il exerça sur l'Angleterre, prend prétexte, le cas échéant, de son antipathie contre l'Autriche pour excuser la situation de vassal dans laquelle il se trouve vis-à-vis de la Russie. C'est par « antipathie » contre l'Autriche qu'il refusa par exemple, en 1848, de jouer, comme l'Autriche le lui proposait, comme le Piémont et la France l'acceptaient, le rôle de médiateur en Italie : l'Autriche se serait retirée jusqu'à la ligne de l'Adige et Vérone, la Lombardie se serait, si tel était son désir, incorporée au Piémont; Parme et Modène seraient revenus à la Lombardie; et Venise aurait, sous un archiduc autrichien, formé un Etat italien indépendant et se serait elle-même donné sa Constitution (*Blue Book: On the affairs of Italy*. Part. II. July 1849. N° 377, 478). Ces conditions étaient en tout cas plus favorables que celles de la paix de Villafranca<sup>3</sup>. Après que Radetzky eut battu les Italiens sur tous les points, Palmerston proposa les conditions qu'il avait lui-même rejetées précédemment. Dès que les intérêts de la Russie exigèrent une attitude contraire, pendant la guerre d'indépendance de la Hongrie, il refusa, malgré son « antipathie » contre l'Autriche, l'aide que lui réclamaient les Hongrois, appuyés sur le traité de 1711<sup>4</sup>, et ne voulut même pas protester contre l'intervention russe, parce que « l'indépendance politique et les libertés de l'Europe sont liées au maintien et à l'intégrité de l'Autriche comme grande puissance européenne », (Séance de la Chambre des Communes, le 21 juillet 1849).

Vogt continue : « Les intérêts du Royaume-Uni sont partout diamétralement opposés à ceux de l'Autriche (p. 2). ».

Mais ce « partout » se réduit aussitôt à la Méditerranée.

« L'Angleterre veut absolument maintenir son influence dans la Méditerranée et sur les côtes de cette mer. Naples et la Sicile, Malte et les îles Ioniennes, la Syrie et l'Egypte sont les étapes de sa politique dont les Indes orientales sont l'objectif; partout sur ces points l'Autriche lui a suscité les plus grands obstacles (ibidem). »

Vogt attribue vraiment des vertus magiques au pamphlet original publié à Paris chez Dentu ! Les Anglais se figuraient jusqu'ici qu'ils avaient disputé Malte et les îles Ioniennes tour à tour aux Russes et aux Français, mais jamais aux Autrichiens. C'est la France, et non pas l'Autriche, qui a jadis envoyé une expédition en Egypte et qui s'installe en ce moment dans l'isthme de Suez; c'est la France, et

<sup>1</sup> Le baron John Singleton of Lyndhurst (1772-1863).

<sup>2</sup> « Méfie-toi de lui, Romain ! » : une citation d'Horace, *Satires*, Livre I, satire 4.

<sup>3</sup> Le 8 juillet 1859, les empereurs de France et d'Autriche tiennent une réunion séparée - sans le roi du Piémont, allié de la France dans la guerre contre l'Autriche - à Villafranca, au cours de laquelle ils parviennent à un accord d'armistice. La réunion est organisée à l'initiative de Napoléon III, qui craint que la guerre prolongée ne donne une nouvelle impulsion au mouvement révolutionnaire et de libération nationale en Italie et dans d'autres États européens. Le 11 juillet, la France et l'Autriche signent un traité de paix préliminaire en vertu duquel l'Autriche cède à la France ses droits sur la Lombardie et la France transfère ce territoire au Piémont. La Vénétie devait rester sous la suprématie autrichienne et les princes des Etats d'Italie centrale devaient être rétablis sur leurs trônes. Une confédération d'Etats italiens devait être formée sous la présidence honoraire du pape. Les accords de Villafranca constituent la base du traité de paix que la France, l'Autriche et le Piémont conclurent à Zurich le 10 novembre 1859.

<sup>4</sup> Il s'agit du traité de paix conclu par les Habsbourg et les représentants de la noblesse hongroise à Szatmár, en Hongrie, le 1<sup>er</sup> mai 1711, après la défaite du mouvement de libération nationale en Hongrie. En vertu du traité de paix, la Hongrie fait partie de l'Empire des Habsbourg. Pendant la guerre de libération en Hongrie, la diplomatie britannique a cherché à obtenir une fin rapide des hostilités et à préserver l'intégrité de l'Empire des Habsbourg, allié de la Grande-Bretagne dans la guerre de succession d'Espagne.

non pas l'Autriche, qui a fait des conquêtes sur la côte septentrionale de l'Afrique et essaie maintenant, d'accord avec l'Espagne, de chasser les Anglais de Gibraltar; c'est contre la France, mais avec l'Autriche<sup>1</sup>, que l'Angleterre a signé le traité de juillet 1840 relatif à l'Égypte et à la Syrie; dans « sa politique dont les Indes orientales sont l'objectif », c'est du côté de la Russie, et non pas du côté de l'Autriche, que l'Angleterre rencontre les plus grands obstacles; dans l'unique litige sérieux entre l'Angleterre et Naples, - la question du soufre en 1840 -, c'était une société française, et non pas une société autrichienne, qui, en accaparant le monopole du commerce du soufre en Sicile, avait servi de prétexte aux frictions<sup>2</sup>; enfin, de l'autre côté de la Manche, on parle bien, à l'occasion, de la transformation de la Méditerranée *en lac français*<sup>3</sup>, mais il n'est jamais question de sa transformation en *lac autrichien*. Mais il reste à considérer ici un fait très important.

Dans le courant de l'année 1858, il parut à Londres une carte de l'Europe intitulée : *L'Europe en 1860*. Cette carte, éditée par l'ambassade de France et renfermant plus d'une indication prophétique, - c'est ainsi qu'elle annexe la Lombardie et la Vénétie au Piémont et le Maroc à l'Espagne -, modifie la géographie politique de toute l'Europe, mais ne touche pas à la France qui garde, en apparence, ses anciennes frontières. Les territoires qu'on lui réserve sont attribués, avec une secrète ironie, à des possesseurs impossibles. C'est ainsi que l'Égypte échoit à l'Autriche, et la note marginale imprimée sur la carte dit : « François-Joseph 1er, Empereur d'Autriche et d'Égypte ».

Vogt avait sous les yeux cette carte, *L'Europe en 1860*, boussole des hommes de décembre. De là son conflit de l'Angleterre avec l'Autriche à propos de l'Égypte et de la Syrie. Vogt prophétise que ce conflit « finirait par l'anéantissement d'une des puissances belligérantes, si », comme il le dit encore à temps, « si l'Autriche possédait une puissance maritime (p. 2). ». Mais le maximum de leur particulière érudition historique, les *Studien* l'atteignent dans le passage suivant :

« Lorsque Napoléon Ier essaya jadis de faire sauter la banque anglaise, celle-ci se tira d'affaire pendant une journée, en comptant les sommes au lieu de les peser, comme on avait l'habitude de le faire jusque-là. Le trésor autrichien se trouve tous les jours dans une situation analogue, sinon pire (p. 43). ».

La Banque d'Angleterre (la banque anglaise n'est qu'une invention de Vogt) suspendit, comme l'on sait, ses paiements au comptant de février 1797 à l'année 1821<sup>4</sup>, et pendant ces 24 années les banknotes anglaises n'étaient en somme pas convertibles en métal, qu'il fût pesé ou compté. Lorsque la suspension débuta, il n'y avait pas encore de Napoléon 1er en France, mais un général Bonaparte qui faisait sa première campagne d'Italie; et lorsque les paiements au comptant reprirent à Threadneedle Street, Napoléon 1er avait cessé d'exister en Europe. De telles *Etudes* dament le pion même à La

---

<sup>1</sup> La référence est la convention de Londres du 15 juillet 1840 entre la Grande-Bretagne, la Russie, l'Autriche et la Prusse sur le soutien du sultan turc contre le souverain égyptien Méhémet Ali. La France, qui soutenait Méhémet Ali, n'y a pas participé. La menace d'une coalition anti-française a amené la France à retirer son soutien au souverain égyptien.

<sup>2</sup> En vertu d'un traité conclu en 1816 par la Grande-Bretagne et le Royaume des Deux-Siciles (le Royaume de Naples). Ce dernier s'engageait à ne pas accorder de privilèges commerciaux à des pays tiers préjudiciables aux intérêts de la Grande-Bretagne. Le 27 juin 1838, le roi de Naples, Ferdinand II, accorde à une société française le droit de monopole sur l'exploitation du soufre en Sicile, ce qui suscita une vive protestation de la Grande-Bretagne. Pour faire revenir le roi de Naples sur sa décision, le gouvernement britannique ordonna en 1840 à sa marine en Méditerranée d'ouvrir les hostilités. Naples fut contrainte, le 2 juillet 1840, de se plier aux exigences de la Grande-Bretagne.

<sup>3</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>4</sup> En 1797, le gouvernement britannique a promulgué une loi spéciale sur les restrictions bancaires, qui a fait des billets de banque une monnaie légale et a suspendu le paiement de l'or en contrepartie. À toutes fins utiles, la convertibilité n'a été réintroduite qu'en 1821. Le retour à la convertibilité a été rendu possible par une loi votée en 1819.

Guéronnière et à sa conquête du Tyrol par « l'empereur » d'Autriche.

Madame de Krüdener<sup>1</sup>, mère de la Sainte-Alliance, distinguait entre le bon principe, « *l'ange blanc du Nord* » (Alexandre 1er) et le mauvais principe, « *l'ange noir du Sud* » (Napoléon 1er). Vogt, le père adoptif de la Sainte-Alliance, les transforme tous les deux, le czar et César, Alexandre II et Napoléon III, en « anges blancs ». Tous deux sont les libérateurs prédestinés de l'Europe.

Le Piémont, dit Vogt, « a même conquis l'estime de la Russie (p. 71). ».

Que peut-on dire de plus d'un Etat que d'affirmer qu'il a même conquis l'estime de la Russie. Surtout depuis que le Piémont a cédé à la Russie le port militaire de Villafranca. Le même Vogt ne dit-il pas, à propos de l'achat du golfe de Jade par la Prusse<sup>2</sup> : « un port de guerre en territoire étranger, sans lien organique avec le pays auquel il appartient, est un non-sens tellement ridicule que son existence ne peut acquérir de signification que si on le considère en quelque sorte comme le but d'efforts futurs, comme le fanion, point de direction vers lequel se dirigent toutes les lignes (*Studien*, p. 15). ».

On sait que Catherine II avait essayé déjà de procurer à la Russie des ports dans la Méditerranée.

Par une attention délicate envers « l'ange blanc » du Nord, Vogt se laisser entraîner à blesser, dans une exagération grossière, « la modestie de la nature », pour autant qu'elle se trouve encore respectée par ses sources originales de chez Dentu. Dans *La vraie question France-Italie-Autriche* Paris, 1859 (chez Dentu) il avait lu, p. 20 :

« De quel droit d'ailleurs le gouvernement autrichien viendrait-il invoquer l'inviolabilité de ceux (les traités) de 1815, lui qui les a violés en confisquant Cracovie, dont ces traités garantissaient l'indépendance ? »

Ce passage, Vogt le défigure de la façon suivante :

« Il est curieux d'entendre un pareil langage dans la bouche du seul gouvernement qui ait jusqu'ici violé de façon insolente les traités, en étendant, au milieu de la paix et sans raison, sa main sacrilège sur la république de Cracovie garantie par des traités et en l'incorporant à l'empire sans autre forme de procès. (p. 58) ».

C'est, évidemment par « respect » des traités de 1815 que Nicolas a anéanti la Constitution et l'indépendance du royaume de Pologne, garanties par les traités de 1815. La Russie n'a pas moins respecté l'intégrité de Cracovie quand, en 1831, elle fit occuper la ville libre par des troupes moscovites. En 1836, Cracovie fut occupée de nouveau par les Russes, les Autrichiens et les Prussiens, fut absolument considérée comme pays conquis et, en 1840, se référant aux traités de 1815, fit en vain appel à l'Angleterre et à la France. Enfin, le 22 février 1846, les Russes, les Autrichiens et les Prussiens occupèrent encore une fois Cracovie pour l'incorporer à l'Autriche<sup>3</sup>. Les traités

---

<sup>1</sup> La baronne russe Barbara Juliane von Krüdener.

<sup>2</sup> En août 1858, la Russie et le Piémont concluent un accord accordant à la Russian Steamship and Trading Company le droit temporaire d'utiliser la partie orientale du port de Villafranca, près de Nice, pour amarrer, ravitailler et réparer ses navires. En 1853, la Prusse achète au duché d'Oldenburg une bande de terre dans la baie de Jade pour y installer une base navale. Celle-ci fut construite entre 1855 et 1869 et nommée Wilhelmshaven.

<sup>3</sup> En février 1846, une insurrection a été préparée en Pologne avec pour objectif la libération nationale du pays. Les principaux initiateurs de l'insurrection étaient des démocrates révolutionnaires polonais (Dembowski et autres). Cependant, suite à la trahison de la noblesse et à l'arrestation des leaders de l'insurrection par la police prussienne, le soulèvement général fut empêché et seuls quelques soulèvements révolutionnaires isolés eurent lieu. C'est seulement à Cracovie, placée depuis 1815 sous le contrôle conjoint de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, que les insurgés réussirent à remporter la victoire

furent violés par les trois puissances du Nord, et la confiscation autrichienne de 1846 ne fut que l'épilogue de l'occupation russe de 1831. Dans son attention délicate pour « l'ange blanc du Nord », Vogt oublie la confiscation de la Pologne et falsifie l'histoire de la confiscation de Cracovie<sup>1</sup>.

Le fait que la Russie « est, d'une façon générale, hostile à l'Autriche et sympathique à la France » ne laisse à Vogt aucun doute sur les tendances, visant à la libération des peuples qu'il découvre chez Louis Bonaparte, de même que le fait que « la politique de Louis Bonaparte est aujourd'hui liée de la manière la plus étroite avec la politique de la Russie » ne lui laisse aucun doute sur les tendances émancipatrices d'Alexandre II.

Il faut donc, dans l'Est, considérer la sainte Russie, au même titre que, dans l'Ouest, la France décembriste, comme « l'amie des tendances libérales et du développement populaire et national ». Cette parole fut donnée à tous les agents du 2 décembre. « La Russie, li-sait Vogt, dans l'ouvrage édité chez Dentu, *La foi des traités, les puissances signataires et l'empereur Napoléon III*, Paris 1859 –

« la Russie est de la famille des Slaves, race d'élite...On s'est étonné de l'accord chevaleresque survenu soudainement entre la France et la Russie. Rien de plus naturel : accord des principes, unanimité de but...*soumission à la loi de l'alliance sainte des gouvernements et des peuples*, non pour leurrer et contraindre, mais pour guider et aider la marche divine des nations. De la *cordialité la plus parfaite* sont sortis les plus heureux effets : chemins de fer, affranchissement des serfs, stations commerciales dans la Méditerranée, etc. (p. 33)<sup>2</sup>. »

Vogt ramasse immédiatement « l'affranchissement des serfs » et fait comprendre que

« l'impulsion actuellement donnée... fait de la Russie une alliée plutôt qu'une ennemie des tendances libérales (p. 10). »

A l'imitation de son original français, c'est à Louis Bonaparte qu'il attribue l'impulsion de ce qu'on appelle l'émancipation des serfs russes; et, pour les besoins de la cause, il transforme en « guerre française » la guerre anglo-turco-franco-russe qui en a été la première occasion (p. 9).

C'est sous le règne d'Alexandre 1er, tout le monde le sait, que l'on réclama d'abord ouvertement et avec insistance l'émancipation des serfs. Le czar Nicolas se préoccupa, durant toute sa vie, de l'émancipation des serfs; c'est à cet effet qu'il créa, en 1838, un ministère spécial des domaines, fit faire par ce ministère, en 1843, des démarches préparatoires et publia même, en 1847, sur l'aliénation des terres nobles, des lois favorables aux paysans, lois qu'il ne rapporta, en 1848, que par crainte de la révolution<sup>3</sup>. Si donc la question de l'émancipation des serfs a, sous le « czar bienveillant », ainsi que Vogt se plaît à qualifier Alexandre II, pris des proportions extraordinaires, ce phénomène semble dû à l'évolution de circonstances économiques qu'un czar lui-même ne saurait étouffer. Telle qu'elle est comprise par le gouvernement russe, l'émancipation des serfs accroîtrait d'ailleurs au centuple la force agressive de la Russie. Elle poursuit tout simplement le parachèvement de l'autocratie

---

le 22 février et à créer un gouvernement national qui publia un manifeste sur l'abolition des charges féodales. L'insurrection de Cracovie fut réprimée début mars 1846 par les troupes autrichiennes, prussiennes et russes. En novembre 1846, ces Etats signèrent le traité d'incorporation de Cracovie dans l'empire autrichien, rompant ainsi avec le traité de Vienne de 1815 qui garantissait l'Etat libre de Cracovie

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « Palmerston, qui se moqua de l'Europe par sa protestation ridicule, avait, depuis 1831 inlassablement collaboré à l'intrigue contre Cracovie. (Voir mon pamphlet: *Palmerston et la Pologne*, Londres, 1853.) »

<sup>2</sup> Cité en français dans le texte de Marx.

<sup>3</sup> Référence au décret du 8 novembre 1847 qui permettait aux serfs d'acheter leur liberté si le domaine auquel ils appartenaient devait être vendu aux enchères publiques.

en abattant toutes les barrières qu'opposaient jusqu'à cette heure à l'autocrate suprême les nombreux petits aristocrates appuyés sur le servage ainsi que les communes rurales qui s'administraient elles-mêmes et dont la base matérielle, la propriété commune, doit être anéantie par la prétendue émancipation.

Il se trouve que les serfs russes n'entendent pas l'émancipation dans le même sens que le gouvernement, et que la noblesse russe l'entend encore dans un autre sens. Le « czar bienveillant » découvrit donc que la véritable émancipation des serfs était incompatible avec son autocratie, tout comme Pie IX, le pape bienveillant, vint de découvrir que l'émancipation italienne est incompatible avec les conditions d'existence de la papauté. Le « czar bienveillant » estima donc que le seul moyen de retarder la révolution à l'intérieur, c'était d'entreprendre une guerre de conquête et de réaliser la politique extérieure traditionnelle russe qui, suivant l'historien russe Karamzin<sup>1</sup>, est « immuable ». Dans son ouvrage : *La vérité sur la Russie*, 1860, le prince Dolgoroukov<sup>2</sup> a mis fin, par sa critique, à la légende activement répandue, depuis 1856, à travers toute l'Europe par des écrivains russes stipendiés, hautement proclamée en 1859 par les décembristes et docilement répétée par Vogt dans ses *Studien*, légende qui voudrait faire accroire que le règne millénaire a commencé sous Alexandre II.

Dès avant l'explosion de la guerre d'Italie, l'alliance, que le « czar blanc » et « l'homme du 2 décembre » avaient signée, si nous en croyons Vogt, tout spécialement pour l'affranchissement des nationalités, s'était affirmée dans les principautés danubiennes, où l'unité et l'indépendance de la nationalité roumaine avaient été scellées par l'élection du colonel Cuza comme prince de Moldavie et de Valachie<sup>3</sup>.

« L'Autriche proteste des pieds et des mains, la France et la Russie applaudissent (p. 65). »

Dans un mémorandum<sup>4</sup> (Voir : *Preussisches Wochenblatt*, 1855), préparé pour le czar actuel<sup>5</sup> par le cabinet russe en 1837, nous lisons :

« La Russie n'aime pas s'incorporer immédiatement des Etats comprenant des éléments hétérogènes... Il semble en tout cas plus indiqué, quand il s'agit de pays dont l'acquisition est décidée, de les laisser exister quelque temps sous des chefs particuliers, mais dans l'entière dépendance de la Russie, comme nous l'avons fait pour la Moldavie et la Valachie, etc. ».

Avant d'annexer la Crimée, la Russie en a proclamé l'indépendance.

---

<sup>1</sup> Nikolai Mikhaïlovitch Karamzin, historien et écrivain russe.

<sup>2</sup> Le prince Pyotr Vladimirovitch Dolgoroukov, historien et écrivain russe.

<sup>3</sup> Pour renforcer son influence dans les Balkans, la Russie soutient le mouvement de libération nationale des peuples balkaniques contre la domination turque. Avec la France, qui cherche également à consolider son influence dans la région, la Russie soutient les efforts de la Moldavie et de la Valachie pour s'unir et former un Etat roumain. Avec le soutien de la France et de la Russie, le colonel Alexandre Cuza est élu hospodar (souverain) de Moldavie en janvier 1859 et de Valachie début février 1859. Un Etat roumain uni est créé en 1862.

<sup>4</sup> Le mémorandum a été imprimé dans le *Preussisches Wochenblatt zur Besprechung politischer Tagesfragen*, n° 23, 24 et 25 des 9, 16 et 23 juin 1855. La source de son origine n'était pas indiquée. Le 13 juillet 1859, il a été réimprimé dans *The Free Press* sous le titre « Mémoire sur la Russie, pour l'instruction de l'empereur actuel. Drawn up by the Cabinet in 1837 ». Marx utilise le document dans l'un de ses rapports pour le *New-York Daily Tribune*. Le mémorandum a attiré son attention en relation avec l'aggravation de la lutte sur la question de l'unification allemande et italienne et la lumière contre le bonapartisme. Dans une lettre à Engels du 19 juillet 1859, Marx écrit qu'il a l'intention de résumer le rôle de la Russie dans cette tragédie et d'exposer en même temps les intrigues de Bonaparte. (C5, p. 360). Après avoir pris connaissance de ce document, Marx et Engels ont exprimé des doutes sur l'authenticité de certains passages. Bismarck dans ses souvenirs (*Gedanken und Erinnerungen von Otto Fürst von Bismarck*, Stuttgart, 1898, Bd. 1, pp. 111-112) dit que le mémorandum était une falsification.

<sup>5</sup> Nicolas 1<sup>er</sup>.

Dans une proclamation russe du 11 décembre 1814, il est dit entre autres : « L'empereur Alexandre, votre protecteur, fait appel à vous, Polonais. Armez-vous pour la défense de votre patrie et le maintien de votre indépendance politique. ».

C'est encore mieux quand nous passons aux principautés danubiennes ! Depuis le jour où Pierre le Grand a fait occuper ces principautés par ses troupes, la Russie n'a cessé de travailler pour leur indépendance. Au congrès de Niemirow (1737), l'impératrice Anne réclama du sultan l'indépendance des principautés danubiennes sous le protectorat russe. Au congrès de Fokshani (1772), Catherine II exigea l'indépendance des principautés sous le protectorat de l'Europe<sup>1</sup>. Alexandre 1er continua ces efforts et les confirma par la transformation de la Bessarabie en province russe. (Paix de Bucarest, 1812)<sup>2</sup>. Nicolas fit le bonheur des Roumains en leur donnant Kiselev<sup>3</sup> et en leur octroyant le « *Règlement organique* », encore en vigueur à notre époque, qui organisait le servage le plus infâme, au milieu des applaudissements que ce code de la liberté arrachait à toute l'Europe<sup>4</sup>.

Par la quasi réunion des principautés danubiennes sous Cuza, Alexandre II a simplement fait faire un pas en avant à la politique que ses prédécesseurs pratiquaient depuis un siècle et demi. Vogt découvre qu'à la suite de cette réunion sous un vassal russe « les principautés seraient une digue contre l'avance russe vers le Sud (p. 64). »

Puisque la Russie applaudit au choix de Cuza (p. 65), il est évident que le czar bienveillant se barre lui-même de toutes ses forces la route vers le sud, bien que « Constantinople demeure l'objectif éternel de la politique russe (p. 9). »

La tendance à décrier la Russie comme la protectrice du libéralisme et des aspirations nationales n'est pas nouvelle. Catherine II fut célébrée par toute une clique de philosophes allemands et français comme le porte-drapeau du progrès. Le « noble » Alexandre Ier (*Le Grec du Bas-Empire*, pour employer le terme irrévérencieux de Napoléon) posa, de son temps, au héros du libéralisme dans toute l'Europe. N'accorda-t-il pas à la Finlande tous les avantages de la civilisation russe ? Ne poussa-t-il pas la générosité jusqu'à donner à la France, en sus d'une Constitution, un premier ministre russe, le

---

<sup>1</sup> Le congrès de Niemirow - les pourparlers de paix tenus par la Russie, l'Autriche et la Turquie dans la ville ukrainienne de Niemirow du 15 août au 11 novembre 1737. Le congrès a été convoqué à l'initiative de la Turquie pendant la guerre russo-turque de 1735-39, dans laquelle l'Autriche est entrée, aux côtés de la Russie, en 1737. Les conditions de paix proposées par la Russie prévoyaient, entre autres, d'accorder à la Moldavie et à la Valachie le statut de principautés indépendantes sous protection russe. La Turquie déclara la plupart de ces conditions inacceptables et reprit ses hostilités.

Le Congrès de Fokshani s'est tenu du 27 juillet au 28 août 1772 dans le but de mettre fin à la guerre russo-turque déclenchée par la Turquie en 1768. La délégation russe proposa notamment d'accorder l'indépendance à la Valachie et à la Moldavie sous la protection conjointe des puissances européennes. La Turquie rejeta les propositions de la Russie. Aucun accord ne fut trouvé et les hostilités reprurent.

<sup>2</sup> La paix de Bucarest, conclue le 28 mai 1812, met fin à la guerre russo-turque de 1806-1812. Selon ses termes, la Russie obtient la Bessarabie et certaines régions de Transcaucasie. La Turquie doit accorder l'autonomie interne à la Serbie et confirmer ses accords antérieurs avec la Russie, qui étendent une certaine autonomie à la Moldavie et à la Valachie.

<sup>3</sup> Le comte Pavel Dmitrievich Kiselev (1788-1872), homme d'Etat russe et gouverneur de la Moldavie et de la Valachie de 1829 à 1834. Il sera ambassadeur à Paris de 1856 à 1862.

<sup>4</sup> Règlement organique (1831-32) - actes constitutionnels établissant le système socio-politique des Principautés danubiennes (Valachie et Moldavie) après la guerre russo-turque de 1828-29. Le Règlement, basé sur un projet élaboré par P. D. Kiselev, chef de l'administration russe, a été adopté par une assemblée de boyards et de clercs. Dans chacune des Principautés, le pouvoir législatif est confié à une assemblée élue par les grands propriétaires fonciers. Le pouvoir exécutif est exercé par les hospodars, souverains élus à vie par les représentants des propriétaires fonciers, du clergé et des villes. Le Règlement prévoyait un certain nombre de réformes bourgeoises : abolition des droits de douane internes, introduction du libre-échange et droit des paysans à passer d'un propriétaire à un autre. Toutefois, compte tenu du maintien du servage et de la concentration du pouvoir politique entre les mains des grands propriétaires terriens et des boyards, les forces progressistes des Principautés considèrent le Règlement comme un symbole de la stagnation féodale. Il a été abrogé lors de la révolution de 1848.

duc de Richelieu ? N'était-il pas le chef secret de la « hétéairie<sup>1</sup> », pendant qu'au congrès de Vérone, par l'intermédiaire du vendu qui avait nom Chateaubriand, il poussait en même temps Louis XVIII à une expédition contre les rebelles espagnols ?<sup>2</sup> Ne poussa-t-il pas Ferdinand VII, par le confesseur de ce prince, à envoyer une expédition contre les colonies hispano-américaines révoltées, pendant qu'il accordait au président des Etats Unis de l'Amérique du Nord son aide contre toute intervention des puissances européennes sur le continent américain ? N'avait-il pas envoyé en Valachie le « chef de la sainte cohorte grecque », Ypsilanti, et n'avait-il pas fait trahir la cohorte et assassiner traîtreusement Vladimirescu<sup>3</sup>, le chef des immigrés valaques, par ce même Ypsilanti ?

Nicolas fut, lui aussi, avant 1830, salué dans toutes les langues, en vers et en prose, comme le héros qui allait libérer toutes les nationalités. Lorsqu'en 1828-29 il entreprit contre Mahmoud II la guerre pour l'affranchissement des Grecs, après le refus de Mahmoud de laisser avancer une armée russe pour réprimer l'insurrection, Palmerston déclara au Parlement anglais que les ennemis de la Russie libératrice étaient forcément les amis des plus grands monstres du monde, Don Miguel, l'Autriche et le Sultan. Nicolas, dans sa sollicitude paternelle ne donna-t-il pas comme président aux Grecs un général russe, le comte Capo d'Istria<sup>4</sup> ? Mais les Grecs n'étaient pas des Français et ils assassinèrent le noble Capo d'Istria. Et bien que, depuis l'explosion de la révolution de juillet 1830, Nicolas jouât principalement le rôle de protecteur de la légitimité, il ne négligeait pas un seul instant de lutter pour « l'affranchissement des nationalités ». Il nous suffira de citer quelques exemples. La révolution constitutionnelle de la Grèce, en septembre 1843, était dirigée par Katakazi<sup>5</sup>, le ministre russe à Athènes, précédemment contrôleur suprême responsable de l'amiral Heiden pendant la catastrophe de Navarin<sup>6</sup>. Le centre de la révolte bulgare de 1842 se trouvait au consulat russe de Bucarest. C'est là qu'au printemps 1842 le général russe Duhamel recevait une délégation bulgare à laquelle il soumettait le plan d'une insurrection générale. La Serbie devait servir de réserve à l'insurrection et la charge de hospodar de Valachie devait être transférée au général russe Kiselev. Pendant l'insurrection serbe de 1843, la Russie, par son ambassade à Constantinople, poussait la Turquie à des mesures de violence contre les Serbes, afin de pouvoir, forte de ce prétexte, faire appel contre la Turquie à la sympathie et au fanatisme de l'Europe. L'Italie n'était pas exclue non plus des plans d'affranchissement du czar Nicolas. La *Jeune Italie*, qui fut pendant quelque temps l'organe parisien du parti de Mazzini, raconte, dans un numéro de novembre 1843, qu'il y a une relation plus ou moins grande entre les derniers troubles de la Romagne et les mouvements en Grèce... Le mouvement italien, y est-il dit, échoua parce que le parti réellement démocratique refusa d'y participer : les républicains ne voulaient pas soutenir un mouvement provoqué par la Russie. Tout était cependant prêt, en Italie,

---

<sup>1</sup> L'Hetairia (nom complet : Philike Hetairia) était une organisation secrète grecque fondée à Odessa en 1814. Elle a transféré son siège à Constantinople en 1818 et a rapidement conquis un public national. En 1821, l'Hetairia prépara un soulèvement de libération nationale en Grèce, après le début duquel elle fut dissoute.

<sup>2</sup> Lors de son congrès de Vérone (d'octobre à décembre 1822), la Sainte-Alliance décide de lancer une intervention armée contre l'Espagne révolutionnaire. En 1823, les troupes françaises envahissent l'Espagne et restaurent le pouvoir absolu de Ferdinand VII. Elles resteront dans le pays jusqu'en 1828.

<sup>3</sup> Tudor Vladimirescu, révolutionnaire roumain de Valachie qui a été à la tête, en 1821, du soulèvement en Moldavie et Valachie contre les riches propriétaires et le joug turc.

<sup>4</sup> Le comte Giovanni Antonio Capo d'Istria (1776-1831). Homme d'Etat et diplomate grec au service des Russes. Il jouera un grand rôle dans la diplomatie russe sous le règne d'Alexandre Ier et dans la lutte de la Grèce pour son indépendance.

<sup>5</sup> Gavriil Antonovitch Katakazi, (1794-1867) diplomate russe de descendance grecque.

<sup>6</sup> À Navarino (un port de Grèce), le 20 octobre 1827, la marine turco-égyptienne a affronté les escadrons britanniques, français et russes envoyés dans les eaux grecques pour une médiation armée dans la guerre entre la Turquie et les insurgés grecs. La bataille a eu lieu après que le commandement turc ait refusé de mettre fin au massacre de la population grecque. Les forces des trois puissances européennes, commandées par le vice-amiral britannique Edward Codrington, ont mis en déroute la flotte turco-égyptienne. Cela a facilité la lutte de libération nationale des Grecs et le succès de la Russie dans sa guerre contre la Turquie en 1828 et 1829.

pour une insurrection générale. Le mouvement devait commencer à Naples où l'on s'attendait voir une partie de l'armée prendre la tête ou faire du moins immédiatement, cause commune avec les patriotes. Après l'explosion de cette révolution, la Lombardie, le Piémont et la Romagne devaient se soulever, et l'on se proposait d'établir un royaume d'Italie dont le souverain serait le duc de Leuchtenberg, fils d'Eugène de Beauharnais et gendre du czar. La *Jeune Italie*<sup>1</sup> fit échouer la combinaison.

A propos de cet article de la *Jeune Italie*, le *Times* du 20 novembre 1843 écrit :

« Si ce grand projet, - création d'un royaume d'Italie avec un prince russe à sa tête - pouvait être réalisé, tant mieux; mais il y avait possibilité d'obtenir un autre avantage, immédiat, quoique cependant moins important, en provoquant une agitation quelconque en Italie, de façon à créer des inquiétudes à l'Autriche et à détourner son attention des plans effrayants de la Russie sur le Danube. ».

Après avoir vainement fait appel à la *Jeune Italie* en 1843, Nicolas envoya M. de Butenev<sup>2</sup> à Rome en mars 1844. Butenev fit, au nom du czar, les propositions suivantes au pape<sup>3</sup> : la Pologne russe serait cédée à l'Autriche en échange de la Lombardie, et celle-ci formerait, dans le nord de l'Italie, un royaume sous le duc de Leuchtenberg. Le *Tablet*, à cette époque l'organe anglais de la curie romaine, écrit, en avril 1844, au sujet de cette proposition :

« Dans ce beau projet, l'appât, pour la cour romaine, consistait en ce que la Pologne passerait en des mains catholiques, alors que la Lombardie continuerait à rester sous une dynastie catholique. Mais les vétérans romains de la diplomatie se rendirent compte que, tandis que l'Autriche a bien de la peine à maintenir ses propres possessions et devra, selon toute probabilité humaine, se dessaisir tôt ou tard de ses provinces slaves, une cession de la Pologne à l'Autriche, même si cette partie de la proposition était faite sérieusement, ne serait qu'un prêt remboursable dans un avenir prochain; et, d'autre part, le nord de l'Italie, sous le duc de Leuchtenberg, mais en réalité sous le protectorat russe, ne manquerait pas de passer sous peu sous le sceptre russe. C'est pour cette raison que, malgré les chaudes recommandations, le projet fut, pour le moment, mis de côté. ».

Voilà ce que dit le *Tablet* de 1844.

La seule circonstance qui ait justifié l'existence politique de l'Autriche depuis le milieu du XVIIIe siècle, la résistance qu'elle opposait aux progrès de la Russie dans l'est de l'Europe, résistance isolée, inconséquente, lâche, mais, tenace, amène Vogt à la découverte que « l'Autriche est l'asile de toute discorde dans l'Est (p. 56). ». Avec « une certaine puérilité » qui va si bien à sa personne replète, il déclare que l'Alliance de la Russie avec la France contre l'Autriche, en outre des tendances libératrices du « czar bienveillant. », a son origine dans l'ingratitude dont l'Autriche a payé les services que Nicolas lui a rendus pendant la révolution hongroise.

« Pendant la guerre de Crimée, l'Autriche alla jusqu'à l'extrême limite de la neutralité hostile, armée. Il va de soi que cette attitude, qui portait en outre le cachet de la fausseté et de la perfidie, ne pouvait manquer d'indisposer grandement le gouvernement russe contre l'Autriche et de le pousser vers la France (pp. 10-11). ».

D'après Vogt, la Russie poursuit une politique sentimentale. La gratitude que l'Autriche a témoignée au czar, aux dépens de l'Allema-

---

<sup>1</sup> La *Jeune Italie* (*Giovine Italia*) était une organisation secrète de révolutionnaires italiens (1831-1848) fondée par Mazzini. Elle luttait pour l'indépendance nationale et une république italienne unie.

<sup>2</sup> Appollinary Petrovitch Butenev, diplomate russe, ambassadeur en Turquie (1830-1840) et à Rome (1843-1856).

<sup>3</sup> Grégoire XIV.

gne, pendant le congrès de Varsovie en 1859, et par l'expédition du Slesvig-Holstein<sup>1</sup>, ne satisfait pas encore notre Vogt reconnaissant.

Le diplomate russe Pozzo di Borgo, dans sa fameuse dépêche datée de Paris, octobre 1825<sup>2</sup>, après avoir énuméré les menées de l'Autriche contre les projets d'intervention russe dans l'est, écrit :

« Notre politique nous commande donc de nous montrer à cet Etat (l'Autriche) sous une apparence terrible, et de lui donner, par nos préparatifs, la certitude que, s'il risque un mouvement contre nous, il verra s'abattre sur sa tête l'orage le plus épouvantable qu'il ait jamais vu. ».

Après avoir agité l'épouvantail de la guerre extérieure et de la révolution intérieure; après avoir indiqué, comme solution pacifique possible, la mainmise de l'Autriche sur les provinces turques « à sa convenance »; après avoir simplement représenté la Prusse comme un allié subordonné de la Russie, Pozzo continue :

« Si la cour de Vienne s'était rendue à nos bons projets et à nos bonnes intentions, le plan du cabinet impérial serait réalisé depuis longtemps, un plan qui comprend non seulement l'annexion des principautés danubiennes et l'occupation de Constantinople, mais encore l'expulsion des Turcs de l'Europe. ».

On sait qu'en 1830 un traité secret fut conclu entre Nicolas et Charles X. Il y était stipulé ceci : La France autorise la Russie à s'emparer de Constantinople et reçoit en échange les provinces rhénanes et la Belgique; la Prusse est dédommée par l'attribution du Hanovre et de la Saxe; l'Autriche reçoit une partie des provinces turques sur le Danube. Sur l'initiative de la Russie, le même projet fut, sous Louis-Philippe, soumis à nouveau par Molé au cabinet de Saint-Pétersbourg. Peu de temps après, Brunnow<sup>3</sup> se rendit à Londres, où le document fut communiqué au gouvernement anglais comme preuve de la trahison de la France et utilisé pour former la coalition anti-française de 1840.

Voyons maintenant comment la Russie, d'accord avec la France, devait, dans l'idée de Vogt inspiré par ses sources originales parisiennes, exploiter la guerre d'Italie. La « composition nationale » de la Russie, et en particulier la « nationalité polonaise » auraient pu, semble-t-il, occasionner quelques difficultés à un homme dont « le principe des nationalités constitue l'étoile polaire », mais « si nous plaçons bien haut le principe de la nationalité, nous plaçons plus haut encore le principe de la libre disposition de soi-même. (p. 121). »

Lorsque, par les traités de 1815, la Russie s'annexa la partie de beaucoup la plus grande de la Pologne proprement dite, elle s'assura de la sorte une situation tellement avancée sur sa frontière occidentale et s'enfonça, comme un coin, tellement entre l'Autriche et

---

<sup>1</sup> En octobre 1850, l'empereur Nicolas Ier de Russie, l'empereur François-Joseph d'Autriche et le comte Frédéric-Guillaume de Brandebourg, chef du gouvernement prussien, se réunissent à Varsovie. La conférence a été organisée à l'initiative de Nicolas Ier en raison de l'intensification de la lutte entre l'Autriche et la Prusse pour la suprématie en Allemagne. Le tsar russe, agissant en tant qu'arbitre, a usé de son influence pour que la Prusse abandonne ses tentatives de former une confédération politique d'Etats allemands sous l'égide de la Prusse. Le conflit est réglé lorsque les chefs des gouvernements autrichien et prussien signent un accord à Olmütz le 29 novembre 1850, aux termes duquel la Prusse renonce à ses prétentions à la suprématie en Allemagne et cède sur les questions du Schleswig-Holstein et de la Hesse-Cassel. À la suite de cet accord, un corps d'armée autrichien est envoyé dans le Holstein.

<sup>2</sup> Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie à Paris, a envoyé la dépêche en question au comte Nesselrode, chancelier de Russie, le 16 octobre 1825, en réponse à la lettre circulaire de ce dernier du 18 août 1825. Cette circulaire, rédigée sur les instructions d'Alexandre Ier, demandait aux ambassadeurs russes à l'étranger leur avis sur la politique des puissances occidentales vis-à-vis de la Russie dans le cadre de la question orientale. Pozzo di Borgo suggère dans sa dépêche que la Russie devrait recourir à la force armée pour traiter avec la Turquie. La dépêche a été publiée dans le *Recueil des documents pour la plupart secrets et inédits et d'autres pièces historiques utiles à consulter dans la crise actuelle* (juillet 1853), Paris. Marx a utilisé la deuxième édition (1854) de ce livre.

<sup>3</sup> Filipp Ivanovitch Brunnow, diplomate russe.

la Prusse, mais également entre la Prusse orientale et la Silésie, qu'à cette époque même des officiers prussiens (Gneisenau par exemple) attirèrent l'attention sur ce qu'il y avait d'insupportable dans cette disposition de frontière vis-à-vis d'un voisin tout-puissant. Mais quand la défaite de la Pologne livra ce territoire, en 1831, à l'entière merci de la Russie, on vit la véritable signification de ce coin. Pour l'établissement des fortifications extraordinaires à Varsovie, Modlin et Ivangorod, la nécessité de maintenir la Pologne sous le joug ne fut qu'un prétexte. Le but réel en était de dominer absolument, au point de vue stratégique, le territoire de la Vistule et de créer une base pour des attaques à pousser vers le nord, le sud et l'ouest. Haxthausen lui-même, tout à la dévotion du czar orthodoxe et épris de tout ce qui est russe, y voit un danger très net et une menace pour l'Allemagne. La position fortifiée des Russes sur la Vistule menace l'Allemagne plus que toutes les forteresses françaises réunies, à partir du moment surtout où la résistance nationale de la Pologne cesserait et où la Russie disposerait de la force militaire de la Pologne considérée comme sa propre force agressive. Pour tranquilliser l'Allemagne, Vogt veut lui faire accroire que, si la Pologne est russe, c'est de son propre gré.

« Il est hors de doute, *dit-il*, que les efforts continus du parti populaire russe ont considérablement diminué l'abîme qui béait entre la Pologne et la Russie, et qu'il suffira peut-être de la moindre impulsion pour le combler entièrement. (p. 12). »

Cette légère impulsion, la guerre d'Italie devait la fournir. (Mais Alexandre II eut la preuve, au cours de cette guerre, que la Pologne n'était pas encore à la hauteur de Vogt). La Pologne qui s'était « librement » résorbée dans la Russie, devait, comme noyau central, attirer, conformément à la loi de la pesanteur, les membres de l'ancien royaume de Pologne, épars et gémissant sous la domination étrangère. Afin de faciliter ce procès d'attraction, Vogt conseille à la Prusse de saisir ce moment pour se débarrasser de son « accessoire slave p. 17) », la Pologne (p. 97) et probablement aussi la Prusse occidentale, la Prusse orientale étant seule reconnue « comme pays spécifiquement allemand ». Les territoires détachés de la Prusse seraient, cela va de soi, immédiatement rattachés au corps central absorbé par la Russie, et le pays spécifiquement allemand, la Prusse orientale, serait transformé en une enclave russe. Pour ce qui est, d'autre part, de la Galicie, que la carte « *L'Europe en 1860* » annexe également à la Russie, un des buts de la guerre, entreprise pour débarrasser l'Allemagne des possessions non allemandes de l'Autriche, consistait directement à détacher cette province de l'Autriche. Vogt se rappelle

« qu'avant 1848, en Galicie, on voyait plus souvent le portrait du czar russe que celui de l'empereur d'Autriche » et « qu'en présence de l'extraordinaire habileté que la Russie déploie dans la préparation de pareilles menées, l'Autriche a toutes sortes de raisons d'avoir quelques craintes. (ibid.). »

Mais il est bien entendu que, pour se débarrasser de « l'ennemi intérieur », l'Allemagne devra tranquillement permettre aux Russes « de concentrer à la frontière des troupes (p. 13) », chargées de soutenir ces menées. Tandis que la Prusse renoncerait d'elle-même à ses provinces polonaises, la Russie, profitant de la guerre d'Italie, devrait détacher la Galicie de l'Autriche, tout comme en 1809 Alexandre Ier s'est fait donner une partie de la Galicie en échange du semblant d'appui qu'il a apporté à Napoléon 1er. Tout le monde sait que la Russie réclama, avec plein succès d'ailleurs, soit à Napoléon Ier, soit au congrès de Vienne, une partie des provinces polonaises primitivement attribuées à l'Autriche et à la Prusse. En 1859, si nous en croyons Vogt, le moment était venu de réunir toute la Pologne à la Russie. Au lieu de demander que la nationalité polonaise soit affranchie des Russes, des Autrichiens et des Prussiens, Vogt, demande que tout l'ancien royaume de Pologne soit absorbé

et assimilé par la Russie. *Finis Poloniae*<sup>1</sup> ! Cette idée « russe » du « rétablissement de la Pologne » qui fit le tour de l'Europe aussitôt après la mort du czar Nicolas, on la rencontre, dès mars 1855, dans le pamphlet de David Urquhart *The new Hope of Poland*.

Mais Vogt n'a pas encore assez fait pour la Russie.

« L'extraordinaire prévenance, dit cet aimable « homme de compagnie », on pourrait presque dire la fraternité, avec lesquelles les Russes traitèrent les révolutionnaires hongrois, contrastaient par trop avec l'attitude des Autrichiens, pour ne pas produire tout leur effet. En réduisant le parti (*Nota bene* : d'après Vogt, ce n'est pas la Hongrie, c'est le parti que la Russie réduisit), mais en le traitant avec ménagement et courtoisie, la Russie posait le principe d'une conception revenant à peu près à dire qu'entre deux maux il faut choisir le moindre, et que, dans le cas donné, la Russie n'était pas le plus grand mal. (pp. 12-13). »

Avec quelle extraordinaire prévenance, avec quel ménagement et quelle courtoisie, voire avec quelle fraternité le Falstaff de Plon-Plon n'accompagne-t-il pas les Russes en Hongrie et ne se fait-il pas le « canal » de l'illusion qui fit échouer la révolution hongroise de 1849. Ce fut le parti de Görgey qui propageait alors la croyance qu'un prince russe serait le futur roi de Pologne et qui, par cette croyance, a brisé la force de la résistance de la révolution hongroise<sup>2</sup>.

N'ayant d'appui particulier dans aucune race, les Habsbourgs, avant 1818, fondaient leur domination en Hongrie naturellement sur la nationalité dirigeante, les Magyars. Soit dit en passant, plus que quiconque Metternich maintenait les nationalités. Il en abusait pour les opposer les unes aux autres, mais il en avait besoin pour pouvoir en abuser. C'est pourquoi il les maintenait. Comparez la Pologne et la Galicie. Après la révolution de 1848-49, la dynastie des Habsbourgs, qui avait vaincu les Allemands et les Magyars par les Slaves, essaya, suivant l'exemple de Joseph II, de faire arriver par la force l'élément allemand au pouvoir en Hongrie. Par peur de la Russie, les Habsbourgs n'osèrent pas se jeter dans les bras des Slaves, leurs sauveurs. Dans l'ensemble, leur réaction politique fut, en Hongrie, plutôt dirigée contre leurs sauveurs, les Slaves, que contre les vaincus, les Magyars. Dans sa lutte contre ses propos sauveurs, la réaction autrichienne, ainsi que Szemere l'a montré dans son pamphlet (*Hungary*, 1848-60. London, 1860) rejetait donc les Slaves sous la bannière des Magyars. La domination autrichienne « sur » la Hongrie et la domination des Magyars « en » Hongrie coïncidèrent donc avant et après 1848. La situation serait tout différente pour la Russie, qu'elle soit directement ou indirectement la maîtresse en Hongrie. En additionnant les éléments apparentés par la race ou la religion, la Russie dispose immédiatement de la partie non magyare de la population. La race magyare succombe aussitôt devant les Slaves unis par la race et les Valaques liés par la religion. La domination russe en Hongrie est donc synonyme de la disparition de la nationalité hongroise, c'est-à-dire de la Hongrie historiquement liée à la domination des Magyars<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> *Finis Poloniae* !, une phrase attribuée sans fondement suffisant à Tadeusz Kosciuszko, le leader du mouvement de libération nationale en Pologne en 1794. On suppose qu'il l'a prononcée après la défaite de l'armée insurgée à la bataille de Maciejowice (10 octobre 1794), alors qu'il était fait prisonnier.

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Le colonel polonais Lapinski qui combattit, jusqu'à la reddition de Komorn, dans l'armée révolutionnaire hongroise et ensuite en Circassie contre les Russes, écrit : « Le malheur des Hongrois, ce fut de ne pas connaître les Russes. » (Théophil Lapinski : *Feldzug der ungarischen Hauptarmee im Jahr 1849*. Hamburg, 1859, p. 216.) « Le cabinet de Vienne était entièrement aux mains des Russes... C'est d'après leurs conseils qu'on assassinait les chefs...; tandis que de toutes les manières les Russes s'assuraient des sympathies, ils commandaient à l'Autriche de se faire détester plus que jamais (pp. 188-189). »

<sup>3</sup> **Note de Marx** : « Le général Maurice Perczel, qui s'est couvert de gloire dans la guerre révolutionnaire hongroise, se retira, pendant la campagne d'Italie, du groupe des officiers hongrois réunis à Turin autour de Kossuth, et exposa dans une déclaration publique, les raisons de sa démission : d'une part Kossuth servait uniquement d'épouvantail bonapartiste, et d'autre part la perspective de l'avenir russe de la Hongrie. Je lui écrivis pour lui demander quelques précisions à propos de sa déclaration. Dans une ré-

Vogt, après nous avoir montré les Polonais qui s'absorbent dans la Russie par l'application du principe de la « libre disposition d'eux-mêmes », nous fait voir les Hongrois que la domination russe absorbe dans le slavisme<sup>1</sup>.

Mais Vogt n'a pas encore assez fait pour la Russie.

Au nombre des « provinces non allemandes », appartenant à l'Autriche et pour lesquelles la Confédération germanique ne devrait pas « prendre les armes » contre la France et la Russie « absolument du côté de la France », figuraient non seulement la Galicie, la Hongrie et l'Italie, mais encore et notamment la Bohême et la Moravie.

« La Russie », dit Vogt, « présente le noyau solide, autour duquel les nationalités slaves tendent de plus en plus à se grouper (pp. 9-10) ».

La Bohême et la Moravie font partie des « nationalités slaves ». De même que la Moscovie est devenue la Russie, la Russie doit devenir la Panslavonie. « Avec les Tchèques à nos côtés, nous succomberons à tout ennemi (p. 134) ». Nous, c'est-à-dire l'Allemagne, nous devons essayer de nous débarrasser des Tchèques c'est-à-dire de la Bohême et de la Moravie. « Aucune garantie pour des possessions extra-allemandes des souverains (p. 133) ». « Nous ne voulons plus de provinces non-allemandes dans la Confédération », mais uniquement des provinces allemandes en France ! Il ne suffit donc pas de donner carte blanche « à l'empire français actuel, tant qu'il ne viole pas le territoire de la Confédération germanique; (Avant-propos, p. 9) »; mais il faut encore laisser faire la Russie, tant qu'elle se borne à violer « des provinces non allemandes faisant partie de la Confédération ». La Russie aidera l'Allemagne à développer son « unité » et sa « nationalité », en avançant ses troupes vers les « appendices slaves » de l'Autriche exposés à ses « menées ». Pendant que Louis Bonaparte occupe l'Autriche en Italie et que la Prusse empêche la Confédération germanique de tirer l'épée allemande du fourreau, le « czar bienveillant » saura secrètement soutenir les révolutions en Moravie et en Bohême, « en leur fournissant de l'argent, des armes et des munitions » (p. 13).

Et « avec les Tchèques à nos côtés, nous succomberons à tout ennemi ! ».

Admirons donc la générosité du « czar bienveillant » de nous débarrasser de la Bohême, de la Moravie et de leurs Tchèques qui « devront naturellement, comme nationalités slaves, se grouper autour de la Russie ».

---

ponse datée de Saint-Héliar, 19 avril 1860, il me dit entre autres : « Jamais je ne prêterai mon concours pour arracher la Hongrie aux griffes de l'aigle à deux têtes, uniquement pour la livrer à la tendresse mortelle de l'ours du Nord. ».

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « M. Kossuth ne s'est jamais trompé sur l'exactitude de l'opinion développée dans le texte. Il savait que l'Autriche peut maltraiter la Hongrie, mais ne peut l'anéantir. « L'empereur Joseph II, écrit-il au grand-vizir Reschid Pacha, sous la date : Kutaïah, 15 février 1851, le seul homme de génie qu'ait produit la famille des Habsbourgs, épuisa toutes les ressources extraordinaires de son rare génie, ainsi que des idées que le peuple se faisait encore alors de la puissance de la maison impériale, dans sa tentative de germaniser la Hongrie et de la confondre dans l'ensemble de l'Etat. C'est avec un renouveau de force vitale que la Hongrie sortit de la lutte... Dans la dernière révolution, l'Autriche ne s'est relevée de la poussière, que pour tomber à genoux devant le czar, son seigneur et maître, qui ne donne jamais son aide, mais la vend toujours. Et l'Autriche a dû payer cette aide bien cher. » (*Correspondence of Kossuth*, p. 33.) Il dit, par contre, dans la même lettre, que seules la Hongrie et la Turquie réunies peuvent briser les menées panslavistes de la Russie. Il écrit à D. Urquhart, sous la date : Kutaïah, 17 janvier 1851 : « Il nous faut écraser la Russie, mon cher ami; et sous votre direction nous l'écraserons. Je n'ai pas seulement la décision de la volonté, mais encore celle de l'espérance; et ceci n'est pas, mon cher ami, une parole dite en l'air, une chimère sans consistance; c'est la parole d'un homme habitué à calculer avec soin toute possibilité, d'un homme qui, quoique de capacités très faibles, est inébranlable dans la ténacité et la résolution, etc. » (p. 39). »

Voyons maintenant comment Vogt protège la frontière orientale allemande en incorporant la Bohême et la Moravie à la Russie. La Bohême province russe ! Mais la Bohême est située au centre de l'Allemagne, séparée de la Pologne russe par la Silésie, de la Galicie et de la Hongrie, que Vogt a russifiées, de la Moravie qu'il a également russifiée. La Russie se voit attribuer de la sorte un morceau du territoire confédéré allemand, long de 50 lieues allemandes<sup>1</sup> et large de 25 à 35. Elle avance sa frontière occidentale de 65 lieues allemandes vers l'ouest. Et comme il n'y a, d'Eger à Lauterbourg en Alsace, que 45 lieues allemandes, l'Allemagne du Nord serait complètement séparée de l'Allemagne du Sud, d'une part par le coin français, et d'autre part et bien plus encore par le coin russe; et le partage de l'Allemagne serait donc un fait accompli. Le chemin direct de Vienne à Berlin, voire celui de Munich à Berlin, passerait par la Russie. Dresde, Nuremberg, Ratisbonne, Linz seraient nos villes frontières du côté russe. Vis-à-vis des Slaves notre situation serait, dans le sud, au moins celle qu'elle était du temps de Charlemagne (alors que, dans l'ouest, Vogt ne nous permet même pas de remonter jusqu'à Louis XV), et nous pouvons effacer mille ans de notre histoire.

Les services que la Pologne a rendus, la Bohême peut encore les rendre, en mieux. Il suffira de transformer Prague en un camp retranché et d'élever des fortifications secondaires au confluent de la Moldau, de l'Eger et de l'Elbe, et l'armée russe de Bohême peut attendre tranquillement l'armée allemande qui, en plusieurs tronçons, viendra de Bavière, d'Autriche, de Brandebourg, laisser les divisions les plus fortes se briser contre les forteresses et battre séparément les plus faibles.

Voyons la carte linguistique de l'Europe centrale, et prenons par exemple une autorité slave, le « slovansky zemevid » de Safarik<sup>2</sup>. La limite de la langue slave s'étend de Stolp, sur la côte pomérannienne, par Zastrow au sud de Chodziehen sur la Netze, jusque Meseritz dans la direction ouest. A partir de ce point, elle s'infléchit brusquement vers le sud-ouest. Ici, le coin massif allemand constitué par la Silésie s'enfonce profondément entre la Pologne et la Bohême. En Moravie et en Bohême, la langue slave fait ensuite un nouveau bond considérable vers l'ouest; mais elle est, un peu partout, rongée par l'élément allemand qui accuse son avance, et parsemée de villes allemandes et d'îlots de langue allemande. Au nord, toute la basse Vistule, ainsi que la meilleure partie de la Prusse orientale et occidentale sont du reste allemandes et constituent des avancés fort gênants pour la Pologne. Entre le point le plus occidental de langue polonaise et le point le plus septentrional de langue bohémienne se trouve situé l'Îlot de la Lusace et du pays wende, au milieu du territoire de langue allemande, mais de telle façon qu'il isole presque la Sibérie.

Pour le panslaviste russe Vogt, qui a la Bohême à sa disposition, la question ne se pose pas de savoir où se trouve la frontière naturelle de l'empire slave. Cette frontière va directement de Meseritz à Lieberose et Lüben, de là, vers le sud, depuis le passage de l'Elbe à travers les montagnes qui limitent la Bohême, et se confond ensuite avec la frontière occidentale et méridionale de la Bohême et de la Moravie. Tout ce qui est situé à l'est de cette ligne est slave; les quelques enclaves allemandes et autres intrus qui se sont faufilés en territoire slave ne peuvent plus longtemps barrer la route au développement de l'élément slave; ils n'ont d'ailleurs aucun droit de se trouver là où ils se trouvent. Une fois cette situation panslaviste établie, il va de soi qu'une rectification analogue des frontières s'impose dans le sud. Ici encore un coin allemand s'est enfoncé,

---

<sup>1</sup> Un mile allemand vaut 7.420 mètres.

<sup>2</sup> Marx fait référence à la carte des terres slaves compilée par le savant slave tchèque Pavel Josef Safarik pour son livre *Slovansky nãrodopis (Slavonic Ethnography)* publié en 1842. Le Lay de Ludwig (Das Ludwigslied) a été écrit en dialecte franc par un poète anonyme à la fin du IXe siècle. Il s'agit d'un panégyrique du roi franc occidental Louis III, célébrant sa victoire sur les Normands à Sancourt en 881 (*Hauschatz der Volkspoesie*, Leipzig, 1846).

sans autorisation, entre les Slaves du nord et les Slaves du sud, et l'élément allemand a occupé la vallée du Danube et les Alpes de la Styrie. Vogt ne peut tolérer ce coin, et il annexe, conséquent avec lui-même, l'Autriche, Salzbourg, la Styrie et les parties allemandes de la Carinthie à la Russie. Dans l'établissement de cet empire russo-slave, fait d'après les principes les plus éprouvés du « principe de nationalité », les quelques Magyars et les quelques Roumains, ainsi qu'un certain nombre de Turcs, sont annexés à la Russie, pour les punir d'avoir osé se glisser entre les Slaves du nord et les Slaves du sud. Vogt en a du reste démontré la nécessité, en dépit de l'Autriche. Et n'oublions pas qu'en subjuguant la Circassie et en exterminant les Tartares de la Crimée, le czar bienveillant travaille lui aussi pour « le principe de nationalité ».

Dans cette opération, nous autres Allemands, nous perdons tout simplement - la Prusse orientale et occidentale, la Silésie, certaines parties du Brandebourg et de la Saxe, toute la Bohême, la Moravie et l'opulente Autriche à l'exception du Tyrol (dont une partie revient au principe de nationalité suisse) - et, par-dessus le marché, notre existence nationale !

Mais tenons-nous en pour le moment au principe le plus intéressant, d'après lequel la Galicie, la Bohême et la Moravie sont russes !

Dans ces conditions, l'Autriche allemande, l'Allemagne du Sud-Ouest et l'Allemagne du Nord ne peuvent jamais agir de concert que sous la direction russe, chose d'ailleurs inévitable.

Vogt nous fait chanter, à nous autres Allemands, ce que ses Parisiens chantaient en 1815 :

« Vive Alexandre,  
Vive le roi des rois,  
Sans rien prétendre,  
Il nous donne des lois<sup>1</sup>. »

Le « principe de nationalité » de Vogt, ce principe qu'il voulait réaliser en 1859 par l'alliance entre « l'ange blanc du Nord et l'ange blanc du Sud », devait donc, d'après la conception même de Vogt, s'affirmer dans la fusion de la nationalité polonaise dans le panslavisme, le naufrage de la nationalité magyare dans le panslavisme et la disparition de la nationalité allemande dans le panslavisme.

Je n'ai pas, cette fois, mentionné les pamphlets originaux parus chez Dentu, parce que je me réservais de faire une seule citation, mais une citation absolument probante, d'où il ressort que, dans ses allusions comme dans ses bavardages, Vogt obéit aux directives données par les Tuileries. Dans le numéro du 2-16 mai 1859 du *Pensiero ed Azione*, où Mazzini annonce des événements qui se sont produits par la suite, il fait remarquer entre autres choses que, dans l'alliance convenue entre Alexandre II et Louis Bonaparte, la première condition stipule « l'abandon absolu de la Pologne par la France »; (ce que Vogt traduit par : le comblement absolu de l'abîme béant entre la Pologne et la Russie) et Mazzini écrit : « Mais au cas où la guerre se prolongerait et prendrait des proportions européennes, l'insurrection, préparée depuis longtemps, des provinces encore turques et de la Hongrie donnerait à l'alliance l'occasion de s'affirmer au grand jour... Des princes russes gouverneront les Etats qui s'élèveront sur les ruines de la Turquie et de l'Autriche... Constantin de Russie est déjà proposé aux mécontents hongrois<sup>2</sup> ».

\*

La russophilie de Vogt n'est cependant que secondaire. Il ne suit en cela qu'un mot d'ordre parti des Tuileries; il cherche uniquement à préparer l'Allemagne à des manœuvres concertées entre Louis Bo-

<sup>1</sup> *Le peuple de 1850*, n° 26, 27 septembre. Cité en français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> Extrait du manifeste de Mazzini « *La Guerra* ».

naparte et Alexandre II pour le cas où certaines éventualités se produiraient dans la guerre contre l'Autriche; il ne fait que répéter servilement les idées panslavistes des pamphlets originaux de Paris.

Nous avons vu plus haut que Vogt fait l'éloge de la Sardaigne, « parce qu'elle a même conquis l'estime de la Russie ». Voici maintenant le parallèle.

« Dans les déclarations (de la Prusse), dit-il, il n'est plus question de l'Autriche... On ne parlerait pas un autre langage, s'il s'agissait d'une guerre imminente entre l'Amérique du Nord et la Cochinchine. La mission allemande de la Prusse, les obligations allemandes, la vieille Prusse, voilà les plans sur lesquels on insiste de préférence. La France (et il écrit ceci après avoir déclaré : « La France, aujourd'hui, se résume entièrement dans la personne de son souverain ») distribue en conséquence des éloges par la voie du *Moniteur* et des autres journaux. - L'Autriche est furieuse », (*Studien*, p. 18).

« Que la Prusse comprend bien sa *mission allemande*, nous pouvons le conclure des éloges que Louis Bonaparte lui décerne dans le *Moniteur* et les autres journaux de décembre ». Quelle froide impertinence ! On se rappelle que Vogt, par tendresse pour l'« ange blanc du Nord » nous a dit que l'Autriche avait seule violé les traités de 1815 et seule confisqué Cracovie. Et le voilà qui montre maintenant la même obligeance à l'égard de « l'ange blanc du Sud ».

« Cet Etat pontifical, contre la république duquel (la république d'un Etat pontifical) Cavaignac, le représentant du parti républicain doctrinaire et le contraste militaire de Gagern (encore un parallèle !) a commis le honteux assassinat d'une nation (quel charabia !) qui, pourtant, ne lui a pas voulu le fauteuil présidentiel » (p. 69).

Ainsi donc, c'est Cavaignac, et non pas Louis Bonaparte qui commit à l'égard de la république romaine le « honteux assassinat d'une nation ! ». Effectivement, en novembre 1848, Cavaignac envoya une flotte de guerre à Civita Vecchia pour la protection personnelle du pape. Mais ce ne fut que l'année suivante, alors que depuis plusieurs mois Cavaignac eût été écarté du fauteuil présidentiel, c'est-à-dire le 9 février 1849, que le pouvoir temporel du pape fut supprimé et la république proclamée à Rome. Cavaignac n'avait donc pu assassiner une république encore inexistante au moment où il était au pouvoir. C'est le 22 avril 1849 que Louis Bonaparte envoya le général Oudinot avec 14.000 hommes à Civita Vecchia, après avoir obtenu de l'Assemblée nationale les crédits nécessaires à l'expédition de Rome, en faisant, à plusieurs reprises, devant la Chambre, la déclaration solennelle qu'il se proposait simplement d'empêcher l'invasion des Etats romains projetée par l'Autriche. La catastrophe parisienne du 13 juillet 1849<sup>1</sup> eut pour origine, on le sait, la motion de Ledru Rollin et de la Montagne de mettre en accusation Louis Bonaparte et de venger ainsi, sur l'auteur de toutes ces ignominies, le « honteux assassinat commis sur la république romaine », assassinat qui fut à la fois « une honteuse violation de la Constitution française » et une « honteuse atteinte à la résolution votée par l'Assemblée nationale ». Voyez avec quelle infamie le vil sycophante du coup d'Etat, avec quelle impudeur Karl Vogt falsifie l'histoire, pour mettre absolument hors de doute la vocation de son « empereur » d'être le libérateur des nationalités en général et de l'Italie en particulier.

Les lecteurs de la *Neue Rheinische Zeitung* se rappellent que la classe des paysans parcellaires constituait en France, avec le prolé-

---

<sup>1</sup> Le 11 juin 1849, Ledru-Rollin dépose une motion à l'Assemblée législative demandant la mise en accusation du président Louis Bonaparte et du gouvernement pour avoir violé la Constitution en envoyant des troupes françaises pour écraser la République romaine et restaurer le pouvoir temporel du pape. Après son rejet par la majorité conservatrice de l'Assemblée, les démocrates petits-bourgeois tentent d'organiser une manifestation de protestation massive le 13 juin, qui est dispersée par les troupes gouvernementales. Les dirigeants de la Montagne sont déchus de leurs pouvoirs de députés et persécutés. Certains d'entre eux sont contraints d'émigrer. Les événements du 13 juin révèlent l'indécision et l'incapacité des dirigeants de la Montagne à diriger le mouvement révolutionnaire.

tarit des gueux, la seule base sociale du *bas empire*<sup>1</sup>. Or, voici comment Vogt nous présente la chose :

« L'Empire actuel n'a pas de partisans dans la classe cultivée ni dans la bourgeoisie française; il n'a pour lui que deux masses, l'armée et le prolétariat paysan qui ne sait ni lire ni écrire. Mais cela fait les 9/10 de la population; et dans cette catégorie rentre d'une part l'instrument puissamment organisé avec lequel toute résistance peut être brisée, et le troupeau des ilotes de l'hypothèque qui ne possèdent pour tout bien que le bulletin qu'ils déposent dans l'urne. » (p. 25).

La population rurale de la France, y compris l'armée, forme à peine les 2/3 de la population totale. Vogt en fait les 9/10. Toute la population non urbaine, dont 1/5 environ se compose de propriétaires fonciers aisés et un autre cinquième de pauvres gens sans feu ni lieu, il la transforme, sans exception, en paysans parcellaires, en « ilotes de l'hypothèque ». Enfin il affirme qu'en dehors des citadins, personne ne sait ni lire, ni écrire. Après avoir falsifié l'histoire, le voilà qui fausse la statistique pour élargir le piédestal de son héros. Et sur ce piédestal il campe enfin le héros lui-même.

« En réalité la France de nos jours se résume donc uniquement dans la personne de son souverain, dont Masson (encore une autorité !) disait « qu'il a de grandes qualités comme homme d'Etat et souverain, une volonté inébranlable, un tact sûr, une résolution solide, un cœur fort, un esprit élevé et entreprenant et un manque complet d'égards ». ».

Vogt arrache l'encensoir à son Masson pour le manœuvrer à son tour. Au catalogue des vertus dressé par Masson il ajoute : « froid calcul, puissante combinaison, prudence de serpent, patience tenace » (p. 28), et balbutie ensuite, Tacite de l'Antichambre : « L'origine de cette souveraineté, c'est une horreur », ce qui, en tout cas, est une stupidité. Il lui faut, avant tout, mélodramatiser la figure grotesque de son héros et en faire un grand homme. Et c'est ainsi que Napoléon le Petit<sup>2</sup> devient « l'homme du destin » (p. 36).

« Que la situation actuelle, s'écrie Vogt, aboutisse à une modification (quel terme modeste) du gouvernement de cet homme du destin, nous y applaudissons certes de tout cœur, bien qu'il nous soit impossible, pour le moment, de l'espérer d'une façon quelconque. » (p. 29).

On verra, par les lignes suivantes, combien sont sérieuses les félicitations que ce « chaud frère » prépare *in petto*<sup>3</sup> :

« Mais, si la paix se prolonge, la situation intérieure deviendra de jour en jour plus intenable, parce que l'armée française se trouve, avec les partis des gens cultivés, en un rapport bien plus étroit que par exemple dans les Etats allemands, en Prusse et en Autriche; - parce que ces partis trouvent leur écho auprès des officiers surtout et qu'ainsi le seul appui actif dont l'Empereur dispose pour le maintien de sa puissance pourrait lui échapper. » (pp. 26-27).

Donc, la situation intérieure devient de jour en jour plus intenable, si la paix se prolonge. C'est pourquoi Vogt devait tâcher de faciliter à Louis Bonaparte la rupture de la paix. L'armée, le seul appui actif de sa puissance, menaçait de lui échapper. C'est encore pourquoi Vogt démontrait que l'Europe avait la mission de rallier solidement l'armée française à Louis Bonaparte par une guerre localisée en Italie. Il semblait en effet, vers la fin de 1858, que le rôle de Badinquet, comme le Parisien appelle irrévérencieusement le « neveu de son oncle », allait prendre une fin lamentable. La crise générale des

---

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> Napoléon le Petit - surnom donné à Louis Bonaparte par Victor Hugo dans un discours prononcé devant l'Assemblée législative française en 1851. Il s'est largement répandu après la publication en 1852 de *Napoléon le Petit* de Hugo.

<sup>3</sup> « Dans son for intérieur »

affaires, en 1857-1858, avait paralysé l'industrie française<sup>1</sup>. Les manœuvres tentées par le gouvernement pour éviter l'explosion aiguë de la crise, rendirent le malaise chronique, de telle sorte que le marasme du commerce français se traîna jusqu'à la déclaration de la guerre d'Italie. D'autre part, les prix du blé tombèrent tellement bas de 1857 à 1859 qu'à différents congrès agricoles on se plaignit amèrement que ces bas prix et les lourdes charges pesant sur le cultivateur rendissent l'agriculture impossible en France. La tentative ridicule de Louis Bonaparte de provoquer une hausse artificielle des prix du blé en imposant, par un ukase, à tous les boulangers de France l'établissement de réserves de blé, ne fit que trahir l'embaras et la gêne de son gouvernement.

Dans sa politique extérieure, le gouvernement du coup d'Etat n'aboutit qu'à une série de tentatives malheureuses de jouer le rôle de Napoléon, toutes initiatives suivies de retraites officielles. Par exemple, l'intrigue contre les Etats-Unis d'Amérique, les manœuvres en vue de la reprise de la traite des esclaves<sup>2</sup>, les menaces mélodramatiques à l'adresse de l'Angleterre. Les insolences que Louis Bonaparte se permettait alors envers la Suisse, la Sardaigne, le Portugal et la Belgique, - bien qu'il ne pût même pas empêcher les Belges de fortifier Anvers - ne firent que jeter un jour plus crû sur son fiasco vis-à-vis des grands Etats. Au Parlement anglais, l'expression : « Napoléon le Petit » était d'un usage courant, et le *Times*, dans les derniers articles de 1858, persifflait « l'homme de fer » en le traitant « d'homme en gutta-percha ». Entre temps, les grenades à main d'Orsini avaient jeté leur lueur fulgurante sur la situation intérieure de la France. Il s'avéra que le régime de Louis Bonaparte était toujours aussi peu solide que dans les premiers jours du coup d'Etat. Les lois de sûreté publique révélaient son isolement total. Il lui fallait abdiquer devant ses propres généraux. Chose inouïe, la France, à l'instar de l'Espagne, fut divisée en cinq capitaineries générales. Par l'établissement de la régence, Pélissier fut en somme reconnu comme l'autorité suprême de la France<sup>3</sup>. En outre, la Terreur renouvelée n'inspirait plus de terreur. Le neveu hollandais du vainqueur d'Austerlitz n'avait pas des allures terribles, mais des allures grotesques. Montalembert<sup>4</sup> pouvait jouer à Paris le rôle de Hamden, Berryer et Dufaure pouvaient, dans leurs plaidoiries, afficher les espoirs de la bourgeoisie, Proudhon pouvait, à Paris, proclamer le Louis Philippisme avec un *acte additionnel*<sup>5</sup>, tandis que Louis Bonaparte trahissait lui-même à toute l'Europe l'influence grandissante de Marianne. L'émeute de Chalons<sup>6</sup>, au cours de la-

---

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « C'est en réalité la prospérité industrielle qui maintint si longtemps le régime de Louis Bonaparte. A la suite des découvertes de l'Australie et de la Californie et de leurs répercussions sur le marché mondial, le commerce français d'exportation avait plus que doublé et pris un essor inconnu jusque-là. La révolution de février s'est brisée, somme toute, contre l'Australie et la Californie. »

<sup>2</sup> Au début des années 1850, le gouvernement français élabore un plan d'importation de nègres africains, y compris des habitants des colonies africaines du Portugal, pour travailler dans les plantations des colonies antillaises de la France. La mise en œuvre de ce plan équivaut à une relance de la traite négrière et entraîne un conflit entre la France et le Portugal.

<sup>3</sup> Par le décret du 27 janvier 1858, le territoire du Second Empire fut divisé en cinq capitaineries générales dirigées par des maréchaux. Cette division se fait sur le modèle de l'Espagne, où les capitaines généraux (commandants de circonscriptions militaires) exercent les pleins pouvoirs.

Le décret sur la régence et l'établissement du Conseil privé est publié le 1er février 1858, peu après l'attentat d'Orsini contre Napoléon III. Pélissier est membre de ce Conseil, qui deviendra le Conseil de régence si le fils mineur de l'Empereur accède au trône.

<sup>4</sup> Fin 1858, le journaliste français Montalembert est jugé pour avoir écrit un article condamnant le régime du Second Empire (« Un débat sur l'Inde au parlement anglais », *Le Correspondant*, nouvelle série, V, IX, octobre 1858). Il est gracié par Napoléon III mais rejette cette grâce et demande son acquittement. Marx établit ironiquement un parallèle entre ce procès et celui de John Hampden, figure de proue de la révolution anglaise du XVIIe siècle, qui refusa en 1636 de payer le « ship money », un impôt royal non autorisé par la Chambre des communes. Le procès de Hampden avait renforcé l'opposition à l'absolutisme en Angleterre.

<sup>5</sup> Dans son pamphlet *De la Justice poursuivie par l'Eglise* (Bruxelles, 1858), Proudhon compare les dynasties Bonaparte et Orléans et donne la préférence aux principes de gouvernement proclamés par cette dernière, mais il émet des réserves quant à la nécessité de certaines réformes démocratiques. Marx compare ironiquement ces réserves avec l'*Acte additionnel*, le règlement constitutionnel introduit par Napoléon Ier en France en 1815 à son retour de l'île d'Elbe.

<sup>6</sup> Il s'agit du soulèvement avorté des troupes républicaines à Chalon-sur-Saône le 6 mars 1858.

quelle les officiers, informés que la république était proclamée à Paris, eurent la précaution, au lieu de sabrer les insurgés, de se renseigner d'abord à la Préfecture, si vraiment la république avait été proclamée à Paris, cette émeute démontrait de façon saisissante que l'armée elle-même regardait l'Empire restauré comme une pantomime dont la scène finale approchait. Il y eut à Paris des duels scandaleux d'officiers arrogants, en même temps que des coups de bourse scandaleux, où étaient compromis les plus hauts chefs de la bande du 10 décembre. Il y eut en Angleterre la chute du ministère Palmerston, parce que ce ministère avait fait alliance avec Louis Bonaparte<sup>1</sup>. Il y avait enfin un Trésor que l'on ne pouvait remplir que sous des prétextes extraordinaires ! Telle était, à la fin de 1858, la situation du *bas empire*. L'Empire des détrousseurs s'écroulait, ou bien la farce ridicule d'un empire napoléonien dans les frontières fixées par les traités de 1815 devait prendre fin. Mais il fallait, pour cela, une guerre localisée. La seule perspective d'une guerre avec l'Europe eût suffi à ce moment pour provoquer l'explosion en France. N'importe quel enfant comprenait ce que Horsman<sup>2</sup> disait au Parlement anglais : « Nous savons que la France soutiendra l'empereur tant que notre hésitation permettra à sa politique extérieure d'être couronnée de succès; mais nous avons des raisons de croire qu'elle l'abandonnera dès que nous lui ferons une opposition décidée. ».

Il s'agissait donc avant tout de localiser la guerre c'est-à-dire de la faire avec la permission et l'autorisation supérieure de l'Europe. La France avait elle-même besoin d'être préparée petit à petit à la guerre par une série d'hypocrites négociations de paix et les échecs successifs de ces négociations. Même dans cet ordre d'idées Louis Bonaparte s'était enfermé. Lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre à Paris, s'était rendu à Vienne, porteur de propositions élaborées par Louis Bonaparte et approuvées par le cabinet anglais (Derby). A Vienne, sous la pression de l'Angleterre, ces propositions furent acceptées contre toute attente (voir le *Blue book* cité plus haut). Cowley était à peine rentré à Londres avec la nouvelle de la « solution pacifique » que l'on reçut tout à coup dans cette ville l'information que Louis Bonaparte avait renoncé à ses propres propositions et avait donné son adhésion à un congrès mis en avant par la Russie en vue de mesures à prendre contre l'Autriche. Seule l'intervention de la Russie rendait la guerre possible. Si la Russie n'avait plus eu besoin de Louis Bonaparte pour l'exécution de ses plans, - soit pour les réaliser avec la France, soit pour transformer, au moyen de coups français, l'Autriche et la Prusse en instruments dociles de la Russie, - Louis Bonaparte eût été renversé dès ce moment. Mais, malgré l'appui secret de la Russie, malgré les promesses de Palmerston qui avait, à Compiègne, approuvé la conspiration de Plombières<sup>3</sup>, tout dépendait cependant de l'attitude de l'Allemagne. En effet, en Angleterre le cabinet tory était toujours au pouvoir et, d'autre part, le soulèvement, tacite encore, de la France contre le

---

<sup>1</sup> Le 20 janvier 1858, le comte Walewski, ministre français des Affaires étrangères, envoya une note au gouvernement britannique exprimant son mécontentement quant à l'octroi par la Grande-Bretagne de l'asile aux réfugiés politiques. À ce propos, Palmerston déposa le 8 février à la Chambre des communes le projet de loi sur la conspiration pour le meurtre. Au cours de la deuxième lecture, Milner Gibson proposa un amendement censurant le gouvernement Palmerston pour ne pas avoir donné une réponse appropriée à la note. L'amendement, adopté par la majorité de la Chambre, équivalait à un vote de défiance envers le gouvernement et le contraignit à démissionner.

<sup>2</sup> Edward Horsman, politicien libéral anglais.

<sup>3</sup> Le 21 juillet 1858, à Plombières, Napoléon III et le Premier ministre Cavour du royaume de Sardaigne conclurent un accord secret prévoyant une coopération militaire franco-sarde contre l'Autriche, l'abolition de la domination autrichienne en Lombardie et en Vénétie et leur union avec le Piémont, la création d'un Etat d'Italie du Nord qui sera dirigé par la dynastie des Savoie, et la cession par le Piémont de la Savoie et de Nice à la France. L'accord est formalisé par un traité franco-sarde conclu à Turin en janvier 1859. Lors de la réunion de Plombières, la question d'une guerre franco-sarde contre l'Autriche est décidée. Elle débute en avril 1859. À l'automne 1858, Palmerston, alors chef de l'opposition whig au cabinet tory Derby-Disraeli, est invité par Napoléon III à Compiègne pour clarifier sa position sur la guerre franco-autrichienne imminente. Lors de la réunion, Palmerston ne s'oppose pas à ce que les Autrichiens soient chassés d'Italie, mais dans son discours d'ouverture du Parlement, le 3 février 1859, il condamne l'action de la France.

régime bonapartiste n'aurait pas manqué d'éclater s'il y avait eu en perspective une guerre européenne.

Ce n'est ni par vive sympathie pour l'Italie ni par crainte du despotisme inquiet, conservateur, mais aussi gauche que brutal de l'Autriche que Vogt entonnait son panégyrique. Il nous le dit lui-même. Il croyait plutôt que si l'Autriche, qu'il fallait naturellement forcer à déclarer la guerre, était, dans les débuts, victorieuse en Italie,

« la révolution devait en tout cas être déchaînée en France, l'Empire être renversé et un nouvel ordre de choses être établi » (p. 131). Il croyait que les « armées autrichiennes ne pourraient pas tenir finalement devant la force populaire décharnée de la France » et que « les armées autrichiennes victorieuses se créeraient elles-mêmes, dans la révolution de France, d'Italie, de Hongrie, l'adversaire qui allait forcément les écraser ».

Mais ce dont il s'agissait pour lui, ce n'était pas de délivrer l'Italie du joug de l'Autriche, mais d'asservir la France sous Louis Bonaparte.

Veut-on une autre preuve que Vogt n'était qu'une des bouches innombrables par lesquelles le ventriloque grotesque des Tuileries se faisait entendre même en des langues étrangères ?

A l'époque où Louis Bonaparte se découvrit sa vocation de libérateur des nationalités en général et de l'Italie en particulier, la France, on s'en souvient, présentait un spectacle inouï dans son histoire. Toute l'Europe s'étonnait de l'obstination et de la ténacité qu'elle mettait à repousser les *idées napoléoniennes*. Tout le monde se rappelle encore l'enthousiasme avec lequel même « *les chiens savants* du Corps législatif » applaudissaient aux assurances de paix données par Morny<sup>1</sup>; les notes maussades où le *Moniteur* tançait la nation et lui reprochait tantôt de s'enfoncer dans les intérêts matériels, tantôt de manquer de ressort patriotique, tantôt d'avoir des doutes sur le talent de général et la science politique de Badinguet; les messages officiels rassurants adressés à toutes les chambres de commerce françaises; l'assurance impériale « *qu'étudier une question n'est pas la créer*<sup>2</sup> ».

A cette époque, la presse anglaise, étonnée de ce spectacle extraordinaire, ressassait des commentaires bienveillants relatifs à la transformation pacifique qui s'était opérée dans la nature des Français; la Bourse traitait la guerre et la paix comme un duel entre Louis Bonaparte qui voulait la guerre, et la nation qui ne la voulait pas, et des paris s'engageaient : qui l'emporterait, la nation ou le neveu de son oncle ? Je me bornerai pour décrire la situation d'alors, à citer quelques passages du *London Economist*, journal très important parce qu'il était l'organe de la Cité, le promoteur de la guerre d'Italie et la propriété de Wilson (Lord chancelier pour les Indes, décédé récemment, homme lige de Palmerston) :

« Alarmé par l'émotion colossale qui a été produite, le gouvernement français recourt maintenant au système d'apaisement ». (15 janvier 1859).

---

<sup>1</sup> En référence au discours de Morny à l'ouverture de l'Assemblée législative du 8 février 1859. *Le Moniteur universel* n° 40 du mercredi 9 février 1859. Morny termine son discours par cette déclaration : « Quel que doit l'avenir, agissons comme par le passé, ne prenons conseil que de notre patriotisme, serrons-nous davantage autour du trône; les défections et les défaillances ne sauvent jamais ni le pays, ni personne. Notre concours résolu donnera à l'Empereur plus d'autorité pour négocier, comme il lui donnerait au besoin plus de force pour vaincre. ».

<sup>2</sup> Marx cite ici la conclusion de l'article paru dans *Le Moniteur universel* n° 64 du 5 mars 1859, « Partie non officielle ». On peut y lire : « Sans doute, comme nous le disions, l'Empereur veille sur les causes diverses de complication qui peuvent se montrer à l'horizon. C'est le propre de toute sage politique de chercher à conjurer les événements ou les questions de nature à troubler l'ordre, sans lequel il n'y a ni paix, ni transactions. Ce n'est pas du répit qu'il faut aux véritables affaires : c'est de la sécurité et de l'avenir. Une telle prévoyance n'est ni de l'agitation, ni de la provocation. Etudier les questions, ce n'est pas les créer; et détourner d'elles ses regard et son attention, ce ne serait non plus ni les supprimer, ni les résoudre. ».

Et dans le numéro du 22 janvier 1859, dans un article intitulé: *Les limites pratiques du pouvoir impérial en France*, l'*Economist* dit :

« Que les plans de l'empereur envisageant une guerre en Italie soient exécutés ou non, un fait du moins reste acquis : ces plans se sont heurtés à une forte résistance, probablement inattendue, créée par l'attitude glaciale avec laquelle l'opinion populaire française les a accueillis, et par le manque absolu de toute sympathie pour les plans de l'empereur... L'empereur propose la guerre, et le peuple français ne montre qu'inquiétude et mécontentement, les valeurs d'Etat sont dépréciées, la crainte du percepteur éteint toute étincelle d'enthousiasme guerrier ou politique, la fraction commerciale de la nation est frappée de panique, les cantons ruraux sont muets et mécontents, par crainte de nouvelles conscriptions et de nouveaux impôts; les cercles politiques qui ont le plus vigoureusement soutenu le régime impérial comme un *pis-aller* contre l'anarchie se déclarent, pour les mêmes raisons, contre la guerre; il est certain que, dans toutes les classes, Louis Napoléon a découvert, même en ce qui concerne une guerre contre l'Italie, une étendue et une profondeur d'opposition qu'il ne soupçonnait pas<sup>1</sup>. ».

Contre ce sentiment populaire français Vogt lâcha cette partie des pamphlets originaux Dentu qui, « au nom du peuple », ordonnait à l' « empereur » d'assurer enfin « à la France son développement majestueux des Alpes au Rhin » et de ne pas s'opposer plus longtemps au « désir guerrier » de la nation ni « à son désir passionné d'affranchir les nationalités ». Vogt entonne la même trompette que les prostituées de décembre. Au moment même où l'Europe notait avec surprise, chez les Français, une envie tenace de la paix, Vogt découvre que « ce peuple léger semble animé aujourd'hui de velléités guerrières » (p. 29) et que Louis Bonaparte ne fait que suivre les tendances du moment, qui visaient précisément à « l'indépendance des nationalités » (p. 31). Il est bien entendu qu'il ne croyait pas un traître mot de ce qu'il écrivait. Dans son « programme », où il invitait les démocrates à collaborer à sa propagande bonapartiste, il raconte très exactement que la guerre d'Italie est impopulaire en France.

« Pour le début je ne crois pas à un danger sur le Rhin; mais ce danger peut survenir dans la suite; une guerre sur le Rhin ou en Angleterre rendrait Louis Bonaparte presque populaire, la guerre d'Italie n'a pas ce côté populaire. » (*Hauptbuch*, p. 34, Documente<sup>2</sup>.)

Mais, si les pamphlets originaux Dentu s'efforçaient, dans une de leurs parties, de faire sortir, par les fantômes traditionnels des conquêtes, la nation de la « léthargie de la paix » et de lui mettre dans la bouche les aspirations personnelle de Louis Bonaparte, ils essayaient, dans l'autre partie, avec le *Moniteur* comme chef de file, de faire accroire à l'Allemagne surtout que l'empereur répugnait à toute acquisition territoriale et ne vivait que pour sa mission idéale de Messie libérateur des nationalités. Les preuves qu'on nous donne, de la politique désintéressée de l'empereur d'une part, et, d'autre part de sa tendance à affranchir les nationalités, sont faciles à retenir par cœur, puisqu'elles sont répétées sans cesse et tournent autour de deux axes. Ce qui prouve le désintéressement de la politique de décembre, c'est la guerre de Crimée. Et ce qui prouve la

---

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « Lord Chelsea, qui remplaçait à Paris lors Cowley pendant l'absence de celui-ci, écrit : « Le désaveu officiel de toute intention guerrière de la part de l'empereur, cet impérial message de paix a été accueilli par toutes les classes de Paris avec des sentiments que nous pouvons qualifier d'enthousiasme » (N° 88 du *Blue Book: On the affairs of Italy*. January to May 1859.) ».

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Nota bene. Dans ses « *Studien* » il répète avec le *Moniteur* et les pamphlets originaux Dentu « que c'est un caprice bizarre du destin qui force cet homme (Louis Bonaparte) à se poser en première ligne comme libérateur des nationalités », qu'on doit « donner son appui à cette politique tant qu'elle se tient dans les limites de l'affranchissement des nationalités » et qu'il « convient d'attendre que cet affranchissement ait été réalisé par cet homme du destin. » (pp. 35-36.) Dans son *Programme* adressé aux démocrates nous lisons au contraire : « Nous pouvons et nous devons mettre en garde contre un tel libérateur (*Hauptbuch*, p. 34, Documente.) ».

tendance à affranchir les nationalités, ce sont le colonel Cuza et la nationalité roumaine. C'est le *Moniteur* qui donnait ici directement le ton (15 mars 1859).

Le *Moniteur* du 10 avril 1859 écrit à propos de la nationalité roumaine : « En Allemagne comme en Italie, elle (la France) veut que les nationalités reconnues par les traités se maintiennent et même se renforcent. Dans les principautés danubiennes, il (l'empereur) s'est efforcé de faire triompher les désirs légitimes de ces provinces et d'assurer également dans cette partie de l'Europe l'ordre appuyé sur les intérêts nationaux. ».

Voir encore le pamphlet paru chez Dentu au début de 1859 : *Napoléon III et la question roumaine*. Au sujet de la guerre de Crimée, nous lisons dans *La vraie question*, p. 13 :

« Enfin, quelle compensation la France a-t-elle demandée pour le sang qu'elle a versé et les millions qu'elle a dépensés en Orient dans un intérêt exclusivement européen ? ».

Ce thème traité à Paris avec des variantes à l'infini, Vogt l'a tellement bien rendu en allemand qu'Edmond About, la pie bavarde du bonapartisme, semble avoir retraduit en français la traduction allemande de Vogt. (Voir : *La Prusse en 1860*<sup>1</sup>). Ici encore nous sommes poursuivis par la guerre de Crimée et la nationalité roumaine sous le colonel Cuza.

« Mais nous savons du moins, répète Vogt après le *Moniteur* et le pamphlet original Dentu, que la France n'a pas conquis un pouce de terrain (en Crimée) et qu'après la campagne victorieuse l'oncle ne se serait pas contenté du maigre résultat de la supériorité manifeste dans l'art de la guerre (*Studien*, p. 33) ». « Ici nous apparaît en tout cas une différence essentielle avec l'ancienne politique napoléonienne<sup>2</sup> ».

---

<sup>1</sup> Edmond About, « La Prusse en 1860 » E. Dentu, Libraire-Editeur, Paris 1860 (en ligne sur le site de books.google.com). Ferme soutien du Second Empire, l'écrivain et journaliste français Edmond About était un partisan de la Prusse en opposition résolue avec l'Autriche.

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Sa marotte de l'affranchissement des nationalités, Napoléon le Petit l'a d'ailleurs copiée sur le véritable Napoléon. En mai 1809, Napoléon lançait, par exemple, de Schönbrunn, une proclamation aux Hongrois où il disait à peu près : Hongrois ! Le moment de reconquérir votre indépendance est venu... Je ne vous demande rien. Tout ce que je désire, c'est de vous voir redevenir une nation libre et indépendante. Votre rattachement à l'Autriche a été votre malédiction, etc. - Le 16 mai 1797, Bonaparte signait avec la république de Venise une convention dont l'article premier portait que « désormais la paix et la bonne entente régneront entre la France et la République vénitienne ». Quant aux buts qu'il poursuit dans ce traité de paix, il les révèle, trois jours plus tard, au Directoire français dans une dépêche où il dit « qu'il lui envoie le traité qu'il vient de conclure avec la République de Venise et en vertu duquel le général Baraguey d'Hilliers a occupé la ville avec 16.000 hommes, qu'en signant ce traité, il poursuivait divers objectifs ». Comme objectif dernier, il cite la nécessité « d'imposer silence à tous les cancans européens, les apparences pouvant faire croire que l'occupation de Venise ne sera qu'une opération passagère demandée à cor et à cris par les Vénitiens eux-mêmes. Deux jours plus tard, le 26 mai, Bonaparte écrivait à la municipalité de Venise « que le traité conclu à Milan pourrait, en attendant, être signé par la municipalité, les articles secrets par trois des membres; qu'il ferait toujours tout son possible pour donner à la municipalité la preuve qu'il désirait uniquement consolider les libertés de Venise et donner enfin à la malheureuse Italie la place qui lui revient sur le théâtre du monde, libre et indépendante de tous les étrangers ». Quelques jours plus tard il écrit au général Baraguey d'Hilliers « d'avoir dès la réception de cette lettre, à se présenter au gouvernement provisoire et à lui représenter qu'en accord avec les principes qui unissent actuellement les Républiques française et vénitienne et avec la protection directe, accordée par la République française à la République de Venise, il est indispensable que la puissance maritime de la République soit mise sur un pied inspirant le respect d'avoir, sous ce prétexte, à prendre possession de tout et de s'efforcer en même temps à vivre en bonne intelligence avec les Vénitiens et de recruter pour le service de la France, - en parlant toujours au nom de Venise - tous les matelots de la République; de s'arranger, en un mot, pour transporter à Toulon tous les approvisionnements et tous les vaisseaux du port de Venise, un article secret du traité obligeant les Vénitiens à fournir à la République française des approvisionnements maritimes d'une valeur de 3 millions pour la marine de Toulon, mais l'intention de Bonaparte étant de prendre possession, pour la République française, de tous les bateaux vénitiens et de tous leurs approvisionnements au bénéfice de Toulon », (Voir *Correspondance secrète et confidentielle de Napoléon*. 7 vol. Paris 1817.) Ces ordres furent exécutés à la lettre; et dès que Venise fut dépouillée de tous les moyens de marine et de guerre, Napoléon, sans la

Comme si Vogt avait à nous démontrer que *Napoléon le Petit* n'est pas le véritable Napoléon ! Vogt aurait pu tout aussi bien prophétiser en 1851 que le neveu qui, à la première campagne d'Italie et à l'expédition d'Égypte, n'avait à opposer que l'aventure de Strasbourg, l'expédition de Boulogne et la scène des saucisses de Satory<sup>1</sup>, n'imiterait jamais le 18 brumaire et, bien mieux, ne poserait jamais sur sa tête la couronne impériale. C'est cela qui constituait pourtant « une différence essentielle avec l'ancienne politique napoléonienne ! » Et une autre différence, c'était de faire, avec l'autorisation d'une coalition européenne, la guerre à une coalition européenne.

La « glorieuse campagne de Crimée », où l'Angleterre, la France, la Turquie et la Sardaigne réunies « conquièrent », après deux ans d'efforts, la moitié d'une forteresse russe, mais où les Russes leur enlevèrent la totalité d'une forteresse turque (Kars), cette campagne à la fin de laquelle les alliés, au congrès de Paris<sup>2</sup>, durent demander humblement à l'ennemi « la permission » d'embarquer tranquillement leurs troupes afin de les ramener dans leurs pays respectifs, cette campagne fut tout, excepté napoléonienne. Elle ne fut d'ailleurs glorieuse que dans le roman de Bazancourt<sup>3</sup>. Mais la guerre de Crimée prouva diverses choses. Louis Bonaparte trahit ses prétendus alliés (les Turcs), pour s'assurer l'alliance de ses prétendus ennemis. Le premier résultat de la paix de Paris, ce fut, le sacrifice de la « nationalité circassienne » et l'extermination par les Russes des Tartares de la Crimée, non moins que l'anéantissement des espoirs nationaux fondés par les Turcs et les Suédois sur une croisade de l'Europe occidentale contre la Russie. Une autre morale se dégage encore de la guerre de Crimée : Louis Bonaparte n'avait pas le droit de faire une seconde guerre de Crimée, mais celui de perdre une vieille armée et de contracter une nouvelle dette d'État, en échange de la conscience que la France était assez riche pour payer sa propre gloire, et pour la raison également que le nom de Louis Napoléon figurait dans un traité européen, que « la presse conservatrice et dynastique d'Europe », circonstance dont Vogt fait un tel mérite à l'empereur (p. 32), « reconnaissait unanimement les vertus de gouvernement, la sagesse et la modération de l'empereur », et que l'Europe entière lui rendait alors les honneurs d'un vrai Napoléon, mais à la condition expresse que Louis Bonaparte, à l'exemple de Louis-Philippe, se tint bien gentiment dans les « limites de la raison pratique », c'est-à-dire dans les limites des traités de 1815 et n'oublât pas un seul instant la légère ligne de démarcation qui sépare le hareng saur<sup>4</sup> du héros. Les combinaisons politiques, les souverains et la situation sociale qui, en somme, permirent au chef de la bande de décembre de jouer au Napoléon, d'abord en France, puis hors du territoire français, n'appartiennent pas, en réalité, à son époque, mais aux annales de la grande révolution française.

---

moindre hésitation, remit à ses nouveaux alliés, c'est-à-dire au joug despotique de l'Autriche, la République libérée de Venise qu'il avait juré solennellement de défendre envers et contre tous. ».

<sup>1</sup> Le 10 octobre 1850, Louis Bonaparte, alors président de la République française, organise une revue générale des troupes dans la plaine de Satory (près de Versailles). Au cours de cette revue, Bonaparte, qui prépare un coup d'État, offre des saucisses aux soldats et aux officiers afin de gagner leur soutien.

<sup>2</sup> Au Congrès de Paris, le 30 mars 1856, la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Sardaigne, la Prusse et la Turquie, d'une part, et la Russie, d'autre part, signent un traité de paix qui met fin à la guerre de Crimée (1853-56). La Russie, vaincue dans la guerre, est contrainte de céder l'estuaire du Danube et une partie de la Bessarabie du Sud, de renoncer à sa protection des principautés danubiennes et d'accepter la neutralisation de la mer Noire, ce qui implique la fermeture des détroits aux navires de guerre étrangers et l'interdiction pour la Russie et la Turquie de maintenir des arsenaux et des marines dans la mer Noire. En échange de Sébastopol et des autres villes de Crimée saisies par les Alliés, la Russie doit rendre Kars à la Turquie. La France refuse de soutenir la demande de la Grande-Bretagne de séparer le Caucase de la Russie et la demande de l'Autriche d'incorporer la Bessarabie à la Turquie. Le Congrès marque le début d'un rapprochement franco-russe.

<sup>3</sup> Baron de Bazancourt, *L'Expédition de Crimée jusqu'à la prise de Sébastopol. Chroniques de la guerre d'Orient* (en ligne sur le site de Gallica).

<sup>4</sup> Marx utilise le terme *Pickelhäring*, le nom d'un bouffon dans les vieilles comédies allemandes.

« Il existe du moins le fait que la politique française actuelle a, dans l'Est, fait droit aux tendances d'unité d'une nationalité (la nationalité roumaine). (*Etudes*, pp. 34-35.)

Cuza, nous l'avons déjà dit, tient la place prête, soit pour un gouverneur russe, soit pour un vassal russe. Sur la carte : *l'Europe en 1860*, un grand-duc de Mecklembourg figure en cette qualité de vassal. La Russie, cela va de soi, permit à Louis Bonaparte de s'attribuer tous les honneurs de cette émancipation roumaine, pendant qu'elle en encaissait elle-même tous les avantages. Dans la réalisation de ses autres intentions bienveillantes, elle se heurtait à l'Autriche. Il fallait donc que l'Autriche fût, par la guerre d'Italie, *changée d'obstacle en instrument*.

Dès 1858, le ventriloque des Tuileries jouait, de ses bouches innombrables, l'air de la « nationalité roumaine ». Une autorité de Vogt, M. Kossuth, pouvait donc, le 20 novembre 1858, répondre déjà dans une conférence faite à Glasgow :

« La Valachie et la Moldavie reçoivent une Constitution éclosée dans la caverne de la diplomatie secrète... Elle n'est en réalité ni plus ni moins qu'une charte qui garantit à la Russie la libre disposition des principautés danubiennes. ».

Dans les principautés danubiennes, Louis Bonaparte, afin de les livrer à la Russie, abusa donc du principe de nationalité tout comme le gouvernement autrichien en avait abusé, en 1848-49, pour étrangler, avec l'aide des Serbes, des Slavons, des Croates, des Valaques, etc., la révolution magyare et allemande.

Le peuple roumain, - et c'est à lui que convergent les efforts du consul russe à Bucarest et l'intérêt d'un ramassis de boyards moldo-valaques dont la majorité n'est même pas roumaine, mais constitue une espèce de mosaïque bariolée composée d'aventuriers accourus de l'étranger, une sorte de bande de décembre orientale, - le peuple roumain gémit, après comme avant, dans la servitude la plus affreuse, telle qu'elle ne peut être organisée que par des Russes au moyen d'un règlement organique et maintenue par un demi-monde oriental.

Afin de donner meilleure allure à sa haute sagesse puisée dans les sources originales Dentu, Vogt écrit : « Il suffit largement à l'Autriche d'avoir un Piémont dans le Sud; elle n'a pas besoin d'en avoir un second à l'Est. » (p. 64).

Le Piémont annexe des territoires italiens. Les principautés danubiennes, la région la moins guerrière de la Turquie, annexent donc des territoires roumains ? Elles conquièrent donc la Bessarabie sur la Russie, la Transylvanie, le Banat de Temesvar et la Bukovine sur l'Autriche ? Vogt n'oublie pas seulement le czar bienveillant. Il oublie encore qu'en 1848-49 la Hongrie n'était nullement disposée à se laisser dépouiller de ces pays plus ou moins roumains, répondit à leur cri de douleur en brandissant son épée, et que ce fut plutôt l'Autriche qui arguait contre la Hongrie de cette propagande en faveur du principe de nationalité.

Mais la science historique de Vogt brille de nouveau de son plus bel éclat quand, avec une vague réminiscence de ce qu'il a découvert dans un pamphlet du jour rapidement feuilleté, il nous assure avec le plus grand flegme que la « situation lamentable des principautés...a son origine dans le venin dissolvant des Grecs et des Fanariotes », (p. 63).

Il ne se doutait pas que les Fanariotes (ainsi dénommés d'après un quartier de Constantinople) sont précisément ces mêmes Grecs qui, depuis le début du XVIIIe siècle, ont sévi, sous la protection russe, dans les principautés danubiennes. Et ce sont en partie les descendants de ces « vendeurs de limonade » de Constantinople qui, à l'heure actuelle, jouent une fois de plus, par ordre de la Russie, de la nationalité roumaine.

\*

Pendant que l'ange blanc du Nord s'avance à l'Est et anéantit les nationalités en l'honneur de la race slave; que l'ange blanc du Sud s'avance à l'Ouest, porte-drapeau du principe des nationalités, et que l'on doit attendre « que cet affranchissement ait été réalisé par cet homme du destin »; pendant que ces deux anges, « les deux plus grands ennemis de l'unité allemande », très étroitement unis, se livrent à ces opérations combinées (*Studien. 2. Auflage, Nachwort*, p. 154), quel est donc le rôle assigné à l'Allemagne par Vogt, qui en tout cas ne songe pas à accroître le territoire national ?

« L'homme le moins clairvoyant, *dit Vogt*, doit s'être rendu compte à l'heure actuelle qu'il y a une entente entre le gouvernement prussien et le gouvernement impérial français; que la Prusse ne prendra pas les armes pour défendre les provinces non allemandes de l'Autriche (y compris, naturellement, la Bohême et la Moravie); qu'elle donnera son assentiment à toutes les mesures prises pour la défense du territoire confédéral (à l'exclusion de toutes les provinces non allemandes), mais qu'elle s'opposera à toute intervention de la Confédération ou de tels membres de la Confédération en faveur de l'Autriche, pour trouver ensuite, au moment des négociations de paix, dans les plaines de l'Allemagne du Nord, le salaire de ces efforts. » (pp. 18-19).

En publiant ainsi sur les toits, dès avant le commencement réel de la guerre contre l'Autriche, le secret à lui confié par les Tuileries, à savoir que la Prusse agit « en secret accord » avec « l'ennemi extérieur de l'Allemagne », qui la paierait en lui attribuant des territoires dans les plaines de l'Allemagne du Nord, Vogt fournissait naturellement à l'Allemagne la meilleure aide pour la réalisation de ses prétendus objectifs. Il fit naître chez les autres gouvernements allemands de la défiance, d'abord contre les efforts faits, au début de la guerre, par la Prusse en vue de rester neutre, puis contre ses préparatifs militaires une fois la guerre déclarée, et sa prétention d'exercer le commandement en chef.

« Quelle que pût être, *dit Vogt*, la voie où l'Allemagne dût s'engager dans la crise actuelle, il est hors de doute qu'elle devait, en tant qu'un tout, suivre énergiquement une voie déterminée, tandis que maintenant la malheureuse diète, etc. (p. 96) ».

En répandant l'opinion que la Prusse marchait la main dans la main avec « l'ennemi extérieur » et qu'elle s'apprêtait ainsi à dévorer les plaines du Nord, Vogt se proposait probablement d'établir l'unité qui manquait à la diète. On attire spécialement l'attention de la Saxe sur le fait que la Prusse « lui a déjà une fois fait perdre quelques-unes de ses plus belles provinces » (p. 93). On dénonce « l'achat du golfe de Jade » (p. 15).

« Le Holstein devait être le prix de la collaboration de la Prusse (dans la guerre turque), lorsque le fameux vol de dépêches imprima une autre tournure aux négociations » (p. 15). « Le Mecklembourg, le Hanovre, le duché d'Oldenbourg, le Holstein et tout ce qui s'y rattache...ces Etats frères allemands forment l'appât auquel, à toute occasion, la Prusse essaie de mordre avec avidité. » (pp. 14-15).

et auquel, Vogt nous l'apprend, il vient cette fois de se laisser prendre par Louis Bonaparte.

Il faut, d'un côté, que la Prusse, grâce à un « secret accord » avec Louis Bonaparte et « aux dépens de ses frères allemands s'étende jusqu'aux côtes de la mer du Nord et de la Baltique » (p. 14).

Et, de l'autre côté,

« la Prusse n'aura de frontière naturelle que lorsque la ligne de partage des eaux des Monts métalliques et du Fichtelgebirge se conti-

nuera par le Main blanc et la ligne du Main jusqu'à Mayence » (p. 93).

Des frontières naturelles au milieu de l'Allemagne ! Et formées, qui plus est, par une ligne de partage des eaux qui passe par une rivière ! Ce sont ces découvertes dans la géographie physique du globe, - et il faut y ajouter le canal qui émerge (*Hauptbuch*), - qui font de la « nature arrondie » l'égal d'Alexander von Humboldt ! Tandis qu'il prêche ainsi à la Confédération germanique la confiance en la haute direction de la Prusse, Vogt, non satisfait de « la vieille rivalité de la Prusse et de l'Autriche en Allemagne », inventa entre les deux Etats une rivalité « qui s'est tant de fois manifestée hors d'Europe ». Dans la lune probablement !

En réalité, Vogt ne fait que mettre en paroles la *Carte de l'Europe en 1860* publiée en 1858 par le gouvernement français. Sur cette carte, le Hanovre, le Mecklembourg, le Brunswick, le Holstein, la Hesse électorale, ainsi que les différents Waldeck, Anhalt, Lippe, etc. sont annexés à la Prusse, tandis que « *l'Empereur des Français conserve ses limites actuelles* » - « La Prusse jusqu'au Main », tel est aussi le mot d'ordre de la diplomatie russe (Voir le mémorandum de 1837). A une Allemagne du Nord prussienne s'opposerait une Allemagne du Sud autrichienne; les deux seraient séparées par les frontières naturelles, la tradition, la confession, le dialecte, les différences de race; la division de l'Allemagne en deux serait achevée par la simplification de ses contrastes et la guerre de 30 ans<sup>1</sup> déclarée en permanence.

D'après la première édition des *Studien*, voilà donc la récompense que la Prusse devait toucher pour les efforts faits pendant la guerre pour empêcher la Confédération germanique de tirer l'épée du fourreau. Dans les *Etudes* de Vogt, comme dans la carte française *l'Europe en 1860*, ce n'est en effet pas Louis Bonaparte, c'est la Prusse qui, par une guerre de la France contre l'Autriche, recherche un agrandissement de territoire et des frontières naturelles, et les trouve.

Mais ce n'est que dans l'épilogue ajouté à la seconde édition de ses *Studien*, publiées pendant la guerre austro-française, que Vogt, révèle la véritable mission de la Prusse. Il faut qu'elle entreprenne une guerre civile (2e édition, p. 152) pour fonder son « pouvoir central unitaire » (p. 153), pour incorporer l'Allemagne à la monarchie prussienne. Pendant que la Russie avance à l'Est et que l'Autriche est paralysée par Louis Bonaparte en Italie, il faut que la Prusse commence en Allemagne une « guerre civile » dynastique. Vogt garantit au prince régent que « la guerre actuellement allumée en Italie durera au moins toute l'année 1859, tandis que l'unification de l'Allemagne, faite résolument et sans hésitation, ne demanderait pas autant de semaines que la guerre d'Italie de mois. » (p. 155).

La guerre civile en Allemagne n'exigerait que des semaines ! En outre des troupes autrichiennes qui, avec ou sans une guerre en Italie, auraient immédiatement marché contre la Prusse, celle-ci, comme Vogt le raconte lui-même, trouverait de la résistance de la part de la « Bavière, absolument soumise à l'influence autrichienne » (1ere édition, p. 90), de la part de la Saxe qui serait la première menacée et n'aurait plus de raison de faire violence à sa « sympathie pour l'Autriche » (p. 93), de la part du « Wurtemberg, de la Hesse-Darmstadt et du Hanovre », bref de la part des « neuf dixièmes des gouvernements allemands ». Et ces gouvernements, ainsi que Vogt continue à le démontrer, ne seraient pas demeurés

---

<sup>1</sup> La guerre de Trente Ans (1618-48) - guerre européenne dans laquelle le pape, les Habsbourg espagnols et autrichiens et les princes allemands catholiques, ralliés sous la bannière du catholicisme, combattent les pays protestants : Bohême, Danemark, Suède, République des Pays-Bas et un certain nombre d'Etats allemands protestants. Les souverains de la France catholique, rivaux des Habsbourg, soutiennent le camp protestant. L'Allemagne est le principal champ de bataille et le principal objet de pillages et de revendications territoriales. Le traité de Westphalie (1648) scelle le démembrement politique de l'Allemagne.

indécis dans une telle guerre civile dynastique, entreprise précisément par la Prusse à un moment où l'Allemagne se trouvait menacée « par ses deux plus grands ennemis extérieurs ».

« La cour (de Bade), dit Vogt, est pour la Prusse, mais il est absolument hors de doute que le peuple n'épouse pas ces sympathies de la famille régnante. Le Breisgau, tout aussi bien que la Souabe supérieure, reste toujours, par les liens de la sympathie et de la confession, par de vieilles réminiscences de l'Autriche antérieure dont il faisait autrefois partie, attachée à l'Empereur et à l'Empire plus solidement qu'on ne le soupçonnerait après une si longue séparation » (pp. 93-94). – « A l'exception du Mecklembourg et « peut-être » de la Hesse électorale, l'Allemagne du Nord se méfie de la théorie de l'absorption et ne cèdera qu'en rechignant devant les prétentions de la Prusse. Le sentiment instinctif d'antipathie, voire de haine, de l'Allemagne du Sud à l'égard de la Prusse,... ce sentiment lui-même, le parti impérialiste n'a pu, malgré ses cris et ses clameurs, l'extirper ni le faire disparaître. Il reste vivace dans le peuple, et pas un gouvernement, fût-ce le gouvernement badois, ne saurait y résister longtemps. De la véritable sympathie, la Prusse ne la rencontre donc nulle part, ni dans le peuple allemand, ni chez les gouvernements de la Confédération germanique » (p. 21).

Voilà ce que dit Vogt. Et c'est précisément pour cela qu'une guerre civile dynastique entreprise par la Prusse en secret accord avec les plus grands ennemis de l'Allemagne n'aurait duré que quelques semaines. Mais il y a mieux.

« La Vieille Prusse marche avec le gouvernement, - la Province rhénane, la Westphalie marchent avec l'Autriche catholique. Si, dans ces derniers pays, le mouvement populaire ne réussit pas à rallier les gouvernements à l'Autriche, la conséquence immédiate en sera de rouvrir l'abîme entre les deux parties de la monarchie. » (p. 20).

Si donc l'abîme se rouvrait entre la Vieille Prusse d'une part, la Province Rhénane et la Westphalie d'autre part, du seul fait que la Prusse s'abstiendrait de prendre parti pour l'Autriche, une guerre civile entreprise par la Prusse en vue d'éliminer l'Autriche de l'Allemagne devait naturellement, d'après le même Vogt, détacher la Province rhénane et la Westphalie de la Prusse. « Mais en quoi l'Allemagne regarde-t-elle ces ultramontains ? » (p. 119). Ou plutôt, et c'est évidemment ce que Vogt veut dire, en quoi ces ultramontains regardent-ils l'Allemagne ? La Rhénanie et la Westphalie sont des pays ultramontains et catholiques romains, mais ce ne sont pas des pays spécifiquement allemands. Il faut donc les éliminer du territoire confédéral au même titre que la Bohême et la Moravie. Ce processus d'élimination, la guerre civile dynastique recommandée par Vogt à la Prusse devait l'accélérer. Dans la carte : *L'Europe en 1860*, publiée par ses soins en 1858, le gouvernement français dont les idées ont servi de directives à Vogt pour ses études, avait d'une part annexé l'Égypte à l'Autriche, et avait, d'autre part, annexé à la Belgique la Rhénanie en tant que pays de « nationalité catholique », - formule ironique voilant l'annexion de la Belgique et de la Rhénanie à la France. Que Vogt aille plus loin que la carte du gouvernement français et donne par-dessus le marché la Westphalie catholique, nous en avons l'explication dans les « relations scientifiques » que le régent fugitif de l'empire entretenait avec Plon-Plon, fils de l'ex-roi de Westphalie.

En résumé : d'un côté Louis Bonaparte permettra à la Russie d'étendre les bras de la Posnanie à la Bohême et par-delà la Hongrie jusqu'à la Turquie; de l'autre côté il fondera, à la frontière de la France, par la force des armes, une Italie unifiée et indépendante, et tout cela - pour le roi de Prusse<sup>1</sup>, pour que la Prusse ait l'occasion d'étendre son hégémonie sur toute l'Allemagne et de « mettre à tout jamais les provinces rhénanes à l'abri » de la France (p. 121).

---

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

« Mais, dit-on, il y a danger pour le territoire confédéral, que l'ennemi héréditaire menace, son objectif réel, c'est le Rhin. Il faut donc protéger le Rhin et par lui le territoire confédéral. » (p. 105).

En vue de protéger le territoire confédéral, on n'a qu'à céder la Bohême et la Moravie à la Russie; et l'on protégera le Rhin en déclenchant une guerre civile allemande dont un des buts sera de détacher de la Prusse la Rhénanie et la Westphalie.

« Mais, dit-on, Louis Napoléon veut satisfaire, d'une façon ou de l'autre, la soif des conquêtes territoriales chère aux Napoléon ! Nous ne le croyons pas; nous avons sous les yeux l'exemple de la guerre de Crimée. » (p. 129).

Mais il ne suffit pas à Vogt de ne pas croire à la soif de conquêtes territoriales chère aux Napoléon et de croire au contraire à la guerre de Crimée ! Il nous réserve, *in petto*, un autre argument. A l'exemple des chats de Kilkenny<sup>1</sup>, Autrichiens et Français s'entredévorent en Italie jusqu'à ce qu'il n'en reste plus que les queues.

« Il y aura une guerre terriblement sanglante, opiniâtre, peut-être indécise. » (p. 127). « Ce n'est qu'au prix des plus grands efforts que la France, alliée au Piémont, s'assurera la victoire, et elle ne se remettra pas, avant plusieurs dizaines d'années, de ces efforts épuisants. » (p. 129).

C'est par la perspective de cette longue durée de la guerre d'Italie qu'il vient à bout de ses contradicteurs. Mais la méthode à laquelle Vogt recourt pour prolonger en Italie la résistance aux armes françaises et paralyser la force agressive de la France est en fait assez originale. D'un côté, les Français reçoivent *carte blanche* en Italie; d'un autre côté, le « czar bienveillant » a toute liberté, par ses manœuvres en Galicie, en Hongrie, en Moravie et en Bohême, par des menées révolutionnaires à l'intérieur et des démonstrations militaires à la frontière, « de retenir une partie considérable des forces autrichiennes dans les provinces de la monarchie qui sont exposées à une attaque russe ou accessibles à des menées russes » (p. 11).

Enfin, la guerre civile dynastique déclenchée en même temps par la Prusse en Allemagne forcera l'Autriche à retirer d'Italie le gros de ses troupes pour défendre ses possessions allemandes. Dans ces conditions, François Joseph et Louis Bonaparte ne concluront évidemment pas de paix de Campoformio<sup>2</sup>, « mais perdront tous deux des flots de sang en Italie ».

L'Autriche ne fera pas, à l'Est, de concessions au czar bienveillant, mais acceptera le dédommagement, offert depuis fort longtemps, en Serbie et en Bosnie; elle ne garantira pas non plus à la France la Rhénanie et ne s'alliera pas à la Russie et à la France pour tomber sur la Prusse ! A Dieu ne plaise ! Elle tiendra « à perdre tout son sang en Italie ». En tout cas, « l'homme du destin » célébré par Vogt repousserait avec une indignation morale un tel dédommagement sur le Rhin !

Vogt sait « que la politique extérieure de l'empire actuel n'a qu'un principe, celui de la conservation » (p. 31).

---

<sup>1</sup> Pendant le soulèvement irlandais de 1798, la ville de Kilkenny était occupée par des mercenaires hessois servant dans l'armée britannique, qui avaient l'habitude de s'amuser en regardant des combats de chats avec leurs queues attachées ensemble. Un jour, un soldat, voyant un officier approcher, a coupé la queue des chats avec son épée et les chats se sont enfuis. On raconta à l'officier que les chats s'étaient dévorés les uns les autres et qu'il ne restait que leurs queues

<sup>2</sup> Le traité de Campoformio, signé le 17 octobre 1797, conclut la guerre victorieuse de la République française contre l'Autriche, membre de la première coalition anti-française. En vertu de ce traité, la France obtient la Belgique, les îles Ioniennes et une partie de l'Albanie. L'Autriche devait aider la France à annexer la rive gauche du Rhin et renonçait à ses anciennes possessions en Italie du Nord. Avec une partie de la République vénitienne abolie, elles constituent la République cisalpine, un nouvel Etat sous protection française. Une grande partie de la République vénitienne, dont Venise, ainsi que l'Istrie et la Dalmatie, sont données à l'Autriche en échange de concessions faites à la France sur la frontière rhénane.

Il sait que Louis Bonaparte « ne poursuit qu'une idée, celle de maintenir sa domination sur la France » (p. 29).

Il sait « que la guerre d'Italie ne le rend pas populaire en France », tandis que l'acquisition de la Rhénanie le rendrait populaire, lui et sa famille. Il dit : « Les pays rhénans forment l'objet de la convoitise de prédilection des chauvins français, et, si l'on allait au fond des choses, on ne trouverait peut-être qu'une petite minorité qui ne porte pas ce désir dans son cœur. » (p. 121).

D'autre part, « les gens intelligents de France », et probablement aussi, pour cette même raison, « l'homme du destin, l'homme à la prudence de serpent », savent « que la « France ne peut espérer la réalisation de ses desseins (la frontière naturelle du Rhin), qu'aussi longtemps que l'Allemagne aura 34 gouvernements différents. Qu'il y ait une Allemagne véritable avec des intérêts unitaires et une organisation solide, - et la frontière du Rhin sera assurée à tout jamais. » (p. 121).

C'est pour cette raison précisément que Louis Bonaparte qui, à Villafraanca, a offert à l'empereur d'Autriche la Lombardie en échange de la garantie des pays rhénans (Voir la déclaration de Kinglake<sup>1</sup> à la Chambre des communes le 12 juillet 1860) aurait, avec indignation, repoussé la proposition de l'Autriche lui offrant les provinces rhénanes, si la France consentait à lui prêter son aide contre la Prusse.

Les sources originales de Vogt (les pamphlets Dentu) ne faisaient que rêver de l'unité allemande sous l'hégémonie de la Prusse<sup>2</sup>. Elles repoussaient notamment, avec une vertueuse emphase, toute allusion aux vues de la France sur la province rhénane.

« Le Rhin ! Qu'est-ce que le Rhin ? Une frontière. Les frontières seront bientôt des anachronismes » (p. 36. *La Foi des Traités*, Paris, 1859).

Dans l'empire millénaire que Badinguet doit fonder sur le principe de nationalité, qui donc osera parler de la frontière du Rhin, ou même simplement de frontières !

« La France stipule-t-elle des dédommagements pour les sacrifices qu'elle est prête à faire dans un but d'équité, de juste influence, et dans l'intérêt de l'équilibre européen ? Demandra-t-elle la rive gauche du Rhin ? Elève-t-elle même des prétentions sur la Savoie et sur le Comté de Nice ? » (*La vraie question*, p. 13).

Ainsi donc la France renonce au Rhin parce qu'elle renonce à la Savoie et au Comté Nice ! Et Vogt n'a pas mis cela en allemand !

Avant le commencement de la guerre, il était d'une importance décisive pour Louis Bonaparte, s'il ne pouvait amener la Prusse à une entente, de faire du moins accroire à la Confédération germanique qu'il y avait réussi. C'est cette croyance que Vogt essaya de propager dans la première édition de ses *Studien*. Au cours de la guerre, ce fut encore plus important pour Louis Bonaparte de pousser la Prusse à des démarches qui auraient fourni à l'Autriche la preuve d'une telle entente, ou du moins un simulacre de preuve. Dans la seconde édition de ses *Studien*, parue pendant la guerre, Vogt invite donc, dans un court épilogue spécial, la Prusse à faire la conquête de l'Allemagne et à déclencher une guerre civile dynastique, à propos de laquelle il déclare, dans le texte du livre, « qu'elle sera

---

<sup>1</sup> L'historien et homme politique libéral anglais Alexander William Kinglake.

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « La Prusse est l'espoir de l'Allemagne... l'esprit allemand a son centre à Berlin... l'esprit allemand cherche l'unité de son corps, la vérité de la Confédération. C'est par cet entraînement que s'élève la Prusse...D'où vient-il que, lorsque l'Italie réclame l'intégrité, l'unité nationale, ce que l'Allemagne désire, celle-ci favorise l'Autriche, négation vivante de toute nationalité ? ...C'est que la Prusse n'est pas encore la tête; c'est que la tête est l'Autriche qui, pesant avec ses forces hétérogènes sur l'Allemagne politique, l'entraîne à des contradictions avec l'Allemagne véritable. » (*La foi des traités*, p. 34).

sanglante, opiniâtre, peut-être indécise » et coûtera pour le moins la Rhénanie et la Westphalie, tout en jurant ses grand dieux, dans le dit épilogue, « qu'elle n'exigera que quelques semaines ». Mais, il faut bien le dire, la voix de Vogt n'est pas une voix de sirène. Soutenu dans son tour de filou par le témoin Palmerston, Louis Bonaparte se vit donc obligé de soumettre à François-Joseph, à Villafranca, des propositions prussiennes rédigées par lui-même; il fallut que les modestes exigences de la Prusse, réclamant la haute direction militaire en Allemagne, fournissent à l'Autriche un prétexte à signer la paix<sup>1</sup> ; et il fallut que, pour justifier cette signature de la paix, Louis Bonaparte déclarât que la guerre d'Italie avait menacé de se transformer en guerre générale « qui aurait créé l'unité allemande et réalisé par conséquent une œuvre que depuis François 1er, la politique française s'était toujours efforcée d'empêcher<sup>2</sup>. »

Après que, par la guerre d'Italie, la France eut conquis la Savoie et le comté de Nice et se fut de la sorte assuré une position qui, dans le cas d'une guerre sur le Rhin, contrebalance au-delà d'une armée, « l'unité allemande sous l'hégémonie de la Prusse » et « la cession de la rive gauche du Rhin à la France » devinrent des grandeurs convertibles dans les calculs de probabilité du 2 décembre. La carte : *L'Europe en 1860*, publiée en 1858, fut interprétée par la carte *L'Europe pacifiée*, publiée en 1860. Dans cette dernière carte, l'Egypte n'est plus attribuée à l'Autriche, et les provinces rhénanes ainsi que la Belgique sont annexées à la France en échange des « plaines du Nord » concédées à la Prusse.

Enfin, à Saint-Etienne, Persigny déclarait officiellement que, ne fût-ce que dans l'intérêt de l'équilibre européen, toute nouvelle centralisation de l'Allemagne exigeait la poussée de la France jusqu'au Rhin. Mais, ni avant ni après la guerre d'Italie, le grotesque ventriloque des Tuileries n'a parlé de façon plus impudente que par l'organe du régent fugitif de l'Empire.

\*

Vogt, « le nouveau Suisse, le citoyen du canton de Berne et membre du Conseil genevois<sup>3</sup> » (voir la préface), ouvre la partie suisse de ses *Studien* par un prologue (pp. 37-39), où il invite les Suisses à saluer d'une grande explosion de joie le remplacement de Louis Philippe par Louis Bonaparte. Evidemment, Louis Bonaparte exige du Conseil fédéral des « mesures contre la presse », mais « les Napoléonides paraissent avoir, dans cet ordre d'idées, la peau excessivement chatouilleuse » (p. 36). Simple affection cutanée, mais tellement attachée à la famille qu'elle ne se transmet pas seulement par le sang, mais encore, témoin Louis Bonaparte, par le seul nom de famille. Evidemment :

« la persécution qui, d'ordre impérial, fut organisée à Genève par le Conseil fédéral contre des innocents, de pauvres diables qui n'avaient commis d'autre crime que d'être Italiens; l'établissement des consulats; les molestations de la presse; les stupides mesures policières de toute nature, et, en dernier lieu, les négociations rela-

---

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « Quelques jours après la signature de la paix de Villafranca, le *Journal de Prague* publiait la déclaration officielle suivante : « Cette prétention de la Prusse (la prétention d'exercer, sous le contrôle de la Confédération, le commandement suprême de l'armée fédérale) prouve jusqu'à l'évidence que la Prusse poursuit sa propre hégémonie en Allemagne et, par suite, l'exclusion de l'Autriche de l'Allemagne. La perfide Lombardie valant infiniment moins que le maintien de notre position en Allemagne nous y avons renoncé afin d'obtenir la paix dont l'attitude de la Prusse nous avait fait une impérieuse nécessité. »

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Le *Galignani's Messenger* de Paris, qui ne publie de « leader » qu'à titre exceptionnel et par ordre officiel spécial, dit dans son numéro du 21 juillet 1859 : « pour donner une nouvelle province au roi du Piémont, il n'aurait pas fallu simplement engager une guerre contre les deux tiers de l'Europe, mais, en outre, l'unité allemande aurait été réalisée et une œuvre aurait été faite que, depuis François 1er, la politique française s'est toujours efforcée d'empêcher. »

<sup>3</sup> Le Conseil des Etats - l'une des deux chambres de l'Assemblée fédérale (Parlement) de la Suisse. L'autre chambre s'appelle le Conseil national.

tives à la cession de la vallée des Dappes<sup>1</sup> ont grandement contribué à effacer en Suisse le souvenir des services que, dans l'affaire de Neuchâtel<sup>2</sup> l'empereur a réellement rendus, notamment au parti qui, à l'heure actuelle, l'attaque avec le plus de violence. (pp. 37-38). »

Généreux empereur ! Ingrat parti ! Ce que l'empereur poursuivait dans l'affaire de Neuchâtel, ce n'était pas le moins du monde un précédent pour la violation des traités de 1815, l'humiliation de la Prusse et le protectorat de la Suisse. Ce qu'il se proposait, c'était « de rendre de véritables services » à la Suisse, en sa qualité de « nouveau Suisse, citoyen du canton de Thurgovie et capitaine d'artillerie d'Oberstrass ». Cette ingratitude, dont Vogt accuse, en mars 1859, le parti anti-bonapartiste de Suisse, un autre serviteur de l'empereur, M. de Thouvenel, la reprochait, en juin 1860, à la Suisse tout entière. On lit dans le *Times* du 30 juin 1860 :

« Il y a quelques jours, une entrevue eut lieu à Paris, au Ministère des affaires étrangères, en présence de lord Cowley, entre le docteur Kern et M. de Thouvenel. Thouvenel déclara à l'honorable représentant de la Suisse que les doutes et les protestations du Gouvernement fédéral étaient blessants en ce sens qu'ils semblaient impliquer la méfiance envers le gouvernement de Sa Majesté impériale; qu'une telle attitude était une grossière ingratitude en considération des services que l'empereur Napoléon avait rendus à la Confédération en maintes circonstances, et notamment dans l'affaire de Neuchâtel. Quoi qu'il en soit, la Suisse, puisqu'elle a été assez aveugle pour se méfier de son bienfaiteur, est bien obligée d'en supporter les conséquences. ».

Et néanmoins, dès mars 1859, Vogt a essayé d'ouvrir les yeux aux gens aveugles du parti anti-bonapartiste de Suisse. D'une part, il renvoie aux « services réels rendus par l'empereur ». Et d'autre part, « les molestations impériales disparaissent entièrement » devant les molestations du temps de Louis-Philippe (p. 39). Par exemple, en 1858, le Conseil fédéral expulse « de pauvres diables qui n'ont commis d'autre crime que d'être Italiens » (p. 37); en 1838, malgré les menaces de Louis-Philippe, il refuse d'expulser Louis Bonaparte, dont le seul crime était de conspirer en Suisse contre la couronne de Louis-Philippe. En 1846, malgré les bruits de guerre répandus par Louis-Philippe, la Suisse ose faire la guerre du Sonderbund<sup>3</sup>, parce qu'il ne lui plaît pas de se laisser intimider par le roi de la paix; en 1808, c'est à peine si elle risque pudiquement

---

<sup>1</sup> Vallée des Dappes - une vallée de montagnes à la frontière du canton suisse de Vaud et de la France. Le Congrès de Vienne (1814-15) l'a déclarée territoire suisse, mais la France a ensuite refusé de reconnaître cette décision. En raison de son importance stratégique, la Vallée des Dappes est restée une pomme de discorde entre les deux Etats jusqu'à ce que la Suisse en cède une partie à la France en échange d'une compensation territoriale en 1862.

<sup>2</sup> A l'automne 1856, un conflit s'est développé entre la Prusse et la Suisse à propos des événements de Neuchâtel (en allemand : Neuenburg). De 1707 à 1806, la principauté de Neuchâtel était un Etat nain sous domination prussienne. En 1815, par décision du Congrès de Vienne, elle a été incorporée à la Confédération Suisse comme 21ème canton, tout en restant un vassal de la Prusse. En février 1848, une révolution bourgeoise à Neuchâtel a mis fin à la domination prussienne et une république a été proclamée. En 1852, la Grande-Bretagne, la France et la Russie signèrent un protocole à Londres qui réaffirmait les droits du roi de Prusse sur Neuchâtel. Le conflit entre la Prusse et la Suisse s'est enflammé avec une nouvelle violence en septembre 1856 lorsque les autorités suisses ont arrêté les participants à un putsch monarchiste avorté à Neuchâtel qui avaient le soutien du roi de Prusse. Le gouvernement suisse exigea que la Prusse renonce à toutes ses prétentions sur le canton. Le conflit est réglé au printemps 1857 grâce à l'intervention diplomatique d'autres puissances, notamment de la France. Le roi de Prusse a dû renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, tandis que le gouvernement suisse a libéré les royalistes arrêtés.

<sup>3</sup> Le Sonderbund - une union séparatiste des sept cantons catholiques économiquement arriérés de la Suisse, formée en 1843 pour résister aux réformes bourgeoises et pour défendre les privilèges de l'Eglise et des Jésuites. Le décret de la Diète suisse de juillet 1847 dissolvant le Sonderbund fut utilisé par ce dernier comme prétexte pour déclencher les hostilités contre les autres cantons au début du mois de novembre. Le 23 novembre 1847, l'armée du Sonderbund est vaincue par les forces fédérales. Les tentatives de l'Autriche et de la Prusse d'intervenir dans les affaires suisses pour soutenir le Sonderbund échouent. Le gouvernement de Louis-Philippe se range pratiquement du côté de ces puissances pour protéger le Sonderbund.

des observations contre les velléités de Louis Bonaparte à propos de la vallée des Dappes.

« Louis-Philippe, dit Vogt lui-même, avait traîné une existence européenne misérable, honni de tous côtés, même des petits princes légitimes, parce qu'il n'avait pas osé poursuivre à l'extérieur une politique forte » (p. 31). Mais « à l'égard de la suisse, la politique impériale est sans doute celle d'un puissant voisin qui sait qu'il peut, en fin de compte, faire tout ce qu'il veut » (p. 37).

Donc, conclut Vogt avec la logique de Grandguillot, « on ne peut, au point de vue purement suisse, que se réjouir au plus haut point » (p. 39) du changement qui a donné à la Suisse, en lieu et place de « Louis-Philippe honni de tous côtés », un « puissant voisin qui sait que, vis-à-vis de la suisse, il peut tout ce qu'il veut. ».

Après ce prologue, qui a convenablement préparé les esprits, vient la traduction allemande de la note de la Diète fédérale du 14 mars 1859. Et, chose curieuse, Vogt fait l'éloge de cette note, où la Diète fédérale s'en réfère aux traités de 1815<sup>1</sup>, alors qu'il déclare autre part que c'est une « hypocrisie » que de s'en référer à ces traités. « Laissez-nous donc tranquilles avec votre hypocrisie » (p. 112)<sup>2</sup>.

Vogt se demande ensuite « de quel côté viendra la première attaque contre la neutralité de la Suisse » (p. 84), et donne la preuve superflue que l'armée française, n'ayant pas, cette fois, à conquérir le Piémont, ne passera ni par le Simplon, ni par le Grand Saint-Bernard. Et il découvre en même temps la route, qui n'existe pas « par le Mont-Cenis, Fenestrella et la vallée de la Stura » (p. 84). Il veut probablement dire la vallée de la Doire. Aucun danger ne menace donc la Suisse du côté de la France.

« Mais on ne peut pas s'attendre, avec la même tranquillité, à ce que l'Autriche respecte la neutralité suisse, et divers symptômes font déjà prévoir que, le cas échéant, elle a l'intention de la violer » (p. 85). - « On peut considérer comme un fait significatif dans cet ordre d'idées la concentration d'un corps de troupes à Bregenz et à Feldkirch » (p. 86).

Nous apercevons ici le fil rouge qui parcourt les *Studien* et conduit tout droit de Genève à Paris.

En effet, le *Livre bleu* publié par le cabinet Derby sur les affaires d'Italie, janvier-mai 1859, raconte que « la concentration d'un corps de troupes autrichiennes à Bregenz et à Feldkirch » n'était qu'un bruit activement répandu par les agents bonapartistes en Suisse, mais dénué de tout fondement effectif (n° 174 du *Livre bleu*. Lettre du capitaine Harris à lord Malmesbury, datée de Berne, 24 mars 1859). Humboldt-Vogt découvre en outre, à cette occasion, qu'à Bregenz et à Feldkirch « on se trouve dans le voisinage immédiat de la vallée du Rhin, où débouchent trois grands passages alpins avec routes carrossables, la Via Mala, le Splügen et le Saint-Bernard, le dernier conduisant dans le Tessin, les deux premiers vers le lac de Côme. » (p. 86).

---

<sup>1</sup> Dans cette note, du 14 mars 1859 adressée à plusieurs Etats, le Conseil fédéral suisse déclare qu'en cas de guerre en Italie, la Suisse défendra sa neutralité et son intégrité territoriale et occupera, conformément aux résolutions du Congrès de Vienne, la zone neutralisée de la Savoie (Savoie du Nord).

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « En réalité ce qui avait garanti la neutralité de la Suisse, ce n'étaient pas les traités, mais les intérêts, qui se paralysaient réciproquement, des différentes puissances limitrophes. Après un entretien avec le président de la Confédération Frey-Herosée, le capitaine Harris, chargé d'affaires anglais à Berne, écrit à lord John Russell : « Les Suisses comprennent que les événements récents ont profondément modifié le poids respectif des puissances limitrophes dans ce sens que, depuis l'affaire de Neuchâtel, la Prusse est devenue indifférente, l'Autriche est paralysée, et la France est devenue incomparablement plus puissante que précédemment. ».

En réalité, la Via Mala passe par le Splügen d'abord, le Saint-Bernard ensuite, et ne conduit nulle part ailleurs.

Après tout ce clabaudage à la Polonius, destiné à détourner les préoccupations de la Suisse de sa frontière occidentale sur sa frontière orientale, la « nature arrondie » roule enfin vers sa tâche propre.

« La Suisse, *dit Vogt*, est absolument dans son droit quand elle repousse décidément l'obligation de ne pas autoriser le passage de troupes par cette voie ferrée (de Culoz vers Aix et Chambéry) et se limite à n'occuper, le cas échéant, le territoire neutre qu'autant que cela serait commandé par la défense de son propre territoire. » (p. 89),

et il donne à la Diète fédérale l'assurance « que la Suisse défendra comme un seul homme cette politique indiquée dans sa note du 14 mars ».

Vogt publia ses *Studien* à la fin de mars. Ce n'est que le 24 avril que Louis Bonaparte utilisa ladite voie ferrée pour les transports de troupes, et c'est plus tard encore qu'il déclara la guerre. Vogt, initié aux détails du plan de guerre bonapartiste, savait donc très exactement « de quel côté viendrait la première attaque contre la neutralité de la Suisse ». Il était expressément chargé d'amadouer la Suisse et de l'amener à tolérer la première violation de sa neutralité, qui devait avoir comme conséquence logique l'annexion à l'empire de décembre du territoire savoyard neutralisé. Frappant, sur les épaules du Conseil fédéral, il prête à la note du 14 mars un sens qu'elle devait avoir au point de vue bonapartiste. Le Conseil fédéral dit dans sa note que la Suisse « remplira également et loyalement, envers tous la mission » de neutralité que lui confèrent les traités. Il cite, en outre, un passage des traités d'après lequel « les troupes d'aucune autre puissance quelconque ne pourront y stationner (dans le territoire neutralisé de la Savoie) ni le traverser ». Il ne mentionne d'aucune façon qu'il autoriserait les Français à utiliser la voie ferrée qui passe par le territoire neutralisé. Conditionnellement, comme « mesure de protection et de défense de son propre territoire », il réserve à la Confédération Helvétique, « l'occupation militaire » du territoire neutralisé. Que Vogt, de propos délibéré et par ordre supérieur, altère absolument la note du Conseil fédéral, non seulement le texte même de la note le prouve, mais encore la déclaration faite à la séance de la Chambre des Lords du 23 avril 1860 par lord Malmesbury, alors ministre anglais des affaires étrangères :

« Lorsque, dit Malmesbury, les troupes françaises furent sur le point (plus d'un mois après la note fédérale du 14 mars) de traverser la Savoie pour entrer en Sardaigne, le gouvernement suisse, fidèle à la neutralité sur laquelle repose l'indépendance de la Suisse, fit d'abord remarquer que ces troupes n'avaient pas le droit de traverser le territoire neutralisé ». !

Et par quelle objection Louis Bonaparte et le parti suisse, son allié, apaisent-ils ces scrupules du Conseil fédéral ? Vogt, qui savait, fin mars, que les convois de troupes françaises violeraient, fin avril, le territoire neutralisé, anticipe naturellement, dès fin mars, la phrase par laquelle Louis Bonaparte justifiera, fin avril, son coup de force. Il se demande « si la tête de ligne de la voie ferrée de Culoz à Aix et Chambéry tombe dans le rayon du territoire neutralisé » (p. 89), et démontre que la fixation de la zone neutre n'avait pas du tout le but de supprimer les communications entre la France et Chambéry, et que la ligne de chemin de fer en question évite donc moralement le territoire neutralisé<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « Une note, adressée le 18 novembre 1859 au capitaine Harris par le président de la Confédération, Jakob Stämpfli, et le chancelier Johann Schieß, admet expressément que le chemin de fer tombe dans le territoire neutralisé. Il y est dit : « Il pourrait être aussi question d'un autre point qui concerne la neutralité de la Savoie...nous voulons parler du chemin de fer dernièrement construit de Culoz à Chambéry, à l'égard duquel on peut se demander s'il devait continuer à faire partie du territoire neutralisé. » ».

Écoutons d'autre part lord Malmesbury :

« Plus tard, devant la difficulté de savoir si la ligne de chemin de fer n'évitait pas le territoire neutralisé de la Savoie, le gouvernement suisse retira son objection et autorisa le passage des troupes françaises. Je crois qu'il était dans son tort en faisant cela. Nous considérions le maintien de la neutralité de ce territoire comme présentant une telle importance européenne... que, le 28 avril 1859, nous faisons parvenir à la cour française une protestation contre le passage de ces troupes en route vers la Sardaigne. ».

A propos de cette protestation, Palmerston accusa Malmesbury de sympathies « autrichiennes », pour « avoir inutilement offensé le gouvernement français », tout comme Vogt (*Hauptbuch*, p. 183) accuse le *Volk* de « s'être donné toute la peine du monde » pour, naturellement par sympathie pour l'Autriche, « préparer des difficultés à la Suisse... ». On n'a qu'à lire les articles publiés par le *Volk* sur la question de la neutralité et le passage des Français à travers la Savoie, pour toucher du doigt ces tendances entièrement partagées par l'*Allgemeine Zeitung*<sup>1</sup>.

On peut dès lors « toucher du doigt » que toute la partie que, dans ses *Studien*, Vogt consacre à la Suisse, visait uniquement à justifier la première violation du territoire neutralisé suisse par son « homme du destin ». C'était le premier pas vers l'annexion de la Savoie et par conséquent de la Suisse française. Le sort de la Suisse dépendait de l'énergie avec laquelle elle s'opposait à ce premier pas, maintenait son droit, en faisait usage au moment décisif et le transformait en question européenne à un moment où l'appui du gouvernement anglais lui était assuré et où Louis Bonaparte, qui commençait justement sa guerre localisée, ne pouvait oser jeter le gant à l'Angleterre. Une fois engagé officiellement, le gouvernement anglais ne pouvait plus reculer<sup>2</sup>. Et voilà pourquoi « le nouveau Suisse, citoyen du canton de Berne et membre du Conseil de Genève » fait de tels efforts pour nous démontrer qu'il appartient à la Suisse de revendiquer son droit d'autoriser le passage des troupes françaises par le territoire neutralisé et de se livrer ainsi à une courageuse démonstration contre l'Autriche. Vogt n'a-t-il pas sauvé la Suisse de Catilina-Cherval !

Tandis qu'il reprend et renforce encore la protestation que, dans le pamphlet original Dentu, il a soulevée contre la recherche de la frontière du Rhin, Vogt évite de faire la moindre allusion à cette autre théorie pourtant exprimée dans le même pamphlet : la renonciation de la France à la Savoie et au comté de Nice. Les noms de Savoie et de Nice ne se rencontrent même pas dans ses *Studien*. Or, dès février 1859, des députés savoyards protestèrent à Turin contre la guerre d'Italie, parce que l'annexion de la Savoie à l'Empire de décembre formait le prix d'achat de l'alliance française. Cette protestation n'était jamais arrivée aux oreilles de Vogt. Pas plus, d'ailleurs, que les stipulations arrêtées en août 1858 à Plombières entre Louis Bonaparte et Cavour, et bien connues de tous les autres émigrés (stipulations parues dans un des premiers numéros du *Volk*). Dans le numéro déjà mentionné plus haut, du *Pensiero ed Azione* (2-16 mai 1859), Mazzini avait prédit textuellement :

« Mais si l'Autriche venait à être battue dès le début de la guerre et qu'elle reprît les propositions qu'en 1848 elle a faites pendant quelque temps au gouvernement anglais, c'est-à-dire de renoncer à la

---

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « Vogt reproche spécialement au *Volk* d'avoir cherché « à entraîner la Confédération dans un conflit avec les grandes puissances voisines. ». Lorsque l'annexion de la Savoie eut réellement lieu, l'*Eidgenössische Zeitung*, organe bonapartiste, accusa le *Bund*, organe officiel, dont « les opinions, disait-elle, touchant la Savoie et la France, étaient un faible reste de la politique qui, dès 1848, tendait à impliquer la Suisse dans les conflits européens. » (Voir *Bund*, Bern, 12 mars 1860. N° 71). Les phrases des plumes bonapartistes sont, comme on le voit, toutes préparées. »

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Quand les troupes fédérales auront occupé ces provinces (Chablais et Faucigny), il est hors de doute qu'elles s'y maintiendront. » (*L'Olivant. Universal Suffrage and Napoléon III*. London, 1860, p. 20).

Lombardie, mais à la condition de conserver Venise, la paix serait acceptée. Seules seraient suivies de réalisation les conditions stipulant l'accroissement territorial de la monarchie sarde ainsi que la cession de la Savoie et de Nice à la France. ».

C'est vers le milieu de mai 1859 que Mazzini publia sa prédiction; c'est vers le milieu de juin 1859 que Vogt donna la seconde édition de ses *Studien*, mais sans y dire un traître mot de la Savoie et de Nice. Antérieurement à Mazzini, antérieurement même aux députés savoyards, dès octobre 1858, un mois et demi après la conspiration de Plombières, le président de la Confédération helvétique informait, par dépêche spéciale, le ministère anglais « qu'il avait tout lieu de croire qu'entre Louis Bonaparte et Cavour il avait été signé une convention conditionnelle relative à la cession de la Savoie<sup>1</sup> ».

Au commencement de juin 1859, le Président de la Confédération faisait de nouveau part au chargé d'affaires anglais à Berne de ses appréhensions touchant l'annexion imminente de la Savoie et de Nice<sup>2</sup>. Vogt, le sauveur né de la Suisse, n'eut jamais le moindre écho ni de la protestation des députés savoyards, ni des révélations de Mazzini, ni des appréhensions que le gouvernement fédéral suisse ne cessait de manifester d'octobre 1858 à juin 1859. Bien mieux, ainsi que nous le verrons plus loin, encore au mois de mars 1860, le mystère de Plombières, alors qu'il courait toutes les rues de l'Europe, évitait de ne jamais rencontrer M. Vogt. C'est probablement par allusion au silence qu'elles observent sur l'annexion imminente que les *Studien* portent en exergue : « Le silence est la vertu de l'esclave ». Elles renferment cependant une allusion : « Mais supposons même, dit Vogt, que l'invraisemblable se produise et que le prix de la victoire soit payé en Italie, soit au nord, soit au sud...Vraiment, du point de vue allemand le plus étroit...on ne peut que souhaiter très ardemment que le loup welsche ait à grignoter un os italien. » (pp. 129-130).

Le pays italien du nord, ce ne peut-être, naturellement, que la Savoie et Nice. Après avoir, en sa qualité de nouveau Suisse, citoyen du canton de Berne et membre du Conseil de Genève, invité la Suisse, « du point de vue purement suisse » (p. 39), à se « réjouir au plus haut point » du voisinage de Louis Bonaparte, le régent fugitif de l'empire s'avise tout à coup « qu'au point de vue allemand le plus étroit il souhaiterait très ardemment » que le loup welsche attrape entre ses dents Nice et la Savoie, et par conséquent la Suisse française<sup>3</sup>.

\*

Il y a quelque temps, il parut à Paris un pamphlet : *Napoléon III*. Ce n'est pas : *Napoléon III et l'Italie*, ni : *Napoléon III et la question romaine*, ni : *Napoléon III et la Prusse*, mais simplement *Napoléon III*<sup>4</sup>. C'est un panégyrique de Napoléon III écrit en hyperboles par Napoléon III. Ce pamphlet, un Arabe du nom de Dâ-Dâ, l'a traduit en sa langue maternelle<sup>5</sup>. Mais, dans un épilogue, le Dâ-Dâ enivré ne peut davantage retenir son enthousiasme, et il se répand en vers poétiques fulgurants. Mais, dans la préface, Dâ-Dâ était encore assez maître de lui-même pour avouer que sa brochure a été publiée par ordre des autorités locales d'Alger et est destinée à être

<sup>1</sup> **Note de Marx** : « Voir le discours de lord Malmesbury. »

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Voir le n° 1 du *Livre bleu* : « On the proposed annexation of Savoy, etc. ».

<sup>3</sup> **Note de Marx** : « Le désir de Vogt de jeter, du point de vue allemand le plus étroit, des os italiens au loup welsche, pour que ce loup souffre de difficultés de digestion, ce vœu se trouve indiscutablement réalisé de mieux en mieux. (Voir, dans l'officiuse *Revue contemporaine* du 15 octobre 1860, - disons en passant que cette Revue était la patronne spéciale de Vogt -, une lettre datée de Turin). »

<sup>4</sup> Marx se réfère aux trois pamphlet d'Arthur La Guéronnière, *Napoléon III, portrait politique*, publié à Paris en 1853 ; *L'Empereur Napoléon III en Italie*, publié en 1859 et *L'Empereur Napoléon III et les principautés roumaines*, publié en 1858.

<sup>5</sup> Le texte traduit est celui de La Guéronnière *Portrait politique de l'empereur Napoléon III*, traduit en arabe par M. Rochaid Dahdah.

distribuée aux tribus arabes indigènes au-delà des frontières de l'Algérie, pour que « l'idée de l'unité et de la nationalité sous un chef commun s'empare de leur imagination ». Ce chef commun, qui doit fonder « l'unité de la nationalité arabe », n'est, ainsi que Dâ-Dâ nous le révèle, rien moins que « le soleil de bienfaisance, la gloire du firmament, - l'empereur Napoléon III. ». Vogt, bien qu'il écrive « sans rime ni raison », n'est rien moins que le Dâ-Dâ allemand.

En donnant le nom d'*Etudes* à son adaptation allemande des articles du *Moniteur*, du pamphlet Dentu et des cartes de l'Europe révisée, toutes élucubrations émanant du « soleil de bienfaisance, de la gloire du firmament », Dâ-Dâ Vogt a réussi la meilleure plaisanterie de sa joyeuse carrière, plaisanterie supérieure même à celles de sa régence de l'empire, d'échanson de l'empire, des passeports impériaux pour l'étranger qui sont de sa propre invention. Que le bourgeois allemand « cultivé » ait pris pour de vraies *Etudes* faites de bonne foi des *Studien* où l'Autriche et l'Angleterre se disputent l'Egypte, où l'Autriche et la Prusse se chamaillent dans des domaines situés hors d'Europe, où Napoléon 1er force la Banque d'Angleterre à peser son or au lieu de le compter, où les Grecs et les Fanariotes sont des races distinctes, où une route de terre passe du Mont Cenis par Fenestrella et la vallée de la Stura etc. Tout cela prouve l'oppression extraordinaire qu'une réaction de dix ans a fait peser sur son crâne libéral.

Et ce même bourgeois allemand indolent qui avait applaudi à la traduction allemande, grossièrement exagérée, que Vogt avait donnée des pamphlets originaux décembristes, se leva tout furieux du fauteuil où il sommeillait dès qu'Edmond About, dans sa brochure : *La Prusse en 1860* (primitivement : *Napoléon III et la Prusse*) retraduisit en français, avec une sage modération, la compilation de Dâ-Dâ. Soit dit en passant, cette pie bavarde du bonapartisme n'est pas sans malice. Comme preuve des sympathies bonapartistes pour l'Allemagne, About mentionne par exemple que l'empire de décembre jette dans le même panier Dâ-Dâ Vogt et Humboldt, comme d'un autre côté le Lazarillo Hackländer<sup>1</sup> et Goethe. Cette combinaison Vogt-Hackländer témoigne du moins que les études auxquelles s'est livré About dépassent de beaucoup tout ce que l'on peut rencontrer dans les *Studien* du Dâ-Dâ allemand.

---

<sup>1</sup> L'écrivain allemand Friedrich Wilhelm von Hackländer.

## Chapitre 9

### Agence<sup>1</sup>

Marx dénonce dans ce chapitre les manœuvres de Vogt en vue de diffuser dans la presse les thèses bonapartistes qu'il soutient dans son *Programme* d'avril 1859. En cause, l'origine française des fonds mis à la disposition de Vogt pour son entreprise.

Le contexte est celui de l'annexion de Nice et de la Savoie par la France.

Dans un Programme<sup>2</sup>, qu'avec un sens extraordinaire de l'humour il date du 1er avril, c'est-à-dire du 1er avril 1859, Dâ-Dâ Vogt invitait les démocrates de différente nuance à collaborer à un journal qui devait paraître à Genève et propager la conception russo-décembriste<sup>3</sup> de ses *Studien*. Malgré toutes les précautions de la rédaction, auxquelles il fallait naturellement recourir pour un tel programme, « le diable montre parfois le bout de l'oreille ». Mais, nous ne nous y arrêtons pas.

A la fin de son Programme, Vogt invite ceux à qui il adresse son factum à lui signaler « les gens de même opinion, disposés à travailler dans le même sens dans les feuilles et les journaux où ils pourraient collaborer ». A la fête centrale de Lausanne, il déclare qu'il vient d'élaborer un programme avec invitation « à tous ceux qui voudraient suivre ce Programme pour agir, contre des honoraires convenables, dans les journaux à leur disposition. » (*Centralfest*, p. 17)<sup>4</sup>.

Enfin, dans une lettre au Dr. Loening, nous lisons :

« Peux-tu me mettre en relations avec des gens qui, de Francfort, pourraient travailler dans ce sens gazettes et journaux ? Je suis disposé à les rémunérer convenablement pour les travaux dont ils m'enverraient un spécimen imprimé. » (*Hauptbuch, Documente*, p. 36).

Les « gens de même opinion » du programme deviennent, à la fête centrale de Lausanne, « ceux qui », et ces « ceux qui » se transforment dans la lettre à Loening, en « gens » tout court. On a mis à la disposition de Vogt, le trésorier général et le censeur en chef de la presse allemande, des fonds (p. 36) pour rétribuer non seulement des articles « dans les gazettes et les journaux », mais encore « des brochures ». On se rend compte qu'une agence de cette envergure exige des fonds extrêmement considérables.

« Il envoya des messagers chez tous les seigneurs qui se trouvaient dans l'empire allemand; il leur exposait sa détresse et leur offrait également son or brillant. » (*Kaiserchronik*<sup>5</sup>).

Mais à quels fins journaux, gazettes et brochures devaient-ils être « rédigés » par « ceux qui », envoyés à Vogt et « convena-

<sup>1</sup> Marx cite en exergue un extrait d'un poème allemand anonyme du XIIe siècle (« Klage » - lamentation).

<sup>2</sup> Pour rappel, il s'agit de la brochure intitulée « Programm » adressée par Carl Vogt à F. Freiligrath dès le 1<sup>er</sup> avril 1859. Le document se trouve traduit au chapitre 3.4 du présent fascicule.

<sup>3</sup> Entendons : favorable à la fois à la Russie tsariste et à l'Empire français issu du coup d'Etat du 2 décembre 1851.

<sup>4</sup> En référence à Georg Lommel, *Das Centralfest der Deutschen Arbeiterbildungsverein in der Westschweiz*. Genève 1859, p. 17.

<sup>5</sup> *Die Kaiserchronik (Chronique impériale)* est une épopée allemande du XIIe siècle racontant sous forme semi-légendaire l'histoire des empereurs romains et allemands de César à 1147. La version existante est attribuée au poète allemand du XIIe siècle Konrad.

blement » rétribués par lui ? « Il s'agit de l'Italie », tout simplement; car, pour détourner le danger sur les bords du Rhin, Vogt « estime qu'il y a tout avantage à voir Louis Bonaparte s'affaiblir en Italie » (*Programme*, p. 34). Non, « il ne s'agit pas de l'Italie » (Lettre à Loening, p. 36). « Il s'agit de la Hongrie » (Lettre à M. H. à N.). Non, il ne s'agit pas de la Hongrie. « Il s'agit...de choses que je ne puis communiquer » (*Hauptbuch, Documente*, p. 36).

Tout aussi contradictoire que la chose dont il s'agit est la source d'où proviennent les fonds « convenables ». C'est « un coin éloigné de la Suisse française » (*Hauptbuch*, p. 210). Non, « ce sont des femmes hongroises de l'Ouest », (*Lettre à Karl Blind*. Supplément du n° 44 de l'*Allgemeine Zeitung*, 13 février 1860<sup>1</sup>). Tout au contraire, ce sont des hommes « des pays soumis à la police allemande et surtout autrichienne » (*Centralfest*, p. 17). Tout autant que le but et la source, la quantité des fonds prend des allures de caméléon. Ce sont « quelques francs » (*Hauptbuch*, p. 110). Ce sont « de petits fonds » (*Centralfest*, p. 17). Ce sont des fonds suffisants pour rétribuer convenablement tous les gens qui travaillent dans le sens de Vogt, dans la presse et les brochures allemandes. Enfin, pour mettre le comble, la constitution même des fonds est en partie double. Vogt les a ramassés « avec bien du mal et bien des peines » (*Hauptbuch*, p. 210). Mais non « on les a mis à sa disposition » (*Hauptbuch, Documente*, p. 36).

« Si je ne me trompe, dit la nature arrondie, corrompre quelqu'un, c'est l'amener, par de l'argent ou d'autres avantages, à des actes et à des paroles qui sont opposés à sa conviction. » (*Ibidem*, p. 217).

S'il est donc conforme aux convictions de quelqu'un de se laisser acheter, il ne saurait être corrompu, pas plus que celui à qui ses convictions défendent de se laisser acheter. Si la section chargée au ministère à Paris de la presse étrangère offre à des journaux suisses de leur faire à demi-prix, à quart de prix, voire gratuitement, la *Correspondance lithographiée* parisienne qui paraît tous les jours et coûte 250 francs; si elle fait remarquer aux « rédactions bien disposées » que, « suivant la réussite », elles peuvent, le cas échéant, compter sur un supplément mensuel, payé comptant, de 60, de 100 ou de 150 francs, gardons-nous bien d'appeler cela de la corruption ! Les rédactions, dont la conviction est heurtée par la *Correspondance* journalière et le supplément mensuel, sont libres de se charger de l'une et d'accepter l'autre. Et ont-ils été corrompus, Granier de Cassagnac, La Guéronnière, About, Grandguillot<sup>2</sup>, Bullier<sup>3</sup>, Jourdan<sup>4</sup> du *Siècle*<sup>5</sup>, Martin ou Boniface<sup>6</sup> du *Constitutionnel*<sup>7</sup> ou Rochaid Dâ-Dâ Albert ? Est-il jamais arrivé que, de toute leur vie, la conviction de ces messieurs se soit trouvée en conflit avec une action ou une opinion « qui payait » ? Ou bien Vogt a-t-il, par exemple, corrompu l'agent d'une certaine feuille suisse, qui lui était jadis hostile, en mettant gratuitement à sa disposition plusieurs centaines d'exemplaires de ses *Studien* ? Bizarre invitation en tout cas, cette invitation adressée par Vogt à des publicistes de travailler, conformément à leurs propres convictions, dans les journaux à leur disposition, et de toucher leurs honoraires par le canal de M. Karl Vogt à Genève. Les honoraires payés à ses propres collaborateurs par un journal déterminé, confondus ainsi avec les subsides secrets qu'un tiers offre, sur une caisse anonyme, aux correspondants de

<sup>1</sup> En référence à l'article de Karl Blind « Gegen Karl Vogt ».

<sup>2</sup> Alcide Pierre Grandguillot : journaliste bonapartiste, éditeur en chef du journal *Le Constitutionnel* à partir de 1859 et du journal *Le pays* à partir de 1863.

<sup>3</sup> Louis Bullier, un journaliste bonapartiste français.

<sup>4</sup> Le journaliste Louis Jourdan.

<sup>5</sup> *Le Siècle* - quotidien publié à Paris de 1836 à 1939; dans les années quarante du XIXe siècle, il exprimait les opinions de cette partie de la petite bourgeoisie qui se limitait à réclamer des réformes modérées; dans les années cinquante, c'était un organe des républicains modérés.

<sup>6</sup> Joseph Xavier Boniface, connu sous le nom de Saintine.

<sup>7</sup> *Le Constitutionnel* - quotidien bourgeois, publié à Paris de 1815 à 1870. Pendant la période de la révolution de 1848, il représentait les opinions de la bourgeoisie royaliste contre-révolutionnaire, regroupée autour d'Adolphe Thiers; après le coup d'Etat de Louis Bonaparte en décembre 1851, il était devenu un journal bonapartiste. Il sera racheté en 1852 par le banquier Jules Mirès.

journaux qui lui sont absolument inconnus et même à la presse de tout un pays, ce *quiproquo* prouve jusqu'à quel point le Dâ-Dâ allemand s'est imprégné de la morale du 2 décembre.

Le garçon était assis devant la source<sup>1</sup> ! Mais quelle source ?

Au lieu de la revue hebdomadaire *Die Neue Schweiz* projetée par Vogt, parut dans la suite à Genève la *Neue Schweizer Zeitung*, fondée par un ami de longue date de Dâ-Dâ, M. A. Brass<sup>2</sup>. Par une fraîche matinée de novembre, voilà que M. A. Brass fit savoir, au grand étonnement de tout Genève, que, « dans une lettre à Vogt, il avait refusé la « mangeoire » française que Vogt avait voulu lui faire accepter ».

Et il déclara en même temps qu'il prendrait la responsabilité juridique de sa dénonciation (*Neue Schweizer Zeitung*, 12 novembre 1859). Et le coq, ou plutôt le chapon, qui avait jusque-là si joyeusement chanté, garda le silence dès qu'on vint le houspiller sur son propre fumier. Le « nouveau Suisse, citoyen du canton de Berne et membre du Conseil de Genève » se voyait à cette heure, à Genève même, accusé publiquement par un de ses amis notoires d'une tentative de corruption au moyen d'argent français. Et le membre du Conseil de Genève ne souffla mot.

On aurait tort de s'imaginer que Vogt pouvait se donner l'air d'ignorer la *Neue Schweizer Zeitung*. La dénonciation parut, ainsi que nous venons de le dire, dans le numéro du 12 novembre 1859. Peu de temps après, la même feuille donna une caractéristique piquante de Plon-Plon, et la *Revue de Genève*, organe du dictateur genevois James Fazy, protesta tout aussitôt dans un article de fond de quatre colonnes (6 décembre 1859). Elle protesta « au nom du radicalisme genevois ». Telle était l'importance que James Fazy lui-même attribuait à la *Neue Schweizer Zeitung*. Cet article de la *Revue de Genève*<sup>3</sup> montre que Vogt y a mis la main. Brass est excusé jusqu'à un certain point. Il n'est pas l'auteur de l'attentat contre Plon-Plon; on lui a simplement fait faire fausse route. Suivant le vrai procédé de Vogt, le *corpus delicti* est mis à la charge de ce même L. Häfner que Vogt soupçonne déjà dans le *Hauptbuch* (p. 188) d'écrire « d'ignobles histoires scandaleuses personnelles sur l'empereur et le prince Napoléon »; et il ne manque pas non plus l'allusion, inévitable chez Vogt, « au fameux ex-lieutenant badois Clossmann<sup>4</sup> » comme correspondant bernois de l'*Allgemeine Zeitung* (Voir *Hauptbuch*, p. 198). Arrêtons-nous un instant à cette protestation que le maître et le valet, James Fazy et Karl Vogt, ont publiée le 6 décembre 1859 dans la *Revue de Genève* « au nom du radicalisme genevois » et pour sauver l'honneur de Plon-Plon.

Brass est accusé de vouloir fortifier son opinion allemande de la France en insultant un prince de la maison Bonaparte. Plon-Plon, on le sait depuis longtemps à Genève, est un libéral très net, qui, au temps de son exil, a généreusement refusé de jouer un rôle à la cour de Stuttgart ou même de Saint-Pétersbourg. Rien ne serait plus ridicule que de lui supposer l'idée de se constituer quelque part une petite souveraineté, par exemple un royaume d'Etrurie, comme le fait l'article injurieux du journal en question.

« Le prince Napoléon, fort du sentiment personnel de son génie et de ses talents, s'estime trop haut pour ces misérables petits trônes. »

---

<sup>1</sup> En référence au poème de Friedrich von Schiller « Der Jüngling am Bache » (1819) (« La jeunesse au bord du ruisseau »)

<sup>2</sup> August Brass, éditeur de la *Neue Schweizer Zeitung*.

<sup>3</sup> « Revue de Genève et Journal Suisse » - Organe du parti radical, publié à Genève depuis 1842. Le journal parut sous ce titre jusqu'en 1861. Sous le Second Empire, il fut l'organe des bonapartistes. En 1861, il fusionne avec « La Nation Suisse » et paraît alors sous le titre « La Nation Suisse » et le sous-titre « Revue de Genève. Journal la Suisse ».

<sup>4</sup> L'officier A. von Clossmann.

Il préfère plutôt jouer en France, centre de haute civilisation et de scandale général, le rôle de Marquis Posa à la cour de son noble cousin, le Prince citoyen. Son cousin, quoi qu'on en dise, l'estime et l'aime. Mais le prince n'est pas simplement le marquis Posa de Bonaparte. C'est l'ami le plus désintéressé de l'Italie, de la Suisse, en un mot des nationalités.

« Le prince Napoléon, comme l'empereur, est un grand économiste... Certes, si jamais les bons principes de l'économie politique l'emportent en France, le prince Napoléon y aura beaucoup contribué ».

Il a été et reste « partisan de la liberté de la presse la plus illimitée, adversaire de toutes les mesures de police préventives, représentant des idées de liberté dans l'acception la plus large du mot, en théorie comme en pratique. ». S'il trouve que le mauvais entourage ferme à sa voix d'Egérie les oreilles de l'empereur, il se retire dignement, mais sans bouder. Son mérite seul l'a exposé aux calomnies de l'Europe. Les

« ennemis de la France le redoutent, parce qu'il s'appuie sur l'aide révolutionnaire des peuples de l'Europe, pour leur rendre leur nationalité et leur liberté ».

Donc, génie méconnu, Marquis Posa, Egérie, économiste protecteur des nationalités opprimées, démocrate de l'eau de la plus pure, Plon-Plon est - le croirait-on possible ? - *habile comme général et brave comme tout officier français*<sup>1</sup>. »

« Il l'a prouvé pendant la campagne d'Orient, dans et après la bataille de l'Alma. Et, dans la campagne d'Italie, il a bien organisé son corps d'armée de 50.000 hommes (le fameux corps des touristes, j'allais dire corps de ballet) et a fait en peu de temps une marche difficile à travers un pays montagneux, sans qu'il manquât quoi que ce soit à son armée ».

On sait qu'en Crimée les soldats français baptisèrent la fièvre du canon *la maladie Plon-Plonienne*; et il est probable que Plon-Plon ne se retira de la presqu'île que parce que le manque de vivres augmentait tous les jours<sup>2</sup>.

« Nous avons, conclut d'un air de triomphe la *Revue de Genève*, nous avons montré Plon-Plon tel qu'il est. »

Hourrah pour le général Plon-Plon !

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que Vogt nous dise tenir sa caisse de guerre « de mains démocratiques ». Plon-Plon, le *prince rouge*, est l'idéal de Vogt aussi bien que de Fazy, en quelque sorte le prince enchanté de la démocratie européenne. Vogt ne pouvait recevoir ses fonds de mains démocratiques plus pures que celles de Plon-Plon. Et même quand une partie des sommes directement remises à M. Kossuth par le noble cousin de Plon-Plon arrivait aux mains de Vogt par l'intermédiaire de mains hongroises, « l'origine en faisait frémir ». Mais, les recevoir des mains de Plon-Plon ! Même les subsides qu'au temps de l'affaire de Neufchâtel Vogt recevait de la comtesse K<sup>3</sup>, l'amie de Klapka, pouvaient bien provenir de mains plus délicates, mais non pas de mains plus pures et plus démocratiques. « *Plon-Plon est voluptueux comme Héliogabale, lâche comme Ivan III, et faux comme un vrai Bonaparte*<sup>4</sup> », dit un écrivain français connu. Le pire méfait de Plon-Plon, ce fut de consacrer son cousin *homme sérieux*. Victor Hugo pouvait encore dire de Louis Bonaparte : « *N'est pas monstre qui veut*. ». Mais depuis que Louis

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> Le prince Napoléon avait commandé une division en Crimée en 1854. Dépourvu de talent militaire et impopulaire auprès de l'armée, il avait feint une mauvaise santé pour se tenir éloigné de tout commandement et il rentra à Paris.

<sup>3</sup> La comtesse Karolyi.

<sup>4</sup> En français dans le texte de Marx. Une paraphrase de Victor Hugo « Napoléon le Petit ».

Bonaparte a inventé Plon-Plon, c'est sur l'homme des Tuileries que se concentre le côté administratif de la tête de Janus impérialiste tandis que le côté grotesque se concentre sur l'homme du Palais-Royal. Le faux Bonaparte, qui est le neveu de son oncle, sans être le fils de son père parut authentique, comparé à ce Bonaparte authentique; si bien que les Français continuent à dire : *l'autre est plus sûr*. Plon-Plon est en même temps le Don Quichotte et le Hudi-bras<sup>1</sup> du Bas-Empire. Hamlet trouvait étrange que les cendres d'Alexandre fussent peut-être destinées à boucher un jour la bonde d'un tonneau à bière<sup>2</sup>. Que dirait-il, s'il apercevait sur les épaules de Plon-Plon la tête décomposée de Napoléon<sup>3</sup> !

Il se peut que Vogt, tout en puisant la majeure partie de son trésor de guerre dans la « mangeoire française », ait en passant, et pour masquer cette mangeoire, organisé des collectes ouvertes de « quelques francs » entre des amis plus ou moins démocratiques. C'est la seule façon de résoudre ses contradictions quant à la source, au montant et à la constitution de ses fonds.

Vogt ne limita pas les travaux de son agence à ses *Studien*, à son *Programme* et au bureau de racolage. A la fête centrale de Lausanne, il annonça aux ouvriers allemands de Suisse, naturellement à un point de vue plus radical qu'il ne le faisait dans les *Studien* destinées aux philistins libéraux allemands, que Bonaparte avait reçu la mission d'affranchir les nationalités.

Alors que, dans les *Studien*, il était, à force de pénétrer la relation entre la force et la matière<sup>4</sup>, arrivé à la conviction « qu'on ne pouvait pas songer à ébranler et à dissoudre les gouvernements existant alors en Allemagne » (*Studien* VII, Vorrede) et qu'il criait notamment au « bourgeois allemand » (p. 128) de « bien se rendre compte » que « l'affranchissement » bonapartiste de l'Italie prévenait la « révolution » en Allemagne, il apprend maintenant aux ouvriers allemands que « les princes allemands ne continuent d'exister que grâce à l'Autriche » (*Centralfest*, p. 11). – « Je viens de vous dire, dit-il, qu'aux regards de l'étranger il n'existe pas d'Allemagne, qu'il faut d'abord la créer, ce qui, à mon sens, n'est possible que sous forme d'une fédération de républiques, semblable à celle de la Confédération helvétique » (p. 10).

Voilà ce qu'il disait le 26 juin 1859, alors que le 6 juin encore, dans une note ajoutée à la seconde édition des *Studien*, il suppliait le prince régent de Prusse de recourir à la force des armes et à une guerre civile dynastique pour soumettre l'Allemagne aux Hohenzollern. La centralisation monarchique par la force des armes est évidemment le chemin le plus court vers une république fédérative « semblable à celle de la Confédération helvétique ». Il développe en outre la théorie de « l'ennemi extérieur », - la France, - contre lequel l'Allemagne devra faire alliance avec « l'ennemi intérieur », l'Autriche.

« Si j'ai le choix, s'écrie-t-il, entre le diable (Habsbourg) et sa grand'mère (L. Bonaparte), je choisis cette dernière; car c'est une vieille femme et elle ne tardera pas à mourir. ».

Cette invitation directe, faite à l'Allemagne, de se jeter, sous prétexte de sa haine de l'Autriche, dans les bras de la France de décembre, lui sembla cependant trop compromettante pour le public des lecteurs; aussi la modifia-t-il, à l'impression, comme suit :

---

<sup>1</sup> Hudibras est un poème parodique du XVII<sup>e</sup> siècle écrit par Samuel Butler, inspiré de Rabelais et surtout de Cervantès. Le personnage est celui d'un chevalier errant arrogant et particulièrement stupide.

<sup>2</sup> Shakespeare, *Hamlet, prince de Danemark*, acte V, scène 1.

<sup>3</sup> **Note de Marx** : Vogt raconte que, dès 1852, il devait entreprendre un voyage d'exploration (une tournée de Bacchus !) avec Plon-Plon, à qui un proudhonien l'avait recommandé à cause de ses « étonnantes recherches naturalistes » (Voir *Hauptbuch, Documente*, p. 14).

<sup>4</sup> Une allusion ironique au livre « Kraft und Stoff » (« Énergie et matière ») (1855) du physiologiste allemand Ludwig Büchner, un matérialiste comme Vogt.

« Et il s'agit de prendre parti dans la lutte entre le diable et sa grand'mère, le mieux est, à notre avis, qu'ils s'assomment l'un l'autre et se dévorent, nous évitant ainsi la peine de le faire. » (*Centralfest*, p. 13).

Enfin, tandis que dans les *Studien*, il élève sur le pavois L. Bonaparte, empereur des soldats et des paysans, il déclare cette fois-ci, en face d'un public d'ouvriers, que « notamment les ouvriers de Paris sont, à l'heure qu'il est, gagnés en majeure partie à Louis Bonaparte ».

A en croire les ouvriers français, « Louis Bonaparte fait tout ce que la République aurait dû faire, en donnant du travail aux prolétaires, en ruinant les bourgeois, etc. » (*Centralfest*, p. 9).

Louis Bonaparte est donc le dictateur des ouvriers, et c'est à ce titre qu'il est célébré devant les ouvriers allemands de Suisse par le même Vogt qui, dans le *Hauptbuch*, s'emporte d'une indignation bourgeoise au seul mot de « dictature ouvrière » !

Le programme de Paris, qui prescrivait aux agents décembristes de Suisse leur plan d'opération relativement à l'annexion de la Savoie, comprenait trois points : 1. ignorer, aussi longtemps que possible, le bruit du danger qui menaçait et le représenter, le cas échéant, comme une invention autrichienne; 2. dans un stade plus avancé, répandre l'opinion que Louis Bonaparte projette d'incorporer à la Suisse le territoire neutralisé; et enfin 3. une fois l'annexion opérée, en faire le prétexte d'une alliance de la Suisse avec la France, c'est-à-dire de la sujétion volontaire de la Suisse au protectorat bonapartiste. Nous allons voir avec quelle fidélité le maître et le valet, James Fazy et Karl Vogt, le dictateur de Genève et sa créature dont il avait fait un membre du Conseil de Genève, se conformèrent à ce programme.

Nous savons déjà que, dans les *Studien*, Vogt évita de faire la moindre allusion à l'idée pour laquelle son « homme du destin » se lançait dans la guerre. Même silence à la fête centrale de Lausanne, au Conseil National<sup>1</sup>, aux fêtes de Schiller et de Robert Blum, dans le *Commis voyageur* de Biel, enfin dans le *Hauptbuch*. Et l'« idée première » remontait néanmoins à une date plus ancienne que la conspiration de Plombières. Dès le mois de décembre 1851, quelques jours après le coup d'Etat, on lisait dans *Le Patriote savoisien* : « On se partage déjà les places...de la Savoie dans les antichambres de l'Elysée. Les journaux plaisantent même assez agréablement là-dessus ».

Le 6 décembre 1851, M. Fazy voyait déjà Genève annexé à l'empire de décembre<sup>2</sup>.

Le 1er juillet 1859, Stämpfli<sup>3</sup>, alors président de la Confédération, eut une entrevue avec le capitaine Harris, chargé d'affaires anglais à Berne. Il exprima de nouveau ses craintes concernant l'annexion éventuelle de la Savoie à la France dans le cas où le royaume de Sardaigne s'agrandirait en Italie; et il fit remarquer que l'annexion, surtout du nord de la Savoie, exposerait complètement un flanc de la Suisse et ne tarderait pas à entraîner la perte de Genève. (Voir le premier Livre bleu : *On the proposed annexation of Savoy and Nice* No 1.) Harris informa Malmesbury qui, de son côté, chargea lord Crowley à Paris de demander à Walewski des explications sur les intentions de l'empereur.

Walewski ne nia pas du tout que la « question de l'annexion avait été discutée plus d'une fois entre la France et la Sardaigne, et que

---

<sup>1</sup> Le Conseil des Etats est l'une des deux chambres de l'Assemblée fédérale (Parlement) de la Suisse. L'autre chambre s'appelle le Conseil national.

<sup>2</sup> **Note de Marx** (en français) « Peut-être le citoyen thurgovien, que nous avons si bien défendu contre les menaces de Louis-Philippe, nous fera-t-il la grâce de vouloir bien se constituer comme médiateur et reprendre de nous Genève ». (*Revue de Genève*, 6 décembre 1851).

<sup>3</sup> Jakob Stämpfli.

l'empereur caressait l'idée, pour le cas où la Sardaigne s'élargirait en royaume d'Italie, qu'il ne serait pas déraisonnable de s'attendre à ce qu'elle fit d'autre part des concessions territoriales à la France » (Ibidem, n° IV).

La réponse de Walewski est du 4 juillet 1859, antérieure, par conséquent, à la signature de la paix de Villafranca, En août 1859 parut à Paris le pamphlet de Petétin<sup>1</sup>, qui préparait l'Europe à l'annexion de la Savoie. En ce même mois d'août, après la session d'été de l'Assemblée nationale suisse, M. Vogt gagna subrepticement Paris, pour y prendre les instructions de Plon-Plon. Afin de faire perdre sa piste, il chargea ses compères en canaillerie, Ranickel et consorts, de répandre à Genève le bruit qu'il était parti pour une station balnéaire du lac des quatre cantons.

« Il vécut bien des jours à Paris, s'instruisit en bien des petites choses et dépensa énormément... Mais, étant un âne et un drôle, il le demeura également à Paris<sup>2</sup>. »

En septembre 1859, le Conseil fédéral suisse s'aperçut que le danger de l'annexion devenait de plus en plus imminent (Ibidem, n° VI); le 12 novembre, il décida d'adresser aux grandes puissances un mémoire dans ce sens; et le 18 novembre, le président Stämpfli et le chancelier Schiess<sup>3</sup> firent tenir une note officielle au chargé d'affaires anglais à Bern (Ibidem, n° IX). James Fazy, rentré en octobre de son voyage infructueux en Toscane où il avait essayé, mais vainement, d'avancer la constitution d'un royaume d'Etrurie au bénéfice de Plon-Plon, se mit alors, en affectant, suivant son habitude, une grande irritation et un esprit bruyamment batailleur, à s'élever contre les bruits d'annexion. « En France et en Sardaigne, écrivait-il, personne ne songe à cette annexion. » Au fur et à mesure que le danger approchait, on voyait grandir la confiance de la *Revue de Genève*, dont le culte napoléonien atteignait son paroxysme en novembre et décembre 1859 (Voir l'article, cité plus haut, consacré à Plon-Plon<sup>4</sup>).

Avec l'année 1860, nous entrons dans la seconde phase de l'affaire de l'annexion.

L'intérêt décembriste ne pouvait davantage se contenter d'ignorer et de nier. Il s'agissait plutôt, à cette heure, d'amadouer la Suisse en faveur de l'annexion et de la mettre, par surprise, en fausse posture. Il fallait exécuter le second point du programme des Tuileries, donc faire sonner bien haut le mot d'ordre : on projetait d'attribuer à la Suisse le territoire neutre. Il va de soi que, dans cette affaire, les décembristes suisses étaient soutenus par une manœuvre qui s'effectuait en même temps à Paris. C'est ainsi que Baroche, ministre de l'Intérieur, déclarait, dans les premiers jours de janvier 1860 au ministre plénipotentiaire suisse, Dr. Kern, que,

« si la Savoie changeait de propriétaire, la Suisse se verrait, conformément aux traités de 1815, céder une bonne ligne de défense » (Voir *Livre bleu* déjà cité, n° XIII).

Encore le 2 février 1860, le jour même où il faisait entrevoir à l'ambassadeur anglais, lord Crowley, l'annexion « possible » de la Savoie et de Nice, Thouvenel<sup>5</sup> lui déclarait « que le Gouvernement français considérait comme tout naturel que, dans ces conditions, les districts de Chablais et Faucigny fussent pour toujours incorporés à la Suisse. » (N° XXVII).

---

<sup>1</sup> Anselme Petétin, *De l'annexion de la Savoie*, publié le 26 août 1859. A. Petétin sera le premier préfet du nouveau département de la Haute-Savoie et un acteur important de l'intégration de ce territoire à la France.

<sup>2</sup> Une citation d'Ulrich Bonerius « Der Edel Stein » (1816).

<sup>3</sup> Johann Ulrich Schiess.

<sup>4</sup> En référence à l'éditorial du 6 décembre 1859 de la *Revue de Genève*.

<sup>5</sup> Edouard Thouvenel, sénateur du Second Empire en 1856, il sera nommé ministre des Affaires étrangères en janvier 1860 et jouera un rôle déterminant dans l'annexion de Nice et de la Savoie.

La propagation de cette illusion ne visait pas seulement à gagner la Suisse à l'annexion de la Savoie; elle devait, en outre, éteindre la protestation que la Suisse serait tentée d'élever plus tard contre cette annexion, et la compromettre, aux yeux de l'Europe, comme complice, dupée il est vrai, de l'empire de décembre. Frey-Herosé<sup>1</sup>, depuis 1860 président de la Confédération, ne donna pas dans le panneau, mais informa tout au contraire le capitaine Harris de ses doutes concernant les prétendus avantages de l'incorporation du territoire neutralisé à la Suisse. Harris, de son côté, mit le gouvernement fédéral en garde contre l'intrigue bonapartiste,

« pour que la Suisse n'ait pas l'air d'une puissance animée d'aspirations annexionnistes et désireuse d'accroissement territorial » (N° XV).

Sir James Hudson, l'ambassadeur anglais à Turin écrit au contraire à Lord John Russel après une assez longue entrevue avec Cavour :

« J'ai de bonnes raisons de croire que la Suisse a également le grand désir d'annexer une partie du territoire savoisien. Il ne faut donc pas se faire d'illusion sur le point suivant : s'il faut reprocher à la France ses envies d'annexion, la Suisse est tout aussi répréhensible... Cette question étant tellement compliquée par cette double attaque, l'attitude de la Sardaigne devient plutôt excusable. » (n° XXXIV).

Enfin, dès que Louis Bonaparte jeta le masque, Thouvenel ne se gêna pas pour dévoiler le secret du mot d'ordre concernant l'annexion suisse du territoire neutre. Dans une dépêche au chargé d'affaires français à Berne, il raille ouvertement la protestation de la Suisse contre l'annexion de la Savoie à la France. Et que met-il en avant pour cela ? « Le plan pour le partage de la Savoie », octroyé à la Suisse par Paris (Dépêche de Thouvenel du 17 mars 1860)<sup>2</sup>.

Et comment les agents suisses de l'Empire de décembre avaient-ils, entretemps, contribué à propager cette illusion ? James Fazy est le premier qui, en janvier 1860, expose au chargé d'affaires anglais à Berne l'annexion de Chablais et Faucigny à la Suisse, non pas comme une promesse de Louis Bonaparte, mais comme le propre désir de la Suisse et des habitants des districts neutralisés (n° XXIII). Vogt, qui n'a jamais entrevu, jusqu'à ce jour, la possibilité de l'annexion de la Savoie à la France, se trouve tout à coup rempli d'un esprit prophétique, et *Le Times* qui, depuis sa fondation, n'a jamais mentionné le nom de Vogt, écrit soudain, dans une lettre datée du 30 janvier :

« Le professeur suisse Vogt prétend savoir que la France procurera à la Suisse Faucigny, Chablais et le territoire genevois ainsi que les territoires neutres de la Savoie, si le Conseil fédéral accorde à la France la libre utilisation du Simplon. » (*Times*, 3 février 1860).

Bien plus ! fin janvier 1860, James Fazy donne au chargé d'affaires anglais à Bern l'assurance que Cavour, avec lequel il a eu, voilà deux mois, une longue conversation à Genève, jette feu et flamme contre toute cession à la France (*Livre bleu*, n° XXXIII). Tandis que Fazy se porte ainsi garant de Cavour vis-à-vis de l'Angleterre, Cavour s'excuse vis-à-vis de l'Angleterre en parlant des désirs d'annexion de ce même Fazy (n° XXXIII). Et Tourte<sup>3</sup> enfin, l'envoyé suisse à Turin, court, le 9 février encore, tout spécialement chez l'envoyé anglais Hudson, pour lui jurer

« qu'il n'existe pas d'accord entre la France et la Sardaigne touchant la cession de la Savoie à la France et que la Sardaigne n'a pas la moindre envie de livrer, par échange ou par cession, la Savoie la France » (*Ibidem*).

---

<sup>1</sup> Friedrich Frey-Herosé.

<sup>2</sup> *Le Moniteur universel* n° 82 du 22 mars 1860.

<sup>3</sup> Abraham Louis Tourte, chargé d'affaires de la Suisse à Turin de 1860 à 1863 lors des négociations relative au rattachement de la Savoie à la France.

L'instant de la décision approchait. Dans un article intitulé : *Les vœux de la Savoie*, le journal parisien *La Patrie*<sup>1</sup>, du 25 janvier 1860, préparait le public à l'annexion de la Savoie. Dans un autre article du 27 janvier : *Le Comté de Nice*, il annonçait également, de façon discrète, l'annexion de Nice. Le 2 février, Thouvenel annonçait à l'envoyé anglais Crowley que, dès avant la guerre, la France et la Sardaigne s'étaient entendues sur « la possibilité » d'une annexion de la Savoie et de Nice. Mais ce n'est que le 5 février qu'une note officielle sur la résolution véritable de la France d'annexer la Savoie et Nice fut remise à Lord Crowley (voir le discours de Lord Crowley à la Chambre haute, 23 avril 1860); elle ne fut communiquée au Dr. Kern<sup>2</sup> que le 6 février; à tous deux, on donna l'assurance formelle que le territoire neutralisé serait incorporé à la Suisse. Avant ces ouvertures officielles, James Fazy fut informé par les Tuileries que la Sardaigne avait déjà, par une convention secrète, cédé la Savoie et Nice à la France et que le traité ne contenait pas de clause en faveur de la Suisse. Avant les déclarations officielles de Thouvenel à Lord Crowley et au docteur Kern, Fazy devait faire avaler à ses sujets genevois, en la leur donnant, la pilule impériale. A la date du 3 février, il fit organiser dans le local du *Club populaire* à Genève, par son âme damnée John Perrier, un meeting populaire, où il se rendit comme par hasard sous le prétexte

« qu'il venait d'apprendre qu'on allait peut-être s'occuper des traités que la France et la Sardaigne pourraient avoir conclus relativement à la cession de la Savoie. Malheureusement, un traité de ce genre aurait été signé le 27 janvier par le gouvernement sarde; mais on ne pourrait pas encore, de ce fait positif, conclure que notre sécurité se trouve menacée... Ledit traité ne contiendrait pas, il est vrai, de réserve écrite reconnaissant nos droits sur le territoire sarde neutralisé; mais nous ne savons pas si, dans l'esprit des parties contractantes, il n'existe pas une réserve de ce genre... Cette réserve peut donc être sous-entendue comme allant de soi... Mais il ne faut pas montrer prématurément un esprit de défiance... Il faut faire appel à la sympathie (avec l'empire du coup d'Etat)... et nous abstenir de toute parole désobligeante... ».

(Voir *Revue de Genève* du 3 février 1860, le discours confiant de Fazy, qui est, dans son genre, un chef-d'œuvre démagogique).

Le chargé d'affaires anglais à Berne trouva la science prophétique de Fazy assez surprenante pour en informer par dépêche spéciale Lord John Russell.

La convention officielle relative à la cession de la Savoie et de Nice à la France devait être signée le 24 mars 1860. Il n'y avait donc pas de temps à perdre. Il fallait constater officiellement le patriotisme suisse des décembristes genevois avant de proclamer officiellement l'annexion de la Savoie. M. Vogt se rendit donc à Paris au commencement de mars, en compagnie du général Klapka, qui pouvait être *de bonne foi*, pour y faire jouer son influence sur l'Egérie du Palais-Royal, Plon-Plon, le génie méconnu et, devant les yeux de toute la Suisse, jeter dans la balance son poids personnel en faveur de l'annexion à la Suisse du territoire neutralisé. De la table à la Lucullus de Plon-Plon - on sait qu'en fait de gastronomie Plon-Plon rivalise avec Lucullus et Cambacérès, à tel point que Brillat-Savarin, s'il ressuscitait d'entre les morts, admirerait sur ce terrain le génie, le talent d'économiste, les idées libérales, le talent de général et la bravoure personnelle de Plon-Plon - de cette table où, « compagnon agréable », il fit honneur au festin, Falstaff-Vogt invita la Suisse à se montrer vaillante (voir sa lettre dans le supplément du *Commis voyageur* du 8 mars 1860). Il faut que la Suisse montre que

« ses milices ne sont pas simplement là pour parader et jouer au soldat ». La « cession du territoire neutralisé à la Suisse » n'est

---

<sup>1</sup> *La Patrie* - Quotidien fondé en 1841; il représentait en 1850 les intérêts des monarchistes unis, le parti dit de l'ordre; après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il devient le journal des bonapartistes.

<sup>2</sup> Johann Conrad Kern.

qu'une illusion. « L'abandon de Chablais et Faucigny à la France est un premier pas, qui sera suivi d'autres ». - « Sur les deux échasses, la nationalité et les frontières naturelles, on va du lac de Genève à l'Aar et finalement au lac de Constance et au Rhin - si les jambes sont assez solides ».

Mais, - et ceci est le comble - Falstaff-Vogt ne croit toujours pas ce que le ministre français Thouvenel avait lui-même trahi officiellement il y a un mois, ce que toute l'Europe savait à cette heure, que la cession de la Savoie et de Nice avait été stipulée, dès le mois d'août 1858, à Plombières, comme prix de l'intervention française contre l'Autriche. Il lui semble, au contraire, que son « homme du destin » vient d'être, bien malgré lui, jeté par les prêtres dans les bras du chauvinisme et forcé de confisquer le territoire neutralisé.

« De toute évidence, balbutie l'apologiste embarrassé, on a cherché, dans les cercles dirigeants, un contrepoids à l'agitation cléricale toujours croissante et on a cru ne pouvoir le trouver que dans ce qu'on appelle le chauvinisme, ce sentiment national le plus borné qui ne connaît rien d'autre que l'acquisition d'un lambeau de pays. »

Après avoir, enivré par les vapeurs de la cuisine de Plon-Plon, travaillé si courageusement dans le *Commis voyageur* de Biel, Vogt, peu de temps après son retour à Paris publia, dans le même organe, des élucubrations sur l'absolue gallophilie des habitants de Nice, ce qui le mit en un conflit désagréable avec Vegezzi-Ruscalla<sup>1</sup>, un des chefs de l'association nationale italienne et auteur de la brochure : *La Nazionalita di Nizza*. Et lorsque le même héros qui, de la table de Plon-Plon, avait joué le rôle de Winkelried, prit la parole au Conseil national de Bern, la sonnerie de trompette guerrière devint un son de flûte diplomatique; Vogt recommanda de continuer tranquillement les négociations avec l'empereur qui, de tout temps, avait été l'ami des Suisses, et il déconseillait avec insistance toute alliance avec l'Est. Frey-Herosé, président de la Confédération, gratifia Vogt de quelques curieuses allusions; mais Vogt eut par contre la satisfaction de lire l'éloge de son discours dans le *Nouvelliste vaudois*. Le *Nouvelliste vaudois* est l'organe de MM, Blanchenay<sup>2</sup>, Delarageaz<sup>3</sup> et des autres magnats politiques du pays de Vaud, en un mot l'organe de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest de la Suisse, tout comme la *Neue Zürcher Zeitung* est l'organe du bonapartisme zurichois et des chemins de fer de l'Est. Pour caractériser les patrons du *Nouvelliste vaudois*, il nous suffira de dire qu'à l'occasion de la fameuse querelle de la ligne d'Oron cinq conseillers d'Etat vaudois furent à plusieurs reprises et impunément accusés par la presse adverse d'avoir touché chacun un pot-de-vin de 10.000 francs, soit 20 actions, du *Crédit mobilier* de Paris, le principal actionnaire des chemins de fer de l'Ouest de la Suisse.

Quelques jours après que Vogt, en compagnie de Klapka, fut parti pour se rendre chez l'Égérie du Palais-Royal, James Fazy, accompagné de John Perrier, se rendit chez le sphinx<sup>4</sup> des Tuileries. Louis Bonaparte, on le sait, aime jouer le rôle de sphinx et il paie ses propres Œdipes, tout comme jadis les rois de France payaient leurs propres fous. Aux Tuileries, Fazy se jeta entre la Suisse et le sphinx. John Perrier, nous l'avons dit, était son compagnon de voyage. Ce John est l'ombre de son James; il fait tout ce que veut celui-ci, ne fait rien que celui-ci ne veuille pas, vit pour lui et par lui, est devenu, grâce à lui, membre du grand Conseil de Genève, lui prépare toutes les fêtes et tous les toasts, lui sert de Leporello<sup>5</sup> et de Fialin<sup>6</sup>. Tous deux regagnèrent Genève, bredouilles en ce qui

<sup>1</sup> Giovanale Vegezzi-Ruscalla. Il a été l'un des adversaires les plus véhéments de la cession du comté de Nice sur la base des accords de Plombières.

<sup>2</sup> Louis Blanchenay.

<sup>3</sup> Louis Henry Delarageaz.

<sup>4</sup> Une allusion au pamphlet de Karl Grün *Louis Bonaparte, die Sphinx auf dem französischen Kaiserthron. (1860)*

<sup>5</sup> Le valet de Don Juan dans le *Don Giovanni* de Mozart.

<sup>6</sup> En référence à Jean Gilbert Victor Fialin, duc de Persigny, lequel n'a cessé de soutenir Louis Bonaparte depuis le coup de main de Strasbourg en 1836.

concerne la situation de la Suisse, ayant pleinement réussi pour autant que la situation de Fazy était menacée. Fazy proclamait avec grand fracas en public que les écailles venaient de lui tomber des yeux et qu'il haïrait dorénavant Louis Bonaparte tout autant qu'il l'avait aimé jusqu'à ce jour. Quel amour bizarre que cet amour de neuf ans du républicain Fazy pour l'assassin de deux républiques ! Fazy mit une telle virtuosité à jouer au patriote désillusionné que tout Genève déborda d'enthousiasme pour Fazy et ressentit la perte des illusions de Fazy plus profondément peut-être que la perte des provinces neutralisées. Théodore de Saussure lui-même, son adversaire de longue date, chef de l'opposition aristocratique, reconnut l'impossibilité de révoquer plus longtemps en doute le patriotisme suisse de James Fazy.

Après avoir recueilli les ovations bien méritées de la foule, le tyran de Genève se rendit en toute hâte au Conseil national de Berne. Il était à peine parti que son fidèle lieutenant, le compagnon de son voyage à Paris, bref, son propre John Perrier, entreprenait une expédition des Argonautes<sup>1</sup>, mais d'une espèce toute particulière. Une bande d'ivrognes genevois (c'est du moins tels que le *Times* de Londres les désigne), recrutés dans la société des « fruitiers », la garde démocratique de Fazy, fit voile, sous la direction de Perrier et sans armes, pour Thonon, dans le dessein de se livrer sur ce point du territoire neutralisé à une démonstration antifrançaise<sup>2</sup>. En quoi consistait ou devait consister cette démonstration ? Ces Argonautes se proposaient-ils la conquête d'une toison d'or ou portaient-ils au marché leur propre peau ? Personne ne peut le dire jusqu'à présent, car nul Orphée n'accompagnait l'expédition de Perrier et nul Apollonius ne l'a chantée. Il s'agissait, semble-t-il, d'une espèce de prise de possession symbolique du territoire neutralisé, opérée par la Suisse représentée par John Perrier et sa bande. En tout cas, la véritable Suisse fut tellement occupée à présenter des excuses par la voie diplomatique, à faire des déclarations de loyauté et des manifestations d'indignation en raison de l'occupation symbolique de Thonon par John Perrier que Louis Bonaparte parut en réalité faire preuve de générosité en se contentant d'occuper effectivement Thonon et le reste du territoire neutralisé.

John Perrier, dans les poches de qui l'on trouva quelques milliers de francs, fut arrêté à Genève. M. Ducommun, vice-chancelier d'Etat et rédacteur de la *Revue de Genève*, jeune homme sans fortune personnelle, dépendant, dans ses deux fonctions, de Fazy, président du Conseil d'Etat et propriétaire de la revue, fut également arrêté sur la déposition de Perrier. Il reconnut avoir remis à Perrier l'argent provenant d'une caisse qui devait servir à la levée d'un corps franc, caisse dont les radicaux genevois ignoraient même l'existence. L'instruction judiciaire se termina par la mise en liberté de Ducommun d'abord, de Perrier ensuite.

Le 24 mars, Nice, la Savoie et le territoire neutralisé furent officiellement cédés à Bonaparte par Victor Emmanuel. C'est le 29-30 mars que Perrier, revenu de Paris à Genève avec Fazy, entreprit son expédition des Argonautes, cette démonstration burlesque qui rendait impossible, juste au moment décisif, toute démonstration sérieuse. A Berne, James Fazy déclara « qu'il n'avait pas du tout connaissance de l'incident<sup>3</sup> ». Dans l'ancien territoire neutre, Laity

---

<sup>1</sup> Argonautes - selon la légende grecque, participants au voyage en Colchide (sur la mer Noire); sous la direction de Jason, ils naviguèrent sur Argo, le navire rapide, et ramenèrent la Toison d'or en Grèce avec l'aide de Médée.

<sup>2</sup> Dans la nuit du 29 au 30 mars 1860, une trentaine de Genevois se dirigèrent sous la conduite de John Perrier vers Thonon et Evian pour y provoquer une insurrection pro-suisse. Ladite « équipée de Thonon » fut un échec.

<sup>3</sup> **Note de Marx** : « La conscience que, depuis l'annexion du nord de la Savoie, Genève est devenu une enclave française, tout autant que la fortification, par les Français, du port de Thonon, ont, comme on le sait, donné, dans ces derniers temps, une grande recrudescence aux sentiments anti-décembristes de la vieille République. Mais les manifestations réelles de ces sentiments populaires s'accompagnent de manifestations fausses, commandées par Paris, organisées même en partie par le personnel policier français, C'est ainsi que nous lisons dans la *Saturday Review* du 22 septembre 1860 : « Un groupe de prétendus Suisses se livrait à Thonon à de grossières insultes contre l'empire, quand un gendarme maladroit, dans

déclarait à qui voulait l'entendre que, si les Suisses y étaient intervenus effectivement, son empereur aurait immédiatement fait entrer trois divisions à Genève. Vogt, enfin, ignorait totalement le secret de l'expédition des Argonautes, puisque, peu de jours auparavant, il dénonçait à la police de Genève, par mesure préventive, que, de Genève, on allait provoquer une collision à la frontière de Savoie; mais il signalait une fausse piste. J'ai sous les yeux une lettre adressée par un réfugié vivant à Genève, ancien ami de Vogt, à un réfugié vivant à Londres. Nous y lisons entre autres :

« Vogt allait clabaudant que je circulais sans cesse entre la Suisse occidentale et la Savoie pour préparer une révolution au détriment de la Suisse et à l'avantage de puissances ennemies de la Suisse. C'était quelques jours seulement avant l'attentat de Perrier, dont Vogt était certainement instruit, mais que je ne connaissais pas plus que vous. Il cherchait manifestement à détourner les soupçons sur moi, pour me perdre. Par bonheur, il me dénonça également à Duy, directeur de police, qui me fit appeler et ne fut pas peu surpris quand, dès sa première question, je l'interrompis en riant : « Aha ! La fameuse intrigue de Vogt ! ». Il me demanda de lui donner quelques précisions sur ma situation vis-à-vis de Vogt. Ma déposition fut immédiatement corroborée par un secrétaire du gouvernement; membre de l'*Helvetia*<sup>1</sup>, qui se rendit le lendemain à Berne, à l'Assemblée centrale, où il fit au frère de Vogt des déclarations désapprobatoires concernant les manigances de Charles; à quoi Gustave répondit laconiquement : qu'il savait depuis fort longtemps par les lettres de son frère quelle politique celui-ci pratiquait. ».

Si, pour empêcher les Suisses de voir le danger on s'était d'abord contenté de garder le silence de donner des démentis, de prêcher la confiance en Louis Bonaparte; si l'on avait ensuite fait grand bruit autour de l'incorporation projetée de Faucigny, de Chablais et du territoire genevois, afin de rendre populaire l'annexion de la Savoie et de Nice à la France; si l'incident burlesque de Thonon avait eu pour but de briser toute résistance sérieuse; il fallait, en dernier lieu, faire de l'annexion maintenant réalisée, ainsi que du danger lui-même devenu indéniable, autant de motifs pour la capitulation volontaire de la Suisse, c'est-à-dire pour son alliance avec l'Empire de décembre.

Cette tâche était tellement délicate que James Fazy seul pouvait amorcer la solution. Son valet Vogt pouvait bien mettre en garde contre une alliance avec l'Est, mais Fazy seul pouvait préconiser une alliance avec l'Ouest. Il commença par en indiquer la nécessité dans la *Revue de Genève*. Le 18 avril 1860, on fit circuler à Genève un extrait d'une lettre datée de Londres, où il est dit entre autres :

« Recommandez à nos concitoyens influents de prendre garde aux conseils que J. Fazy pourrait donner en vue de faire renoncer la Suisse à sa neutralité. Il est très probable qu'un tel conseil émane du gouvernement français lui-même, dont James Fazy a été jusqu'à ce jour, l'agent empressé... Il prend maintenant l'attitude d'un bon Suisse qui contrecarre les intentions de la France; mais une personne toujours bien instruite m'assure que c'est un piège. Dès que la Suisse aura déclaré qu'elle ne veut et ne peut plus rester neutre, le gouvernement français en prendra acte et lui imposera l'alliance, comme du temps du premier empire. ».

---

un excès de zèle officiel, arrêta ces soi-disant Suisses et insista pour voir leurs passeports. Les Suisses se démasquèrent comme Français dont les papiers étaient absolument en règle... Ce qu'il y a de plus grave et de plus inquiétant dans ces collisions artificielles, c'est que, dans une des premières et des pires, se trouva, chose surprenante, impliqué un des proches partisans de Fazy (l'ami Perrier !). »

<sup>1</sup> *Helvetia* - Association suisse des étudiants, créée en 1858 par la fusion des associations du même nom des villes d'Aarau, Lausanne et Berne, avec le centre de Bem. Des associations de même nature, de coloration libérale et en partie démocratique, existaient dans de nombreuses villes de Suisse (la première association *Helvetia* a vu le jour en 1832 à Zurich). L'association *Helvetia* mentionnée par Marx s'est élevée en 1859-1860 contre les projets bonapartistes de rattachement de la Savoie à la France.

Fazy fit répondre dans la *Revue de Genève* : « Le jour où la Savoie sera réunie à la France, la neutralité de la Suisse cesse d'elle-même; un tel conseil de Fazy serait donc superflu. ».

Trois mois plus tard, le 10 juillet, James Fazy prononça, au Conseil national suisse, un discours qui, « dans un déluge de jurons et d'imprécations, le poing tendu contre les financiers et les barons fédéraux bonapartistes » les traitait de gouvernement souterrain qui conduisait au camp bonapartiste ».

Le parti officiellement français de Zürich et du canton de Vaud, bien qu'en apparence attaqué le plus grossièrement, le laissa donc faire tout à son aise.

« L'Europe, disait-il, et l'Allemagne en particulier ont abandonné la Suisse. La neutralité est ainsi devenue impossible. La Suisse doit chercher des alliances. Mais où ? »

Le vieux démagogue marmotte alors quelque chose « de la France voisine et proche parente, qui finira bien par reconnaître un jour et par réparer son tort, et pourra même redevenir une république, etc. Mais il ne faut pas que les financiers et les barons fédéraux, qui se sont survécus, inaugurent la nouvelle politique; c'est la Suisse, c'est le peuple qui doivent le taire. Prenez patience ! Les prochaines élections vous apprendront à vivre. Les troupes fédérales sont extrêmement bienvenues à Genève. Mais si leur présence devait faire douter le moins du monde du régime genevois actuel, eh bien! qu'elles s'en aillent. Genève s'aide et se protège lui-même. ».

Le 10 juillet James Fazy développe donc au Conseil national ce qu'il n'avait fait qu'indiquer dans la *Revue de Genève* du 18 avril : la nouvelle politique, l'alliance de la Suisse avec la France, c'est-à-dire l'annexion de la Suisse à l'empire de décembre. Certains Suisses bien informés estimèrent que Fazy se hâtait trop de lever le masque anti-bonapartiste qu'il portait depuis son retour des Tuileries. Or, Fazy possède précisément, dans l'art des indiscretions calculées, une virtuosité qui rappelle presque Palmerston.

On sait que les représentants les plus suspects du « *gouvernement souterrain* » proposèrent au Conseil national un vote de blâme contre Stämpfli, parce qu'en sa qualité de président de la Confédération il avait compris la situation et pris un instant la décision judicieuse de protéger, par des troupes fédérales, le territoire neutralisé contre toute violation française. Le vote de blâme fut repoussé à une énorme majorité : mais la voix de Vogt manquait.

« Ce qui caractérise excellemment Karl Vogt, m'écrivit-on à ce moment de Suisse, c'est qu'il n'ait pas assisté aux débuts du Conseil national suisse sur la motion de blâme présentée contre Stämpfli. Comme représentant du canton de Genève menacé par Bonaparte, Vogt se trouvait obligé de voter pour Stämpfli qui en était l'ardent défenseur. Il est, en outre, l'ami personnel du président, à qui il a de grandes obligations. Le père de Vogt et deux de ses frères gagnent leur vie comme employés du canton de Berne; grâce à Stämpfli, un troisième frère vient d'obtenir récemment le poste rémunérateur de chef de la statistique fédérale. Il n'était donc guère possible à Vogt, si l'on procédait par vote nominal, de prendre position contre l'ami, le bienfaiteur et l'homme du peuple. Mais, d'autre part, la créature de Plon-Plon pouvait encore bien moins approuver une politique qui combat à outrance les agressions du bonapartisme. Il ne restait donc qu'à désertier et à se cacher la tête; mais le large postérieur reste toujours visible et reçoit des coups. N'est-ce point là le stratagème habituel et la destinée terrestre du moderne Falstaff ? »

Le mot d'ordre donné par les Tuileries, répété si bruyamment par James Fazy dans la *Revue de Genève*, et par son valet Vogt dans le *Commis voyageur* de Biel, dans les *Studien*, dans le *Hauptbuch*, ce mot d'ordre: Autrichianisme retombait enfin sur la Suisse elle-

même. Vers le milieu d'avril, une affiche fut placardée sur tous les murs de Milan : « Guerre entre Napoléon et la Suisse ».

On y disait :

« La Suisse considérait la Savoie comme un morceau appétissant. Aussi s'empessa-t-elle, poussée par l'Autriche, de contrecarrer les plans de Napoléon III dans une affaire qui ne regarde que l'Italie et la France...L'Angleterre et les grandes puissances du Nord, à l'exception de l'Autriche, ne s'opposent pas le moins du monde à l'annexion de la Savoie; seule la Suisse, stimulée par l'Autriche, qui essaie de provoquer de l'agitation et des soulèvements dans tous les Etats alliés de la Sardaigne, oppose son veto ... La Suisse est un Etat anormal qui ne saurait longtemps résister à la poussée du grand principe de nationalité. Allemands, Français, Italiens ne sont pas capables de se soumettre aux mêmes lois. Si la Suisse sait cela, eh bien, qu'elle se rappelle que, dans le canton de Tessin, on parle la langue de Foscolo et de Giusti, qu'elle n'oublie pas qu'une grande partie de sa population fait partie de la nation grande et généreuse qui s'appelle les Français. ».

La Suisse, semble-t-il, n'est après tout qu'une invention autrichienne.

Tandis qu'il faisait lui-même de tels efforts pour sauver la Suisse des griffes de l'Autriche, Vogt chargeait un de ses complices les plus intimes, le Souabe loquace Karl Mayer d'Esslingen, membre du parlement croupion, grand arriviste, pour le moment propriétaire d'une fabrique de bijouterie, de sauver l'Allemagne. A la fête, organisée à l'hôtel de la couronne à Saint-Blaise par l'association ouvrière allemande de Neufchâtel pour la remise de son drapeau, l'orateur officiel, Karl Mayer d'Esslingen, membre du parlement croupion et bijoutier, invita l'Allemagne « à laisser les Français passer tout bonnement le Rhin, parce que c'était le seul moyen d'améliorer la situation en Allemagne ».

Deux délégués de l'association ouvrière genevoise, rentrant de cette fête après le jour de l'an (1860), rapportèrent l'incident. Après que leur rapport eut été confirmé par les délégués d'autres associations de la Suisse occidentale, le faubourg de Genève lança une circulaire pour mettre tout le monde en garde contre les menées bonapartistes dans les milieux des ouvriers allemands de Suisse.

« On a d'abord rappelé ce qui s'est passé sous le premier empire. (Je cite d'après un mémoire que j'ai sous les yeux.) A cette époque, certains Allemands s'ingéniaient déjà à travailler pour l'empire mondial de Napoléon, parce qu'ils se figuraient de bonne foi que le colosse ne survivrait pas à la chute de son représentant et que, dans la désagrégation des provinces de l'empire français, il se trouverait du moins une Allemagne unitaire qui pourrait alors d'autant plus facilement conquérir sa liberté. En souvenir de cela, on fut d'accord pour trouver que c'était du charlatanisme politique que de soutirer à un corps vivant tout son sang, afin de s'en remettre à ce miracle extravagant de voir du sang plus sain circuler dans ce corps. On critiqua, en outre, la méthode qui consiste à dénier carrément à un grand peuple la force de s'aider lui-même ainsi que le droit de disposer de son propre sort. Enfin l'on fit remarquer que le Messie attendu de l'Allemagne venait de montrer précisément en Italie ce qu'il entendait, lui, par affranchissement des nationalités, etc. La circulaire ne s'adressait, affirmait-elle, qu'à ces Allemands qui choisissaient de mauvais moyens pour arriver à de bonnes fins; mais elle refusait de se commettre avec des publicistes vendus et d'ambitieux ci-devants. »

En même temps, les *Aargauer Nachrichten*, organe de l'*Helvetia*, flagellaient la

« logique qui veut qu'on laisse le hérisson se glisser dans le trou de la taupe, pour pouvoir mieux s'en emparer et le rejeter dehors, cette logique d'après laquelle il faudrait laisser carte blanche aux

Éphialtès pour que naissent des Léonidas. Un certain professeur n'est que la caricature du duc Ulrich de Wurtemberg qui tenta de quitter son exil au moyen de simples souliers, quand il s'aperçut que les bottes de cavalier le lâchaient; le même professeur ne s'arrange pas avec les souliers et fait donc appel aux bottes, etc. »

Ce qui faisait l'importance de cette dénonciation contre M. le professeur Vogt, c'est qu'elle paraissait dans un organe de l'*Helvetia*. Pour le dédommager en quelque sorte, Vogt trouva un accueil d'autant plus favorable dans l'*Espérance*, journal qui fut fondé à Genève en 1859, sur grand format et à frais considérables, par la caisse officielle française. La tâche de l'*Espérance* consistait à prôner l'annexion de la Savoie et de la province rhénane en particulier, la vocation messianique de Louis Bonaparte, libérateur des nationalités, en général. Il est de notoriété publique à Genève que Vogt était un habitué du bureau de rédaction de l'*Espérance* et un de ses collaborateurs les plus actifs. Je connais moi-même des détails qui ne permettent pas de douter du fait. Ce que Vogt indique dans ses *Studiën*, ce qu'il fit déclarer publiquement à Neuchâtel par son complice Karl Mayer, Souabe loquace, membre du parlement croupin et bijoutier, se trouve développé dans l'*Espérance*.

« Si la seule espérance des patriotes allemands est fondée sur une guerre avec la France, quelle raison peuvent-ils avoir de chercher à affaiblir le gouvernement de ce pays et l'empêcher de former ses frontières naturelles ? Serait-il que le peuple en Allemagne est loin de partager cette haine de la France ? Quoi qu'il en soit, il y a des patriotes allemands très sincères et notamment parmi les démocrates les plus avancés (Vogt, Ranickel, Karl Mayer, etc. !), qui ne voient pas grand malheur dans la perte de la rive gauche du Rhin, qui sont, au contraire convaincus que c'est après cette perte seulement que commencera la vie politique d'une Allemagne régénérée, appuyée sur l'alliance et se confondant avec la civilisation de l'Occident européen. » (*L'Espérance*, 25 mars 1860).

Si bien informée par Vogt des sentiments de la démocratie allemande avancée, l'*Espérance*, dans un article de fond du 30 mai, déclarait « qu'un plébiscite sur la rive gauche du Rhin montrerait bientôt que tout le monde y avait des sentiments français. ».

Le *Postheiri*, feuille satirique suisse, accabla dès lors de mauvaises plaisanteries l'*Espérance*, « la rosse éreintée », qui se voyait forcée de porter en croupe, en sus des lauriers légers de Bacchus Plon-Plon, « la lourde bedaine » de son Silène.

Ce cas montre la précision avec laquelle étaient exécutées les manœuvres de la presse décembriste. Le 30 mai, l'*Espérance* faisait, à Genève, attribuer par plébiscite la rive gauche du Rhin à la France; le 31 mai, on ouvrait à Paris, dans le *Siècle*, les tranchées en vue de l'annexion de la province rhénane<sup>1</sup>; et, dans les premiers jours de juin, le *Propagateur du Nord et du Pas-de-Calais* déchargeait sa grosse artillerie sur la Belgique. Peu avant le porte-parole genevois, Edmond About avait déclaré, dans l'*Opinion nationale*, que l'agrandissement de la Sardaigne avait obligé l'empereur « à prendre la Savoie, ...c'est-à-dire, nous fermons notre porte ». Et, continue-t-il, si les tentatives d'union faites en Allemagne aboutissaient à un agrandissement analogue de la Prusse, « alors nous aurions à veiller sur notre sûreté, à prendre la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire nous fermons notre porte ». Sur les talons de ce léger « cloporte » marche immédiatement « la bête encornée à la démarche lourde », le correspondant A. A<sup>2</sup>. de l'*Indépendance belge*, sorte de Joseph Prudhomme et de Pythie spéciale de la « providence » installée aux Tuileries<sup>3</sup>. L'*Espérance* poussait à une hauteur tellement prodigieuse son enthousiasme bizarre en faveur de l'unité allemande et sa dénonciation indignée des anti décembristes alle-

<sup>1</sup> En référence à un article de Louis Jourdan « Les frontières naturelles ».

<sup>2</sup> En référence à la mention « Autre correspondance » qui apparaît dans le journal l'*Indépendance belge* du 29 avril 1860 sous le sigle A.A.

<sup>3</sup> Napoléon III.

mands vendus à l'Autriche que James Fazy, tenu à certains égards diplomatiques, et en outre sur le point de transformer sa *Revue de Genève* en *La Nation suisse*, daigna déclarer avec une généreuse condescendance, par l'intermédiaire de la Revue, qu'on pouvait être l'adversaire du bonapartisme sans être Autrichien.

Karl Vogt, Dâ-Dâ allemand, propriétaire d'un bureau de racolage décembriste réservé à la presse allemande, sous-agent de Fazy, agréable compagnon au Palais-Royal, Falstaff de Plon-Plon, ami de Ranickel, souffleur du *Commis voyageur* de Biel, collaborateur de *L'Espérance* protégé d'Edmond About, chantre de la Pouillade, Karl Vogt devait encore tomber plus bas. C'est à Paris, aux yeux du monde entier, dans la *Revue contemporaine*, qu'il allait paraître bras-dessus bras-dessous avec M. Edouard Simon.

Voyons un instant ce que sont la *Revue contemporaine* et Monsieur Edouard Simon.

La *Revue contemporaine* fut primitivement la revue décembriste officielle, directement opposée à la *Revue des deux Mondes*, où écrivaient les auteurs élégants, les gens du *Journal des Débats*<sup>1</sup>, orléanistes, fusionnistes<sup>2</sup>, notamment aussi des professeurs du Collège de France et des membres de l'Institut. Dans l'impossibilité d'amener directement et par ordre ce personnel officiel à la *Revue contemporaine*, on essaya de l'enlever à la *Revue des deux Mondes* et de le forcer ainsi, par un moyen détourné, à collaborer à la revue décembriste. Mais le coup ne réussit pas pleinement. Les propriétaires de la *Revue contemporaine* trouvèrent même impossible de faire des affaires avec le comité de rédaction que leur avait octroyé M. La Guéronnière. Et, comme le ventriloque des Tuileries avait besoin de porte-parole de différentes nuances, la *Revue contemporaine* fut transformée en revue officieuse, et la *Revue européenne* fut installée comme revue officielle avec le comité de rédaction octroyé par La Guéronnière.

Passons maintenant à Monsieur Edouard Simon, juif du nom d'Eduard Simon, originaire de la province rhénane, mais qui fait les grimaces les plus comiques afin de se faire passer pour un Français de vieille souche. Mais son style trahit à tout instant le juif rhénan traduit en français.

Peu après les fêtes de Schiller (novembre 1859), je rencontrais chez un de mes amis de Londres un commerçant fort respectable, depuis de longues années fixé à Paris, qui nous renseigna par le détail sur les fêtes de Schiller qui avaient eu lieu à Paris, les associations schillériennes de Paris, etc. Je l'interrompis en lui demandant comment des sociétés allemandes et des réunions allemandes s'arrangent à Paris avec la police décembriste. Il me répondit avec un bon sourire humoristique :

« Naturellement, pas de réunion sans mouchard, pas d'association sans mouchard. Afin d'éviter toutes sortes de longueurs, nous avons donc adopté une fois pour toutes, avec plein succès du reste, la simple tactique d'attirer un mouchard connu et de le nommer immédiatement membre du comité. Et, pour tous les cas de ce genre, nous avons toujours un homme tout trouvé, notre Edouard Simon. Vous savez que La Guéronnière, jadis laquais de Lamartine et fabricant de tartines pour Emile de Girardin, est actuellement le favori de l'empereur, son secrétaire intime, et en même temps censeur en chef de la presse française. Or, Edouard Simon est le toutou préféré de La Guéronnière, et, ajouta-t-il avec un singulier froncement du nez, c'est un roquet qui sent bien mauvais. Edouard Si-

<sup>1</sup> « Journal des Débats » - Abréviation du quotidien bourgeois « Journal des Débats politiques et littéraires », fondé en 1789 à Paris. Pendant la Monarchie de Juillet, il était, en tant que journal gouvernemental, l'organe de la bourgeoisie orléaniste. Lors de la révolution de 1848, il défendit les idées de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, le « parti de l'ordre ». Après le coup d'Etat de 1851, il devient l'organe de l'opposition orléaniste modérée.

<sup>2</sup> Lesdits fusionnistes prônaient la fusion des Légitimistes (les partisans de la branche aînée de la dynastie française des Bourbons) et des Orléanistes (les adhérents de la branche cadette).

mon, et vous ne lui en voudrez certainement pas, ne voulait pas travailler *pour le roi de Prusse*; mais il trouva qu'en se ralliant au système décembriste, il rendait un service incalculable à lui-même d'abord, à la civilisation ensuite. C'est un drôle à l'esprit petit et au caractère gluant, mais assez fort dans une certaine sphère d'intrigues de second ordre. La Guéronnière a imposé son Edouard Simon à *La Patrie* pour y écrire des articles de fond. Voilà qui nous prouve le tact du secrétaire intime. Le propriétaire de la *Patrie*, le banquier Delamarre<sup>1</sup>, est en effet un parvenu prétentieux, revêche, peu accommodant qui, dans son bureau de rédaction, ne tolère que des créatures d'une souplesse absolument servile. Notre Edouard Simon qui, malgré son venin de rat, est souple comme un chat angora, se trouvait bien là à sa place. La *Patrie*, comme vous le savez, fut au temps de la république un des organes les plus infâmes de la Rue de Poitiers<sup>2</sup>. Depuis le coup d'Etat de décembre, elle dispute au *Pays* et au *Constitutionnel* l'honneur d'être l'organe semi-officiel des Tuileries, et, depuis que le signal a été donné, elle travaille ferme dans la fièvre annexionniste. Vous connaissez bien les mendiants qui, dans la rue, simulent des attaques d'épilepsie pour soutirer quelques sous aux passants. La *Patrie* eut en effet l'honneur d'être la première à annoncer l'annexion imminente de la Savoie et du comté de Nice. A peine l'annexion fut-elle un fait accompli, que la *Patrie* agrandit son format, car, ainsi que M. Delamarre le déclara naïvement : « La Savoie et le comté de Nice ayant été annexés à la France, la conséquence naturelle est l'agrandissement de la *Patrie* ». Qui ne se rappelle, à cette occasion, le mot d'esprit de ce Parisien cynique à qui l'on posa la question : Qu'est-ce que la patrie ? et qui, répondit simplement : journal du soir ! Et si l'on annexait les provinces rhénanes, quel ne serait pas l'agrandissement de la *Patrie* et de son format et l'augmentation du salaire d'Edouard Simon ? En économie politique, la *Patrie* voit le salut de la France dans la suppression du tourniquet de la Bourse, ce qui permettrait de faire remonter les affaires en bourse et dans tout le pays à la hauteur désirée par les aigrefins. Edouard Simon, lui aussi, prône la suppression du tourniquet de la Bourse. Mais notre Edouard Simon ne se borne pas à écrire des articles de fond pour la *Patrie* et à être le petit toutou de La Guéronnière. Il est l'ami le plus dévoué et le rapporteur de la nouvelle *Jérusalem*, autrement dit de la préfecture de police, notamment de M. Palestrina. En un mot, messieurs, conclut le narrateur, un comité avec M. Edouard Simon dans son sein est par là-même « en parfaite odeur policière ».

Et. M. X... se mit à rire d'un rire si bizarrement aigu, qu'on avait l'impression que « *l'odeur de mauvais lieu*<sup>3</sup> et M. Edouard Simon » avaient encore un rapport indiciellement intime.

M. Kinglake<sup>4</sup> a fait remarquer à la Chambre des communes (12 juillet 1860) la confusion agréable de la politique extérieure, de la police et de la presse, qui caractérise les agents décembristes. M. Edouard Simon, - il ne faut pas confondre l'Eduard malodorant de Vogt avec la douce Cunégonde de Vogt, autrement dit Simon de Trèves<sup>5</sup>, - M. Edouard Simon, le toutou de La Guéronnière, le caniche de Delamarre, le barbet de Palestrina, le roquet de tout le monde appartient évidemment, sinon à la crème, du moins au fromage de Hollande du 10 décembre, au deuxième cercle où

---

<sup>1</sup> Le banquier et patron de presse Théodore-Casimir Delamarre.

<sup>2</sup> Il s'agit du comité du parti de l'Ordre, qui siégeait rue de Poitiers. Le parti de l'Ordre formé en 1848 est une coalition de groupes monarchistes : les légitimistes (partisans de la dynastie des Bourbons), les orléanistes (partisans de la dynastie des Orléans) et les bonapartistes. C'est le parti de la grande bourgeoisie conservatrice. De 1849 jusqu'au coup d'Etat du 2 décembre 1851, il s'impose à l'Assemblée législative de la Seconde République.

<sup>3</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>4</sup> Johann Gottfried Kinglake.

<sup>5</sup> **Note de Marx** : « Par l'intermédiaire de la douce Cunégonde, quelques accusations de Vogt furent adressées à une feuille de chou de Trèves, ma ville natale. On y parle, entre autres, de mes relations « charnelles » avec *l'Allgemeine Zeitung*. Quelle association d'idées pour la chaste Cunégonde. Very shocking, indeed ! »

« s'annida  
Ipocrisia, lusinghe, a chi affatura,  
Falsita, ladroneccio, e simonia,  
Ruffian, baratti, e simile lordura<sup>1</sup>. »

Bien des semaines avant la publication du *Hauptbuch*, Karl Vogt avait chargé son Edouard Simon d'en faire le compte rendu dans la presse française. Edouard Simon était l'homme des doubles emplois. Il commença par traduire à M. La Guéronnière, à titre privé. Le *Hauptbuch*, et c'est à cette occasion qu'il fut ensuite imposé à la *Revue contemporaine* et à son patron. Vainement la rédaction de la *Revue contemporaine* demanda-t-elle humblement que la prose d'Edouard Simon parût du moins sans signature dans les colonnes de la Revue. La Guéronnière fut inflexible. Edouard Simon débuta dans la *Revue contemporaine* du 15 février 1860 par la critique de l'ouvrage de son ami Vogt: « Un tableau de mœurs politiques de l'Allemagne. Le procès de M. Vogt avec la *Gazelle d'Augsbourg* ». Signé : Edouard Simon.

Le « Roman » Edouard Simon ne croit pas que, « pour être bon français, il soit obligé de lancer des invectives contre la noble race germanique » (*Revue contemporaine*, p. 531), mais, comme « bon Français » et « Roman de naissance », il doit du moins affecter une ignorance naturelle de tout ce qui est allemand. C'est ainsi qu'il dit à propos de son Karl Vogt : « Il fut un des trois régents de l'empire éphémère » (p. 548). M. Edouard Simon ne soupçonne naturellement pas que l'empire *in partibus* gémissait sous une pentarchie<sup>2</sup>, et il se figure plutôt, « en bon Français », que, pour raisons de symétrie, les trois saints rois de Cologne<sup>3</sup> auraient dû avoir comme pendant trois régents parlementaires de l'empire à Stuttgart. Les plaisanteries auxquelles l'ami Vogt se laisse aller dans le *Hauptbuch* vont souvent trop loin. « Il dépasserait le but au goût des Français » (p. 519). Le Français Edouard remédiera à cela. « Nous nous efforcerons de choisir » (p. 519). « M. Vogt aime beaucoup les couleurs tranchantes, et il n'est pas précisément un gourmet en matière de langage ». (p. 519). Mais naturellement ! L'ami Vogt n'est qu'un Allemand annexé, tout comme Dâ-Dâ est un Arabe annexé, tandis qu'Edouard Simon est un bon Français de naissance et un Roman de race ! M. Orges et M. Dietzel<sup>4</sup> allèrent-ils jamais aussi loin dans leurs calomnies contre la « race romane » ?

M. Edouard Simon amuse ses supérieurs en exhibant au public parisien un des *trois rois* croupions allemands, avec l'assentiment et par ordre de ce saint roi croupion, comme prisonnier volontaire traîné derrière le char de triomphe du Quasimodo impérial. Après avoir cité un passage du *Hauptbuch* de Vogt, Edouard Simon continue :

« On le voit, M. Vogt se souciait peu d'où vînt le secours en faveur de l'unité allemande pourvu qu'il vînt; l'empire français lui semblait même singulièrement propre à hâter le dénouement qu'il désire. Peut-être en cela M. Vogt faisait-il bon marché de ses antécédents et il dut paraître étrange, à ses anciens collègues qui siégeaient avec lui à l'extrême gauche dans le Parlement de Francfort de voir ce fougueux antagoniste de tout pouvoir unique, ce fervent zéléteur de l'anarchie, manifester de si vives sympathies pour le souverain qui l'a vaincue en France. » (p. 518).

<sup>1</sup> Un extrait (adapté) de la *Divine Comédie* de Dante, *L'Enfer*, chant XI, 20<sup>e</sup> tercet. Nous citons ici à partir de la traduction d'Alexandre Cioranescu : « /c'est pour cette raison qu'au deuxième des cercles/) se nichent des flatteurs avec les hypocrites, / charlatans et trompeurs, voleurs, simoniaques, / entremetteurs, escrocs, avec leur sale engeance. » (Dante, *La divine comédie*, Editions Rencontre, 1964, tome 1).

<sup>2</sup> Marx fait référence aux cinq régents impériaux : Franz Raveaux, Karl Vogt, Heinrich Simon, Friedrich Schüler et August Becher.

<sup>3</sup> Dans la cathédrale de Cologne se trouve une chapelle des Rois mages - les « mages d'Orient » - qui, selon la légende de l'Evangile, étaient venus à Bethléem pour rendre hommage au Christ nouveau-né. Les reliques des rois mages seraient conservées dans cette chapelle. (Voir Heine : « Deutschland ; ein Wintermärchen », chap. VII.)

<sup>4</sup> Gustav Dietzel.

De la gauche indécise, Edouard fait passer le régent fugitif de l'empire à l'extrême-gauche du Parlement de Francfort. L'homme qui a voté pour « l'empereur allemand héréditaire<sup>1</sup> » devient un « fougueux antagoniste de tout pouvoir unique », et l'homme du centre qui prêchait à tout prix l'ordre entre les fractions bigarrées des cabarets de Francfort se mue en « fervent zélateur de l'anarchie ». Et tout cela pour mettre convenablement en relief la prise que le 10 décembre avait faite dans la personne du régent fugitif de l'empire. D'autant plus précieuses deviennent les vives sympathies que Vogt nourrit envers le souverain qui a vaincu l'anarchie en France; d'autant plus précieuse devient sa conviction actuelle que l'empire français est même singulièrement propre à fonder l'unité allemande; et d'autant plus facile à comprendre devient la grossière allusion de l'ami Simon que l'ami Vogt a fait peut-être trop bon marché de ses antécédents, mais qu'en tout cas l'homme de décembre ne les a pas payés trop cher. Et, pour ne pas laisser subsister le moindre doute en haut lieu, et démontrer que l'ami Vogt est actuellement aussi sûr que l'ami Simon, M. Edouard Simon ajoute, en souriant béatement, en se frottant les mains et en clignant de l'œil gauche : « Si nous l'avons bien compris, il a même appelé l'attention des autorités de Genève sur ces menées. » (p. 529), tout comme M. Edouard Simon fait des rapports à M. Palestrina et à M. La Guéronnière.

Il est de notoriété publique qu'About et Jourdan et Granier de Casagnac et Boniface et le docteur Hoffmann, que les moines de *L'Espérance*, les chevaliers des *Nationalités*, les souffleurs de *l'Opinion nationale*, les « un sou la ligne » de *l'Indépendance*, du *Morning Chronicle*, du *Nouvelliste Vaudois* etc., les La Guéronnière et les Simon, les « stylistes, civilisationnistes, décembristes, Plon-Plonistes, Dentustes et dentistes » puisent tous tant qu'ils sont leur inspiration à une seule et même noble caisse. Nous trouvons donc maintenant Dâ-Dâ Vogt non plus comme partisan isolé, combattant à son propre compte, mais recevant des subsides, endoctriné, embrigadé, encanaillé, de connivence avec Edouard Simon, annexé à Plon-Plon, pris la main dans le sac et condamné comme ses complices. Reste à savoir si Karl Vogt est payé pour ses services d'indicateur.

« Si je ne me trompe, dit Vogt, corrompre quelqu'un, c'est l'ameurer, par de l'argent ou d'autres avantages, à des actes et à des paroles qui sont opposés à sa conviction » (*Hauptbuch*, p. 217).

Or, la conviction de Vogt, c'est le Plon-Plonisme. Par conséquent, même quand il est payé comptant, il n'est pas corrompu. Mais la frappe de la monnaie ne peut être plus variée que la façon de payer.

Qui sait ? Plon-Plon a peut-être promis à son Falstaff le commandement de la tour aux souris de Bingen<sup>2</sup> ! Ou bien, sa nomination, de membre correspondant de l'Institut, après qu'Edmond About, dans son ouvrage : *La Prusse en 1860*, nous a déjà montré les naturalistes français se disputant l'honneur de correspondre en même temps avec Vogt vivant et feu Dieffenbach<sup>3</sup> ! A moins qu'il ne s'agisse de rétablir Vogt dans ses fonctions de régent de l'empire !

Je sais bien que les mauvaises langues donnent de tout cela une explication plus prosaïque : « Depuis la tournure prise par les événements en 1859 », il y aurait eu une modification dans la situation

---

<sup>1</sup> Marx fait référence au discours de Vogt à l'Assemblée nationale de Francfort le 24 avril 1849. Un extrait du discours de Vogt a été publié dans la *Neue Rheinische Zeitung*, n° 283, du 27 avril 1849.

<sup>2</sup> Une tour construite sur un rocher au milieu du Rhin, en aval de la ville de Bingen. Ensermée par les rochers, cette section du fleuve est appelée le Binger Loch (trou de Bingen). Selon une version, le nom de la tour est associé à l'archevêque Hatto II de Mayence. La légende veut qu'il ait ordonné qu'un certain nombre de personnes affamées soient brûlées dans une grange. Lorsque leurs cris se firent entendre, il dit en plaisantant aux spectateurs qu'il s'agissait des cris des souris qui avaient causé la pénurie de nourriture. Cela lui valut l'aversion des souris, pour lesquelles il fit construire une tour sur un rocher du Binger Loch. Mais les souris l'y trouvèrent et le dévorèrent.

<sup>3</sup> Ernst Dieffenbach : naturaliste allemand, professeur de géologie à Giessen.

de l' « agréable compagnon » qui, fort peu de temps auparavant, était encore un des chefs d'une société par actions radicalement ruinée et faisant l'objet d'une instruction judiciaire<sup>1</sup>. Des amis cherchent à parer le coup en faisant valoir qu'en reconnaissance de ses mérites minéralogiques Vogt a reçu d'une compagnie minière italienne une forte gratification en actions, qu'il aurait, lors de son premier séjour à Paris, transformées en espèces sonnantes et trébuchantes. Mais des gens bien informés, ne se connaissant pas les uns les autres, m'ont écrit de Suisse et de France, et cela presque en même temps, que l' « agréable compagnon » exerçait la haute surveillance, grassement rémunérée, de la propriété *La Bergerie* près de Nyon (Canton de Vaud), le domaine acquis par Plon-Plon pour son Iphigénie de Turin<sup>2</sup>. Bien mieux, j'ai connaissance d'une lettre, adressée à un Monsieur P.B.B., 78, Fenchurch street, et où un « nouveau Suisse », ami intime de Vogt bien longtemps encore après le revirement de 1859, parle expressément, au commencement de 1860, d'une somme très importante que son ami aurait reçue de la caisse centrale de Paris, non pas comme pot-de-vin, mais comme simple avance.

Ces renseignements, et d'autres, pires encore, sont arrivés à Londres. Quant à moi, je n'y attache pas la moindre importance. Je crois plutôt Vogt sur parole quand il dit :

« Personne n'a besoin de savoir d'où je tire mes ressources. J'essaierai toujours de me procurer les moyens dont j'ai besoin pour réaliser mes projets politiques; et, convaincu de l'excellence de ma cause, je continuerai à les prendre là où je les ai pris jusqu'ici. » (Hauptbuch, p. 226).

Donc aussi dans la caisse centrale de Paris.

Des projets politiques !

Nugaris, cum tibi, Calve,  
Pinguis aqualiculus propenso sesquipede extet<sup>3</sup>.

Excellence de ma cause ! Ces mots expriment probablement ce que l'Anglais grossier et matérialiste appelle « les bonnes choses de ce monde. »

Quoi qu'en puisse penser M. Schaible, pourquoi ne pas croire Vogt sur parole, puisque, dans le même *Hauptbuch*, à la fin de ses « histoires de chasse » concernant la *Schwefelbande*, il déclare avec la même solennité :

« Ici se termine ce paragraphe d'une partie d'histoire contemporaine. Ce ne sont pas des rêveries creuses que j'expose, mais des faits, rien que des faits. » (*Hauptbuch*, p. 182).

Pourquoi ses actes d' « entremetteur » ne seraient-ils pas aussi purs que les faits qu'il nous raconte dans le *Hauptbuch* ?

Quant à moi, je suis fermement convaincu que, parmi tous les membres de la bande de décembre qui écrivent, font de l'agitation et de la politique, conspirent, se livrent à la propagande et aux rodomontades, travaillent pour Plon-Plon, complotent et se compromettent, Vogt est le seul, absolument et exclusivement le seul, à voir dans l'empereur « *l'homme qu'on aime pour lui-même*<sup>4</sup> ».

« Qui ne le croit pas commet un péché<sup>5</sup> », comme dit Wolfram von Eschenbach ou « qui ne le croit pas commet une erreur », comme il est dit dans une chanson moderne.

<sup>1</sup> Allusion à la participation de Vogt à la société anonyme genevoise *La Cimentaire*.

<sup>2</sup> Il s'agit de Clotilde, princesse de Savoie, fille de Victor-Emmanuel II, roi de Sardaigne.

<sup>3</sup> Un extrait de Persius, *Satires*, Livre I, Première satire, vers 56-57. « Tu dérites des sornettes, crâne chauve, avec ta bedaine grasse qui te précède d'un pied et demi ».

<sup>4</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>5</sup> Wolfram von Eschenbach, « Perceval », IX.

## Chapitre 10

### Patrons et compères ou canaille et compagnie

Principibus placuisse viris non ultima laus est<sup>1</sup>.

Marx se livre dans ce chapitre à une sévère critique, très personnalisée, de ceux qu'il nomme « **les trois patrons** » de Carl Vogt : **Lajos Kossuth**, **György Klapka** et surtout **James Fazy**.

Pour le détail sur ces acteurs politiques et les événements auxquels ils sont associés nous renvoyons aux pages de nos précédents **fascicules 19** (notamment au chapitre 4 consacré aux *Grands hommes d'exil*) et **31** (lequel fournit les écrits de presse de Marx et d'Engels au cours de l'année 1859).

Comme garants de son « attitude honnête », l'ex-régent de l'empire cite « Kossuth et les deux autres hommes, Fazy, le régénérateur de Genève, et Klapka, le défenseur de Komorn<sup>2</sup> » qu'il « est fier d'appeler ses amis » (*Hauptbuch*, p. 213).

Moi, je les appelle ses *patrons*.

Après la bataille de Komorn (2 juillet 1849), Görgey usurpa le commandement suprême de l'armée hongroise, contrairement aux ordres du gouvernement hongrois qui l'avait déposé.

« S'il y avait eu à la tête du gouvernement un homme énergique, dit le colonel Lapinski dans son ouvrage où il est encore partisan de Kossuth, il eût été mis fin, dès cet instant, à toutes les intrigues de Görgei. Kossuth n'avait qu'à venir au camp et à dire vingt paroles à l'armée, et toute la popularité de Görgei ne l'aurait pas sauvé de la chute... Mais Kossuth ne vint pas; il n'avait pas la force de prendre ouvertement parti contre Görgey; et tandis qu'il intriguait secrètement contre le général, il cherchait à justifier aux yeux du monde l'incartade de Görgey. » (Th. Lapinski<sup>3</sup> : *Feldzug der Unqarischen Hauptarmee*, pp. 125-126).

D'après le propre aveu de Kossuth, la trahison projetée de Görgey lui fut formellement dénoncée quelque temps après par le général Guyon (Voir: David Urquhart : *Visit to the the Hunqarian Exiles at Kütahya*).

« Kossuth disait bien, dans un beau discours à Szegetin, que, s'il connaissait un traître, il le tuerait de sa propre main; et, ce disant, il pensait probablement à Görgey. Non seulement il ne mit pas à exécution cette menace théâtrale, mais il ne fit pas même connaître à tous ses ministres l'homme sur lequel portaient ses soupçons. Et tandis qu'en petit comité il ourdissait de misérables plans contre Görgey, il ne parlait jamais du général qu'avec la plus grande estime et lui écrivit même les lettres les plus tendres. Comprenne qui pourra, moi, je ne comprends pas que, s'étant rendu compte que la chute d'un homme dangereux peut seule sauver la patrie, on essaye de le renverser d'une main tremblante, tandis qu'on le soutient en même temps, qu'on lui donne des témoignages de confiance afin de lui amener des partisans et des zéloteurs, et qu'on lui

<sup>1</sup> « Plaire aux grands n'est pas un mérite à dédaigner » (Horace, *Epitres*, Livre I, Epitre 17, vers 35).

<sup>2</sup> Une allusion à la résistance prolongée que la garnison de la forteresse de Komárom, commandée par le général Klapka, opposa à l'armée autrichienne assiégeante et aux troupes russes envoyées par le tsar Nicolas Ier. La forteresse résista jusqu'à la fin du mois de septembre 1849. La défense de Komárom fut l'acte de clôture de la révolution hongroise de 1848-49.

<sup>3</sup> Theophil Lapinski : colonel polonais qui prit part à la révolution de 1848-1849 en Hongrie et servit ensuite dans l'armée turque sous le nom de Tevfik Bey.

remet ainsi tout le pouvoir entre les mains. Pendant que Kossuth travaillait de cette façon lamentable tantôt pour, tantôt contre Görgey... celui-ci, plus décidé et plus résolu que jamais, réalisait ses noirs desseins. » (Th. Lapinski, pp. 163-164).

Le 11 août 1849, Kossuth, par ordre de Görgey, lança, soi-disant de la forteresse d'Arad, un manifeste d'abdication, où il investit Görgey « du suprême pouvoir gouvernemental civil et militaire » et déclara :

« Après les combats malheureux dont Dieu vient, ces jours derniers, d'affliger la nation, il ne reste plus le moindre espoir que nous puissions poursuivre, avec quelque chance de succès, la lutte pour notre propre défense contre les deux grandes puissances alliées<sup>1</sup>. ».

Après avoir ainsi, dans le début du manifeste, déclaré que la cause de la Hongrie était irrémédiablement perdue, et cela de par les malheurs envoyés par Dieu, Kossuth, dans la suite du manifeste, rend Görgey responsable devant Dieu de l'emploi qu'il fera, pour sauver la Hongrie, de la puissance que Kossuth lui confie. Il avait suffisamment confiance en Görgey pour lui remettre le sort de la Hongrie, mais pas assez pour lui livrer sa propre personne. Sa méfiance vis-à-vis de Görgey était telle qu'il lui fit tenir le manifeste d'abdication au moment précis où il mettait lui-même le pied sur le sol turc. C'est pourquoi son manifeste se termine par ces paroles : « Quand ma mort pourra être d'une utilité quelconque à la patrie, c'est avec joie que je ferai le sacrifice de ma vie. ».

Ce qu'il avait sacrifié sur l'autel de la patrie et entre les mains de Görgey, c'était le gouvernement, dont il s'empresse d'usurper de nouveau le titre sous la protection turque.

C'est à Kütahya que Son Excellence, le gouverneur *in partibus*, reçut le premier Livre bleu que Palmerston avait présenté au Parlement sur la catastrophe hongroise. L'étude de ces documents diplomatiques, écrivit-il à D. Urquhart, le convainquit que « la Russie possède un espion, voir un agent, dans chaque cabinet » et que, dans l'intérêt russe, Palmerston avait trahi sa chère Hongrie. Et la première parole publique qu'il prononça sur le sol anglais après avoir débarqué à Southampton fut celle-ci : « Palmerston, le cher ami de mon cœur<sup>2</sup> ».

A la fin de son internement en Turquie, Kossuth fit voile vers l'Angleterre. En route, devant Marseille où il ne fut pas autorisé à débarquer, il publia un manifeste dans le sens et le langage de la social-démocratie française. Mais à peine arrivé sur le sol anglais, il renia « cette nouvelle doctrine, la social-démocratie, que l'on regarde à tort ou à raison comme incompatible avec l'ordre social et la sécurité de la propriété. La Hongrie n'a et ne veut rien avoir de commun avec ces doctrines, ne fût-ce que pour la raison extrêmement simple qu'en Hongrie il n'y a pas la moindre occasion de les appliquer. ».

Pendant les quinze premiers jours de son séjour en Angleterre, il changea de doctrine aussi souvent que d'auditeurs. Voici comment le comte Casimir Batthyány motiva la rupture qui eut alors lieu entre Kossuth et lui :

« Ce qui m'a déterminé à cette démarche, ce ne sont pas seulement les bévues que Kossuth a commises depuis sa mise en liberté qui date de quinze jours; c'est tout ce que j'ai amassé d'expérience, tout ce que j'ai vu, supporté, toléré, permis, et, comme vous vous

---

<sup>1</sup> Discours de Lajos Kossuth « A la nation », cité par Th. Lapinski (*Feldzug der Ungarischen Hauptarmee*, Hambourg 1850).

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Kossuth ne comprenait pas à cette époque que la russophobie simulée de Palmers-ton pût tromper quelqu'un. « Comment un homme d'intelligence moyenne pourrait-il croire un seul instant que le Ministre qui a permis à la Russie d'intervenir en Hongrie pût ordonner de l'attaquer. » (*Correspondance de Kossuth*. Lettre du 17 décembre 1850, datée de Kütahya.) »

le rappellerez, masqué et caché, d'abord en Hongrie, puis en exil, bref la conviction que je me suis faite sur cet homme...Permettez-moi de faire remarquer que tout ce que M. Kossuth a dit ou pu dire à Southampton, à Wisbech ou à Londres, en un mot en Angleterre, ne détruit pas ce qu'il a dit à Marseille. Au pays du « jeune géant » (l'Amérique), il nous fera entendre une autre chanson : en effet, de même qu'il manque de scrupules dans les autres questions et plie, tel un roseau, à tout coup de vent un peu fort, il ne se gêne pas pour démentir ses propres paroles et se retranche sans vergogne derrière les noms des grands morts dont il a causé la ruine, comme par exemple mon pauvre cousin Louis Batthyány...Je n'hésite pas un instant à déclarer qu'avant que Kossuth ne quitte l'Angleterre vous aurez tout lieu de regretter les honneurs que vous prodiguez si généreusement à cet homme de caractère si peu estimable. » (*Correspondence of Kossuth. Letter of Count Batthyány to Mr Urquhart*, Paris, 29 octobre 1851).

La tournée que Kossuth fit aux Etats-Unis, où il parla, dans le Nord, contre, et dans le Sud, pour l'esclavage, n'eut d'autre résultat qu'une désillusion formidable et 300 misérables discours. Sans m'arrêter à ce singulier épisode, je ne ferai que cette seule remarque : aux Allemands des Etats-Unis, surtout aux émigrés allemands, il recommandait de la façon la plus chaude une alliance entre l'Allemagne, la Hongrie et l'Italie à l'exclusion de la France (non seulement du gouvernement du coup d'Etat, mais de la France, même des émigrés français et des partis français qu'ils représentaient). Mais à peine eût-il regagné Londres que, par l'intermédiaire d'un certain individu douteux, le comte Szirmay, et du colonel Kiss<sup>1</sup>, il essaya de nouer à Paris des relations avec Louis Bonaparte (Voir, dans le *New York Tribune*, ma lettre du 28 septembre 1852 et ma déclaration du 16 novembre 1852).

Pendant l'émeute de Mazzini à Milan<sup>2</sup>, en 1853, il fut placardé sur les remparts de cette ville une proclamation aux troupes hongroises en garnison à Milan, qu'on invitait à faire cause commune avec les insurgés italiens. Cette proclamation était signée : Louis Kossuth. A peine la nouvelle de la défaite des insurgés était-elle arrivée à Londres que Kossuth fit en toute hâte déclarer par le *Times* et d'autres journaux anglais que la proclamation constituait un faux, donnant ainsi un démenti formel à son ami Mazzini. La proclamation était néanmoins authentique. Mazzini l'avait reçue de Kossuth, écrite en entier de la main de Kossuth, et il n'avait agi qu'en plein accord avec Kossuth. Convaincu que la chute de la domination autrichienne en Italie exigeait l'action commune de l'Italie et de la Hongrie, Mazzini essaya d'abord de remplacer Kossuth par un chef hongrois plus sûr. Mais, les divisions des émigrés hongrois ayant fait échouer cette tentative, il pardonna à son allié pas sûr et lui épargna généreusement la mise au pilori qui l'aurait inévitablement ruiné en Angleterre.

On sait que la même année 1853 vit l'ouverture des hostilités russo-turques. Le 17 décembre 1850, Kossuth avait écrit de Kütahya à David Urquhart : « Sans hégémonie turque, la Turquie cesse d'exister. Et, dans l'état actuel des choses, la Turquie est absolument nécessaire à la liberté du monde. ».

Dans une lettre au grand vizir Reshid Pacha, datée du 15 février 1851, son enthousiasme pour les Turcs ne fait qu'augmenter. C'est dans des tirades dithyrambiques qu'il offre ses services au gouvernement turc. Au cours de sa tournée à travers les Etats-Unis, il écrit à David Urquhart, le 22 janvier 1852 : « Seriez-vous - et personne ne sait mieux que vous combien s'identifient les intérêts de la Tur-

---

<sup>1</sup> Miklos Kiss : officier de l'armée hongroise, agent de Kossuth en France et en Italie.

<sup>2</sup> Il s'agit du soulèvement de Milan du 6 février 1853, organisé par les partisans de Mazzini et soutenu par des réfugiés révolutionnaires hongrois. L'objectif des insurgés, pour la plupart des ouvriers patriotes italiens, était de renverser la domination autrichienne en Italie. Cependant, les tactiques de conspiration des dirigeants et leur incapacité à prendre en compte la situation réelle ont conduit à la défaite rapide des insurgés.

quie et ceux de la Hongrie - seriez-vous disposé à plaider ma cause à Constantinople ? Pendant mon séjour en Turquie, la Sublime Porte ne savait pas ce que je suis. La réception qui m'a été faite en Angleterre et en Amérique, et la situation que la chance et je puis dire la Providence m'ont procurée, sont à même de faire comprendre à la Sublime Porte que je suis un ami véritable, et peut-être pas sans influence, de la Turquie et de son avenir. ».

Le 5 novembre 1853, il offrit, par lettre, à M. Crawshay, partisan d'Urquhart, de partir à Constantinople comme allié des Turcs, mais « non pas les mains vides », et demanda donc à M. Crawshay de lui trouver l'argent nécessaire « en sollicitant confidentiellement certaines personnalités libérales qui pourraient aisément accorder ces subsides ».

Dans cette lettre, il dit : « Je hais et je méprise l'art de faire des révolutions ». Et, pendant qu'il débordait ainsi, vis-à-vis des Urquhartistes, de haine de la révolution et d'amour des Turcs, il publiait, avec Mazzini, des manifestes où ils préconisaient l'expulsion des Turcs de l'Europe et la transformation de la Turquie en une Suisse orientale, et signait même les appels à la révolution en général lancés par le comité central de la démocratie européenne<sup>1</sup>.

Comme Kossuth avait, dès la fin de 1853, gaspillé sans but précis les capitaux que, dans ses tournées de 1852, en Amérique, il avait, par ses conférences, réunis au nom de la Hongrie et que, d'autre part, M. Crawshay faisait la sourde oreille, le gouverneur renonça à la croisade qu'il projetait de faire à Constantinople, où il se contenta d'envoyer, avec les meilleurs recommandations, son agent le colonel Johann Bangya<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Le *Comité central de la démocratie européenne*, créé à Londres en juin 1850 à l'initiative de Mazzini, était une organisation de réfugiés bourgeois et petits-bourgeois de différents pays. Kossuth y jouait un rôle important, ainsi que Mazzini, Ledru-Rollin et Ruge. Le Manifeste inaugural du Comité, « Aux peuples ! », du 22 juillet 1850 (*Le Proscrit*, n° 2, du 6 août 1850) est critiqué par Marx et Engels dans leur revue internationale de mai à octobre 1850 publiée à l'automne de cette année dans la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*. Extrêmement hétérogène dans sa composition et ses principes idéologiques, le Comité se désintègre pratiquement en mars 1852 en raison des relations tendues entre les réfugiés italiens et français.

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « J'ai fait moi-même à Londres, en 1850, la connaissance de Bangya et de son ami d'alors, l'actuel général Türr. Les soupçons que m'avaient inspirés ses manigances avec tous les partis possibles, orléanistes, bonapartistes, etc., et ses relations avec les policiers de toute nationalité, il les fit tomber simplement en exhibant une lettre patente établie de la main même de Kossuth et par laquelle, précédemment directeur provisoire de la police à Komorn sous Klapka, il était nommé préfet de police *in partibus*. Chef secret de la police au service de la révolution, il devait naturellement se ménager des accointances avec la police au service des gouvernements. Au cours de l'été 1852, je découvris qu'il avait détourné et fait parvenir à un gouvernement allemand un manuscrit que je lui avais confié pour un libraire de Berlin. A propos de cet incident et de bien d'autres bizarreries qui m'avaient frappé dans cet homme, j'écrivis à un Hongrois de Paris; en outre, l'intervention d'un tiers fort bien renseigné me dévoila complètement le mystère Bangya; aussi, dans les premiers jours de l'année 1853, j'envoyai, signée de mon nom, une dénonciation publique à la *Gazette des Tribunaux (Criminal-Zeitung)* de New-York. Dans une lettre de justification, qui se trouve encore en ma possession, Bangya faisait remarquer que, moins que tout autre, j'avais le droit de le traiter d'espion, puisqu'il avait, toujours évité (et c'est vrai) de discuter avec moi les affaires de mon propre parti. Bien qu'à ce moment Kossuth et ses partisans ne l'aient pas laissé tomber, mes révélations dans la *Gazette des Tribunaux* lui rendirent plus difficiles ses opérations à Londres. Aussi Bangya mit-il d'autant plus d'empressement à saisir l'occasion que lui offraient les troubles orientaux de faire valoir ses talents sur un autre théâtre. Peu après la conclusion de la paix de Paris en 1856, j'appris par des journaux anglais qu'un certain Mehemed Bey, colonel au service de la Turquie, jadis connu comme chrétien sous le nom de Johann Bangya, avait, avec un certain nombre de réfugiés polonais, quitté Constantinople pour la Circassie, où il figurait comme chef d'état-major général de Sepher Pacha et en quelque sorte comme le « Simon Bolivar » des Tcherkesses. Dans la *London Free Press*, dont de nombreux exemplaires sont envoyés à Constantinople, je signalai le passé du Libérateur. Le 20 janvier 1858, ainsi que nous le rapportons dans le texte, un tribunal de guerre de la légion polonaise, commandée à Aderbi par le colonel Th. Lapinski, prononça la peine de mort contre Bangya, pour avoir projeté de trahir la Circassie. Mais, Bangya étant colonel turc, Sepher Pacha estima que l'exécution de ce jugement n'était pas compatible avec les égards dus à la Sublime porte; il embarqua donc le condamné pour Trébizonde, d'où Bangya ne tarda pas à gagner Constantinople après avoir été remis en liberté. Cependant les émigrés hongrois de Constantinople avaient pris avec passion fait et cause pour Bangya contre les polonais. Protégé par l'ambassade russe contre le Divan (qui, par-dessus le marché, était obligé de le nourrir avec son harem), assuré contre les Polonais par le préjugé de ses compatriotes,

Le 20 janvier 1858, un tribunal militaire, siégeant à Aderbi en Circassie, condamna unanimement à mort Mehemed Bey, anciennement Johann Bangya d'Illosfalva, convaincu, par ses propres aveux et les dépositions des témoins, d'avoir trahi le pays et entretenu une correspondance secrète avec l'ennemi (le général russe Philipson); ce qui n'empêche pas ce même Bangya de continuer à vivre tranquillement à Constantinople jusqu'à ce jour. Dans ses aveux écrits remis au conseil de guerre, Bangya dit entre autres : « Mon activité politique m'était absolument prescrite par le chef de mon pays, Louis Kossuth... Muni de lettres d'introduction de mon chef politique, j'arrivai le 22 décembre 1853 à Constantinople. ».

Il se fit ensuite, raconte-t-il, musulman, et entra dans l'armée turque avec le grade de colonel.

« Mes instructions (données par Kossuth) me recommandaient expressément de me joindre, d'une façon ou d'une autre, aux détachements chargés d'opérations sur la côte circassienne. ».

Là il devait empêcher toute participation des Circassiens à la guerre contre la Russie. Il s'acquitta de sa mission avec succès, et vers la fin de la guerre envoya de Constantinople « à Kossuth un rapport détaillé sur la situation de la Circassie ». Avant sa seconde expédition en Circassie, entreprise en commun avec les Polonais, il reçut de Kossuth l'ordre d'agir de concert avec des Hongrois nettement désignés, entre autres le général Stein (Ferhad Pacha).

« Le capitaine Franchini<sup>1</sup>, dit-il, le secrétaire militaire de l'envoyé russe, assista à plusieurs de nos conférences. Le but de ces conférences, c'était de gagner la Circassie aux intérêts russes, de façon pacifique et lente, mais sûre. Avant que l'expédition quittât Constantinople (milieu de février 1857), je reçus des lettres et des instructions de Kossuth qui approuvait mon plan d'opération. ».

En Circassie, la trahison de Bangya fut découverte grâce à l'interception d'une lettre adressée au général russe Philipson.

« D'après mes instructions, dit Bangya, j'avais à nouer des relations avec le général russe. Longtemps je ne pus me décider à cette démarche; mais je reçus finalement des ordres tellement impératifs qu'il ne me fut plus possible de tergiverser. ».

Les débats du conseil de guerre d'Aderbi et surtout les aveux de Bangya firent grande sensation à Constantinople, Londres et New-York. A plusieurs reprises, même du côté hongrois, on pressa, mais en vain, Kossuth de faire une déclaration publique. Jusqu'à ce jour il a gardé le silence le plus scrupuleux sur la mission de Bangya en Circassie.

Dans l'automne 1858, Kossuth colporta, à travers l'Angleterre et l'Ecosse, des conférences bon marché contre le concordat autrichien<sup>2</sup> et Louis Bonaparte. Il faut lire le *Glasgow Sentinel* (20 novembre 1858) pour se rendre compte du fanatisme passionné qu'il montrait alors à mettre les Anglais en garde contre les intentions

---

Bangya publia très froidement sa propre apologie dans le *Journal de Constantinople*. Mais bientôt l'arrivée d'une députation circassienne mit fin à la plaisanterie. Les émigrés hongrois laissèrent officiellement tomber leur protégé, bien que de mauvaise grâce. Tous les papiers du tribunal militaire d'Aderbi, y compris les aveux de Bangya, ainsi que les autres documents échangés plus tard à Constantinople, furent envoyés, par les émigrés politiques de Constantinople, à Londres où un extrait en fut publié dans la *Free Press* (12 mai 1858). J'ai publié ces documents avec plus de détails dans le numéro du 16 juin 1858 de la *New-York Tribune*. »

<sup>1</sup> Enrico Franchini.

<sup>2</sup> Les conférences de Kossuth de 1858 et un certain nombre de ses articles ont été publiés à Bruxelles en 1859 sous le titre : Kossuth L., *L'Europe, l'Autriche et la Hongrie*. Les Concordats sont des accords entre le pape et les gouvernements des différents pays sur le statut et les privilèges de l'Eglise catholique dans ces pays. En vertu du Concordat de 1855 conclu par le Saint-Siège et Vienne, l'Eglise catholique d'Autriche devait jouir de l'autonomie, du droit de communication directe avec Rome et du droit de propriété. Elle devait agir en tant que censeur spirituel suprême et exercer une grande influence sur les écoles.

1859

traïtresses de Louis Bonaparte qu'il stigmatisait comme le secret allié de la Russie. Quand Napoléon, au commencement de 1859, démasqua ses plans italiens, Kossuth le dénonça dans le *Pensiero* de Mazzini, et engagea « tous les vrais républicains », Italiens, Hongrois et même Allemands, à ne pas tirer les marrons du feu pour le Quasimodo impérial. En février 1859, Kossuth eut l'assurance que le colonel Kiss, le comte Teleki<sup>1</sup> et le général Klapka, embrigadés depuis assez longtemps dans la camarilla rouge du Palais-Royal, combinaient avec Plon-Plon des plans de conspiration en vue de provoquer une insurrection en Hongrie. Kossuth menaça d'engager une polémique ouverte dans la presse anglaise, au cas où il ne serait pas admis, lui aussi, dans cette « alliance secrète ». Plon-Plon ne demandait pas mieux que de lui ouvrir les portes du conclave. Muni d'un passeport anglais au nom de M. Brown, Kossuth se rendit à Paris au commencement de mai, courut au Palais Royal et expliqua longuement à Plon-Plon ses plans de soulèvement de la Hongrie<sup>2</sup>. Dans la soirée du 3 mai, le prince rouge conduisit, dans sa propre voiture, l'ex-gouverneur aux Tuileries pour l'y présenter au sauveur de la société. Pendant cette entrevue avec Louis Bonaparte, Kossuth manqua de son habituelle facilité de parole, si bien que Plon-Plon dut se faire le porte-parole et apporter en quelque sorte à son cousin le programme de Kossuth. Kossuth a reconnu par la suite et vanté la fidélité presque textuelle de l'exposé fait par Plon-Plon. Après avoir écouté très attentivement l'exposé de son cousin, Louis Bonaparte déclara qu'un seul obstacle l'empêchait d'adopter les propositions de Kossuth; et cet obstacle, c'étaient les principes républicains et les relations républicaines de Kossuth. Là-dessus, l'ex-gouverneur renia de la façon la plus solennelle la foi républicaine et jura ses grands dieux que, pour le moment, il n'était pas républicain, qu'il ne l'avait d'ailleurs jamais été, que la seule nécessité politique et un bizarre enchaînement de circonstances l'avaient obligé à faire alliance avec le parti républicain de l'émigration européenne. Comme preuve de son anti-républicanisme il offrit au nom de son pays, la couronne de Hongrie à Plon-Plon. Mais, à ce moment, cette couronne n'était pas encore vacante. Kossuth ne possédait d'ailleurs pas de pouvoir notarié l'autorisant à mettre cette couronne aux enchères. Mais quiconque a suivi, avec quelque attention, les agissements de Kossuth à l'étranger, n'est pas sans savoir qu'il avait depuis longtemps pris l'habitude de parler de sa « chère Hongrie » comme un hobereau de sa propriété<sup>3</sup>.

Je considère comme sincère son reniement du républicanisme. La demande, faite à Pesth, d'une liste civile de 300.000 florins, pour maintenir l'éclat du pouvoir exécutif; le transfert à sa propre sœur du patronage des hôpitaux exercé jusque-là par une archiduchesse autrichienne<sup>4</sup>; la tentative de donner à quelques régiments le nom de Kossuth; ses efforts en vue de constituer une camarilla; la ténacité avec laquelle, à l'étranger, il se cramponna au titre de gouverneur auquel il avait renoncé au moment du danger; toute son atti-

---

<sup>1</sup> Ladislaus Teleki : politicien hongrois, il rejoindra les armées révolutionnaires de Garibaldi en 1860 et deviendra général de l'armée italienne à partir de 1861

<sup>2</sup> Les faits que Marx présente ici concernant la rencontre de Kossuth avec Napoléon III et ses transactions financières avec les Bonapartistes lui ont été rapportés par Szemere (voir la lettre de Marx à Engels du 28 septembre 1859 (C5, pp. 387-388)). Il les utilise également dans son article « Kossuth et Louis Napoléon », publié dans le *New-York Daily Tribune*, 24 septembre 1859. L'article a provoqué des répercussions considérables parmi les réfugiés hongrois aux Etats-Unis. « Les Hongrois de New York, Chicago, la Nouvelle-Orléans, etc., ont tenu des réunions au cours desquelles ils ont décidé d'envoyer à Kossuth une lettre le mettant au défi de se justifier par rapport à mon article dans le *New-York Tribune* », écrit Marx à Engels le 19 novembre 1859 (C5, p. 425). Une version de cet article, intitulée « Particulars of Kossuth's Transaction with Louis-Napoleon » a été publiée dans *The Free Press*, n° 10, du 28 septembre 1859. Le 8 octobre 1859, Marx écrit à Szemere que « le rapport du *Free Press* a été réimprimé dans des journaux de province anglais, écossais et irlandais ». Une version allemande de l'article est parue dans le supplément de *l'Allgemeine Zeitung*, n° 276, du 3 octobre 1859. Le 10 octobre, Marx informe Engels qu'il a également été réimprimé par le *Weser-Zeitung*. (C5, p. 398)

<sup>3</sup> **Note de Marx** : « On s'étonnera moins que de tels faits aient été portés à la connaissance du grand public, si l'on considère qu'il y avait eu moins deux bavards en cause. Pendant le séjour de Kossuth à Londres (fin de l'été 1859), ces faits furent d'ailleurs publiés dans les journaux anglais. »

<sup>4</sup> Maria Theresa.

tude ultérieure, d'un prétendant plutôt que d'un réfugié, - tout cela indique des tendances qui sont étrangères au républicanisme.

Après cette scène où il se lava du soupçon d'être républicain, on mit, par contrat, trois millions de francs à la disposition de M. Kossuth. Il n'y avait, dans ces stipulations, rien de répréhensible. L'organisation militaire des réfugiés hongrois exigeait en effet des moyens financiers; et pourquoi le gouverneur n'aurait-il pas reçu de son nouvel allié des subsides avec autant de droit qu'au cours de la guerre anti-jacobine les puissances despotiques de l'Europe recevaient des subsides de l'Angleterre ? Pour ses dépenses personnelles, Kossuth toucha sur le champ, à titre d'avance, 50.000 francs. Il stipula, en outre, à son profit certains avantages pécuniaires, une espèce de prime d'assurance, pour le cas où la guerre finirait trop tôt. La perspicacité financière et le sentiment mélodramatique ne s'excluent nullement. Ne savons-nous pas par Dusek, son ex-ministre des finances, qui doit être bien renseigné, que déjà pendant la révolution hongroise Kossuth avait pris la précaution de se faire verser son traitement, non pas en billets de Kossuth, mais en argent ou en banknotes autrichiennes.

Avant que Kossuth quittât les Tuileries, il fut convenu qu'il neutraliserait, en ouvrant en Angleterre une campagne neutraliste, les prétendues « tendances autrichiennes » du ministère Derby. On sait comment l'appui volontaire des whigs et de l'école de Manchester lui permirent d'exécuter avec le plus grand succès cette partie préliminaire de la convention. Une tournée de conférences, depuis *Mansion House* de Londres jusqu'à *Free Trade Hall* de Manchester constitua l'antithèse de la tournée faite dans l'automne 1858 à travers l'Angleterre et l'Ecosse, et où il débitait, à un schelling par tête, sa haine contre Bonaparte et Cherbourg, « cette menace permanente de l'Angleterre ».

Les Hongrois émigrés en Europe s'étaient pour la plupart séparés de Kossuth depuis la fin de 1852. La perspective d'une invasion de la côte adriatique avec l'appui français en ramena la plupart sous son drapeau. Les négociations avec la fraction militaire de ses nouveaux partisans avaient je ne sais quel arrière-goût décembriste. Afin de pouvoir leur attribuer une plus grande masse des subsides français, il donna de l'avancement à ces officiers; un lieutenant, par exemple, devenait commandant. Pour commencer, chacun toucha ses frais de voyage jusqu'à Turin, puis un riche uniforme (le prix d'un costume de commandant se montait à 150 £. st.), enfin six mois de solde d'avance, avec la promesse d'une pension pour un an après la signature de la paix. Les soldes n'étaient d'ailleurs pas exagérées : 10.000 francs pour le général en chef (Klapka), 6.000 francs pour les généraux de division, 5.000 francs pour les généraux de brigade, 4.000 francs pour les lieutenants-colonels, 3.000 francs pour les commandants, etc. Les forces militaires hongroises rassemblées à Turin comprenaient presque exclusivement des officiers sans soldats, et j'ai entendu à ce sujet bien des plaintes amères, parmi les « commun » des émigrés hongrois.

Le général Moritz Perczel, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, se dégagea par une déclaration publique dès qu'il eut percé à jour le jeu diplomatique. Malgré le contre-ordre de Louis Bonaparte, Klapka voulut à toute force débarquer près de Fiume, mais Kossuth maintint le corps des réfugiés hongrois dans les limites scéniques prescrites par le directeur du théâtre.

A peine le bruit de la signature de la paix de Villafranca fut-il parvenu à Turin que, de crainte d'être livré à l'Autriche, Kossuth fila dare-dare à Genève, en cachette et à l'insu des forces militaires à sa disposition. Pas un nom, ni celui de François-Joseph, ni celui de Louis Bonaparte, ne sonnait alors plus mal dans le camp hongrois que celui de Louis Kossuth, avec ce correctif toutefois que le comique de sa dernière escapade imposait en quelque sorte silence à la critique. Après son retour, Kossuth fit paraître à Londres une lettre adressée à son éléphant apprivoisé, un certain Mac Adam de Glasgow, où il déclara qu'il avait perdu ses illusions, mais qu'il n'avait pas été

joué, et termina par cette phrase émue qu'il n'avait pas où reposer sa tête, et que toutes les lettres qui lui étaient destinées devaient donc être adressées au domicile de son ami F. Pulszky, chez qui le fugitif avait trouvé asile. La brutalité plus qu'anglo-saxonne avec laquelle la presse de Londres engagea Kossuth à bien vouloir se louer une maison à Londres avec les subsides bonapartistes lui fit comprendre que son rôle était provisoirement fini en Angleterre.

En plus de son talent d'orateur, Kossuth possède le grand talent de se taire, dès que l'auditoire montre nettement des dispositions défavorables, ou qu'en réalité il n'a rien à dire pour sa propre défense. Tout autant que le soleil il connaît l'art des éclipses. Qu'il sut rester du moins une fois dans sa vie conséquent avec lui-même, c'est ce que nous prouve la récente lettre dans laquelle il déconseillait à Garibaldi toute attaque de Rome, pour ne pas froisser l'empereur des Français, « le seul soutien des nationalités opprimées ».

De même que, dans la première moitié du XVIIIe siècle, Alberoni<sup>1</sup> fut surnommé le cardinal colossal, on peut appeler Kossuth un fumiste colossal. Il est, au fond, l'improvisateur qui reçoit ses expressions de son public du moment, et non pas l'auteur qui impose au monde ses idées originales. De même que Blondin danse sur sa corde, Kossuth danse sur sa langue. Séparé de l'atmosphère de son peuple, il ne pouvait que devenir un simple virtuose, avec tous les travers du virtuose. Si Kossuth fut un jour la harpe éolienne que fait résonner un ouragan populaire, il n'est plus actuellement que l'oreille de Denys, qui répète les murmures des appartements mystérieux du Palais-Royal et des Tuileries.

Après Kossuth, Marx se tourne à présent vers **György Klapka**.

Il serait tout à fait injuste de mettre le second patron de Vogt, le général Klapka, sur le même rang que Kossuth. Klapka fut un des meilleurs généraux de la révolution hongroise, Pour lui, comme pour la plupart des officiers rassemblés à Turin, Louis Bonaparte était à peu de chose près ce que Louis XIV avait été pour François Rakoczy. Pour eux tous, Louis Bonaparte représente la puissance militaire française, qui peut être utile à la Hongrie, sans jamais pouvoir, pour des raisons géographiques, lui être nuisible<sup>2</sup>.

Mais pourquoi Vogt en appelle-t-il à Klapka ?

Klapka n'a jamais nié qu'il appartient à la camarilla rouge de Plon-Plon. Pour faire de « l'ami » Klapka le garant de « l'ami » Vogt ? Klapka ne possède pas de talent particulier pour le choix de ses amis. Un de ses amis préférés à Komorn fut le colonel Assermann. Écoutons, au sujet de ce colonel Assermann, le colonel Lapinski, qui servit sous Klapka jusqu'à la capitulation de Komorn et se distingua par la suite en Circassie par sa lutte contre les Russes.

---

<sup>1</sup> Giulio Alberoni, Cardinal et Premier ministre du roi d'Espagne Philippe V de 1717 à 1719.

<sup>2</sup> **Note de Marx** : « Bien que je comprenne, de la part de Klapka, un tel point de vue, je n'en fus pas moins surpris de trouver quelque chose d'approchant dans la brochure de Szemere, citée plus haut, et j'ai franchement fait savoir à Klapka mon opinion à ce sujet. Ce que je comprends encore moins, c'est sa dernière déclaration sur les concessions autrichiennes. Je sais que, dans les affaires publiques, Szemere ne se laisse pas déterminer par des motifs d'ordre privé et qu'il avait des raisons importantes pour faire sa déclaration; qu'avec ce que Vienne leur a donné les Hongrois peuvent tout prendre à Pesth; que toute insurrection hongroise fomentée de l'extérieur et surtout avec l'appui de la France entrainera nécessairement une intervention russe en Hongrie, pour ou contre l'Autriche; qu'enfin l'autonomie accordée à la Transylvanie, à la Slavonie, à la Croatie et à la Voïvodine ne manquera pas, en ce moment, d'assurer au cabinet viennois le concours de ces « nationalités » contre les Magyars tout comme en 1848-49. Tout cela est exact, mais on pouvait le dire sans avoir l'air de reconnaître la Constitution hongroise dans l'édition mutilée *ad usum delphini*, publiée par Vienne. »

« La trahison de Világos<sup>1</sup>, écrit Lapinski, avait provoqué la plus grande terreur parmi les nombreux officiers d'état-major qui se trouvaient à Komorn et n'avaient rien à faire... Ces messieurs parfumés, aux cols dorés, dont la plupart ne savaient ni tenir un fusil ni commander trois hommes, furent pris de peur, couraient de tous côtés et cherchaient les moyens de s'en tirer indemnes, coûte que coûte. Eux qui avaient, au prix de quels efforts, réussi à se séparer, sous n'importe quel prétexte, du gros de l'armée et à se retirer dans la douce tranquillité de la forteresse imprenable, sans autre occupation que de donner tous les mois quittance d'une solde régulièrement touchée, ils reculèrent d'horreur devant l'idée d'engager une lutte à mort... Ce furent ces misérables qui agitèrent devant les yeux du général les faux spectres de troubles intérieurs, d'émeutes, etc., afin de le décider au plus vite à rendre la forteresse, pourvu qu'ils pussent sauver et leurs personnes et leurs biens. Beaucoup s'intéressaient surtout à cette dernière question, car tous leurs efforts pendant toute la révolution n'avaient visé qu'à une seule chose: s'enrichir. Et plus d'un y avait réussi. C'était d'ailleurs chose facile pour certains, puisqu'il se passait souvent six mois sans qu'ils eussent à rendre compte des sommes reçues. Comme cette organisation favorisait la malhonnêteté et la tromperie, plus d'un a peut-être puisé dans la caisse plus qu'il ne lui était permis... L'armistice conclu, comment en profita-t-on ? Il y avait dans la forteresse des vivres pour plus d'un an; on en fit passer dans les villages voisins des quantités dépassant les besoins, mais on n'apporta pas la moindre provision des environs. Les paysans avaient beau demander qu'on leur achetât le foin et l'avoine qui se trouvaient dans les villages les plus rapprochés, on leur laissa leurs denrées, et quelques semaines plus tard les chevaux des cosaques mangeaient le bien des paysans, alors que, dans la forteresse, nous nous plaignions de manquer du nécessaire. On vendit hors de la ville la majeure partie des bêtes à abattre que nous avions dans la forteresse, sous prétexte que nous ne disposions pas de suffisamment de fourrage. Le colonel Assermann ne savait probablement pas qu'on peut faire des salaisons. On vendit également une grande partie du blé sous le prétexte qu'il moisissait. Et tout cela ouvertement ! En cachette, on fit pis encore. Ayant à ses côtés un homme tel qu'Assermann et dans son entourage plusieurs individus de même acabit, Klapka ne pouvait, certes, que renoncer bien vite à toute bonne idée qui lui venait. Ces messieurs s'en chargeaient. (Lapinski, pp. 202-206) ».

Les mémoires de Görgey et de Klapka signalent avec la même insistance que Klapka manquait de caractère et d'intelligence politique. Toutes les fautes qu'il commit pendant la défense de Komorn proviennent de là.

« Si Klapka avait possédé, en outre de ses connaissances et de son patriotisme, une ferme volonté personnelle et qu'il eût agi d'après l'opinion qu'il s'était faite lui-même au lieu de se ranger à l'opinion que lui avaient imposée des imbéciles et des lâches, la défense de Komorn eût un jour brillé, tel un météore, dans l'histoire. (p. 209) ».

Le 3 août, Klapka avait remporté à Komorn une brillante victoire sur le corps autrichien d'investissement, qu'il avait dispersé et mis pour longtemps hors de combat. Il prit ensuite Raab et aurait pu s'emparer sans difficulté de Vienne même. Mais il demeura huit jours à Raab, inactif et ne sachant que faire. Puis il regagna Komorn, où il trouva la nouvelle de la capitulation de Görgey ainsi qu'une lettre de ce général. L'ennemi demandait un armistice pour pouvoir concentrer à Komorn le corps d'investissement qui venait d'être battu et les Russes qui s'avançaient de Rima Szombat, et bloquer la ville en toute tranquillité. Au lieu d'attaquer les unes après les autres et de battre les divisions ennemies qui ne faisaient que se rassembler,

---

<sup>1</sup> Le 13 août 1849, à Világos, l'armée hongroise commandée par Görgey se rend aux troupes tsaristes envoyées pour aider les Habsbourg à réprimer la révolution en Hongrie. Bien que l'armée hongroise possède des ressources considérables et soit capable de poursuivre la lutte, Görgey capitule par trahison pour répondre aux souhaits de la noblesse conservatrice qui s'oppose à une propagation de la révolution.

Klapka ne put se résoudre à quoi que ce soit, mais refusa cependant aux parlementaires autrichiens et russes l'armistice sollicité.

Mais alors, raconte Lapinski,

« un officier d'ordonnance de l'empereur Nicolas se présenta le 22 août à Komorn...Mais, dit le Méphisto russe d'un ton mielleux, vous nous accorderez bien une suspension d'armes de quinze jours, monsieur le général; Sa Majesté, mon très auguste Empereur, m'a chargé de vous en prier. Ces paroles agirent comme un poison virulent. Ce que n'avaient pu les efforts des parlementaires autrichiens ni les instances des parlementaires russes, ce fin renard de Russe l'obtint en quelques mots. Klapka fut incapable de résister à ce fin compliment et signa un armistice de quatorze jours. C'est de ce moment que date la chute de Komorn. »

Cet armistice, le colonel Assermann, avec l'autorisation de Klapka, en profita, comme nous l'avons dit plus haut, pour en finir en deux semaines avec les approvisionnements de la forteresse, suffisants pour toute une année. Une fois l'armistice écoulé, Grabbe cerna Komorn du côté de la Waag, tandis que les Autrichiens, qui avaient graduellement porté leurs forces à 40.000 hommes, campaient sur la rive droite du Danube. La garnison de Komorn fut démoralisée par son inaction absolue derrière les redoutes et les murs. Klapka ne fit même pas de sortie contre le corps russe d'investissement qui n'avait jamais pris part à la moindre bataille et n'était fort que de 19.000 hommes. L'ennemi ne fut pas gêné un seul instant dans ses travaux préparatoires de siège. Depuis l'acceptation de l'armistice, Klapka préparait en réalité tout non pour la défense, mais pour la capitulation. La seule énergie qu'il déployait était d'ordre policier, dirigée contre les braves officiers qui s'opposaient à la capitulation.

« Finalement, écrit Lapinski, il devenait dangereux de parler des Autrichiens, si l'on ne voulait pas se faire arrêter. »

Enfin, le 27 septembre, la capitulation fut signée.

« Comparées à la puissance, à la situation désespérée du pays qui avait mis son dernier espoir sur Komorn, comparées à la situation européenne et à l'impuissance de l'Autriche, qui aurait fait les plus grands sacrifices pour s'emparer de Komorn, les conditions de la capitulation étaient aussi misérables que possible. » (Lapinski).

Elles servaient uniquement « à permettre à certains de passer bien vite la frontière en quittant Komorn », mais elles ne stipulaient pas la moindre garantie ni pour la Hongrie, ni même pour les généraux révolutionnaires tombés aux mains des Autrichiens. Elles étaient, par surcroît, rédigées avec une telle précipitation, tellement obscures et alambiquées, que ce fut un jeu pour Haynau de les violer par la suite.

Cela suffit pour Klapka, Si Vogt manque de caractère, Klapka est le dernier homme qui puisse lui en céder.

Enfin vient le tour de **James Fazy**.

Le troisième patron, c'est « James Fazy, le régénérateur de Genève », comme l'appelle le bouffon Vogt. Les lettres suivantes de Johann Philipp Becker<sup>1</sup>, adressées à la même personne que sa lettre reproduite plus haut, renferment une caractéristique tellement excellente de Fazy que nous aurions tort d'y ajouter quoi que ce soit.

---

<sup>1</sup> Le 9 avril 1860, Marx écrit à Johann Philipp Becker et le sollicite à propos de Fazy : « Ce serait très aimable à vous, *lui écrit-il*, et important pour ma brochure, si vous, qui connaissez si bien Fazy, pouviez m'envoyer *une petite note* sur ses activités depuis le *coup d'Etat*, accompagnée d'un portrait succinct portant sur son caractère. Pour moi, Vogt n'est que le second de Fazy que j'ai rencontré une fois à Paris (en 1843) et que j'ai immédiatement jugé à sa juste valeur en tant qu'ancien collaborateur du *National* (où même les meilleurs éléments *ne valaient pas grand-chose*). (C6, pp. 139-140)

Nous nous bornerons donc à une remarque liminaire. Le trait le plus répugnant des prétendues *Studien* de Vogt, c'est l'hypocrisie de l'horreur luthérienne, voire calviniste du « parti ultramontain<sup>1</sup> ». C'est ainsi, par exemple, qu'il présente à l'Allemagne l'alternative absurde de laisser les mains libres à Louis Bonaparte ou de tomber sous la domination du concordat autrichien, et il conclut : « Vraiment, nous aimerions mieux passer par une seconde période d'humiliation nationale. » (*Studien*, p. 52).

C'est avec les grognements les plus puritains qu'il part en guerre contre le « parti ultramontain, cet ennemi héréditaire, qui rongé la moelle intime de toute l'humanité, ce monstre (p. 120). ».

Il n'a jamais entendu dire, cela va de soi, ce que Dupin aîné lui-même a fait connaître au Sénat décembriste, que, « sous le régime de Louis Bonaparte, les congrégations, associations et fondations de toutes sortes directement soumises à l'ordre des Jésuites, ont pris plus d'extension que sous l'ancien régime, et que toutes les barrières officielles qui refrénaient, même avant 1789, les organes de la propagande ultramontaine, ont été systématiquement abattues par la législation et l'administration décembristes. ».

Mais ce que Vogt sait en tout cas, c'est que le pouvoir de son Bonaparte local, M. James Fazy, repose sur la coalition, existant depuis plusieurs années, du parti dit radical et du parti ultramontain. Lorsque le congrès de Vienne incorpora à la Confédération helvétique la ville de Genève, le vieux siège du calvinisme, il ajouta à son territoire, avec certains cantons savoisiens, une population rurale catholique et la crème du cléricalisme ultramontain. C'est l'alliance avec cet « ennemi héréditaire de l'humanité, avec ce monstre » qui a fait de Fazy le dictateur de Genève et de Vogt le Conseiller fédéral à la dévotion de Fazy. Voilà ce qu'il nous fallait dire en guise de préambule.

Paris, le 2 juillet 1860.

Cher R... ,

Je me décide enfin à répondre à votre désir et à vous dire ce que je pense de James Fazy.

De même que les sciences politiques ne servent à rien sans l'art d'en faire l'application à la vie, la politique reste stérile, si elle n'est pas basée sur la science et la pensée philosophique. Avec la science seule, aucun homme d'Etat ne réussit à amadouer qui que ce soit, et étale bien vite au grand jour son incapacité. Par contre, un homme qui ne possède qu'un art politique restreint, peut plus aisément cacher son manque de savoir et de productivité intellectuelle, passer pour un homme d'Etat pratique et avoir pour lui le grand marché de la médiocrité. L'activité d'un tel homme fera-t-elle faire à son peuple un pas en avant dans la voie du progrès social et créera-t-elle des garanties pour un développement continu et sans heurts, voilà ce qui dépasse le jugement d'une foule qui ne sait qu'admirer aveuglement. Pourvu qu'on ait l'air d'avancer et de progresser, et que tout se passe au nom de la liberté et de la civilisation.

En la personne de notre James Fazy, je vous présente un exemplaire de luxe de l'espèce dite homme d'Etat. Cet homme habile ne se contente pas de pratiquer l'art de la science d'Etat, il recourt abondamment aux artifices d'Etat, fait des tours d'adresse et des tours de force toutes les fois que le « bien public » l'exige, mais, avec sa prudence habituelle, il se garde de tout « salto mortale ». Habile à

---

<sup>1</sup> En Suisse, le parti ultramontain se forme dans les années 1840 à l'initiative des milieux catholiques réactionnaires, en lien avec l'intensification de l'opposition des cantons économiquement arriérés aux réformes libérales démocratiques menées par la bourgeoisie. Cette opposition a conduit à la création du *Sonderbund* et à une guerre civile en Suisse.

distribuer les rôles dans les coulisses, expert comme régisseur et comme souffleur, c'est le fin des fins des comédiens *welches*<sup>1</sup>. Sa « force d'âme », qui ne recule devant aucun moyen pour atteindre le but, serait estimable, si elle n'avait pour source la boue de ses objectifs. Une fois que l'on sait jusqu'à quel point cet homme manque de principes et de caractère, on a moins d'admiration pour la sagacité qu'il met à trouver les moyens et l'habileté avec laquelle il les emploie. Tout ce qui arrive ou germe de bien dans la vie du peuple qu'il gouverne, notre artiste en science d'Etat l'escamote audacieusement à son seul profit et le présente ensuite en son propre nom à la grande foule si bien que cette foule croit et jure que c'est « Papa Fazy » qui a fait tout cela ou du moins l'a fait faire. Il met la même adresse à nier sa propre responsabilité dans tout ce qui est mal ou impopulaire et à la rejeter sur autrui. Dans son conseil de gouvernement il ne tolère pas de caractère indépendant; il faut que ses collègues se laissent à sa guise désavouer par lui et charger de la paternité de ses insuccès. Soumis à discrétion à sa brutalité autoritaire, ils doivent toujours être prêts à servir de boucs émissaires et à encaisser les coups pour le salut du peuple et la gloire de leur président. De même qu'une tête couronnée, avant de « daigner » prendre une mesure quelconque, fût-ce absolument dans l'intérêt du peuple, commence par se demander si la dynastie n'aura pas à en souffrir, Papa Fazy, qu'il fasse quelque chose ou ne fasse rien, se demande : « cela ne va-t-il pas ébranler mon fauteuil de président ? ». C'est pourquoi notre héros règle toujours sa politique d'après les circonstances et vit au jour le jour : aujourd'hui il joue la comédie au Conseil de gouvernement, demain il exécutera un tour de jongleur au grand Conseil, et après-demain, il s'assurera un effet extraordinaire dans une réunion populaire; et la grande masse, qu'il cajole adroitement, qui ne demande pas mieux que d'avoir un dieu qu'elle puisse voir et entendre, adorer et vénérer, devient croyante et croit que ce sont des œufs qui chantent dans la poêle chaude quand c'est en réalité l'averse qui bat les toits. Je ne prétends nullement, en disant cela, que le peuple de Genève, manque de culture et d'intelligence; je crois au contraire qu'il serait difficile de trouver autre part une vie publique plus active, des efforts intellectuels plus vigoureux en vue de développer les libres institutions bourgeoises, qu'ici sur les rives du lac Léman. Je dirai plus tard comment M. Fazy a néanmoins réussi à plusieurs reprises à s'assurer la majorité des voix.

Ce qu'une génération active a réalisé depuis quinze ans à Genève, il le fait mettre sur le compte de sa propre administration par ses laquais et ses flagorneurs. La démolition des fortifications, l'extension et l'embellissement grandioses de la capitale du canton, etc., il veut qu'on les regarde comme son ouvrage. Et pourtant, toute administration, et même celle de M. Fazy, eût été mise impitoyablement de côté, si elle s'était opposée d'une façon quelconque au désir violent de la population de voir démolir les fortifications devenues inutiles et agrandir la ville qui devenait de plus en plus malsaine pour la masse humaine qui s'y trouvait resserrée. Pour Fazy, cette question était donc à la fois une question d'existence. Il l'a prise très énergiquement en mains - il faut lui rendre cette justice, - et c'est à la satisfaction générale qu'il a contribué à faire aboutir bien des améliorations. Mais il est impossible qu'un individu s'il n'est orgueilleux et présomptueux à l'excès, ose se donner comme l'auteur et le créateur de tout ce qu'une génération, grâce à une collaboration vigoureuse, a su réaliser sous la poussée des grandes exigences de l'époque. Seule la société tout entière crée, et sa création est toujours un ensemble relatif pour lequel chaque membre fournit, suivant sa force et sa position, une fraction plus ou moins grande. La foi aveugle en l'autorité n'est qu'une superstition comme toute autre et préjudiciable à tout sain développement.

Notre M. Fazy, je le sais bien, ressemble à tous les autres hommes : il ne fait que ce qu'il ne peut pas laisser et ne laisse que ce qu'il ne peut pas faire; et désireux de donner à son individualité son expression absolue, comme du reste tous les animaux, il ne recher-

---

<sup>1</sup> *Welche* est le surnom familial donné par les Suisses alémaniques aux Suisses romands.

che que la satisfaction de ses besoins. On peut tout aussi peu lui demander d'être autre qu'il est que l'on peut demander à un chat d'entrer volontairement dans l'eau ou à un cheval de grimper sur les arbres. Sans quoi il ne serait pas James Fazy, et s'il n'était pas James Fazy, il serait peut-être Louis Bonaparte ou quelque chose de ce genre. Si c'est être grand, pour celui qui possède l'autorité, que de tenir le peuple en lisières, de l'illusionner par des tours de passe-passe, sans imprimer à la culture intellectuelle et morale le cachet du progrès intensif, et de ne jalonner les traces de son existence que par la corruption de la société, il est hors de doute que Fazy lui aussi serait grand et pourrait exciter l'envie de tyrans plus puissants.

Notre homme s'entend aussi bien qu'un homme du monde à louver entre les contradictions, et c'est des contradictions qu'il a, par une formule magique, modelé le compas grâce auquel il conduit la barque de l'Etat. Tantôt ce sont les radicaux qui lui fournissent l'équipage et les ultramontains la cargaison, tantôt c'est le contraire, suivant que telle ou telle combinaison arrange les affaires du pilote. De cette façon, la machine de l'Etat est toujours en mouvement et oscille continuellement comme le balancier d'une pendule. Heureux résultat ! Les radicaux jurent qu'on avance, les ultramontains qu'on recule. Tous deux ont raison. C'est la loi qui les sauve tous deux, et Fazy, leur dieu, reste au gouvernail.

Mon cher ami, contentez vous, pour le moment, de ces lignes.

Avec mes salutations les plus cordiales,

Votre J. Philipp BECKER.

Paris le 20 juillet 1860.

Mon cher R... ,

Ainsi vous vous figurez que mon portrait de Fazy est trop chargé en couleur. Pas du tout, mon cher ami. Il n'est d'ailleurs pas loisible à l'homme de formuler sur les personnes et les choses les pensées et les jugements qu'il veut; il est obligé de se conformer à sa propre observation et à son expérience intime. Quiconque, dans ces sortes d'affaires, parle contrairement à sa pensée ou agit contrairement à sa pensée est infidèle à lui-même et une simple canaille.

Fazy, qui a reçu sa première éducation dans un institut de Herrnhut<sup>1</sup> à Neuwied et parle bien l'allemand, paraît encore aujourd'hui, alors qu'il a 65 ans, juger l'Allemagne et le peuple allemand d'après les impressions qu'il a reçues dans cet établissement modèle. Tout ce qui est allemand, cela provint-il de la Suisse allemande, n'est pas de son goût et ne trouve qu'à de rares exceptions grâce devant lui. En sa qualité de Genevois de naissance et par son long séjour aux Etats-Unis d'Amérique, il se trouvait intimement familiarisé avec les institutions républicaines, les moyens d'agitation et surtout, conformément à son naturel, avec les « trucs » de l'intrigue. Il est démagogue plus que démocrate, et sa principale maxime d'Etat et son enseigne : *laissez aller et laissez faire* ne seraient pas trop mauvaises, s'il pouvait s'abstenir d'intervenir partout où quelque chose se prépare sans autorisation du gouvernement, soit pour augmenter d'une valeur le compte de sa gloire, soit, quand ce ne peut être le cas, pour faire échouer l'entreprise, comme ce fut le cas pour la Banque de crédit et d'échange projetée par M. Mayer et d'autres et pour la construction d'une Ecole des arts et métiers. Au

---

<sup>1</sup> Il s'agit de l'une des institutions éducatives de bienfaisance gérées par les communautés des frères de Herrnhut. La première de ces communautés a été créée à Herrnhut, en Saxe, en 1722 par des adeptes d'une fraternité religieuse connue à l'origine sous le nom de Frères moraves. Il y avait un certain nombre de communautés Herrnhut en Allemagne, en Amérique et en Afrique du Sud.

moment de la révolution de Genève en 1846<sup>1</sup>, M. James Fazy régla sa conduite d'après le principe : pour vivre vieux un soldat doit éviter les coups de feu; et il songeait aux moyens de fuir bien plus qu'aux moyens de vaincre. Il était justement sur le point de quitter secrètement Genève, quand Albert Galeer, l'âme de tout le mouvement, décida, par un suprême effort, la lutte longtemps indécise et vint lui annoncer la victoire complète. Galeer, qui ne pensait qu'à la bonne cause et nullement à sa propre gloire, qui croyait, du moins à cet instant, au sincère amour de Fazy pour le peuple, vit avec une certaine satisfaction qu'à une réunion populaire, organisée aussitôt après la victoire, notre héros, qu'on avait à temps empêché de prendre trop hâtivement la poudre d'escampette, se comportait en vainqueur. A cette date, Galeer pouvait d'autant moins songer à occuper, sitôt la révolution accomplie, un poste dans le gouvernement, qu'il n'était pas Genevois, mais citoyen du canton de Berne, et que, par conséquent, d'après les lois fédérales alors en vigueur, il n'était ni électeur, ni éligible. Il est vrai qu'on ne tarda pas à lui donner le droit de cité, puis à l'élire membre du grand Conseil et à lui confier le poste de traducteur des documents d'Etat. Il devint, comme centre de la jeunesse résolue de Genève, un solide soutien du régime radical. Grâce à lui, Fazy devint de plus en plus l'idole de la grande masse. Avec la phraséologie du radicalisme français, qu'il s'était appropriée à Paris, au temps de Louis-Philippe, comme collaborateur du *National*, James Fazy faisait de l'agitation et masquait à cœur joie, dans la presse et à la tribune, ses pensées et ses aspirations. Malgré ses artifices de démagogue, il fut, dès la fin de la première année, sérieusement accusé dans différents cercles d'entretenir des relations secrètes avec les chefs de l'ultra-montanisme et, peu après, d'être francophile. Dans la Suisse allemande, où l'on examine les choses avec plus de sang-froid et les juge avec plus de calme, on semble avoir plus tôt percé à jour toutes ses manœuvres. Vers la fin de l'année 1847, immédiatement après la fin de la guerre du Sonderbund, M. James Fazy, désireux de faire une visite au général Ochsenbein<sup>2</sup>, se présenta dans les bureaux du département de la guerre, où je me trouvais seul, le général et les autres officiers visitant justement les blessés dans les hôpitaux. Quand, à son retour, je fis connaître à Ochsenbein qu'en son absence M. Fazy lui avait rendu visite, il prit un air de mépris et laissa tomber ces paroles : « Oh ! Cet homme faux et hypocrite ! ». Il se peut qu'aujourd'hui le général Ochsenbein, ancien président de la Confédération helvétique et du gouvernement bernois, vivant depuis plusieurs années en Suisse d'une pension que lui sert l'empereur des Français, professe des sentiments plus bienveillants à l'égard de son ancien collègue, certainement du même acabit que lui-même. Mais ce qui continue à surprendre tout le monde, c'est que M. Fazy n'ait jamais été désigné par l'Assemblée fédérale suisse pour faire partie du Conseil fédéral, malgré tous ses efforts et ceux de ses amis, et malgré la tendance, poussée jusqu'à l'étroitesse d'esprit, de cette Assemblée d'assurer alternativement aux cantons les plus importants la représentation dans le gouvernement central. A l'égard du pouvoir fédéral, où il ne peut exercer de pouvoir, mais qui restreint cependant la souveraineté cantonale si commode pour lui, Fazy s'est toujours montré récalcitrant et n'a jamais manqué de lui faire des crocs-en-jambe.

Lorsqu'au début de l'année 1849 la police fédérale jugea opportun et politique de me poursuivre pour avoir organisé une légion sicilienne<sup>3</sup>, je me rendis à Genève, où Fazy me dit que je pouvais l'or-

---

<sup>1</sup> Il s'agit des émeutes de rue survenues à Genève en octobre 1846, provoquées par les divergences entre les radicaux bourgeois et les droitiers sur l'attitude à adopter envers le Sonderbund et les réformes démocratiques dans l'administration du canton de Genève.

<sup>2</sup> Ulrich Ochsenbein. Homme politique et général suisse. Membre du parti radical démocratique, il a fait partie, de 1848 à 1854, du premier Conseil fédéral où il occupe le Département militaire. Il servira dans l'armée française en 1855 pendant la guerre de Crimée et en 1871 pendant la guerre franco-allemande.

<sup>3</sup> En janvier 1849, Mazzini et J. Ph. Becker avancent un projet de création d'une légion républicaine germano-helvétique volontaire pour soutenir le mouvement révolutionnaire en Sicile. Le Conseil fédéral suisse interdit la propagande de ce plan dans la presse suisse, car elle porte atteinte à la neutralité de la Suisse. Les tentatives de Becker pour organiser l'envoi en Italie des 2.500 volontaires rassemblés à

ganiser tout à mon aise et que je n'avais pas à m'occuper du Conseil fédéral. Je sais bien que M. Fazy n'hésite jamais à sacrifier quiconque se trouve dans la détresse, eût-il le droit et la loi pour lui, comme j'en ai fait moi-même l'expérience par la suite dans une affaire qu'il serait trop long d'exposer dans une lettre, mais dont peuvent témoigner les commissaires fédéraux Dr. Kern et Trog.

Dans l'affaire des réfugiés, s'opposant, sous le couvert de l'humanité, aux mesures du Conseil fédéral, il persécutait, avec un arbitraire impitoyable, les réfugiés qui n'avaient pas l'heur de lui plaire. Les hommes de valeur, qui se trouvaient en relations assez étroites avec Galeer<sup>1</sup> en qui il pressentait un futur rival, étaient particulièrement exposés à des persécutions rigoureuses. Le grand Heinen lui inspirait de l'horreur et fut obligé de quitter bientôt le canton : « à ses allures on dirait que le sol lui appartient », voilà la seule raison que, de façon naïve, Fazy fit valoir. Sans ordre du Conseil fédéral, Struve fut arrêté avec sa femme au cours d'une promenade et, comme espion russe, reconduit à la frontière du canton de Vaud. Galeer eut juste le temps de se précipiter chez Fazy pour lui faire comprendre son erreur. Il y eut des discussions bruyantes, car Fazy se figure paraître d'autant plus dans le vrai qu'il crie plus fort et simule davantage l'indignation. Il fallait que Struve demeurât espion russe. Si mes souvenirs sont exacts, cette scène eut lieu à l'hôtel des Borgues chez le réfugié russe M. Herzen dont le président du gouvernement genevois acceptait volontiers les invitations à dîner. En tout cas, M. Herzen n'avait aucune part dans la suspicion malpropre dont Struve était l'objet. De toute évidence, Fazy est plus russophile que Struve. Je me rappelle, en effet, l'avoir entendu dire dans un discours prononcé à une fête quelconque : « Les ouvrages de J.-J. Rousseau sont plus lus et mieux compris en Russie qu'en Allemagne ». Il est vrai qu'en lançant cette affirmation, il se proposait surtout de donner un coup de patte aux amis allemands de Galeer et aux Allemands en général.

Galeer qui, dans les questions politiques, eût jusqu'alors soutenu Fazy envers et contre tous, et que je revis immédiatement après son altercation avec Fazy au sujet de Struve, me dit la mort dans l'âme : « tout est fini avec Fazy; en toute conscience, je ne puis plus avoir de relations avec lui; cet homme est un vrai monstre politique, aux désirs purement bestiaux; si je restais davantage son allié, ce serait ruiner au fond la cause populaire. Ce n'est que si on lui oppose un parti nettement libéral qu'il est obligé, pour sauver sa situation, de maintenir haut et ferme le drapeau du radicalisme. Tant qu'il n'a contre lui que la vieille aristocratie, les choses ne feront qu'empirer, puisqu'il flirte depuis fort longtemps avec les ultramontains; et il peut faire tout ce qu'il veut. Il n'a d'ailleurs pas les sentiments suisses, et s'inspire de Paris plus volontiers que de Berne. Depuis longtemps j'avalais suffisamment de raisons de rompre avec lui, mais j'en fus empêché par ma vieille habitude de le considérer comme un homme d'honneur. Ce n'est qu'après de longs combats intérieurs et à la suite de l'algare extérieurement d'aujourd'hui que j'ai pu me décider à régler mes comptes avec lui. ».

Autour de Galeer se groupèrent tous les hommes de caractère assez indépendant, et particulièrement les gens de la jeune école d'économie politique, et l'on ne tarda pas à désigner sous le nom de parti démocratique les éléments nettement radicaux et socialistes ainsi réunis. A partir de ce moment, le radicalisme, à part certaines exceptions, consistait uniquement à montrer une servilité consciente ou inconsciente vis-à-vis de Fazy, qui venait de trouver le véritable levier de sa majorité dans les régions catholiques de la Savoie réunies à Genève depuis 1815. Le clergé ultramontain, tout puissant dans ces régions, fit alliance avec le radicalisme, résultat des manœuvres de Fazy. Galeer fut, de la façon la plus honteuse, sus-

---

Marseille échouent en raison de l'interdiction imposée par les autorités françaises, qui préparent une intervention contre la République romaine.

<sup>1</sup> Albert Galeer. Membre du *Deutsche Arbeiterbildungsverein* (l'association allemande pour l'éducation ouvrière) de 1840 à 1841, il s'écarte de Wilhelm Weitling pour se rapprocher de James Fazy et de Johann Philipp Becker.

pecté, persécuté, et révoqué de ses fonctions. Le jeune parti démocratique, maintenant placé entre le parti aristocratique d'un côté et de l'autre côté le parti des anciens radicaux et des ultramontains unis, ne pouvait pas encore présenter de liste autonome aux élections qui approchaient. Et, malgré le refus de James Fazy de faire figurer sur sa liste quelques noms de démocrates, Galeer et ses amis, dédaignant toutes les offres du parti aristocratique, décidèrent de voter cette fois encore pour la liste de Fazy, et d'attendre leur victoire de l'avenir. Si Fazy avait sincèrement voulu le progrès et le développement civique bien compris, il n'aurait pas eu besoin de se mettre à la remorque répugnante des ultramontains qui regardent toujours en arrière. Afin de donner plus librement cours aux persécutions et aux suspicions haineuses à l'adresse de Galeer, les satellites de Son Excellence le Président « radical » fondèrent un journal spécial pour éviter à ce malin qu'était leur seigneur et maître l'ennui de souiller de ses invectives son moniteur, la *Revue de Genève*; mais, par contre, ces invectives ornaient d'autant plus abondamment la feuille de ses valets qu'il lui était toujours loisible de les désavouer. Galeer, de santé délicate, ne tarda pas à succomber à cette guerre perfide et mourut dans le courant de cette même année 1852, à l'âge de 33 ans. Que de fois n'ai-je pas entendu répéter à Genève : « Notre bon et brave Galeer est tombé victime de la vengeance impitoyable de notre jésuitique tyran ». Aux élections qui suivirent, les amis de Galeer acceptèrent d'autant plus volontiers l'alliance que leur offrait l'aristocratie que celle-ci se contentait de la chute de Fazy et d'une faible part qui lui serait faite dans le gouvernement. Il est fort probable que Galeer, immuablement fidèle à ses principes, aurait, cette fois encore, refusé cette alliance; mais, disaient les gens de son parti, pourquoi M. Fazy nous a-t-il donné l'exemple en s'alliant aux ultramontains, pourquoi rougirions-nous du concours après tout convenable de l'aristocratie, du moment que Fazy se met sans vergogne à la remorque répugnante des ultramontains ? Pourquoi ne pourrions-nous pas marcher dans la voie du progrès avec l'aristocratie cultivée au moins aussi bien que Fazy prétend le faire avec l'ultramontanisme ignorant ?

Aux élections (en novembre 1853, je crois), où beaucoup de radicaux, même de ceux qui siégeaient avec Fazy dans les conseils du gouvernement, passèrent aux démocrates, le héros de 1846 fut donc, par une forte majorité, précipité de son fauteuil de président. Dès lors, l'embarras de l'ex-président criblé de dettes fut extraordinairement grand. Il me faut anticiper ici quelques faits caractéristiques de sa vie.

M. James Fazy avait, avant de prendre les rênes du gouvernement, gaspillé dans les plaisirs et les amours un bel héritage; il était endetté jusqu'au cou et ses créanciers le pourchassaient impitoyablement. Dès qu'il occupa le fauteuil de président, il essaya « dans l'intérêt, cela va de soi, de la liberté personnelle », de faire supprimer la prison pour dettes. En 1856, un Genevois accablé de dettes ne me disait-il pas : « Quelle chance que nous ayons comme président du gouvernement un faiseur de dettes qui, s'il ne supprime pas les dettes, a du moins supprimé la prison pour dettes ».

Dans les premières années qui suivirent l'année 1850, M. Fazy se trouva dans une situation tellement embarrassée que « le peuple reconnaissant » dut lui venir en aide et lui faire cadeau d'un grand terrain à bâtir sur l'emplacement gagné par le nivellement des fortifications. Et pourquoi pas ? N'avait-il pas contribué à débarrasser ce terrain des fortifications ? Pourquoi ne s'en laisserait-il pas « annexer » un bout, puisque des potentats plus grands que lui ont agi de la sorte sans vergogne ? M. Fazy put dès lors vendre de grands terrains à bâtir et même se faire construire une belle grande maison. Malheureusement, il ne tarda pas à s'endetter de nouveau et ne put payer ses ouvriers. Dans les premiers jours de 1855, il dut s'entendre crier en pleine rue par un maître menuisier à qui il devait quelques billets de mille francs : « Paie-moi, canaille, pour que je puisse acheter du pain à mes enfants ». Et c'est dans ces conditions que notre homme, serré de tous côtés, devint ex-président. Et, pour mettre le comble à ses malheurs, il lui survint un embarras

plus pénible encore. La Caisse d'Escompte, établissement de crédit radical, fut obligée de suspendre ses paiements.

Les amis de Fazy, intéressés dans cet établissement, et criblés eux-mêmes de dettes, avaient, contrairement aux prescriptions des statuts et sans tenir compte des disponibilités, accordé des crédits à Fazy et à eux-mêmes. Le directeur de la Banque, encore en prison aujourd'hui, s'était accordé à lui-même, - les mauvais exemples sont pernicieux - des crédits encore plus exagérés. Et c'est ainsi que la Caisse se trouvait à la veille d'un grave événement, la faillite. Les économies de centaines de familles ouvrières étaient en danger. Il fallait à tout prix aviser et arranger la situation, si l'on ne voulait pas voir le déficit emporter le fazysme, comme le vent emporte la balle d'avoine. Dans les circonstances données, on ne pouvait naturellement pas songer à réunir de l'argent directement pour la Caisse d'Escompte. Mais il se trouvait qu'au même moment un autre établissement de crédit, la Banque Générale suisse, se débattait précisément à Genève dans les difficultés de la période d'organisation. C'est à cette banque qu'il fallait procurer des fonds considérables, afin que, par réciprocité, elle sauvât la Caisse d'Escompte du flot descendant des disponibilités et M. Fazy du flot montant des dettes. Fazy dut faire le sauveteur pour être sauvé à son tour. En cas de réussite, on lui garantissait une commission de tant pour cent, et à la Caisse d'Escompte le capital qui la remettrait à flot. Dans ce but, c'est-à-dire pour son propre compte et pour les affaires de la Banque Générale suisse, M. Fazy se rendit donc à Paris, où, après un séjour de plusieurs semaines et, d'après le bruit public, avec le gracieux appui de Sa Majesté l'Empereur, il réussit à se faire avancer par le *Crédit mobilier* les munitions nécessaires, c'est-à-dire plusieurs millions de francs. Justement on préparait de nouvelles élections (novembre 1855). C'est pourquoi le sauveur, avant de rentrer à Genève, fit savoir par lettre qu'il ne tarderait pas à apporter lui-même l'énorme cargaison de millions. Ce fut un remède merveilleux pour les cœurs ulcérés des actionnaires de la Caisse d'Escompte, et un flambeau magique pour les électeurs ultra-montains-radicaux. Une caricature le montra ensuite qui, bien représenté sous les traits d'un cygne gigantesque, entrain, chargé de sacs d'or, dans le port de Genève. Un plaisant me dit à cette époque qu'en buvant de la bière on lui avait raconté que Fazy avait apporté 50 millions, qu'en dégustant le vin il avait été question de 100 millions, mais qu'en sirotant l'absinthe, il s'était agi de 200 millions. La réputation de la puissance miraculeuse de papa Fazy se trouvait entièrement rétablie auprès de ses enfants. Les démocrates, dans l'illusion que leur victoire aux élections ne faisait pas de doute, ne firent pas d'efforts particuliers. La société de jeunes gens vigoureux, constituée depuis quelques temps déjà, - les fruitiers - prit, dès lors, absolument les allures d'être la garde du corps de Fazy, fit régner la terreur la plus brutale au moment des élections, - et son idole occupa de nouveau le fauteuil présidentiel.

Mais, cette fois, on eut bien vite l'impression très nette que les ultramontains n'avaient pas à titre gracieux apporté le contingent de leur masse, et qu'ils voulaient avoir leur prix de la victoire. L'évêque de Fribourg, expulsé de Suisse à la suite de la guerre du Sonderbund, M. de Marilley<sup>1</sup>, l'éternel agitateur et fauteur de désordres, revint un beau jour, muni d'une autorisation officielle de M. Fazy, de France à Genève où il se mit à dire de saintes messes. Un cri de mécontentement parcourut toute la ville et eut bientôt son écho dans toute la Suisse. Cela dépassait les bornes, même pour les radicaux les plus aveugles, les fruitiers les plus dévoués. Immédiatement une réunion populaire eut lieu, qui émit un vote de défiance à l'adresse de M. le président du gouvernement. Son collègue, le conseiller de gouvernement Tourte, bien que simple élève et disciple de Fazy, se sentait d'inquiétantes velléités d'émancipation et attaqua sans ménagements son seigneur et maître. Mais M. Fazy était parti avant l'arrivée de l'évêque, comme il le faisait toutes les fois « qu'il avait tiré le vin, quitte à le faire boire à ses seuls conseil-

---

<sup>1</sup> Etienne Marilley. Évêque de Lausanne et de Genève en 1856, il mobilisa le clergé et les fidèles en faveur du Sonderbund.

lers ». Naturellement M. de Marilley dut immédiatement vider les lieux. Cependant Papa Fazy écrivit de Berne, pour laver d'abord la tête à ses enfants qui s'étaient révoltés : il avait été mal compris, le gouvernement avait mal pris ses dispositions, il n'avait agi que dans « l'intérêt de la liberté de conscience », et il avait simplement autorisé l'évêque à faire une visite. Une fois la première tempête calmée, Papa Fazy, gravement offensé, revint à Genève. Et il lui fut alors d'autant plus facile, avec quelques belles formules qui conviennent à tout et paraissent éternellement vraies, de rétablir son autorité outragée et la croyance à son pur amour de la liberté et de la patrie, que ses collègues eurent la gentillesse de se charger de la plus grosse part de responsabilité. Mais, ce faisant, Fazy avait bien réussi à montrer à ses amis, les ultramontains, qu'il est toujours prêt à faire pour eux - tout ce qu'il peut. M. James Fazy est maintenant depuis quelques années un monsieur riche. Non seulement la Banque Générale suisse lui aurait, dit-on, garanti, sa vie durant, un certain pourcentage; mais, en sa qualité de président du gouvernement, il n'a pas mal compris ses propres intérêts dans les entreprises de chemins de fer de son canton. Dans sa belle et grande maison, l'hôtel Fazy, quai du Mont-Blanc, le monde élégant se rencontre au cercle des étrangers. Et depuis que le Piémont a décidé que les « antres de jeu » des bains de Savoie étaient incompatibles avec sa morale d'Etat, le président compatissant de la république de Genève a, plein de sollicitude, installé un antre de ce genre dans ses vastes salons. Vive la liberté. *Laissez aller et laissez faire ! Allez chez moi et faites votre jeu<sup>1</sup> !*

Ma toute chère, que te faut-il de plus ?<sup>2</sup>

Votre Johann Philipp Becker. »

Après l'évocation des « patrons » viennent les **complices** : ce sont **Friedrich Zabel, Julius Stein, Edouard Meyen, Gustav Lévy, Karl Abel** et **Georg Vincke**.

Des patrons de Vogt je descends maintenant à ses complices.

Salut et paix à cette gentille assemblée;  
Je ne viens pas en ennemi, mais en ami !

En tête du cortège, dont je ne nommerai que certaines figures particulièrement intéressantes, nous rencontrons la *Berliner Nationalzeitung* sous le bâton de commandement de M. F. Zabel. Si nous faisons la comparaison entre l'annonce que M. Edouard Simon, soufflé par Vogt, fit du *Hauptbuch* dans la *Revue contemporaine*<sup>3</sup> et les articles correspondants de la *Nationalzeitung*, de la *Breslauer Zeitung*, etc., nous serons tentés de croire que la « nature arrondie » a publié deux programmes, l'un pour la campagne d'Italie, l'autre pour la campagne d'Augsbourg. Quel diable a donc poussé M. F. Zabel, le rédacteur d'ordinaire si prudent et si doux de la *Nationalzeitung*, cet homme qui se contente de faire de la graisse, quel diable l'a poussé à sortir d'une façon si excessive de son habituelle ligne de conduite et de mettre en articles de fond les ragots et les cancans de M. Vogt ?

La première allusion détaillée faite à la *Nationalzeitung* se trouve dans le numéro 205 de la *Neue Rheinische Zeitung* du 26 janvier 1849, dans un article de fond qui commence par ces mots :

---

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> En référence à un poème de Heinrich Heine.

<sup>3</sup> En référence à l'article d'Edouard Simon « Un tableau des mœurs politiques en Allemagne », *Revue contemporaine*, t. 13, Paris 1860.

« Wegweiser nach Schilda<sup>1</sup> » (« Poteau indicateur de la route de Schilda »). Mais les bras de ce poteau indicateur sont trop longs pour que nous puissions les reproduire ici<sup>2</sup>.

Dans un article de fond de la *Neue Rheinische Zeitung* du 17 février 1849, nous lisons :

« La *Berliner Nationalzeitung* est la lourde expression du néant. Voici quelques nouveaux spécimens. Il s'agit de la note circulaire prussienne... Il est vrai, mais ! Peuvent et veulent et paraissent ! Trouvent et veulent que le gouvernement prussien veuille ! Semblable au bagnard, la moindre tournure porte aux jambes un poids d'un quintal, et c'est ce qui lui donne du poids. Le moindre « si », « certes », « mais », est un véritable *doctor utriusque juris*<sup>3</sup>. Et si, prenant tout ce pathos christiano-germanique, tous ses chiffons de coton dans lesquels la *Nationalzeitung* enveloppe soigneusement sa sagesse, vous les développez avec les mêmes précautions, que reste-t-il ? ... Du vulgaire cancanage, noir sur blanc, comme premier Berlin, en grande tenue... Il est évident que la *Nationalzeitung* est rédigée pour des lecteurs qui réfléchissent, tout comme l'histoire universelle de Rotteck ... Les Français ont une excellente formule pour désigner cette façon de penser dont tout le mécanisme est de pure forme linguistique. « *Je n'aime pas les épinards et j'en suis bien aise; car si je les aimais, j'en mangerais beaucoup, et je ne peux pas les souffrir*<sup>4</sup> ». La *Nationalzeitung* veut le bonheur de la Prusse et pour cela - un autre ministère. Mais ce qu'elle veut en tout état de cause, c'est un ministère. C'est là du reste le seul point sur lequel les patrons de la *Nationalzeitung* aient des idées bien nettes et réellement conscience de ce qu'ils veulent. »

Dans le n° 296 de la *Neue Rheinische Zeitung*, nous lisons :

« Berlin, le 9 mai 1849 ... Il est intéressant d'observer l'attitude de la presse berlinoise à l'égard de la révolution saxonne. La *Nationalzeitung* ne connaît qu'un sentiment, - la crainte d'être interdite. ».

Mais la peur n'est pas un élixir de longue vie, comme la *Nationalzeitung* l'a démontré durant les dix années du régime Manteuffel.

La *Nationalzeitung* a prouvé la vérité des paroles de Pope : « De naissance divine, l'imbécillité ne peut jamais mourir, mais essaie toujours de restaurer son vieil empire, etc<sup>5</sup>. »

La *Nationalzeitung* est immédiatement suivie de la *Breslauer Zeitung*, qui raffole à l'heure qu'il est du ministère Hohenzollern, comme elle raffolait auparavant du ministère Manteuffel. Au début de 1860, je reçus la lettre suivante<sup>6</sup> :

Breslau, le 27 février 1860.

Mon cher Marx,

« J'ai lu dans la *Volks-Zeitung* ton adresse et ta réponse à la *Nationalzeitung*. La *Breslauer Zeitung* vient également de publier un article semblable à celui de la *Nationalzeitung* et dû à la plume de son collaborateur quotidien, le Dr Stein. C'est le même Dr Stein qui, à l'Assemblée nationale de Berlin siégeait à l'extrême-gauche avec

<sup>1</sup> Schilda - le nom d'une ville dont les habitants, décrits dans *Die Schildbürger*, un livre satirique populaire allemand de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, ont fini par être considérés comme des incarnations de l'étroitesse d'esprit.

<sup>2</sup> L'article ici mentionné par Marx s'intitule « La National-Zeitung de Berlin s'adresse aux électeurs au premier degré », pp. 340-346 du tome 2 de l'édition de *La Nouvelle Gazette Rhénane* (Editions Sociales, Paris 1969).

<sup>3</sup> L'expression désigne un doctorat à la fois dans le droit canon et dans le droit civil.

<sup>4</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>5</sup> Ces lignes sont tirées de *The Dunciad* d'Alexander Pope. An Heroic Poem, Book I, écrit entre 1728 et 1743. Pope y dresse un portrait satirique de ses adversaires littéraires, les reléguant au royaume de la Dulness (de la lourdeur d'esprit).

<sup>6</sup> Une lettre reçue de Peter Nothjung.

d'Elster et proposa la motion bien connue contre les officiers de l'armée prussienne. Ce grand Stein au petit corps a été suspendu de ses fonctions de professeur. Depuis la formation du nouveau ministère il s'est assigné la tâche de faire de l'agitation en sa faveur; il ne s'est pas contenté d'en faire l'an dernier au moment des élections, il continue en ce moment, dans le but d'amener l'alliance entre les démocrates et les constitutionnels de Silésie. Malgré cela, le ministère actuel a rejeté, non pas une fois, mais plusieurs fois, sa requête en autorisation de donner des leçons particulières. L'ancien ministère avait fermé les yeux et avait toléré qu'il exerçât comme professeur privé; mais le ministère actuel lui a interdit comme contraire à la loi. Il s'est rendu à Berlin pour obtenir ladite autorisation, mais n'y a pas réussi, ainsi que tu peux le lire dans le numéro de la *Volks-Zeitung* où figure ta déclaration. Dans la *Ressourcen-Gesellschaft* de Breslau, le Dr Stein a également, à la cavalcade, fait figurer la *Schwefelbande*. Néanmoins le Dr Stein, Schlehan, Semrau<sup>1</sup> et leurs acolytes ont à supporter, de la part des constitutionnels, humiliation sur humiliation; mais cette engeance ne se laisse pas troubler dans son patriotisme. Que penses-tu de cette jolie société ? ».

Que puis-je penser de mon collègue Stein ? En Suisse, Stein fut en effet mon collègue. J'ai été, pendant six mois (1855), le correspondant de la *Neue Oder-Zeitung*<sup>2</sup>, le seul journal allemand où j'aie écrit pendant mon séjour à l'étranger. Evidemment Stein est l'homme au cœur de pierre, qui ne se laissa pas amadouer, même quand on lui refusa l'autorisation d'exercer comme professeur privé. La *Neue Rheinische Zeitung* a bien taillé ce Stein, pour en faire un buste. Par exemple, numéro 225<sup>3</sup> :

« Cologne, le 16 février 1849... Pour ce qui est de M. Stein en particulier, nous nous rappelons le temps où, constitutionnel fanatique, il prenait fait et cause contre les républicains, dénonçait formellement, dans la *Schlesische Zeitung*, les représentants de la classe ouvrière, et les faisait dénoncer par un maître d'école de mêmes sentiments, actuellement membre de l'Association pour l'ordre légal. La fraction dite démocratique de l'assemblée des « unionistes » n'était pas moins lamentable que l'assemblée même. Il était à prévoir que ces messieurs, pour assurer leur réélection, reconnaîtraient maintenant la Constitution octroyée. Ce qui caractérise mieux encore le point de vue de ces messieurs, c'est qu'ils renient après coup dans les clubs démocratiques ce qu'avant les élections ils ont proclamé dans les réunions électorales. Cette habileté libérale, mesquine et rusée, ne fut jamais la diplomatie de caractère révolutionnaire<sup>4</sup>. »

<sup>1</sup> August Semrau, journaliste et poète allemand.

<sup>2</sup> La *Neue Oder-Zeitung* était un quotidien bourgeois démocratique allemand publié sous ce titre à Breslau (Wrocław) de 1849 à 1855. Il a commencé à paraître en mars 1849, à la suite d'une scission au sein du comité de rédaction de l'*Allgemeine Oder-Zeitung*, un journal catholique d'opposition qui paraissait depuis 1846. La *Neue Oder-Zeitung* était le journal le plus radical d'Allemagne dans les années 1850, et faisait l'objet de persécutions gouvernementales. Son comité de rédaction était dirigé par les démocrates bourgeois Temme, Stein et Eisner. Le dernier nommé devient rédacteur en chef en septembre 1855. En 1855, Marx contribue à la *Neue Oder-Zeitung* en tant que correspondant à Londres. Compte tenu de l'absence presque totale de presse ouvrière dans les années de réaction, Marx et Engels considèrent qu'il est essentiel d'utiliser la presse démocratique bourgeoise dans la lutte contre les forces réactionnaires.

<sup>3</sup> L'article intitulé « Stein » se trouve aux pages 95-96 du 3<sup>e</sup> volume de « La Nouvelle Gazette Rhénane », op.cit., Editions sociales, Paris 1971.

<sup>4</sup> L'Assemblée des convenants (*Vereinbarer-Versammlung*) était la manière ironique de Marx et Engels de désigner l'Assemblée nationale prussienne, qui était guidée par la « théorie de l'accord ». Convoquée à Berlin en mai 1848, elle devait élaborer une Constitution non pas sur la base des droits souverains et constituants mais « par accord avec la Couronne » (principe formulé par le gouvernement Camphausen-Hanseman et adopté par la majorité de l'Assemblée). La Couronne utilisa la théorie de l'accord pour camoufler ses préparatifs d'un coup d'Etat contre-révolutionnaire. Le 5 décembre 1848, l'Assemblée nationale prussienne est dissoute.

La Constitution imposée a été rendue publique le même jour. Elle introduit un parlement à deux chambres en Prusse. En imposant des conditions d'âge et de fortune, la première Chambre devient une Chambre privilégiée de la noblesse. En vertu de la loi électorale du 6 décembre 1848, le droit de vote aux élections en deux étapes de la deuxième Chambre n'était accordé qu'aux « Prussiens indépen-

Que la *Rheinische Zeitung* n'a pas perdu son temps en taillant ce Stein, c'est ce qu'il prouva lui-même dès que Manteuffel eut supprimé la Chambre octroyée; car le Dr Julius Stein s'écria, dans une réunion du groupe démocratique central de Breslau :

« Nous (l'extrême gauche de Berlin), nous avons, dès le début, considéré la question allemande comme perdue... Tout le monde doit être convaincu maintenant que l'unité allemande ne sera pas possible tant qu'il y aura des princes allemands (*Neue Rheinische Zeitung*, n° 290) ».

Cela vous déchire le cœur et attendrirait une pierre de voir que ce même Stein, bien qu'il ne soit plus une pierre d'achoppement, n'est jamais pris par Schwerin comme pierre à bâtir !

Je ne sais si mes lecteurs connaissent par expérience le *Punch*<sup>1</sup> de Londres. En première page, Punch est assis. Son chien Toby, qui lui fait face, a une mine de croque-mort et porte une plume fichée sur l'oreille, deux signes qui indiquent qu'il « tire à la ligne à un sou ». Si l'on pouvait comparer ce qui est petit avec ce qui est grand, on pourrait peut-être comparer Vogt à Punch, surtout depuis que ce dernier a perdu son humour, malheur qui lui advint en 1846 lors de l'abrogation des lois sur les blés. Quant au chien Toby, on ne peut le comparer qu'à lui-même ou à - Edouard Meyen. Edouard Meyen, si vraiment il devait jamais mourir, n'aurait vraiment pas besoin de la métempsycose de Pythagore : de son vivant le chien Toby a fait le nécessaire. Non pas que je prétende absolument que Meyen ait servi de modèle au dessinateur; mais en tout cas, jamais de ma vie je n'ai vu ressemblance pareille entre un homme et un chien. Il n'y a rien d'étonnant à cela. E. Meyen est naturellement « penny-a-liner » et le « penny-a-liner » est naturellement chien. E. Meyen a de tout temps aimé mettre la facilité de sa plume agile et importune au service « d'entreprises se proposant d'écrire en vue d'organiser des partis ». Un programme qu'on vous impose vous dispense de la peine de penser vous-même; le sentiment d'être rattaché à une masse plus ou moins organisée vous fait oublier l'impression de votre propre insuffisance; et la certitude qu'il existe un trésor de guerre fait disparaître pour quelques instants jusqu'à la maussaderie professionnelle de Toby. C'est ainsi qu'à un moment donné nous trouvons Edouard Meyen rattaché au malheureux comité démocratique central, ce produit creux issu en 1848 de la réunion des démocrates allemands à Francfort sur le Main. Pendant son exil à Londres, il était attaché, comme écrivain le plus fécond, aux feuilles volantes lithographiées, dont l'argent réuni par l'emprunt de Kinkel en vue de confectionner des révolutions payait en partie la dépense; ce qui, naturellement n'a pas empêché le dit Meyen de passer armes et bagages dans le camp du prince régent, pour y hurler à l'amnistie et obtenir, à force de quémander, la permission d'accabler, de sa résidence de Wandsbeck, le *Hamburger Freischütz* d'une série d'articles sur la politique étrangère. Vogt qui recrutait « ceux qui », c'est-à-dire les gens disposés à « suivre son programme » et à lui apporter leurs articles, Vogt qui faisait danser devant leurs yeux une caisse bien garnie, fut donc salué comme un sauveur par notre Edouard Meyen, qui se trouvait justement sans maître, parce qu'en ces temps difficiles personne ne voulait payer la taxe sur les chiens. Et quels ne furent pas les aboiements furieux de Toby, quand le bruit se répandit que je me proposais de faire perdre tout crédit à ce singulier bureau journalistique créé par Vogt pour les besoins de son parti, et de faire perdre leurs honoraires aux roquets qui maniaient la plume à son service. Vogt fit parvenir à son

---

dants ». Les deux Chambres se sont réunies pour la première fois le 26 février 1849. Cependant, le gouvernement Brandenburg-Manteuffel, mécontent de la position des députés de gauche de la deuxième Chambre, bien que leur opposition soit plutôt modérée, la dissout le 27 avril. Le prétexte de la dissolution était l'approbation par la deuxième Chambre de la Constitution impériale élaborée par l'Assemblée nationale de Francfort. Par la suite, la Constitution imposée est révisée à plusieurs reprises, à l'initiative des cercles dirigeants de Prusse, dans un esprit encore plus antidémocratique.

<sup>1</sup> *Punch* - Abréviation de l'hebdomadaire humoristique de tendance bourgeoise et libérale *Punch, or the London Charivari*, publié à Londres depuis 1840.

Edouard Meyen, pour le compte rendu obligatoire du *Hauptbuch*, des instructions aussi précises qu'à son Edouard Simon. Et effectivement Edouard Meyen a entrelardé cinq numéros du *Freischütz* (les numéros 17 à 21) en puisant dans le *Hauptbuch*. Mais quelle différence ! Tandis qu'Edouard Simon corrige l'original, Edouard Meyen le bousille. Pour être à même de comprendre objectivement un sujet donné, il faut d'abord être capable de copier un texte imprimé. Mais notre Edouard Meyen est tout bonnement incapable de copier exactement ne fût-ce qu'une ligne. L'esprit de Toby n'a même pas la force de copier. Qu'on en juge !

*Der Freischütz* n° 17 : « La preuve est faite maintenant que l'*Allgemeine Zeitung*... a fait également appel au concours d'un parti révolutionnaire, que Vogt stigmatise sous le nom de bande sulfurée (*Schwefelbande*) des républicains allemands. ».

A quel moment, en quel passage Vogt parle-t-il de la bande sulfurée des républicains allemands ?

*Der Freischütz* n° 18 : « C'est Liebknecht qui est chargé d'élever, dans l'*Allgemeine Zeitung*, l'accusation contre Vogt, en y répétant les griefs forgés pas Biscamp dans le *Volk* de Londres; mais ses accusations n'eurent toute leur importance que lorsque Marx fit parvenir à l'*Allgemeine Zeitung* un pamphlet paru à Londres et dont il attribuait la paternité à Blind. ».

Vogt a pu se permettre bien des mensonges. Mais son avocat Hermann lui-même lui interdit le mensonge que Liebknecht avait reproduit dans l'*Allgemeine Zeitung* l'article de Biscamp qui n'y a pas paru. Vogt s'avise tout aussi peu de dire que c'est moi qui ai fait parvenir à l'*Allgemeine Zeitung* le libelle : *Avertissement*. Il dit plutôt expressément : c'est M. Liebknecht qui a fait parvenir à l'*Allgemeine Zeitung* le libelle diffamateur (*Hauptbuch*, p. 167).

*Der Freischütz* n° 19 : « Blind a formellement décliné la paternité du pamphlet, et l'imprimeur a déclaré que ce n'est pas Blind qui le lui a remis pour l'impression. Mais il est bien établi que le pamphlet fut, avec l'utilisation de la même composition, inséré dans le *Volk*, que Marx en a provoqué la publication dans l'*Allgemeine Zeitung*, etc. »

Dans le *Hauptbuch*, Vogt reproduit d'une part la déclaration de Fidelio Hollinger, où Fidelio affirme que le pamphlet n'a pas été composé à son imprimerie, et ma déclaration contradictoire où j'affirme que la composition première du pamphlet existait encore chez Hollinger, quand il fut reproduit dans le *Volk*. A quelle confusion n'aboutit pas la copie du malheureux Toby !

*Der Freischütz* n° 19 : « Quant aux personnages (c'est d'Engels et de moi que Techow parle dans sa lettre), on dit que ce sont de purs êtres de raison qui ne connaissent pas de nationalité. ».

Pardon, brave Toby, pas de sentimentalité, dit Techow chez Vogt.

*Der Freischütz* n° 20 : « Marx...permet aux duellistes de se rendre à Ostende pour s'y battre au pistolet. Techow fut le témoin de Willich, etc. Après cet incident, Techow quitta Marx et sa ligue. ».

Edouard Meyen ne se contente pas de lire Ostende au lieu d'Anvers. Il avait probablement entendu à Londres le Français de West End qui reprochait aux Anglais d'écrire Londres et de prononcer Constantinople. Quant à Techow, qui, au moment de sa fameuse lettre, m'avait vu une seule fois et qui écrit d'ailleurs expressément qu'il avait eu d'abord l'intention de se joindre à moi et d'adhérer à ma ligue, Edouard Meyen nous le montre qui se sépare de moi et de ma ligue, dont il n'a jamais fait partie.

*Der Freischütz* n° 21 : « Cet incident (la fête centrale ouvrière de Lausanne) explique la violente attaque dont Vogt fut l'objet dans le *Volk*, de Londres. ».

Vogt nous donne lui-même, dans le *Hauptbuch*, la date de la « violente attaque » dont il fut l'objet dans le *Volk* : le 14 mai 1859. Le pamphlet parut dans le *Volk* du 18 juin 1859. Mais la fête centrale de Lausanne n'eut lieu que les 26 et 27 juin 1859, par conséquent après la violente attaque que, d'après Meyen, elle aurait provoquée.

Mais nous avons suffisamment glané chez Toby. Faut-il s'étonner que Toby, après avoir lu dans l'ouvrage de Vogt tout ce qui ne s'y trouve pas, y ait, entre autres, découvert ceci : « L'œuvre de Vogt figurera parmi les écrits polémiques les plus hardis, les plus spirituels et les plus utiles de notre littérature (*Der Freischütz* n° 17). ».

Qu'on s'imagine donc l'existence de ce malheureux Toby ! Incapable de copier sans se tromper ne fût-ce que deux lignes d'un texte imprimé, le voilà condamné à lire chaque jour, à Wandsbeck, dans le livre de l'histoire universelle, d'y copier à chaque heure du jour des événements qui n'y sont qu'indiqués à la hâte et avec les initiales les moins claires, et de faire reproduire en grandeur naturelle dans le *Freischütz* les apparences fugitives du temps présent ! Malheureux « messenger de Wandsbeck ! » Heureux lecteur hambourgeois du *Freischütz* !

Le *Times* de Londres a publié, voilà quelques jours, un entrefilet curieux qui a trouvé place dans toute la presse anglaise et qui était intitulé : « A man shot by a dog<sup>1</sup> ». Selon toute apparence, Toby sait donc également manier les armes à feu. Et il n'y a rien de surprenant à ce qu'Edouard Meyen chante dans le *Freischütz* : « Je suis un tireur à la solde du régent. ».

La *Kölnische Zeitung* se contenta de quelques entrefilets venimeux et de petites insinuations favorables à Vogt. Huit jours après la publication du *Hauptbuch*, la nouvelle se répandit dans les colonnes de la *Kölnische Zeitung* que l'édition était déjà épuisée. Probablement pour ne pas avoir à s'en occuper ! D'ailleurs, quel humour dans la suite des événements !

En 1848-49, à l'époque de la *Neue Rheinische Zeitung*, alors que nous rompions tous les jours des lances avec notre voisine, la *Kölnische Zeitung*, en faveur des Polonais, des Hongrois et des Italiens, comment eussé-je pu supposer un instant qu'en l'année 1859 la même *Kölnische Zeitung* se révélerait le chevalier du principe de nationalité, et que le simple Mr. Joseph Dumont se métamorphoserait en un signor Giuseppe del Monte ?! Il est vrai qu'à ce moment-là Louis Napoléon n'avait pas encore donné aux nationalités la consécration supérieure morale et libérale ! Et la *Kölnische Zeitung* saura toujours gré à Louis Bonaparte d'avoir sauvé la société. Pour montrer la fureur extrême avec laquelle elle attaquait alors l'Autriche, nous donnons un extrait du n° 144<sup>2</sup> de la *Neue Rheinische Zeitung* :

« Cologne, le 15 novembre (1848). A l'instant même où un cri d'indignation secoue toute l'Allemagne, parce que le valet sanglant du bandit autrichien, un Windischgrätz, a pu avoir l'audace de faire tuer comme un chien Robert Blum, à cet instant même il importe de revenir sur deux journaux allemands, dont l'un s'est efforcé, avec une perfidie rare, de déshonorer les derniers jours du défunt, et dont l'autre le persécute, avec un fade crétinisme, jusque dans sa tombe. Nous parlons de la *Kölnische Zeitung* et de la *Rheinische Volkshalle*... Dans son numéro 262, la *Kölnische Zeitung* écrit : « Le 22 octobre, les chefs enthousiastes du parti démocratique ont quitté Vienne; de même... Robert Blum ». La *Kölnische Zeitung* donne cette information sans y rien ajouter, mais elle imprime en caractères gras la dénonciation contre Blum, pour la graver d'autant plus facilement dans la mémoire de ses lecteurs. La *Kölnische Zeitung* a fait mieux dans ses numéros suivants. Elle n'a pas eu honte d'accueillir

<sup>1</sup> « Un homme tué d'un coup de fusil par un chien ».

<sup>2</sup> L'édition du 16 novembre 1848.

dans ses colonnes jusqu'à des articles de la feuille la plus « jaune-noire » de la camarilla, des communiqués de l'organe de l'archiduchesse Sophie, le plus infâme de tous les journaux autrichiens... (Suit une citation où il est dit entre autres) :

« Robert Blum n'a pas récolté de lauriers à Vienne... Il a parlé, à la salle des fêtes, de l'ennemi intérieur, de la pusillanimité, du manque de courage et de ténacité; mais si, en dehors de cet ennemi intérieur, il y en avait d'autres, - il espère qu'il n'y en a pas, - s'il existait en ville des gens qui préféreraient la victoire de l'armée au triomphe de la liberté, c'est également contre eux qu'il faudrait diriger la lutte d'anéantissement actuellement engagée contre les hordes qui campent devant la ville. »... Nous trouvons dans le discours de M. Blum la folie d'un septembriste<sup>1</sup>. Si M. Blum a réellement tenu ce langage, nous dirons franchement, qu'il s'est déshonoré. Voilà ce que dit la *Kölnische Zeitung*. ».

Au moyen d'une canalisation secrète, tous les W.C. de Londres évacuent dans la Tamise toutes les matières fécales. Grâce à un système de plumes d'oie, la capitale du monde expectore chaque jour toutes ses ordures sociales dans un grand égout central en papier, le *Daily Telegraph*. C'est à juste titre que Liebig critique ce gaspillage stupide qui enlève à l'eau de la Tamise sa pureté et prive la compagnie anglaise de son fumier. Mais Lévy, le propriétaire de l'égout central en papier, n'est pas seulement expert en chimie; il s'entend encore à l'alchimie. Après avoir métamorphosé en articles de journal les ordures sociales de Londres, il transforme les articles de journal en cuivre, et finalement le cuivre en or. Sur la grande porte qui conduit à l'égout central en papier, sont inscrites ces paroles en couleur noire : hic...quisquam faxit oletum ! En traduction byronesque : Passant, arrête-toi et ... pisse !

Lévy, semblable à Habakkuk<sup>2</sup>, est capable de tout<sup>3</sup>. Il est capable, par exemple, de donner sur un seul cas de viol trois articles de fond occupant toute une colonne. Au début de cette année, il a régala son nombreux public de gourmets d'un ragoût d'asafoetida<sup>4</sup>, ingénieusement composé de détails si dégoûtants et si répugnants d'une certaine audience judiciaire qu'ils avaient déterminé le juge à faire évacuer la salle par les femmes et les enfants. Malheureusement pour lui, Lévy, pour épicer son ragoût, y jeta le nom d'une personne innocente. Le procès en diffamation qui s'en suivit se termina par la condamnation de Lévy et la mise au pilori de son organe par les tribunaux anglais. Les procès en diffamation, comme tous les procès, sont, on le sait, excessivement coûteux en Angleterre, et constituent en quelque sorte le privilège du coffre-fort. Mais certains avocats sans cause de la Cité ne tardèrent pas à découvrir que Lévy était un gibier de bon rapport. Ils se groupèrent et, à titre de spéculation, offrent gratuitement leurs services à quiconque veut intenter à Lévy un procès en diffamation. C'est pourquoi Lévy s'est fortement lamenté dans son propre journal, disant qu'une nouvelle rubrique d'extorsion de fonds faisait fureur, la plainte en diffamation contre Lévy. Depuis lors on hésite à porter plainte contre Lévy. On s'expose à des propos à double sens. En effet, de même qu'on peut lire sur les murs de Londres : Commit no Nuisance! on peut lire sur les portes des tribunaux anglais : *Commit Levy*.

Les hommes politiques appellent le *Daily Telegraph* « le Mobpaper de Palmerston », mais le tombereau à ordures de Lévy ne charge de la politique qu'à titre de ballast. Aussi la *Saturday Review* a-t-elle exactement caractérisé sa feuille à un sou en l'appelant « bon marché et répugnante ».

---

<sup>1</sup> Septembristes était le nom donné aux Jacobins par leurs ennemis qui les accusaient calomnieusement de brutalité gratuite en septembre 1792, pendant la Révolution française

<sup>2</sup> L'un des prophètes de la bible.

<sup>3</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>4</sup> L'ase fétide est une gomme résine utilisée comme drogue végétale et comme épice.

« C'est un symptôme fatal, écrit-elle entre autres, que Lévy préfère décidément la malpropreté à la propreté. En toutes circonstances il laissera de côté le compte rendu le plus important afin de trouver de la place pour quelque article dégoûtant. ».

Lévy a cependant sa prudence à lui. C'est ainsi, par exemple, qu'il gourmande l'immoralité des théâtres, et, second Caton le censeur, critique le costume des ballerines qui commence trop tard et finit trop tôt. Mais ces accès de vertu ont fait tomber Lévy de Charybde en Scylla. « ô logique, s'écrie un journal de théâtre de Londres, ô logique, pourquoi ne rougis-tu pas de honte ? Comme le coquin a dû rire dans sa barbe ! ... Le *Telegraph* prêchant les convenances dans le costume des femmes de théâtre ! Grand Jupiter ! que se passera-t-il prochainement ? Des tremblements de terre et des comètes de feu, tels sont les moindres maux qui nous menacent. Les convenances ! « Je te remercie, juif, de m'avoir appris ce mot<sup>1</sup> ». Et comme Hamlet à Ophélie, ce journal de théâtre, *The Player*, conseille à Lévy de se terrer dans un couvent, mais dans un couvent de femmes. Lévy dans un couvent de femmes ! Mais il se peut que le mot anglais nunnery ne soit qu'une faute d'impression et qu'il faille lire nonaria<sup>2</sup>, ce qui nous donnerait le sens : file chez la nonaria, Lévy. Et, dans ce cas, tout le monde « serait disposé à s'esclaffer de rire en voyant la nonaria pétulante fourrager la barbe du cynique (Lévy) ».

La *Weekly Mail* prétend que Lévy, s'il ne fait pas prendre au public un x pour un u (des vessies pour des lanternes), lui fait du moins prendre un y pour un i. En effet, dans les 22.000 personnes de la tribu de Lévi, que Moïse a dénombrées pendant le passage du désert, il ne s'en trouve pas une dont le nom s'écrive Lévy, avec un y. De même qu'Edouard Simon veut à toute force appartenir à la race latine, Lévy tient à faire partie de la race anglo-saxonne. C'est pour cette raison qu'au moins une fois par mois il attaque la politique anti-anglaise de M. Disraeli, car Disraeli, « l'énigme asiatique », ne sort pas, comme le *Telegraph*, de la race anglo-saxonne. Mais à quoi sert-il à M. Lévy d'attaquer M. Disraëli et de nous faire prendre un y pour un i, puisque la mère nature lui a, en très excellente écriture gothique, écrit sa généalogie au beau milieu du visage ? Le nez du mystérieux étranger de Slawkenbergius (voir Tristram Shandy), qui s'est fait venir le nez le plus délicieux du promontoire des nez, ne défraye que pendant une semaine les cancans de Strasbourg, tandis que le nez de Lévy sert, une année durant, de sujet de conversation à la cité de Londres. Un épigrammatiste grec décrit le nez d'un certain Castor, qui s'en est servi pour toutes sortes d'usage : pelle, trompette, faucille, ancre, etc. Et la description se termine par ces mots : « C'est ainsi que Castor possède un instrument bon à tout, et porte un nez qui peut servir à toutes fins. » Et cependant Castor n'aurait pas deviné l'usage que Lévy fait de son nez. Le poète anglais approche davantage de la vérité quand il dit : « Et il nous faut bien, chose curieuse, supposer que pas une puanteur n'offusque son nez expert ».

Le grand art du nez de Lévy consiste en effet à se complaire aux odeurs de pourriture, à les sentir à des centaines de lieues de distance et à les attirer. Et ainsi le nez de Lévy sert au *Telegraph* de trompe d'éléphant, d'antenne, de phare et de télégraphe. On peut donc dire sans exagération que Lévy écrit son journal avec son nez.

Ce malpropre *Daily Telegraph* était naturellement le seul journal anglais où la pouillade de Vogt pût et dût paraître. Le 6 février 1860, l'organe de Lévy publia, en deux colonnes et demie, un article intitulé : « Les complices journalistiques de l'Autriche ». Mais ce n'était en réalité que la traduction en un anglais puant des deux articles de fond de la *Berliner Nationalzeitung*. Pour induire les lecteurs en erreur, l'article portait la suscription : D'un correspondant occasionnel. Francfort sur le Main, 2 février. Je savais naturellement

<sup>1</sup> Shakespeare, *Le Marchand de Venise*, Acte IV, scène 1.

<sup>2</sup> Marx fait allusion au mot anglais "nunnery" (couvent de nonnes) et le met en relation avec le mot latin "nonaria" (prostituée).

que le seul correspondant du *Telegraph* réside à Berlin, où le nez de Lévy, avec son habituelle virtuosité, l'avait déniché. J'écrivis donc immédiatement à un de mes amis de Berlin, pour lui demander de me donner, si possible, le nom du correspondant de l'organe de Lévy. Mon ami, un homme dont cependant A. de Humboldt lui-même a reconnu le savoir, fut assez entêté pour prétendre qu'il n'existait pas de *Daily Telegraph* à Londres ni, par conséquent, à Berlin de correspondant de ce journal. Dans ces conditions, je m'adressai à un de mes autres amis de Berlin<sup>1</sup> et je reçus la réponse : le correspondant berlinois du *Daily Telegraph* existe et s'appelle Abel. Je vis dans cette réponse une mauvaise mystification. Abel ne pouvait être qu'une simple abréviation de Zabel. Le fait que Zabel ne sait pas l'anglais ne pouvait me faire hésiter. Du moment qu'Abel, sous le nom de Zabel, rédige la *Nationalzeitung*, sans être à même d'écrire en allemand, pourquoi Zabel, sous le nom d'Abel, ne serait-il pas le correspondant du *Daily Telegraph*, sans être à même d'écrire en anglais ? Donc Zabel Abel, Abel Zabel ? Comment se reconnaître dans cette Babel ? Une fois de plus je comparai l'érudit organe berlinois et l'organe de Lévy, et je découvris à cette occasion, dans le numéro 41 de la *Nationalzeitung*, le passage suivant : « Chose bizarre, Liebknecht ajoute : nous voulions faire légaliser nos signatures par le *magistrat* (?) ».

Ce passage avec le *magistrat* et le point d'interrogation étonné de Zabel à la suite du mot rappelle ce Souabe qui, « à peine débarqué sur la côte d'Asie, demanda : N'y a-t-il pas ici un bon camarade de Bebbingen ? ». Dans l'organe de Lévy, il manque tout le passage, y compris le point d'interrogation. Et ceci nous prouve clair comme le jour que le correspondant de Lévy ne partage pas l'opinion de Zabel, qui confond le magistrat ou juge de police de Londres avec le magistrat ou officier municipal de Berlin. Par conséquent, Zabel n'était pas Abel et Abel n'était pas Zabel. Entre temps d'autres amis de Berlin avaient eu vent de mes recherches. L'un m'écrivit : « Parmi les 22.000 Lévi du 4e livre de Moïse il se trouve bien un Abel; mais son nom s'écrit Abigail ». Un autre m'écrivit : « Cette fois, c'est donc bien Abel qui a tué Caïn, et non plus Caïn qui a tué Abel ». Je m'égarais donc de plus en plus jusqu'à ce qu'enfin le rédacteur d'un journal de Londres, avec le sérieux imperturbable d'un Anglais, m'assura qu'Abel n'était pas une plaisanterie, mais un littérateur juif de Berlin, le Dr Karl Abel, et que ce bon drôle avait longtemps, sous Stahl et Gerlach, bravement bataillé dans la *Kreuzzeitung*, mais qu'avec le changement de ministère, il n'avait pas seulement fait peau neuve, mais encore changé de couleur. Le zèle importun du renégat expliquerait alors, il est vrai, que le correspondant berlinois de Lévy s'imagine que la liberté de la presse a été inventée en Angleterre tout spécialement pour qu'il puisse colporter l'admiration qui le fait tomber à plat ventre devant le ministère Hohenzollern. Nous pouvons donc admettre, par hypothèse, qu'en sus de Lévy de Londres il existe un Abel à Berlin, et que les deux font la paire : *par nobile fratrum*<sup>2</sup>.

Abel fournit de la copie à Lévy, simultanément de tous les endroits possibles : Berlin, Vienne, Francfort sur le Main, Stockholm, Saint-Pétersbourg, Hongkong, etc., ce qui constitue un tour de force bien supérieur au *Voyage autour de ma chambre* de Xavier de Maistre. Mais, quel que soit le signe local dont Abel fasse précéder les correspondances qu'il adresse à Lévy, il écrit toujours sous le signe du scorpion. Contrairement à la procession dansante d'Echternach, où les fidèles font deux pas en avant et un en arrière<sup>3</sup>, les articles

---

<sup>1</sup> L'ami en question était Ferdinand Lassalle (voir les lettres que Marx lui a adressées les 23 février et 3 mars 1860). En réponse à la demande de Marx, Lassalle répondit que personne à Berlin ne connaissait de correspondant du *Daily Telegraph* (lettre de Lassalle à Marx du 11 mars 1860). La connaissance mentionnée plus loin dans le texte était vraisemblablement Eduard Fischel. Une entrée dans le carnet de Marx pour 1860 mentionne l'envoi d'une lettre à ce dernier (elle n'a pas été retrouvée). Marx a appris le nom du correspondant du *Daily Telegraph*, Karl Abel, par la lettre de Fischel du 30 mai 1860. (C6, p. 163).

<sup>2</sup> Horace, *Satires*, Livre II, Satire 3

<sup>3</sup> Depuis le Moyen Âge, la procession d'Echternach a lieu chaque année à la Pentecôte dans la ville luxembourgeoise d'Echternach, en remerciement de la fin d'une épidémie de danse de Saint-Guy qui

d'Abel font un pas en avant et deux en arrière. « Pas une écrevisse n'est plus active dans la danse honteuse, la tête en arrière, la queue en avant (Pope<sup>1</sup>) ».

Abel possède une habileté particulière pour rendre accessibles à son Lévy les secrets d'Etat du continent. La *Kölnische Zeitung* par exemple donne un article de fond quelconque, mettons sur les finances russes, emprunté par hasard à la *Baltische Monatsschrift*. Abel laisse passer un mois, et puis, de Saint-Pétersbourg, il envoie tout à coup à Londres l'article de la *Kölnische Zeitung*, et ne manque certainement pas de faire remarquer qu'à défaut du tzar lui-même c'est peut-être le ministre des finances russe ou du moins un des directeurs de la banque d'Etat qui lui a, entre deux cigares, confié ce grand secret d'Etat. Et le voilà qui s'écrie d'un air de triomphe : « Je suis en situation de vous faire savoir, etc. ». Ou bien l'officielle *Preussische Zeitung* lance un ballon d'essai ministériel et indique mettons les idées incongrues de M. de Schleinitz sur la question de la Hesse électorale. Cette fois Abel n'attend pas un seul instant et le jour même, et directement de Berlin, il envoie à son Lévy un article sur la question de la Hesse électorale. Huit jours plus tard il fait savoir : la *Preussische Zeitung*, l'organe ministériel, publie l'article suivant sur la question de la Hesse électorale. Je me dois à moi-même de faire remarquer qu'il y a huit jours j'ai etc. etc. Ou bien, il traduit un article de l'*Allgemeine Zeitung* et le date par exemple de Stockholm. Puis nous trouvons inévitablement cette phrase : Il me faut mettre vos lecteurs en garde, non pas contre l'article en question, mais contre un article quelconque qui ne serait pas copié dans l'*Allgemeine Zeitung*. Mais dès qu'Abel vient à parler de la *Kreuzzeitung*, il fait le signe de la croix, pour se rendre méconnaissable.

Quant au style d'Abel, c'est une mosaïque hétéroclite où voisinent toutes les nuances : Stern Gescheidt (Etoile de malice), Isidore Berlinerblau (Isidore bleu de Prusse), Jacob Wiesenriesler (Jacob irrigateur de prairies).

Mais avec la permission d'Abel, faisons une digression. La véritable Etoile de malice est un autre complice de Vogt aussi canaille que lui, un certain L. Bamberger, en 1848 rédacteur d'une feuille de chou à Mayence, présentement loup garou à solde entière établi à Paris et démocrate décembre, « dans l'acception la plus simple du mot ». Si l'on veut comprendre cette acception la plus simple, il faut apprendre le jargon de la synagogue qui opère à la bourse de Paris. La « simple » démocratie de ce Stern Gescheidt, c'est ce qu'Isaac Péreire appelle « la démocratisation du crédit », qui consiste à transformer en cercle de jeu non pas quelques sphères d'une nation, mais la nation tout entière, afin de pouvoir l'exploiter *en masse*<sup>2</sup>. Tandis que, sous Louis Philippe, le boursicotier oligarchique avait l'esprit assez étroit pour ne donner la chasse qu'à la richesse nationale centralisée entre les mains de la haute bourgeoisie, le boursicotier démocratique, opérant sous l'égide de Louis Bonaparte, trouve que tout est bon à prendre, et il s'écrie, comme l'empereur romain : l'argent n'a pas d'odeur; mais il ajoute avec Stern Gescheidt Bamberger : c'est la masse qui le fait. Telle est la démocratie de Stern Gescheidt dans sa plus haute « simplicité ». Dans ces derniers temps, Bamberger s'est fait connaître sous le sobriquet : « Hourrah ! Partons pour l'Italie ! ». Au cours de la campagne pour la Constitution de l'empire, il répondait au contraire à l'appel : « Ouf ! de Kirchheimboland ! ». Notre Stern Gescheidt Bamberger, qui s'était sauvé de Kirchheimboland et avait conduit par le bout du nez le corps des francs-tireurs du Palatinat, sur les exploits duquel on m'a confié un manuscrit savoureux, était bien trop roublard pour ne pas flairer que les alluvions malpropres et imprégnées de sang déposées par le régime de décembre recelaient des mines d'or pour les prospecteurs avisés. Il se rendit donc à Paris où, comme son

---

sévisait dans la ville en 1374. Les participants à la procession effectuent des mouvements compliqués en avant et en arrière.

<sup>1</sup> Alexander Pope, *The Dunciad*, Livre II.

<sup>2</sup> Allusion aux activités spéculatives de la banque du *Crédit Mobilier* fondée par les frères Péreire.

ami Isidore Berlinerblau, autrement dit H. B. Oppenheim, le fait si gentiment remarquer, on se sent plus libre qu'on ne le sait. Stern Gescheidt, chez qui la circulation monétaire commençait à mal fonctionner en 1858-59 (voir le rapport de la Banque de France sur la circulation de 1858-59) se sentit le cœur tout joyeux, quand il vit soudain le fumier de décembre miroiter des couleurs brillantes des idées grandiloquentes. Notre Stern Gessheidt, aussi roublard que bon démocrate, comprit qu'un déluge parisien emporterait, en même temps que le fumier de décembre, le Doit de son grand livre pour n'y laisser subsister que l'Avoir. On sait que Stern Gescheidt Bamberger a augmenté les neuf muses helléniques d'une dixième muse, hébraïque celle-là, la « muse du temps », ainsi qu'il appelle le cours de la Bourse.

Mais revenons à Abel. Le style d'Abel est tout imprégné de l'odeur spécifique indispensable au *Daily Telegraph*, le grand égout en papier de la capitale du monde. Lorsqu'il est vraiment, bien touché du parfum qu'exhale la correspondance d'Abel, du savoir d'Abel et du zèle industriel qu'il met à lui écrire de vingt endroits à la fois, dans ces moments de très grande émotion, Lévy appelle son Abel, avec une familiarité caressante, sa « punaise industrielle ».

La justice poétique exige à elle seule que la « nature arrondie » ne reste pas, à la fin de la comédie, enfoncée avec Abel dans le fumier de Londres. Mais qui le tirera du fumier ? Qui sera le sauveur ? C'est un autre saligaud qui sera le sauveur, c'est le baron von Vincke, hobereau de la terre rouge, le chevalier à la joyeuse figure, le *chevalier sans peur et sans reproche*<sup>1</sup>.

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, la *Rheinische Zeitung* avait, dès 1848, fait connaître l'identité des contraires Vogt et Vincke; et Vogt lui-même l'entrevoyait en 1859 quand il écrivit dans ses *Studien* : « M. von Vincke, apôtre d'une nouvelle liberté politique..., mais cela frise le domaine du ridicule. » (p. 21), donc le domaine de Vogt.

Mais, le 1er mars 1860, Vincke prononça publiquement la parole réconciliatrice quand, pour parler avec J. Ph. Becker, « il illustra la modeste Chambre prussienne en lui parlant de la *Schwefelbande* ». Il est vrai qu'un an auparavant il avait recommandé à la même Chambre le pamphlet : *Le Pô et le Rhin*, n'ayant pas découvert, faute d'avoir le nez de Lévy, que ce pamphlet provenait de la *Schwefelbande*. Mais lorsque Vincke se mit à jouer à l'Italien tout comme Vogt, quand Vincke, tout comme Vogt, insulta la Pologne et que Vincke, tout comme Vogt, préconisa le partage de l'Allemagne, les deux frères ennemis se tombèrent dans les bras à tout jamais.

On sait que les pôles de même nom se repoussent irrésistiblement. C'est ainsi que Vincke et Vogt se repoussèrent longtemps. Tous deux sont affligés d'une hypersécrétion de la glande salivaire; c'est pourquoi chacun se figurait que l'autre ne le laisserait pas parler à son aise.

Vogt, au témoignage de Ranickel, est un grand zoologiste; Vincke également, comme le prouve son grand élevage de cochons à Ickern.

Dans le drame espagnol, il y a deux personnages amusants pour un héros. Même à Saint-Cyprien, le Faust espagnol, Calderon adjoint Moscon et Clarin. De même, au parlement de Francfort, von Radowitz, le général de la réaction, était flanqué de deux officiers d'ordonnance comiques, son arlequin Lichnowsky et son clown Vincke. Mais Vogt, le clown libéral adverse était forcé de faire lui-même toute la besogne, et ne pouvait donc manquer d'en vouloir à Vincke, Jacob Venedey n'étant bon qu'à jouer la partie émouvante, c'est-à-dire le rôle de Pantalón, Vincke se plaisait à soulever parfois son masque de bouffon. C'est ainsi qu'il déclara, dans la séance du Par-

---

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

lement du 21 juin 1848 « qu'il lui semblait parfois se trouver sur une scène de théâtre plutôt que dans une assemblée de ce genre ».

Et, dans une réunion joyeuse des conservateurs du Parlement de Francfort, il représenta le prince des fous, assis sur un tonneau et chantant<sup>1</sup> : « Je suis le prince des fous, élu pour boire. ».

Cela également froissait son adversaire. En outre, Vogt et Vincke ne pouvaient pas se faire peur l'un à l'autre; aussi crurent-ils que le parti le plus sage était de s'attaquer réciproquement. Falstaff Vogt savait ce que valait le chevalier sans peur et sans reproche, et vice versa.

Le Bayard westphalien avait jadis étudié le droit à des universités allemandes. Il n'avait guère pratiqué le *corpus juris*<sup>2</sup> romain, parce que, disait-il, ses ancêtres de la terre rouge n'avaient pas en vain battu Varus. Mais il s'adonna d'autant plus ardemment au droit teutonique, c'est-à-dire au « code » des étudiants, dont il parcourut le terrain dans tous les sens et qu'il illustra plus tard sous le nom de terrain juridique. Par suite de cette profonde étude casuistique du code des étudiants, il rencontra par la suite, dans toute affaire de duel, un cheveu à la Duns Scot, qui, au moment décisif, se glissait avec autant de netteté et de précision entre le chevalier et l'effusion de sang que, dans le lit nuptial, l'épée nue entre la princesse et le remplaçant (*locum tenens*)<sup>3</sup>. Cette manie de couper les cheveux en quatre se mettait toujours en travers, avec la régularité d'une fièvre périodique, depuis l'aventure de Vincke avec le juge assesseur Benda à l'époque de la Diète unie de 1847<sup>4</sup> jusqu'à son aventure non moins fameuse avec le ministre de la guerre prussien à la Chambre des députés en 1860. On le voit, c'est par calomnie pure qu'on reprochait dernièrement à notre hobereau d'avoir perdu son terrain juridique. Ce n'est pas sa faute, si son terrain juridique ne se compose que de trappes. Il faut même aller plus loin. Puisque le code des étudiants convient à tel point aux débats juridiques supérieurs, notre hobereau, qui a de l'imagination, le remplace dans la vulgaire pratique parlementaire par le code forestier.

Dans la mare aux grenouilles de Francfort, Vincke, dans un accès de colère bleue, traita un jour son adversaire de ministre de l'avenir. Mais, dès qu'il apprit à Ickern que Vogt, se rappelant le dicton : « occupe une petite fonction, etc. », était devenu non seulement régent de l'empire, mais encore ministre des affaires étrangères, il fut saisi de stupeur et se plaignit amèrement qu'on eût méconnu le droit à l'avancement à l'ancienneté. N'avait-il pas déjà, à la Diète réunie de 1847, fait opposition au ministère comme frondeur, et à l'opposition bourgeoise comme représentant de la noblesse. Lorsqu'éclata la révolution de mars, il se crut donc désigné plus que tout autre pour sauver la couronne. Et voici que ses rivaux étaient maintenant ministres du présent, tandis qu'il se voyait attribuer lui-même le poste de ministre de l'avenir, poste qu'il n'a cessé, jusqu'ici, d'occuper avec un succès ininterrompu.

---

<sup>1</sup> En l'honneur de l'archiduc Jean, administrateur du Reich, qui se trouvait à Francfort-sur-le-Main le 11 juillet 1848, le groupe conservateur de l'Assemblée nationale de Francfort organisa un banquet auquel assista également von Vincke.

<sup>2</sup> Le *Corpus juris civilis*, compilé au VI<sup>e</sup> siècle sous l'empereur Justinien, était un code de droit régissant les relations de propriété dans la société esclavagiste de Rome. Il a été appliqué en partie en Allemagne du X<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup> Le terme *locum tenens* désigne en latin toute personne habilitée à exercer une fonction en l'absence du titulaire.

<sup>4</sup> Une allusion au fait que Robert von Benda avait provoqué Vincke en duel pour ses remarques anti-juives provocantes, que Benda avait prises pour une insulte personnelle. Vincke avait refusé de se battre. La *Neue Rheinische Zeitung* avait relaté l'incident dans son numéro 184 du 1<sup>er</sup> janvier 1849. La Diète Unie, convoquée par Frédéric-Guillaume IV à Berlin en avril 1847, était une assemblée des huit diètes provinciales de Prusse ; et, comme celles-ci, elle était basée sur le principe des domaines sociaux. Ses attributions se limitaient à l'approbation de nouveaux impôts et emprunts, à un vote délibératif dans la discussion des projets de loi et au droit de pétition auprès de la royauté. La première Diète unie fut dissoute en raison de son refus d'approuver un nouvel emprunt.

Pour se venger, il secoua de ses souliers la poussière berlinoise et se rendit à Francfort à l'église Saint Paul, où il prit place à l'extrême droite et joua le rôle de clown, de claqueur et d'agent provocateur au service du général Radowitz.

Vincke se montra bon Autrichien jusqu'au fanatisme, du moins aussi longtemps que cette attitude eut l'approbation supérieure. Il s'emportait, tel un possédé, contre les nationalités.

« A gauche, déclara-t-il à la séance du 23 octobre 1848, on s'emballe tour à tour pour toutes les nationalités possibles, Italiens, Polonais et même, en ce moment, les Magyars ».

Les trois chevaliers, Vincke, Lichnowsky et Arnim, jouèrent le trio musical, « le bœuf beugle, la vache p... , et l'âne joue du basson », avec une telle virtuosité contre les orateurs favorables à la Pologne (séance du 5 juin 1848), que même la sonnette du président en rendit l'âme; et lorsque Radowitz (séance du 15 août 1848) revendiqua pour l'empire allemand le Mincio comme une frontière naturelle et militaire, Vincke, au grand amusement de toutes les galeries et à la secrète admiration de Vogt, fit le poirier fourchu et applaudit des deux jambes. Claqueur en chef pour les résolutions par lesquelles les gens de la mare aux grenouilles de Francfort avaient revêtu de l'approbation de la volonté populaire allemande l'asservissement dynastique de la Pologne, de la Hongrie et de l'Italie, le hobereau de la terre rouge fut encore plus bruyant dans les manifestations de sa joie, dès qu'il s'agit de sacrifier les droits de la nation allemande par le honteux armistice de Malmö. Afin d'assurer la majorité à la ratification de l'armistice, des spectateurs diplomatiques ou autres s'étaient faufiletés des galeries sur les bancs de la droite. La tromperie fut découverte et Raveaux, avec insistance, réclama un nouveau vote. Vincke s'y opposa : ce qui importe, ce ne sont pas ceux qui votent, mais ce que l'on vote (séance du 16 septembre 1848). Pendant l'émeute de Francfort (septembre 1848), provoquée par la décision concernant l'armistice de Malmö, le Bayard westphalien disparut sans laisser de traces; mais, après la proclamation de l'état de siège, il se vengea, par de furieuses cabrioles réactionnaires, de la frayeur dont personne ne pouvait le dédommager.

Mais il ne lui suffisait pas de guerroyer avec la langue contre les Polonais, les Italiens et les Hongrois. C'est lui qui proposa l'archiduc Jean d'Autriche comme président du pouvoir central provisoire (séance du 21 juin 1848), mais avec la très humble restriction que le Habsbourg, chef de l'Exécutif du Parlement allemand, n'aurait ni à exécuter, ni à promulguer, ni à connaître d'une façon quelconque les résolutions plébésiennes de cette Assemblée. Sa fureur fut extrême lorsque ses propres camarades de majorité, pour le simple plaisir du changement, votèrent que le Vicaire de l'empire daignât avoir la condescendance d'assurer une entente préalable avec le Parlement, du moins quand il s'agirait de résolutions sur la paix ou la guerre ou de traités avec les puissances étrangères (séance du 30 juin 1848). Et la grande chaleur avec laquelle l'orateur Vincke s'efforça d'arracher au Parlement allemand un vote de confiance pour le ministre de l'empire Schmerling et ses acolytes, en récompense de la part qu'ils avaient prise à l'infâme et sanglante trahison de Vienne (séance du 24 octobre 1848), cette chaleur réfutait victorieusement la calomnie de Fischart : « oh ! Combien froides sont les bouches des Westphaliens ! »

C'est ainsi que Vincke afficha pour les Habsbourg une amitié de bon voisin, quand soudain se mit à flotter au-dessus du Sahara parlementaire le mirage de la Petite-Allemagne, où notre hobereau crut discerner un portefeuille ministériel grandeur naturelle qu'un pinson avait sous le bras. Comme les murs de l'église Saint-Paul avaient des oreilles démesurément longues, il pouvait se flatter de l'espoir que le bruit fait à Francfort par les explosions tumultueuses de ses sentiments de loyalisme à l'égard des Hohenzollern avait agréablement surpris à Berlin. N'avait-il pas, le 21 juin 1848, déclaré en pleine église Saint-Paul : « Mes électeurs m'ont envoyé ici pour représenter non seulement les droits du peuple, mais encore ceux des

princes. Je ne cesse de me délecter de la parole du grand Electeur qui, un jour, appela les gens de la Marche ses sujets les plus fidèles et les plus obéissants. Et, dans la Marche, nous en sommes encore fiers ».

Et le Bayard de la Marche passa des paroles aux voies de fait dans la fameuse bataille de la tribune où il gagna ses éperons de chevalier (séances des 7 et 8 août 1848).

Au moment où l'on discutait l'amnistie réclamée pour Frédéric Hecker, Brentano laissa tomber du haut, de la tribune une allusion à double sens à un prince de la maison des Hohenzollern. Et voilà que Vincke fut pris d'une véritable crise canine de loyalisme. Bondissant de sa place, il se précipita sur Brentano et tout en lui criant : « Ouste ! File, espèce de chien ! » et voulut l'arracher de la tribune. Mais Brentano tint bon. Un peu plus tard, notre hobereau se jeta de nouveau sur lui et, tout en se réservant naturellement la possibilité de réfléchir mûrement et de se placer sur le terrain juridique, il lui lança son gant de chevalier que Brentano releva en disant : « Devant l'église vous pourrez me dire tout ce que vous voudrez ; mais ici, lâchez-moi tout de suite, ou je vous f... une paire de gifles ».

Le hobereau se mit alors à puiser dans son carquois oratoire et à gratifier la gauche d'un certain nombre d'aménités jusqu'à ce que Reichardt lui criât : « Von Vincke, vous n'êtes qu'un petit m... » (Séance du 8 août 1848). Le débat sur le conflit entre le ministère Brandenburg et l'Assemblée unioniste berlinoise, Vincke essaya de l'éluider en proposant de passer à l'ordre du jour. « Depuis l'entrée victorieuse de Wrangel à Berlin, dit-il, l'ordre est rétabli, les valeurs ont monté... l'Assemblée de Berlin n'a pas le droit d'adresser des proclamations au peuple, etc. ». A peine les unionistes furent-ils dispersés que le chevalier sans peur et sans reproche les attaqua d'autant plus virulemment. « Il nous manque, hurla-t-il à la séance du 15 décembre 1848, il nous manque, pour une république, la formation politique préliminaire ; c'est ce que viennent de nous montrer les représentants de l'ancienne Assemblée de Berlin, en prenant des résolutions inspirées par une basse ambition personnelle. ». Ces paroles déchaînèrent une tempête qu'il calma en déclarant « qu'il était prêt à soutenir en chevalier son opinion contre n'importe qui », mais il eut la précaution d'ajouter « qu'il ne visait aucun membre de cette Assemblée, mais les membres de l'ancienne Assemblée berlinoise ».

C'est avec ce ton provocant que le Bayard de la Marche appelait en champ clos toute l'armée des unionistes dispersés. Un de ces unionistes entendit l'appel, se recueillit et, chose inouïe, réussit à amener face à face avec lui, sur le champ de bataille d'Eisenach, le hobereau de la terre rouge. L'effusion de sang paraissait devenue inévitable, quand, au moment décisif, Bayard découvrit une argutie digne de Duns Scot. Son adversaire s'appelait Georges Jung et les lois de l'honneur commandaient au chevalier sans peur et sans reproche de combattre le dragon, mais à aucune condition un homonyme du chevalier vainqueur du dragon. Rien ne put faire renoncer Vincke à cette idée fixe. Il jurait ses grands dieux qu'à la mode japonaise il ferait hara-kiri plutôt que de toucher à un homme qui se prénommait Georges et n'avait d'ailleurs pas l'âge réglementaire exigé par le code du duel. Mais c'est avec d'autant plus de virulence que notre ennemi du duel s'escrimait, à l'église Saint-Paul, contre Temme<sup>1</sup> et quelques autres personnes qui faisaient de l'opposition au gouvernement et gémissaient à Munster sur la paille humide des cachots (séance du 9 décembre 1849). S'il ne négligeait donc pas le moindre détail pour se rendre agréable en haut lieu, son zèle loyaliste se surpassa lui-même dans les efforts gigantesques qu'il fit pour établir une petite Allemagne et une grande couronne de Prusse. Warwick, le faiseur de rois, n'était qu'un enfant à côté de Vincke, le faiseur d'empereurs.

---

<sup>1</sup> Jodocus Donatus Hubertus Temme, Juriste allemand, député de centre gauche à l'Assemblée nationale prussienne en 1848 et député à l'Assemblée nationale de Francfort en 1849.

Le Bayard de la Marche pensait qu'il en avait suffisamment fait pour la révolution de 1848, dont il n'attendait pas de gratitude. Après la chute du ministère de l'action<sup>1</sup>, Vincke disparut pour quelque temps de l'église Saint-Paul, mais toujours disponible. Il agit de même à la chute du ministère von Pfuel. Mais, la montagne ne venant pas à Mahomet, Mahomet résolut d'aller à la montagne. Elu dans un bourg quelconque, le chevalier de la terre rouge se montra tout à coup à Berlin comme député à la Chambre octroyée, tout rempli d'espoir à la pensée du salaire que ne pouvaient manquer de lui valoir ses hauts faits de Francfort. Le chevalier se sentait, par surcroît, éminemment à l'aise dans l'état de siège qui ne lui refuserait aucune liberté non parlementaire. Les sifflements et les huées avec lesquels la population berlinoise l'accueillit pendant qu'avec les députés octroyés il attendait devant le château l'audience dans le salon blanc, il les écoutait d'autant plus avidement de ses deux oreilles que Manteuffel lui avait délicatement fait comprendre que, ne fût-ce que pour trouver un portefeuille ministériel à attribuer à un homme de grand mérite, on penchait en haut lieu à accepter la couronne de la petite Allemagne des mains des faiseurs d'empereurs de Francfort. Dans cette douce illusion et cet espoir, Vincke tâcha de se rendre provisoirement utile comme saute-ruisseau du Cabinet. Conformément aux instructions de la *Kreuzzeitung*, il rédigea le projet d'une adresse à la Couronne, protesta bruyamment contre l'amnistie, n'accepta la Constitution octroyée qu'avec la restriction expresse qu'un « fort pouvoir central » en ferait la révision et la débarrasserait de toutes les réminiscences de mars, insulta les députés de la gauche que le siège avait rendus malades, etc. et attendit son triomphe.

La catastrophe approchait. La délégation de Francfort était arrivée à Berlin, et Vincke avait, le 2 avril 1849, proposé l'amendement le plus loyaliste au projet d'adresse, et Manteuffel avait, en toute innocence, donné son approbation. La séance à peine terminée, Vincke, d'un bond prodigieux, se précipita chez un brocanteur voisin pour y faire lui-même l'acquisition d'un portefeuille en carton noir, bordé de velours rouge et orné de dorures. La joie dans l'âme, un ricanement triomphal de faune aux lèvres, le chevalier à la joyeuse figure siégeait le lendemain matin au centre de la Chambre, mais il n'entendit que « jamais, jamais, jamais », les lèvres de Manteuffel avaient des frémissements tout saturés de raillerie, et notre hobereau sans peur, la figure blême, l'agitation intérieure le faisant frétiler comme une anguille, disait, d'un air furibond, à ses amis : « Retenez-moi, ou je fais un malheur ». Pour le retenir, la *Kreuzzeitung*, dont Vincke avait, depuis un mois, si scrupuleusement suivi les directives et dont il avait patronné le projet d'adresse, publia le lendemain un article intitulé : *La patrie est en danger*, et où l'on pouvait lire entre autres : « Le ministère reste, et le roi conseille à Vincke et consorts de ne pas s'occuper de choses qui ne les regardent pas ». Devenu le dindon de la farce, le chevalier sans peur et sans reproche quitta Berlin et s'en retourna chez lui à Ickern, et le nez qu'il faisait était plus long que celui de Lévy, tel ma foi qu'on ne peut le trouver que chez un - ministre de l'avenir.

Après avoir aigri de la sorte, pendant de longues années d'attente anxieuse, à Ickern, dans la zoologie pratique, notre Cincinnatus de la terre rouge se réveilla un beau matin à Berlin comme chef officiel de l'opposition à la Chambre des députés de Prusse. Les discours de droit (de droite) ne lui ayant pas réussi à Francfort, il se mit à faire à Berlin des discours gauches (de gauche). Représentait-il l'opposition de la confiance, ou la confiance de l'opposition, on n'a pu le savoir au juste. En tout cas, il força de nouveau son rôle. Il ne tarda pas à se rendre tellement indispensable au cabinet sur les bancs de l'opposition que défense lui fut faite de les jamais quitter. Et il resta le hobereau de la terre rouge - ministre de l'avenir.

---

<sup>1</sup> Le ministère de l'Action (Ministerium der That) était le nom donné pendant la révolution de 1848-49 au gouvernement prussien d'Auerswald-Hansemann (juin-septembre 1848)

C'est dans ces conditions que Vincke en eut assez et signa sa fameuse convention d'Ickem. Vogt lui avait assuré noir sur blanc : dès que Plon-Plon aura conquis la première île parlementaire de Barataria<sup>1</sup> sur le continent allemand, la peuplera de « Schoppenheimer<sup>2</sup> » et en confiera la régence à son Falstaff, Vogt fera du Bayard westphalien son premier ministre, le nommera en outre agent-voyer en chef<sup>3</sup>, lui confèrera le titre de prince de Thoren (prince des fous), et sur le fer-blanc<sup>4</sup> qui, dans le bailliage insulaire (ou dans le royaume insulaire de Vogt), circulera certainement en guise de monnaie, il fera graver des frères siamois, à droite Vogt, régent de Plon-Plon, à gauche, Vincke, ministre de Vogt, la volumineuse double figure entourée de l'inscription suivante enguirlandée de feuilles de vigne : « Gueule à gueule avec toi, je provoque mon siècle en champ clos<sup>5</sup>. ».

---

<sup>1</sup> L'île sur laquelle Sancho Panza devient gouverneur dans le *Don Quichotte*, Livre II, ch. 44.

<sup>2</sup> Jeu de mots. Schoppen signifie chope. Schoppenheimer signifie donc buveur de chopes (Marx accuse Vogt d'être grand buveur).

<sup>3</sup> **Note de Marx** : Voir le pamphlet *Auch eine Charakteristik des liberalen Abgeordneten von Vincke und erbauliche. Geschichte des Sprochhövel-Elberfelder Wegbaues*.

<sup>4</sup> Blech signifie fer-blanc, et, au figuré, des propos sans valeur, des futilités.

<sup>5</sup> Schiller, *Don Carlos, Infant d'Espagne*, Acte I, neuvième entrée.

## Chapitre 11

### Un procès

Marx à Engels le 6 décembre 1860 : « Tu t'apercevas que dans la section XI « Un procès », toute l'affaire me concernant est si bien expliquée en long et en large que le lecteur bourgeois ne pourra plus l'oublier de sa vie<sup>1</sup>. ».

Ce chapitre est principalement consacré aux deux articles que le rédacteur en chef de la *National Zeitung*, Friedrich Zabel, a publiés, les 22 et 25 janvier 1860, sous le titre « Karl Vogt et l'*Allgemeine Zeitung* » et « Comment on fabrique des tracts radicaux », ainsi qu'aux plaintes juridiques que Marx a déposées à leur égard.

Fin janvier 1860 nous reçûmes à Londres deux numéros de la *Berliner National-Zeitung*. Le numéro 37 donnait un article de fond intitulé : « Karl Vogt et l'*Allgemeine Zeitung* »; le numéro 41 en donnait un autre intitulé : « Comment on écrit des pamphlets radicaux ». Sous ces titres différents, F. Zabel présentait une édition, arrangée *ad usum delphini*<sup>2</sup>, du *Hauptbuch* de Vogt. L'ouvrage lui-même n'arriva que bien plus tard à Londres<sup>3</sup>. Je résolus sur le champ d'intenter une action en diffamation contre Mr. F. Zabel à Berlin.

Ce n'est que dans des cas exceptionnels et très rares, dans les cas où un intérêt de parti semblait en jeu, comme par exemple à l'occasion du procès des communistes de Cologne, que j'avais riposté par écrit aux injures innombrables que la presse allemande et germano-américaine avait, depuis dix ans, accumulées à mon adresse. A mon avis, la presse a le droit d'offenser les écrivains, les hommes politiques, les comédiens et autres personnages publics. Si j'estimais opportun de tenir compte de l'attaque, je m'inspirais de la maxime : *A corsaire corsaire et demi*<sup>4</sup>.

Cette fois la situation était tout autre. Zabel m'accusait d'une série d'actes criminels et infamants, et cela devant un public que les préjugés de parti portaient à croire les monstruosité les plus énormes et qui, puisque mon absence d'Allemagne durait depuis onze ans, manquait de toute donnée pour se prononcer sur ma personnalité. Abstraction faite de toute considération politique, je devais à ma famille, à ma femme et à mes enfants, de soumettre à l'examen d'un tribunal les accusations *infamantes* de Zabel.

La rédaction et la nature de ma plainte excluaient dès l'abord toute comédie juridique d'errements, comme on en vit dans le procès de Vogt contre l'*Allgemeine Zeitung*. Même si j'avais pu avoir l'intention incroyable d'en appeler contre Vogt à ce même tribunal de Fazy qui, dans l'intérêt de Vogt, avait déjà étouffé une instruction criminelle<sup>5</sup>, il existait des points d'une importance décisive qui ne pouvaient pas être tranchés à Genève, mais uniquement en Prusse, tandis que, d'autre part, la seule donnée pour laquelle Zabel pouvait chercher des preuves auprès de Vogt reposait sur de prétendus

---

<sup>1</sup> C6, p. 241.

<sup>2</sup> In usum Delphini : au sens propre : « à l'usage du Dauphin », au sens figuré : « avec des omissions ». L'expression s'est répandue après 1668, lorsque les œuvres des classiques grecs et latins ont été publiées pour le fils de Louis XIV, l'héritier du trône de France (le Dauphin), expurgées de tous les passages « répréhensibles ».

<sup>3</sup> Marx ne prendra connaissance du pamphlet de Vogt que le 13 février 1860. Le même jour, il s'adresse à son conseiller juridique Weber pour intenter un procès contre la *National-Zeitung* (C6, pp. 53-59).

<sup>4</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>5</sup> En rapport avec l'action contre la société financière genevoise *La Cimentaire*. Cf. l'annexe n° 16 « Supplément ».

documents que Zabel pouvait tout aussi facilement produire à Berlin que son ami Vogt à Genève. Ma plainte contre Zabel renfermait les points suivants :

1. Dans le numéro 37 de la *Nationalzeitung* du 22 janvier 1860, dans l'article intitulé : « Karl Vogt et l'*Allgemeine Zeitung* », Zabel écrit :

« Vogt rapporte, p. 136 et suivantes : Sous le nom de *Schwefelbande*, ou encore sous le nom non moins caractéristique de *Bürstenheimer*, on désignait, parmi les réfugiés de 1849, un certain nombre d'hommes qui, disséminés d'abord en Suisse, en France et en Angleterre, se réunirent peu à peu à Londres, où ils vénéraient, comme leur chef visible, Mr. Marx. Le principe politique de ces drôles était la dictature du prolétariat, et c'est par ces illusions qu'ils pipèrent dans les débuts non pas seulement certains des meilleurs réfugiés, mais encore les ouvriers et les volontaires du corps de *Willich*. Ils continuaient dans le monde des réfugiés l'œuvre de la *Rheinische Zeitung* qui, en 1849, déconseillait toute participation à n'importe quel mouvement et attaquait, en outre, tous les membres du Parlement, sous le prétexte que l'agitation ne visait que la Constitution de l'empire. La *Schwefelbande* faisait peser sur ses adhérents une discipline terrible. Quiconque essayait, d'une façon ou d'une autre, de se faire une situation sociale était, par le fait même de vouloir se rendre indépendant, considéré comme traître à la révolution, dont on attendait à tout instant une nouvelle explosion et qui devait donc mobiliser ses soldats pour les mettre en campagne. La discorde, les rixes, les duels, voilà ce que des bruits habilement répandus, des correspondances, etc., provoquaient dans cette classe de vagabonds soigneusement entretenue. L'un soupçonnait l'autre d'être espion et réactionnaire, tous se méfiaient les uns des autres. Une des occupations principales de la *Schwefelbande* consistait à compromettre à tel point des gens restés en Allemagne qu'ils se voyaient forcés de verser de l'argent, pour que la bande gardât le silence sur les faits qui les compromettaient. Ce n'est pas une lettre, ce sont des centaines de lettres, qui furent envoyées en Allemagne, disant qu'on allait dénoncer la participation à tel ou tel acte révolutionnaire, si, pour une date donnée, une somme donnée n'était pas envoyée à une adresse donnée. En application du principe : quiconque n'est pas absolument pour nous est contre nous, on battait en brèche, non seulement parmi les réfugiés, mais au moyen de la presse, quiconque s'opposait à ces menées. Les prolétaires remplissaient les colonnes de la presse réactionnaire d'Allemagne de leurs dénonciations contre les démocrates qui ne se déclaraient pas leurs partisans, et devinrent les alliés de la police secrète en France et en Allemagne. En vue de mieux caractériser ces gens, Vogt reproduit entre autres une longue lettre de l'ex-lieutenant *Techow*, datée du 26 août 1850, où sont exposés les principes, les agissements, les inimitiés, les ligues secrètes rivales des prolétaires, et où l'on voit Marx qui, infatué, à la façon de Napoléon, de sa supériorité intellectuelle, mène à la férule la *Schwefelbande*. ».

Pour rendre intelligible ce qui va suivre, il nous faut faire les remarques que voici : après avoir, dans le passage ci-dessus reproduit, donné une prétendue information de Vogt, Zabel cite, en son propre nom, afin de mieux nous documenter sur la *Schwefelbande*, le procès Cherval de Paris, le procès communiste de Cologne, la brochure que j'ai publiée sur ce dernier procès<sup>1</sup>, la journée révolutionnaire organisée par *Liebknecht* à *Morat*, les relations que, par mon intermédiaire, *Liebknecht* aurait eues avec l'*Allgemeine Zeitung*, *Ohly*, « également un canal de la *Schwefelbande* », tout cela à la file, enfin la lettre adressée le 20 octobre 1859 par *Biscamp* à l'*Allgemeine Zeitung*. Il termine par ces lignes :

« Huit jours après *Biscamp*, Marx écrivit à son tour à l'*Allgemeine Zeitung* et lui offrit, pour servir contre Vogt, un « certain docu-

---

<sup>1</sup> Les « Révélations sur le procès des communistes à Cologne ». Nous renvoyons sur le sujet aux pages de notre **fascicule 20**.

ment », dont nous parlerons peut-être plus tard. Et voilà les correspondants de *l'Allgemeine Zeitung*. ».

De tout ce premier article de fond, je ne retiens, comme objet de ma plainte, que le passage reproduit ci-dessus, et même, plus exactement, les phrases suivantes :

« Une des occupations principales... à une adresse donnée<sup>1</sup>. »

Je sommai naturellement Zabel de prouver la vérité de ses allégations. Dans le premier mémoire que je fis parvenir à mon avoué, M. le conseiller Weber, à Berlin, j'écrivais ceci : je demande à Zabel de produire, non pas « des centaines de lettres de menaces<sup>2</sup> », ni même une seule, mais simplement quelques lignes où un quelconque de mes coreligionnaires notoire se fût rendu coupable de l'infamie en question. Zabel n'avait qu'à s'adresser à Vogt qui, par retour du courrier, lui enverrait les « lettres de menace » par douzaines. Et si, par hasard, Vogt se trouvait dans l'impossibilité de fournir ne fût-ce qu'une ligne de ces centaines de lettres de menace, il pourrait en tout cas nommer plusieurs centaines « de personnes résidant dans la patrie allemande » et rançonnées de la façon indiquée. Puisque ces personnes se trouvent en Allemagne, il leur serait plus facile de se présenter à un tribunal de Berlin qu'à un tribunal de Genève.

Ma plainte contre le premier article de fond de Zabel se limitait donc à un seul point : j'aurais compromis politiquement des gens résidant en Allemagne, afin de leur extorquer de l'argent. En vue de réfuter en même temps les autres données de cet article, je citais une série de faits. Ici je ne réclamaï plus la preuve de la vérité; je faisais la preuve de la fausseté.

Pour ce qui est de la *Schwefelbande* ou encore des *Bürstenheimer*, la lettre de Johann Philipp Becker donnait suffisamment de renseignements. Pour ce qui concerne le caractère de la *Ligue des communistes*, et la part que j'avais prise aux travaux de cette ligue, il était facile de citer comme témoin, devant les juges de Berlin, par exemple M. A. H. Bürgers, un des condamnés du procès des communistes de Cologne et de le faire déposer sous serment. En outre, Fr. Engels avait dans ses papiers une lettre de novembre 1852<sup>3</sup>, dont l'authenticité était prouvée par les cachets de Londres et de Manchester, et dans laquelle je l'informais de la dissolution, faite sur ma proposition, de la ligue, ainsi que des motifs exposés dans la délibération relative à cette dissolution : depuis l'arrestation des accusés de Cologne, toute possibilité de communiquer avec le continent était détruite et une telle société de propagande ne répondait plus aux besoins du moment. Quant aux accointances que, sans vergogne, Zabel m'accusait d'entretenir « avec la police secrète d'Allemagne et de France », elles étaient prouvées, disait-il, soit par le procès des communistes de Cologne, soit par le procès Cherval à Paris. Nous reparlerons de ce dernier procès. Pour ce qui est du premier, je fis parvenir à mon défenseur mes *Révélations sur le procès des communistes de Cologne*, parues en 1853, en lui faisant remarquer que l'avocat Schneider pouvait être cité devant le tribunal de Berlin, et entendu, sous la foi du serment, sur la part que j'avais eue dans la révélation des infamies policières<sup>4</sup>. A l'affirmation de Zabel que les membres de mon parti et moi-même nous « avions rempli les colonnes de la presse réactionnaire allemande

---

<sup>1</sup> La traduction de J. Molitor ne cite pas cet extrait que voici : « L'une des principales occupations de la bande du soufre (commandée par Marx) était de compromettre les gens chez eux en Allemagne de telle sorte qu'ils étaient obligés de payer de l'argent pour que la bande préserve leur secret sans les compromettre. Ce n'est pas une, mais des centaines de lettres qui ont été écrites à des gens d'Allemagne, les menaçant de les dénoncer pour complicité dans tel ou tel acte de révolution, à moins qu'une certaine somme d'argent n'ait été reçue à une adresse précise avant une date donnée. ».

<sup>2</sup> Cf. la lettre de Marx à Weber du 13 février 1860 (C6, pp. 53-59).

<sup>3</sup> Cf. La lettre de Marx à Engels du 19 novembre 1852 (C3, pp. 282-283) : Il lui déclarait : « Mercredi dernier, sur ma proposition, la Ligue d'ici s'est dissoute et a décidé qu'elle n'avait plus lieu de continuer à exister sur le continent non plus, où du reste depuis l'arrestation de Bürgers-Röser elle avait déjà cessé d'exister en fait ».

<sup>4</sup> Cf. les lettres de Marx à Weber du 24 février et du 3 mars 1860 (C6, pp. 74-94 et pp. 111-125).

de dénonciations contre les démocrates qui ne marchaient pas avec nous », j'opposai le fait que jamais, ni directement ni indirectement, je n'avais envoyé de l'étranger des articles à des journaux allemands, si ce n'est à la seule *Neue Oder-Zeitung*. Mes articles parus dans ce dernier journal et, si besoin était, la déposition d'un des rédacteurs, le Dr Elsner, démontreraient que jamais je n'ai cru devoir mentionner ne fût-ce que le nom d'un « démocrate ». Quant à la collaboration de Liebknecht à l'*Allgemeine Zeitung*, elle ne commença qu'au printemps de 1855, trois ans après la dissolution de la ligue, et à mon insu. Liebknecht ne donnait du reste, ainsi que le prouve la collection de l'*Allgemeine Zeitung*, que des comptes rendus où, fidèle aux idées de son parti, il discutait de la politique anglaise, mais sans jamais dire un traître mot des « démocrates ». Si Liebknecht, pendant mon absence de Londres, fit parvenir à l'*Allgemeine Zeitung* un pamphlet publié à Londres contre le « démocrate » Vogt, il en avait absolument le droit : il savait en effet que l'auteur du pamphlet était un « démocrate » que le « démocrate » Vogt avait invité à collaborer à sa propagande « démocratique » et en qui il avait donc reconnu un « démocrate » pouvant aller de pair avec lui-même. La plaisanterie par laquelle Zabel faisait de moi-même le correspondant de l'*Allgemeine Zeitung* trouvait sa réfutation sans réplique dans une lettre que M. Orges m'écrivit quelques jours avant l'ouverture du procès d'Augsbourg et dans laquelle il s'efforçait entre autres de rectifier les préjugés « libéraux » qu'il me prêtait contre l'*Allgemeine Zeitung*. Enfin le mensonge de Zabel affirmant « que huit jours après Biscamp Marx écrivit à son tour à l'*Allgemeine Zeitung* » se réfutait lui-même. La lettre de Biscamp porte en effet la date du 20 octobre 1859, et les quelques lignes que j'y ajoutai en adressant à M. Orges le « document » demandé furent soumises au tribunal d'Augsbourg dès le 24 octobre 1859 et ne pouvaient donc pas avoir été écrites à la date du 29 octobre 1859.

Pour éclairer la religion du tribunal, il me parut opportun de compléter le dossier des preuves par quelques documents qui font retomber sur le calomniateur la lumière grotesquement infâme que le « démocrate » Zabel essaie de jeter sur ma position parmi les émigrés et mes « agissements » à l'étranger.

Je vécus d'abord à Paris de la fin 1843 au commencement 1845, date où Guizot me fit expulser. En vue d'établir nettement la position que, durant mon séjour à Paris, j'avais prise dans le parti révolutionnaire français, je fis parvenir à mon défenseur une lettre de Flocon qui, au nom du gouvernement provisoire de 1848, rapportait l'arrêté d'expulsion pris par Guizot et m'invitait à rentrer de Belgique en France. Je vécus à Bruxelles du commencement 1845 jusqu'à la fin de février 1848, date à laquelle Rogier m'expulsa de Belgique. Après coup, la municipalité de Bruxelles révoqua le commissaire de police qui nous avait arrêtés, ma femme et moi, à l'occasion de cette expulsion. Il existait à Bruxelles une association démocratique internationale<sup>1</sup>, dont le président d'honneur était le vénérable général Mellinet, le même qui avait sauvé Anvers de l'attaque des Hollandais. Le président en était l'avocat Jottrand, ancien membre du gouvernement provisoire belge; les vice-présidents étaient, pour les Polonais, Lelewel<sup>2</sup>, ancien membre du gouvernement provisoire polonais, pour les Français, Imbert, gouverneur des Tuileries après la révolution de février 1848; et c'est moi-même qui, pour les Allemands, remplissais les fonctions de vice-président aux-

---

<sup>1</sup> Il s'agit de l'Association démocratique fondée à Bruxelles à l'automne 1847. Elle se composait de révolutionnaires prolétariens, principalement des réfugiés révolutionnaires allemands, et de démocrates radicaux bourgeois et petits-bourgeois. Marx et Engels ont pris une part active à la création de l'Association. Le 15 novembre 1847, Marx fut élu vice-président de l'Association (le président était Lucien Jottrand) et, sous son influence, l'Association devint le principal centre du mouvement démocratique international. Pendant la révolution de février 1848 en France, l'aile prolétarienne de l'Association prône l'armement des ouvriers belges et l'intensification de la lutte pour une république démocratique. Cependant, après l'expulsion de Marx de Bruxelles en mars 1848 et la suppression des éléments révolutionnaires par les autorités belges, les activités de l'Association ont pris un caractère plus étroit et purement local et ont pratiquement cessé en 1849.

<sup>2</sup> Joachim Lelewel.

quelles j'avais été élu par un meeting public composé des membres de l'association ouvrière allemande et de tous les émigrés allemands fixés à Bruxelles. Une lettre que je reçus de Jottrand à l'époque où je fondai la *Neue Rheinische Zeitung* (Jottrand se rattache à ce qu'on appelle l'école américaine des républicains, c'est-à-dire une tendance qui m'est étrangère) et quelques lignes, indifférentes par ailleurs, de mon ami Lelewel montrent, autant que besoin est, la situation que j'occupais dans le parti démocratique de Bruxelles. C'est pourquoi je les joins aux pièces de la défense<sup>1</sup>.

Après avoir été expulsé de Prusse au printemps 1849 et de France à la fin de l'été de la même année, je me rendis à Londres où, depuis la dissolution de la Ligue (1852) et le départ de la plupart de mes amis, je vis absolument à l'écart de toutes les sociétés publiques ou secrètes et même de toute société, me contentant de faire de temps à autre, devant un cercle choisi d'ouvriers, et avec la permission du « démocrate » Zabel, des conférences gratuites sur l'économie politique. L'*Association ouvrière allemande* de Londres, dont je démissionnai en 1850 célébra le 6 février 1860, le vingtième anniversaire de sa fondation. J'y fus invité. Et nous décidâmes à l'unanimité de « stigmatiser comme une calomnie » l'affirmation de Vogt que j'avais exploité les ouvriers allemands en général et les ouvriers de Londres en particulier. Le président d'alors de l'association ouvrière, M. Müller, fit, le 1er mars 1860, authentifier cette résolution devant le tribunal de police de Bow Street. En outre de ce document, je fis parvenir à mon avocat une lettre de l'avocat anglais Ernest Jones, chef du parti chartiste. Ernest Jones (né et élevé à Berlin, sachant l'allemand mieux que Zabel) y exprime l'indignation que lui inspirent les articles infâmes de la *Nationalzeitung* et rappelle entre autres que, plusieurs années durant, j'ai collaboré gratuitement à l'organe londonien du parti chartiste. On me permettra bien de mentionner que, lorsqu'un parlement ouvrier anglais se réunit à Manchester vers la fin de l'année 1853<sup>2</sup>, nous fûmes seuls, Louis Blanc et moi, parmi tous les réfugiés de Londres, à recevoir une invitation comme membre d'honneur.

Enfin, puisque M. Vogt me fait vivre de la « sueur des ouvriers » à qui je n'ai jamais réclamé un centime, et que, d'après le « démocrate » Zabel, j'ai tellement « compromis » politiquement « des gens habitant ma patrie » qu'ils étaient forcés de me verser de l'argent pour que ma bande conserve le secret sans les compromettre, je demandai à M. Charles A. Dana, directeur-gérant du *New-York Tribune*, le plus grand journal anglo-américain, qui compte 200.000 abonnés et est presque aussi répandu que le *Commis voyageur* de Biel ou l'organe de Zabel, l'*Organe de la démocratie*<sup>3</sup>, d'attester par écrit que depuis dix ans je touchais des honoraires pour ma collaboration à la *Tribune*, à la *Cyclopaedia Americana*, etc. Sa lettre, si flatteuse pour moi, fut le dernier document que je crus devoir remettre à mon avocat pour réfuter les boules puantes n° 1 de Vogt et de Zabel.

---

<sup>1</sup> Cf. l'annexe 14 « Quelques pièces du dossier ».

<sup>2</sup> Le Parlement travailliste se réunit à Manchester du 6 au 18 mars 1854. Il avait été convoqué à l'occasion de la montée du mouvement de grève en Grande-Bretagne en 1853, à l'initiative d'un groupe de chartistes dirigé par Ernest Jones. Dès la fin de l'année 1853, ce groupe proposa de créer une vaste organisation ouvrière appelée *The Mass Movement* qui devait rassembler les syndicats et les travailleurs non organisés en vue de coordonner les grèves dans différentes parties du pays. L'organisation devait être dirigée par un Parlement du travail convoqué périodiquement et composé de délégués élus par des réunions de travailleurs non organisés et de syndicats affiliés au *Mass Movement*. Le Parlement du travail adopte le programme du *Mouvement de masse* et forme un comité exécutif de cinq membres. Marx, élu délégué honoraire au Parlement, envoya une lettre qui fut lue le 1er mars. Dans cette lettre, il mettait en avant la tâche de créer un parti ouvrier de masse indépendant en Grande-Bretagne. Cependant, la tentative de créer *The Mass Movement* échoua parce que la plupart des dirigeants syndicaux rejetaient la lutte politique et refusaient de soutenir l'idée de former une organisation de masse unie de la classe ouvrière. Le déclin du mouvement de grève au cours de l'été 1854 a été un facteur contributif. Le Parlement travailliste ne se réunit pas après mars 1854.

<sup>3</sup> Le *Schweizer Handels-Courier* et la *National-Zeitung*.

2. Dans l'article de fond n° 2 de Zabel : « Comment on écrit des pamphlets radicaux » (voir le n° 41 de la *Nationalzeitung*, 25 janvier 1860), nous lisons :

« D'où venait l'argent pour cette feuille (le *Volk*) si libéralement distribuée ? C'est le secret des dieux; mais que Marx et Biscamp ne disposent pas d'argent superflu, c'est le secret des hommes. ».

Pris isolément, ce passage pourrait être considéré comme un naïf cri d'étonnement. C'est comme si je disais par exemple : « Comment certain personnage adipeux qu'à l'époque où je faisais mes études à Berlin j'ai connu sous les apparences d'un cancre spirituellement et matériellement négligé, - il était propriétaire d'une garderie d'enfants et son activité littéraire se bornait, avant la révolution de 1848, à donner par-ci par-là quelques articles dans des feuilles de chou littéraires - comment ce cancre adipeux s'y est-il pris pour devenir rédacteur en chef de la *Nationalzeitung*, actionnaire de ce même journal et « démocrate ayant de l'argent de trop », c'est le secret des dieux. Mais les hommes qui ont lu certain roman de Balzac<sup>1</sup> et qui ont étudié la période Manteuffel peuvent s'en douter. »

Mais ce qui donne à l'affirmation de Zabel un sens plein de malignité, c'est qu'elle vient immédiatement après ce qu'il dit touchant mes relations avec la police secrète de France et d'Allemagne, les lettres par lesquelles, sous des allures de policier et de conspirateur, j'aurais tenté des extorsions de fonds : cette affirmation se rattache donc directement à la question que nous allons traiter sous le numéro 3 : « la fabrication en gros de faux billets de banque ». Zabel voulait évidemment insinuer que c'est par des moyens malhonnêtes que j'avais procuré des subsides au journal *Das Volk*.

Pour réfuter en justice l'accusation de Zabel, il me suffit d'un affidavit établi à Manchester le 3 mars 1860 et prouvant que toutes les sommes apportées par moi au *Volk*, exception faite pour une part aliquote que je versai moi-même, ne provenaient pas, comme Vogt se le figure, de gens résidant de l'autre côté de la Manche, mais avaient été fournies par mes amis de Manchester.

3. En vue de caractériser la « tactique du parti des prolétaires » sous la direction de Marx, Zabel écrit entre autres dans l'article de fond n° 2 :

« C'est de cette façon qu'en 1852 il fut machiné, contre les associations ouvrières suisses, une conspiration de la plus honteuse espèce, avec fabrication en gros de faux billets de banque (on en trouvera le détail dans Vogt) ».

Voilà comment Zabel exploite ce que Vogt dit de l'aventure de Cherval. Il fait de moi l'auteur moral et le complice criminel de la « fabrication en gros de faux billets de banque ». Les documents auxquels il me fallut recourir pour réfuter cette allégation du « démocrate » Zabel embrasse toute la période qui s'étend de la date où Cherval entra dans la *Ligue des communistes* jusqu'à la date où il s'enfuit de Genève en 1854. Un affidavit, établi le 1er mars 1860 par Karl Schapper<sup>2</sup> devant le tribunal de police de Bow Street, prouvait les faits suivants : l'entrée de Cherval dans la *Ligue des communistes* à Londres était antérieure à la mienne; de Paris, où il séjourna de l'été 1850 au printemps 1852, ce n'est pas avec moi qu'il correspondait, mais avec l'anti-Ligue qui, sous la direction de Schapper et de Willich, m'était hostile; après s'être, en apparence, évadé de la prison de Sainte-Pélagie et être revenu à Londres au printemps 1852, il y entra dans l'*Association publique des ouvriers allemands* à laquelle je n'appartenais plus depuis septembre 1850, et en fit partie jusqu'à ce qu'il fût enfin démasqué, déclaré infâme et expulsé. En outre, l'avocat Schneider II aurait pu déclarer sous serment à Cologne que les révélations qui furent, au cours du pro-

<sup>1</sup> En référence au roman de Balzac *Les Illusions perdues*.

<sup>2</sup> Marx sollicite à cet effet Karl Schapper dans sa lettre du 27.02.1860 (C6, pp. 95-97).

cès communiste de Cologne, faites concernant Cherval, ses relations avec la police prussienne à Londres, etc., provenaient de moi. Mes *Révélations*, publiées en 1853, prouvaient qu'après le procès, j'avais publiquement dénoncé Cherval. Enfin la lettre de J. Ph. Becker renseignait sur le séjour de Cherval à Genève.

4. Après avoir, dans l'article n° 2, commenté, avec une véritable logique de cancre, le pamphlet *Avertissement* dirigé contre Vogt et avoir, autant que possible, jeté la suspicion sur l'attestation que Vögele<sup>1</sup> m'avait remise sur l'origine du pamphlet et que j'avais envoyée à l'*Allgemeine Zeitung*, il termine en ces termes :

« Il est évident qu'il (Blind) n'est pas membre du parti intime de Marx. A notre estimation, il ne devait pas être trop difficile à ce parti de faire de Blind son bouc émissaire; et si l'on voulait donner quelque poids à l'accusation contre Vogt, il fallait, de toute nécessité, la ramener à une personne déterminée qui en prendrait la responsabilité. Or, rien n'était plus facile au parti de Marx que de rejeter la paternité du pamphlet sur Blind, précisément parce que et après que celui-ci, dans son entretien avec Marx et dans l'article de la *Free Press* avait émis des considérations du même genre; en utilisant ces paroles et ces formules de Blind, on pouvait « forger » le pamphlet de telle sorte que tout le monde y vît une production de Blind... Chacun reste libre de considérer soit Marx soit Blind comme l'auteur. »

Zabel m'accuse ici d'avoir forgé de toutes pièces, au nom de Blind, un document, le pamphlet *Avertissement* et d'avoir ensuite, à l'aide d'un faux témoignage que j'aurais envoyé à l'*Allgemeine Zeitung*, donné Blind comme l'auteur du pamphlet forgé par moi. La réfutation juridique de ces allégations du « démocrate » Zabel était aussi probante que simple. Elle comprenait la lettre, citée plus haut, de Blind à Liebknecht, l'article de Blind, dans la *Free Press*, les deux affidavits de Wiehe et de Vögele<sup>2</sup> et la déclaration imprimée de M. D. Schaible.

Vogt qui, dans ses *Studien*, avait, comme tout le monde le sait, railé le gouvernement bavarois, déposa, fin août 1859, une plainte contre l'*Allgemeine Zeitung*. Dès le mois de septembre, l'*Allgemeine Zeitung* dut demander la remise des débats juridiques publics; mais, malgré la remise accordée, l'affaire vint effectivement le 24 octobre 1850. Mais, si les choses se passèrent ainsi en Bavière, Etat obscurantiste, à quoi ne pouvait-on pas dès lors s'attendre en Prusse, Etat de lumière, sans même s'en référer au proverbe qui dit qu'il « y a des juges à Berlin ».

Mon avocat, le conseiller de justice Weber, formula ma plainte comme suit :

« Le rédacteur de la *Nationalzeitung*, Dr Zabel, m'a, dans des articles de fond parus dans les numéros 37 et 41 de cette année, calomnié publiquement et à plusieurs reprises et accusé notamment : 1. de gagner et d'avoir gagné de l'argent par des moyens malhonnêtes ou criminels; 2. d'avoir forgé de toutes pièces le pamphlet anonyme *Avertissement*, d'en avoir, vis-à-vis de l'*Allgemeine Zeitung*, et alors que j'étais certain du contraire, attribué la paternité à un certain Blind, et d'avoir même tenté d'en apporter la preuve par un document du contenu inexact duquel j'aurais dû être convaincu. ».

M. le conseiller de justice Weber choisit d'abord le procédé de l'instruction judiciaire : il dénonça au procureur royal les calomnies de Zabel, pour l'introduction d'une action d'office. Le 18 avril 1860, il fut rendu l'ordonnance suivante :

« Retourné à M. le Dr Karl Marx, par les soins de M. le conseiller de Justice Weber, avec l'indication qu'il n'y a pas d'intérêt public qui

<sup>1</sup> Cf. l'annexe 12 « L'affidavit de Vögele ».

<sup>2</sup> Reproduits dans les Annexes 12 et 13.

donne lieu à intervention de ma part (Art. XII de la loi d'introduction du code pénal du 14 avril 1851). Berlin, le 18 avril. - Le procureur royal près le tribunal de première instance. Signé : Lippe. ».

Mon défenseur interjeta appel devant le procureur général et obtint, le 26 avril 1860, une seconde ordonnance dont voici la teneur :

« Au conseiller de justice royal M. Weber, en sa qualité de mandataire du Dr Karl Marx à Londres. Les documents joints à la plainte du 20 avril courant, dans l'affaire de dénonciation contre le Dr Zabel, résidant à Berlin, vous ont été retournés avec l'observation que la seule considération par laquelle le procureur royal puisse se laisser guider dans l'appréciation discrétionnaire que lui confère l'article XVI de la loi d'introduction du code pénal, est la question de savoir si les poursuites sont commandées par un quelconque intérêt public évident. En plein accord avec le procureur royal je ne puis répondre à cette question que par la négative, et je rejette par conséquent votre requête. - Berlin, le 26 avril 1860. Le procureur général près la cour d'appel. Signé Schwarck. »

Ces deux refus du procureur Lippe et du procureur général Schwarck, je les trouvai pleinement justifiés. Dans tous les Etats du monde, et en Prusse probablement comme partout ailleurs, on entend par intérêt public l'intérêt du gouvernement. Le gouvernement prussien n'avait et ne pouvait avoir « un quelconque intérêt public évident » à poursuivre le « démocrate » Zabel pour calomnie envers ma personne. C'était plutôt le contraire. Par dessus le marché, le procureur n'a pas la compétence juridique de juger; il n'a, même contre sa conviction ou son opinion personnelle, qu'à suivre aveuglément les instructions de son supérieur, en dernier ressort le ministre de la justice.

En fait, je suis donc absolument d'accord avec les réponses de MM. Lippe et Schwarck, mais il me reste un scrupule juridique sur le fait que Lippe ait invoqué l'article XII de la loi d'introduction du code civil du 14 mars 1851. Nulle prescription du code prussien n'oblige le ministère public à donner les motifs de son refus de faire usage de son droit d'intervention. L'article XII cité par Lippe ne contient d'ailleurs pas un mot à ce sujet. A quoi bon, par conséquent le citer ?

Mon avocat proposa alors la procédure au civil, et je respirai. Si le gouvernement prussien n'avait pas d'intérêt public à poursuivre Zabel, j'avais, moi, l'intérêt d'autant plus vif de la légitime défense. Et j'intervins en mon propre nom. Le sens du jugement final m'importait peu, pourvu que je réussisse à amener Zabel à la barre d'un tribunal public. Qu'on juge donc de mon étonnement ! Il ne s'agissait plus, ainsi que je l'appris, de l'introduction juridique de ma plainte, mais de l'introduction juridique de la question de savoir si j'avais le droit de porter plainte contre Zabel.

J'appris à ma grande terreur que, d'après la jurisprudence prussienne, tout plaignant, avant que le juge introduise la plainte, c'est-à-dire la fasse préparer en vue d'un jugement réel, est tenu de la soumettre au juge de telle façon que celui-ci se rende compte s'il y a, somme toute, droit à plainte. Dans cet examen préliminaire des actes, il se peut que le juge réclame de nouvelles preuves ou supprime une partie des anciennes preuves, ou trouve qu'après tout il n'y a pas droit à plainte. S'il lui plaît de concéder au plaignant le droit à plainte, le juge introduit la plainte, la procédure contradictoire commence et l'affaire est réglée par jugement. Mais s'il refuse le droit à plainte, il déboute purement et simplement le plaignant par une ordonnance. Cette procédure est particulière aux procès au civil aussi bien qu'aux procès en réparation d'injures. Une plainte en réparation d'injures peut donc, comme n'importe quelle autre plainte au civil, être rejetée à toutes les instances par de semblables ordonnances, sans qu'il y ait possibilité de la jamais faire juger.

On admettra qu'une législation, qui ne reconnaît pas aux particuliers le droit d'intenter une plainte dans leurs propres affaires privées, méconnaît les lois fondamentales les plus simples de la société.

té civile. Au lieu d'être un droit naturel des personnes privées indépendantes, le droit à plainte devient un privilège attribué à l'Etat par ses fonctionnaires de justice. Dans tout litige juridique, l'Etat se glisse entre le particulier et la porte du tribunal qu'il ouvre ou ferme à son gré. Le juge commence par rendre une ordonnance en tant que fonctionnaire, pour pouvoir juger, ensuite en tant que juge. Le même juge, qui, sans entendre l'accusé, sans procédure contradictoire, décide d'abord s'il y a droit à plainte, qui peut se mettre du côté du plaignant et prononce donc jusqu'à un certain point pour le droit à plainte et par conséquent, jusqu'à un certain point contre l'accusé, ce même juge, on le charge, lorsque l'affaire est dans la suite réellement évoquée devant le tribunal, de juger impartialement entre le plaignant et l'accusé, donc de se prononcer sur son premier jugement; B gifle A. A ne peut porter plainte contre le donneur de gifle avant d'en avoir poliment obtenu la licence du fonctionnaire juridique. A retient un terrain appartenant à B. B n'a pas besoin d'autorisation préalable pour faire valoir en justice ses prétentions de propriétaire. Peu lui importe qu'on la lui donne ou qu'on la lui refuse. B calomnie A dans la presse publique et c'est « en secret » qu'un fonctionnaire juridique décidera peut-être par ordonnance qu'A n'a pas le droit de poursuivre B. On voit les monstruosité qu'une telle procédure peut faire naître dans les véritables procès au civil. A quoi ne faut-il pas s'attendre lorsqu'il s'agit de calomnies que, par la voie de la presse, les partis politiques répandent les uns contre les autres ! Dans tous les pays, et même en Prusse, les juges, on le sait, sont des hommes comme les autres. Un des vice-présidents du tribunal supérieur prussien, M. le Dr Götze, n'a-t-il pas déclaré à la Chambre des Seigneurs que la jurisprudence prussienne avait été bouleversée par les troubles de 1848-1850 et qu'il lui avait fallu quelque temps pour s'orienter. Qui donc garantit au Dr Götze qu'il ne s'est pas trompé dans l'évaluation du temps nécessaire à cette orientation ? Qu'en Prusse le droit de plainte, contre un calomniateur par exemple, dépende de l'ordonnance préalable d'un fonctionnaire, que le gouvernement a toute liberté, par-dessus le marché (voir l'ordonnance préliminaire du 10 juillet 1849 et la loi disciplinaire du 7 mai 1851), de réprimander, de frapper d'amende, de déplacer d'office, voire de révoquer honteusement, « pour avoir manqué aux devoirs de sa charge », - comment m'y prendre pour l'expliquer aux Anglais et le leur rendre croyable !

J'ai l'intention, en effet, de publier une brochure en anglais sur le cas Marx contre F. Zabel<sup>1</sup>. Et Edmond About, quand il écrit « La Prusse en 1860 », que n'eût-il pas donné pour apprendre que, sur tout le territoire de la monarchie prussienne, le droit de plainte n'existe que dans la province rhénane, « favorisée » du code Napoléon ! Partout les hommes ont à souffrir des tribunaux, mais bien rares sont les pays où il leur soit interdit de porter plainte.

On comprend, dans ces conditions, que mon procès contre Zabel devant les tribunaux prussiens devait en sous-main se transformer et devenir mon procès au sujet de Zabel avec les tribunaux prussiens. Détournons nos yeux de la beauté théorique de la législation et jetons nos regards sur les charmes pratiques de son application.

Le 8 juin 1860, le tribunal de première instance de Berlin rendit l'ordonnance suivante :

« Ordonnance concernant la plainte du 5 juin 1860 en affaire d'injures Marx contre Zabel.

La plainte est rejetée pour manque de faits à incriminer, parce que les deux articles de fond incriminés, parus dans la *Nationalzeitung* d'ici, discutent uniquement l'attitude politique de l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* et l'histoire du pamphlet anonyme *Avertissement*, que les déclarations et affirmations qui s'y trouvent, en tant qu'elles ont été faites par l'auteur lui-même et ne sont pas de simples cita-

---

<sup>1</sup> Marx avait l'intention d'écrire un pamphlet intitulé *Sur la justice prussienne* (voir ses lettres à Ferdinand Lassalle du 2 octobre 1860 (C6, pp. 221-222) et à Engels du 25 octobre 1860 (C6, pp. 226-227)). Le projet ne se concrétisera pas.

tions empruntées à d'autres personnes, ne dépassent pas les limites d'une critique permise et que, par conséquent, en vertu des dispositions du § 154 du code pénal, et l'intention d'offenser ne ressortant ni des termes employés, ni des circonstances où ils l'ont été, elles ne peuvent être considérées comme punissables.

Berlin, le 8 juin 1860

*Tribunal de première instance. Section des affaires criminelles. Première commission chargée des affaires d'injures. (L. S<sup>1</sup>.)* »

Donc, le tribunal de première instance m'interdit de porter plainte contre F. Zabel et dispense Zabel de l'ennui de rendre publiquement compte de ses calomnies publiques ! Et pourquoi ? « Pour manque de faits à incriminer ». Le procureur s'était refusé à intervenir pour moi contre Zabel, parce qu'« il n'y avait pas d'intérêt public évident ». Le tribunal de première instance m'interdit d'intervenir moi-même contre Zabel « pour manque de faits à incriminer ». Et pourquoi n'y a-t-il pas de faits ?

1. « Parce que les deux articles de la *Nationalzeitung* concernent exclusivement l'attitude de l'*Allgemeine Zeitung* ».

Parce que Zabel a eu la précaution de me transformer d'abord, par ses mensonges, en un correspondant de l'*Allgemeine Zeitung*, il a le droit de faire également de moi le bouc émissaire de sa querelle de concurrence avec l'*Allgemeine Zeitung*, et je n'ai même pas le droit de me plaindre de cette « ordonnance » du puissant Zabel ! *Schweifelbände, Bürstenheimer*, complot franco-allemand, journée révolutionnaire de Morat, procès des communistes de Cologne, fabrication de faux billets de banque à Genève, œuvre de la *Rheinische Zeitung*, etc., tout cela « concerne exclusivement l'attitude politique de l'*Allgemeine Zeitung* ».

2. Zabel « n'avait pas l'intention d'offenser ». Jamais de la vie ! Le bon drôle avait tout bonnement l'intention de me tuer, avec ses mensonges, politiquement et moralement.

Lorsque le démocrate Zabel prétend, dans la *Nationalzeitung* que j'ai fabriqué de faux billets en masse, forgé des documents au nom de tierces personnes, compromis politiquement des gens établis en Allemagne afin de leur extorquer de l'argent sous la menace de la dénonciation, etc., il ne peut, en langage juridique, poursuivre que l'un ou l'autre but : me calomnier ou me dénoncer. Dans le premier cas, il est passible des tribunaux; dans le second cas, il doit fournir devant les tribunaux la preuve de la vérité. Que m'importent les autres intentions personnelles du démocrate Zabel ?

Zabel calomnie, mais sans « l'intention d'offenser ». Il m'enlève l'honneur, comme le fameux Turc coupait la tête au Grec sans l'intention de lui faire mal.

L'intention spécifique de m'offenser, si l'on peut parler d'offenser et d'intention d'offenser à propos des infamies que le démocrate Zabel imagine de mettre à mon actif, cette intention venimeuse du bon Zabel sort de tous les pores de ses deux articles en question !

Le *Hauptbuch* de Vogt, y compris les annexes, ne compte pas moins de 278 pages. Et F. Zabel, « habitué à donner au fil de sa verbosité plus de finesse qu'au fond même de son argument », F. Zabel le matador, Zabel le cancre réussit à condenser ces 278 pages en environ cinq petites colonnes de journal, sans laisser de côté une seule calomnie de Vogt contre mon parti et moi-même. Dans les parties les plus sales, il glane des passages, pour les moins drastiques il donne une table analytique. F. Zabel, habitué à tirer 278 pages de deux molécules de pensée, condense 278 pages en deux articles, sans perdre à cette besogne le moindre atome de vulgarité. *Ira fact*

---

<sup>1</sup> Locus sigilli : l'emplacement du sceau.

*poetam*<sup>1</sup>, c'est la colère qui fait le poète. Quelle ne devait pas être l'intensité de la méchanceté qui, par un miracle, put transformer le chef hydrocéphale de Zabel en une presse hydraulique d'une telle force de compression !

D'autre part la méchanceté lui obscurcit tellement la vue qu'il m'attribue une puissance miraculeuse, une véritable puissance miraculeuse, à seule fin de pouvoir insinuer une trivialité de plus.

Après avoir, dans le premier article, commencé par tracer le tableau de la *Schwefelbande* placée sous ma haute direction et nous avoir heureusement transformés, mes compagnons et moi, en « alliés de la police secrète en France et en Allemagne », après avoir raconté entre autre que « ces gens » haïssaient Vogt, parce que celui-ci ne cessait de sauver la Suisse de leur emprise, il continue :

« Lorsque Vogt eut, l'an dernier, déposé sa plainte contre l'*Allgemeine Zeitung*, un autre complice londonien, du nom de Biscamp, écrivit à ce journal... Sans la moindre vergogne, il offre de servir de second correspondant à côté de Liebknecht. Huit jours après Biscamp, Marx écrivit également à l'*Allgemeine Zeitung* offrant comme preuve contre Vogt un « document juridique » dont nous reparlerons peut-être un jour. ».

Cette promesse qu'il fait le 22 janvier, Zabel la tient, dès le 25, dans le numéro 41 de la *Nationalzeitung* où nous lisons :

« Blind prétend donc qu'il n'est pas l'auteur du pamphlet. C'est dans la lettre de Biscamp à l'*Allgemeine Zeitung* du 24 octobre qu'on lui attribue pour la première fois cette qualité... Afin de plaider à son tour contre Blind, Marx écrit le 29 octobre à l'*Allgemeine Zeitung*. ».

Par deux fois, d'abord le 22, puis le 25 janvier, après trois jours de réflexion, F. Zabel m'attribue le pouvoir magique d'écrire à Londres, le 29 octobre 1859, une lettre remise dès le 24 octobre au tribunal d'Augsbourg; et par deux fois il m'attribue le pouvoir magique, en vue d'établir un rapport entre le document envoyé par moi à l'*Allgemeine Zeitung* et la lettre choquante adressée au même journal par Biscamp et faire croire ainsi que ma lettre venait à la remorque de celle de Biscamp. Et ce n'était pas de la méchanceté, une méchanceté féroce, qui abrutit F. Zabel jusqu'à le faire croire à ce miracle et le rendit plus bête que la moyenne des cancre ?

Mais, continue le tribunal de première instance dans son plaidoyer, l'article n° 2 de Zabel discute uniquement l'histoire du pamphlet anonyme *Avertissement*. Il faudrait dire qu'il en fit le prétexte de sa discussion.

« Eisele-Beisele<sup>2</sup> », cachés cette fois sous le nom de « amis de la patrie<sup>3</sup> », avaient, paraît-il, envoyé en novembre 1859 à l'Union nationale une « lettre ouverte », qui fut publiée dans le journal réactionnaire la *Neue Hannoverschen Zeitung*. Cette lettre ouverte blessait la démocratie de Zabel, laquelle, à son courage de lion envers la dynastie des Habsbourg faisait équilibre par son aplatissement devant la dynastie des Hohenzollern. La *Neue Preussische Zeitung* prit prétexte de cette lettre ouverte pour faire la découverte en tout

<sup>1</sup> Cité à partir de Virgile, *L'Énéide*, Livre 7.

<sup>2</sup> Pour rappel : Sous le nom d'Eisele et Beisele, l'hebdomadaire humoristique allemand « Fliegende Blätter », fondé en 1844, donnait la parole à deux personnages comiques : le jeune baron Beisele qui entreprend un voyage à travers l'Allemagne en compagnie de son maître de cour, le Dr. Eisele; le lecteur est confronté au risible, à l'étrange et à la bêtise.

<sup>3</sup> Les Patriotes étaient une société républicaine de réfugiés allemands à Londres dans les années 1850 et 60. Parmi ses membres figuraient Blind, Freiligrath et Hollinger. L'Association nationale (*Deutscher Nationalverein*) était un parti de la bourgeoisie libérale allemande qui prônait l'unification de l'Allemagne (sans l'Autriche) dans un Etat centralisé fort sous l'égide de la monarchie prussienne. Son congrès inaugural s'est tenu à Francfort en septembre 1859. La lettre ouverte des Patriotes à l'Association nationale est publiée dans un certain nombre de journaux allemands en novembre 1859. Elle contient un plan vaguement formulé pour l'unification dynastique de l'Allemagne sous l'égide de la Prusse.

cas fort banale que la démocratie, si elle commence par Zabel et son *Organe de la démocratie*, n'y finit pas nécessairement. Zabel se mit en colère et écrivit l'article 2, « Comment on rédige des pamphlets radicaux ».

« En invitant, dit le bonhomme important de Zabel, la *Kreuzzeitung* à parcourir avec nous l'histoire du pamphlet (*Avertissement*), en nous appuyant sur les documents et les commentaires donnés par Vogt, nous espérons qu'elle finira par nous concéder que nous étions dans le vrai lorsque nous disions, il y a huit jours, que la lettre ouverte à l'Union nationale était quelque chose pour elle et non pour nous, écrite pour ses colonnes et non pour les nôtres ».

Le « démocrate » Zabel, radicalement initié aux secrets du radicalisme de Vogt, veut donc apprendre à la *Kreuzzeitung* « comment on rédige des pamphlets radicaux »; ou, pour parler comme le tribunal de première instance, il veut « uniquement faire de l'histoire du pamphlet *Avertissement* l'objet de la discussion ». Et comment s'y prend-il ?

Il commence par la « tactique » du « parti des prolétaires » sous Marx. Il raconte d'abord comment les « prolétaires sous Marx » correspondent de Londres, à l'insu, mais au nom d'une association ouvrière, avec les associations ouvrières étrangères « qu'il s'agit de compromettre », mettent en œuvre des « menées », organisent une ligue secrète, etc., et font enfin rédiger des pièces qui « attirent inévitablement aux associations que l'on se propose de compromettre les réclamations de la police ». Pour apprendre à la *Kreuzzeitung* comment on rédige des pamphlets radicaux, Zabel commence par lui apprendre comment « le parti des prolétaires sous Marx » rédige des correspondances et des écrits qui ne sont pas des pamphlets. Pour raconter comment on rédige des pamphlets radicaux, il raconte ensuite comment « les prolétaires sous Marx » fabriquèrent à Genève, en 1852, « des masses de faux billets de banque », qui ne sont pas non plus des pamphlets radicaux. Pour raconter comment on rédige des pamphlets radicaux, il rapporte comment, en 1859, à la fête centrale de Lausanne, « les prolétaires sous Marx » se livrèrent à des manœuvres hostiles à la Suisse et compromettantes pour les associations, et ces manœuvres ne sont pas non plus des pamphlets radicaux; comment, avec des ressources que les dieux seuls connaissent, « Biscamp et Marx » publient le *Volk*, qui n'était pas non plus un pamphlet radical, mais une feuille hebdomadaire; et, après tout cela, il dit un mot bienveillant à l'adresse de la pureté immaculée du bureau d'enrôlement de Vogt, qui lui non plus n'était pas un pamphlet radical. C'est ainsi qu'il remplit deux des trois colonnes un quart où s'étale l'article « Comment on rédige des pamphlets radicaux ». Ces deux tiers de l'article se servent donc uniquement de l'histoire du pamphlet anonyme comme d'un prétexte pour répéter les infamies de Vogt, que le complice et ami Zabel n'a pas encore pu placer sous la rubrique : « L'attitude politique de l'*Allgemeine Zeitung* ». Enfin, en dernier lieu, notre maître cancre en arrive à l'art de rédiger des pamphlets radicaux, c'est-à-dire à l'histoire du pamphlet *Avertissement*.

« Blind prétend qu'il n'est pas l'auteur du pamphlet. C'est dans la lettre de Biscamp à l'*Allgemeine Zeitung* du 29 octobre qu'on lui attribue nettement et pour la première fois cette qualité... Afin de plaider à son tour contre Blind, Marx écrit le 29 octobre à l'*Allgemeine Zeitung* : « Je me suis procuré le document ci-joint, parce que Blind refuse de prendre la responsabilité de déclarations qu'il nous a faites à d'autres et à moi. ».

Mais Zabel suspecte ce document, parce que, « chose bizarre », Liebknecht ajoute : « nous tenions à faire légaliser par le magistrat (?) (ce point d'interrogation se trouve dans Zabel) nos signatures » et que Zabel a décidé une fois pour toutes de ne reconnaître d'autre magistrat que le magistrat de Berlin. Zabel donne en outre la déclaration de Vögele, où il est dit que Blind a fait tenir à l'*Allgemeine Zeitung* les témoignages de Hollinger et de Wiehe, comme preuve

que le pamphlet n'a pas été composé à l'imprimerie Hollinger ni par suite rédigé par Blind. Puis il ajoute :

« Marx, toujours prompt à la riposte, répond dans l'*Allgemeine Zeitung* du 15 novembre ».

Zabel énumère les différents points de ma réponse. Marx dit ceci, Marx dit cela, « Marx se réfère en outre à... ». Par conséquent, comme « en outre » je ne dis rien, Zabel a naturellement communiqué à ses lecteurs tous les points de ma réponse ? Ah ! que vous connaissez mal notre Zabel ! Il dissimule, il escamote, il supprime le point essentiel de ma réponse. Dans ma déclaration du 15 novembre, j'énumère différents points en ayant soin de les numéroter. Donc. 1...2, puis enfin 3...:

« Par hasard le tirage du pamphlet dans le *Volk* a été fait sur la composition qui existait encore à l'imprimerie Hollinger. Il y aurait donc possibilité, sans recourir à des dépositions de témoins, mais par la simple comparaison du pamphlet et de sa reproduction dans le *Volk*, de fournir la preuve juridique que le pamphlet est sorti de l'imprimerie Hollinger ».

Voilà qui est décisif, se dit Zabel. Il ne faut pas que mes lecteurs l'apprennent. Il escamote la force probante de ma réponse, mais me prête par contre une suspecte promptitude à la riposte. C'est ainsi que Zabel raconte l'histoire du pamphlet en commettant deux faux volontaires : il falsifie d'abord la chronologie, puis le contenu de ma réponse du 15 novembre. Son double faux l'achemine vers sa conclusion : c'est moi qui ai forgé de toutes pièces le pamphlet, et de telle façon qu'il eût l'air d'être « de la fabrication de Blind », et c'est sciemment que j'ai fait parvenir à l'*Allgemeine Zeitung* un faux témoignage en lui envoyant la déclaration de Vögele. L'accusation de forger des documents avec l'intention d'en charger un tiers ne « dépasse pas », à l'estimation du tribunal de première instance de Berlin, « les limites d'une critique permise » et implique encore bien moins « l'intention d'offenser ».

A la fin de sa recette « Comment on rédige des pamphlets radicaux », Zabel s'avise tout à coup qu'une invention éhontée de Vogt n'a pas encore trouvé preneur, et il ajoute en toute hâte, à la suite de son article n° 2, la note suivante :

« En 1850 (ainsi que Vogt croit s'en souvenir), une autre circulaire, rédigée par le Wolf du Parlement dit le *Wolf des casemates*, fut envoyée aux « prolétaires » d'Allemagne, en même temps qu'on la fit tomber entre les mains de la police hanovrienne. ».

C'est sur cette gentille anecdote policière concernant un des anciens rédacteurs de la *Neue Rheinische Zeitung* que l'adipeux démocrate Zabel prend congé de ses lecteurs. Les mots : « Wolf des casemates » ne sont pas de Vogt; ils appartiennent à F. Zabel. Il fallait bien faire comprendre à ses lecteurs silésiens qu'il s'agit de leur compatriote W. Wolf, l'ancien collaborateur de la *Neue Rheinische Zeitung*. Voyez le soin méticuleux que le bon Zabel met à établir, jusque dans le détail, les relations de la *Neue Rheinische Zeitung* avec la police en France et en Allemagne ! Ses Silésiens auraient pu croire qu'il s'agissait du propre B. Wolff de Zabel, le supérieur naturel de Zabel, qui, de notoriété publique, est l'allié secret des fameux fabricants de dépêches mensongères Reuter à Londres et Havas à Paris, avec lesquels il télégraphie l'histoire du monde. Sigmund Engländer, connu de tous comme agent de la police secrète, est l'âme du bureau Reuter, donc l'âme unique qui anime la trinité B. Wolff-Reuter-Havas.

Malgré cela et nonobstant l'intention du démocrate Zabel de ne pas offenser, le tribunal de première instance de Berlin déclare qu'il y a bien dans les deux articles de Zabel « des déclarations et des affirmations » qui « dépassent les limites d'une critique permise », sont donc punissables et peuvent par conséquent faire en tout cas l'objet d'une plainte ! Livrez-nous donc Zabel ! Livrez-moi Zabel pour que

je le traîne pantelant devant les tribunaux ! Halte-là ! s'écrie le tribunal de première instance. « Les déclarations et les affirmations contenues dans les deux articles, dit le tribunal, en tant qu'elles ont été faites par l'auteur lui-même et ne sont pas de simples citations empruntées à d'autres personnes », ne dépassent pas les limites d'une critique permise, ne sont pas punissables, et c'est pourquoi Zabel lui-même n'est pas punissable et ne peut même faire l'objet d'une plainte, et les « actes sont à mettre au compte du plaignant ». Dans la partie où elles sont calomniatrices, les déclarations de Zabel sont donc de simples citations. *Voyons cela !*

Ainsi que nous l'avons dit au début de ce chapitre, ma plainte en diffamation est basée sur quatre passages des deux articles de Zabel. Dans le passage relatif aux sources d'où provient l'argent du *Volk*, Zabel ne prétend pas qu'il fait une citation et, en réalité, il n'en fait pas. En effet nous avons :

I. Zabel, *Nationalzeitung*, n° 41 : « D'où venait l'argent pour cette feuille (le *Volk*) si libéralement distribuée ? C'est le secret des dieux; mais que Marx et Biscamp ne disposent pas d'argent superflu, c'est le secret des hommes. »,

II. Vogt, *Hauptbuch*, p. 212 : « Le correspondant attitré de l'*Allgemeine Zeitung* est collaborateur de cette feuille (le *Volk*) qui a été fondée avec de l'argent dont on ne connaît pas la provenance, car ni Marx ni Zabel ne disposent des ressources nécessaires. ».

Dans le second passage incriminé, où l'on m'accuse d'avoir forgé un document au nom de Blind, Zabel déclare même expressément qu'il parle en son nom propre et non pas au nom de Vogt.

« Il nous semble (en sa qualité de roi des sots Zabel emploie naturellement le pluriel de majesté), il nous semble qu'il ne lui a pas été trop difficile (au parti de Marx) de faire de lui (de Blind) le bouc émissaire... En utilisant ces paroles et ces formules de Blind, ou pouvait « forger » le pamphlet, de telle sorte que tout le monde y vit une production de Blind. »

Je suis forcé de redonner *in extenso* le troisième passage incriminé :

« C'est de cette façon qu'en 1852 il fut machiné contre les associations ouvrières suisses une conspiration de la plus honteuse espèce, avec fabrication en gros de faux billets de banque (on en trouvera le détail dans Vogt), conspiration qui aurait créé des désagréments extrêmes aux autorités suisses, si elle n'avait pas été découverte en temps voulu. »

Est-ce là « une simple citation », comme le prétend le tribunal de première instance ? Est-ce même une citation tout court ? C'est, en partie, un plagiat de Vogt, mais ce n'est pas du tout une citation.

En premier lieu, Zabel lui-même ne prétend pas faire de citation; il prétend au contraire qu'il parle en son propre nom, puisqu'il ajoute, entre parenthèses, à l'adresse de ses lecteurs : on en trouvera le détail dans Vogt. Et maintenant, examinons un peu ce passage ! On savait à Genève que Cherval n'arriva dans cette ville qu'au printemps 1853, que sa « conspiration » et sa fuite eurent lieu au printemps 1854. Vogt, qui est à Genève, n'ose donc pas dire que la conspiration a été machinée en 1852. Il laisse ce mensonge au bon Zabel qui est à Berlin. En outre, Vogt dit :

« Déjà différentes pierres et différents cuivres avaient été gravés par Nugent (Cherval) lui-même à cet effet (fabrication de faux billets de banque). » (*Hauptbuch*, p. 175).

Donc des pierres et des cuivres avaient été gravés déjà pour la fabrication de fausse monnaie mais les billets de banque et les bons du trésor n'avaient pas encore été fabriqués. Dans Zabel, au contraire, la fabrication de faux papier-monnaie avait eu lieu déjà,

et même en masse. Vogt dit que le but statutaire de la conspiration de Cherval était « la guerre au despotisme par ses propres moyens, c'est-à-dire par la fabrication en masse de faux billets de banque et de faux bons du trésor ».

Zabel laisse tomber la guerre au despotisme et ne parle que de la « fabrication en masse de faux papier-monnaie ». Chez Zabel, il s'agit donc d'un vulgaire crime civil qui, devant les membres de la « ligue secrète » ne trouve même pas de palliatif dans le faux prétexte de buts politiques. Et voilà la façon dont Zabel « cite » en somme le *Hauptbuch*. Vogt devait faire un livre de ses histoires de chasse. Il entre donc dans le détail, développe, barbouille, macule, frelate, manipule, allonge, embrouille, motive, invente, fait de son c... une trompette, et l'âme de Falstaff transparait partout à travers les prétendus faits que, par son propre récit, il replace inconsciemment dans leur véritable jour. Zabel, au contraire, qui est obligé de condenser le volume en deux articles et ne peut négliger aucune bassesse supprime tout excepté le *caput mortuum*<sup>1</sup> de ces prétendus faits, enfile côte à côte les os desséchés de ces calomnies et égrène ensuite, avec un zèle de pharisien, ce chapelet.

Prenons, par exemple, le cas actuel. C'est moi qui, le premier, avais révélé le fait que Cherval était un agent de police, un *agent provocateur*<sup>2</sup> à la solde de différentes ambassades; et c'est à ce fait que Vogt rattache son invention. Il nous raconte entre autres :

« Déjà Nugent avait, à cette fin, gravé lui-même différentes planches de cuivre ou de pierre; déjà l'on avait désigné les membres naïfs de la ligue secrète qui devaient introduire en France, en Suisse et en Allemagne des paquets de ces faux billets de banque. (On faisait des paquets de ces billets de banque qui n'étaient pas encore fabriqués.) Mais tout cela avait été dénoncé déjà à la police, et, pour le moment, les associations ouvrières se trouvèrent compromises de cette façon honteuse. » (*Hauptbuch*, p. 175).

Vogt nous montre donc Cherval qui dénonce ses propres opérations à la police, alors qu'il n'a encore fait que graver les pierres et les cuivres devant servir à la fabrication projetée de fausse monnaie, avant qu'il ait atteint le but de sa conspiration, avant qu'il existe un corps du délit, avant qu'il y ait quelqu'un de compromis en dehors de lui-même. Mais le Vogt de Cherval est poussé par son impatience de compromettre de façon honteuse les associations ouvrières dans une conspiration. Les ambassades étrangères qui emploient Cherval sont tout aussi bêtes que Cherval lui-même et font précipitamment, « par des demandes confidentielles, savoir à la police fédérale que les associations ouvrières se livrent à des menées politiques, etc. ».

En même temps ces nigauds d'ambassadeurs, qui n'ont pas la patience de laisser mûrir la conspiration qu'ils ont chargé leur Cherval d'ourdir, et qui, par leur impatience puérile, « brûlent » inutilement leur propre agent, placent des gendarmes aux frontières pour y cueillir, conjointement avec les faux billets de banque dont ils empêchent la fabrication, les émissaires de Cherval, « si l'affaire avait pris les proportions qu'ils ne la laissèrent pas prendre », et « exploiter tout cela pour des poursuites générales où des masses d'innocents auraient eu à supporter les conséquences des menées de quelques misérables ».

Quand Vogt dit ensuite : « Le plan de toute cette conspiration était combiné de la façon la plus ignoble », tout le monde lui accordera que cette conspiration était manigancée de façon ignoblement stupide; et quand il termine par cette rodomontade : « Je ne nie pas que j'ai fait tout l'essentiel pour déjouer toutes ces diableries », tout un chacun saisira la pointe du joyeux drille et se tordra de rire. Mais

---

<sup>1</sup> Un terme issu de l'alchimie : « Résidu d'opération dont on croyait ne pouvoir tirer aucun parti » (Définition du CNRTL).

<sup>2</sup> En français dans le texte de Marx.

comparons maintenant, la version de Zabel, qu'on dirait arrangée pour des annales par un moine :

« C'est de cette façon qu'en 1852 il fut machiné, contre les associations ouvrières suisses, une conspiration de la plus honteuse espèce, avec fabrication en gros de faux billets de banque, (on en trouvera le détail dans Vogt), conspiration qui aurait créé des désagréments les plus grands aux autorités suisses, si elle n'avait pas été découverte en temps voulu. ».

Dans ce passage, tout un lot de faits également secs et infâmes est groupé en une seule phrase. « Conspiration de la plus honteuse espèce », avec la date 1852. « Fabrication en gros de faux billets de banque ». Donc un vulgaire crime civil. « Les associations ouvrières suisse » compromises intentionnellement. Donc trahison commise au propre parti. « Les désagréments les plus grands » éventuellement créés aux « autorités suisses ». Donc *agent provocateur* dans l'intérêt des despotes du continent et au détriment de la république suisse. Enfin « la conspiration fut découverte en temps voulu ». Ici la critique perd tous les points de repère que lui offre l'exposé de Vogt, mais que Zabel a purement et simplement escamotés. Il s'agit de croire ou de ne pas croire. Et c'est de cette façon que Zabel travaille tout le *Hauptbuch*, pour autant qu'il nous concerne, mes partisans et moi. Heine dit à juste raison que pas un homme n'est aussi dangereux qu'un âne fou.

Enfin le quatrième passage incriminé, Zabel le fait précéder de ces mots : « Vogt rapporte, p. 136 et suivantes ». Zabel ne nous dit pas nettement s'il résume lui-même ou s'il cite. En réalité, il ne cite pas. De prime abord, la chose est évidente : les pages 136 à 141 du *Hauptbuch* Zabel les comprime en 51 lignes d'environ 48 lettres chacune; il n'indique pas de lacunes, mais entasse au contraire les phrases comme des harengs hollandais, et, dans ces 51 lignes, trouve encore place pour des élucubrations de son propre crû. Quand il rencontre une phrase particulièrement malpropre, il la fait entrer à peu près intacte dans son paquet. Pour le reste il réunit les phrases, non pas suivant les pages successives du *Hauptbuch*, mais suivant les besoins de sa cause. A la tête d'une phrase de Vogt il adapte la queue d'une autre phrase de Vogt. Ou encore il compose une seule phrase avec les expressions saillantes d'une douzaine de phrases de Vogt. Si par hasard des gravats stylistes empêchent la lumière de tomber dans tout son éclat sur la calomnie, Zabel débarasse les gravats. Vogt dit par exemple : « Compromettre de telle façon des gens résidant en Allemagne qu'ils ne pussent résister aux tentatives de chantage et fussent obligés de verser de l'argent ». Mais Zabel écrit : « compromettre de telle façon qu'ils fussent obligés de verser de l'argent ». En d'autres passages Zabel modifie ce qui lui semble ambigu dans la lourde rédaction de Vogt. Vogt dit par exemple: « qu'ils fussent obligés de verser de l'argent pour que la bande gardât le secret de leur compromission ». Mais Zabel dit : « pour que la bande gardât le secret sans compromission ». Enfin Zabel interpolate des phrases entières de sa propre fabrication, comme par exemple : « La Schwefelbande faisait peser sur ses adhérents une discipline terrible » et « ils », c'est-à-dire les drôles... qui continuaient dans le monde des réfugiés l'œuvre de la *Rheinische Zeitung*, « ils devinrent les alliés de la police secrète en France et en Allemagne. ».

Sur les quatre passages incriminés, trois appartiennent, d'après Zabel lui-même, à Zabel, tandis que le quatrième, donné comme citation, n'en est pas une, quoiqu'il soit mélangé de citations, et encore moins une « simple citation », comme le prétend le tribunal de première instance, et encore bien moins une citation « d'autres personnes » (au pluriel), comme le prétend le même tribunal de première instance. Inversement, dans toutes les « paroles et affirmations » de Zabel me concernant, il ne se trouve pas une seule ligne qui contienne de la « critique et de la discussion », permises ou non permises.

Mais admettons que l'hypothèse effective du tribunal de première instance soit aussi vraie qu'elle est fautive; admettons que les calomnies de Zabel à mon égard soient de simples citations; cette circonstance donnerait-elle réellement au tribunal de première instance le droit légal de m'interdire toute plainte contre Zabel ? Dans une ordonnance que nous allons citer immédiatement la cour d'appel de Berlin déclare plutôt que « rien ne serait modifié dans les faits du paragraphe 156 du code pénal, que ces faits soient les affirmations propres de l'auteur ou des citations d'affirmations émises par des tiers. ».

Citations ou non, le « démocrate » Zabel demeure responsable de ses « affirmations ». Le tribunal de première instance avait déjà déclaré que Zabel avait allégué contre moi des affirmations « condamnables » mais que ces affirmations étaient des citations et par conséquent à l'épreuve de toute critique. Arrière ce prétexte, qui est juridiquement faux, s'écrie la cour d'appel. Enfin, je vais donc pouvoir mettre la main au collet de Zabel, enfin la porte du tribunal va s'ouvrir, me donnant accès à la terre promise !

Mon avocat en appela du tribunal de première instance à la cour d'appel et reçut le 11 juillet 1860 l'ordonnance suivante :

« Dans les articles publiés par la *Nationalzeitung*, numéros 37 et 41 des 22 et 25 janvier de la présente année sous les titres : « Karl Vogt et l'*Allgemeine Zeitung* » et « Comment on rédige des pamphlets radicaux », il est impossible de trouver de calomnie à l'adresse du plaignant, Dr Karl Marx. Bien que rien « ne soit modifié dans les faits du paragraphe 156 du code pénal, que ces faits soient les affirmations propres de l'auteur ou des citations d'affirmations émises par des tiers, on ne peut interdire à la presse de soumettre à la discussion ou à la critique les agissements et les querelles de presse des partis en tant que, de la forme de la polémique, il ne ressort pas l'intention d'offenser, ce que l'on ne peut supposer dans le cas présent.

Dans les articles en question, on discute surtout le conflit qui s'est élevé entre les opinions du Dr Karl Vogt, d'une part, et l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*, d'autre part, sur le fait d'avoir, à l'occasion de la dernière guerre, pris parti soit en faveur des Italiens, soit en faveur de l'Autriche, et, subséquemment, sur la position prise, par ce que l'on appelle l'émigration allemande, en faveur de l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* contre Vogt, et, occasionnellement, sur les divisions et les machinations de ces réfugiés dressés les uns contre les autres.

Si, au cours de ces discussions, il a été question des relations du plaignant avec ces partis et de la part partielle qu'il a prise à leurs efforts, mais en particulier de la peine qu'il s'est donnée d'aider, en lui fournissant des documents, l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* dans sa polémique contre Vogt, les citations, tirées de ces deux articles et concernant les faits susvisés, trouvent, dans les points indiqués dans sa plainte par le plaignant lui-même, moins la réfutation qu'il se proposait que leur confirmation. Lorsque le plaignant prétend en outre qu'il a été, de façon injurieuse, représenté comme absolument identifié à ces agissements de parti, vertement flagellés, il est vrai, dans ces articles, et qualifiés d'excentriques, voire même de versatiles et d'infâmes, nous ne pouvons pas trouver le bienfondé de cette affirmation. En effet, si le premier article cite, d'après l'exposé de Vogt, « que les réfugiés de 1849 se réunirent peu à peu à Londres où ils vénéraient, comme leur chef visible, M. Marx », et parle ensuite d'une lettre de Techow « où l'on voit Marx qui, infatué, à la façon de Napoléon, de sa propre supériorité intellectuelle, mène à la fêrule la *Schwefelbande* », il n'y a là, somme toute, qu'une caractéristique de ce que Vogt appelle la *Schwefelbande*, et non pas une invective contre Marx, que l'on présente plutôt comme l'élément modérateur et supérieur; et, surtout, la personnalité de Marx n'est pas confondue avec les gens accusés de chantage et de mouchardage. De même, dans le second article, il n'est affirmé nulle part que le plaignant, bien qu'il fût persuadé du

contraire, ait attribué à Blind la paternité du pamphlet *Avertissement* et ait, dans cette intention, adressé à l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*, et bien qu'il en connût pertinemment la fausseté, des témoignages de tierces personnes. Le plaignant reconnaît lui-même dans sa plainte que le témoignage du typographe Vögele était très discuté, puisqu'il cite les déclarations contraires de l'imprimeur Hollinger et du typographe Wiehe. D'après ce qu'il dit lui-même, un certain Schaible s'est d'ailleurs, par la suite fait connaître comme l'auteur du pamphlet, et cela après la publication des deux articles de la *Nationalzeitung*.

L'appel contre l'ordonnance de rejet du tribunal de première instance du 8 juin, interjeté le 21 du même mois, a donc dû être considéré comme non fondé et est rejeté par la présente. 25 Groschen sont à verser sans retard, sous peine de contrainte, à la caisse des salaires du tribunal de première instance d'ici, comme frais de rejet de la plainte non fondée.

Berlin, le 11 juillet 1860.

Le Sénat criminel de la cour d'appel royale. 2e Section. Guthschmidt Schultze.

Au docteur en philosophie Karl Marx. Aux bons soins de M. le conseiller de justice Weber, Berlin. »

Lorsque mon avocat me fit parvenir cette ordonnance, je négligeai, à première lecture, le commencement et la fin, et, ignorant comme je le suis du droit prussien, je croyais avoir en mains la copie d'une défense écrite soumise au tribunal de première instance par le « démocrate » Zabel. Je me disais : « Ce que Zabel raconte des opinions du Dr. Karl Marx et de l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* ainsi que des « intérêts des Italiens et des Autrichiens », c'est probablement pris dans un article destiné à la *National-Zeitung*, égaré par hasard dans son plaidoyer.

En tout cas, le « démocrate » F. Zabel ne dit pas un traître mot de ces opinions et de ces intérêts dans les quatre colonnes que me consacrent ses deux articles longs à peine de six colonnes. Zabel dit dans son plaidoyer que je me suis « donné la peine d'aider, en lui fournissant des documents, l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* dans sa polémique contre Vogt ».

Le procès de Vogt contre l'*Allgemeine Zeitung*, Zabel l'appelle la polémique de la *Nationalzeitung* contre Vogt. Si procès et polémique étaient identiques, pourquoi avais-je besoin de l'autorisation du procureur, du tribunal de première instance, de la cour d'appel, etc., pour ma polémique contre Zabel ? Et, pour comble, l'affirmation de Zabel que les déclarations concernant mes relations avec l'*Allgemeine Zeitung* « trouvent, dans les points indiqués par le plaignant lui-même dans sa plainte, moins la réfutation qu'il se proposait que leur confirmation ». Moins que ! Dans le droit on dit : ou ou.

Et quelles étaient donc ces déclarations de Zabel ? Les voici :

1. C'est à la suite d'un certificat publiquement délivré par moi que Liebknecht serait devenu correspondant de l'*Allgemeine Zeitung*. - Dans ma plainte, je convainquis Zabel de mensonge, mais j'estimai tout à fait superflu de citer d'autres « faits » relatifs à cette absurdité. - 2. D'après Zabel j'aurais, le 29 octobre, fait parvenir de Londres à l'*Allgemeine Zeitung* un « document juridique » que le tribunal avait en mains dès le 24, et Zabel trouvait la confirmation de cette « déclaration » dans les faits cités par moi-même ! - Par les faits cités dans ma plainte, Zabel pouvait se rendre compte, en effet, que, sans parler des motifs politiques, j'avais dû, de toute nécessité, envoyer le document relatif à l'origine du pamphlet *Avertissement*, parce que, avant même l'ouverture du procès, Vogt avait essayé de me charger publiquement de la paternité du pamphlet. - 3. Quant à la déclaration de Zabel que j'étais un des correspondants

de l'*Allgemeine Zeitung*, je la réfutai par des documents écrits et authentiques. L'article de Zabel : « Comment on rédige des pamphlets radicaux » ne contenait, ainsi que nous l'avons montré plus haut, relativement à mes relations avec l'*Allgemeine Zeitung*, que l'affirmation que j'avais moi-même forgé l'*Avertissement*, que je l'avais mis sur le compte de Blind et essayé de prouver, par le faux témoignage de Vögele, qu'il était bien de la fabrication de Blind. Ces affirmations trouvent-elles dans les faits cités dans ma plainte moins la réfutation que je me proposais que leur confirmation ? Zabel reconnaît lui-même le contraire.

Zabel pouvait-il savoir que Schaible était l'auteur du pamphlet *Avertissement* ? Zabel était-il obligé de croire que le témoignage du typographe Vögele, donné par moi-même comme discuté, était vrai ? Mais où et à quel moment ai-je donc attribué à Zabel cette science et cette croyance ? Ma plainte se rapporte « plutôt » à l'affirmation de Zabel que j'ai forgé le pamphlet de façon qu'on le prit pour une production de Blind et que, par la suite, j'ai tenté, par le faux témoignage de Vögele, de le faire passer pour l'œuvre de Blind.

Enfin je tombai sur un passage où Zabel se mettait sur la défensive. Ce passage était du moins intéressant.

« Lorsque le plaignant prétend en outre qu'il a été, de façon injurieuse, représenté comme absolument identifié à cet agissements de parti, vertement flagellés, il est vrai, dans ces articles, et qualifiés d'excentriques, voire même de versatiles et d'infâmes, nous ne pouvons pas trouver le bien-fondé de cette affirmation... Et surtout la personnalité de Marx n'est pas confondue avec les gens accusés de chantage et de mouchardage. ».

Zabel, évidemment, n'est pas de la famille de ces Romains qui disaient : « memoriam quoque cum voce perdidissimus<sup>1</sup> (que n'avons-nous perdu la mémoire en même temps que la voix !) ». Il a perdu la mémoire, mais non pas la langue. Ce n'est pas le soufre seulement, c'est toute la bande sulfurée (*Schwefelbande*) que Zabel fait passer de l'état cristallisé à l'état liquide et de l'état liquide à l'état gazeux pour me faire, à l'aide de la vapeur rouge, prendre des vessies pour des lanternes. La *Schwefelbande*, affirme-t-il, est un parti aux agissements duquel il ne m'a jamais identifié et avec le chantage et le mouchardage duquel il n'a jamais mis en relation les gens en relations avec moi. Il sera nécessaire de changer la vapeur de soufre en fleur de soufre.

Dans l'article 1, Zabel commence ces allégations concernant la *Schwefelbande* en appelant Marx le chef visible de cette bande. Le deuxième membre que, pour mieux caractériser la *Schwefelbande*, il ne nomme pas, il est vrai, mais désigne, c'est Friedrich Engels. Il renvoie en effet à la lettre où Techow fait le compte rendu de son entrevue avec Fr. Engels, C. Schramm et moi-même. Il signale les deux derniers comme les gros bonnets de la *Schwefelbande*. Aussitôt après il mentionne Cherval comme émissaire de Londres. Puis vient le tour de Liebknecht. « Ce Liebknecht (qui porte si bien son nom) est un des partisans les plus serviles de Marx... Liebknecht prit, à peine arrivé, du service chez Marx et mérita l'entière satisfaction de son maître. ».

Sur les talons de Liebknecht marche Ohly, « également un canal de la *Schwefelbande* ». Enfin Biscamp, autre complice de Londres. Toutes ces indications se succèdent coup sur coup dans l'article I; mais, à la fin de l'article II, on nomme encore un autre membre de la *Schwefelbande*, W. Wolf, « le Wolf (loup) du Parlement, alias le Wolf (loup) des casemates, à qui incombe la tâche importante d'envoyer des circulaires. D'après les allégations de Zabel, la *Schwefelbande* comprend donc : Marx, chef de la *Schwefelbande*; Friedrich Engels, illustration de la *Schwefelbande*; Cherval, émissaire londonien de la *Schwefelbande*; Liebknecht, un des partisans les plus

---

<sup>1</sup> Une citation de Tacite.

serviles de Marx; Ohly, également un canal de la *Schwefelbande*; Biscamp, autre complice de Londres; enfin Wolf, le rédacteur des circulaires de la *Schwefelbande*.

Dans les 51 premières lignes, Zabel fait figurer cette *Schwefelbande* si bizarrement composée, alternativement sous les noms suivants : *Schwefelbande* ou encore *Bürstenheimer*, des drôles qui continuent parmi les réfugiés l'œuvre de la *Rheinische Zeitung*, les prolétaires, ou, comme il est dit dans l'article II, « le parti des prolétaires sous Marx ».

Voilà ce qu'il nous apprend sur le personnel et le nom de la *Schwefelbande*. Quant à son organisation, Zabel nous la fait connaître en quelques expressions courtes et typiques. « Marx est le chef ». La *Schwefelbande* elle-même constitue le cercle restreint de ses partisans, ou, comme Zabel le dit dans le second article, « le parti intime de Marx ». Zabel nous donne même le moyen de reconnaître le parti intime de Marx. Tout membre du parti intime de Marx doit, au moins une fois dans sa vie, avoir vu Biscamp,

« Il (Blind), dit Zabel dans son article n° II, déclare qu'il n'a jamais vu Biscamp; il est évident qu'il n'est pas membre du parti intime de Marx ».

Le « parti intime de Marx » ou la *Schwefelbande* proprement dite constitue donc la paire de la bande, et il ne faut pas la confondre avec la troisième catégorie, la foule des « partisans », « cette classe soigneusement entretenue de vagabonds ». Par conséquent, d'abord le chef Marx, puis la *Schwefelbande* proprement dite ou le parti intime de Marx, enfin la foule des partisans ou la classe des vagabonds. La *Schwefelbande* répartie en ces trois catégories subit une discipline vraiment spartiate. « La *Schwefelbande*, dit Zabel, faisait peser sur ses adhérents une discipline terrible », tandis que, d'autre part, « Marx la mène elle-même à la fêrue ». Il va de soi que, dans une « bande » si bien organisée, les agissements caractéristiques de la bande, ses occupations principales, les actes que la bande accomplit en tant que bande ne s'accomplissent que sur l'ordre de son chef et sont expressément représentés par Zabel comme les actes du chef armé de la fêrue. Et quelle était l'occupation pour ainsi dire officielle de la bande ?

« Une des occupations principales de la *Schwefelbande* consistait à compromettre à tel point des gens restés en Allemagne qu'ils se voyaient forcés de verser de l'argent, pour que la bande gardât le silence sur les faits qui les compromettaient. Ce n'est pas une lettre, ce sont des centaines de lettres qui furent envoyées en Allemagne, disant qu'on allait dénoncer la participation à tel ou tel acte révolutionnaire, si, pour une date donnée, une somme donnée n'était pas envoyée à une adresse donnée... On battait en brèche, non seulement parmi les réfugiés, mais au moyen de la presse, quiconque s'opposait à ces menées. Les prolétaires remplissaient les colonnes de la presse réactionnaire d'Allemagne de leurs dénonciations contre les démocrates qui ne se déclaraient pas leurs partisans, et devinrent les alliés de la police secrète en France et en Allemagne, etc. (*National-Zeitung*, n° 37) ».

Après avoir dit, au début de ces révélations que j'étais le « chef visible » de la bande, et après avoir énuméré ensuite les occupations principales de la *Schwefelbande* telles que des extorsions de fonds, des dénonciations, etc., Zabel conclut son tableau général par ces mots :

« Et devinrent les alliés de la police secrète en France et en Allemagne. En vue de mieux caractériser ces gens, Vogt reproduit entre autres une longue lettre de l'ex-lieutenant Techow, datée du 20 août 1850, ... où l'on voit Marx qui, infatué, à la façon de Napoléon, de sa supériorité intellectuelle, mène à la fêrue la *Schwefelbande*. »

Après avoir dit, au début de son exposé, que la *Schwefelbande* me vénérât comme son chef visible, Zabel est pris d'un scrupule : le

lecteur pourrait croire que, derrière le chef visible, il y avait en outre un chef invisible et que je me contentais d'être vénéré comme Dalai-Lama. C'est pourquoi, à la fin de son exposé, il me transforme (et ce sont ses propres expressions et non pas celles de Vogt), de chef simplement visible en un chef qui brandit la férule, et de Dalai-Lama je deviens le Napoléon de la *Schwefelbande*. Et, dans son plaidoyer, il donne précisément comme preuve que jamais « il ne m'a absolument identifié à ces agissements de parti, vertement flagellés, il est vrai, dans ces articles, et qualifiés d'excentriques, voire même de versatiles et d'infâmes ». Jamais de la vie ! Ce n'est pas tout à fait exact ! Il m'a « identifié », mais pas « de façon injurieuse pour moi ». Il m'a « plutôt » fait l'honneur de me nommer le Napoléon des maîtres chanteurs, des auteurs de lettres de menace, des mouchards, agents provocateurs, faux-monnayeurs, etc. Zabel emprunte évidemment sa conception de l'honneur au vocabulaire de la bande de décembre. D'où le terme de Napoléon. Mais, si je porte plainte contre lui, c'est précisément à cause de cet honneur qu'il m'a fait ! Par les faits consignés dans ma plainte j'ai prouvé, prouvé de façon si irréfutable que Zabel ne veut absolument pas me suivre devant un tribunal public, prouvé que toutes ses affirmations concernant la *Schwefelbande* ne sont que des inventions et des mensonges de Vogt, que Zabel cite dans le seul dessein de pouvoir m'« honorer » comme le Napoléon de la *Schwefelbande*. Mais me dépeint-il comme « l'élément modérateur et supérieur ? » Ne me fait-il pas maintenir la discipline dans la bande ? Il raconte lui-même en quoi consistaient cette modération, cette supériorité, cette discipline :

« La *Schwefelbande* faisait peser sur ses adhérents une discipline terrible. Quiconque essayait, d'une façon ou d'une autre, de se faire une situation sociale était, par le fait même de vouloir se rendre indépendant, considéré comme traître à la révolution ... La discorde, les rixes, les duels, voilà ce que des bruits habilement répandus, des correspondances, etc., provoquaient dans cette classe de vagabonds soigneusement entretenue. »

Mais Zabel ne se contente pas de cette peinture générale des « menées » de la *Schwefelbande*, avec laquelle il me fait l'honneur de m'identifier.

Liebknecht, « membre notoire du parti Marx, un des partisans les plus serviles de Marx ... qui mérita l'entière satisfaction de son maître », compromet intentionnellement les ouvriers de Suisse par la journée révolutionnaire de Morat où, dans des transports de joie, il les jette dans les bras des gendarmes qui les attendaient. C'est à « ce Liebknecht qu'au procès de Cologne on attribua la rédaction du faux registre des procès-verbaux ». (Zabel oublie naturellement d'ajouter qu'au cours des débats il fut prouvé publiquement que ce mensonge de Stieber était bien un mensonge de Stieber.) Wolf, l'ancien collaborateur de la *Neue Rheinische Zeitung*, envoie de Londres aux prolétaires une lettre circulaire qu'il fait en même temps tomber aux mains de la police hanovrienne !

Pendant qu'il mentionne ainsi publiquement, comme des agents de la police secrète, des personnes qui sont en relation avec moi, Zabel me rattache d'autre part à un agent « notoire » de la police secrète, agent provocateur et faux-monnayeur, Cherval. Immédiatement après nous avoir tracé le tableau général de la *Schwefelbande*, il nous montre « plusieurs individus (parmi lesquels Cherval) qui se rendent de Londres à Paris en leur double qualité de suborneurs révolutionnaires des ouvriers et d'alliés de la police secrète », pour tramer à Paris le procès dit communiste, etc. Dans l'article 2, il ajoute :

« C'est de cette façon qu'en 1852 il fut machiné une conspiration de la plus honteuse espèce, avec fabrication en gros de faux billets de banque (on en trouvera le détail dans Vogt). »

Mais si le lecteur se rend à l'invitation impérieuse de Zabel et qu'il cherche le détail dans Vogt, que trouve-t-il ? Que c'est par moi que

Cherval fut envoyé à Genève, que c'est sous ma direction directe qu'il mit sur pied « la honteuse conspiration avec fabrication de faux billets de banque, etc. ». Le lecteur, renvoyé par Zabel à Vogt, trouve encore ceci : « L'attitude personnelle de Marx dans cette affaire est cependant sans la moindre importance; car, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, il est absolument indifférent que Marx agisse en personne ou fasse agir un membre de sa bande; il domine complètement ses gens ».

Mais Zabel trouve qu'il n'en a pas encore fait assez. A la fin de ses deux articles, il éprouve le besoin de glisser un dernier mot à l'oreille de son lecteur. Il dit :

« Il (Blind) déclare en même temps qu'il n'a jamais vu Biscamp. Il est évident qu'il n'est pas membre du parti intime de Marx. A notre estimation, il ne devait pas être trop difficile à ce parti de faire de Blind son bouc émissaire ... Rien n'était plus facile au parti Marx que de rejeter la paternité du pamphlet sur Blind, précisément parce que... celui-ci, dans son entretien avec Marx et dans l'article de la *Free Press*, avait émis des considérations du même genre; en utilisant ces paroles et ces formules de Blind, on pouvait forger le pamphlet de telle sorte que tout le monde y vît une production de Blind ».

Donc, c'est « le parti de Marx » ou « le parti intime de Marx », en d'autres termes la *Schwefelbande*, qui a forgé le pamphlet de façon à lui donner l'apparence d'une production de Blind ? Après avoir développé cette hypothèse, Zabel la résume sèchement en ces termes : « Chacun reste libre de considérer soit Marx soit Blind comme l'auteur. ».

Ce n'est donc pas le parti Marx ou Blind, ce n'est pas Blind, ni le parti intime de Marx, vulgairement appelé *Schwefelbande*, mais Blind ou Marx, Marx sans phrase. Le parti Marx, le parti intime de Marx, la *Schwefelbande*, etc., tout cela, ce n'étaient que des noms panthéistes pour désigner Marx, la personne Marx. Zabel ne se contente pas d'identifier Marx avec le parti de la *Schwefelbande*, il personnifie la *Schwefelbande* dans Marx. Et le même Zabel ose affirmer devant les tribunaux que, dans ses articles, il n'a pas, de façon injurieuse, identifié Marx avec les agissements de la *Schwefelbande*. Il se frappe la poitrine et jure ses grands dieux que « surtout la personnalité de Marx n'est pas confondue avec les gens accusés de chantage et de mouchardage ». Quelle figure, me disais-je, Zabel va-t-il faire au cours des débats publics ! Quelle figure ! Et c'est avec cette exclamation de consolation que je repris une nouvelle fois le document que mon avocat m'avait transmis; je le relus et je crus découvrir à la fin quelque chose comme Muller et Schultze. Mais je ne tardai pas à m'apercevoir de mon erreur ! Ce que j'avais en mains, ce n'était pas un plaidoyer de Zabel, mais une ordonnance de la Cour d'appel, signée Guthschmidt et Schultze, ordonnance qui me dénie le droit de porter plainte contre Zabel et m'enjoint en outre, sous peine de contrainte par corps, de verser sans retard la somme de 25 Groschen à la caisse des salaires du tribunal de première instance. Je fus, dans toute la force du terme, frappé de stupeur. Mais mon ahurissement tomba quand j'eus relu encore une fois très attentivement le document.

*Premier exemple.* - 1. Zabel écrit dans l'article de la *Nationalzeitung* n° 37, 1860 :

« Vogt rapporte, p. 136 et suivantes : Sous le nom de *Schwefelbande* ou encore de *Bürstenheimer* on désignait, parmi les réfugiés de 1849, un certain nombre d'hommes qui, disséminés d'abord en Suisse, en France et en Angleterre, se réunirent peu à peu à Londres, où ils vénéraient, comme leur chef visible, M. Marx. ».

MM. Guthschmidt et Schultze lisent dans ce même article :

« Si le premier article cite, d'après l'exposé de Vogt « que les réfugiés de 1849 se réunirent peu à peu à Londres, où ils vénéraient, comme leur chef visible, M. Marx. »

Zabel dit que certains individus connus parmi les réfugiés de 1849 sous le nom de *Schwefelbande* ou de *Bürstenheimer*, etc., se sont peu à peu réunis à Londres et m'y ont vénéré comme leur chef visible. MM. Guthschmidt et Schultze font au contraire dire à Zabel que les réfugiés de 1849 se sont peu à peu réunis à Londres (ce qui n'est même pas exact, puisque beaucoup de réfugiés se groupèrent à Paris, New-York, Jersey, etc.) et m'ont vénéré comme leur chef visible, honneur qu'on ne m'a pas fait et que ni Zabel ni Vogt n'ont songé à m'attribuer. N'allez pas croire que MM Guthschmidt et Schultze résumant; ils citent, entre guillemets, comme une phrase prise dans l'exposé de Vogt par Zabel dans son premier numéro, une phrase que Zabel n'a imprimée nulle part. Il est donc évident que MM Guthschmidt et Schultze avaient à leur disposition une édition secrète, inconnue du public et de moi-même, du numéro 37 de la *Nationalzeitung*. Voilà ce qui explique tous les malentendus.

Mais ce n'est pas seulement par la version de certaines phrases que l'édition secrète du numéro 37 de la *Nationalzeitung* diffère de l'édition vulgaire du même numéro. A part quelques mots, tout l'ensemble du premier article publié dans l'édition vulgaire n'a rien de commun avec l'ensemble donné dans l'édition secrète.

*Deuxième exemple.*

1. Après m'avoir nommé chef de la *Schwefelbande*, Zabel imprime dans le numéro 37 de la *Nationalzeitung* :

« Ces drôles (la *Schwefelbande*) ... continuaient dans le monde des réfugiés l'œuvre de la *Rheinische Zeitung* ... Une des occupations principales de la *Schwefelbande* consistait à compromettre à tel point des gens restés en Allemagne qu'ils se voyaient forcés de verser de l'argent ... Les prolétaires remplissaient les colonnes de la presse réactionnaire d'Allemagne de leurs dénonciations contre les démocrates ... ; ils devinrent les alliés de la police secrète en France et en Allemagne. En vue de mieux caractériser ces gens (les membres de la *Schwefelbande*, les prolétaires) Vogt reproduit une longue lettre de l'ex-lieutenant Techow... où sont exposés les principes, les agissements... des prolétaires, et où l'on voit Marx qui, infatué, à la façon de Napoléon, de sa supériorité intellectuelle, mène à la férule la *Schwefelbande*. »

II. Après m'avoir nommé chef des réfugiés de 1849, MM. Guthschmidt et Schultze lisent comme suit le numéro 07 de la *Nationalzeitung* : « Et s'il (le premier article de la *Nationalzeitung*) parle ensuite d'une lettre de Techow « Où l'on voit Marx qui, infatué, à la façon de Napoléon, de sa propre supériorité intellectuelle, mène à la férule la *Schwefelbande*. »

Du moment que la loi confère à des juges le droit de reconnaître ou de dénier à des particuliers la faculté de porter plainte, MM. Guthschmidt et Schultze n'avaient pas seulement le droit, mais le devoir de me refuser le droit de plainte contre Zabel. En effet, le résumé qu'ils donnent de l'article du numéro 37 de l'édition secrète de la *Nationalzeitung* exclut purement et simplement tout corps du délit. En effet, qu'est-ce que Zabel imprime dans cette édition secrète ? Il me décerne d'abord l'honneur de me faire vénérer comme « chef visible » par tous les réfugiés de 1849 réunis à Londres. Et c'est pour cela que je porterais plainte contre lui ? Et il me fait encore le grand honneur immérité de me montrer « brandissant la férule » sur une certaine *Schwefelbande*, avec laquelle on n'avait pas du tout établi mes relations, à peu près de la même façon qu'en 1848-49 je brandissais la férule sur Zabel et consorts. Et c'est pour cela que je porterais plainte contre Zabel ?

On voit à quelles confusions on aboutit, quand la législation autorise des fonctionnaires de l'ordre judiciaire de décider, et de décider en

secret, qu'une personne a ou n'a pas le droit de porter plainte, par exemple à propos de calomnies parues dans la *Nationalzeitung*. Le plaignant porte plainte en vertu d'une édition vulgaire du numéro 37 de la *Nationalzeitung*, lancée dans le public à peut-être 10.000 exemplaires, et le juge décide en vertu d'une édition secrète du même numéro, faite pour lui seul. C'est à ce point que, dans cette procédure, le corps même du délit est peu garanti dans son identité.

La législation prussienne, en statuant que, dans tous les cas, le droit de plainte est subordonné à une autorisation judiciaire, part de ce principe que l'Etat, exerçant la puissance paternelle, doit tenir en tutelle et réglementer la vie civile de tous ses enfants. Et cependant, même au point de vue de la législation prussienne, l'ordonnance de la cour d'appel a de quoi nous surprendre. La législation prussienne veut couper court aux plaintes manifestement gratuites; et c'est pour cette raison, - si j'en comprends bien l'esprit et que je suppose à bon droit qu'il ne saurait être question de déni systématique de justice, - qu'elle attribue au juge le droit de rejeter la plainte, mais seulement quand, à première vue, il n'y a pas matière à plainte et qu'à première vue la plainte n'est pas fondée. Cela peut-il s'appliquer dans notre cas ? Le tribunal de première instance admet que les articles de Zabel renferment effectivement des affirmations injurieuses pour moi et tombant par conséquent sous le coup de la loi. Il ne soustrait Zabel à ma vengeance judiciaire que parce que Zabel a simplement « cité » ses calomnies.

La cour d'appel déclare : citations ou non, des affirmations injurieuses tombent toujours sous le coup de la loi; mais il nie, de son côté, que les articles de Zabel renferment, en citations ou autrement, des affirmations injurieuses à mon endroit. Le tribunal de première instance et la cour d'appel ont donc, sur les faits même, des avis non seulement différents, mais directement opposés. L'un trouve des affirmations injurieuses à mon endroit là où l'autre n'en trouve pas. La contradiction qui existe entre les avis des juges relativement aux faits même prouve qu'à première vue il y a ici matière à plainte. Si Papinien et Ulpian disent : cette affirmation imprimée est injurieuse, mais que Mucius Scævola<sup>1</sup> et Manilius Brutus<sup>2</sup> assurent de leur côté que les dites affirmations ne sont pas injurieuses, que pensera le peuple des Quirites<sup>3</sup> ? Pourquoi le peuple ne croirait-il pas avec Ulpian et Papinien que, dans les numéros 37 et 41 de la *Nationalzeitung*, Zabel a publié des affirmations injurieuses à mon endroit ? Si je donne au peuple des Quirites l'assurance que Mucius Scævola et Manilius Brutus m'ont délivré une attestation secrète d'après laquelle les déclarations et les affirmations injurieuses de Zabel n'intéressent en rien ma personne, le peuple des Quirites haussera les épaules et dira : à d'autres !

Comme il appartient à la cour d'appel de décider en dernière instance sur la matérialité des faits, donc de décider en dernière instance si les deux articles de Zabel contiennent effectivement des injures à mon égard ainsi que l'intention de m'offenser; comme la cour d'appel a nié cette matérialité des faits, un recours interjeté devant le tribunal suprême ne laissait ouverte que cette seule question : la décision effective de la cour d'appel ne repose-t-elle pas sur une erreur juridique ? La cour d'appel avait elle-même, dans son ordonnance, établi effectivement que Zabel reproche à la *Schwefelbande* des menées « manquant de caractère et malhonnêtes », des « dénonciations et des chantages », cette *Schwefelbande* que, dans le même article, il caractérise expressément comme « le parti Marx » ou « le parti intime de Marx » avec Marx comme chef visible brandissant la férule. La cour d'appel avait-elle juridiquement le droit de ne pas voir là des injures à mon adresse ? Mon avocat M. le conseiller de justice Weber, observe à ce sujet dans sa plainte au tribunal suprême :

---

<sup>1</sup> Caius Mucius Scævola, un jeune héros du début de la République romaine.

<sup>2</sup> Manius Manilius, un homme politique de la République romaine, consul en 149 av. J-C.

<sup>3</sup> Quirites - citoyens de la Rome antique dans leur capacité civile.

« Il est vrai qu'il (Zabel) ne dit nulle part directement que Marx ait extorqué de l'argent, pratiqué le mouchardage ou fabriqué de la fausse monnaie. Mais est-il besoin d'une déclaration plus nette que celle qui consiste à dire : Marx était le chef d'un parti qui poursuivait les objectifs criminels et immoraux ci-dessus mentionnés ? Quiconque possède un jugement impartial et sain est obligé de reconnaître que le chef d'une association ayant pour but et activité principale la perpétration de crimes, non seulement approuve ces agissements, mais les prépare, les dirige et en profite. C'est pourquoi, sans aucun doute, le chef est doublement responsable, non seulement comme complice, mais comme auteur intellectuel, quand bien même on ne pourrait relever à son actif le moindre acte par lequel il aurait directement participé à l'exécution de tel ou tel crime. L'opinion énoncée dans l'ordonnance incriminée (de la cour d'appel) aboutirait à mettre la bonne réputation d'un homme à la merci absolue de quiconque voudrait la ruiner. Au lieu d'affirmer faussement que A est un assassin, le calomniateur n'aurait qu'à dire qu'il existe, en tel ou tel endroit, une bande qui s'occupe d'assassiner et que A est le chef de cette bande. L'avis de la cour d'appel garantit à ce calomniateur l'impunité absolue. Mais quiconque juge sainement reconnaîtra que tout calomniateur doit encourir le châtement, qu'il accuse mensongèrement un tiers d'être un brigand ou un chef de brigands. »

Du point de vue du bon sens, il y a effectivement calomnie. Existait-elle au sens de la loi prussienne ? La cour d'appel dit non, mon avocat dit oui. Si la cour d'appel a décidé contre le tribunal de première instance que le fait d'avoir employé pour ses accusations la forme des citations n'empêche pas le calomniateur de tomber sous le coup de la loi, pourquoi la cour suprême ne déciderait-elle pas contre la cour d'appel que le fait d'avoir pris la forme du ver solitaire ne l'empêche pas davantage ? C'est à propos de ce point de droit, de cette erreur juridique, commise par la cour d'appel dans la fixation de la matérialité des faits, que mon avocat interjeta appel devant la cour suprême, donc en quelque sorte devant l'aréopage. La cour suprême rendit cette ordonnance :

« I. Votre plainte du 23 août de l'année courante relative à l'ordonnance de la Section criminelle de la cour royale d'appel dans le procès en diffamation Dr Karl Marx contre le rédacteur de la *Nationalzeitung* Dr Zabel du 11 juillet dernier est, sur le vu des pièces de l'affaire, rejetée par la présente comme non fondée. II. Car la cour royale d'appel, dans les deux articles en question de la *Nationalzeitung*, n'a pas trouvé de diffamation objective du plaignant, ni admis qu'il y avait l'intention d'offenser ce dernier. C'est pourquoi l'introduction de la plainte en injures présentée a été rejetée à bon droit. La question de savoir s'il y a diffamation objective et s'il y a eu intention d'offenser se réfère essentiellement à des constatations de faits qui ne peuvent, dans une plainte présentée à la cour suprême, être attaquées que si le rapporteur de la cour conclut à une erreur juridique. III. Or, il ne semble pas que, dans le cas présent, il y ait erreur juridique. IV. Vous avez à verser dans les huit jours, à la caisse des salaires du tribunal de première instance, la somme de 25 Groschen pour frais de cette ordonnance.

Berlin, le 5 octobre 1860

La cour royale suprême, von Schlickmann.

Au conseiller de justice Weber, à Berlin. »

Pour en faciliter l'intelligence, j'ai numéroté les divers éléments de cette ordonnance.

1. M. von Schlickmann raconte que la plainte contre la cour d'appel est rejetée. II. Il nous renseigne sur la compétence respective de la cour d'appel et de la cour suprême; digression qui, de toute évidence, est étrangère à l'affaire et purement didactique. IV. M. Weber est invité à verser, etc. ; c'est une conséquence de l'ordonnance, ce n'en est certainement pas le motif.

Où est donc la motivation de l'ordonnance de rejet ? Où est la réponse à la plainte très détaillée de mon avocat ? Voici : III. Or, il ne semble pas que, dans le cas présent, il y ait erreur juridique. .

Si nous biffons la négation ne - pas, nous avons : « Or, il semble que, dans le cas présent il y ait erreur juridique ». L'ordonnance de la cour d'appel serait dès lors démolie. Elle ne tient debout que si nous maintenons la négation ne - pas, dont l'introduction a permis à M. von Schlickmann de rejeter au nom de la cour suprême la plainte de M. le conseiller de justice Weber.

Ne - pas ! Mr. von Schlickmann ne réfute pas les considérants juridiques développés par mon avocat, il ne les discute pas, il ne les mentionne même pas. M. von Schlickmann avait naturellement assez de motifs justifiant son ordonnance, mais il ne les indique pas. Ne - pas ! La force probante de cette négation vient uniquement de l'autorité, de la situation hiérarchique de la personne qui l'emploie. Elle ne prouve rien en et par elle-même ! Ne - pas !

C'est ainsi que la cour suprême me défendit de porter plainte contre « le démocrate » F. Zabel.

Et c'est ainsi que finit mon procès avec les tribunaux prussiens.

## Chapitre XII

### Annexes

#### 1. L'expulsion de Schily de Suisse

Faute de place, je ne puis reproduire *in extenso* une lettre où Schily<sup>1</sup>, racontant son expulsion de Suisse, nous donne un exemple de la façon dont étaient traités les réfugiés non parlementaires. Cette lettre nous apprend d'abord que deux réfugiés allemands, B. et I<sup>2</sup>, amis de Schily, ont quitté Genève, ont été arrêtés pendant leur excursion en Suisse, remis en liberté par Druey<sup>3</sup> et sont rentrés à Genève.

« Sur leur demande, continue Schily, j'allai voir Fazy pour savoir si on les recherchait. Il me tranquillisa, me disant qu'il n'avait pas l'intention de troubler, par ordre de l'autorité cantonale, leur incognito, et que, d'autre part, le gouvernement fédéral ne lui avait pas adressé de réquisition. Il ajouta que je ferais bien, d'ailleurs, de m'adresser, en me recommandant de lui et en faisant état de ses renseignements, au chef du département de justice et de police, Mr. Girard. C'est ce que je fis. Mais le résultat fut à peu près le même. Je laissai mon adresse pour le cas où il y aurait réquisition fédérale. Quelques semaines plus tard, un agent de police vient chez moi et demande l'adresse de B. et de J. Je les refuse. Je cours chez le Girard en question. Il me menace de me faire expulser, si je ne lui donne pas l'adresse. A quoi je réponds que, d'après notre convention, je voulais bien servir d'intermédiaire, mais non être forcé de faire le dénonciateur. Et lui de me dire : « *Vous avez l'air de vouloir vous interposer comme ambassadeur entre moi et ces réfugiés, pour traiter de puissance à puissance*<sup>4</sup> ». Et moi : « *je n'ai pas l'ambition d'être accrédité comme ambassadeur près de vous*<sup>5</sup> ». Et je fus en effet congédié sans le moindre cérémonial officiel. En route j'appris alors que B. et J. venaient d'être découverts, arrêtés et emmenés. Je pouvais donc regarder la menace ci-dessus mentionnée comme nulle et non avenue. Mais j'avais compté sans le 1er avril; car c'est à cette date fatale que je fus, en pleine rue, invité par un agent de police à l'accompagner à l'Hôtel-de-Ville où l'on avait quelque chose à me demander. Là, Mr. le conseiller d'Etat Tourte, commissaire genevois au bureau d'expulsion des réfugiés et adjoint au commissaire fédéral Trog, qui se trouvait alors dans la ville, me signifia que j'étais expulsé et qu'il était obligé de me diriger immédiatement sur Berne, tout cela à son très grand regret, parce que l'autorité cantonale n'avait rien à me reprocher, mais que le commissaire fédéral exigeait mon expulsion. Comme je lui demandais de me faire conduire devant ce commissaire, il répliqua : « *Non, nous ne voulons pas que le commissaire fédéral fasse la police ici*<sup>6</sup> ». Il se mettait ainsi en contradiction avec ce que nous avons dit plus haut et oubliait, somme toute, son rôle de conseiller d'Etat de Genève, rôle qui consistait à résister avec une prudence libérale aux demandes d'expulsion formulées par les autorités fédé-

<sup>1</sup> Le 9 février 1860, Marx annonce à Engels qu'il a reçu une lettre de Schily : « A mes lettres vers le continent (...) jusqu'ici deux réponses. Une de Schily. N'a pas de prix. Contient toute l'histoire de la bande de voyous et des gens de la Bürstenheim. » (C6, p. 44). Il ajoute, le 14 février 1860 : « Je continue naturellement de correspondre avec Schily, vu que je le questionne de long en large sur des points précis. » (C6, p. 61). Et Jenny Marx à Engels, le 14 août 1860 : « Chaque jour, nous recevons de Schily et de Becker de nouvelles piles de documents qu'on utilise pour la brochure. » (C6, p. 197).

<sup>2</sup> Elard Biscamp et Peter Imandt.

<sup>3</sup> Henri Druey, depuis 1848 à la tête du Département de la Justice et de la police.

<sup>4</sup> En français dans le texte.

<sup>5</sup> En français dans le texte.

<sup>6</sup> En français dans le texte.

rales, à ne céder qu'à la force ou bien à s'incliner avec plaisir ou résignation devant une « gentille pression ». Une autre caractéristique de ce rôle, c'était, une fois qu'on avait pris contre quelqu'un un arrêté d'expulsion, de l'accuser d'être un espion et dont on avait dû se débarrasser dans l'intérêt de la « bonne cause ». *Quelles tartines*<sup>1</sup> ! Quels mensonges et quelles contradictions ! Et, tout cela pour un peu de popularité ! Il est vrai que le vent est précisément le moyen dont ce monsieur se sert pour faire monter son ballon. Membre du Grand Conseil et du Conseil d'Etat de Genève, membre du Conseil national suisse, conseiller-né de confusion, il ne lui manque plus que de siéger au Conseil fédéral<sup>2</sup> pour assurer à la Suisse des jours heureux, puisqu'il est écrit : *Providentia Dei et confusione hominum Helvetia salva fuit.* (« La Suisse fut sauvée par la providence de Dieu et la confusion des hommes. »)

Arrivé à Londres, Schily adressa à l'*Indépendant genevois*, alors sous l'influence de Raisin dont nous nous occuperons plus tard, une réclamation contre la calomnie de Tourte. Il y stigmatisait avec virulence les coups de pied de l'âne « avec lesquels les faiseurs libéraux chassaient les réfugiés de Suisse ». Sa réclamation ne fut pas insérée.

« De l'Hôtel-de-Ville, continue Schily, on me conduisit en prison, et le lendemain, en voiture de poste et sous escorte de police, à Berne où, quinze jours durant, Mr. Druey me garda très sévèrement dans la prison appelée la vieille tour. ».

Dans ses lettres à Schily prisonnier, lettres sur lesquelles nous reviendrons, Druey rejette toute la faute sur le canton de Genève, tandis que Tourte affirme de son côté que toute la responsabilité incombe à l'autorité fédérale, et qu'il n'existait pas de plainte émanant du canton de Genève. Le juge d'instruction de Genève, Raisin, lui avait, quelque temps auparavant, fait une déclaration concordante. A propos de ce Mr. Raisin, Schily écrit :

« A l'occasion du concours de tir fédéral organisé à Genève dans l'été 1851, Raisin s'était chargé de la rédaction du *Journal du tir fédéral* publié en français et en allemand, et m'avait engagé comme collaborateur, me promettant 300 francs d'honoraires. J'étais chargé de noter, séance tenante, les discours de bienvenue, ou d'adieu que Tourte, président du comité, prononçait en allemand. Tourte, grâce lui en soient rendues, me facilitait singulièrement ma tâche en adressant chaque fois aux diverses délégations de tireurs à peu près les mêmes paroles enthousiastes, avec simplement de légères variantes, suivant qu'il s'adressait à l'Ours de Berne, au Taureau d'Uri, ou à d'autres confédérés. Si bien que, notamment quand il entonnait son refrain : « Mais au jour du danger, nous... », je pouvais tranquillement poser la plume et répondre à Raisin qui m'en demandait la raison : « *C'est le refrain du danger; je le sais par cœur*<sup>3</sup> ». Mais au lieu de mes honoraires gagnés à la sueur de mon front, j'eus bien du mal à tirer de Raisin 100 francs. Il me demanda, il est vrai, de lui continuer ma collaboration pour une revue politique qu'il avait l'intention de fonder à Genève, afin de pouvoir, indépendant de tous les partis existants, faire front de tous côtés, notamment contre le gouvernement « libéral » de Fazy et Tourte, dont il faisait cependant partie. C'était tout à fait l'homme qu'il fallait pour une entreprise de ce genre, capable comme il était, ainsi qu'il avait l'habitude de se vanter, « *d'arracher la peau à qui que ce soit*<sup>4</sup> » ... Dans un voyage qu'après mes fatigues du tir fédéral je fis à travers la Suisse, il me confia la mission de nouer des relations en vue de la création de cette revue. Je m'acquittai de la mission et lui

---

<sup>1</sup> En français dans le texte.

<sup>2</sup> En Suisse, les Grands Conseils étaient les assemblées législatives des villes cantons créées par la Constitution de 1803. Le Conseil national est l'une des deux chambres de l'Assemblée fédérale suisse constituée en vertu de la Constitution de 1848 (l'autre chambre était le Conseil des Etats). Le Conseil fédéral était l'organe exécutif fédéral suprême, constitué en vertu de la Constitution de 1848. Son président était le président de la République.

<sup>3</sup> En français dans le texte.

<sup>4</sup> En français dans le texte.

remis à mon retour un rapport écrit. Mais entre temps le vent avait complètement tourné et avait fait entrer Raisin, renonçant à ses opérations de corsaire, dans le port tranquille du gouvernement au pouvoir. « *J'en étais donc pour mes frais et mes honoraires*<sup>1</sup> ». C'est en vain que je l'importunai de mes réclamations et que je l'importune encore en vain, bien qu'il soit devenu un homme riche... Peu de temps avant mon arrestation il m'avait encore juré qu'il n'était pas question de m'expulser, que son ami Tourte lui en avait personnellement donné l'assurance, que je n'avais pas à faire de démarches préventives à propos de la menace de Girard... Je lui écrivis du fond de ma vieille tour des prisons pour lui demander un petit acompte sur ce qu'il me devait ainsi que des explications sur l'incident de mon arrestation; mais il garda un silence obstiné, bien qu'il eût assuré au porteur de ma lettre qu'il allait faire le nécessaire. »

« ...Que mon expulsion fut manigancée par les parlementaires réfugiés, je le sus quelques mois plus tard par une lettre que m'adressa K., homme sûr et sans préjugés; et Ranickel le confirmait *mordicus* dans quelques lignes qu'il avait jointes à cette lettre. Cette opinion me fut d'ailleurs confirmée à plusieurs reprises par des gens bien au courant, avec qui j'eus l'occasion, par la suite, de m'entretenir de l'affaire. ... Et pourtant, je n'étais pas, à proprement parler, un mangeur de parlementaires, comme l'hyène Reinach, qui, chaque jour, arrachait à son sépulcre feu le Régent de l'empire, M. Vogt, le faisait apparaître à la table d'hôte de Berne où Vogt, espèce de Prométhée enchaîné, occupait lui-même une place, et, entre la poire et le fromage, avalait cruellement et à la terreur générale la momie aussi bien que la réincarnation. Certes, je n'étais pas un admirateur des faits et gestes des parlementaires; tout au contraire ! Est-ce de cela que ces messieurs ont voulu me châtier en me mettant au ban de l'empire, faisant de la Suisse une partie intégrante de l'empire, parce que la Constitution de l'empire ainsi que le dernier congé de la Diète y sont enterrés ? Je crois plutôt que, si on les soupçonna de me persécuter, ce fut à cause de l'émeute parlementaire, mentionnée dans ma lettre précédente<sup>2</sup>, contre le comité genevois des réfugiés constitué par Becker, quelques citoyens de Genève et moi-même... Ces messieurs n'étaient pas d'accord entre eux-mêmes sur la raison qui les poussait à vouloir usurper la répartition des fonds des réfugiés. Les uns, parmi lesquels Dentzel, ancien membre de la petite Chambre badoise, voulaient, contrairement à notre façon de faire qui consistait à venir surtout en aide à des ouvriers dans la misère, sécher de préférence les larmes des martyrs de profession, des héros de la révolution, des fils de la patrie qui avaient connu des jours meilleurs. ... *Is fecit cui prodest*<sup>3</sup>, dit le proverbe. Et comme mon action gênait effectivement ces messieurs, le soupçon se répandit qu'ils avaient fait valoir leur influence en haut lieu pour obtenir mon éloignement. Car on savait bien qu'ils avaient l'oreille du prince, ou qu'ils l'approchaient du moins d'assez près pour y glisser quelques mots et faire remarquer que j'étais un agité. Et ne savait-on pas en outre que notamment le prince Tourte les avait à plusieurs reprises réunis autour de lui ? »

Après avoir raconté comment il fut extrait de la vieille tour des prisons, envoyé de Berne à Bâle et ensuite par-delà la frontière française, Schily écrit :

« Quant aux dépenses nécessitées par l'expulsion des réfugiés, je caresse l'espoir qu'elles ne sont pas payées sur le budget fédéral, mais par celui de la Sainte-Alliance. Un jour, en effet, bien longtemps après notre arrivée en Suisse, la princesse Olga déjeunait dans un hôtel de Berne avec le chargé d'affaires russe. Entre la poire et le fromage (*sans comparaison* avec le terrible Reinach), son Altesse dit à son compagnon de table : « *Eh bien, Monsieur le baron, avez-vous encore beaucoup de réfugiés ici ? - Pas mal, Princesse, bien que nous en ayons déjà beaucoup renvoyé. M. Druey*

<sup>1</sup> En français dans le texte.

<sup>2</sup> Sa lettre à Marx du 8 février 1860. Cf. Chapitre 2, pp. 5-9.

<sup>3</sup> Le criminel est celui à qui le crime profite.

*fait de son mieux à cet égard, et si de nouveaux fonds nous arrivent, nous en renverrons bien encore<sup>1</sup> ». Voilà la conversation qu'entendit et me rapporta le garçon de service, ancien franc-tireur de la campagne pour l'empire sous mon haut commandement. »*

Pendant le transfert de Schily, ses bagages disparurent mystérieusement et à tout jamais.

« On n'a pas encore pu expliquer comment, à moins de disposer de la liste des réfugiés et de leurs colis, quelqu'un ait pu les faire disparaître brusquement, au Havre, du chaos des colis d'un convoi de réfugiés allemands (convoi auquel nous avons été joints à Bâle par l'agent d'émigration Klenk, à qui les autorités fédérales nous avaient confiés pour nous faire transporter au Havre, dans une absolue promiscuité des bagages des réfugiés et des émigrants). Peut-être le consul suisse, le négociant Wanner, du Havre, à qui l'on nous avait adressés pour être expédiés plus loin, est-il mieux renseigné. Il nous promet que nous serions indemnisés de tout. Druey me confirma plus tard cette promesse dans une lettre que je fis parvenir à l'avocat Vogt à Berne à l'appui de la réclamation que j'avais présentée devant le Conseil fédéral; je n'ai pas encore pu me faire restituer cette lettre, et Vogt n'a d'ailleurs jamais répondu à aucune des lettres que je lui ai écrites. Mais, dans l'été 1856, le Conseil fédéral me débouta de ma réclamation et me signifia d'avoir à me tenir tranquille, mais sans motiver en rien sa décision.

« Mais tout cela, comme d'ailleurs toutes les expulsions accompagnées de gendarmes, de menottes, etc., ce ne sont que des bagatelles à côté des rapatriements, pratiqués de façon si particulièrement agréable et après entente entre bons voisins, de Badois moins compromis. Il y avait des passeports spécialement fabriqués à cette occasion, et tous les rapatriés recevaient la consigne de se présenter, dès leur arrivée chez eux, devant les autorités locales. Mais là, au lieu de pouvoir exercer leurs professions, ils étaient forcés de subir toutes sortes de mesures vexatoires inattendues. Les souffrances silencieuses de ces extradés (car il s'agissait réellement d'extradition) attendent encore leur historien et leur vengeur.

« C'est un éloge pour un homme, dit à propos de la Suisse le Tacite suisse, qu'on puisse citer ses défauts sans qu'il cesse d'être grand ». Nous avons de quoi lui décerner cet éloge, et nous pouvons le faire sans lui abîmer la taille. *Qui aime bien châtie bien<sup>2</sup>*. J'éprouve vraiment pour ma part une inclination indestructible envers la Suisse en général. Le pays et le peuple me plaisent bien. J'éprouve beaucoup de respect pour le Suisse : le mousqueton fait partie de ses ustensiles de ménage; il est toujours prêt à le manier avec adresse pour sauvegarder les traditions historiques de bon aloi et les conquêtes modernes de même acabit. Il réclame les sympathies d'autrui, parce qu'il suit lui-même avec sympathie la lutte que d'autres soutiennent pour améliorer leur situation. « J'aurais préféré voir crever le meilleur couple d'anges du bon Dieu ! » dit un paysan suisse, peiné de l'échec du soulèvement de l'Allemagne du Sud. Il n'aurait peut-être pas risqué un attelage à lui; mais il aurait plutôt risqué sa propre peau, avec accompagnement de coups de mousqueton. Ainsi, au fond de son cœur, le Suisse n'est pas neutre; mais il l'est en raison et pour la défense de ses biens héréditaires. D'ailleurs, cette vieille croûte de neutralité qui enveloppe un noyau excellent, les étrangers, à force de la piétiner (et telle est bien l'essence de la neutralité) ne tarderont pas à la faire éclater; et alors, il y aura du chambard et l'atmosphère sera purifiée. ».

Voilà ce que nous apprend la lettre de Schily.

Dans la tour des prisons de Berne, il lui fut impossible d'obtenir une entrevue personnelle avec Druey; mais il put échanger des lettres avec ce monsieur. A une lettre où Schily lui demande les motifs de

---

<sup>1</sup> En français dans le texte.

<sup>2</sup> En français dans le texte.

son arrestation et sollicite l'autorisation de consulter l'avocat Wyss de Berne, Druey répond le 9 avril 1852 :

« ...L'autorité genevoise a ordonné votre renvoi du canton, vous a fait arrêter et conduire à Berne à la disposition de mon département, parce que vous vous êtes montré un des réfugiés les plus remuants et que vous avez cherché à cacher J. et B., que vous vous étiez engagé à représenter à l'autorité. Pour ce motif et parce que votre séjour ultérieur en Suisse nuirait aux relations internationales de la Confédération, le Conseil fédéral a ordonné votre renvoi du territoire suisse etc. ... Comme votre arrestation n'a pas pour but un procès criminel ou correctionnel, mais une mesure de haute politique ... , il n'est pas nécessaire que vous consultiez d'avocat. D'ailleurs, avant de ... autoriser l'entrevue que vous me demandez avec M. l'avocat Wyss, je désire savoir le but de cette entrevue<sup>1</sup>. »

Les lettres, qu'après de multiples réclamations Schily fut autorisé à écrire à ses amis de Genève, il était forcé de les soumettre toutes au visa de Mr. Druey. Dans une de ces lettres, Schily employa l'expression : *Vae victis* ! Druey lui écrit à ce propos sous la date du 19 avril 1852 :

« Dans le billet que vous avez adressé à M. J<sup>2</sup>. se trouvent les mots : *Vae victis* !<sup>3</sup> ... Cela veut-il dire que les autorités fédérales vous traitent en vaincu ? S'il en était ainsi, ce serait une accusation mensongère contre laquelle je devrais protester<sup>4</sup>. »

A la date du 21 avril 1852, Schily répondit au puissant Druey :

« Je ne pense pas, Monsieur le conseiller fédéral, que cette manière de caractériser les mesures prises à mon égard puisse me valoir le reproche d'une accusation mensongère; du moins un pareil reproche ne serait pas de nature à me faire revenir de l'idée que je suis traité avec dureté; au contraire, adressée à un prisonnier par celui qui le tient, en prison, une telle réponse me paraîtrait une dureté de plus<sup>5</sup>. »

Vers la fin de mars 1852, peu de temps avant l'arrestation de Schily et l'expulsion d'autres réfugiés non parlementaires, le réactionnaire *Journal de Genève* avait publié toutes sortes de cancanes grotesques sur des complots communistes parmi les réfugiés allemands de Genève : Mr. Trog, disait-il, était en train de dénicher un nid de communistes allemands avec une couvée de 84 petits dragons communistes, etc. A côté de cette feuille réactionnaire genevoise, un écrivain de Berne, appartenant à la bande parlementaire, - on peut supposer que c'était Karl Vogt, puisque, dans le *Hauptbuch*, il revendique à plusieurs reprises l'honneur d'avoir sauvé la Suisse des réfugiés communistes, - était occupé, sous la signature « ss », à répandre, dans le *Frankfurter Journal*, des informations du même genre, par exemple que le comité genevois, composé de communistes, constitué pour venir en aide aux réfugiés allemands, avait été renversé pour avoir irrégulièrement réparti les fonds, et remplacé par de braves gens qui mettraient rapidement fin à tous les abus; que le dictateur de Genève semblait vouloir enfin obtempérer aux instructions des commissaires fédéraux, puisque deux réfugiés allemands appartenant à la fraction communiste venaient d'être arrêtés récemment et transférés de Genève à Berne, etc. La *Schweizerischer National-Zeitung*, paraissant à Bâle, publia dans son numéro 72 du 25 mars 1852 une réponse datée de Genève et disant entre autres choses :

---

<sup>1</sup> En français dans le texte.

<sup>2</sup> Abraham Jacoby.

<sup>3</sup> *Vae victis* ! Malheur aux vaincus ! Vaincus par les Gaulois sur la rivière Allia en 390, les Romains durent payer une rançon de mille livres d'or. Lorsque les Romains se plaignirent que les poids utilisés par les vainqueurs étaient trop lourds, le chef des Gaulois, Brennus, s'exclama « *Vae victis* ! » et jeta lui aussi sa grande épée sur la balance. (Tite-Live, V, 48).

<sup>4</sup> En français dans le texte.

<sup>5</sup> En français dans le texte.

« Tout homme de bonne foi sait ceci : de même que la Suisse est uniquement occupée à fortifier ses conquêtes politiques et à les développer en accord avec la constitution, de même les faibles restes de l'émigration allemande de Genève ne pensent qu'à gagner leur pain de chaque jour et à se livrer à des occupations absolument inoffensives, en sorte que les légendes de communisme n'ont pu éclore que dans l'imagination de visionnaires bourgeois ou de mouchards poussés par l'intérêt politique ou personnel. ».

Après avoir déclaré que le correspondant parlementaire bernois du *Frankfurter Journal* est un de ces mouchards, l'article conclut en ces termes :

« Les réfugiés d'ici sont d'avis qu'il y a parmi eux plusieurs de ces soi-disant « braves-gens » à la Biedermann<sup>1</sup> ou à la Bassermann<sup>2</sup>, et que ces hommes, attirés par les « oignons » de la patrie, essaient de se frayer, par de semblables expectorations réactionnaires, le chemin du pardon auprès des dirigeants de chez eux; on leur souhaite bien de la chance pour leur prochain départ, afin qu'ils ne compromettent pas plus longtemps l'émigration et le gouvernement qui donne asile aux réfugiés. ».

Les parlementaires réfugiés savaient que Schily était l'auteur de cet article. Cet article parut dans la *Nationalzeitung* de Bâle du 25 mars; et c'est le 1er avril qu'eut lieu l'arrestation, sans motif aucun, de Schily. *Tantaene animis caelestibus irae*<sup>3</sup> ?

## 2. La journée révolutionnaire de Morat

Après le scandale de Morat, les réfugiés allemands de Genève, à l'exclusion des parlementaires, adressèrent une protestation au département de la justice et de la police de la Confédération. Je n'en cite ici qu'un passage :

«...Les monarques ne se contentèrent pas des succès diplomatiques obtenus jusqu'alors. Ils firent retentir tout autour de la Suisse des bruits de guerre, menacèrent d'occuper le pays militairement pour le débarrasser des réfugiés. Le Conseil fédéral a du moins, dans un document officiel, fait connaître ses inquiétudes à propos de ce danger. Et voilà qu'il y eut de nouvelles expulsions, motivées cette fois par la fameuse réunion de Morat et l'information que la procédure engagée à la suite de cette réunion avait mis sur les traces de tendances de propagande politique. En réalité, nous devons absolument protester contre cette information ... Au point de vue juridique, nous devrions cependant retenir que partout où il existe une situation légale, il ne peut y avoir que des peines légales pour des délits prévus par la loi, jurisprudence qui s'applique également à l'expulsion, si l'on ne veut pas que celle-ci relève uniquement de l'arbitraire de la police. Ou bien, voulait-on peut-être, même dans ce cas, faire valoir contre nous la diplomatie et dire qu'on avait dû agir de la sorte par égard pour les puissances étrangères et pour maintenir les relations internationales ? Eh bien ! s'il en est ainsi, que la croix fédérale se cache devant le croissant turc qui, lorsque la police à la recherche des réfugiés frappe à la porte, montre les cornes au lieu de les rentrer; qu'on nous délivre nos passeports pour la Turquie, et qu'après avoir fermé la porte derrière nous on remette les clefs de la citadelle suisse de la liberté, en guise de *feudum oblatum*<sup>4</sup>, à la Sainte Alliance, pour en recevoir ensuite, insignes de chambellan, l'investiture et les porter avec cette devise : *Finis Helvetiae* ! ».

<sup>1</sup> Karl Biedermann, membre centriste, en 1848, de l'Assemblée nationale de Francfort.

<sup>2</sup> Friedrich Daniel Bassermann : centre droit de l'Assemblée nationale de Francfort.

<sup>3</sup> Les âmes des Dieux éprouvent-elles de si grands ressentiments ? » (Virgile, *Enéide* I, v. 11).

<sup>4</sup> Fief féodal.

### 3. Cherval

La lettre de J. Ph. Becker me révéla que « l'affilié de Marx » mentionné par Vogt ou « les affiliés » dont parle Cherval ne pouvaient être que Mr. Stecher actuellement en résidence à Londres. Je n'avais pas l'honneur de le connaître personnellement, mais on m'avait beaucoup vanté son grand et universel talent d'artiste. A la suite de la lettre de Becker nous nous rencontrâmes. Voici une lettre que m'adressa « l'affilié ».

« Londres, 17, Sussex, W.-C.,  
le 14 octobre 1860.

Cher Monsieur Marx,

C'est avec plaisir que je vous donne quelques explications sur l'article Nugent (Cherval-Crämer) de la brochure de Vogt dont vous avez eu l'amabilité de m'envoyer un extrait. C'est en mars 1853 que, revenant d'un voyage en Italie, j'arrivai à Genève. Nugent y vint à peu près à la même époque et je fis sa connaissance dans une lithographie. Je venais de commencer la lithographie et, comme Nugent a des connaissances très étendues dans cette partie et est d'une nature très complaisante, très active, voire très travailleuse, j'acceptai l'offre qu'il me fit de travailler avec lui dans un atelier. Ce que Vogt dit des menées de Nugent à Genève concorde à peu près avec ce que j'appris alors moi-même, compte tenu des exagérations habituelles de feuilletoniste ou rédacteur de brochures. Le succès fut extrêmement minime. Je ne connaissais qu'un seul membre de la société, jeune homme brave et travailleur, mais par ailleurs irréfléchi et léger; et comme ce jeune homme était un des personnages principaux, on peut en conclure que Nugent était tout dans la société et que les autres n'étaient que des auditeurs curieux. J'ai la conviction qu'aucune plaque de pierre ou de cuivre n'a été gravée, mais j'ai entendu Nugent parler de cela. Mes relations étaient surtout des Genevois ou des Italiens. Je savais que Vogt et d'autres réfugiés allemands que je ne connaissais pas me considérèrent ensuite comme un espion, mais je ne m'en inquiétais pas, sachant que la vérité finit toujours par percer. Je ne leur en faisais même pas grief; il était si facile d'éveiller des soupçons : les espions ne manquaient pas, mais il n'était pas toujours aisé de les découvrir. Je suis à peu près certain qu'après son expulsion Nugent ne correspondit avec personne de Vienne. Je reçus, par la suite, deux lettres où il m'invitait à venir à Paris pour y assumer l'exécution d'un ouvrage sur l'architecture médiévale; ce que je fis d'ailleurs. A Paris, je trouvai Nugent en dehors de toute politique et de toute correspondance. D'après ce qui précède, c'est bien moi qui suis désigné sous le nom d'affilié de Marx car je ne sache pas que Nugent ait fait venir quelqu'un d'autre à Paris. M. Vogt, naturellement, ne pouvait pas savoir que je n'avais jamais été, ni directement, ni indirectement, en relations avec vous et ne l'aurais probablement jamais été, si je n'avais fixé ma résidence à Londres, où j'eus par hasard le plaisir de faire votre connaissance et celle de votre honorée famille.

Avec mon salut cordial pour vous et ces dames.

H. Carl. Stecher.

### 4. Le procès communiste de Cologne

Ce que je dis, dans ce chapitre, à propos de l'ambassade prussienne à Londres et de sa correspondance avec les autorités prussiennes du continent pendant les débats du procès de Cologne a pour base

la confession publiée dans la *New-Yorker Criminal-Zeitung* d'avril 1853, sous le titre de « Victimes du mouchardage »; ma justification, par Wilhelm Hirsch, actuellement en prison à Hambourg, jadis instrument principal du lieutenant de police Greif et de son agent Fleury, et auteur, par leur ordre et sous leur direction, du faux registre de procès-verbaux produit par Stieber au procès communiste. Je donne ici quelques extraits des mémoires de Hirsch.

« Les associations allemandes furent (pendant l'exposition industrielle) surveillées en commun par un triumvirat policier, le conseiller de police Stieber pour la Prusse, un Monsieur Kubesch pour l'Autriche et le directeur de police Huntel de Brême. »

Voici comment Hirsch décrit la première entrevue qu'il eut à Londres avec le secrétaire d'ambassade Alberts, après l'offre qu'il avait faite de servir de mouchard.

« Les rendez-vous que l'ambassade prussienne à Londres donne à ses agents secrets ont lieu dans un local approprié. L'auberge *The Cock*, Fleet Street, Temple Bar, attire si peu les regards que le flâneur ne la découvrirait probablement pas, si l'entrée n'en était indiquée par l'enseigne portant un coq d'or. Un étroit couloir me conduisit à l'intérieur de cette taverne à la vieille mode anglaise. Je demandai Mr. Charles. Un monsieur bedonnant se présenta comme étant Mr. Charles. A son aimable sourire, on aurait dit que nous étions déjà de vieilles connaissances. L'envoyé de l'ambassade, car c'était lui, me paraissait de fort bonne humeur; cette bonne humeur, il l'accentua même encore en absorbant force grogs au brandy, à tel point qu'il sembla, pendant je ne sais combien de temps, oublier totalement le but de notre entrevue. Mr. Charles, ou plutôt, puisqu'il me donna tout de suite son nom véritable, le secrétaire d'ambassade Alberts, me fit connaître tout d'abord qu'en réalité il ne s'occupait pas de questions de police, mais qu'il consentait néanmoins à servir d'intermédiaire ... Un second rendez-vous eut lieu au domicile d'Alberts, Brewer Street, 39, Golden square. C'est là que je fis la connaissance du lieutenant de police Greif. C'était la figure du vrai policier, de taille moyenne, cheveux noirs, barbe noire taillée à l'ordonnance, la moustache et les côtelettes se rejoignant, mais le menton rasé. Ses yeux, rien moins que spirituels, semblent avoir pris l'habitude, à force de se fixer sur des voleurs et des filous, de regarder toujours d'un air stupide et perçant à la fois ... A l'imitation de M. Alberts, M. Greif garda d'abord le même anonymat et se présenta sous le nom de M. Charles. Le nouveau M. Charles avait du moins l'air plus sérieux; il crut devoir me tâter avant d'aller plus loin ... La conclusion de notre première rencontre fut qu'il me donna la mission de le renseigner très exactement sur toute l'activité des émigrés révolutionnaires ... La fois suivante, M. Greif me présenta son bras droit, comme il l'appela, « c'est-à-dire un de ses agents », ajouta-t-il. Le nouveau venu était un grand jeune homme élégamment vêtu qui, à son tour, se présenta sous le nom de M. Charles. On dirait que toute la police politique a pris ce pseudonyme : c'était le troisième Mr. Charles avec qui j'entrais en relations. Mais ce nouveau venu paraissait de beaucoup plus intéressant. Il affirmait qu'il avait été, lui aussi, révolutionnaire; que tout s'arrangerait et que je ferais bien de travailler avec lui.

Greif quitta Londres pour quelque temps. En me disant adieu, raconte Hirsch, « il me dit de la façon la plus expresse que Mr. Charles agissait toujours comme son fondé de pouvoirs; que je ne devais donc pas hésiter à me confier à lui, bien que telle ou telle chose pût parfois me sembler étrange; qu'il ne fallait pas me laisser arrêter par cela ». Pour mieux me faire saisir, il ajouta : « Le ministère a de temps à autre besoin de certaines choses; les documents constituent l'élément principal; si l'on ne peut se les procurer, il faut toujours savoir se tirer d'affaire. ».

Hirsch ajouta que le dernier Charles était Fleury, « autrefois occupé à l'expédition de la *Dresdner Zeitung* rédigée par L. Wittig. Sur la foi de recommandations apportées de Saxe, le gouvernement provisoire du grand-duché de Bade l'envoya dans le Palatinat pour y or-

ganiser le Landsturm, etc. Quand les Prussiens entrèrent à Karlsruhe, il fut fait prisonnier, etc. Il reparut tout à coup à Londres à la fin de 1850 ou au début de 1851. Il porte, dès le premier jour le nom de Fleury, se trouve comme tel au milieu des autres réfugiés, dans une situation critique, du moins en apparence, s'installe avec les camarades à la caserne aménagée pour les réfugiés par le comité spécial, et touche l'allocation. Au début de l'été 1851, sa situation s'améliore tout à coup; il s'installe dans un appartement convenable et épouse, à la fin de l'année, la fille d'un ingénieur anglais. Nous le retrouvons plus tard à Paris au service de la police... Son véritable nom est Krause. Il est le fils du cordonnier Krause, exécuté à Dresde, il y a 15 à 18 ans, avec Backhof et Beseler, pour y avoir assassiné la comtesse Schonberg et sa femme de chambre ... Fleury-Krause m'a dit plus d'une fois qu'à peine âgé de 14 ans, il travaillait déjà pour les gouvernements. ».

C'est ce Fleury-Krause que, dans une audience publique à Cologne, Stieber reconnut pour être un agent de la police secrète prussienne placé sous les ordres directs de Greif.

Dans mes *Révélations sur le procès communiste*, j'ai écrit :

« Fleury n'est évidemment pas la « Fleur-de-Marie<sup>1</sup> » des prostituées de la police; mais c'est une fleur, et il sera un jour fleuri, ne fut-ce que de fleurs de lys. ».

Ma prédiction s'est en partie réalisée. Quelques mois après le procès des communistes, Fleury fut, pour faux en écritures publiques, condamné à Londres à plusieurs années de travaux forcés.

« En sa qualité de bras droit du lieutenant de police Greif, dit Hirsch, Fleury, en l'absence de son chef, était en rapports directs avec l'ambassade de Prusse. ».

Fleury était en relations avec Max Reuter qui vola les lettres chez Oswald Dietz, à cette époque archiviste du parti Willich-Schapper<sup>2</sup>.

« Stieber, dit Hirsch, connaissait par le fameux Cherval, agent du comte Hatzfeldt, ambassadeur de Prusse à Paris, les lettres que Cherval avait lui-même écrites à Paris. Il se contenta de se faire indiquer par Reuter le domicile de Dietz; sur quoi, par ordre de Stieber, Fleury et Reuter opérèrent le vol. Ce sont là les lettres volées que M. Stieber n'a pas eu honte de déposer ouvertement comme telles sur le bureau du président des assises à Cologne ... En automne 1851, Fleury avait fait avec Greif et Stieber un séjour à Paris, après que Stieber, par l'entremise du comte Hatzfeldt., y fût déjà entré en relations avec ce Cherval, ou plus exactement Joseph Crâmer, avec l'aide duquel il espérait monter un complot. A cette fin, Stieber, Greif et Fleury, assistés de deux autres agents de police, Beckmann et Sommer, s'entendirent à Paris avec le fameux espion français Lucien de la Hodde (sous le nom de Duprez) et indiquèrent à Cherval la façon de rédiger sa correspondance. A maintes reprises, Fleury a plaisanté devant moi sur la fameuse attaque Stieber-Cherval, montée de toutes pièces. Et ce Schmidt qui s'introduisit, comme secrétaire d'une société révolutionnaire de Cologne et

---

<sup>1</sup> Fleur-de-Marie - une allusion au roman « Les secrets de Paris » d'Eugène Sue (1843), où la figure d'une prostituée est représentée dans la Fleur de Marie comme victime des conditions sociales. Fleurs-de-lys est le nom donné en français populaire aux lettres T.F. (travaux forcés) gravées au fer rouge sur les criminels marqués au fer rouge.

<sup>2</sup> Pour rappel, il s'agit ici du groupe Willich-Schapper que Marx et Engels appelaient le *Sonderbund*, en allusion à l'union séparatiste de sept cantons catholiques suisses économiquement arriérés, formée dans les années 1840 pour résister aux réformes bourgeoises progressistes. Ce groupe se sépara de la *Ligue communiste* après le 15 septembre 1850 et forma une organisation indépendante avec sa propre autorité centrale. En raison du refus des factieux de se conformer à la décision de transférer l'Autorité centrale à Cologne et à cause de leurs activités désorganisatrices, l'Autorité centrale de Cologne les exclut de la *Ligue* sur proposition du District de Londres de la Ligue et le notifie dans son Adresse du 1er décembre 1850. Par ses activités, le groupe Willich-Schapper a aidé la police prussienne à découvrir les communautés illégales de la *Ligue* en Allemagne et à monter un dossier à Cologne en 1850.

de Berlin, dans une association fondée par Cherval sur ordre de la police, ce Schmidt est tout simplement M. de Fleury ... A Londres, Fleury était incontestablement le seul agent de la police secrète prussienne, et toutes les offres, toutes les propositions faites à l'ambassade passaient par ses mains;... dans bien des cas, Greif et Stieber s'en remettaient à son jugement. ».

Fleury expose à Hirsch :

« Mr. Greif vous a dit ce qu'il faut faire... La direction de la police à Francfort estime elle-même qu'il s'agit avant tout d'assurer l'existence de la police politique; peu importe par quels moyens; le complot de septembre à Paris constitue un premier pas dans cette direction. ».

Greif revient à Londres, se déclare satisfait de l'activité de Hirsch, mais réclame davantage, en particulier des rapports sur « les séances secrètes du parti Marx ».

« A tout prix, dit le lieutenant de police en terminant, il faut que nous établissions des rapports sur les réunions de la Ligue; arrangez-vous à votre gré, mais ne dépassez jamais la vraisemblance; moi-même je suis trop occupé. M. de Fleury collaborera avec vous en mon nom ».

Ce qui occupait Greif à cette date, c'était, nous apprend Hirsch, sa correspondance avec Maupas, par l'intermédiaire de Duprez-de la Hodde, en vue de préparer l'évasion simulée de Cherval et de Gipperich de la prison de Sainte-Pélagie. Hirsch ayant assuré « que Marx n'avait pas constitué à Londres de nouveau conseil central de la Ligue, ... Greif convint avec Fleury que, dans ces conditions, il nous fallait avant tout fabriquer nous-mêmes des rapports sur les réunions de la Ligue; lui-même en assumerait et certifierait l'authenticité; on acceptait toujours ce qu'il soumettait. »

Fleury et Hirsch se mettent donc à l'ouvrage. Voici comment, d'après Hirsch, on corsait ces rapports sur les réunions secrètes tenues par le parti Marx :

« De temps à autre, on signalait que des discussions avaient eu lieu, qu'on avait admis de nouveaux membres, que, dans quelque coin de l'Allemagne, il s'était constitué une nouvelle organisation, que les amis de Marx, emprisonnés à Cologne, espéraient ou n'espéraient pas leur élargissement, qu'il était arrivé des lettres de telle ou telle personne, etc. Dans ce dernier cas, Fleury visait d'ordinaire des personnes résidant en Allemagne, que des enquêtes politiques avaient déjà rendues suspectes, ou qui avaient déployé une activité politique quelconque. Mais il fallait, bien souvent, faire appel à la seule imagination, de telle sorte que çà et là se rencontre le nom d'un membre qui n'a peut-être jamais existé. M. Greif estimait néanmoins que les rapports étaient bons et qu'en somme il fallait en fabriquer à tout prix. Parfois, Fleury se chargeait seul de la rédaction; mais le plus souvent j'étais obligé de l'aider, parce qu'il était incapable d'écrire correctement fût-ce la moindre vétille. C'est ainsi que furent établis les rapports, dont M. Greif se chargea sans hésitation de garantir la vérité. ».

Hirsch raconte ensuite que lui et Fleury vont voir A. Ruge et Ed. Meyen à Brighton et leur dérobent des lettres et des circulaires lithographiées. Bien mieux. Greif et Fleury louent à l'imprimerie Stanbury, Fetter Lane, une presse lithographique et, aidés par Hirsch, tirent des feuilles volantes radicales. Voici où le démocrate F. Zabel peut apprendre quelque chose.

« Le premier placard rédigé par moi (Hirsch), avait reçu, d'après les indications de Fleury, la suscription : *Au prolétariat rural*; nous réussîmes quelques bons tirages. M. Greif transmet ces copies comme émanant du parti Marx. Pour rendre la chose plus vraisemblable, il intercala, dans les rapports fabriqués par nous sur les soi-disant réunions de la Ligue, quelques mots sur l'envoi de ces tracts. Une se-

conde élucubration eut lieu avec le titre : *Aux enfants du peuple*, mais je ne puis dire à qui M. Greif en attribua la paternité. Nous renouâmes par la suite à ce tour de passe-passe, surtout parce que cela revenait trop cher. ».

Après son évasion simulée, Cherval arrive à Londres; on l'attache d'abord à Greif avec un salaire de 1 £ 10 par semaine, « en échange de quoi il était obligé de faire des rapports sur les relations entre les réfugiés allemands et français ».

Publiquement dévoilé dans l'association ouvrière et exclu comme mouchard<sup>1</sup>, « Cherval, pour des raisons très faciles à comprendre, signalait que les réfugiés allemands et leurs organes n'avaient pour ainsi dire pas d'importance, parce que, de ce côté, il ne pouvait apporter aucun renseignement. Mais, par contre, il fit à Greif, sur le parti allemand non révolutionnaire, un rapport où il dépassa le fameux baron de Crac.

Hirsch revient ensuite au procès de Cologne.

« A plusieurs reprises déjà, M. Greif avait été interpellé sur le contenu des procès-verbaux qu'il avait fait fabriquer par Fleury, pour autant que ce contenu intéressait le procès de Cologne ... Des commissions rogatoires précises nous arrivaient même touchant le même sujet. C'est ainsi que, Marx et Lassalle ayant été signalés comme correspondant sous l'adresse TrInkhaus (cabaret), M. le procureur général demandait que l'on fit des recherches sur ce point... Plus naïve apparaît une requête de M. le procureur général qui désirerait avoir des renseignements exacts sur les secours en argent que Lassalle est censé faire parvenir de Düsseldorf à Röser emprisonné à Cologne ... Il paraîtrait que l'argent vient réellement de Londres ».

J'ai déjà mentionné (III, 4) que Fleury avait été chargé par Hinckel-dey de dénicher à Londres un individu quelconque qui figurerait, devant les assises de Cologne, le témoin disparu Haupt. Après avoir tout au long exposé cet incident, Hirsch continue :

« Cependant, Mr. Stieber avait instamment demandé à Greif de lui procurer, si possible, des procès-verbaux originaux se rapportant aux réunions de la Ligue indiquées dans les divers envois. Fleury déclarait que, si l'on pouvait compter sur quelques personnes, il établirait un registre original de procès-verbaux; mais qu'il fallait notamment se procurer des spécimens de l'écriture de certains amis de Marx. Tirant parti de cette dernière insinuation, je repoussai pour ma part la proposition suggérée. Fleury ne revint qu'une seule fois sur cette question, puis ne m'en parla plus. Vers cette époque, Stieber sortit tout à coup à Cologne un registre des procès-verbaux du conseil central de la Ligue siégeant à Londres ... Et je fus encore plus surpris en constatant que les extraits de procès-verbaux communiqués par la presse étaient à peu près textuellement les rapports falsifiés par Fleury sur les ordres de Greif. Greif et Stieber

---

<sup>1</sup> Pour rappel : en septembre 1851, des arrestations sont effectuées en France parmi les membres des communautés locales appartenant au groupe Willich-Schapper, qui est à l'origine de la scission de la Ligue communiste en septembre 1850. La tactique de conspiration du groupe, ignorant les réalités et visant à un soulèvement immédiat, permet aux polices française et prussienne, avec l'aide de l'agent-provocateur Cherval, qui dirige une des communautés locales du groupe à Paris, de fabriquer l'affaire du soi-disant complot franco-allemand. Cherval était à la fois un agent de l'envoyé prussien à Paris et un espion français. En février 1852, les accusés sont condamnés pour avoir fomenté un coup d'Etat. Avec la complicité de la police française et prussienne, Cherval a pu s'échapper de prison. Les tentatives de la police prussienne d'incriminer la *Ligue communiste* dirigée par Marx et Engels échouent. Konrad Schramm, un membre de la Ligue, arrêté à Paris en septembre 1851, est rapidement relâché en raison du manque de preuves. Néanmoins, le surintendant de la police prussienne Stieber, l'un des organisateurs du procès des communistes de Cologne en 1852, a répété les fausses accusations de la police. Marx expose le parjure de Stieber dans ses *Révélation sur le procès communiste de Cologne*. À son arrivée à Londres en mai 1852, Cherval est admis dans la *Société d'éducation des travailleurs allemands* dirigée par Schapper, mais il en est rapidement exclu en raison de son rôle de provocateur dans le prétendu complot franco-allemand.

avaient donc, d'une façon ou d'une autre, obtenu des copies; dans le prétendu original, les procès-verbaux comportaient en effet des signatures, tandis que les procès-verbaux remis par Fleury n'étaient pas signés. Tout ce que je pus savoir de Fleury à propos de ce phénomène bizarre, c'est « que Stieber savait tout faire et que l'histoire ferait grand bruit. ».

A peine eut-il appris que Marx avait fait légaliser par un commissaire de police de Londres les véritables signatures des prétendus signataires (Liebknecht, Rings, Ulmer, etc.) que Fleury écrivit la lettre suivante :

« Au Préfet de police à Berlin. Londres, date de la poste : En vue de faire déclarer fausses les signatures des hommes qui ont signé les procès-verbaux de la Ligue, Marx et ses amis se proposent d'obtenir ici la légalisation de ces signatures et de les faire soumettre ensuite à la Cour d'assises comme les seules signatures vraiment authentiques. Quiconque est au courant des lois anglaises sait qu'à cet égard on peut leur faire dire ce que l'on veut, et que celui qui garantit l'authenticité ne garantit au fond rien du tout. Celui qui vous fait la présente communication n'a pas peur, dans cette affaire où la vérité est en cause, de signer son nom : Becker, 4 Lichtfield street ». « Fleury connaissait l'adresse de Becker, réfugié allemand, qui habitait la même maison que Willich : par la suite, Willich, adversaire de Marx, pouvait donc aisément être soupçonné d'être l'auteur de la lettre ... Fleury se réjouissait déjà d'avance à l'idée du scandale qui éclaterait alors. Il espérait bien qu'il ne serait donné lecture de la lettre qu'assez tard pour que les doutes éventuels sur son authenticité ne pussent être élucidés qu'une fois le procès terminé... La lettre signée Becker était bien adressée au Préfet de police de Berlin, mais, au lieu de prendre le chemin de Berlin, elle fut envoyée directement au fonctionnaire de police Goldheim, Frankfurter Hof, à Cologne. Par le même courrier, une enveloppe allant avec cette lettre fut transmise au préfet de police avec ce billet inclus : M. Stieber de Cologne donnera tous les renseignements désirables ... M. Stieber ne fit pas usage de la lettre; il ne le pouvait pas, forcé qu'il était de laisser tomber tout le registre des procès-verbaux ».

A propos de ce registre, Hirsch écrit :

« M. Stieber déclare (devant le tribunal) qu'il l'a en mains depuis quinze jours, mais qu'il a réfléchi avant d'en faire usage; il déclare en outre que c'est Greif lui-même qui le lui a remis ... Greif lui aurait donc apporté son propre travail. Mais comment cela s'accorde-t-il avec la lettre de Goldheim ? Celui-ci écrit à l'ambassade que, si l'on a tant tardé pour la remise du registre, c'est pour couper court à des interpellations éventuelles sur son authenticité. ».

C'est le vendredi 29 octobre que se place l'arrivée de Goldheim à Londres.

« Mr. Stieber voyait en effet l'impossibilité de soutenir l'authenticité du registre des procès-verbaux; il dépêcha donc quelqu'un à Londres pour en discuter sur place avec Fleury. Il s'agissait de savoir si l'on ne pourrait pas, d'une façon ou d'une autre, se procurer la preuve de cette authenticité. Les consultations de l'envoyé spécial échouèrent et il s'en retourna bredouille, laissant Fleury le désespoir dans l'âme; Stieber était en effet décidé, pour ne pas compromettre les chefs de la police, à découvrir Fleury. Que telle était la cause de l'inquiétude de Fleury, c'est ce que j'appris seulement par la déclaration presque immédiate de M. Stieber. Dans son affolement, Fleury eut alors recours à un dernier moyen : il m'apporta un spécimen d'écriture, d'après lequel je devais copier une déclaration, et la signer du nom de Liebknecht; puis je devais l'attester devant le lord-maire de Londres, en me faisant passer pour Liebknecht ... Fleury me dit que c'était l'écriture de celui qui avait écrit le registre des procès-verbaux et que Goldheim l'avait apportée (de Cologne). Mais comment, si M. Stieber avait reçu le registre des procès-verbaux par le courrier Greif venant de Londres, comment Goldheim, à l'instant même où Greif était déjà de retour à Londres, pouvait-il appor-

ter de Cologne l'écriture du prétendu rédacteur des procès-verbaux ? Ce que Fleury me remit, ce n'étaient que quelques mots et la signature ... ». Hirsch « imita l'écriture aussi parfaitement que possible et affirma que le soussigné, c'est-à-dire Liebknecht, déclarait fausse sa signature que Marx et consorts avaient fait légaliser, et seule authentique sa présente signature. Lorsque j'eus achevé mon travail, et pendant que j'avais encore en mains le spécimen d'écriture (remis par Fleury), spécimen que, par bonheur, je possède encore à l'heure qu'il est, je fis part à Fleury, à son grand étonnement, de mes scrupules, et refusai de me plier à ses exigences. D'abord inconsolable, il finit par me déclarer qu'il attesterait lui-même sous serment l'authenticité de la pièce ... Pour plus de sûreté, ajouta-t-il, il allait faire contresigner la copie par le consul prussien; et il se rendit tout droit au bureau du consul. Je l'attendis dans une taverne; quand il revint, il avait apposé le contreseing du consul sur quoi il se présenta chez le lord-maire pour l'attestation par serment. Mais l'affaire ne réussit pas de cette façon; le lord-maire exigea d'autres garanties que Fleury ne put fournir; et la prestation de serment n'eut pas lieu ... A une heure avancée de la soirée, je revis encore M. de Fleury, et ce fut pour la dernière fois. C'est précisément ce jour-là qu'il avait eu la désagréable surprise de lire dans la *Gazelle de Cologne* la déclaration faite à son sujet par Stieber : « Mais je sais, se consolait-il avec une philosophie très judicieuse, que Stieber ne pouvait agir autrement; à moins de se compromettre lui-même ». Il y aura un coup à Berlin, si les accusés de Cologne sont condamnés, me confia Fleury dans une de nos dernières entrevues. ».

Les dernières rencontres de Hirsch et de Fleury datent de fin octobre 1852. La confession de Hirsch est de fin novembre 1853. Et c'est fin mars 1853 que se produisit le coup de Berlin (la conjuration de Ladendorf)<sup>1</sup>.

## 5. Calomnies

Après le procès communiste de Cologne, on colporta vivement, surtout dans la presse germano-américaine, des calomnies à la Vogt concernant mon exploitation des ouvriers. Quelques-uns de mes amis établis en Amérique, MM. J. Weydemeyer, le Dr A. Jacobi, médecin à New-York, un des accusés du procès de Cologne et A. Cluss, employé à la U.S. Navy Yard à Washington, publièrent sous la date New-York, 7 novembre 1853, une réfutation détaillée de ces insanités, en faisant remarquer que j'avais le droit de me taire sur mes affaires privées, tant qu'il ne s'agissait que de capter les bonnes grâces du bourgeois. « Mais vis-à-vis de la crapule, du philistin et du vagabond déclassé cela nuit, pensons-nous, à la cause; c'est pourquoi nous, nous rompons le silence<sup>2</sup>. »

## 6. Batrachomyomachie

Dans mon pamphlet déjà cité : *Le chevalier*, etc., on lit, page 5 :

« ... C'est le 20 juillet 1851 que fut fondée la ligue d'agitation, et le 27 juillet de la même année le club allemand de l'émigration. C'est

---

<sup>1</sup> Le procès Ladendorf : Gercke, Falkenthal, Levy et plusieurs autres personnes sont arrêtées en 1853 sur la base d'une dénonciation de l'agent de police Hentze, ancien membre de la *Ligue communiste*. Le procès a lieu à Berlin en 1854. Sur la base d'accusations forgées de toutes pièces, les accusés sont condamnés à diverses peines d'emprisonnement (de trois à cinq ans).

<sup>2</sup> Marx renvoie à la déclaration « An die Redaktion der *New-Yorker Criminal-Zeitung* », de J. Weydemeyer et A. Jacoby publiée le 25 novembre 1853 dans ledit journal.

de ce jour ... que date la lutte, sur les deux rives de l'Océan, entre l' « Emigration » et l' « Agitation », la grande batrachomyomachie ».

« Qui me donnera les paroles et la voix pour rapporter avec grandeur et dignité le plus grand des événements ? Car, depuis l'origine du monde, on n'a pas vu combat plus fier livré avec plus d'entrain et de fureur. Les autres batailles, si terribles soient-elles, ne sont que des violettes et des roses, et ma poésie reste court devant la bravoure, l'honneur et la gloire qui brillent du même éclat dans l'histoire de ce combat. » (D'après Bojardo<sup>1</sup> : *Roland amoureux*. Chant 27.)

Je n'ai nullement l'intention de raconter ici « l'histoire de ce combat », ni même de discuter les « Préliminaires d'un traité d'union » arrêtés entre Gottfried Kinkel ou nom de la ligue de l'émigration et A. Goegg au nom de la *Ligue révolutionnaire des deux mondes* le 13 août 1852. Je ferai remarquer simplement qu'à part de rares exceptions (dès cette époque n'importe quel parti évitait, par convenance, de citer des noms comme celui de Karl Vogt) prirent part, d'un côté ou de l'autre, à cette mascarade.

Gottfried Kinkel, passiflore du jardin des bourgeois allemands, à la fin de la tournée révolutionnaire, de plaisir et de mendicité à la fois, qu'il fit aux Etats-Unis, expose, dans son « Mémoire sur l'emprunt national allemand en faveur de la révolution, Elmira, Etat de New-York, 22 février 1852 », des idées qui ont au moins le mérite de l'extrême simplicité. Gottfried est d'avis que l'on fait des révolutions comme l'on construit des chemins de fer. Une fois que l'argent est là, la voie se construit et la révolution se fait. Tandis que la nation nourrit dans son cœur des aspirations révolutionnaires, les faiseurs de révolutions doivent avoir en poche de l'argent comptant, et tout se ramène à « une petite troupe bien équipée largement pourvue d'argent ». On voit dans quels dédales idéologiques le vent mercantile de l'Angleterre pousse jusqu'aux têtes mélodramatiques ! Puisqu'en Angleterre tout, même *l'opinion publique*, se fait par actions, pourquoi ne fonderait-on pas une société par actions « pour l'avancement de la révolution ? ».

Lors d'une rencontre publique avec Kossuth qui, à cette époque, mendiait également aux Etats-Unis au nom de la révolution, Gottfried fit cette déclaration fort esthétique : « Même si je la recevais de votre main pure, gouverneur, la liberté octroyée constituerait pour moi un dur morceau de pain que j'arroserais des larmes de ma honte ! »

Gottfried, qui montre tant de délicatesse à propos du cadeau qu'on pourrait lui faire, donna par conséquent au gouverneur l'assurance que si lui, Kossuth, lui présentait de la main droite la « révolution venant de l'Est », lui, Kinkel, présenterait à son tour au gouverneur, de sa main droite, la « révolution venant de l'Ouest ». Sept ans plus tard, dans le *Hermann* fondé par lui-même, le même Gottfried assure qu'il est un homme d'un rare esprit de suite : ayant, devant le conseil de guerre de Rastatt, proclamé le prince-régent empereur d'Allemagne, il est toujours demeuré fidèle à cette devise.

Le comte Oscar Reichenbach, un des trois régents primitifs et caissier de l'emprunt révolutionnaire, publia, sous la date : Londres, le 8 octobre 1852, une reddition de ses comptes et déclara en même temps qu'il démissionnait de l'entreprise, mais qu'en « tout cas il ne pouvait ni voulait remettre les fonds aux citoyens Kinkel, etc. ». Mais il invitait par contre les actionnaires à échanger les titres provisoires de l'emprunt contre l'argent qui se trouvait en caisse. Si je quitte l'administration de la caisse, c'est, dit-il, « pour des raisons politiques et juridiques ... Les prévisions sur lesquelles reposait l'idée de l'emprunt ne se sont pas réalisées. La somme de 20.000 dollars qu'il fallait réunir avant de continuer l'emprunt n'a donc pas été atteinte ... La proposition de fonder une revue pour faire de

---

<sup>1</sup> Mateo Maria Bojardo, poète et homme politique italien qui fut au service des Ferrare. Il est l'auteur en 1483 de l'épopée romanesque *Orlando Innamorato*.

l'agitation par les idées ne rencontre pas de succès. Seuls les charlatans de la politique ou des monomanes de la révolution peuvent déclarer que l'emprunt est réalisable en ce moment et qu'il est possible, à l'heure actuelle, d'utiliser les fonds au mieux de toutes les fractions du parti révolutionnaire, donc impersonnellement, mais activement ». Mais il en fallait plus pour ébranler la foi révolutionnaire de Kinkel; aussi se fit-il, à toutes fins utiles, délivrer une « résolution » qui lui permettait de continuer l'affaire sous une autre raison sociale.

La reddition des comptes de Reichenbach nous apporte des données intéressantes.

« Quant aux cotisations qui furent peut-être dans la suite versées par les comités à d'autres que moi, les garants ne sauraient être rendus responsables, et je prie les comités d'y avoir égard dans le retrait des titres et le règlement des comptes ».

D'après ce compte rendu, les recettes furent de 1587 £ 6 sh. 4 d. Londres a versé 2 £ 5 sh. et l'Allemagne 9 £ . Les dépenses furent de 584 £ 18 sh. 5 d. et se décomposent comme suit : Frais de voyage de Kinkel et de Hillgärtner : 220 £; autres voyageurs: 54 £; presse lithographique : 11 £; fabrication des titres provisoires : 14 £ ; correspondance lithographiée, affranchissement, etc. : 106 £ sh. 6 d.; sur ordre de Kinkel, etc. : 100 £ .

L'emprunt révolutionnaire finit par rapporter 1000 £, que Gottfried Kinkel a déposé à la Westminster Bank et qui doivent servir d'étrennes pour le premier gouvernement provisoire allemand. Et malgré tout cela, toujours pas de gouvernement provisoire ? L'Allemagne croit peut-être que ses 36 gouvernements définitifs lui suffisent.

Certaines souscriptions américaines, qui ne furent pas versées à la caisse centrale de Londres, trouvèrent du moins par-ci par-là une utilisation patriotique, comme par exemple les 100 £ que Gottfried Kinkel fit parvenir au printemps 1858 à Karl Blind pour être transformées en pamphlets radicaux.

## 7. La politique Palmerston

Council Hall, Sheffield, le 6 mai 1856.

Docteur,

Le comité des affaires étrangères de Sheffield me charge de vous adresser l'expression de sa vive gratitude pour le grand service public que vous avez rendu par votre admirable exposé des documents relatifs à Kars publié dans le *People's Paper*.

J'ai l'honneur, etc.

A M. le Dr Karl Marx

Wm. Cycles, Secrétaire.

## 8. Déclaration de Mr. A Scherzer

Mr. A. Scherzer, qui, depuis 1830, prend une part honorable au mouvement ouvrier, m'écrit de Londres, sous la date du 22 avril 1860 :

Honoré citoyen,

Je ne puis m'empêcher de protester contre un passage qui, dans l'ignoble tissu de mensonges et les infâmes calomnies de la brochure de Vogt, me concerne personnellement. On lit en effet dans le document n° 7 reproduit dans le supplément du 2 juin du n° 150 du *Schweizer Handels-Courier* : « Nous savons qu'en ce moment on fait de Londres de nouveaux efforts. Des lettres signées A Sch... sont adressées à des associations ou à des particuliers, etc. ». Ces « lettres » semblent avoir amené M. Karl Vogt à écrire dans un autre passage de son livre : « Au début de cette année (1850), il parut cependant qu'un nouveau terrain se préparait pour l'agitation politique. On saisit immédiatement cette occasion pour regagner, si possible, quelque influence. Dans cet ordre d'idées, la tactique n'a pas changé depuis des années. Un comité, dont, comme il est dit dans la vieille chanson, « personne ne sait rien », envoie, par un président ou un secrétaire d'ailleurs absolument inconnu, des lettres un peu partout, etc. Lorsque le terrain a été sondé de la sorte, quelques « frères ambulants » s'abattent sur le pays où ils s'occupent sans retard à organiser une association secrète. La ligue, que l'on se propose de compromettre, ne sait rien de ces agissements, qui sont le fait de quelques individus isolés; la plupart du temps, la ligue ignore jusqu'au premier mot de la correspondance qui se fait en son nom; mais, dans les lettres, on emploie cependant toujours le terme : notre ligue; et les accusations de la police, qui sont inévitables et s'appuient sur des documents interceptés, visent toujours toute la ligue, etc. ».

Pourquoi M. Vogt n'a-t-il pas reproduit dans son entier la lettre à laquelle il fait allusion dans le document n° 7 ? Pourquoi n'a-t-il pas sondé la source qui lui sert de point de départ ? Il lui eût été facile d'apprendre que l'association publique fondée à Londres sous le nom de « Arbeiterbildungsverein » avait, en séance publique, nommé un comité de correspondance, dont j'eus l'honneur d'être élu membre. Quand M. Vogt parle de secrétaires inconnus, etc., je suis enchanté qu'il ne me connaisse pas; mais je suis heureux de pouvoir dire que je suis connu de milliers d'ouvriers allemands qui ont tous puisé dans la science des hommes sur lesquels il bave à cette heure. Les temps sont changés. La période des sociétés secrètes est passée. Il est absurde de parler d'association secrète ou de séparatisme, lorsqu'une affaire est discutée publiquement dans une association ouvrière, où des étrangers assistent à toutes les séances comme visiteurs. Les lettres qui portent ma signature étaient rédigées de telle façon que personne n'eût pu être inquiété à leur sujet. Tout ce que nous, les ouvriers allemands de Londres, désirions, c'était de connaître la mentalité des associations ouvrières du continent et de fonder un journal qui défende les intérêts de la classe ouvrière et fasse campagne contre les écrivains à la solde d'autrui. Il ne serait venu à l'esprit d'aucun ouvrier allemand de travailler dans l'intérêt d'un Bonaparte; seul un Vogt et des gens de son acabit en sont capables. Nous détestons le despotisme de l'Autriche certainement plus que M. Vogt, mais nous ne cherchons pas à l'abattre en assurant la victoire d'un despote étranger. Chaque peuple doit s'émanciper lui-même. N'est-il pas surprenant que M. Vogt revendique précisément pour lui-même le moyen qu'il nous incrimine d'avoir utilisé contre ses agissements ? Du moment qu'il prétend qu'il n'est pas payé par Bonaparte et a reçu simplement, de mains démocratiques, des fonds destinés à la création d'un journal, et veut ainsi se laver de tout reproche, comment M. Vogt peut-il, malgré toute sa science, être assez « bouché » pour accuser et suspecter des ouvriers qui se préoccupent du bien de leur patrie et font de la propagande en vue de créer un journal ?

Avec l'expression de mon dévouement et de ma considération.

A. Scherzer

## 9. Article de Blind dans la *Free Press* du 27 mai 1859

« The Grand Duke Constantine to be King of Hungary »

A Correspondent, who encloses his card, writes as follows :

Sir, Having been present at the last meeting in the Music Hall, I heard the statement made concerning the Grand Duke Constantine. I am able to give you another fact :

So far back as last summer, Prince Jérôme-Napoléon detailed to some of his confidants at Geneva a plan of attack against Austria, and a prospective rearrangement of the map of Europe. I know the name of a Swiss senator to whom he broached the subject. Prince Jérôme, at that time, declared that, according to the plan made, Grand Duke Constantine was to become King of Hungary.

I know further of attempts made, in the beginning of the present year, to win over to the Russo-Napoleonic scheme some of the exiled German Democrats, as well as some influential Liberals in Germany. Large pecuniary advantages were held out to them as a bribe. I am glad to say that these offers were rejected with indignation. »

Molitor cite ce document en anglais. En voici la traduction :

« Le Grand Duc Constantin sera roi de Hongrie »

Un correspondant, qui joint sa carte, écrit ce qui suit : « Monsieur, ayant assisté à la dernière réunion au Music Hall, j'ai entendu la déclaration faite au sujet du Grand Duc Constantin. Je suis en mesure de vous donner un autre fait : L'été dernier encore, le prince Jérôme-Napoléon détaillait à quelques-uns de ses confidants, à Genève, un plan d'attaque contre l'Autriche, et un réarrangement éventuel de la carte de l'Europe. Je connais le nom d'un sénateur suisse avec qui il a abordé le sujet. Le prince Jérôme, à cette époque, a déclaré que, selon le plan établi, le grand-duc Constantin devait devenir roi de Hongrie. Je sais en outre que des tentatives ont été faites, au début de cette année, pour rallier au projet russo-napoléonien certains des démocrates allemands exilés, ainsi que certains libéraux influents en Allemagne. De grands avantages pécuniaires leur ont été présentés comme un atout. Je suis heureux de dire que ces offres ont été rejetées avec indignation. »

## 10. Lettres de Mr. Orges

« Très honoré Monsieur,

M. Liebknecht me fait savoir aujourd'hui que vous voulez bien avoir la bonté de mettre très aimablement à notre disposition un document juridique concernant l'origine du pamphlet contre Vogt. Je vous prie instamment de me le faire parvenir le plus tôt possible pour que nous puissions en faire état. Je vous prie d'expédier le document contre reçu et de mettre tous les frais éventuels à notre charge. D'ailleurs, très honoré Monsieur, le parti libéral méconnaît parfois l'*Allgemeine Zeitung*; nous tous (les rédacteurs) avons subi les épreuves du feu et de l'eau de la fidélité à nos idées politiques. Ne considérez pas chaque travail à part, chaque article isolé, mais l'activité dans son ensemble, et vous arriverez probablement à la conviction que pas un journal allemand ne travaille autant que nous, sans hâte, mais sans précipitation, pour l'unité et la liberté, pour la puissance et l'éducation, le progrès intellectuel et moral, pour le relèvement du sentiment national et de la moralité dans le peuple allemand, et que pas un seul n'a obtenu autant de résultats que nous. Vous devez juger notre action d'après nos résultats. En vous priant encore une fois très instamment d'accueillir favorablement ma demande, je signe avec la plus grande considération, -

Votre tout dévoué : Hermann Orges<sup>1</sup> ... Augsburg, le 16 octobre ».

La seconde lettre, qui porte la même date, n'était qu'un extrait de la première. Mais, ainsi que Orges l'écrit, « elle fut également expédiée, par excès de précaution », et demande également « l'envoi, sans retard, du document que, d'après M. Liebknecht, vous voulez bien mettre à notre disposition concernant l'origine du pamphlet bien connu contre Vogt ».

## 11. Circulaire contre K. Blind

Cette circulaire contre K. Blind est datée du 4 février 1860. Elle est écrite en anglais. Je n'en donne ici que la fin<sup>2</sup> :

J. Molitor cite d'abord la version anglaise

« Now, before taking any further step, I want to show up the fellows who evidently have played into the hands of Vogt. I, therefore, publicly declare that the statement of Blind, Wiehe and Hollinger, according to which the anonymous pamphlet was not printed in Hollinger's office, 3, Litchfield Street, Soho, is a deliberate lie. First, Mr Vögele, one of the compositors, formerly employed by Hollinger will declare upon oath that the said pamphlet was printed in Hollinger's office, was written in the hand-writing of Mr Blind, and partly composed by Hollinger himself. Secondly, it can be judicially proved that the pamphlet and the article in *Das Volk* have been taken off the same types. Thirdly, it will be shown that Wiehe was not employed by Hollinger for eleven consecutive months, and, especially, was not employed by him at the time of the pamphlet's publication. Lastly, witnesses may be summoned in whose presence Wiehe himself confessed having been persuaded by Hollinger to sign the wilfully false declaration in the *Augsburg Gazette*. Consequently, I again declare the above said Charles Blind to be a deliberate liar. »

Karl Marx.

Avant d'en fournir la traduction :

« Avant de me résoudre à de nouvelles démarches, il me faut démasquer les drôles qui ont manifestement fait le jeu de Vogt. Je déclare donc publiquement qu'en affirmant que le pamphlet anonyme n'a pas été imprimé à l'imprimerie Hollinger, 3, Litchfield Street, Soho, Blind, Wiehe et Hollinger ont dit un infâme mensonge. 1. M. Vögele, un des compositeurs, autrefois employé par Hollinger, déclare sous serment que ledit pamphlet a été imprimé à l'imprimerie Hollinger, qu'il était écrit de la main même de M. Blind et fut composé en partie par Hollinger lui-même. 2. Je puis prouver en justice que le pamphlet et l'article du *Volk* ont été composés avec les mêmes caractères. 3. Il peut être prouvé que Wiehe n'a pas été employé chez Hollinger pendant onze mois consécutifs, et particulièrement qu'il ne travaillait pas chez Hollinger au moment où parut le pamphlet. 4. Enfin, on peut faire comparaître des témoins en présence de qui Wiehe a lui-même avoué que c'est Hollinger qui l'a décidé à signer la déclaration volontairement fautive parue dans la *Gazette d'Augsbourg*. Par conséquent, je déclare de nouveau le susnommé Charles Blind un infâme menteur. »

<sup>1</sup> Hermann Orges, journaliste allemand, rédacteur de l'*Allgemeine Zeitung* de 1854 à 1864.

<sup>2</sup> Le document entier se trouve traduit au chapitre 3.3 du présent fascicule.

## 12. L'affidavit de Vögele

(...)<sup>1</sup>

« Je déclare par la présente :

Que le pamphlet allemand *Zur Warnung* (Avertissement), reproduit dans le numéro 7 du 18 juin 1859 du *Volk* (journal allemand qui paraissait alors à Londres) et réimprimé dans *l'Augsburger Allgemeine Zeitung*, - que ce pamphlet fut composé en partie par M. Fidelio Hollinger, 3, Litchfield Street, Soho, Londres, en partie par moi-même, alors employé chez M. Fidelio Hollinger, et que le pamphlet fut publié à l'imprimerie de M. F. Hollinger, 3, Litchfield Street, Soho, Londres; que le manuscrit du dit pamphlet était écrit de la main de M. Charles Blind; que j'ai vu M. F. Hollinger remettre à M. W. Liebknecht les épreuves du pamphlet *Zur Warnung*; que M. F. Hollinger hésita d'abord à remettre les épreuves à M. W. Liebknecht, et que, lorsque M. W. Liebknecht fut parti, il nous exprima, à mon camarade J. F. Wiehe et à moi-même, ses regrets de s'être dessaisi des épreuves.

Déclaration reçue au tribunal de simple police Bow Street, comté de Middlesex, le 11 février 1860, par nous Th. Henry, un des juges au tribunal de simple police de la métropole ».

## 13. L'affidavit de Wiehe

« One of the first days of November last - I do not recollect the exact date - in the evening between nine and ten o'clock I was taken out of bed by Mr. F. Hollinger, in whose house I then lived, and by whom I was employed as compositor. He presented to me a paper to the effect, that, during the preceding eleven months I had been continuously employed by him, and that during all that time a certain German flysheet *Zur Warnung* (A Warning) had not been composed and printed in Mr. Hollinger's Office, 3, Litchfield Street, Soho. In my perplexed state, and not aware of the importance of the transaction, I complied with his wish, and copied, and signed the document. Mr. Hollinger promised me money, but I never received anything. During that transaction Mr. Charles Blind, as my wife informed me at the time, was waiting in Mr. Hollinger's room, A few days later, Mrs Hollinger called me down from dinner and led me into her husband's room, where I found Mr. Charles Blind alone. He presented me the same paper which M. Hollinger had presented me before, and entreated me to write, and sign a second copy, as he wanted two, the one for himself, and the other for publication in the Press. He added that he would show himself grateful to me. I copied and signed again the paper.

I herewith declare the truth of the above statements and that.

1. During the 11 months mentioned in the document I was for six weeks not employed by Mr. Hollinger, but by a Mr. Ermani, 2. I did not work in Mr. Hollinger's Office just at the time when the flysheet *Zur Warnung* (A Warning) was published. 3. I heard at the time from Mr. Vögele, who then worked for Mr. Hollinger, that he, Vögele, had, together with Mr. Hollinger himself, composed the flysheet in question, and that the manuscript was in Mr. Blind's handwriting. 4. The types of the pamphlet were still standing when I returned to Mr. Hollinger's service. I myself broke them into columns for the reprint of the flysheet (or pamphlet) *Zur Warnung* (A Warning) in the German Paper *Das Volk* published at London, by Mr. Fidelio Hollinger, 3, Litchfield Street, Soho. The flysheet appeared in n° 7, d.d. 18 th June, 1859, of *Das Volk* (The people). 5. I saw M.

---

<sup>1</sup> Nous faisons ici l'économie de la version anglaise citée par J. Molitor.

Hollinger give to M. William Liebknecht, of 14, Church Street, Soho, London, the proofsheets of the pamphlet *Zur Warnung*, on which proofsheets M. Charles Blind with his own hand had corrected four or five mistakes. Mr. Hollinger hesitated at first giving the proofsheets to Mr. Liebknecht, and when Mr. Liebknecht had withdrawn, he, F. Hollinger, expressed to me and my fellow workman Vögele his regret for have giving the proofsheets out of his hands.

Declared and signed by the said Johann Friedrich Wiehe at the Police Court, Bow Street, this 8th day of February, 1860, before me Th. Henry Magistrate of the said court.

Johann Friedrich Wiehe. »

Molitor ne fournit pas la traduction de ce document. La voici :

« Un des premiers jours de novembre dernier - je ne me souviens pas de la date exacte - le soir, entre neuf et dix heures, je fus tiré du lit par M. F. Hollinger, chez qui j'habitais alors et qui m'employait comme compositeur. Il m'a présenté un papier selon lequel, pendant les onze mois précédents, j'avais été continuellement employé par lui, et que pendant tout ce temps un certain tract allemand *Zur Warnung* (Avertissement) n'avait pas été composé et imprimé dans le bureau de M. Hollinger, 3, Litchfield Street, Soho. Dans mon état de perplexité, et sans me rendre compte de l'importance de la transaction, je me suis plié à son désir, j'ai copié et signé le document. M. Hollinger m'a promis de l'argent, mais je n'ai jamais rien reçu. Pendant cette transaction, M. Charles Blind, comme ma femme m'a informé à l'époque, attendait dans la chambre de M. Hollinger. Quelques jours plus tard, Mme Hollinger m'a fait descendre du dîner et m'a fait entrer dans la chambre de son mari, où j'ai trouvé M. Charles Blind seul. Il m'a présenté le même papier que M. Hollinger m'avait présenté auparavant, et m'a supplié d'écrire et de signer un deuxième exemplaire, car il en voulait deux, un pour lui-même, l'autre pour être publié dans la presse. Il ajouta qu'il se montrerait reconnaissant envers moi. J'ai accepté et signé à nouveau le papier.

Je déclare par la présente la vérité des déclarations ci-dessus et que :

1. Pendant les 11 mois mentionnés dans le document, j'ai été pendant six semaines non pas employé par M. Hollinger, mais par un certain M. Ermani, 2. Je n'ai pas travaillé dans le bureau de M. Hollinger juste au moment où le tract *Zur Warnung* (Un avertissement) a été publié. 3. J'ai entendu à l'époque de la part de M. Vögele, qui travaillait alors pour M. Hollinger, que lui, Vögele, avait, avec M. Hollinger lui-même, composé le feuillet en question, et que le manuscrit était de l'écriture de M. Blind. 4. Les caractères de la brochure étaient encore debout lorsque je suis retourné au service de M. Hollinger. Je les ai moi-même cassés en colonnes pour la réimpression du feuillet (ou pamphlet) *Zur Warnung* (Un avertissement) dans le journal allemand *Das Volk* publié à Londres, par M. Fidelio Hollinger, 3, Litchfield Street, Soho. Le feuillet est apparu dans le n° 7, daté du 18 juin 1859, de *Das Volk* (Le Peuple). 5. J'ai vu M. Hollinger remettre à M. William Liebknecht, 14, Church Street, Soho, Londres, le feuillet de l'opuscule *Zur Warnung*, sur lequel M. Charles Blind avait corrigé de sa propre main quatre ou cinq erreurs. M. Hollinger a d'abord hésité à donner la feuille d'épreuves à M. Liebknecht, et quand M. Liebknecht s'est retiré, lui, F. Hollinger, m'a exprimé, ainsi qu'à mon compagnon de travail Vögele, son regret d'avoir donné la feuille d'épreuves de ses mains.

Déclaré et signé par ledit Johann Friedrich Wiehe au Police Court, Bow Street, ce 8ème jour de février 1860, devant moi Th. Henry, Magistrat de ladite cour. »

Johann Friedrich Wiehe. »

## 14. Quelques pièces du procès

« Gouvernement provisoire. - République Française. - Liberté, Egalité, Fraternité. Au nom du Peuple français

Paris, le 1<sup>er</sup> mars 1848

« Brave et loyal MARX,

Le sol de la république française est un champ d'asile pour tous les amis de la liberté. La tyrannie vous a banni, la France libre vous rouvre ses portes, à vous et à tous ceux qui combattent pour la cause sainte, la cause fraternelle de tous les peuples. Tout agent du

gouvernement français doit interpréter sa mission dans ce sens. Salut et fraternité.

Ferdinand Flocon, Membre du gouvernement provisoire<sup>1</sup>.

\*

Bruxelles, le 19 mai 1848.

« Mon cher Monsieur Marx,

J'entends avec un grand plaisir par notre ami Weerth que vous allez faire paraître à Cologne une *Nouvelle Gazelle Rhénane* dont il m'a remis le prospectus. Il est bien nécessaire que cette feuille nous tienne au courant en Belgique des affaires de la démocratie allemande, car il est impossible d'en rien savoir de certain ici par la *Gazelle de Cologne*, la *Gazelle Universelle d'Augsbourg* et les autres gazettes aristocratiques de l'Allemagne que nous recevons à Bruxelles, non plus que par notre *Indépendance belge*, dont toutes les correspondances particulières sont conçues au point de vue des intérêts de notre aristocratie bourgeoise. M. Weerth me dit qu'il va vous joindre à Cologne pour contribuer à l'entreprise de la *Nouvelle Gazelle Rhénane* : et il me promet en votre nom l'envoi de cette feuille en échange du *Débat Social* que je vous enverrai de mon côté. Je ne demande pas mieux aussi que d'entretenir avec vous une correspondance sur les affaires communes de nos deux pays. Il est indispensable que les Belges et les Allemands ne restent pas trop étrangers les uns aux autres, dans l'intérêt commun des deux pays; car il se prépare en France des événements qui ne tarderont pas à mettre en jeu des questions qui toucheront les deux pays ensemble. Je reviens de Paris où j'ai passé une dizaine de jours que j'ai employés de mon mieux à me rendre compte de la situation de cette grande capitale. Je me suis trouvé, à la fin de mon séjour, juste au milieu des affaires du 15 mai. J'assistais même à la séance où s'est passé le fait de l'irruption du peuple dans l'Assemblée nationale ... Tout ce que j'ai compris, à voir l'attitude du peuple parisien et à entendre parler les principaux personnages qui sont en ce moment dans les affaires de la république française, c'est qu'on s'attend à une forte réaction de l'esprit bourgeois contre les événements de février dernier; les affaires du 15 mai précipiteront sans doute cette réaction. Or, celle-ci amènera indubitablement dans peu de temps un nouveau soulèvement du peuple ... La France devra bientôt recourir à la guerre. C'est pour ce cas-là que nous aurons à aviser, ici et chez vous, sur ce que nous aurons à faire ensemble. Si la guerre se porte d'abord vers l'Italie, nous aurons du répit ... Mais si elle se porte sur le champ vers ce pays-ci, je ne sais pas trop encore ce que nous aurons à faire, et alors nous aurons besoin du conseil des Allemands ... En attendant, j'annoncerai dans le *Débat social* de dimanche la publication prochaine de votre nouvelle feuille... Je compte aller à Londres vers la fin du mois de juin prochain. Si vous avez l'occasion d'écrire à Londres à quelques amis, veuillez les prier de m'y faire accueil. Tout à vous cordialement.

L. Jottrand, avocat. »

\*

« Mon cher Marx,

N'ayant pas de vos nouvelles depuis très longtemps, j'ai reçu votre dernière<sup>2</sup> avec la plus vive satisfaction. Vous vous plaignez du re-

---

<sup>1</sup> Cité en français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> En référence à la lettre de Marx à Joachim Lelewel du 3 février 1860. Marx lui écrivait : « Un certain Vogt, professeur à Genève, a publié un pamphlet plein des calomnies les plus atroces contre ma personne et ma vie politique. D'une part, il me représente comme un homme de rien et, de l'autre, il me suppose les motifs les plus infâmes. Il falsifie tout mon passé. Comme j'avais l'avantage d'être en relations

tard des choses, et du peu d'empressement de ma part de vous répondre à la question que vous m'aviez faite. Que faire ? L'âge ralentit la plume; j'espère cependant que vous trouverez mes avis et mon sentiment toujours les mêmes. Je vois que votre dernière est tracée à la dictée par la main de votre secrétaire intime, de votre adorable moitié : or, Mme Marx ne cesse de se rappeler du vieil ermite de Bruxelles. Qu'elle daigne recevoir avec bonté mes salutations respectueuses.

Conservez-moi, cher confrère, dans vos amitiés.

Salut et fraternité.

Lelewel<sup>1</sup> »

\*

5, Cambridge Place, Kensington, London Feb. 11 th 1860

(...)<sup>2</sup>

« Mon cher Marx,

J'ai lu une série d'infâmes articles contre vous dans la *National Zeitung* et je suis absolument étonné des mensonges et de la méchanceté de l'auteur. J'estime vraiment qu'il est du devoir de quiconque s'est trouvé en relations avec vous de rendre hommage, si peu nécessaire que puisse être ce témoignage, à la valeur, à l'honnêteté et au désintéressement de votre caractère. Je m'y sens doublement obligé, quand je me rappelle les nombreux articles que vous m'avez donnés pour mon petit magazine, les « *Notes of the People* », et plus tard dans le « *People's Paper* », pendant plusieurs années, et à titre entièrement gratuit; articles d'une si haute valeur pour la cause du peuple et d'un si grand bénéfice pour le journal. Permettez-moi d'espérer que vous châtiez sévèrement votre indigne et lâche diffamateur.

Croyez-moi, mon cher Marx, très sincèrement vôtre. »

Ernest Jones

\*

Tribune office, New York,  
8 mars 1860

(...)<sup>3</sup>

« Cher Monsieur,

En réponse à votre demande, c'est avec grand plaisir que j'établis les faits qui se rapportent à vos relations avec diverses publications des Etats-Unis et que je connais personnellement. Il y a près de neuf ans, je vous ai demandé de collaborer à la *New York Tribune*, et cet engagement dure depuis lors. Vous avez toujours écrit pour nous, sans une seule semaine d'interruption, autant que je me rappelle; et vous n'étiez pas seulement un des plus estimés, mais encore un des mieux payés parmi les collaborateurs attachés au journal. La seule critique que je vous aie jamais faite, c'est que vous preniez parfois un ton trop allemand pour un journal américain. Ce

---

intimes avec vous pendant mon séjour à Bruxelles (...) je vous prie de m'adresser une lettre privée dans laquelle vous m'assurez de votre amitié et me donnez votre témoignage quant à la nature des relations honorables que j'ai entretenues à Bruxelles avec l'émigration polonaise. » (C6, pp. 29-30).

<sup>1</sup> Cité en français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> J. Molitor fournit ici la version anglaise de la lettre d'Ernest Jones. Nous en faisons l'économie.

<sup>3</sup> J. Molitor fournit ici la version anglaise de la lettre de Charles Dana. Nous en faisons l'économie.

fut le cas à propos de vos articles sur la Russie et la France. Dans les questions relatives au tsarisme et au bonapartisme, j'estimais de temps à autre que vous manifestiez trop d'intérêt et de sollicitude pour l'unité et l'indépendance de l'Allemagne. Ce fut le plus frappant peut-être à l'occasion de la dernière guerre d'Italie. J'étais absolument d'accord avec vous sur ce point : de la sympathie pour le peuple italien. Tout comme vous, je n'avais guère confiance en la sincérité de l'empereur des Français, et tout comme vous je ne croyais guère que c'est de lui qu'il fallait attendre la liberté de l'Italie; mais je ne pensais pas que l'Allemagne eût autant de raisons de s'alarmer que vous le croyiez, d'accord avec d'autres patriotes allemands.

Je dois ajouter que, dans tous vos écrits qui m'ont passé par les mains, vous n'avez cessé de manifester l'intérêt le plus cordial pour le bien-être et le progrès des classes ouvrières; et que vous avez souvent écrit les yeux directement fixés sur ce but.

C'est également par mon intermédiaire que pendant cinq ou six ans vous avez donné des articles au *Pulnam's Monthly*, magazine littéraire de haute valeur, et à la *New American Cyclopædia*, dont je suis également un des éditeurs, et pour laquelle vous avez écrit des articles vraiment importants.

S'il fallait d'autres explications, je me ferais un plaisir de les fournir. En attendant je reste votre tout dévoué. »

Charles Dana  
Managing Editor of the N.Y. Tribune

## 15. Les pamphlets Dentu

J'ai montré que les pamphlets Dentu sont la source où Vogt, le Dâ-Dâ allemand, puise tout ce qu'il sait de l'histoire en général et de la « politique salubre de Napoléon » en particulier. La « politique salubre de Napoléon » ! C'est une phrase tirée d'un récent article du démocrate F. Zabel. Le passage ci-après, extrait d'un hebdomadaire français, *Le Courrier du dimanche*, n° 42, du 14 octobre 1860, va nous montrer ce que les Français pensent et savent eux-mêmes de ces pamphlets<sup>1</sup>.

« Pour ce qui regarde le moment actuel, prenez dix brochures au hasard, et vous reconnaîtrez que neuf au moins ont été pensées, élaborées, écrites...par qui ? par des romanciers de profession, par des chansonniers, par des vaudevillistes, par des sacristains !

Parle-t-on dans les gazettes de mystérieuses entrevues entre les puissances du Nord, de la Sainte-Alliance qui ressuscite ? Vite, voilà un faiseur agréable de couplets assez littéraires et même (jadis) passablement libéraux qui court chez l'inévitable M. Dentu et lui apporte sous ce titre ronflant : La coalition, une longue et fade paraphrase des articles de M. Grandguillot. L'alliance anglaise semble déplaire parfois à M. Limayrac<sup>2</sup> ? Vite, un M. Châtelet, chevalier de l'ordre de Grégoire le Grand<sup>3</sup>, et qui doit être sacristain quelque part, si j'en crois son style, publie ou republie un long et ridicule factum : *Crimes et délits de l'Angleterre contre la France*. Déjà l'auteur du *Compère Guillery* (Edmond About) avait jugé à propos de nous édifier sur les arcanes politiques de la monarchie prussienne, et avait donné, du haut de ses chutes théâtrales, des conseils de prudence aux Chambres de Berlin. On annonce que M. Clairville<sup>4</sup> va prochainement élucider la question de l'isthme de Panama, si fort

<sup>1</sup> Le texte de F. Zabel est cité en français.

<sup>2</sup> Paulin Milayrac : de 1861 à 1868 rédacteur en chef du journal bonapartiste *Le Constitutionnel*.

<sup>3</sup> L'Ordre de Saint Grégoire le Grand, fondé par le Pape Grégoire XVI en 1831.

<sup>4</sup> Louis-François Clairville, dramaturge français.

embrouillée par M. Belly<sup>1</sup>; et sans doute, quelques jours après la conférence royale du 21 octobre, on verra paraître à toutes les vitrines de nos libraires une splendide brochure rose qui portera ce titre : *Mémoire sur l'entrevue de Varsovie, par le corps de ballet de l'Opéra*.

Cette invasion, en apparence inexplicable, des questions politiques par les *dii minores*<sup>2</sup> de la littérature se rattache à bien des causes. Nous en citerons ici une seule, mais qui est la plus immédiate et la plus incontestable.

Dans le marasme presque universel d'esprit et de cœur, ces messieurs, qui font le triste métier d'amuseurs publics, ne savent plus par quel moyen secouer et réveiller leurs lecteurs. Les vieilles gaîtés de leurs refrains et de leurs anecdotes leur reviennent sans cesse. Eux-mêmes se sentent aussi mornes, aussi tristes, aussi ennuyés que ceux qu'ils entreprennent de dérider. Voilà pourquoi, à bout de ressources, ils se sont mis, en désespoir de cause, à écrire les uns des mémoires de courtisanes, les autres des brochures diplomatiques.

Puis, un beau matin, un aventurier de la plume qui n'a jamais fait à la politique le sacrifice d'une heure sérieuse d'étude, qui n'a pas même au cœur le semblant d'une conviction, quelle qu'elle soit, se lève et se dit : « J'ai besoin de frapper un grand coup ! Voyons ! Que ferai-je pour attirer sur moi l'attention générale qui me fuit d'instinct ? Ecrirai-je un opuscule sur la question Léotard ou sur la question d'Orient ? Révélerai-je au monde surpris le secret de boudoirs où je n'entrai jamais, ou celui de la politique russe qui m'est plus étrangère encore ? Dois-je m'attendrir en prose voltairienne sur les femmes éclaboussées ou en prose évangélique sur les malheureuses populations maronites traquées, dépouillées, massacrées par le fanatisme mahométan ? Lancerais-je une apologie de Mlle Rigolboche ou un plaidoyer en faveur du pouvoir temporel ? Décidément, j'opte pour la politique. J'amuserai encore mieux mon public avec les rois et les empereurs qu'avec les lorettes ». Cela dit, notre surnuméraire de la littérature bohème compulse le *Moniteur*, hante quelques jours les colonnades de la Bourse, rend visite à quelques fonctionnaires et sait enfin de quel côté souffle le vent de la curiosité à la ville, ou celui de la faveur à la cour; il choisit alors un titre que ce vent puisse enfler d'une façon suffisante et se repose content sur ses lauriers. Aussi bien son œuvre est faite désormais ; car aujourd'hui, en matière de brochure, il n'y a que deux choses qui comptent, le titre et les relations que l'on suppose entre l'écrivain et de hauts personnages.

Est-il nécessaire de dire, après cela, ce que valent les brochures qui nous inondent ? Ramassez un jour tout ce que vous avez de courage, tâchez de les lire jusqu'au bout, et vous serez effrayés de l'ignorance inouïe, de la légèreté intolérable, voire même de l'amoindrissement de sens moral qu'elles décèlent dans leurs auteurs. Et je ne parle pas ici des plus mauvaises ... Et chaque année nous courbe plus bas, chaque année voit apparaître un nouveau signe de décadence intellectuelle, chaque année ajoute une honte littéraire nouvelle à celles dont il nous faut déjà rougir. De telle sorte que les plus optimistes se prennent quelquefois à douter de demain et se demandent avec angoisse : Sortirons-nous de là ? ».

J'ai cité plus haut l'expression « la politique salubre de Napoléon » empruntée à la *National-Zeitung*. Chose curieuse ! Le correspondant parisien du *Manchester Guardian*, connu dans toute l'Angleterre pour son information d'ordinaire exacte, écrit ces lignes à retenir :

« Paris, 8 Novembre ... C'est en vain que Louis Napoléon prodigue son or à soutenir des journaux comme la *National-Zeitung* ». (*Manchester Guardian*, 12 novembre 1860.)

---

<sup>1</sup> Leon Belly, peintre français.

<sup>2</sup> Les dieux inférieurs.

Je crois cependant que ce correspondant habituellement bien informé se trompe cette fois. On dit que F. Zabel a passé dans le camp bonapartiste pour prouver qu'il n'est pas acheté par l'Autriche. C'est du moins ce qu'on m'a fait savoir de Berlin, et cela va très bien avec la - *Dunciade*<sup>1</sup>.

## 16. Supplément

a) Karl Vogt et « La Cimentaire »

Pendant que s'imprimaient ces derniers feuillets, il me tomba par hasard entre les mains le numéro d'octobre de la Revue *Stimmen der Zeit*. A. Kolatscheck<sup>2</sup>, précédemment éditeur de l'organe des parlementaires réfugiés, la *Deutsche Monatsschrift* et, par conséquent, en quelque sorte le supérieur littéraire du « régent fugitif de l'empire », raconte, page 37, ce qui suit sur son ami Karl Vogt :

« La société genevoise par actions *La Cimentaire*, qui comptait parmi ses directeurs M. Karl Vogt lui-même, fut fondée en 1857, et en 1858 les actionnaires n'avaient plus un liard et le procureur fourra tout aussitôt en prison un des directeurs, sous l'inculpation d'escroquerie. Au moment de l'arrestation, M. Vogt se trouvait justement à Berne; il revint en toute hâte, le détenu fut relâché, le procès étouffé « pour ne pas créer de scandale », mais les actionnaires perdirent tout. Après un tel précédent, on ne saurait précisément affirmer que la protection de la propriété soit très grande à Genève; et l'erreur de M. Karl Vogt à ce sujet est d'autant plus étrange qu'il était, comme nous l'avons dit, codirecteur de ladite société, et que, même en France, dans les procès de ce genre, on recherche les coupables parmi les directeurs eux-mêmes, qu'on les met en prison et que l'on couvre de leur fortune les réclamations civiles des actionnaires. ».

Rapprochez de ceci ce que Becker dit dans sa lettre (chap. X) sur l'affaire de banque qui jeta M. James Fazy dans les bras de l'homme de décembre. Des détails de ce genre contribuent beaucoup à nous expliquer par quel concours de circonstances énigmatiques Napoléon le Petit est devenu le plus grand homme de son temps. Tout le monde sait que Napoléon le Petit avait le choix entre le coup d'Etat et - Clichy<sup>3</sup>.

b) Kossuth

Le passage ci-après, tiré d'un mémorandum sur un entretien avec Kossuth, nous apporte la preuve frappante que Kossuth savait parfaitement que, pour la Hongrie, le plus grand danger vient de la Russie. Ce mémorandum a pour auteur un des membres radicaux les plus connus de l'actuelle Chambre des communes.

*Mémorandum*<sup>4</sup> sur un entretien avec M. Kossuth dans la soirée du 30 mai 1854, à ...

« ...Le retour à la stricte légalité en Hongrie, (dit-il, c'est-à-dire Kossuth) renouera l'union entre la Hongrie et l'Autriche, et empêchera la Russie de trouver quelque partisan en Hongrie. Il (Kossuth) ne

<sup>1</sup> *La Dunciade* est un célèbre poème satirique écrit par l'auteur anglais Alexander Pope au début du 18<sup>e</sup> siècle. Le poème rend honneur à la déesse Dulness, déesse de la bêtise.

<sup>2</sup> Adolph Kolatscheck, journaliste et homme politique autrichien.

<sup>3</sup> Clichy, à Paris, fut une prison pour débiteurs de 1826 à 1867.

<sup>4</sup> Le mémorandum a été envoyé à Marx par Bertalan Szemere. La lettre d'accompagnement n'a pas été retrouvée. Il a vraisemblablement été écrit en février 1860. Le mémorandum est un compte rendu d'une conversation que Kossuth a eue avec le député britannique Sandford le 30 mai 1854. Szemere a eu connaissance de cette conversation par une lettre qu'il avait reçue de Richard Cobden, leader des *Free Traders* britanniques.

fera pas opposition au retour à la légalité. Il conseillera à ses compatriotes d'accepter de bonne foi une telle restauration, si on peut la réaliser, et prendra l'engagement de ne pas être un obstacle à un arrangement de ce genre. Lui-même ne demande pas à rentrer en Hongrie. Il ne se mettra pas en avant pour une telle action de l'Autriche, parce qu'à son avis l'Autriche ne reviendra à la légalité que sous la pression de la dure nécessité. Il m'a autorisé à dire que tels étaient ses sentiments et que, si l'on en appelait à son témoignage, il le reconnaîtrait, bien qu'il ne puisse se rallier à aucun projet, parce qu'il ne pensait pas que l'Autriche renoncerait à son traditionnel système de centralisation tant qu'on ne l'y forcerait pas ... En 1848, il consentit à ce que les troupes hongroises fussent envoyées pour s'opposer aux attaques des Piémontais (En 1848, M. Kossuth alla beaucoup plus loin; c'est par un discours violent à la diète de Pesth qu'il fit décider l'envoi de troupes hongroises contre les « rebelles » italiens. K. M.), mais il ne voulait pas les employer à réduire l'Italie autrichienne, pas plus qu'il n'admettait de troupes étrangères en Hongrie<sup>1</sup>. »

L'imagination populaire créatrice de mythes a de tout temps fait ses preuves en inventant de « grands hommes ». L'exemple le plus frappant de cette espèce, c'est indiscutablement Simon Bolivar. Quant à Kossuth, on le célèbre par exemple comme l'homme qui a détruit la féodalité en Hongrie. Et cependant, il n'est pour rien dans les trois grandes mesures : impôt général, abolition des charges féodales pesant sur les paysans, suppression, sans indemnité, des dîmes ecclésiastiques. La motion en faveur de l'impôt général (la noblesse était exemptée jusque-là) fut présentée par Szemere; la motion concernant la suppression de corvée, etc., le fut par Bonis, député de Szabolcz; et le clergé, par l'organe du député et chanoine Jekefalussy, renonça de son propre gré à la dîme<sup>2</sup>.

#### c) La Prusse en 1860, d'Edmond About

A la fin du chapitre VIII, j'ai émis l'opinion que le pamphlet d'Edmond About : *La Prusse en 1860*, ou, d'après son titre primitif, *Napoléon III et la Prusse*, n'était qu'un extrait, retraduit en français, de la compilation allemande faite par Dâ-Dâ Vogt des pamphlets Dentu. La seule objection qu'on pût faire à cette opinion, c'est qu'Edmond About, cet auteur de comédies n'ayant jamais connu le succès, ignorait totalement la langue allemande. Cependant, pourquoi le *compère* Guillery n'aurait-il pas déniché à Paris une *commère allemande* ? Qui serait cette *commère* ? C'est l'objet des conjectures de la critique. *La Prusse en 1860* fut, on le sait, publié comme vademécum à l'occasion du voyage de Louis Bonaparte à Baden-Baden<sup>3</sup>. Le pamphlet avait pour but de plaider la cause de l'empereur auprès du prince-régent et de faire comprendre à la Prusse, ainsi qu'il est dit à la fin, que la Prusse a, dans l'homme du 2 décembre, « un allié très utile, qui est peut-être appelé à lui rendre de grands services, pourvu qu'elle s'y prête un peu ». L'idée de ce « pourvu qu'elle s'y prête un peu », c'est-à-dire pourvu que la Prusse cède à la France la province rhénane, Edmond About l'avait déjà, au printemps 1860, exposée dans l'*Opinion nationale*. En présence de ces circonstances aggravantes, je ne pouvais, sur une simple présomption, désigner personne comme ayant été le souffleur allemand de l'auteur de comédies maintes fois sifflées et des pamphlets Dentu, Edmond About. Mais je puis déclarer actuellement que la

<sup>1</sup> En juillet 1848, le gouvernement autrichien demande à la Hongrie de fournir des troupes pour la suppression de la lutte de libération en Italie. Kossuth soutient volontiers cette demande et incite l'Assemblée d'Etat à l'accepter. Après avoir remporté une victoire à Custoza le 25 juillet, l'Autriche consolide ses positions en Italie et lance toutes ses forces contre la lutte de libération en Hongrie.

<sup>2</sup> Selon des données vérifiées, le droit de lever la dîme a été abandonné pour la première fois par Doroczy Zsigmond, représentant de l'évêché de Pecs, qui a fait une déclaration en ce sens à la Chambre basse. Les représentants des autres évêchés suivirent son exemple.

<sup>3</sup> Les 16 et 17 juin 1860, à Baden-Baden, Napoléon III rencontre le prince régent Guillaume de Prusse, et les princes des autres Etats allemands. Espérant réaliser son ambition d'annexer les terres allemandes de la rive gauche du Rhin, il cherche à s'entendre avec la Prusse au détriment des petits Etats allemands. La rencontre se solde par un échec pour Napoléon et permet à la Prusse de s'assurer un rôle clé dans la politique étrangère de l'Allemagne.

*commère* allemande du compère Guillery n'est personne autre que la douce Cunégonde de Vogt, - Mr. Louis Simon de Trèves. Il n'est guère probable que cette idée soit venue au réfugié allemand à Londres, qui écrivit la fameuse réponse au pamphlet d'About<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la brochure « Napoléon III et la Prusse », publiée anonymement à Londres en 1860 et rédigée par S.L. Borkheim : « Réponse d'un fugitif allemand à *la Prusse en 1860* par Edmond About ». Marx a aidé Borkheim à rédiger la brochure.

## 3.1. Carl Vogt, Notice biographique

### Sources :

- J. Molitor, notice introductive de son édition du *Herr Vogt*, Paris 1927<sup>1</sup>.
- Ernst Krause, *Carl Vogt*, note (en allemand) dans *l'Allgemeine Deutsche Biographie*, p. 181-189<sup>2</sup>.
- notice de Jacques Grandjonc, dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international*, l'Allemagne, p. 490, Les Editions ouvrières, Paris 1990.
- notice de l'encyclopédie *Universalis*.
- notice de l'encyclopédie *Wikipédia*.
- Jean-Claude Pont, Daniele Bui, Françoise Dubosson, Jan Lacki, « Carl Vogt. Science, philosophie et politique (1817-1895) » - Bibliothèque d'histoire des sciences Georg Éditeur, Chêne-Bourg, 1998. En particulier les deux articles de : 1. Jacques Grandjonc et Hans Pelger : « Les implications de l'affaire Vogt », et 2. Jean-Claude Pont : « Aspects du matérialisme de Vogt ».
- Sarah Scholl : « Vogt, Carl », in: *Dictionnaire historique de la Suisse* (DHS), version du 05.01.2015<sup>3</sup>.
- William Vogt<sup>4</sup>, *La vie d'un homme*, Librairie Schleicher Frères, Editeurs, Paris 1896 (en ligne sur Gallica).

\*

05.07.1817	Naissance à Gießen, une ville universitaire allemande dans le Land de Hesse.	Il est le fils d'un médecin, professeur à l'Université de la ville. Il est le premier d'une famille de huit enfants.
1833	Il entreprend des études de médecine et de sciences naturelles à l'université de Gießen.	Il suit les cours de Justus Liebig qui y enseignait la chimie.
1835	Compromis aux yeux de la police pour ses relations républicaines, il doit s'enfuir en France, à Strasbourg, puis en Suisse, à Berne où se trouvent ses parents. Son père a obtenu une chaire de médecine à l'université de Berne.  Il suit les cours de Gabriel Valentin qui était titulaire de la chaire de physiologie à l'université de Berne.	
1839	Il obtient son diplôme de médecin à l'Université de Berne avec une thèse consacrée aux amphibiens ( <i>Beiträge zur Anatomie der Amphibien</i> ).  Il devient à Neuchâtel le collaborateur et le disciple du biologiste Louis Agassiz <sup>5</sup> .	Il participe à la rédaction de <i>l'Histoire naturelle des poissons d'eau douce de l'Europe centrale</i> .
02.03.1842	Il publie son mémoire sur « Recherches sur l'embryogénie des mollusques gastéropodes »	Il découvre le mécanisme de l'apoptose, (la mort cellulaire programmée dans les organismes multicellulaires) en étudiant le développement des têtards du crapaud accoucheur.

<sup>1</sup> Rédigée à partir de la biographie « La vie d'un homme » du fils de Vogt, William.

<sup>2</sup> En ligne sur le site [www.deutsche-biographie.de](http://www.deutsche-biographie.de).

<sup>3</sup> En ligne sur le site du *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* à l'adresse <https://hls-dhs-dss.ch/fr/>

<sup>4</sup> Qui est le fils de Carl Vogt. Un récit plutôt hagiographique, on le devine. Et souvent inexact. Cf. le jugement de Jacques Grandjonc : « L'ignorance et l'incompétence de William Vogt historien et biographe sont une constante de l'ouvrage. ». Le même Jacques Grandjonc ajoute : « Il n'existe pas d'étude biographique fiable sur Carl Vogt » (Article cité, pp. 79 et 82).

<sup>5</sup> Les deux hommes resteront poches. Lorsque, en 1846, Agassiz acceptera une chaire à l'université de Harvard, aux Etats-Unis, il proposera à Vogt de l'accompagner. Une invitation que ce dernier déclina.

1844	Fin novembre, début décembre, il s'installe à Paris où il fait la rencontre de Bakounine (qui était l'ami intime de son frère Adolf) et d'Alexandre Herzen.	A partir de Paris, il effectue des voyages de recherches à Saint Malo et à Nice.
1845	Publication du premier épisode de ses « Lettres physiologiques <sup>6</sup> ».	L'ouvrage propose une nette affirmation du matérialisme de Vogt.  L'organisme est considéré comme une machine, à la fois dans ses causes et ses effets. L'intelligence constitue un rouage organique pareil aux autres.  Vogt y propose cet énoncé qui fera scandale <sup>7</sup> : « Tous les propriétés que nous désignons sous le nom de l'activité de l'âme ne sont que des fonctions de la substance cérébrale, et, pour nous exprimer de façon plus grossière : la pensée est à peu près au cerveau ce que la bile est au foie et l'urine aux reins. ».  Cet ouvrage de Vogt aura un grand retentissement dans les universités allemandes.
Mai 1846	Il publie deux gros volumes intitulés <i>Lehrbuch der Geologie und Petrefactenkunde</i>	
02.03.1846	Il présente à l'Académie des Sciences de Paris son étude « Recherches sur l'embryogénie des mollusques gastéropodes ».	
22.09.1846	Il devient citoyen suisse.	
01.12.1846	Il est nommé professeur de zoologie à l'université de Gießen où il s'installe en avril 1847.	Il a reçu l'appui d'Agassiz et de Liebig.
01.05.1847	Il prononce sa <i>Leçon inaugurale</i> à l'université de Giessen.	Elle exprime les convictions du matérialisme de Vogt.  On peut y lire : « Les sciences naturelles sont dans leur ensemble de pures sciences matérialistes; leur but est l'étude de la matière dans toutes ses directions. Elles veulent apprendre à connaître la matière, à rechercher les lois selon lesquelles elle s'assemble et se transforme, que cela se produise dans le monde organique ou dans l'inorganique, sur la terre ou dans le firmament <sup>8</sup> . ».
Avril 1848	Il est élu au parlement de Francfort, représentant de Gießen.	
22.08.48	Il prononce devant l'Assemblée nationale un discours sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat <sup>9</sup> .  Fin novembre : création du <i>Zentralmärzverein</i> dont Vogt sera, avec Julius Fröbel et Arnold Ruge, l'un des principaux diri-	

<sup>6</sup> La suite paraîtra en 1846 et en 1847. L'ouvrage sera publié en 1875 aux éditions C. Reinwald et Cie (en ligne sur Gallica).

<sup>7</sup> Cité par Jean-Claude Pont, « Aspect du matérialisme de Vogt », p. 141 de l'ouvrage collectif « Carl Vogt. Science, philosophie et politique (1817-1895) ».

<sup>8</sup> Cité par Jean-Claude Pont, « Aspect du matérialisme de Vogt », p. 131.

<sup>9</sup> Cité par Jean-Claude Pont, « Aspects du matérialisme de Vogt », pp. 166-168.

- geants<sup>10</sup>.
- 13.05.49 Grand rassemblement populaire à Nuremberg en faveur de la campagne pour la Constitution de l'Empire : Vogt réclame de ne pas agir contre le gouvernement.
- Juin 1849 Carl Vogt est désigné parmi les cinq membres<sup>11</sup> de la Régence du Reich mise en place à Stuttgart par le « parlement croupion » issu de l'Assemblée nationale de Francfort après la démission, en mai 1849, des députés libéraux.
- Ce parlement croupion, sera bientôt dispersé, le 18 juin 1849, par des troupes du Wurtemberg.
- Juillet 49 Une anecdote : il fuit vers la Suisse déguisé en femme sur le chariot d'un paysan. Il se réfugie à Berne où vivent ses parents.
- 1850 Retour à Nice d'automne 1850 au printemps 1852.
- 1851 publication en octobre 1851 de ses *Lettres zoologiques*.
- 1852 Vogt est à Genève depuis octobre 1852 appelé par les radicaux Abraham Tourte et James Fazy : il obtient la chaire de géologie, de zoologie et d'anatomie comparée à l'Académie de Genève.
- Publication de ses *Recherches sur les siphonophores de la mer de Nice*.
- 1853 Vogt accueille Cherval à Genève et l'emploie à des travaux de chromolithographie.
- James Fazy crée, avec l'aide du « Crédit mobilier », et sur ordre de Napoléon III, la « Banque générale suisse de crédit international mobilier et foncier ». Vogt entre au conseil d'administration de cette banque dont il sera l'un des liquidateurs en 1864.
- 1854 Vogt a lu le texte de Marx *Les révélations sur le procès des communistes*.
- Publication de « Foi du charbonnier et science ».
- Un ouvrage polémique contre la prétention de la religion à contribuer au processus de la connaissance. Avec toutefois de accents racistes qui s'accroîtront dans ses « Leçons sur l'homme » de 1863. On y lit par exemple : « si l'on nous accorde que les différences entre Nègres et Indiens sont aussi grandes qu'entre chiens et loup, chien et renard, cheval et âne (...) alors chacun nous accordera que ces familles animales ne peuvent pas sortir d'un couple unique et que la même condition vaut pour les familles humaines<sup>12</sup>. »

<sup>10</sup> Marx prendra ses distances avec cette association dans un article précisément intitulé « L'association de mars » (*La nouvelle gazette Rhénane*, Editions sociales, Paris 1971, tome 3, pp. 142-144).

<sup>11</sup> Les cinq régents sont : Franz Raveaux, Carl Vogt, Heinrich Simon, Friedrich Schüller, et Heinrich August Becher.

<sup>12</sup> Cité par Jean-Claude Pont, op.cit., p. 155.

- 1855 Il se trouve mêlé à l'affaire du « Cercle des étrangers », une salle de jeux (un casino non officiel) ouverte dans un immeuble bâti par Fazy à Genève.
- 1856 Le 9 novembre 1856, il est élu au Conseil des Etats de Genève. Il y siègera 15 ans. Le 6 décembre, le Conseil le nommera, en compagnie de James Fazy, représentant de Genève au Conseil des Etats de Berne. La Suisse se trouve engagée, au cours de cette année, dans l'affaire de Neuchâtel<sup>13</sup>. Vogt intervient aux côtés de Fazy pour exiger une raisonnable fermeté face aux exigences de la Prusse.
- 1857 Vogt est président de la société savante *L'institut national genevois*, fondée en 1852 par James Fazy. Vogt participe (avec Armand Goegg et Christ Hanauer) à la fondation de deux sociétés anonymes : la « Société suisse d'étamage et d'arpentage des verres et cristaux » et « La Cimentaire<sup>14</sup> » dont il est l'un des deux directeurs. (Elle fera faillite l'année suivante.)
- Août 1858 Il fait la connaissance à Prangins avec le prince Napoléon par l'intermédiaire de James Fazy.
- 03.03.1859 Napoléon III écrit à son cousin Plon-Plon qu'il approuve les écrits de Vogt et qu'il est prêt à le soutenir.
- 24.03.1859 Camille Ferri-Pisani, un officier dévoué à Plon-Plon rencontre Carl Vogt à Genève et lui remet 40.000 francs. Il recevra une seconde somme équivalente en août 1859. Une aide financière considérable<sup>15</sup>. Ces dons seront confirmés en 1870 par la découverte des archives du Second Empire.
- 31.03.1859 Vogt publie sa brochure *Studien zur gegenwärtigen Lage Europas*<sup>16</sup> dans laquelle il soutient une conception bonapartiste de la politique étrangère<sup>17</sup>.
- 01.04.1859 Il envoie son « Programme » à Ferdinand Freiligrath<sup>18</sup>.
- 02.06.1859 Carl Vogt réagit à l'article paru dans *Das Volk*. Il fait paraître dans le *Schweizer Handels-Courier (Le Courrier commercial suisse)*, un quotidien suisse de Bienne, de

<sup>13</sup> Le canton de Neuchâtel était, depuis le traité de Vienne de 1815, rattaché à la Confédération suisse mais sous la suzeraineté du roi de Prusse. En 1848, les Neuchâtelois avaient proclamé la République. Or en septembre 1856, un groupe de monarchistes s'était livré à un coup d'Etat qui avait été aussitôt réprimé. Le roi de Prusse avait alors réclaté ses droits. Sur la proposition de Napoléon III, un Congrès médiateur s'était alors réuni de mars à mai 1857 et s'était conclu sur la renonciation par Frédéric-Guillaume IV de ses droits sur la principauté.

<sup>14</sup> La société anonyme « La Cimentaire » est enregistrée par le Conseil d'Etat en date du 20 février 1857. Elle avait pour objet la fabrication et la vente de chaux, ciments, marbres factices, plâtres et produits d'argile. Cf. *Recueil authentique* des lois et des actes du gouvernement de la république et canton de Genève, tome XLIII, année 1857 (en ligne sur books.google.be.).

<sup>15</sup> Jacques Grandjonn observe « que le total des deux versements de mars et août 1859 équivaut alors à la bagatelle de dix années de traitement ». (« Les implications de l'affaire Vogt », art.cit. p. 76).

<sup>16</sup> *Etudes sur la situation actuelle en Europe*.

<sup>17</sup> Eduard Meyen en rendra compte les 7 et 10 mai 1859 dans son journal le *Freischütz*. Marx commente cette publication dans sa lettre à Engels du 18 mai 1859 (C5, p. 329).

<sup>18</sup> Lequel était responsable à Londres de la General Bank of Switzerland, une filiale de la Banque générale suisse de Fazy.

	tendance bonapartiste <sup>1</sup> , un article intitulé « Mise en garde » (« Zur Warnung ») et daté du 23.05.59. L'article contient le principal des accusations calomnieuses de Vogt contre Marx.	
Août 59	Vogt a reçu à nouveau des fonds secrets de Napoléon III, une somme équivalente à celle déjà reçue en mars.	
1859	Publication de son pamphlet : « Mein Prozess gegen die <i>Allgemeine Zeitung</i> ».	Le texte parait dans la maison d'édition créée par Vogt lui-même.
1860	Il traduit « L'origine des espèces » de Darwin.	L'ouvrage de Darwin confirme les convictions matérialistes de Vogt : les facultés humaines sont le résultats d'une organisation supérieure de la matière. L'homme s'inscrit dans la chaîne animale.
1863	Publication de ses « Leçons sur l'homme, sa place dans la création et dans l'histoire de la terre <sup>2</sup> ».	
	Carl Vogt était un partisan de l'évolution polygéniste <sup>3</sup> ; il a rejeté les croyances monogénistes de la plupart des darwinistes et a plutôt cru que chaque race avait évolué à partir d'un type de singe différent. Vogt croyait que le noir était lié au singe. Il a écrit que la race blanche était une espèce distincte des nègres. Dans le chapitre VII de ses conférences sur l'homme (1864), il compare le nègre à la race blanche et les décrit comme « deux types humains extrêmes ». Les différences entre eux, a-t-il affirmé, sont plus importantes que celles entre deux espèces de singes; et cela prouve que les Noirs sont une espèce distincte des Blancs.	
	Des conceptions, on le voit, <b>nettement racistes</b> <sup>4</sup> .	
1865	Vogt accède la présidence de la Banque générale suisse après que James Fazy en a été exclu pour gestion désastreuse.	
1867	Publication d'une étude d'anatomie : « Mémoire sur les microcéphales ou Hommes-Singes ».	
1870	Publication de ses <i>Politische Briefe</i> .	L'ouvrage sera traduit en 1871 par Alfred Marchand et publié à Paris par la Librairie de Joël Cherbuliez.
	Réélu en novembre 1870 au Conseil des Etats des Genève, il démissionnera un an plus tard en faveur de Fazy.	
1871	Darwin mentionne le soutien de Vogt à la théorie de l'évolution dans l'introduction de son livre <i>The Descent of Man and Selection in Relation to Sex</i> .	
	C'est Carl Vogt qui rédigera la préface de l'édition française de cet ouvrage <sup>1</sup> .	

<sup>1</sup> Dont le rédacteur, Ernst Schüler, était financièrement dépendant de Vogt.

<sup>2</sup> Traduit en février 1865 par Jean-Jacques Moulinié, en ligne sur le site de Gallica. L'ouvrage de Vogt est un recueil de ses conférences faites entre 1862 et 1864 à Neuchâtel, la Chaux-de-Fonds et Genève.

<sup>3</sup> Une conception raciste selon laquelle les humains procèdent d'espèces biologiques différentes, avec pour conséquence d'exclure les noirs du tronc commun de l'humanité. Cette théorie a été particulièrement développée par Louis Agassiz. Voir à ce propos l'étude d'Aline Mona Zuber, « Louis Agassiz et Carl Vogt, deux représentants helvétiques du racisme scientifique. Passé et présent », Mémoire de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID), 2020, en ligne sur le site d'academia.edu.

<sup>4</sup> Vogt n'était toutefois ni esclavagiste, ni colonialiste. Son racisme est purement anthropologiste.

- 1873 Conférence : « Anthropophagie et sacrifices humains »
- 1874 Il est nommé recteur de l'Université de Genève.
- 1875 Publication de la traduction française de ses « Lettres physiologiques<sup>2</sup> ».
- 1878 Il siège de nouveau à Berne en tant que Conseiller national. Son mandat durera jusqu'en 1880.
- 05.05.1895 Mort de Carl Vogt à Plainpalais, aujourd'hui une commune de Genève.

---

<sup>1</sup> En ligne sur le site de Gallica. Vogt cite longuement un extrait du discours prononcé par lui en avril 1869 à l'Institut national genevois.

<sup>2</sup> En ligne sur Gallica.

## 3.2. James Fazy, Notice biographique

### Sources :

- Henri Fazy<sup>1</sup>, *James Fazy, sa vie et son œuvre*, H. Georg, Libraire-Editeur, Genève 1887 (en ligne sur le site de Gallica)
- la notice de Wikipédia
- la notice du *Dictionnaire historique de la Suisse*
- la notice de la *Bibliothèque de Genève*.
- Olivier Perroux, *Traditions, vocation et progrès : les élites bourgeoises de Genève (1814-1914)*, Thèse de l'Université de Genève (en ligne sur Wikipédia).

- 12.05.1794 Naissance à Genève, sous le prénom officiel de Jean-Jacob : dès son enfance, il reçoit le surnom de James qui lui restera.
- 1809-1811 Après quatre années passées en Rhénanie (dans un institut des Frères Moraves) pour y apprendre l'allemand, il est placé dans une manufacture d'indiennes à Bolbec, en Normandie, puis à Lyon où son père avait une maison de commerce.
- 1814-1821 Il entreprend des études de droit à Paris où il adhère à la charbonnerie. Il se trouve aussi proche des saint-simoniens et des fouriéristes. Il se lie avec Lafayette.
- En 1818, il publie une brochure intitulée *Du privilège de la Banque de France considéré comme nuisible aux transactions commerciales*.
- En 1821, il publie un autre ouvrage intitulé *L'homme aux portions, ou Conversations philosophiques et politiques*.
- Retour à Genève, en fin de l'année 1821. Il se lie avec Buonarroti.
- Il y publie une brochure intitulée « Observations sur les fortifications de Genève ».
- De 1814 à 1833, il va alterner les séjours à Genève et à Paris.
- 1822 Il publie un conte allégorique sous le titre « Voyages d'Ertelib » (anagramme de Liberté).
- 1825 Il publie à Genève une brochure intitulée « Lettre de M. Prime-Ronde, banquier, à Messieurs les Directeurs et Administrateurs du pont de la Lune ». Il y attaque sous forme humoristique les abus de l'agiotage.
- Il y critique le comportement des banquiers qui préfèrent investir dans des titres spéculatifs plutôt que dans les industries locales.
- 1826 Il fonde le *Journal de Genève* dont le premier numéro paraît le 5 janvier 1826. Il quittera toutefois le journal dès le mois d'août 1826.
- Le journal milite pour le suffrage universel et la liberté de la presse<sup>2</sup>.
- Il publie « La mort de Levrier<sup>3</sup> », une tragédie en trois actes et en vers.
- Publication en volume de trois précédents opuscules sous le titre « Opuscules finan-

<sup>1</sup> Henri Fazy (1842-1920) est un cousin éloigné de James Fazy, membre du *Parti Radical-Démocratique*.

<sup>2</sup> Ce journal deviendra en 1846 l'organe politique de ses adversaires les plus acharnés.

<sup>3</sup> En hommage au magistrat Aimé Levrier, décapité en mars 1524 pour avoir défendu les intérêts de Genève contre les prétentions du duc de Savoie Charles III.

ciers sur l'effet des privilèges, des emprunts publics et des conversions sur le crédit de l'industrie en France »

- 1827 Retour à Paris. Il adhère à la société libérale « Aide-toi, le ciel t'aidera », sous la direction de François Guizot.
- 1828 Il publie sa brochure : « De la gérontocratie ou Abus de la sagesse des vieillards dans le gouvernement de la France ».
- 1830 Il publie sa brochure : « Principes d'organisation industrielle pour le développement des richesses en France, explication du malaise des classes productives et des moyens d'y porter remède<sup>4</sup> ».
- Juillet 1830 : il participe aux événements de la révolution de juillet à Paris.
- Le 3 août 1830, il fonde, à Paris, avec Anthony Thouret, un nouveau journal « La révolution de 1830, *Journal des intérêts populaires* » qui sera obligé de cesser en octobre 1831 et deviendra un journal bonapartiste.
- 1833 Il fonde à Genève *l'Europe centrale* dont le premier numéro paraît le 17 décembre 1833. Le journal, organe du radicalisme genevois, cessera de paraître le 2 août 1836.
- 1834 Il rachète le *Journal de Genève* qu'il fusionne avec *L'Europe centrale*.
- 1835 Il se lie avec Louis-Napoléon Bonaparte et participe à la préparation du coup d'Etat de Strasbourg en 1836. Il publie à cette occasion, en 1836, une brochure intitulée *De la tentative de Napoléon-Louis*.
- 1838 Publication de « Essai d'un précis de l'histoire de la République de Genève<sup>5</sup> »
- 1841 Il prend la tête de l'Association du *Trois-Mars* Créée le 3 mars 1841 par la bourgeoisie protestante, cette association de droite sera réorientée à gauche par James Fazy qui en prend la direction. L'association n'aura toutefois qu'une existence éphémère entre mars et décembre 1841.
- 1842 Il est élu Conseiller municipal de Genève. Le 8 janvier 1842, il fonde le journal « Le Représentant » qui disparaîtra après six mois de publication.
- 17 septembre 1842 : fondation de la *Revue de Genève* qui sera l'organe attitré du radicalisme genevois.
- 1846 Devant le refus du gouvernement suisse d'agir contre la sécession catholique du *Sonderbund*, la révolution populaire du 7 octobre 1846 **le porte au pouvoir** à la tête des radicaux.
- 1847 Il rédige la *Constitution cantonale* genevoise de 1847 qui consacre le principe de la démocratie représentative, de la séparation des pouvoirs et de la liberté

<sup>4</sup> En ligne sur le site de Google Livres.

<sup>5</sup> En ligne sur le site de Google Livres.

des cultes.

21 avril 1847 : Fondation de la *Caisse hypothécaire*.

Les banquiers n'entendaient pas investir dans un canton dont le gouvernement leur était hostile.

- |      |   |  |
|------|---|--|
| 1849 | En janvier 1849, il se rend à Paris où il est reçu avec bienveillance par Napoléon III.   |  |
| 1850 | Dès 1850, il est le promoteur de la démolition des fortifications qui libère un vaste espace pour l'urbanisation moderne de Genève et qui va permettre son extension. Le plan de la « ceinture fazyste » sera adopté en 1858. |  |
| 1852 | 7 mai 1852 : Fondation de la société savante <i>l'Institut national genevois</i> .  | Vogt en sera le président de 1857 à 1891.  |
| 1853 | Une défaite électorale écarte momentanément Fazy du pouvoir. Il quitte le Conseil d'Etat.   |  |
| 1853 | Fazy fonde la « Banque Générale Suisse de Crédit Immobilier et Foncier International mobilier et foncier ». Il a reçu l'aide financière du <i>Crédit mobilier</i> parisien en accord avec Napoléon III.                       | La banque fera faillite en 1864, entraînant la ruine de Fazy   |
| 1855 | L'affaire du « Cercle des étrangers », une salle de jeux ouverte dans un hôtel bâti par Fazy à Genève <sup>6</sup> sera un des facteurs importants qui contribueront à ébranler sa popularité.                                |  |
| 1858 | Août 1858 Fazy reçoit le prince Napoléon, Plon-Plon, à Genève. Vogt assiste à la rencontre.   | Nous sommes dans le cadre de l'entrevue de Plombières, le 21 juillet dernier, entre Napoléon III et Cavour.                      |
| 1861 | 11 novembre 1861 : Il essuie une importante défaite électorale et se trouve chassé du pouvoir.  |  |
| 1864 | Il échoue à être réélu au gouvernement. Après des incidents provoqués par ses partisans, il est convoqué par la police, mais, craignant d'être arrêté, il se réfugie en France, à Ferney, puis à Paris.                       | C'est la fin de sa carrière politique.   |
| 1865 | Le 30 janvier 1865, la Banque Générale Suisse condamne la gestion désastreuse de James Fazy qui est remplacé à la présidence de l'institution par Carl Vogt <sup>7</sup> .  | Financièrement, il se trouve ruiné.  |
| 1869 | Il réside à Paris en vue de créer une nouvelle banque.  | Publication de sa brochure « Lettre au peuple espagnol sur l'établissement d'une république fédérative en Espagne <sup>8</sup> » |
| 1870 | Il se trouve encore à Paris lors des événements de la Commune.  |  |
| 1871 | Rentré à Genève. Le parti radical lui accorde un cours de législation et d'histoire constitutionnelle à l'Université de Genève.   |  |

<sup>6</sup> Sur un terrain qui lui avait été attribué par l'Etat.

<sup>7</sup> Cette crise entraînera la fermeture de la filiale londonienne de la Banque, entraînant le licenciement de Freiligrath.

<sup>8</sup> En ligne sur le site de Gallica.

- 1873 Publication de « De l'intelligence collective des sociétés, cours de législation constitutionnelle »
- 6.11.1878 Décès au Petit-Saconnex, à l'âge de 84 ans.

### 3.3. K. Marx, Déclarations de presse

#### 1. K. Marx : Lettre au rédacteur en chef de l'*Allgemeine Zeitung*<sup>1</sup>

Londres, le 19 octobre 1859.

Monsieur,

Tant que j'ai eu un pied dans la presse allemande, j'ai attaqué l'*Allgemeine Zeitung* et l'*Allgemeine Zeitung* m'a attaqué; ceci, naturellement, ne m'empêche nullement de venir en aide, dans la mesure où je le peux, à l'*Allgemeine Zeitung* dans un cas où elle a rempli ce que je considère comme le *premier* devoir de la presse : dénoncer la charlatanerie. Ici, à Londres, le document ci-joint<sup>2</sup> serait *recevable en justice*. Je ne sais pas s'il en est de même à Augsbourg. Je me suis procuré ledit document parce que Blind refusait de confirmer les déclarations qu'il avait faites devant moi et d'autres personnes, déclarations que j'avais rapportées à Liebknecht et qui ne laissaient aucun doute quant à la dénonciation contenue dans le pamphlet anonyme.

Votre très dévoué.  
Dr. K. Marx.

#### 2. K. Marx : Déclaration aux éditeurs de *Die Reform*, de la *Volks-Zeitung* et de l'*Allgemeine Zeitung*<sup>3</sup>

Londres, 7 novembre 1859<sup>4</sup>

Je vois dans un exemplaire de *Der Freischütz*<sup>5</sup>, n° 132<sup>6</sup>, qu'un ami m'a envoyé de Hambourg, qu'Eduard Meyen s'est senti obligé de mettre son poids décisif et sans équivoque dans la balance de l'affaire Vogt. La puissance cheval-vapeur, ou devrais-je dire, d'âne-vapeur de sa logique est concentrée dans la grande thèse : parce qu'il était un ami de Blind, et parce que Blind a omis de lui envoyer une copie du pamphlet anonyme, la pièce originale du dossier que j'avais envoyé à l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg doit nécessairement être un faux. Dans sa manière sournoise, il prend soin, bien sûr, de ne pas dire cela directement; il le dit indirectement.

Incidemment, je souhaite que Monsieur Eduard Meyen fournisse les preuves que mon temps est suffisamment inutile pour être gaspillé en attaques contre la démocrate vulgaire allemande.

---

<sup>1</sup> Nous citons à partir de C5, p. 399. La déclaration de Marx sera publiée dans l'*Allgemeine Zeitung* du 27 octobre 1859.

<sup>2</sup> En référence à la déclaration de l'imprimeur Vögele du 17 septembre 1859 sur le fait que le pamphlet *Zur Warnung* a été composé à l'imprimerie Hollinger et a bien été rédigé de la main de Karl Blind.

<sup>3</sup> Nous traduisons à partir de MEW, vol. 14, pp. 688-691.

<sup>4</sup> L'article a paru dans le supplément du 19 novembre 1859 de *Die Reform* n° 139.

<sup>5</sup> « Le Franc-tireur », un journal littéraire de Hambourg dont Eduard Meyen était le rédacteur.

<sup>6</sup> En référence à l'article « Le procès de Carl Vogt contre l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg » paru, sans signature, le 3 novembre 1859 dans *Der Freischütz*.

Dès la fin de l'année 1850, je rompis toutes relations avec l'émigration allemande de Londres, qui se désagrégea vraiment dès que je lui eus arraché la seule chose qui la maintenait unie : son antagonisme à mon égard. Le processus de dissolution a été accéléré surtout par l'activité d'agents tels que Meyen qui, par exemple, agissait publiquement contre la faction Ruge au nom de la faction Kinkel. Pendant les neuf années qui se sont écoulées depuis, j'ai été un collaborateur constant du *New-York Tribune*, un journal qui compte 200.000 abonnés et donc un lectorat à peu près équivalent à celui de *Der Freischütz*. Ai-je jamais ne serait-ce que mentionné le nom d'un seul des démocrates vulgaires allemands, ou consacré ne serait-ce qu'un seul mot à l'une des attitudes méprisables que ces hommes d'honneur ont déversées sur ma tête dans la presse allemande et surtout germano-américaine au cours des cinq dernières années ?

Pendant cette période, j'ai effectivement attaqué, sans les calomnier, de « grands démocrates » parmi ceux qui étaient consciencieusement admirés par Herr Eduard Meyen. Mon offense était d'autant plus impardonnable que mes « calomnies » étaient reproduites non seulement par des journaux anglais de tendances politiques les plus diverses - du *Chartist People's Paper* au *Free Press* de M. Urquhart - mais aussi sous la forme d'un pamphlet tiré à 15.000 exemplaires au moins à Londres, Sheffield et Glasgow, sans que j'y sois pour rien. Pendant cette même période, en outre, j'ai dénoncé le grand démocrate Louis Bonaparte, d'abord dans un ouvrage en allemand (*Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte*) qui a été confisqué à toutes les frontières allemandes, mais qui a circulé en nombre considérable aux Etats-Unis et qui a paru sous forme d'extraits dans l'organe londonien du chartisme de l'époque<sup>1</sup>. J'ai poursuivi jusqu'à ce jour cette « calomnie » du « grand démocrate » Bonaparte dans le *Tribune* sous forme d'analyses de son système financier, de sa diplomatie, de sa conduite de la guerre et de ses *idées napoléoniennes*. Louis Bonaparte a envoyé au *New-York Times* une déclaration publique de son opposition à ces « calomnies ». Il y a sept ans, j'ai même dénoncé le « grand démocrate » Stieber dans les *Révélations concernant le procès des communistes*, qui ont été pilonnées à la frontière du Bade et de la Suisse. Monsieur Meyen m'en accordera sûrement le crédit. De telles calomnies sont démocratiques de nos jours, car elles ont lieu « avec la permission des hautes autorités ». Mais mes fréquentes erreurs de timing sont révélées non seulement par l'organe de Herr Eduard Meyen<sup>2</sup>, mais aussi par celui de Monsieur Joseph Dumont à Cologne. Lorsque, en 1848 et 1849, je me suis permis de prendre fait et cause pour les nationalités hongroise, italienne et polonaise dans la *Neue Rheinische Zeitung*, qui, plus que l'organe de M. Joseph Dumont à Cologne, s'est mis à hurler et à écumer ? Mais à cette époque, bien sûr, aucun Louis-Napoléon Bonaparte n'avait donné sa bénédiction « libérale » à la cause de ces nationalités.

Le fait que les anciens rédacteurs de la *Neue Rheinische Zeitung* soient restés fidèles à leurs opinions est connu même de l'ancien Monsieur Joseph Dumont, aujourd'hui Giuseppe Delmonte, grâce au pamphlet de Friedrich Engels, *Le Pô et Rhin*, paru au début de la guerre. Quant à la démocratie « au sens strict » d'Eduard Meyen, je l'ai ignorée pendant neuf ans et n'ai rompu mon silence qu'à deux reprises, tout récemment. La première fois, c'était pour attaquer Kossuth et la seconde, pour critiquer Monsieur Gottfried Kinkel. J'ai effectivement fait un certain nombre de commentaires marginaux de nature purement grammaticale sur les effusions esthétiques de Kinkel dans le *Hermann*, et je les ai publiés dans *Das Volk*. C'est la seule chose que j'ai écrite pour *Das Volk*, à part un article sur la paix de Villafranca sous le titre « Quid pro quo<sup>3</sup> ». Mais aux yeux d'Eduard Meyen, un « bon démocrate » est sans

<sup>1</sup> Ces extraits ont paru dans le journal chartiste *The People's Paper* à l'initiative de Johann Georg Eccarius d'octobre à décembre 1852.

<sup>2</sup> La *Kölnische Zeitung*.

<sup>3</sup> Cf. notre **fascicule 31**, premier cahier, chapitres 1.50, 1.51, 1.52 et 1.53.

doute tout aussi autorisé à violer les règles « despotiques » de la syntaxe qu'à désertier le camp républicain pour celui des royalistes<sup>1</sup>.

Je me trouve maintenant à la fin de cette épître dans la difficulté opposée à celle de Hegel au début de sa *Logique*. Il voulait avancer de l'Être au Néant, alors que je veux passer du Néant à l'Être, c'est-à-dire d'Eduard Meyen à un cas réel, le cas de Vogt. Pour être bref, je pose à Karl Blind les questions suivantes :

1. Blind m'a-t-il donné des informations sur Vogt le 9 mai à la tribune de la réunion d'Urquhart, informations dont le contenu correspond exactement à celui de la brochure *Zur Warnung* ?

2. Blind a-t-il publié dans la *Free Press* de Londres du 27 mai un article anonyme intitulé « *The Grand-Duke Constantine to be King of Hungary* », article qui, à part l'omission du nom de Vogt, reprend la substance du pamphlet *Zur Warnung* ?

3. Blind a-t-il fait imprimer à ses frais le pamphlet susmentionné à Londres dans l'imprimerie de F. Hollinger, Litchfield Street, Soho ?

Malgré tous les efforts de la démocratie de Meyen pour dénaturer les choses, et malgré même ce Grand Inconnu, le « remarquable avocat » de Monsieur Joseph Dumont, tout tourne toujours autour de la question : qui a fait imprimer le pamphlet *Zur Warnung* ? La seule raison pour laquelle l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg est poursuivie en justice est le fait que ce pamphlet y a été réimprimé. Les seules accusations dont Vogt se sent obligé de laver son nom aux yeux du monde sont celles contenues dans ce pamphlet. L'éditeur du pamphlet a, comme l'aurait dit Robert Peel, trois possibilités qui s'offrent à lui. Soit il a sciemment menti. Je ne crois pas cela de Karl Blind. Ou bien il s'est convaincu par la suite que les informations qui justifiaient l'impression du pamphlet étaient fausses. Dans ce cas, il a une obligation encore plus grande de fournir une explication. Ou bien, enfin, il tient la preuve en main, mais souhaite, pour des raisons privées, étouffer l'affaire et supporte avec une résignation magnanime les œufs pourris qui sont lancés non pas sur lui, mais sur moi. Mais toutes les considérations privées ne doivent-elles pas s'effacer devant une question aussi vitale que la nécessité de faire la lumière sur les relations entre le régent impérial allemand *in partibus* et l'empereur des Français *de facto* ?

### 3. K. Marx : Déclaration à l'*Allgemeine Zeitung*<sup>2</sup>

Londres, le 15 novembre 1859<sup>3</sup>

Vogt, qui connaît ses interlocuteurs, a fait preuve d'une grande habileté en déplaçant la source de la dénonciation de lui-même du camp dit démocratique vers le camp socialiste. Pour ma part, je n'ai aucun intérêt à me rendre complice de ce quiproquo et je ne peux donc pas laisser passer sans réagir la déclaration de Blind dans le numéro 313 de l'*Allgemeine Zeitung*.

1. Le 9 mai, à la tribune de la réunion d'Urquhart, Blind m'a communiqué toutes les accusations contre Vogt contenues dans le pamphlet *Zur Warnung*. Il a donné les mêmes détails à d'autres, à Freiligrath, par exemple. Étant donné la parfaite identité de style et

<sup>1</sup> Une allusion au discours de Gottfried Kinkel devant la cour martiale de Rastatt le 4 août 1849.

<sup>2</sup> Nous traduisons à partir de MEW, vol. 14, pp. 692-693.

<sup>3</sup> La déclaration sera publiée par le supplément de *Allgemeine Zeitung* du 21 novembre 59. Elle se trouve reprise par Carl Vogt dans les annexes de son ouvrage « Mein Prozess... » (Annexe n° 12), op.cit., pp. 39-40.

de fond entre sa déclaration verbale et le pamphlet imprimé, il était naturellement considéré comme son auteur *de prime abord*<sup>1</sup>.

2. Dans la *Free Press* de Londres du 27 mai, un article anonyme de Blind a été publié sous le titre « *The Grand-Duke Constantine to be King of Hungary* » qui, pour l'essentiel, anticipait le pamphlet *Zur Warnung*. Dans cet article, Blind déclarait qu'il connaissait des libéraux en Allemagne et des démocrates à Londres qui s'étaient vu offrir de « gros pots-de-vin » pour la propagande bonapartiste. Alors que le procès de Vogt était en cours, j'ai reçu la visite de M. D. Collet, le rédacteur responsable de *The Free Press*, qui m'a demandé, à la demande de Blind, de ne pas faire usage de mes connaissances concernant la paternité de l'article en question. J'ai répondu à M. Collet - qui a trouvé cela tout à fait approprié - que je ne m'engageais à rien mais que ma discrétion en la matière dépendrait plutôt de la conduite de Blind.

3. La déclaration de Fidelio Hollinger est tout simplement ridicule. Fidelio Hollinger est conscient qu'il a formellement enfreint la loi anglaise en publiant le tract sans indiquer l'origine de l'impression. Il émet donc lui-même un témoignage affirmant qu'il n'a pas commis la peccadille en question. Il se trouve que la réimpression dans *Das Volk*<sup>2</sup> a été faite à partir des caractères qui se trouvaient encore dans l'imprimerie de Hollinger. Ainsi, même sans avoir besoin d'appeler des témoins, une simple comparaison du pamphlet et de sa réimpression dans *Das Volk* suffirait à prouver à un tribunal que le premier « venait de l'imprimerie de F. Hollinger ». Le transfert du procès d'Augsbourg à Londres permettrait, en général, de résoudre tout le mystère Blind-Vogt.

#### 4. K. Marx : A l'adresse du rédacteur en chef de *The Free Press*<sup>3</sup>

Londres, le 4 février 1860<sup>4</sup>

Monsieur,

Vous vous souvenez que la *Free Press* du 27 mai 1859 a fait paraître un article intitulé : « *The Grand-Duke Constantine to be King of Hungary* ». Cet article donnait, sans le nommer il est vrai, mais d'une manière claire pour tous les réfugiés allemands, *Monsieur Vogt*, de Genève pour un agent bonapartiste ayant, lors du déclenchement de la guerre d'Italie, offert de « substantiels pots-de-vin » aux libéraux d'Allemagne et aux démocrates allemands de Londres. L'auteur de l'article ne faisait pas mystère de sa joie débordante face aux refus indignés que ces tentatives de corruption avaient reçus. J'affirme que l'auteur de cet article, c'était *Monsieur Karl Blind*. Si je me trompe, vous pouvez me démentir. Quelque temps plus tard fut diffusé à Londres un tract *allemand* anonyme, intitulé « *Zur Warnung* » que l'on peut en fait considérer comme la reproduction de l'article de la *Free Press*, à ceci près qu'il apportait des détails nouveaux et citait le nom de Vogt. Après avoir été reproduit dans un journal allemand paraissant à Londres sous le titre *Das Volk*, le tract anonyme fut accueilli dans les colonnes de *Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg, qui, là-dessus, se vit intenter par *Monsieur Vogt* un procès en diffamation. Entre temps, *Monsieur Vögele*, un typographe alors employé par *Monsieur Hollinger*, l'imprimeur de *Das Volk*, m'avait remis une déclaration écrite disant que le tract a été imprimé dans les ateliers de *Hollinger* et rédigé par *Monsieur Karl*

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> Dans l'édition du 18 juin 59 de *Das Volk*.

<sup>3</sup> Nous citons à partir de C6, p. 33-35.

<sup>4</sup> Ce document sera publié sous forme de tract le 4 février 1860 sous le titre « Le procès contre *Allgemeine Zeitung* »

*Blind*. Comme je vous l'ai fait savoir en son temps, cette déclaration avait été transmise à l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg.

Après le refus du tribunal d'Augsbourg de statuer sur le fond, *Monsieur Blind* finit par s'exprimer dans les colonnes de l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg. Non content de nier carrément sa responsabilité dans la rédaction du tract anonyme, il déclara, de la façon la plus affirmative qui soit, que le tract ne sortait pas des ateliers *Hollinger*. A l'appui de cette dernière affirmation, il rendait publique une déclaration signée de *Hollinger* en personne et d'un dénommé *Wiehe*, un typographe, qui, à l'en croire, avait été employé de manière continue par *Hollinger* pendant onze mois. Cette déclaration commune de *Blind*, de *Hollinger* et de *Wiehe* fit l'objet de ma part d'une réponse à l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg. *Blind*, pour sa part, n'en réitéra pas moins ses dénégations, se réclamant à nouveau du témoignage de *Hollinger* et de *Wiehe*. *Vogt*, qui, depuis le début, et pour des raisons qui lui sont propres, m'avait désigné moi comme l'auteur anonyme de ce tract, fit alors paraître une brochure regorgeant des plus infâmes calomnies contre moi.

Avant d'aller plus loin<sup>1</sup>, il faut que j'oblige ces malotrus qui, de toute évidence, ont fait le jeu de *Vogt*, à jeter le masque. C'est pourquoi, je déclare publiquement que la déclaration de *Blind*, de *Wiehe* et de *Hollinger*, aux termes de laquelle le tract anonyme n'aurait pas été imprimé dans les ateliers de *Hollinger*, 3, Litchfield Street, Soho, est un infâme mensonge.

Premièrement, *Monsieur Vögele*, l'un des typographes, anciennement employé chez *Hollinger*, est prêt à déclarer sous la foi du serment que le tract en question a bel et bien été tiré dans les ateliers de *Hollinger*, que le manuscrit était de la main de *Monsieur Blind*, et qu'il a été en partie composé par *Monsieur Hollinger* lui-même.

Deuxièmement, il est possible d'apporter la preuve juridique que le tract et l'article du *Volk* ont été tirés à partir mêmes plombs.

Troisièmement, nous démontrerons que *Wiehe* n'a pas été employé par *Hollinger* pendant onze mois consécutifs, et, surtout, qu'il n'a pas été employé par lui au moment de la publication du tract.

Enfin, nous pouvons citer des témoins en présence desquels *Wiehe* a lui-même avoué s'être laissé persuader par *Hollinger* de signer la déclaration intentionnellement fautive parue dans l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg. En conséquence de quoi, je dis et je répète que le susnommé *Karl Blind* est un infâme menteur.

Dans l'hypothèse où j'aurais tort, il est aisé de me confondre en portant l'affaire devant un tribunal anglais.

## 5. Karl Marx : Lettre ouverte à la rédaction de la *Volks-Zeitung*<sup>2</sup>

Londres, le 6 février 1860<sup>3</sup>,

Je tiens à vous faire savoir que j'ai entrepris des démarches préliminaires en vue de saisir la justice d'une plainte en diffamation à l'encontre de la *National-Zeitung* de Berlin en raison de ses éditoriaux des numéros 37 et 41 consacrés au pamphlet de *Vogt* *Mein Prozess gegen die « Allgemeine Zeitung »* ! Je me réserve de répon-

---

<sup>1</sup> Ce dernier passage est reproduit (en anglais) dans l'annexe 11 de son *Herr Vogt* sous le titre « Circulaire contre *Blind* ».

<sup>2</sup> Nous citons à partir de C6, pp. 36-37

<sup>3</sup> Publié par la *Volks-Zeitung* du 10 février 1860. Les premières lignes de cette déclaration sont citées par Marx en début de l'avant-propos de son *Herr Vogt*.

dre ultérieurement à Vogt dans une brochure; mais celle-ci requiert une enquête auprès de personnes se trouvant hors d'Europe.

C'est pourquoi, dans l'immédiat, je me contenterai de dire :

1. Qu'à en juger par les bonnes feuilles publiées par la *National-Zeitung* - le livre proprement dit restant par on ne sait quel miracle introuvable à Londres, que ce soit chez les libraires ou chez des personnes auxquelles Vogt antérieurement adressait ses prétendues « études » - le factum de Vogt ne fait que développer une ébauche du texte qu'il avait fait paraître il y a 9 mois dans son moniteur personnel - le *Handels-Courier* de Bienne, A l'époque, je fis reproduire à Londres son libellé sans le moindre mot de commentaire. Cette manière de faire toute simple a suffi ici où l'on connaît les gens et les choses pour situer Monsieur le professeur.

2. Le *prétexte* allégué par Monsieur Vogt pour partir en campagne contre moi est, tout comme le prétexte de la campagne d'Italie, une simple « idée ». Je serais, paraît-il, l'auteur du pamphlet anonyme « Zur Warnung ». Vous verrez à la lecture de la circulaire anglaise ci-jointe, que j'ai fait paraître, que j'ai tout mis en œuvre pour contraindre Monsieur Blind et consorts, soit à faire par leur silence la preuve de leur imposture, soit à se faire convaincre de mensonge par un tribunal anglais.

## 6. K. Marx : Au rédacteur du *Daily Telegraph*<sup>1</sup>

Londres, le 6 février 1860<sup>2</sup>,

Monsieur,

Dans votre numéro d'aujourd'hui vous publiez, sous le titre : « Les complices journalistiques de l'Autriche », une lettre pleine d'allégations calomnieuses et diffamatoires envers ma personne. Cette lettre, prétendument écrite à Francfort-sur-le-Main, plus vraisemblablement rédigée à Berlin, n'est, par le fait, que le développement maladroit de deux articles contenus dans la *National-Zeitung* de Berlin du 22 janvier et du 25 janvier, lequel journal devra répondre de ses calomnies devant un tribunal prussien. Le *mauvais prétexte* dont se sert Vogt pour lancer ses calomnies contre moi consiste à affirmer que je suis l'auteur anonyme du pamphlet *allemand* « Zur Warnung », d'abord mis en circulation à Londres et reproduit ensuite dans l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg. Sur la copie ci-jointe, vous verrez que j'ai mis mes adversaires au défi de porter l'affaire en justice, devant une juridiction anglaise.

En conclusion, à moins que vous ne souhaitiez être poursuivi pour diffamation, je vous demande de faire *amende honorable* dans votre prochain numéro pour la désinvolture avec laquelle vous osez diffamer un homme dont la personnalité, le passé politique, les écrits et la position sociale vous sont, vous ne pouvez qu'en convenir, parfaitement inconnus.

Votre dévoué serviteur,  
Dr. Karl Marx.

---

<sup>1</sup> Nous citons à partir de C6, p. 37

<sup>2</sup> Cette lettre ne sera publiée.

## 7. K. Marx : Aux éditeurs de l'*Allgemeine Zeitung d'Augsbourg*<sup>1</sup>

Le 21 février 1860

Thornclyffe Grove, Oxford Road,  
Manchester

Confidentiel

Dans l'une des deux lettres en date du 16 oct. 1859 que la rédaction de l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg m'a envoyées je lis textuellement ceci :

« L'occasion nous étant donnée de vous exprimer nos *remerciements*, soyez assuré, cher Monsieur, que nous saurons vous témoigner notre *personnelle gratitude*. ».

Que je n'aie ni souhaité ni attendu de « remerciements » ou de « gratitude personnelle » de la part de l'*Allgemeine Zeitung*, ma réponse en date du 19 oct. en est une preuve suffisante. Ce qu'en revanche j'attendais, c'était, dans *cette affaire très particulière*, au minimum cette *équité élémentaire* à laquelle ne s'aviserait pas de faillir un seul journal anglais, quelle que soit par ailleurs sa couleur politique.

Concrètement, cette « gratitude personnelle » et ces « remerciements » se sont traduits de la manière suivante :

1. Ma première déclaration *n'a pas* été publiée. Au lieu de cela, celle, insolente, de Blind, assortie de deux faux témoignages, obtenus par *complot*. La *Reform* de Hambourg imprima ma déclaration sur-le-champ.
2. Pour ce qui est de ma réponse à Blind, j'eus d'ores et déjà à exercer une *douce violence* pour être sûr qu'elle paraisse. Cela dit, elle ne parut pas, comme je l'avais demandé à bon droit, au même endroit que l'attaqué de Blind, j'entends dans l'édition principale.
3. L'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg inséra une seconde déclaration de Blind, dans laquelle il a l'impudence de parler de mensonges purs et simples et d'invoquer à nouveau les deux témoignages de Wiehe et de Hollinger qui sont passibles de poursuites judiciaires. Ce faisant, elle déclara refermer le dossier, me privant ainsi du droit de réponse.
4. Le 6 fév. j'adresse à l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg ma dernière déclaration accompagnée de la circulaire en anglais. La très honorable rédaction la repousse et imprime à la place la déclaration de Blind *qui ne s'explique pas sans ma circulaire*. Elle s'est bien gardée, évidemment, de reproduire le *billet doux* joint par ce grand diplomate. Elle reproduit, en outre, la déclaration de Biscamp, postérieure de trois jours à la mienne (elle est datée de Londres, le 9 fév.). Enfin, ma déclaration ayant depuis longtemps été reproduite dans la *Kölnische Zeitung*, la *Volks-Zeitung*, etc., elle se rend à l'évidence et se résout à la faire paraître, prenant toutefois très gentiment la liberté de me censurer et de procéder à des modifications arbitraires du texte. En 1842-1843 à Cologne, je me suis trouvé soumis au double joug de la censure royale de Prusse, mais jamais je n'aurais prévu qu'en l'an de grâce 1860 j'allais subir la censure de Messieurs le Dr Kolb et Cie.

J'estime parfaitement superflu de qualifier cette conduite.

Karl MARX.

---

<sup>1</sup> Nous citons à partir de C6, pp. 68-69

## 8. K. Marx : Aux éditeurs de *Die Reform*<sup>1</sup>.

Manchester, le 18 février 1860<sup>2</sup>

Pour information,

En ce qui concerne les effusions de Mr. Eduard Meyen dans *Der Freischütz*, N° 17 à 21<sup>3</sup>, je dirai seulement ceci :

Le procès en diffamation que je mène contre la *National Zeitung* de Berlin permettra d'obtenir tout ce qui est nécessaire pour clarifier juridiquement le pamphlet de Vogt. Son associé Eduard Meyen ne peut prétendre à un tel honneur. Tout ce que je peux faire pour Eduard Meyen, c'est de lui attribuer une niche appropriée à ses dimensions dans la brochure qui doit paraître après la conclusion de la procédure judiciaire.

Karl Marx

## 9. K. Marx : Déclaration à la rédaction de *Allgemeine Zeitung*<sup>4</sup>

Londres, le 24 novembre 1860<sup>5</sup>

Au début de février 1860, la rédaction de *Allgemeine Zeitung* a eu l'amabilité de publier une déclaration de ma part qui commençait par ces mots :

« Je déclare par la présente que j'ai pris des mesures préliminaires à l'engagement d'une procédure judiciaire pour diffamation contre la *National-Zeitung* de Berlin en rapport avec les éditoriaux des numéros 37 et 41 concernant le pamphlet de Vogt *Mein Prozess gegen die Allgemeine Zeitung*. Je me réserve le droit de répondre à Vogt par écrit à une date ultérieure. ».

Au cours du mois de février 1860, j'ai intenté un procès en diffamation à Berlin contre F. Zabel, le rédacteur responsable de la *National-Zeitung*. Mon avocat, le conseiller juridique Weber, a d'abord choisi la procédure d'instruction. Par un arrêt du 18 avril 1860, le procureur général a refusé de « prendre des mesures » contre F. Zabel, au motif qu'aucun intérêt public ne le justifiait. Le 26 avril 1860, son refus est confirmé par le Procureur Général.

Mon avocat a alors entamé une procédure civile. La Cour Royale Municipale, dans un jugement du 8 juin 1860, m'a interdit de poursuivre mon procès au motif que les « propos et déclarations » réellement diffamatoires de F. Zabel n'étaient que des citations d'autres personnes, et que « l'intention d'insulter » n'était pas présente. La Cour royale d'appel, pour sa part, a déclaré dans un arrêt du 11 juillet 1860 que le prétendu usage de la citation n'affectait pas la culpabilité des articles, mais que les passages diffamatoires qu'ils

<sup>1</sup> Nous traduisons à partir de MEW, vol. 14, p. 701-402.

<sup>2</sup> Une déclaration publiée dans *Die Reform*, n° 29, le 7 mars 1860. Cette déclaration sera aussi envoyée par Marx au *Freischütz* de Hambourg qui ne la publiera pas.

<sup>3</sup> En référence à l'article d'Eduard Meyen « Carl Vogts Kampf gegen die Augsburger Allgemeine Zeitung und die Marxianer », paru les 9, 11, 14, 16 et 18 février 1860.

<sup>4</sup> Nous traduisons à partir de MEW, vol. 14, pp. 701-702.

<sup>5</sup> Cette déclaration sera publiée dans le supplément de *Allgemeine Zeitung*, n° 336, du 1er décembre 1860.

contenaient ne se rapportaient pas à ma « personne ». En outre, « dans le cas présent », l'intention d'insulter « ne pouvait être présumée ».

La Cour royale d'appel a donc confirmé le jugement négatif de la Cour municipale. Dans un arrêt du 5 octobre 1860, que j'ai reçu le 23 octobre de cette année, le Tribunal royal suprême a estimé que « dans le cas présent », aucune « erreur de droit » de la part de la Cour royale d'appel « ne pouvait être discernée ». L'interdiction de poursuivre F. Zabel a donc été maintenue et ma demande n'a pas atteint le stade de l'audience publique.

Ma réponse à Vogt paraîtra dans quelques jours.

Karl Marx

### 3.4. Carl Vogt, Programme

Cette brève déclaration politique, datée du 1er avril 1859, a été adressée par Carl Vogt à Ferdinand Freiligrath, lequel ne tardera pas à la transmettre à Marx.

Marx en informe Engels dans sa lettre du 22 avril 1859. « Notre grand Vogt national, *lui écrit-il*, a envoyé à Freiligrath une épître dans laquelle il lui annonce que cette bande du Reich édite un nouveau journal à Zurich (...). Il propose à Freiligrath d'écrire pour ce magazine littéraire et de recruter Bucher<sup>1</sup>, ce profond penseur, comme correspondant politique. Voici le programme sur lequel Vogt du Reich veut fonder un nouveau « parti » et qui, d'après ce qu'il dit, a été accueilli très favorablement par A. Herzen : l'Allemagne renonce à ses possessions extérieures. Elle ne soutient pas l'Autriche. Le despotisme français est passager, le despotisme autrichien est durable. On laisse les deux despotes s'épuiser. On sent même un certain faible pour Bona. Neutralité armée pour l'Allemagne. Comme Vogt « le sait de source sûre », un mouvement révolutionnaire en Allemagne est impensable de notre vivant. En conséquence, dès que l'Autriche aura été ruinée par Bonaparte, s'amorcera tout naturellement dans notre patrie une évolution nationale-libérale modérée selon les goûts du régent du Reich et il n'est pas exclu que Vogt devienne même le bouffon du roi de Prusse<sup>2</sup>. ».

\*

Nous traduisons à partir de Carl Vogt, « Meine Prozess gegen die *Allgemeine Zeitung* », Dritter Abschnitt, Dokumente 8, pp. 33-37 de notre édition de référence.

\*

Il me semble que le moment est venu pour ceux qui ont un vif intérêt au développement ultérieur de la patrie allemande, à son unité et à sa liberté, de se mettre d'accord sur une ligne politique commune selon laquelle ils puissent œuvrer dans les organes de l'opinion publique, dans les journaux et les revues mis à leur disposition pour que la crise actuelle, qui n'a bien sûr pas un caractère révolutionnaire, soit exploitée autant que possible dans l'intérêt du parti.

Je prends donc la liberté de vous écrire dans l'espoir qu'il sera possible de parvenir à un accord sur au moins quelques points.

Malgré les nouvelles du Congrès, je considère que la guerre est inévitable et je pense que dans ce cas, le plus grand bénéfice pour les aspirations à la liberté de l'Europe en résulterait si les deux adversaires, la France et l'Autriche, s'affaiblissaient à ce point dans une guerre longue et sanglante que les deux aient les mains liées.

Je considère l'Autriche beaucoup plus dangereuse pour la liberté allemande que la France.

Le despotisme de la première est éternel; celui de la seconde est transitoire, et d'ailleurs la conscience nationale du peuple allemand nous protège contre lui.

L'influence de l'Autriche en Allemagne a toujours été la plus néfaste; sa domination en Italie est si odieuse que nous ne pouvons pas la soutenir. Nous devrions, je pense, laisser aux Italiens le soin de chercher les moyens qu'ils jugent appropriés pour secouer le joug autrichien.

---

<sup>1</sup> Lothar Bucher. Député du centre gauche à l'Assemblée nationale prussienne de 1848, il émigrera à Londres où il sera correspondant de la *National-Zeitung*.

<sup>2</sup> C5, p. 313.

Pour se débarrasser de Napoléon en 1813, l'Allemagne s'est bien jetée dans les bras de la Russie; nous ne voudrions donc pas empêcher les Italiens de s'assurer le concours de Napoléon.

Nous pouvons et devons mettre en garde contre une telle aide, mais dans une guerre nationale dont le but immédiat est de secouer le joug étranger, s'opposer à cette fin parce que celui qui vient en aide nous inspire de l'aversion me paraît absurde

Je ne vois aucun salut pour l'Allemagne si l'Autriche sort victorieuse de la bataille ou si la guerre est réellement empêchée par le fait que l'Allemagne tout entière se déclare solidaire.

Dans ce dernier cas l'Autriche entrera en lice avec tout le poids que lui donne la possession de ses provinces extérieures à l'Allemagne pour maintenir l'état actuel des choses. L'écrasement de l'Autriche, la séparation de ses provinces extra allemandes de la Confédération germanique et la constitution de celle-ci en puissance politique me semblent être des résultats qui peuvent être atteints en faisant un usage judicieux des situations actuelles et pour la réalisation desquels nous devrions mobiliser toutes nos forces.

La possession de provinces non allemandes par des puissances qui possèdent la plus grande partie de leurs terres et des masses populaires en dehors de la Confédération allemande me semble être l'un des principaux dommages cancéreux qui rongent le développement politique allemand et l'agitation actuelle des esprits en Allemagne pourrait bien être utilisée pour orienter les esprits vers ces objectifs.

Pour l'instant, comme je crois pouvoir le déduire de tous les rapports avec une certitude absolue, il n'y a absolument aucun mouvement révolutionnaire en Allemagne dirigé contre les princes et leurs gouvernements. Il faut espérer que celui-ci viendra se produire si le peuple devait être frustré, déçu quant à un espoir qu'il aurait formulé.

Pour commencer, je ne pense pas qu'il y ait de danger sur le Rhin, mais cela peut arriver plus tard; une guerre là-bas ou contre l'Angleterre rendrait Louis Napoléon presque populaire; la guerre d'Italie n'a pas cet aspect populaire. Il me semble dès lors avantageux qu'il sorte exsangue de celle-ci. Si l'Allemagne s'unifie et devient une vraie puissance pendant cette période, elle n'a pas à craindre une guerre sur le Rhin; de toute façon elle en sortira victorieuse.

Il me semble que nous pourrions formuler notre programme pour le futur proche de la manière suivante : neutralité dans la guerre d'Italie tant que le territoire fédéral allemand n'est pas touché; mobilisation complète contre toute volonté de conquête de la France; entretien de l'exécration populaire de l'économie impériale en France et de l'économie absolutiste ultramontaine en Autriche; revendication d'une fermeture plus étroite de la Confédération germanique et de l'exclusion complète des provinces non allemandes; revendication d'une libre organisation interne et entretien du mouvement axé sur cette dernière; neutralisation des clameurs entretenues par l'*Allgemeine Zeitung* et ceux qui partagent ses opinions.

J'aimerais savoir si vous êtes d'accord avec les grandes lignes de ce programme, si vous souhaitez œuvrer en sa faveur dans les journaux publics à votre disposition et si vous pouvez me signaler les personnes partageant les mêmes idées qui seraient disposées à travailler en ce sens.

### 3.5. Carl Vogt, « Zur Warnung »

Le 14 mai 1859, Elard Biskamp a publié dans *Das Volk* un article anonyme intitulé « *Der Reichsregent als Reichsverräter* » (« Le régent de l'Empire comme traître à l'Empire ») dans lequel il dénonce les manœuvres bonapartistes de Carl Vogt.

Ce dernier ne tardera pas à réagir en publiant dans le *Schweizer Handels-Courier*<sup>1</sup> de Bienne du 2 juin 1859 cette réplique intitulée « Zur Warnung », datée du 23 mai 1859.

\*

Nous traduisons à partir de Carl Vogt « Mein Prozess gegen die *Allgemeine Zeitung* », Dritter Abschnitt, Dokumente n° 7, pp. 31-33 de notre édition de référence.

\*

Permettez-moi un petit mot d'avertissement pour les braves gens qui peuvent facilement être entraînés dans un réseau d'intrigues parce qu'ils ne connaissent pas les fils secrets dont il est tissé.

Depuis le tournant de la révolution de 1849, une clique de réfugiés s'est peu à peu rassemblée à Londres, dont les membres étaient connus à l'époque parmi les émigrés suisses sous le nom de « Bürstenheimer » ou de « Schwefelbande ». Leur chef est Marx, l'ancien rédacteur en chef de la *Rheinische Zeitung* de Cologne - Leur mot d'ordre : « République sociale » ; « Dictature des travailleurs » et leur occupation : tisser des liens et des conspirations.

Depuis l'asile anglais, ils trament des rets vers l'Allemagne, la Suisse et la France et chaque fois, ces conspirations étaient connues dès le début par les polices secrètes concernées et les malheureux qui s'étaient laissé envouter étaient des victimes de la justice. Nous nous souvenons des soi-disant procès des communistes à Cologne, à Paris et en d'autres endroits. D'habitude, dans le dernier épisode du drame, le rôle principal est joué par un agent provocateur qui est condamné à de lourdes peines mais qui, peu de temps après sa condamnation, disparaît de manière inexplicable et le jeu recommence. C'est le cas d'un certain Cherval dans les procès cités.

Le déroulement de l'intrigue est généralement celui-ci. En période d'agitation politique, un grand journal paraît soudain à Londres en une ou trois langues, le « Peuple », la « République des travailleurs ». Il n'y a que quelques numéros qui sont envoyés aux associations ouvrières et à d'autres adresses dont on pense que les tendances sont similaires. Parallèlement, des lettres signées par un inconnu, président du « Comité central », demandent des informations, un échange mutuel d'idées et attirent l'attention sur le fait que le moment de la réalisation est venu, qu'il faut maintenant se rapprocher les uns des autres, faire de la propagande.

Les réponses à ces lettres figurent dans les dossiers de Cologne et de Paris.

Plus tard, il s'agit d'acquérir les moyens révolutionnaires. Ledit Cherval s'est efforcé partout de fonder des associations pour la fabrication de faux papiers-monnaies afin de détruire le crédit et les finances des tyrans et d'entraîner leur chute.

---

<sup>1</sup> Dont le rédacteur, Ersnt Schüler, était un réfugié allemand en Suisse financièrement dépendant de Vogt.

Tôt ou tard, le nid tout entier sera démantelé dès que la police le jugera opportun.

Nous savons qu'actuellement de nouveaux efforts sont en cours à Londres. De lettres, signées A. Sch. sont adressées à des associations et à des personnes de là-bas. Un nouveau journal « Das Volk » est envoyé. Certains oiseaux de proie, qui se vêtent de nouveaux habits en de telles occasions, se promènent en prêchant la fondation d'un « journal ouvrier », qu'ils rédigeront eux-mêmes.

Nous savons aussi que ces tentatives se sont heurtées jusqu'à présent aux associations ouvrières allemandes en Suisse. Nous savons que les ouvriers ont progressé dans le discernement et l'éducation; qu'ils prennent un intérêt chaleureux pour le développement de leur patrie, et qu'ils sont donc loin de tomber dans le piège de personnes qui cherchent à les abuser. Nous croyons agir dans l'intérêt des ouvriers en leur expliquant ouvertement les voies détournées par lesquelles on essaie de les entraîner. Les ouvriers ne sont plus au niveau où les prophètes à la Kuhlmann<sup>2</sup> pouvaient s'engraisser à leurs dépens.

---

<sup>2</sup> Georg Kuhlmann qui se faisait passer pour un prophète en Suisse en prêchant le « socialisme vrai » aux partisans de Wilhelm Weitling. (Cf. notre **fascicule 7**, chapitre 2).

## Marx, à mesure

### Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie.</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
La campagne d'Italie en 1859. Dates remarquables	Vol. 31
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
<i>La Commune révolutionnaire</i> , « Aux communeux » (Londres, juin 1874)	Vol. 29
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
La Confédération germanique, dates remarquables	Vol. 32
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Le <i>Crédit mobilier</i> et les frères Pereire	Vol. 15
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l' <i>eurocentrisme</i> de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor ( <i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i> (2)	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i> (3)	Vol. 19
F. Engels, <i>Des rapports sociaux en Russie</i> ( <i>Der Volksstaat</i> , des 16, 18 et 21.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Discours sur la Pologne ( <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais ( <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste ( <i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre ( <i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes ( <i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11

F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, La Kölnische Zeitung et la révolution de juin. ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 <sup>er</sup> juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le Pô et le Rhin	Vol. 32
F. Engels, La lutte des Magyars ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 <sup>er</sup> et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste ( <i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique ( <i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles ( <i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste ( <i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le procès des communistes à Cologne ( <i>New York Daily Tribune</i> du 22.12.1852)	Vol. 20
F. Engels, Le programme agraire des chartistes ( <i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le programme des émigrés blanquistes de la commune ( <i>Der Volksstaat</i> du 26.06.1874)	Vol. 29
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande ( <i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne</i> ( <i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France</i> ( <i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale ( <i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, Préface à l'édition de 1885 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, Postface aux <i>Problèmes sociaux en Russie</i> (Berlin, 1894)	Vol. 29
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Réponse à la lettre ouverte de P.N. Tkachev ( <i>Der Volkstaat</i> , des 28.03 et 02.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, Sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
F. Engels, Sur la littérature des émigrés (III) ( <i>Der Volksstaat</i> des 6 et 8.10.1874)	Vol. 29
F. Engels, sur la <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i> de Karl Marx.	Vol. 30
F. Engels, Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 ( <i>Notes to the People</i> , février/avril 1852)	Vol. 21
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier, Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier, Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel, La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
Hegel et l'orient.	Vol. 22
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18
Ferdinand Lassalle, La guerre d'Italie et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie.	Vol. 32
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabot	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18

<i>Ligue des communistes, La rupture de septembre 1850</i>	Vol. 19
<i>Ligue des communistes, La fraction Willich/Schapper</i>	Vol. 19
<i>Ligue des communistes, Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)</i>	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de l'année 1859	Vol. 31
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, Préfaces au <i>Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste, une œuvre de plagiaires ?</i>	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, La <i>Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, sur la question d'Orient	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la guerre de Crimée	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la rébellion des Cipayes en Inde. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 24
K. Marx et F. Engels, sur la crise de 1857. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 25
K. Marx et F. Engels : le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1857 et 1858	Vol. 24
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, A Engels, le 02.04.1858 : « <i>un short outline of the first part</i> »	Vol. 26
K. Marx, Au parlement ouvrier ( <i>People's Paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i>	Vol. 30
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, Défaite du ministère de Palmerston ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 25.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne ( <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Enquête ouvrière	Vol. 28
K. Marx, Grèves ouvrières ( <i>New York Daily Tribune</i> de juillet à décembre 1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Grundrisse</i> , histoire d'un manuscrit	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (1) : l'introduction de 1857	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (2) : le chapitre de l'argent	Vol. 26
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (3) : le chapitre du capital	Vol. 27
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (4) : le fragment des machines	Vol. 28
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (5) : le chapitre des formes antérieures à la production capitaliste	Vol. 29
K. Marx, <i>Herr Vogt</i>	Vol. 33
K. Marx, La condition des ouvriers d'usine ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 23.04.1857)	Vol. 27
K. Marx, <i>La défaite de Cobden, Bright et Gibson</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 17.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Le résultat des élections</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 12.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, l'Espagne en révolution	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>La guerre civile en France</i> , Adresse du 30.05.1871 du Conseil général de l'AIT	Vol. 21
K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 09.02.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 22.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Les élections anglaises</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 06.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Les prochaines élections en Angleterre</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 31.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860	Vol. 20
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Véra Zassoulitch, du 8 mars 1881.	Vol. 29
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier ( <i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, L'Italie en résistance	Vol. 22
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 25.08.1852)	Vol. 11

K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (1)</i>	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (2)</i>	Vol. 16
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. <i>Une découverte scientifique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. <i>La métaphysique de l'économie politique</i>	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Plaidoyer du 8 février 1849	Vol. 18
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Préface à l'édition de 1869 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Révélations sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21
K. Marx, La révolution de juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une <i>questiuncula theorica</i>	Vol. 22
K. Marx, Sur la loi des 10 heures ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 15.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, Le système industriel anglais ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 28.04.57)	Vol. 27
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, la reprise des travaux théoriques et des recherches	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1848-1849	Vol. 18
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1850-1859	Vol. 32
K. Marx et F. Lassalle, la controverse de 1859	Vol. 32
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (1) : 1844-1858	Vol. 23
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français	Vol. 19
Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier	Vol. 29
Jules Mirès, notice biographique	Vol. 25
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, Le point de vue de la production dans le marxisme	Vol. 8
J. Nagels, David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs	Vol. 8
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur Charles Anderson Dana et le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la carrière politique de Lord Palmerston	Vol. 28
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la guerre de Crimée : chronologie	Vol. 22
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur la rébellion des Cipayes en Inde : contexte historique et chronologie des évènements	Vol. 24
Note sur la crise de 1857	Vol. 25
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880	Vol. 28
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les sociétés en commandite par actions	Vol. 25
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
<i>L'obchtchina</i> en question : la controverse entre Fr. Engels et P.N. Tkatchev	Vol. 29
L'opéraïsme italien des années soixante	Vol. 28
Raniero Panzieri, <i>Capitalisme et machinisme</i>	Vol. 28
Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante	Vol. 28
Constantin Pecqueur / Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Plus-value ou survaleur ? La traduction française du concept de <i>Mehrwert</i> en débat	Vol. 27
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Note sur le <i>Manuel du spéculateur à la bourse</i>	Vol. 25
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16

Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
La révolution de 1848 en France : chronologie des évènements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des évènements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Joseph Staline, <i>Le matérialisme dialectique et le matérialisme dialectique</i>	Vol. 29
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
P.N. Tkatchev, <i>Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels</i> (Zurich, 1874)	Vol. 29
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22
Tranches de vie : l'année 1857	Vol. 23
Tranches de vie : l'année 1858	Vol. 26
Tranches de vie : l'année 1859	Vol. 27
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Wilhelm Weitling, notice biographique	Vol. 23
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19